ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS334/R
21 septembre 2007

(07-3877)

Original: anglais

TURQUIE – MESURES AFFECTANT L'IMPORTATION DE RIZ

Rapport du Groupe spécial

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 1
II. ASPECTS FACTUELS 2
A. DESCRIPTION DU PRODUIT 2
B. MARCHÉ DU RIZ EN TURQUIE 3
1. Production de riz de la Turquie 3
2. Consommation de riz en Turquie 5
3. Importations de riz de la Turquie 6
4. Producteurs de riz nationaux 13
C. RÉGIME D'IMPORTATION GÉNÉRAL 14
1. Taux de droits 14
2. Accords préférentiels visant l'importation de riz 14
3. Procédure générale pour l'importation de riz 14
D. CERTIFICATS DE CONTRÔLE 15
1. Fondement juridique 15
a) Situation au moment de l'établissement du présent groupe spécial 15
b) Nouvelle législation après l'établissement du présent groupe spécial 18
2. Certificats de contrôle approuvés 18
a) Déclaration de la Turquie 18
b) Demande d'éléments de preuve adressée à la Turquie 18
c) Nouvelle demande d'éléments de preuve adressée à la Turquie 19
3. Rejet des demandes de certificats de contrôle 20
a) Rejet des demandes de certificats de contrôle 20
b) Demande d'éléments de preuve adressée à la Turquie 21
c) Nouvelle demande d'éléments de preuve adressée à la Turquie 22
4. Procédures devant les tribunaux administratifs turcs 22
a) Arguments présentés par le MARA devant un tribunal administratif 22
5. Décision d'un tribunal administratif turc 23
E. LE SYSTÈME DE CONTINGENT TARIFAIRE 24
1. Situation au moment de l'établissement du présent groupe spécial 24
a) Décret n° 95/6814 du 30 avril 1995 24
b) Décret n° 2004/7333 du 10 mai 2004 24
c) Décret n° 2005/9315 de septembre 2005 25
d) Communiqué n° 25 943 du FTU 26

2. Régimes de contingent tarifaire antérieurs 27
a) Décret n° 2004/7135 du 20 avril 2004 (du 20 avril 2004 au 31 août 2004) 27
b) Décret n° 2004/7756 d'août 2004 (du 1er novembre 2004 au 31 juillet 2005) 28
3. Licences d'importation 30
F. OFFICE TURC DES CÉRÉALES 31
G. LETTRES D'ACCEPTATION 34
1. Documents appelés "lettres d'acceptation" 34
2. Éléments de preuve indiquant l'existence de lettres d'acceptation 34
3. Contenu des lettres d'acceptation 35
4. Nature des lettres d'acceptation 36
H. LETTRE DU MINISTRE D'ÉTAT DE LA TURQUIE 37
III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES 37
IV. ARGUMENTS DES PARTIES ET DES TIERCES PARTIES 40
V. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 40
A. DEMANDES DE RÉEXAMEN CONCERNANT DES ASPECTS PRÉCIS DU RAPPORT INTÉRIMAIRE 40
B. DEMANDE CONCERNANT LE PRINCIPE D'ÉCONOMIE JURISPRUDENTIELLE 40
C. CHARGE DE LA PREUVE 41
D. DEVOIR DE COLLABORATION DES PARTIES 43
E. DÉDUCTIONS APPROPRIÉES 44
F. RECOMMANDATIONS DU GROUPE SPÉCIAL 44
G. RÉVISIONS ET CORRECTIONS ADDITIONNELLES 46
VI. DÉCISION PRÉLIMINAIRE DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LES DROITS DE TIERCE PARTIE 46
VII. CONSTATATIONS 48
A. CHARGE DE LA PREUVE 48
B. REFUS D'ACCORDER DES LICENCES OU FAIT DE NE PAS ACCORDER DE LICENCES POUR L'IMPORTATION DE RIZ À UN TAUX ÉGAL OU INFÉRIEUR AU TAUX DE DROIT CONSOLIDÉ 51
1. Allégations des États-Unis 51
2. Réponse de la Turquie 52
3. La mesure contestée 53
a) Ce qui est appelé "prohibition généralisée" 53
b) La mesure en cause 54
c) Conclusion 55
4. Ordre d'analyse 55

5. Allégation au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture 61
a) Arguments des parties 61
b) Article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture 62
c) Analyse du Groupe spécial 62
i) Importance de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture 62
ii) Questions que le Groupe spécial doit examiner 63
iii) Les États-Unis ont-ils apporté des éléments de preuve concernant la mesure contestée? 64
iv) La Turquie a-t-elle présenté des éléments de preuve pour réfuter la présomption? 70
v) La décision de la Turquie de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire est-elle une "mesure du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits"? 75
Analyse du Groupe spécial 75
Restrictions quantitatives à l'importation 76
Régime de licences d'importation discrétionnaires 79
Considérations finales 82
vi) Conclusion 83
6. Allégation au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994 83
a) Arguments des parties 83
b) Analyse du Groupe spécial 83
7. Allégations concernant l'administration de la décision de la Turquie de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz 84
a) Arguments des parties 84
b) Analyse du Groupe spécial 85
C. PRESCRIPTION RELATIVE AUX ACHATS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR 85
1. Allégations des États-Unis 85
2. Réponse de la Turquie 86
3. Constatations concernant une mesure venue à expiration 86
a) Arguments des parties 86
b) Analyse du Groupe spécial 90
c) Conclusion 93
4. Ordre d'analyse 93
5. Allégation au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 96
a) Arguments des parties 96
b) Article III:4 du GATT de 1994 99
c) Analyse du Groupe spécial 99
i) Similarité des produits 99

ii) *Loi, règlement ou prescription affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation sur le marché intérieur* *100*
iii) *Traitement moins favorable* *102*
iv) *Conclusion* *105*
6. Allégation au titre des articles XI:1 du GATT de 1994 et 4:2 de l'Accord sur l'agriculture 105
a) Arguments des parties 105
b) Article XI:1 du GATT de 1994 et 4:2 de l'Accord sur l'agriculture 107
c) Analyse du Groupe spécial 108
7. Allégation au titre de l'Accord sur les MIC 109
a) Arguments des parties 109
b) Analyse du Groupe spécial 110
8. Recommandations 110
a) Arguments des parties 110
b) Analyse du Groupe spécial 111
D. ALLÉGATIONS À L'ENCONTRE DE LA PRESCRIPTION RELATIVE AUX ACHATS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR CONSIDÉRÉE *CONJOINTEMENT AVEC* LE REFUS D'ACCORDER DES LICENCES OU LE FAIT DE NE PAS ACCORDER DE LICENCES POUR L'IMPORTATION DE RIZ À UN TAUX ÉGAL OU INFÉRIEUR AU TAUX DE DROIT CONSOLIDÉ 113
1. Allégations des États-Unis 113
2. Réponse de la Turquie 115
3. Dispositions invoquées par les États-Unis 116
4. Analyse du Groupe spécial 116
E. ALLÉGATIONS DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LES ARTICLES 3:5 A) ET 5:1, 5:2, 5:3, ET 5:4 DE L'ACCORD SUR LES LICENCES D'IMPORTATION 117
1. Allégations des États-Unis 117
2. Réponse de la Turquie 118
3. Analyse du Groupe spécial 118
F. ADMINISTRATION DES CONTINGENTS TARIFAIRES 121
1. Allégation des États-Unis 121
2. Réponse de la Turquie 121
3. Article 3:5 h) de l'Accord sur les licences d'importation 122
4. Analyse du Groupe spécial 122
G. TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ 123
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION 124

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES PREMIÈRES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES ET COMMUNICATIONS ÉCRITES DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe A-1	Résumé analytique de la première communication écrite des États-Unis (27 septembre 2006)	A-2
Annexe A-2	Résumé analytique de la première communication écrite de la Turquie (18 octobre 2006)	A-11
Annexe A-3	Communication écrite de la Chine en tant que tierce partie (18 octobre 2006)	A-20
Annexe A-4	Communication écrite de l'Égypte en tant que tierce partie (18 octobre 2006)	A-24
Annexe A-5	Communication écrite des Communautés européennes en tant que tierce partie (18 octobre 2006)	A-31

ANNEXE B

DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique de la déclaration orale liminaire des États-Unis à la première réunion de fond (17 novembre 2006)	B-2
Annexe B-2	Déclaration orale finale des États-Unis à la première réunion de fond (9 novembre 2006)	B-8
Annexe B-3	Déclarations orales liminaire et finale de la Turquie à la première réunion de fond (8 et 9 novembre 2006)	B-10
Annexe B-4	Déclaration orale de l'Australie à la session consacrée aux tierces parties (9 novembre 2006)	B-21
Annexe B-5	Déclaration orale de la Chine à la session consacrée aux tierces parties (9 novembre 2006)	B-26
Annexe B-6	Déclaration orale de l'Égypte à la session consacrée aux tierces parties (9 novembre 2006)	B-28
Annexe B-7	Déclaration orale des Communautés européennes à la session consacrée aux tierces parties (9 novembre 2006)	B-31
Annexe B-8	Déclaration orale de la Corée à la session consacrée aux tierces parties (9 novembre 2006)	B-33
Annexe B-9	Déclaration orale de la Thaïlande à la session consacrée aux tierces parties (9 novembre 2006)	B-36

ANNEXE C

RÉPONSES DES PARTIES ET DES TIERCES PARTIES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

Table des matières		Page
Annexe C-1	Réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (30 novembre 2006)	C-2
Annexe C-2	Réponses de la Turquie aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (30 novembre 2006)	C-39
Annexe C-3	Réponses de l'Australie aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (21 novembre 2006)	C-87
Annexe C-4	Réponses de l'Égypte aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (21 novembre 2006)	C-88
Annexe C-5	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (21 novembre 2006)	C-89
Annexe C-6	Réponses de la Corée aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (21 novembre 2006)	C-92

ANNEXE D

COMMUNICATIONS PRÉSENTÉES À TITRE DE RÉFUTATION PAR LES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe D-1	Résumé analytique de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis (15 décembre 2006)	D-2
Annexe D-2	Résumé analytique de la communication présentée à titre de réfutation par la Turquie (20 décembre 2006)	D-12

ANNEXE E

DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

Table des matières		Page
Annexe E-1	Résumé analytique de la déclaration orale liminaire des États-Unis à la deuxième réunion de fond (25 janvier 2007)	E-2
Annexe E-2	Déclaration orale finale des États-Unis à la deuxième réunion de fond (18 janvier 2007)	E-8
Annexe E-3	Déclaration orale liminaire de la Turquie à la deuxième réunion de fond (17 janvier 2007)	E-10
Annexe E-4	Déclaration orale finale de la Turquie à la deuxième réunion de fond (18 janvier 2007)	E-19

ANNEXE F

RÉPONSES DES PARTIES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET LES AUTRES PARTIES APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND, ET OBSERVATIONS DES PARTIES SUR LES RÉPONSES DES AUTRES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe F-1	Réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial et la Turquie après la deuxième réunion de fond (6 février 2007)	F-2
Annexe F-2	Observations des États-Unis sur les réponses de la Turquie aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond (20 février 2007)	F-26
Annexe F-3	Observations des États-Unis sur les observations de la Turquie concernant les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial et la Turquie après la deuxième réunion de fond (28 février 2007)	F-51
Annexe F-4	Réponses de la Turquie aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond (6 février 2007)	F-52
Annexe F-5	Observations de la Turquie sur les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial et la Turquie après la deuxième réunion de fond (20 février 2007)	F-92

ANNEXE G

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

ANNEXE H

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

ANNEXE I

LETTRE DU GROUPE SPÉCIAL AUX PARTIES, DATÉE DU 30 AOÛT 2006, CONCERNANT LA PARTICIPATION DU PAKISTAN EN TANT QUE TIERCE PARTIE

ANNEXE J

LISTES DES PIÈCES PRÉSENTÉES PAR LES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe J-1	Liste des pièces présentées par les États-Unis	J-2
Annexe J-2	Liste des pièces présentées par la Turquie	J-6

ANNEXE K

ÉCHANGE DE CORRESPONDANCE ENTRE LE GROUPE SPÉCIAL ET LES PARTIES AU SUJET DE LA SECTION VII.G DU RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe K-1	Lettre datée du 6 août 2007 et adressée par les États-Unis au Groupe spécial	K-2
Annexe K-2	Lettre datée du 8 août 2007 et adressée par la Turquie au Groupe spécial contenant des observations sur la lettre des États-Unis datée du 6 août 2007	K-3
Annexe K-3	Fax daté du 9 août 2007 et adressé par le Groupe spécial aux Parties	K-4
Annexe K-4	Lettre datée du 9 août 2007 et adressée par les États-Unis au Groupe spécial en réponse à la lettre de la Turquie datée du 8 août 2007	K-5
Annexe K-5	Fax daté du 10 août 2007 et adressé par le Groupe spécial aux Parties	K-7
Annexe K-6	Fax daté du 13 août 2007 et adressé par le Groupe spécial aux Parties	K-8
Annexe K-7	Lettre datée du 20 août 2007 et adressé par les États-Unis au Groupe spécial aux Parties	K-9
Annexe K-8	Lettre datée du 27 août 2007 et adressée par la Turquie au Groupe spécial	K-11
Annexe K-9	Lettre datée du 30 août 2007 et adressée par les États-Unis au Groupe spécial	K-13
Annexe K-10	Fax daté du 11 septembre 2007 et adressé par le Groupe spécial aux Parties	K-14

AFFAIRES DANS LE CADRE DE L'OMC CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Chaussures, textiles et vêtements	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles*, WT/DS56/R, adopté le 22 avril 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS56/AB/R
Australie – Saumons	Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Mesures visant les importations de saumons*, WT/DS18/AB/R, adopté le 6 novembre 1998
Canada – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999
Canada – Automobiles	Rapport du Groupe spécial *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS139/R, WT/DS142/R, adopté le 19 juin 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R
Canada – Exportations de blé et importations de grains	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*, WT/DS276/R, adopté le 27 septembre 2004, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS276/AB/R
Canada – Produits laitiers	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers*, WT/DS103/R, WT/DS113/R, adopté le 27 octobre 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS103/AB/R, WT/DS113/AB/R
Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis et Nouvelle-Zélande II)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers – Deuxième recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS103/AB/RW2, WT/DS113/AB/RW2, adopté le 17 janvier 2003
CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, WT/DS291/R, WT/DS292/R, WT/DS293/R, Corr.1 et Add.1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9, adopté le 21 novembre 2006
CE – Bananes III	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997
CE – Hormones	Rapport de l'Organe d'appel *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998
CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre, plainte de l'Australie*, WT/DS265/R, adopté le 19 mai 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS265/AB/R, WT/DS266/AB/R, WT/DS283/AB/R
CE – Volailles	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles*, WT/DS69/AB/R, adopté le 23 juillet 1998
Chili – Système de fourchettes de prix	Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, WT/DS207/AB/R, adopté le 23 octobre 2002

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Chili – Système de fourchettes de prix	Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, WT/DS207/R, adopté le 23 octobre 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS207AB/R
Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée*, WT/DS161/AB/R, WT/DS169/AB/R, adopté le 10 janvier 2001
Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée*, WT/DS161/R, WT/DS169/R, adopté le 10 janvier 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS161/AB/R, WT/DS169/AB/R
États-Unis – Acier au carbone	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002
États-Unis – Certains produits en provenance des CE	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS165/AB/R, adopté le 10 janvier 2001
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997
États-Unis – Crevettes	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/R et Corr.1, adopté le 6 novembre 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS58/AB/R
États-Unis – Essence	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/R, adopté le 20 mai 1996, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS2/AB/R
États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW, adopté le 29 janvier 2002
États-Unis – Gluten de froment	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes*, WT/DS166/AB/R, adopté le 19 janvier 2001
Guatemala – Ciment I	Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/AB/R, adopté le 25 novembre 1998
Inde – Automobiles	Rapport du Groupe spécial *Inde – Mesures concernant le secteur automobile*, WT/DS146/R, WT/DS175/R et Corr.1, adopté le 5 avril 2002
Inde – Brevets (États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996
Japon – Pellicules	Rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs*, WT/DS44/R, adopté le 22 avril 1998

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Japon – Pommes	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant l'importation de pommes*, WT/DS245/AB/R, adopté le 10 décembre 2003
Mexique – Taxes sur les boissons sans alcool	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures fiscales concernant les boissons sans alcool et autres boissons*, WT/DS308/R, adopté le 24 mars 2006, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS308/AB/R
République dominicaine – Importation et vente de cigarettes	Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur*, WT/DS302/AB/R, adopté le 19 mai 2005
République dominicaine – Importation et vente de cigarettes	Rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur*, WT/DS302/R, adopté le 19 mai 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS302/AB/R
Turquie – Textiles	Rapport du Groupe spécial *Turquie – Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements*, WT/DS34/R, adopté le 19 novembre 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS34/AB/R

AFFAIRES DANS LE CADRE DU GATT CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Référence dans les notes de bas de page
Canada – LEIE	Rapport du Groupe spécial *Canada – Administration de la Loi sur l'examen de l'investissement étranger*, adopté le 7 février 1984, IBDD, S30/147
États-Unis – Taxes sur les automobiles	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Taxes sur les automobiles*, 11 octobre 1994, non adopté, DS31/R
Italie – Machines agricoles	Rapport du Groupe spécial *Mesures discriminatoires appliquées par l'Italie à l'importation de machines agricoles*, adopté le 23 octobre 1958, IBDD, S7/64

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Accord sur les licences d'importation	Accord sur les procédures de licences d'importation
Accord sur les MIC	Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce
Accord sur l'OMC	Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce
CE	Communautés européennes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FTU	Sous-Secrétariat turc au commerce extérieur
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GATT de 1947	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1947
GATT de 1994	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
MARA	Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
NPF	Nation la plus favorisée
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Organisation mondiale des douanes
ORD	Organe de règlement des différends
SH	Système harmonisé
TMO	Office turc des céréales

I. INTRODUCTION

1.1 Le 2 novembre 2005, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie, conformément aux articles 1er et 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord"), à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994"), à l'article 6 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation ("Accord sur les licences d'importation"), à l'article 8 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce ("Accord sur les MIC") et à l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture, au sujet des restrictions dont il est allégué qu'elles sont imposées par la Turquie à l'importation de riz en provenance des États-Unis.[1]

1.2 Le 16 novembre 2005, l'Australie et la Thaïlande ont demandé, conformément au paragraphe 11 de l'article 4 du Mémorandum d'accord, à être admises à participer aux consultations avec la Turquie demandées par les États-Unis.[2]

1.3 Le 6 février 2006, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, à l'article 6 de l'Accord sur les licences d'importation, à l'article 8 de l'Accord sur les MIC et à l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture, au sujet des restrictions alléguées de la Turquie à l'importation de riz.[3]

1.4 À sa réunion du 17 mars 2006, l'Organe de règlement des différends (ORD) a établi un groupe spécial comme les États-Unis l'avaient demandé dans le document WT/DS334/4, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord.[4]

1.5 Le 20 juillet 2006, les États-Unis ont demandé au Directeur général, en vertu de l'article 8:7 du Mémorandum d'accord, de déterminer la composition du Groupe spécial. En conséquence, le 31 juillet 2006, le Directeur général a donné au Groupe spécial la composition suivante:

Présidente: Mme Marie-Gabrielle Iniechen-Fleisch

Membres: M. Johann Frederick Kirsten
M. Yoichi Suzuki[5]

1.6 Le mandat du Groupe spécial est le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les États-Unis dans le document WT/DS334/4, la question portée devant l'ORD par les États-Unis dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."[6]

---

[1] Demande de consultations présentée par les États-Unis, *Turquie – Mesures affectant l'importation de riz (Turquie – Riz)*, 7 novembre 2005, WT/DS334/1.

[2] Demande de participation aux consultations, communication de l'Australie, *Turquie – Riz*, 17 novembre 2005, WT/DS334/2 et demande de participation aux consultations, communication de la Thaïlande, *Turquie – Riz*, 18 novembre 2005, WT/DS334/3.

[3] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, *Turquie – Riz*, 7 février 2006, WT/DS334/4.

[4] Constitution du Groupe spécial établi à la demande des États-Unis (note du Secrétariat), *Turquie – Riz*, 1er septembre 2006, WT/DS334/5/Rev.1, paragraphe 1.

[5] *Ibid.*, paragraphe 4.

[6] *Ibid.*, paragraphe 2.

1.7 L'Argentine, l'Australie, la Chine, les Communautés européennes, la Corée, l'Égypte, le Pakistan et la Thaïlande ont réservé leur droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.[7]

1.8 Conformément au calendrier adopté après des consultations avec les parties, le Groupe spécial a reçu des communications écrites des États-Unis et de la Turquie les 20 septembre et 11 octobre 2006, respectivement. Il a reçu des réfutations écrites des parties le 14 décembre 2006. Il a également tenu deux réunions de fond avec les parties. La première s'est tenue les 8 et 9 novembre 2006, et la seconde les 17 et 18 janvier 2007. Le Groupe spécial a reçu des communications écrites de la Chine, des Communautés européennes et de l'Égypte en tant que tierces parties le 18 octobre 2006. Il a tenu une séance avec les tierces parties au cours de la première réunion de fond tenue le 9 novembre 2006. Il a posé des questions aux parties après chaque réunion de fond. La Turquie a également posé des questions aux États-Unis après la deuxième réunion de fond. Le Groupe spécial a reçu des réponses des parties les 30 novembre 2006 et 6 février 2007. Les parties ont formulé des observations sur leurs réponses mutuelles le 20 février 2007. Le Groupe spécial a aussi posé des questions aux tierces parties après la séance qu'il avait tenue avec elles. Il a reçu des réponses de certaines d'entre elles le 21 novembre 2006.

1.9 Les sections descriptives du projet de rapport, y compris l'exposé des faits et des arguments, ont été distribuées aux deux parties le 13 mars 2007. Le même jour, les sections descriptives pertinentes du projet de rapport, qui contenaient les arguments respectifs des tierces parties, ont été envoyées à ces dernières. Le Groupe spécial a reçu des observations des États-Unis et de la Turquie concernant les sections descriptives du projet de rapport le 20 mars. Le même jour, la Corée a présenté des observations d'ordre rédactionnel concernant la section qui contenait ses arguments.

1.10 Le Groupe spécial a présenté son rapport intérimaire aux parties le 3 mai 2007. Le 18 mai, il a reçu des deux parties des demandes écrites visant le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire. Le 1er juin, les parties ont présenté par écrit des observations sur leurs demandes écrites de réexamen respectives.

II. ASPECTS FACTUELS

A. DESCRIPTION DU PRODUIT

2.1 Le présent différend concerne des allégations formulées par les États-Unis à l'encontre des restrictions alléguées de la Turquie à l'importation de riz.

2.2 Le riz peut être défini d'une manière générale comme suit:

> "The grain of the grass *Oryza sativa*, a major world cereal." (le grain de la graminée appelée *Oryza sativa*, l'une des principales céréales du monde.)[8]

2.3 Comme il est expliqué dans une note d'information publiée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO):

> "Le riz est la nourriture de base dans 17 pays d'Asie et du Pacifique, neuf pays en Amérique du Sud et du Nord et huit pays en Afrique. Il fournit 20 pour cent des

[7] Constitution du Groupe spécial établi à la demande des États-Unis (note du Secrétariat), *Turquie – Riz*, 1er septembre 2006, WT/DS334/5/Rev.1, paragraphe 5.

[8] *Shorter Oxford English Dictionary*, 5ème éd., Oxford University Press, 2003, volume 2, page 2577.

besoins énergétiques de l'alimentation mondiale, alors que le blé en fournit 19 pour cent et le maïs 5 pour cent."[9]

2.4 Dans le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Système harmonisé ou SH) établi par l'Organisation mondiale des douanes (OMD), le riz est classé sous la position tarifaire 1006. À l'intérieur de cette position, il est classé, selon les trois étapes de son processus de production, sous les sous-positions suivantes[10]:

i) SH 1006.10: Le riz en paille, également appelé riz paddy ou riz vêtu, est "le riz dont les grains sont encore revêtus de leur balle florale qui les enveloppe très étroitement".

ii) SH 1006.20: Le riz décortiqué, également appelé riz brun ou riz cargo, a été dépouillé des balles florales "dans des appareils appelés décortiqueurs [mais] conserve encore sa pellicule propre (péricarpe). Le riz cargo renferme presque toujours une petite quantité de riz paddy".

iii) SH 1006.30: Le riz semi-blanchi ou le riz blanchi, même poli ou glacé, correspond au "riz en grains entiers dont le péricarpe a été partiellement enlevé" et au "riz en grains entiers dont on a enlevé le péricarpe par passage dans des appareils dénommés cônes à blanchir", respectivement. Il est également appelé riz blanc.[11]

B. MARCHÉ DU RIZ EN TURQUIE

1. Production de riz de la Turquie

2.5 Le riz paddy turc est cultivé dans différentes provinces turques[12] par des agriculteurs détenant un permis de planter du riz paddy.[13] La récolte du riz turc dure plusieurs mois et a lieu pendant le second semestre de l'année civile. Les États-Unis allèguent que la saison de la récolte "commence en août et finit en octobre"[14] alors que de l'avis de la Turquie, elle "commence mi-septembre et dure jusqu'à fin novembre".[15] La campagne de commercialisation va de septembre à août.

2.6 D'après des données fournies par les États-Unis et non contestées par la Turquie, la zone de récolte en Turquie est passée de 70 000 hectares pendant les campagnes de commercialisation comprises entre septembre 2001 et août 2004 à environ 80 000 hectares pendant la campagne de commercialisation allant de septembre 2004 à août 2005, puis à 90 000 hectares lors de la campagne de commercialisation qui a commencé en septembre 2005.[16]

---

[9] Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), "Riz et alimentation humaine", dans: *http://www.fao.org/rice2004/fr/f-sheet/fiche3.pdf*.

[10] *Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises*, volume 1, première édition (1986), Conseil de coopération douanière, Bruxelles, Belgique, page 69. La position tarifaire 1006 inclut également le riz dit "enrichi", le riz étuvé et les brisures de riz.

[11] Les parties ont également désigné le riz blanchi par l'appellation de "riz" dans certaines de leurs communications.

[12] Les États-Unis mentionnent certaines de ces provinces productrices de riz dans leur première communication écrite, qualifiant "Edirne [de] plus grande province productrice de riz en Turquie". Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 49 et 51. Pièce US-24.

[13] Résumé analytique de la première communication de la Turquie, paragraphe 32. Réponse de la Turquie à la question n° 40 c). Pièce TR-34.

[14] Première communication des États-Unis, paragraphe 14.

[15] Réponse de la Turquie à la question n° 5.

[16] Pièce US-45.

2.7 Comme les deux parties l'ont indiqué, la production de riz en Turquie a augmenté de façon continue au cours des dernières années[17], avec un accroissement plus marqué après 2003.[18] Cette dernière tendance ressort clairement des chiffres relatifs à la production de riz paddy fournis par les parties.

CHIFFRES RELATIFS À LA PRODUCTION TURQUE DE RIZ PADDY FOURNIS PAR LES PARTIES (EN TONNES)[19]			
Chiffres fournis par les États-Unis dans la pièce US-45		**Chiffres fournis par la Turquie dans la pièce TR-24**	
Septembre 2001-août 2002	360 000	360 000	**2001**
Septembre 2002-août 2003	360 000	360 000	**2002**
Septembre 2003-août 2004	415 000	372 000	**2003**
Septembre 2004-août 2005	500 000	490 000	**2004**
Septembre 2005-août 2006	600 000	550 000	**2005**
Septembre 2006-août 2007	600 000*		
* *Estimation.*			

2.8 D'après une déclaration du Ministère turc de l'agriculture, "[l]a production [de riz paddy] a augmenté de 87 pour cent en 2006 par rapport à 2002".[20]

2.9 Les chiffres relatifs à la production de riz blanchi fournis par les parties montrent aussi une augmentation.

CHIFFRES RELATIFS À LA PRODUCTION TURQUE DE RIZ BLANCHI FOURNIS PAR LES PARTIES (EN TONNES)			
Chiffres fournis par les États-Unis dans la pièce US-45		**Chiffres fournis par la Turquie dans la pièce TR-24**	
Septembre 2001-août 2002	234 000	216 000	**2001**
Septembre 2002-août 2003	234 000	216 000	**2002**
Septembre 2003-août 2004	270 000	223 000	**2003**
Septembre 2004-août 2005	300 000	294 000	**2004**
Septembre 2005-août 2006	360 000	330 000	**2005**
Septembre 2006-août 2007	360 000*	390 000**	**2006**
* *Estimation.*		** *Réponse de la Turquie à la question n° 49 c).*	

[17] Première communication des États-Unis, paragraphe 11. Réponse de la Turquie à la question n° 49 c).

[18] Réponse de la Turquie à la question n° 49 c). Réfutation des États-Unis, paragraphe 78. Réponse des États-Unis à la question n° 72, paragraphe 111 et note de bas de page 44.

[19] La mention "tonnes" signifie "tonnes métriques".

[20] Pièce US-77. Observations des États-Unis concernant les réponses de la Turquie à la question n° 148, paragraphe 60.

2.10 Nonobstant les différences dans les chiffres détaillés fournis par les parties[21], la production turque de riz blanchi est passée d'environ 40 pour cent de la consommation turque de riz pendant la campagne de commercialisation septembre 2002-août 2003 à environ 60 pour cent de la consommation turque de riz pour la campagne de commercialisation septembre 2005-août 2006.

2.11 S'agissant du prix moyen du riz paddy acheté à des producteurs sur le marché turc, les États-Unis communiquent des prix de gros pour des riz de type et d'origine différents entre 2003 et 2006[22], alors que la Turquie estime que ses propres chiffres relatifs au prix unitaire pour les achats de riz paddy national effectués par différentes sociétés en 2005, sont "une source plus exacte et plus fiable".[23] Malgré ces différences, les parties semblent convenir que le prix moyen du riz paddy acheté aux producteurs par différentes sociétés en 2005 était de 640 livres turques par tonne[24], même si elles ne sont pas d'accord sur le point de savoir si le prix du marché effectif pourrait être influencé par les achats effectués par l'Office turc des céréales (TMO).[25]

2.12 Le riz paddy national est transformé en riz brun et en riz blanchi par les rizeries, qui l'achètent soit directement auprès des agriculteurs ou de leurs coopératives et syndicats, soit par l'intermédiaire du TMO.

2. Consommation de riz en Turquie

2.13 Comme le montre le tableau ci-après, la consommation de riz en Turquie est passée, au cours des dernières années, de 550 000 tonnes en 2003 à 570 000 tonnes en 2005.[26]

CHIFFRES RELATIFS À LA CONSOMMATION TURQUE DE RIZ BLANCHI FOURNIS PAR LES PARTIES (EN TONNES)			
Chiffres fournis par les États-Unis dans la pièce US-45		**Chiffres fournis par la Turquie dans la pièce TR-24**	
Septembre 2001-août 2002	540 000	540 000	**2001**
Septembre 2002-août 2003	545 000	545 000	**2002**
Septembre 2003-août 2004	550 000	550 000	**2003**
Septembre 2004-août 2005	560 000	560 000	**2004**
Septembre 2005-août 2006	570 000	570 000	**2005**
Septembre 2006-août 2007	575 000*		
* *Estimation.*			

2.14 D'après la Turquie, "les niveaux de consommation ne changent pas énormément d'un mois à l'autre. On peut donc calculer la consommation mensuelle moyenne en divisant la consommation totale par 12".[27]

[21] Pièces US-45 et TR-24.
[22] Pièce US-54.
[23] Réponse de la Turquie à la question n° 12, dans laquelle il est fait référence à la pièce TR-27.
[24] Réponse de la Turquie aux questions n° 10 et 12. Réponse des États-Unis à la question n° 11, paragraphe 13, sur la base des pièces TR-27 et US-52.
[25] Réponse de la Turquie à la question n° 110.
[26] Première communication des États-Unis, paragraphe 12. Pièces US-45 et TR-24.
[27] Réponse de la Turquie à la question n° 6.

2.15 S'agissant des choix des consommateurs, les États-Unis signalent que "[p]resque tout le riz consommé en Turquie est du riz blanchi"[28], car "[l]e riz blanchi, et dans une moindre mesure, le riz brun, est consommé aux repas".[29]

2.16 La Turquie affirme que "comme le riz n'est pas un produit homogène du point de vue du goût et de la qualité, certains types de riz ont la préférence des consommateurs. De plus, sur le marché turc, [les] variétés nationales de riz sont vendues plus cher".[30]

3. Importations de riz de la Turquie

2.17 Depuis l'établissement du contingent tarifaire pour le riz en 2004, la Turquie prévoyait trois mécanismes pour l'importation de riz: i) les importations en régime NPF ou hors contingent à des taux de droit appliqués de 34, 36 et 45 pour cent pour le riz paddy, le riz brun et le riz blanchi, respectivement[31]; ii) des taux préférentiels dans le cadre de contingents tarifaires prédéterminés, pour certaines périodes comprises entre avril 2004 et juillet 2006; et iii) des accords commerciaux préférentiels, tels que les accords de libre-échange avec les Communautés européennes et l'ex-République yougoslave de Macédoine (ERYM)[32] pour un total de 28 000[33] et 8 000[34] tonnes de riz importé en franchise de droit par an, respectivement.[35]

2.18 Les parties conviennent que la Turquie est un importateur net de riz[36], et leurs chiffres annuels relatifs au volume des importations effectuées, à savoir le volume effectif des importations de riz, selon le type de riz, sont plutôt similaires, même s'ils ne sont pas identiques en tous points.[37]

---

[28] Réponse des États-Unis à la question n° 6, paragraphe 14.
[29] Première communication des États-Unis, paragraphe 10. Pièce US-38.
[30] Réponse de la Turquie à la question n° 49 c), quatrième paragraphe.
[31] Première communication de la Turquie, paragraphe 2.
[32] Réponse de la Turquie à la question n° 123 c).
[33] Observations des États-Unis concernant la réponse de la Turquie à la question n° 22, paragraphe 22. Pièces TR-31 et US-58.
[34] Pièce US-72.
[35] Observations des États-Unis concernant la réponse de la Turquie à la question n° 102. Voir aussi la réfutation des États-Unis, note de bas de page 20.
[36] Première communication des États-Unis, paragraphe 12. Réponse de la Turquie aux questions n° 49 c) et 92 d).
[37] Comme les États-Unis le signalent, "[l]es totaux annuels pour 2003, 2004 et 2005 dans la pièce US-81[Rev.] sont comparables aux totaux annuels pour les mêmes années communiqués par la Turquie dans la pièce Annex TR-23. S'agissant des données pour 2006, le total annuel des importations de riz de la Turquie qui figure dans la pièce US-81[Rev.] est inférieur d'environ 58 000 tonnes métriques au chiffre communiqué par la Turquie dans la pièce Annex TR-23." Réponse des États-Unis à la question n° 99, paragraphe 3.

CHIFFRES ANNUELS RELATIFS AU VOLUME DES IMPORTATIONS EFFECTUÉES, PAR TYPE DE RIZ (EN TONNES)					
Période	**Partie communiquant les renseignements**	**Riz paddy**	**Riz brun**	**Riz blanchi**	**Total annuel**
2003	*États-Unis**	*247 723*	*10 036*	*213 519*	*471 997*
	Turquie**	247 723	10 934	213 528	472 186***
2004	*États-Unis**	*26 749*	*26 177*	*101 188*	*154 485*
	Turquie**	35 432	26 176	103 887	165 496***
2005	*États-Unis**	*102 198*	*42 193*	*158 423*	*302 814*
	Turquie**	102 197	42 193	158 422	302 813***
Janvier-novembre 2006	*États-Unis**	*91 744*	*41 704*	*53 063*	*186 513*
Janvier-septembre 2006	Turquie**	102 761	54 430	87 597	244 789***
** Pièce US-81rev, source: Société turque de statistique (TUIK).* *** Pièce TR-23, source: FTU. Voir également la pièce TR-25.* **** Sur la base des chiffres qui figurent dans la pièce TR-23.*					

2.19 Les parties conviennent que "le niveau d'importation le plus élevé depuis dix ans" a été enregistré en 2003.[38] Elles sont toutefois en désaccord sur le niveau des importations d'équivalent-riz blanchi atteint en 2003, ainsi que sur le niveau et la tendance des importations annuelles totales d'équivalent-riz blanchi depuis 2004. Pour sa part, la Turquie fait valoir qu'"il y a eu, en même temps que l'augmentation de la production nationale de riz, un accroissement [du chiffre relatif aux] importations [annuelles totales d'équivalent-]riz en Turquie. Par exemple, pendant la période allant de 2004 à 2006, au cours de laquelle le régime de contingent tarifaire était en vigueur, les importations d'équivalent-riz sont passées de 146 458 tonnes à 253 436 tonnes."[39] Les États-Unis, quant à eux, indiquent ce qui suit:

> "L'argument de la Turquie selon lequel les importations de riz ont augmenté de 2004 à 2006 est trompeur. Tout d'abord, les importations de riz en 2004 ont baissé par rapport aux niveaux de 2003 … Comme le montre la pièce US-45, les importations pour l'année commerciale ou civile ont atteint 151 000 tonnes métriques en 2004, contre 320 000 tonnes métriques en 2003 … [Par la suite, l]es importations de riz n'ont pas retrouvé leurs niveaux antérieurs. Alors qu'au cours de l'année commerciale 2005, elles s'élevaient à 298 000 tonnes métriques, elles ont de nouveau diminué en 2006 pour tomber à environ 154 000 tonnes métriques, ce qui correspond pour ainsi dire au volume d'importation de 2004."[40]

Ces différences entre les chiffres concernant l'équivalent-riz blanchi présentés par chaque partie pourraient être dues aux méthodes différentes utilisées pour convertir les chiffres des importations de riz paddy et de riz brun en équivalent-riz blanchi.[41] En tout état de cause, bien que le Groupe spécial

[38] Réponse de la Turquie à la question n° 49 c), sixième paragraphe, et à la question n° 114 a). Pièce US-47.

[39] Réponse de la Turquie à la question n° 49 c), cinquième paragraphe.

[40] Observation des États-Unis concernant la réponse de la Turquie à la question n° 151, paragraphe 66. Voir aussi la réponse des États-Unis à la question n° 99, paragraphe 5.

[41] Les États-Unis, par exemple, ont expliqué dans leur réponse à la question n° 177, paragraphe 18, que leur Département de l'agriculture avait utilisé un facteur de conversion de 70 pour cent pour le riz paddy et de 88 pour cent pour le riz brun. De son côté, la Turquie a précisé sa méthode de conversion au paragraphe 4 de ses observations concernant la partie descriptive du rapport, donnant comme facteurs 60 pour cent pour le riz paddy et 80 pour cent pour le riz blanchi. Voir les pièces TR-9 et US-10.

ait posé des questions en relevant ces différences[42], les réponses des parties n'ont pas apporté d'explication pleinement satisfaisante à ce sujet.

2.20 Il apparaît que les chiffres annuels relatifs au volume des importations effectuées, sur lesquels les parties semblent largement d'accord, confirment une chute notable entre 2003 et 2004 des volumes d'importations totales annuelles, ainsi que des importations annuelles de riz blanchi et, en particulier, de riz paddy. En outre, les chiffres annuels relatifs au volume des importations effectuées et fournis par les parties montrent que les quantités importées de riz paddy et de riz blanchi, ainsi que les importations totales de riz étaient remontées en 2005, bien qu'à des niveaux inférieurs à ceux de 2003 – en particulier pour le riz paddy. Cet accroissement a été suivi par une baisse notable, au cours des périodes pertinentes de 2006, des importations totales de riz et importations de riz blanchi. Alors que les importations de riz paddy semblent être notablement plus élevées en 2006 qu'en 2004, les chiffres pour 2006 fournis par les parties diffèrent et ne couvrent pas l'année tout entière, de sorte qu'il est difficile d'établir si les chiffres relatifs aux importations totales de riz et importations de riz blanchi pour 2006 sont notablement supérieurs ou inférieurs, respectivement, aux données pertinentes pour 2004. Enfin, les chiffres annuels relatifs au volume des importations de riz brun effectuées semblent évoluer différemment des autres chiffres tout au long de la période comprise entre 2003 et 2006, en ce sens que le volume des importations de riz brun effectuées, bien que relativement faible, tend à augmenter de façon continue.

2.21 La Turquie a fait valoir à maintes reprises qu'elle avait importé du riz au cours des dernières années. En particulier, elle a souligné que les importations d'équivalent-riz blanchi entre janvier 2004 et août 2006 s'élevaient à 939 013 tonnes.[43] Toutefois, sur la base des données de la Société turque de statistique (TUIK) relatives aux importations, les États-Unis soutiennent que si l'on fait abstraction des importations relevant du contingent tarifaire, ainsi que des importations en franchise de droits effectuées dans le cadre des accords de libre-échange de la Turquie avec les Communautés européennes et l'ERYM, "[l]es importations turques mensuelles de riz en provenance de pays non membres de l'UE sont nulles ou négligeables lorsque le contingent tarifaire est fermé".[44]

2.22 Les deux parties ont fourni des chiffres concernant les importations totales de riz en Turquie, par pays d'origine. Les chiffres qu'elles ont fournis sur une base équivalent-riz blanchi ne sont pas comparables. Tout d'abord, comme il a été dit précédemment, les parties ont utilisé des taux de conversion différents pour convertir les importations de riz paddy et de riz brun en chiffres concernant l'équivalent-riz blanchi. Ensuite, la Turquie communique des totaux pour la période allant de janvier 2004 à août 2006[45], alors que les États-Unis fournissent des données sur une base annuelle.[46] En ce qui concerne les chiffres des importations effectives, une comparaison des chiffres et des totaux calculés dans les pièces pertinentes des parties contenant des données détaillées sur les importations effectives[47] montre que les chiffres totaux des importations annuelles par pays d'origine et par type de riz sont très similaires, à quelques exceptions près.[48] Les données communes aux pièces communiquées par les deux parties permettent de faire les observations suivantes:

---

[42] Voir les questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, par exemple la question n° 99 b).

[43] Réponse de la Turquie à la question n° 4 c), deuxième paragraphe. Pièce TR-8.

[44] Pièce US-53.

[45] Pièce TR-8.

[46] Pièce US-47.

[47] Voir les pièces US-81rev, TR-25 et TR-26.

[48] En particulier, s'agissant des importations de riz paddy, la pièce TR-25 indique que 5 229,580 tonnes ont été importées des États-Unis en décembre 2004, contre 195 tonnes dans la pièce US-81rev. Pour ce qui est des importations de riz brun, elle indique les importations en provenance d'Argentine, de Grèce et d'Uruguay en 2005 et 2006, qui n'apparaissent pas dans la pièce US-81rev. De plus, elle contient des chiffres relatifs aux importations de riz brun en provenance de Bulgarie, d'Égypte et d'Italie qui sont plus élevés que ceux qui

BAISSE NOTABLE DES IMPORTATIONS OU ABSENCE D'IMPORTATION

2003

janv.	févr.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	TYPE DE RIZ
									aucune importation			**paddy**
aucune importation								aucune importation				**brun**
								recul notable des importations				**blanchi**
								importations provenant des CE uniquement	importations provenant principalement des CE	importations provenant des CE uniquement		

2004

janv.	févr.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	
désaccord entre les parties sur l'existence d'importations	aucune importation		importations minimes en provenance des CE	aucune importation				recul notable des importations	aucune importation			**paddy**
aucune importation				recul notable des importations				aucune importation				**brun**
importations minimes en provenance des CE		aucune importation										**blanchi**

2005

janv.	févr.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	
								aucune importation		recul notable des importations		**paddy**
	recul notable des importations			recul notable des importations			aucune importation					**brun**
								recul notable des importations				**blanchi**
								importations provenant des CE uniquement				

2006

janv.	févr.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.				
	désaccord entre les parties sur l'existence d'importations			désaccord entre les parties sur l'existence d'importations				aucune importation				**paddy**
							désaccord entre les parties sur l'existence d'importations	désaccord entre les parties sur l'existence d'importations				**brun**
							désaccord entre les parties sur l'existence d'importations					**blanchi**

Sur la base des données figurant dans les pièces US-81rev, TR-25 et TR-26.

figurent dans la pièce US-81rev, laquelle présente souvent des chiffres nuls ou inférieurs pour la même période. De même, la pièce TR-25 indique que 1 049,540 tonnes de riz brun ont été importées d'Égypte en mai 2003, alors que la pièce US-81rev indique 150 tonnes. S'agissant du riz blanchi, la pièce TR-25 contient des chiffres relatifs aux importations de décembre 2004 en provenance d'Italie et d'Égypte qui sont légèrement plus élevés que ceux qui figurent dans la pièce US-81rev. En outre, divers chiffres relatifs aux importations de riz blanchi en 2006, en particulier à partir de l'été 2006, sont plus élevés dans la pièce TR-25 que dans la pièce US-81rev, en partie parce que cette dernière ne signale aucune importation à partir d'août 2006.

2.23 En effet, dans une de ses questions aux parties, le Groupe spécial a noté ce qui suit:

> "d'après les renseignements fournis par la Turquie dans la pièce TR-25, il semble qu'aucune importation de … riz paddy ou de riz brun n'ait eu lieu pendant le mois d'octobre en 2003, 2004 et 2005. De plus, les données figurant dans la pièce TR-33 donnent à penser qu'aucune importation de riz quel qu'il soit (paddy, brun ou blanchi) n'a eu lieu en février et en mars 2004. En outre, les données figurant dans la pièce TR-33 semblent indiquer qu'il n'y a pas eu d'importations de riz autres que les importations de riz hors contingent en provenance des CE/de l'ex-République yougoslave de Macédoine d'octobre à décembre 2003 et de septembre à octobre 2005."[49]

Les parties n'ont pas contesté ces observations du Groupe spécial. De plus, en réponse à une autre question de ce dernier[50], elles ont signalé qu'aucune importation de riz blanchi n'avait eu lieu en avril 2004.[51]

2.24 La Turquie a noté que "les plus gros importateurs de riz en Turquie [étaient] habituellement les rizeries, même si la part de leurs importations [avait] récemment diminué".[52] En ce qui concerne les importations de riz originaire des États-Unis, ces derniers précisent que "[l]es principaux importateurs … sont Torunlar, Akel et Goze, mais ils importent peut-être aussi du riz en provenance d'autres sources. Ces trois sociétés ont une grande capacité d'usinage, si bien qu'elles préfèrent importer du riz paddy en provenance des États-Unis."[53] Les États-Unis ajoutent que ces trois importateurs turcs, ainsi que Mehmetoglu, dont "[l]es États-Unis croient savoir [qu'il] est le plus grand importateur de riz égyptien en Turquie"[54], "représentent environ 90 pour cent de tout le riz importé en Turquie".[55] La Turquie a fourni des données concernant le volume et la valeur des importations de riz effectuées par Torunlar, Mehmetoglu et ETM, une autre société mentionnée par les États-Unis. Ces données montrent que Torunlar détenait une part moyenne de 17 pour cent des importations de riz paddy en provenance des États-Unis entre 2002 et 2006, et que les trois sociétés représentaient ensemble 16, 1 et 10 pour cent, respectivement, des importations générales de riz paddy, de riz brun et de riz blanchi.[56]

2.25 Les États-Unis signalent aussi que, globalement, "[l]es États-Unis et l'Égypte sont les deux plus grands exportateurs de riz vers la Turquie".[57] En particulier, d'après eux, les principaux exportateurs de riz vers la Turquie, en volume, étaient en 2003 l'Égypte, les États-Unis, la Chine et les Communautés européennes; et en 2004 et 2005, l'Égypte, les États-Unis et les Communautés européennes.[58] D'après des chiffres fournis par la Turquie, les plus gros exportateurs de riz paddy vers la Turquie étaient en 2003 les États-Unis, l'Australie, l'Ukraine et l'Italie. Les principaux exportateurs de riz blanchi vers la Turquie au cours de la même année étaient l'Égypte, la Chine, l'Italie, les États-Unis et le Viet Nam. Le seul exportateur de riz brun était l'Égypte.[59] Les chiffres fournis par la Turquie montrent qu'en 2004, les plus gros exportateurs de riz paddy vers la Turquie

---

[49] Question n° 102 a) du Groupe spécial.
[50] Question n° 108 du Groupe spécial.
[51] Réponses des parties à la question n° 108.
[52] Réponse de la Turquie à la question n° 102.
[53] Réponse des États-Unis à la question n° 17, paragraphe 35.
[54] Réponse des États-Unis à la question n° 47, paragraphe 72.
[55] *Ibid.*, paragraphe 70. Réponse des États-Unis à la question n° 63, paragraphe 100.
[56] Pièce TR-39.
[57] Réponse des États-Unis à la question n° 47, paragraphe 70. Réponse des États-Unis à la question n° 63, paragraphe 100.
[58] Pièce US-47.
[59] Pièce TR-26.

étaient les États-Unis, l'Italie et la Russie. Le seul exportateur de riz brun était l'Égypte. Les principaux exportateurs de riz blanchi vers la Turquie au cours de la même année étaient l'Italie, l'Égypte, la Chine, le Viet Nam, la Thaïlande et les États-Unis.[60] En 2005, les plus gros exportateurs de riz paddy vers la Turquie étaient les États-Unis, la Russie et la Bulgarie. Les principaux exportateurs de riz brun étaient l'Égypte, la Bulgarie et l'Italie. Les principaux exportateurs de riz blanchi vers la Turquie en 2005 étaient l'Égypte, l'Italie, les États-Unis, le Viet Nam et la Chine.[61]

2.26 En ce qui concerne les importations en provenance des États-Unis, ceux-ci ont indiqué que, "les distances d'expédition étant plus longues, les exportateurs américains [avaient] tendance à expédier du riz moins fréquemment et en lots plus gros, habituellement entre 10 000 et 20 000 tonnes métriques".[62] Le Groupe spécial note que, "d'après les renseignements fournis par la Turquie dans la pièce TR-25, il semble qu'aucune importation … b) de riz blanchi en provenance des États-Unis n'ait eu lieu au cours des périodes suivantes: i) de janvier à mai 2004; ii) en juillet 2004; iii) de septembre à novembre 2004; iv) de juillet à décembre 2005; et v) à partir de janvier 2006; c) de riz paddy en provenance des États-Unis n'ait eu lieu au cours des périodes suivantes: i) d'octobre à décembre 2003; ii) de février à mai 2004; et iii) de septembre à novembre 2005".[63] En outre, il a noté en particulier que, sur la base des données fournies par la Turquie, il semblait qu'"aucune importation hors contingent de riz provenant des États-Unis … ne semble avoir eu lieu effectivement [entre septembre 2003 et avril 2005], à l'exception d'un chargement de 611 tonnes [métriques] de riz paddy (date du certificat de contrôle: 15 septembre 2004; date d'importation: 16 septembre 2004)".[64] Dans sa réponse, la Turquie ne semblait pas contester ces données quant au fond, même si elle a noté que des importations en provenance d'autres sources avaient eu lieu pendant cette période.[65] En ce qui concerne 2006, les États-Unis ont signalé ce qui suit: "les données de la Turquie relatives aux importations montrent que 90 000 tonnes métriques de riz des États-Unis sont entrées en Turquie en 2006. Les statistiques des États-Unis relatives aux exportations font état de 17 789[66] tonnes métriques de riz des États-Unis expédiées vers la Turquie en 2006 et aucune vente ultérieure n'a été consignée dans le rapport de l'USDA sur les ventes à l'exportation. Les États-Unis croient comprendre que toute importation additionnelle aurait consisté en du riz des États-Unis que la Turquie avait fini par laisser sortir des entrepôts sous douane après l'avoir refusé."[67] De son côté, la Turquie a soutenu qu'en admettant qu'il y ait eu une mise en circulation tardive de riz, cela tiendrait peut-être aux "calculs et décisions économiques" des importateurs, qui souhaitaient par exemple garder des stocks en attendant le moment approprié de les mettre sur le marché turc pour maximiser la rentabilité économique.[68]

2.27 En ce qui concerne le prix du riz importé, dans l'ensemble, chaque partie conteste les chiffres de l'autre. Leurs prix c.a.f. au débarquement moyens mensuels totaux pour différents types de riz importé sont toutefois en grande partie similaires[69], même si quelques différences subsistent[70]:

---

[60] Pièce TR-25.
[61] Pièce TR-25.
[62] Réfutation des États-Unis, paragraphe 35.
[63] Question n° 102 b) et c) du Groupe spécial.
[64] Question n° 114 b) du Groupe spécial.
[65] Réponse de la Turquie à la question n° 114 b).
[66] (*note de bas de page de l'original*) *Voir* la pièce US-74.
[67] Réponse des États-Unis à la question n° 116, paragraphe 16.
[68] Observations de la Turquie concernant la réponse des États-Unis à la question n° 116.
[69] Comme le Groupe spécial l'a noté dans sa question n° 99 c), "certains chiffres fournis par les États-Unis et la Turquie sont très semblables: c) les chiffres indiqués dans les pièces US-55 et TR-28 pour les prix c.a.f. au débarquement du riz paddy en 2003, d'avril à novembre 2004, en 2005 et de juin à août 2006; du riz brun en 2003 (à l'exception de mars), en 2005 et d'avril à juin 2006; et du riz blanchi en 2003, en 2004, en 2005 (à l'exception de décembre) et de janvier à juillet 2005".
[70] Comme le Groupe spécial l'a noté dans sa question n° 99 c), "[c]ertaines données figurant dans quelques-unes des pièces fournies par les parties sont fortement divergentes: … les chiffres indiqués dans les

PRIX C.A.F. AU DÉBARQUEMENT MOYENS MENSUELS DU RIZ PADDY (prix unitaire par tonne, en dollars EU)								
MOIS	2003		2004		2005		2006	
	*États-Unis**	Turquie**	*États-Unis**	Turquie**	*États-Unis**	Turquie**	*États-Unis**	Turquie**
Janvier	*222*	218	*n.c.*	897	*255*	262	*279*	257
Février	*155*	154	*n.c.*	0	*967*	964	*n.c.*	229
Mars	*241*	241	*n.c.*	0	*275*	273	*576*	537
Avril	*179*	179	*721*	726	*252*	254	*273*	268
Mai	*182*	177	*n.c.*	0	*230*	231	*n.c.*	265
Juin	*461*	457	*190*	191	*240*	243	*266*	265
Juillet	*156*	159	*272*	273	*236*	237	*257*	258
Août	*211*	214	*266*	268	*264*	260	*263*	260
Septembre	*181*	175	*307*	305	*n.c.*	0	*n.c.*	0
Octobre	*n.c.*	0	*n.c.*	0	*n.c.*	0		
Novembre	*n.c.*	0	*888*	885	*201*	200		
Décembre	*n.c.*	0	*183*	503	*220*	219		

** Sur la base de la pièce US-55, source: Société turque de statistique (TUIK).*
*** Sur la base de la pièce TR-28.*

PRIX C.A.F. AU DÉBARQUEMENT MOYENS MENSUELS DU RIZ BRUN (prix unitaire par tonne, en dollars EU)								
MOIS	2003		2004		2005		2006	
	*États-Unis**	Turquie**	*États-Unis**	Turquie**	*États-Unis**	Turquie**	*États-Unis**	Turquie**
Janvier	*n.c.*	0	*n.c.*	0	*239*	244	*286*	289
Février	*n.c.*	0	*n.c.*	0	*230*	236	*273*	358
Mars	*1 498*	214	*n.c.*	0	*239*	238	*303*	324
Avril	*180*	180	*n.c.*	0	*242*	244	*288*	289
Mai	*129*	131	*248*	247	*242*	241	*300*	301
Juin	*135*	136	*283*	283	*244*	244	*285*	291
Juillet	*167*	165	*287*	287	*238*	239	*292*	321
Août	*148*	151	*269*	274	*n.c.*	0	*n.c.*	307
Septembre	*n.c.*	0	*n.c.*	0	*n.c.*	0	*n.c.*	342
Octobre	*n.c.*	0	*n.c.*	0	*n.c.*	0		
Novembre	*n.c.*	0	*n.c.*	0	*270*	268		
Décembre	*n.c.*	0	*240*	239	*276*	278		

** Sur la base de la pièce US-55, source: Société turque de statistique (TUIK).*
*** Sur la base de la pièce TR-28.*

pièces US-55 et TR-28 pour les prix c.a.f. au débarquement du riz paddy en décembre 2004, du riz brun en mars 2003, de mars à juin 2004, de septembre à décembre 2004 et en juin 2006; et du riz blanchi en décembre 2005".

PRIX C.A.F. AU DÉBARQUEMENT MOYENS MENSUELS DU RIZ BLANCHI (prix unitaire par tonne, en dollars EU)								
MOIS	2003		2004		2005		2006	
	*États-Unis**	Turquie**	*États-Unis**	Turquie**	*États-Unis**	Turquie**	*États-Unis**	Turquie**
Janvier	*262,51*	258	*1 670,68*	1 643	*314,03*	319	*362,21*	365
Février	*231,42*	231	*716,27*	711	*307,82*	310	*373,86*	375
Mars	*224,51*	225	*n.c.*	0	*311,93*	312	*409,63*	408
Avril	*234,16*	233	*n.c.*	0	*365,04*	368	*437,45*	441
Mai	*248,62*	247	*266,26*	266	*403,71*	405	*373,68*	392
Juin	*356,52*	355	*287,09*	288	*376,41*	380	*383,9*	384
Juillet	*249,32*	249	*285,88*	285	*358,41*	358	*358,78*	382
Août	*357,35*	364	*399,42*	403	*453,41*	451	*n.c.*	332
Septembre	*703,21*	688	*536,46*	537	*600,07*	607	*n.c.*	354
Octobre	*612,62*	607	*559,77*	561	*671,78*	671		
Novembre	*717,56*	719	*404,03*	403	*384,04*	382		
Décembre	*473,97*	464	*403,76*	411	*405,76*	361		
** Sur la base de la pièce US-55, source: Société turque de statistique (TUIK).* *** Sur la base de la pièce TR-28.*								

2.28 Les trois tableaux ci-dessus montrent que les prix c.a.f. au débarquement mensuels moyens ont augmenté notablement au début de 2004 pour le riz paddy et le riz blanchi et au milieu de 2004 pour le riz brun. En 2005 et 2006, ces prix ont retrouvé des niveaux légèrement supérieurs aux chiffres de 2003. Néanmoins, les prix c.a.f. au débarquement ont fortement varié d'un mois à l'autre, à différents moments de l'année. Comme le Groupe spécial l'a noté dans une de ses questions aux parties:

> "le Groupe spécial a examiné les renseignements communiqués par la Turquie concernant les "valeurs c.a.f. au débarquement mensuelles" dans la pièce TR-28 et a noté une forte hausse des prix du riz paddy en juin 2003, janvier et novembre 2004, février 2005 et mars 2006. De même, il a noté une forte hausse des prix du riz blanchi en septembre 2003, janvier et août 2004 et septembre 2005. Il a également noté une nette baisse du prix du riz blanchi en décembre 2003."[71]

Les parties n'ont pas contesté ces observations du Groupe spécial.

4. Producteurs de riz nationaux

2.29 La Turquie maintient un système d'enregistrement de tous les producteurs nationaux.[72] Les demandes d'inscription au Système national d'enregistrement des agriculteurs comportent des "contrôles de l'existence de la production agricole"[73], ainsi que la présentation, entre autres choses, de divers documents: formulaire d'enregistrement en tant qu'agriculteur, copie de la carte d'identité turque, attestation du numéro d'identification fiscale, copie d'un document relatif à l'agriculteur et un des documents spécifiés servant de titre de propriété foncière.[74]

[71] Question n° 100 du Groupe spécial.

[72] *Règlement sur le Système national d'enregistrement des agriculteurs*, publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 778, daté du 16 avril 2005, pièce TR-34. Voir aussi la réponse de la Turquie à la question n° 40 c).

[73] Règlement sur le Système national d'enregistrement des agriculteurs, article 6.

[74] *Ibid.*, article 7.

C. RÉGIME D'IMPORTATION GÉNÉRAL

1. Taux de droits

2.30 Le taux NPF consolidé de la Turquie pour le riz relevant de la position SH1006 est de 45 pour cent *ad valorem*.[75] Toutefois, les taux actuellement appliqués par la Turquie aux importations de riz paddy, de riz brun et de riz blanchi sont, respectivement, de 34 pour cent *ad valorem*, 36 pour cent *ad valorem* et 45 pour cent *ad valorem*.[76]

2. Accords préférentiels visant l'importation de riz

2.31 D'après les éléments de preuve versés au dossier, la Turquie a conclu des arrangements bilatéraux avec les Communautés européennes et l'ERYM, en vertu desquels un accès préférentiel au marché turc est accordé au riz importé de ces deux sources. Interrogée par le Groupe spécial, la Turquie a dit que c'étaient les seuls accords commerciaux préférentiels visant le commerce du riz qu'elle ait signés.[77]

2.32 En vertu de la Décision n° 1/98 du Conseil d'association CE-Turquie du 25 février 1998 concernant le *régime de commerce pour les produits agricoles*[78], la Turquie s'est engagée à ouvrir, chaque année, un contingent tarifaire à droit nul pour 28 000 tonnes de riz semi-blanchi ou blanchi originaire des Communautés européennes.[79]

2.33 Dans le cadre d'un accord bilatéral de libre-échange entre la Turquie et l'ERYM, la Turquie accorde, chaque année, un contingent à droit nul pour 8 000 tonnes de riz originaire de l'ERYM.[80]

3. Procédure générale pour l'importation de riz

2.34 D'après les éléments de preuve versés au dossier, une personne ou une société qui souhaite importer du riz en Turquie au taux NPF doit accomplir les démarches suivantes[81]:

a) obtenir un certificat de contrôle du MARA. Le fondement juridique et les prescriptions concernant l'obtention d'un certificat de contrôle sont expliqués ci-après[82];

---

[75] Liste XXXVII-Turquie, Part I Most-Favoured Nation Tariff, Section I – Agricultural Products, Section I-A Tariffs, 15 avril 1994. Négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, Instruments juridiques reprenant les résultats des Négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, faits à Marrakech le 15 avril 1994, Listes, volume 10, page 9332. Voir aussi la première communication des États-Unis, paragraphe 13 et la pièce US-15.

[76] Première communication des États-Unis, paragraphe 13 et première communication de la Turquie, paragraphe 14. Voir aussi la pièce US-17.

[77] Voir la réponse de la Turquie à la question n° 123 c).

[78] Décision n° 1/98 du Conseil d'association CE-Turquie du 25 février 1998 concernant le *régime de commerce pour les produits agricoles*, Journal officiel des Communautés européennes n° L 086 du 20 mars 1998, pièce TR-31.

[79] *Ibid.* Voir aussi la réponse de la Turquie à la question n° 13 a) et la *Décision concernant l'imposition d'un contingent tarifaire à l'importation de certains produits agricoles originaires de la Communauté européenne*, publiée au Journal officiel de la Turquie n° 23 225, daté du 9 janvier 1998, pièce US-58.

[80] Pièce US-72. Voir aussi la réponse de la Turquie à la question n° 123 et le paragraphe 8 de la déclaration faite par les États-Unis à la deuxième réunion avec le Groupe spécial.

[81] Voir la réponse des États-Unis à la question n° 14, paragraphes 22 à 33 et la réponse de la Turquie aux questions n° 14, 31, 39, 55 et 129.

[82] Voir les paragraphes 2.35 à 2.49, ci-dessous.

b) présenter le certificat de contrôle aux autorités douanières du port dans lequel l'importation doit avoir lieu et remplir le formulaire douanier requis. Les renseignements demandés dans le formulaire douanier sont notamment: a) des renseignements sur l'identité de l'importateur; b) le code des produits importés; c) la désignation du produit importé; d) la quantité importée; e) le pays d'origine; f) la valeur du produit importé; g) le pays dans lequel le produit a été chargé; h) le port[83];

c) présenter au MARA le certificat de contrôle approuvé avec les pièces jointes requises, la déclaration en douane et le certificat phytosanitaire;

d) les autorités douanières contrôlent les documents et vérifient l'identité du produit effectivement importé par rapport à celui qui est mentionné dans la déclaration;

e) les fonctionnaires du MARA et de l'Administration des douanes procèdent à une inspection physique.

D. CERTIFICATS DE CONTRÔLE

1. Fondement juridique

a) Situation au moment de l'établissement du présent groupe spécial

2.35 Au moment de l'établissement du présent groupe spécial, le fondement juridique pertinent de la réglementation concernant les certificats de contrôle se trouvait dans le *Communiqué n° 2006/05 sur la normalisation dans le commerce extérieur*, publié par le Sous-Secrétariat au commerce extérieur (FTU).[84]

2.36 Le texte autorisant le FTU à publier ces communiqués, quant à lui, s'intitule *Régime de réglementation technique et de normalisation pour le commerce extérieur* de la Turquie et figure dans le Décret n° 2005/9454.[85] D'après l'article 4 de ce régime:

"Dans le cadre du présent décret, le [FTU] est autorisé:

> d) à harmoniser la législation technique, qui est publiée conformément aux compétences conférées par la législation au [FTU], et aux Ministères et autres institutions, avec le commerce extérieur, et à énoncer les principes d'application."

2.37 Conformément à ce texte[86] et à la disposition similaire figurant dans des décrets antérieurs, le FTU a publié un certain nombre de *Communiqués sur la normalisation dans le commerce extérieur*.

[83] Pièce US-62. Voir aussi la réfutation des États-Unis, paragraphe 19.

[84] *Communiqué n° 2006/05 sur la normalisation dans le commerce extérieur*, publié au Journal officiel de la Turquie n° 26 040, daté du 31 décembre 2005, pièce TR-1. Voir la réponse de la Turquie aux questions n° 15 a) et 30 b).

[85] *Régime de réglementation technique et de normalisation pour le commerce extérieur*, Décret n° 2005/9454 publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 965, daté du 13 octobre 2005, pièce TR-2. Voir aussi *Régime de réglementation technique et de normalisation pour le commerce extérieur*, Décret n° 96/7794 publié au Journal officiel de la Turquie n° 22 541*bis*, daté du 1er février 1996, pièce US-1.

[86] Réponse de la Turquie aux questions n° 15 a), 125 b) et 125 c).

2.38 D'après l'article premier du Communiqué n° 2006/05:

> "Conformément à l'alinéa d) de l'article 4 du Décret sur la réglementation technique et la normalisation pour le commerce extérieur entré en vigueur en vertu du Décret du Conseil des ministres n° 2005/9454 du 7/9/2005, la conformité des substances qui figurent sur les listes annexées au présent communiqué et qui sont assujetties au régime de mise en libre circulation, au régime des procédures internes, au régime des procédures de contrôle douanier et au régime d'importation temporaire pour ce qui est de la santé et de la sécurité des personnes et de la préservation des animaux et des végétaux, sera déterminée par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales."[87]

2.39 L'article 2 du Communiqué n° 2006/05 indique également ce qui suit:

> "Au stade de l'importation des produits qui ont été inclus dans les listes annexées (annexes I, II/A-B, III, IV, V/A-B et VI-A), le certificat de contrôle approuvé par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales sera demandé par l'administration des douanes compétente. Pour obtenir un certificat de contrôle, il faut s'adresser au Ministère mentionné ou aux services (organismes) provinciaux habilités par le Ministère, en présentant un formulaire de demande de certificat de contrôle (annexe VII), une facture pro forma ou une facture et d'autres documents que le Ministère peut demander, en fonction du produit, …"[88]

2.40 L'article 3 du Communiqué n° 2006/05 ajoute en outre ce qui suit:

> "Lorsque la compatibilité des substances à importer sur la base du certificat de contrôle avec la santé et la sécurité des personnes et la préservation des animaux et des végétaux est déterminée par le Ministère ou par ses services agréés, l'importation de ces substances est autorisée."[89]

2.41 Le riz (à l'exclusion des semences) figure à l'annexe VI-A du Communiqué n° 2006/05; un certificat de contrôle du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) doit donc être présenté par l'importateur aux autorités douanières turques comme condition à l'importation.[90]

2.42 Quant au *Communiqué n° 31 sur la délivrance des certificats de contrôle à l'importation de produits alimentaires et de matériaux d'emballage qui entrent en contact avec des produits alimentaires et sur les procédures de contrôle au stade de l'importation*[91], il contient des règles additionnelles concernant les "procédures et principes à appliquer dans le cadre de l'approbation des procédures concernant les certificats de contrôle à l'importation de produits alimentaires et de

---

[87] *Communiqué n° 2006/05 sur la normalisation dans le commerce extérieur*, publié au Journal officiel de la Turquie n° 26 040 daté du 31 décembre 2005, pièce TR-1. Voir aussi le *Communiqué n° 2006/05 sur la normalisation dans le commerce extérieur*, publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 687, daté du 31 décembre 2004, pièce US-7. Le Communiqué n° 2005/05 a été abrogé par le Communiqué n° 2006/05. Voir la réponse de la Turquie aux questions n° 15 a) et 30 b). Voir aussi la réponse de la Turquie aux questions n° 36 et 37.

[88] *Communiqué n° 2006/05 sur la normalisation dans le commerce extérieur*, pièce TR-1.

[89] *Ibid.*

[90] Pièce TR-3. Voir aussi la première communication de la Turquie, paragraphe 18. Première communication des États-Unis, paragraphe 19.

[91] *Communiqué n° 31 sur la délivrance des certificats de contrôle à l'importation de produits alimentaires et de matériaux d'emballage qui entrent en contact avec des produits alimentaires et sur les procédures de contrôle au stade de l'importation*, publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 216, daté du 1er septembre 2003. (Un amendement à ce communiqué a été publié au Journal officiel de la Turquie n° 26 116, daté du 22 mars 2006.) Voir la pièce TR-21 et la réponse de la Turquie à la question n° 14.

matériaux d'emballage qui entrent en contact avec des produits alimentaires et les procédures au stade de l'importation".[92]

2.43 Comme il est indiqué à l'article 2 du Communiqué n° 2006/05, le formulaire à utiliser pour demander un certificat de contrôle figure à l'annexe VII du Communiqué.[93] Les renseignements demandés dans ce formulaire sont notamment: la position tarifaire du produit importé, la désignation du produit entrant dans l'expédition, la liste ou l'annexe dans laquelle figure le produit (par exemple, dans le cas du riz, l'annexe VI-A du Communiqué n° 2006/05), des renseignements sur l'importateur (raison sociale, adresse, numéro de téléphone, etc.), le numéro d'enregistrement fiscal de l'importateur, des renseignements sur l'exportateur (raison sociale, adresse, numéro de téléphone, etc.), l'usage auquel le produit est destiné, la quantité du produit qui est importée, le pays d'origine du produit, le pays dans lequel il devait être chargé en vue d'être transporté vers la Turquie, le poste de douane où il entrerait en Turquie, des renseignements sur l'entreprise qui utiliserait le produit importé (raison sociale, adresse, numéro de téléphone, etc.), ainsi que les renseignements requis indiquant la conformité du produit importé avec les spécifications ou règlements techniques turcs pertinents mettant en œuvre les normes internationales (c'est-à-dire celles des Communautés européennes, de l'Organisation mondiale de la santé ou du Codex de la FAO) pour le produit spécifique importé.[94]

2.44 Outre ces renseignements, le MARA peut exiger d'autres documents et renseignements en vue de l'octroi d'un certificat de contrôle.[95] D'après la Turquie, d'autres documents sont requis, en général,

> "pour les produits agricoles transformés et les produits agricoles contenant plus d'un composant. Comme le riz ne contient pas plus d'un composant, aucun autre document, par exemple "la liste des composants", n'est demandé".[96]

D'autres communiqués publiés conjointement par le MARA et le Ministère de la santé concernaient l'approbation de spécifications additionnelles particulières pour le riz.[97]

2.45 D'après l'article 9 c) du Communiqué n° 2006/05, une fois délivré, le certificat de contrôle du MARA est valable 12 mois.[98]

2.46 D'après l'article 6.B a) du Communiqué n° 31, le formulaire de demande de certificat de contrôle doit être présenté "dûment dactylographié ou établi par ordinateur, sans rature ni gommage, et … porter la signature et le sceau de la ou des personnes autorisées de la société, identifiées par leur(s) nom(s) et prénom(s)".[99]

---

[92] *Ibid.*, article premier. Voir la pièce TR-21 et la réponse de la Turquie à la question n° 14.

[93] Pièce TR-4. Voir aussi la première communication de la Turquie, paragraphe 20.

[94] Pièce TR-4. Voir aussi la première communication de la Turquie, paragraphe 21.

[95] Première communication de la Turquie, paragraphe 22. Première communication des États-Unis, paragraphe 20.

[96] Réponse de la Turquie à la question n° 128 a).

[97] *Communiqué n° 2001/10 sur le riz*, Ministère de l'agriculture et des affaires rurales et Ministère de la santé, publié au Journal officiel de la Turquie n° 24 378, daté du 19 avril 2001, pièce TR-5. *Communiqué n° 2002/11 sur le riz paddy*, Ministère de l'agriculture et des affaires rurales et Ministère de la santé, publié au Journal officiel de la Turquie n° 24 672, daté du 15 février 2002, pièce TR-6. *Communiqué n° 2002/12 sur le riz*, Ministère de l'agriculture et des affaires rurales et Ministère de la santé, publié au Journal officiel de la Turquie n° 24 672, daté du 15 février 2002, pièce TR-7. Voir aussi la première communication de la Turquie, paragraphe 23.

[98] *Communiqué n° 2006/05 sur la normalisation dans le commerce extérieur*, pièce TR-1. Voir aussi la première communication de la Turquie, paragraphe 25 et la réponse de la Turquie aux questions n° 30 c) et 38 a).

[99] Communiqué n° 31, article 6.B a).

2.47 Comme la Turquie l'a précisé, même si un importateur pouvait démontrer qu'il remplit les différentes conditions dont le respect est normalement vérifié par le biais du certificat de contrôle, l'importation ne serait pas autorisée en l'absence d'un certificat de contrôle valable approuvé par le MARA.[100]

2.48 En outre, comme la Turquie l'a indiqué, le certificat de contrôle ne garantit pas que l'importation sera autorisée. En d'autres termes, bien que le certificat de contrôle soit une condition préalable à l'importation, il ne garantit pas qu'elle pourra avoir lieu.

> "[L]es autorités douanières turques sont légalement habilitées à refuser une expédition de produits importés, même si un certificat de contrôle a été délivré et approuvé par le MARA ... Si les produits importés ne sont pas conformes aux spécifications mentionnées sur le certificat de contrôle et si les inspections révèlent qu'ils ne sont pas conformes aux prescriptions sanitaires et phytosanitaires, ils sont refusés."[101]

b) Nouvelle législation après l'établissement du présent groupe spécial

2.49 Durant les travaux du présent groupe spécial, en janvier 2007, un nouveau *Communiqué sur la normalisation dans le commerce extérieur* a été publié.[102] En réponse à une question du Groupe spécial, la Turquie a indiqué que le nouveau Communiqué n° 2007/21 ne prévoyait "aucune modification affectant l'importation de riz en Turquie".[103]

2. Certificats de contrôle approuvés

a) Déclaration de la Turquie

2.50 La Turquie a indiqué qu'un certain nombre de certificats de contrôle avaient été autorisés aux fins de l'importation de riz. Dans sa première communication, elle précisait que 2 223 certificats de contrôle pour l'importation de riz avaient été autorisés entre 2003 et septembre 2006, permettant l'importation de 2 264 857 tonnes de riz paddy, de riz brun et de riz blanchi.[104] Par la suite, ce chiffre a été actualisé au 9 novembre 2006 par la Turquie et porté à un total de 2 242 certificats de contrôle pour l'importation de riz.[105]

b) Demande d'éléments de preuve adressée à la Turquie

2.51 Après la première réunion de fond, le Groupe spécial a demandé à la Turquie de fournir une photocopie de chacun des 2 223 certificats de contrôle approuvés entre 2003 et septembre 2006 aux fins de l'importation de riz.[106] En réponse, la Turquie a indiqué que des "photocopies de certificats de

[100] Voir la réponse de la Turquie à la question n° 32.
[101] Réponse de la Turquie à la question n° 55.
[102] *Communiqué n° 2007/21 sur la normalisation dans le commerce extérieur*, publié au Journal officiel de la Turquie n° 26 406, daté du 17 janvier 2007, pièce TR-44. Voir la réponse de la Turquie à la question n° 125 a). Voir aussi les observations des États-Unis concernant la réponse de la Turquie à la question n° 125 a), paragraphes 28 à 30.
[103] Réponse de la Turquie à la question n° 125 a).
[104] Première communication de la Turquie, paragraphe 26. Pièce TR-20.
[105] Réponse de la Turquie à la question n° 44. Pièce TR-33. Voir aussi la réfutation de la Turquie, paragraphe 20.
[106] Question n° 44 e) du Groupe spécial à la Turquie.

contrôle [étaient] disponibles" mais que les "Ministères compétents [n'étaient] toutefois pas autorisés à fournir toutes les copies au Groupe spécial".[107]

2.52 La Turquie a dit qu'elle serait "en mesure de fournir au Groupe spécial, à sa demande et à titre strictement confidentiel, les copies de n'importe quel certificat de contrôle mentionné dans la pièce Annex TR-33 [qui contient la liste des certificats de contrôle pour l'importation de riz autorisés entre 2003 et le 9 novembre 2006]".[108]

c) Nouvelle demande d'éléments de preuve adressée à la Turquie

2.53 Après la deuxième réunion de fond, le Groupe spécial a rappelé qu'il avait demandé à la Turquie de fournir une photocopie de chacun des 2 223 certificats de contrôle approuvés entre 2003 et septembre 2006. Il a demandé à la Turquie d'exposer les raisons juridiques pour lesquelles elle ne serait pas autorisée, dans le cadre de sa législation intérieure, à fournir les copies qu'il lui demandait.[109] Il lui a ensuite demandé, si elle ne pouvait pas fournir une photocopie de chacun des 2 223 certificats de contrôle approuvés entre 2003 et septembre 2006, de fournir au moins une photocopie de chacun des 56 certificats de contrôle approuvés qui avaient été qualifiés de "pertinents" par les États-Unis lors de la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial.[110] Il a aussi demandé à la Turquie d'indiquer combien de certificats de contrôle sur les 2 223 approuvés entre 2003 et septembre 2006 étaient le résultat de demandes qui avaient été présentées à nouveau après avoir été rejetées par les autorités turques, et de fournir une photocopie de chacun de ces certificats de contrôle.[111] Enfin, le Groupe spécial a proposé que la Turquie, si elle ne pouvait pas fournir toutes les photocopies demandées, en raison de la nécessité de protéger les données confidentielles des sociétés concernées, fournisse au moins ces photocopies après avoir caviardé les noms des sociétés.[112]

2.54 En réponse, la Turquie a dit que sa Loi sur les statistiques interdisait que des données confidentielles obtenues, traitées et conservées aux fins des statistiques officielles soient transmises à des entités ou autorités administratives, judiciaires ou militaires, ou à des personnes relevant de ces entités ou autorités, pour être utilisées à des fins autres que statistiques ou comme éléments de preuve. D'après la déclaration de la Turquie, la même loi prévoit que les fonctionnaires qui enfreindraient ces interdictions seraient punis conformément au Code pénal turc.[113]

2.55 S'agissant de la question du Groupe spécial sur le nombre de certificats de contrôle approuvés entre 2003 et septembre 2006 qui étaient le résultat de demandes présentées à nouveau après avoir été rejetées par les autorités turques, et dans laquelle le Groupe spécial demandait des photocopies de ces certificats de contrôle[114], la Turquie a répondu que "ces renseignements et ces documents ne figur[aient] pas dans les registres du MARA".[115]

2.56 Enfin, en ce qui concerne la nouvelle demande du Groupe spécial concernant les photocopies des certificats de contrôle approuvés, la Turquie a dit qu'elle avait fourni une synthèse des

---

[107] Réponse de la Turquie à la question n° 44 e).
[108] *Ibid.*
[109] Question n° 133 a) du Groupe spécial à la Turquie.
[110] Question n° 133 b) du Groupe spécial à la Turquie. Voir aussi le paragraphe 7 de la déclaration des États-Unis à la deuxième réunion avec le Groupe spécial et la pièce US-71. Dans leurs observations concernant la réponse de la Turquie à la question n° 115, les États-Unis ont précisé que le qualificatif "pertinents" faisait référence à la période pendant laquelle, selon leurs allégations, il y avait eu infraction (à savoir du 10 septembre 2003 au 17 mars 2006).
[111] Question n° 133 c) du Groupe spécial à la Turquie.
[112] Question n° 133 f) du Groupe spécial à la Turquie.
[113] Réponse de la Turquie à la question n° 133 a).
[114] Question n° 133 c) du Groupe spécial à la Turquie.
[115] Réponse de la Turquie à la question n° 133 c).

renseignements pertinents dans la pièce TR-33. Quant aux certificats de contrôle effectifs, elle a indiqué ce qui suit:

> "étant donné les prescriptions rigoureuses en matière de confidentialité prévues par la loi turque … et les communications et échanges de renseignements bien établis entre les États-Unis et un certain nombre de négociants en riz turcs … les fonctionnaires turcs concernés par la présente procédure du Groupe spécial hésitent à courir le risque d'une divulgation de ces renseignements et de poursuites pénales éventuelles pour violation de la loi turque sur la confidentialité".

Elle a ajouté que, tout en:

> "main[tenant] sa position quant à la véracité, à l'exhaustivité et à l'utilité des renseignements fournis antérieurement par le biais de sa … synthèse … [elle n'était] pas en mesure de fournir des copies des certificats de contrôle effectifs en vue de leur distribution".

La Turquie a conclu ce qui suit:

> "[à] titre exceptionnel, elle serait disposée à fournir des copies "caviardées" des 56 certificats de contrôle "pertinents", uniquement au Groupe spécial et après qu'il aura été clairement entendu avec le Groupe spécial et les parties au présent différend que ces documents ne seraient pas mis à la disposition des États-Unis ni d'aucune autre entité hormis le Groupe spécial et le Secrétariat de l'OMC".[116]

2.57 Le Groupe spécial note que la possibilité qu'il puisse adopter des règles spéciales pour protéger le caractère confidentiel des renseignements communiqués par les parties a été évoquée par le plaignant au cours des réunions de fond avec les parties. La Turquie n'avait toutefois pas demandé que le Groupe spécial adopte des mesures particulières pour assurer une protection spéciale du caractère confidentiel des certificats de contrôle demandés en tant qu'éléments de preuve par le Groupe spécial. À la suite d'une demande de ce dernier, la Turquie a proposé de présenter les certificats de contrôle, mais "après qu'il aura été clairement entendu avec le Groupe spécial et les parties au présent différend que ces documents ne seraient pas mis à la disposition des États-Unis ni d'aucune autre entité hormis le Groupe spécial et le Secrétariat de l'OMC".[117]

3. Rejet des demandes de certificats de contrôle

a) Rejet des demandes de certificats de contrôle

2.58 Le plaignant a présenté des éléments de preuve indiquant le rejet de demandes de certificats de contrôle pour l'importation de riz présentées par deux sociétés (Torunlar et Mehmetoglu). D'après le dossier, les demandes présentées par Torunlar ont été rejetées en septembre 2003 et à nouveau en novembre 2003, les raisons mentionnées étant, respectivement, des "éléments manquants"[118] ou des "erreurs d'orthographe".[119] La Turquie n'a pas contesté l'authenticité de ces rejets, mais elle a noté que la demande dont il était allégué qu'elle avait été rejetée pour cause d'"erreurs d'orthographe" ne figurait pas dans les registres du MARA.[120] En 2004, cette société a déposé plainte devant un tribunal

[116] Réponse de la Turquie à la question n° 133 b) et 133 f). Voir aussi les observations de la Turquie concernant la réponse des États-Unis à la question n° 116.
[117] Réponse de la Turquie à la question n° 133 b) et 133 f).
[118] Lettre datée du 10 septembre 2003, pièce US-28.
[119] Lettre datée du 23 octobre 2003, pièce US-29.
[120] Voir la réponse de la Turquie à la question n° 135.

administratif turc contre le refus du gouvernement d'autoriser l'importation de riz.[121] En septembre 2004, après le dépôt de la plainte auprès du tribunal administratif, le MARA a rejeté une troisième demande de certificat de contrôle déposée par la même société pour l'importation de riz.[122]

2.59 Dans le cas de Mehmetoglu, une demande présentée en avril 2006 en vue d'obtenir un certificat de contrôle pour l'importation de riz blanchi en provenance des États-Unis a été rejetée en mai 2006. La lettre de rejet du MARA indique ce qui suit: "il n'est pas possible d'établir un certificat de contrôle selon nos lois et règlements".[123]

2.60 Des documents relatifs à des procédures engagées devant des tribunaux administratifs turcs, qui ont été versés au dossier dans la présente affaire, font référence à d'autres exemples de rejet de demandes de certificats de contrôle pour l'importation de riz.[124] L'un d'entre eux contient une décision d'un tribunal administratif d'Ankara qui rejette la requête présentée par la société importatrice Helin. Comme il est expliqué dans ce document, Helin avait vu sa demande rejetée le 15 août 2005 au motif qu'"aucun [certificat de contrôle] pour du riz décortiqué ne serait approuvé avant l'établissement de nouvelles lignes directrices pour ces importations, comme il [était] indiqué dans l'approbation … datée du 29 juillet 2005 …".[125]

2.61 Le dossier contient aussi trois requêtes adressées aux tribunaux administratifs, déposée chacune par une société importatrice différente. Dans ces requêtes, les sociétés expliquent qu'après un rejet initial, elles ont présenté de nouvelles demandes de certificats de contrôle pour l'importation de riz le 18 octobre 2005. Ces demandes ont été rejetées par le MARA dans les lettres n° 112 603, 112 604 et 112 605, respectivement, datées du 28 octobre 2005, avec une explication identique selon laquelle le MARA n'était "pas en mesure d'établir [des certificats de contrôle] pour le riz tant que les nouvelles règles d'application n'[étaient] pas confirmées".[126]

2.62 Dans une requête additionnelle présentée par une autre société importatrice devant un tribunal administratif, il est indiqué qu'après trois demandes successives, le MARA a rejeté les demandes de certificats de contrôle pour l'importation de riz dans la lettre n° 114 092 datée du 12 décembre 2005, en expliquant qu'il n'était "pas en mesure d'établir [des certificats de contrôle] pour le riz tant que les nouvelles règles d'application n'[étaient] pas confirmées".[127]

b) Demande d'éléments de preuve adressée à la Turquie

2.63 Après la deuxième réunion de fond, le Groupe spécial a fait référence à la pièce TR-36 présentée par la Turquie, qui contient une liste, dressée par cette dernière, des demandes de certificats de contrôle pour l'importation de riz rejetées de 2003 au 21 septembre 2006, avec indication des raisons du rejet. Il a demandé à la Turquie de fournir une photocopie de chacune des demandes rejetées et mentionnées dans la liste figurant dans la pièce TR-36, ainsi que des lettres correspondantes par lesquelles ses autorités avaient notifié aux sociétés requérantes le rejet de leur demande de certificat de contrôle.[128]

---

[121] Pièce US-30. Première communication des États-Unis, paragraphe 29.

[122] Pièce US-33. Voir aussi la pièce US-34 et la première communication des États-Unis, paragraphe 31.

[123] Pièce US-22. Voir aussi la pièce US-40 et la première communication des États-Unis, paragraphes 35 et 36. Voir aussi la réponse de la Turquie à la question n° 29.

[124] Pièces US-63 à US-67.

[125] Pièce US-63.

[126] Pièces US-64, US-65 et US-66.

[127] Pièce US-67.

[128] Question n° 133 e) du Groupe spécial à la Turquie.

2.64 Le Groupe spécial a proposé que la Turquie, si elle ne pouvait pas fournir toutes les photocopies demandées par souci de protéger les données confidentielles des sociétés concernées, fournisse au moins ces photocopies après avoir caviardé les noms des sociétés.[129]

2.65 Dans sa réponse, la Turquie a dit que "ces renseignements et ces documents ne figur[aient] pas dans les registres du MARA".[130]

c) Nouvelle demande d'éléments de preuve adressée à la Turquie

2.66 Après la deuxième réunion de fond, le Groupe spécial a posé des questions à la Turquie au sujet de la pièce US-29 présentée par le plaignant en tant qu'annexe à sa première communication.[131] Cette pièce contient la photocopie d'une demande de certificat de contrôle pour l'importation de riz présentée le 23 octobre 2003 et rejetée le 3 novembre 2003 d'après les allégations "en raison d'erreurs d'orthographe".[132] Le Groupe spécial a noté que les "erreurs d'orthographe" n'avaient pas été mentionnées par la Turquie comme raisons du refus d'accorder des certificats de contrôle et il lui a demandé de confirmer si ces erreurs pouvaient être un motif du rejet d'une demande de certificat de contrôle. Dans l'affirmative, il lui a demandé d'indiquer le fondement juridique du rejet de demandes pour cause d'"erreurs d'orthographe".

2.67 Dans sa réponse, la Turquie a dit qu'elle ne pouvait pas répondre à cette question car la demande mentionnée par les États-Unis ne figurait pas dans les registres du MARA.[133] Elle a fait valoir, toutefois, que le MARA n'avait pas pour politique générale de rejeter systématiquement les demandes en invoquant de petites erreurs d'orthographe. Néanmoins, elle a noté que, dans certains cas, les erreurs d'orthographe pouvaient avoir des incidences sur des éléments essentiels de la demande et sur le processus d'importation, ce qui pouvait conduire à des rejets ponctuels. De l'avis de la Turquie, l'exemple mentionné par le plaignant est un épisode ponctuel qui "n'implique ni ne laisse entrevoir une tendance à rejeter systématiquement les demandes pour des raisons futiles".[134]

4. Procédures devant les tribunaux administratifs turcs

a) Arguments présentés par le MARA devant un tribunal administratif

2.68 Comme il a été dit plus haut, en 2004, Torunlar a déposé plainte devant un tribunal administratif turc contre le refus du gouvernement d'autoriser l'importation de riz.[135] En réponse à cette plainte, déposée en novembre 2004, le conseil du MARA a fait valoir devant le tribunal que le rejet des demandes de certificats de contrôle "se faisait dans le respect du bien commun et du service public, sans perdre de vue les objectifs consistant à protéger [les] producteur[s] nation[aux] [turcs], à faire droit à leurs griefs et à empêcher la constitution de stocks inutiles …".[136] À l'appui de son argument, le conseil du MARA a mentionné des lettres de la Direction générale de la protection et du contrôle dudit ministère, et du TMO, en vertu desquelles l'autorisation de délivrer des certificats de contrôle pour l'importation de riz était suspendue pendant plusieurs périodes. Il a spécifiquement fait référence aux lettres ci-après:

[129] Question n° 133 f) du Groupe spécial à la Turquie.
[130] Réponse de la Turquie à la question n° 133 e).
[131] Question n° 135 du Groupe spécial à la Turquie.
[132] Pièce US-29. Première communication des États-Unis, paragraphe 28.
[133] Réponse de la Turquie à la question n° 135.
[134] Réponse de la Turquie à la question n° 135.
[135] Pièce US-30. Première communication des États-Unis, paragraphe 29.
[136] Pièce US-31.

a) La lettre n° 964 du MARA datée du 10 septembre 2003, en vertu de laquelle la période de délivrance des certificats de contrôle pour l'importation de riz commencerait le 1er mars 2004.[137]

b) La lettre par laquelle la Direction générale du TMO demandait qu'aucun certificat de contrôle pour l'importation de riz ne soit délivré avant le 30 juin 2004, les stocks existants de riz et de riz paddy étant jugés suffisants pour répondre aux besoins du pays jusqu'à la fin de juin 2004.[138]

c) La lettre n° 107 du MARA datée du 23 janvier 2004, en vertu de laquelle la période de délivrance des certificats de contrôle pour l'importation de riz et de riz paddy commencerait en juillet 2004.[139]

d) La lettre n° 689 de la Direction générale du TMO datée du 4 juin 2004, dans laquelle "l'instruction était donnée de prolonger l'interruption de la délivrance de [certificats de contrôle] du 1er juillet 2004 au début de janvier 2005, afin de protéger la production nationale [turque], de faire droit aux griefs des cultivateurs nationaux [et] de conserver les réserves nationales de devises en évitant d'effectuer des importations excessives".[140]

e) La lettre n° 905 du MARA datée du 28 juin 2004, en vertu de laquelle la période de délivrance des certificats de contrôle pour l'importation de riz et de riz paddy devait commencer le 1er janvier 2005 et s'achever le 1er août 2005 pour le riz et le 1er septembre 2005 pour le riz paddy.[141]

2.69 Le procès s'est achevé sur une décision en faveur du MARA.[142] Ni Torunlar[143], ni le MARA[144] n'ont fait appel de cette décision.

5. Décision d'un tribunal administratif turc

2.70 Comme il a été dit plus haut, le dossier contient aussi une décision d'un tribunal administratif concernant une requête présentée par une autre société importatrice, Helin, à l'encontre du rejet par le MARA de sa demande de certificat de contrôle pour l'importation de riz.[145] Le tribunal a rejeté la requête pour les motifs suivants:

> "[I]l est établi que la date d'ouverture de la période de délivrance du document d'inspection [certificat de contrôle] était bien fixée au 1er août 2005 par l'administration, comme il ressort du document d'"approbation" publié par l'Office le 30 décembre 2004 sous le numéro 1795; toutefois, comme l'indique le document d'"approbation" publié le 29 juillet 2005 sous le numéro 1304, les stocks de riz décortiqué produit et importé en 2004 étaient réputés atteindre un niveau suffisant pour couvrir aisément les besoins du pays; ainsi, aucun document d'inspection [certificat de contrôle] ne serait délivré jusqu'à ce que le volume de la consommation et les politiques commerciales soient réexaminés et une base établie aux fins des

[137] *Ibid.*
[138] *Ibid.*
[139] *Ibid.*
[140] *Ibid.*
[141] *Ibid.*
[142] Réponse de la Turquie à la question n° 66. Voir aussi la réfutation des États-Unis, paragraphe 27.
[143] Réponse de la Turquie à la question n° 66.
[144] Réponse de la Turquie à la question n° 145.
[145] Pièce US-63.

> nouvelles pratiques. Dans ces circonstances, le tribunal juge dénuée de fondement l'allégation d'illégalité relative à la décision de ne pas délivrer de document d'inspection jusqu'à l'établissement de nouvelles pratiques, ou à la procédure suivant laquelle la demande du plaignant a été rejetée."[146]

E. LE SYSTÈME DE CONTINGENT TARIFAIRE

1. Situation au moment de l'établissement du présent groupe spécial

a) Décret n° 95/6814 du 30 avril 1995

2.71 Le Décret n° 95/6814 du 30 avril 1995 sur les *Mesures de surveillance et de sauvegarde concernant les importations et l'administration des contingents et contingents tarifaires*[147] énonce des procédures et principes se rapportant, entre autres choses, à "[l]'utilisation de contingents dans le cas où des contingents tarifaires sont appliqués aux importations dans le cadre des accords commerciaux préférentiels bilatéraux ou multilatéraux, ou unilatéralement conformément aux dispositions des accords internationaux".[148] L'article 3 de ce décret autorise le FTU:

> "b) à déterminer le volume et/ou la valeur des contingents, ainsi que la procédure et les principes de distribution … et à publier des documents à cette fin, ainsi qu'à donner aux institutions et organisations compétentes des instructions concernant la mise en œuvre et les permissions nécessaires.
>
> c) à déterminer les procédures et principes concernant l'utilisation des contingents tarifaires ouverts unilatéralement conformément à des accords internationaux ou sur la base des accords commerciaux préférentiels bilatéraux ou multilatéraux."[149]

b) Décret n° 2004/7333 du 10 mai 2004

2.72 Des règles en la matière sont également énoncées dans le Décret n° 2004/7333 du 10 mai 2004 sur l'*Administration des contingents et contingents tarifaires*[150]:

> "Le présent décret vise les procédures et principes relatifs à l'administration des contingents et contingents tarifaires pouvant être appliqués dans le cadre des mesures adoptées sur la base des accords commerciaux préférentiels bilatéraux ou multilatéraux, ou unilatéralement compte tenu des obligations internationales."[151]

2.73 Conformément à l'article premier provisoire du Décret n° 2004/7333:

> "[L]es procédures relatives aux contingents et contingents tarifaires imposés dans le cadre du Décret sur les Mesures de surveillance et de sauvegarde concernant les importations et l'administration des contingents et contingents tarifaires, entré en

---

[146] *Ibid*.

[147] *Mesures de surveillance et de sauvegarde concernant les importations et l'administration des contingents et contingents tarifaires*, Décret n° 95/6814 publié au Journal officiel de la Turquie n° 22 300, daté du 1er juin 1995, pièce TR-14.

[148] *Ibid.*, article premier.

[149] *Ibid.*, article 3 b) et c).

[150] *Administration des contingents et contingents tarifaires*, Décret n° 2004/7333 publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 473, daté du 26 mai 2004, pièces US-4 et TR-15.

[151] *Ibid.*, article premier.

vigueur conformément au Décret du Conseil des ministres n° 95/6814 du 30 avril 1995, seront maintenues au titre des dispositions du présent décret."[152]

2.74 L'article 2 provisoire du Décret n° 2004/7333 indique, quant à lui, ce qui suit:

"Les références au Décret sur les Mesures de surveillance et de sauvegarde concernant les importations et l'administration des contingents et contingents tarifaires, entré en vigueur conformément au Décret du Conseil des ministres n° 95/6814 du 30 avril 1995 concernant l'administration des contingents et contingents tarifaires, seront considérées comme faisant référence au présent décret."[153]

2.75 L'article 3 du Décret n° 2004/7333 maintient le pouvoir du FTU:

"a) de déterminer les procédures et principes pour l'application, la répartition et l'utilisation des contingents et contingents tarifaires, et d'établir des documents à cette fin; …

d) de coordonner les institutions et organisations compétentes et de leur donner des instructions aux fins de la mise en œuvre du présent décret;

e) d'établir des règlements et des communiqués concernant la mise en œuvre du présent décret."[154]

c) Décret n° 2005/9315 de septembre 2005

2.76 Conformément au Décret n° 2004/7333[155], un régime de contingent tarifaire pour l'importation de riz a été mis en place par le Décret n° 2005/9315 du 10 août 2005 sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*.[156] Ce contingent tarifaire était en vigueur au moment où le présent groupe spécial a été établi.

2.77 Le Décret n° 2005/9315 ouvrait un contingent tarifaire pour l'importation de riz du 1er novembre 2005 au 31 juillet 2006.[157] Les importateurs qui achetaient du riz paddy aux producteurs nationaux ou qui achetaient du riz paddy ou du riz blanchi au TMO avaient la possibilité de bénéficier des contingents tarifaires.[158] Ces importateurs pouvaient bénéficier de tarifs de 20 pour cent *ad valorem* pour le riz paddy (1006.10)[159], de 25 pour cent *ad valorem* pour le riz décortiqué (1006.20), et de 43 pour cent *ad valorem* pour le riz semi-blanchi ou blanchi (1006.30)[160], au lieu d'acquitter les taux fixés par ailleurs dans le tarif douanier national de la Turquie (34, 36 et 45 pour cent *ad valorem*, respectivement).

2.78 La quantité maximale attribuée dans le cadre du contingent s'élevait à 300 000 tonnes d'équivalent-riz-semi-blanchi ou riz blanchi (avec un facteur de conversion de 60 pour cent pour le riz

[152] *Ibid.*, article premier provisoire.
[153] *Ibid.*, article 2 provisoire.
[154] *Ibid.*, article 3 a), d) et e).
[155] Première communication de la Turquie, paragraphe 35.
[156] *Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, Décret n° 2005/9315 publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 935, daté du 13 septembre 2005, pièces TR-9 et US-10.
[157] *Ibid.*, article premier.
[158] *Ibid.*, article 5.
[159] À l'exception de la position 1006.10.10 (semences).
[160] Décret n° 2005/9315, article premier.

paddy et de 75 pour cent pour le riz brun). En d'autres termes, le volume du contingent tarifaire s'élevait à 500 000 tonnes si le contingent était entièrement attribué au riz paddy (1006.10), à 400 000 tonnes s'il était entièrement attribué au riz décortiqué (1006.20) et à 300 000 tonnes s'il était entièrement attribué au riz semi-blanchi ou blanchi (1006.30).[161] Pour pouvoir importer dans le cadre du contingent tarifaire, les importateurs devaient obtenir une licence d'importation du FTU.[162]

2.79 Un contingent tarifaire additionnel de 50 000 tonnes de riz blanchi assorti d'un taux de droit de 43 pour cent, ouvert du 1er octobre 2005 au 31 juillet 2006, a été attribué au TMO "pour être utilisé en cas de besoin".[163]

2.80 Comme il est dit plus haut, l'article 5 du Décret n° 2005/9315 établissait une prescription relative aux achats sur le marché intérieur, qui subordonnait l'attribution des contingents tarifaires à l'achat de:

> "[R]iz paddy auprès des producteurs [nationaux] de paddy ayant l'autorisation de planter du riz paddy, ou de leurs coopératives et syndicats [avec, pour preuve de] cet achat le certificat délivré par l'Office turc des céréales et … [à l']achat de riz paddy ou de riz auprès de l'Office turc des céréales."[164]

d) Communiqué n° 25 943 du FTU

2.81 Les règles de mise en œuvre des contingents tarifaires, y compris les conditions d'admissibilité, les méthodes de mise en œuvre, les procédures et prescriptions en matière de demandes, les périodes applicables aux demandes, les dates d'expiration, ainsi que d'autres détails pertinents étaient énoncés dans les décrets et communiqués du FTU.

2.82 Ainsi, le Communiqué n° 25 943 du FTU sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*[165] contenait des règles sur la mise en œuvre du contingent tarifaire en vigueur au moment de l'établissement du présent groupe spécial.

2.83 Le Communiqué n° 25 943 subordonnait l'attribution des parts de contingent dans le cadre du contingent tarifaire ouvert entre novembre 2005 et juillet 2006 à l'achat de riz national auprès des producteurs nationaux et du TMO du 1er septembre 2005 au 31 mars 2006, selon les coefficients de conversion indiqués dans le Communiqué.[166] Pour obtenir des parts du contingent, les importateurs étaient tenus d'acheter du riz national auprès des producteurs locaux ou du TMO, et de présenter leur formulaire au FTU, accompagné de tous les documents nécessaires, avant le 10 avril 2006.[167] Le FTU pouvait attribuer toute part du contingent non attribuée au 11 avril 2006.[168] Les licences d'importation accordées par le FTU étaient valables du 1er novembre 2005 au 31 juillet 2006 et ne pouvaient pas être transférées à des tiers.[169]

---

[161] *Ibid.*
[162] *Ibid.*, article 4.
[163] *Ibid.*, article 2.
[164] *Ibid.*, article 5.
[165] Communiqué du FTU sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 943, daté du 21 septembre 2005, pièces TR-13 et US-11. Voir aussi la première communication de la Turquie, paragraphe 42.
[166] Communiqué du FTU sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 943, daté du 21 septembre 2005, pièces TR-13 et US-11, articles 1er et 2.
[167] *Ibid.*, article 2.
[168] *Ibid.*
[169] *Ibid.*, articles 3 et 5.

2.84 Les parts de contingent étaient attribuées en fonction du type de riz national qui était acheté, de sa source et de sa région d'origine. Selon le Communiqué n° 25 943, les proportions suivantes étaient appliquées:

a) L'achat de 1 000 kg de riz paddy auprès de producteurs de riz paddy autorisés à planter du riz paddy ou auprès de leurs coopératives et syndicats, des régions autres que Balikesir, Bursa, Çanakkale, Edirne, Istanbul, Kirkareli, Sakarya et Tekirdağ, permettait d'importer 800 kg de riz paddy, 640 kg de riz brun ou 480 kg de riz blanchi.

b) L'achat de 1 000 kg de riz paddy auprès de producteurs de riz paddy autorisés à planter du riz paddy ou auprès de leurs coopératives et syndicats situés à Balikesir, Bursa, Çanakkale, Edirne, Istanbul, Kirkareli, Sakarya et Tekirdağ, permettait d'importer 600 kg de riz paddy, 480 kg de riz brun ou 360 kg de riz blanchi.

c) L'achat de 1 000 kg de riz paddy auprès du TMO permettait d'importer 500 kg de riz paddy, 400 kg de riz brun ou 300 kg de riz blanchi.

d) L'achat de 1 000 kg de riz blanchi auprès du TMO permettait d'importer 833 kg de riz paddy, 666 kg de riz brun ou 500 kg de riz blanchi.[170]

2. Régimes de contingent tarifaire antérieurs

a) Décret n° 2004/7135 du 20 avril 2004 (du 20 avril 2004 au 31 août 2004)

2.85 Un régime de contingent tarifaire similaire avait été mis en place l'année précédente, au titre du Décret n° 2004/7135 du 20 avril 2004 sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*.[171] Ce décret a été promulgué conformément aux règles énoncées dans le Décret n° 95/6814 du 30 avril 1995 sur les *Mesures de surveillance et de sauvegarde concernant les importations et l'administration des contingents et contingents tarifaires*.

2.86 Le Décret n° 2004/7135 ouvrait un contingent tarifaire pour l'importation de riz à partir de la date du décret (20 avril 2004) jusqu'au 31 août 2004.[172] Dans le cadre de ce régime, les importateurs pouvaient bénéficier de tarifs de 32 pour cent *ad valorem* pour le riz paddy (1006.10)[173], de 34 pour cent *ad valorem* pour le riz décortiqué (1006.20) et de 43 pour cent *ad valorem* pour le riz semi-blanchi ou blanchi (1006.30)[174], au lieu d'acquitter les taux fixés par ailleurs dans le tarif douanier national de la Turquie.

2.87 La quantité maximale attribuée dans le cadre du contingent s'élevait à 72 000 tonnes d'équivalent-riz semi-blanchi ou blanchi (avec un facteur de conversion de 60 pour cent pour le riz paddy et de 75 pour cent pour le riz brun). En d'autres termes, le volume du contingent tarifaire s'élevait à 120 000 tonnes si le contingent était entièrement attribué au riz paddy (1006.10), à 96 000 tonnes s'il était entièrement attribué au riz décortiqué (1006.20) et à 72 000 tonnes s'il était

[170] *Ibid.*, article premier.
[171] *Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, Décret n° 2004/7135 publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 439, daté du 20 avril 2004, pièces US-2 et TR-11. Voir aussi la première communication de la Turquie, paragraphes 32, 33 et 35.
[172] Décret n° 2004/7135, article premier.
[173] À l'exception de la position 1006.10.10 (semences).
[174] Décret n° 2004/7135, article premier.

entièrement attribué au riz semi-blanchi ou blanchi (1006.30).[175] Pour pouvoir importer dans le cadre du contingent tarifaire, les importateurs devaient obtenir une licence d'importation du FTU.[176]

2.88 Le Communiqué n° 25 445 du FTU sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*[177] subordonnait l'attribution des parts de contingent dans le cadre du contingent ouvert entre le 20 avril 2004 et le 31 août 2004 à l'achat auprès du TMO de riz national de la récolte 2003/2004, à compter du 1er septembre 2003, selon les coefficients de conversion indiqués dans le Communiqué.[178] Les licences d'importation accordées par le FTU étaient valables jusqu'au 31 août 2004 et ne pouvaient pas être transférées à des tiers.[179]

2.89 Il ne semble pas que le Communiqué n° 25 445 du FTU précise les quantités de riz qu'un importateur ayant acheté 1 000 kg de riz paddy auprès du TMO serait autorisé à importer. Le Communiqué semble indiquer uniquement que ces quantités seraient attribuées "en fonction des achats effectués auprès du TMO".[180] La Turquie a indiqué, toutefois, que l'attribution des parts du contingent pour la période allant du 20 avril 2004 au 31 août 2004 se faisait selon les proportions suivantes:

a) L'achat de 1 000 kg de riz paddy auprès du TMO permettait d'importer 1 000 kg de riz paddy, 800 kg de riz brun ou 600 kg de riz blanchi.

b) L'achat de 1 000 kg de riz blanchi auprès du TMO permettait d'importer 1 666 kg de riz paddy, 1 333 kg de riz brun ou 1 000 kg de riz blanchi.[181]

b) Décret n° 2004/7756 d'août 2004 (du 1er novembre 2004 au 31 juillet 2005)

2.90 Un autre régime de contingent tarifaire a été mis en place au titre du Décret n° 2004/7756 d'août 2004 sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*.[182]

2.91 Le Décret n° 2004/7756 ouvrait un contingent tarifaire pour l'importation de riz du 1er novembre 2004 au 31 juillet 2005.[183] Les importateurs qui achetaient du riz paddy à des producteurs nationaux ou qui achetaient du riz paddy ou du riz au TMO pouvaient obtenir des parts du contingent.[184] Ces importateurs pouvaient bénéficier de tarifs de 32 pour cent *ad valorem* pour le riz paddy (1006.10)[185], de 34 pour cent *ad valorem* pour le riz décortiqué (1006.20) et de 43 pour cent

[175] *Ibid.*
[176] *Ibid.*, article 3.
[177] Communiqué du FTU sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 445, daté du 27 avril 2004, pièces TR-12 et US-3. Voir aussi la première communication de la Turquie, paragraphe 37.
[178] Communiqué du FTU sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 445, daté du 27 avril 2004, pièces TR-12 et US-3, article premier. Voir aussi la réponse des États-Unis à la question n° 69, paragraphe 105.
[179] Communiqué du FTU sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 445, daté du 27 avril 2004, pièces TR-12 et US-3, articles 3 et 5.
[180] *Ibid.*, article premier. Voir aussi la première communication des États-Unis, paragraphe 39 et les observations des États-Unis concernant la réponse de la Turquie à la question n° 146, paragraphe 56.
[181] Voir la pièce TR-12 et la réponse de la Turquie à la question n° 146.
[182] *Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, Décret n° 2004/7756 publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 566, daté du 27 août 2004, pièces TR-16 et US-5. Voir aussi la première communication de la Turquie, paragraphe 38.
[183] Décret n° 2004/7135, article premier.
[184] *Ibid.*, article 5.
[185] À l'exception de la position 1006.10.10 (semences).

ad valorem pour le riz semi-blanchi ou blanchi (1006.30)[186], au lieu d'acquitter les taux fixés par ailleurs dans le tarif douanier national de la Turquie.

2.92 La quantité maximale attribuée dans le cadre du contingent s'élevait à 300 000 tonnes d'équivalent-riz semi-blanchi ou blanchi (avec un facteur de conversion de 60 pour cent pour le riz paddy et de 75 pour cent pour le riz brun). En d'autres termes, le volume du contingent tarifaire s'élevait à 500 000 tonnes si le contingent était entièrement attribué au riz paddy (1006.10), à 400 000 tonnes s'il était entièrement attribué au riz décortiqué (1006.20) et à 300 000 tonnes s'il était entièrement attribué au riz semi-blanchi ou blanchi (1006.30).[187] Pour pouvoir importer dans le cadre du contingent tarifaire, les importateurs devaient obtenir une licence d'importation du FTU.[188]

2.93 Un contingent tarifaire additionnel de 50 000 tonnes de riz blanchi assorti d'un taux de droit de 43 pour cent, ouvert du 1er octobre 2004 au 31 juillet 2005, a été attribué au TMO "pour être utilisé en cas de besoin".[189]

2.94 Le Communiqué n° 25 577 du FTU sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*[190] subordonnait l'attribution des parts de contingent dans le cadre du contingent tarifaire ouvert entre novembre 2004 et juillet 2005 à la prescription relative aux achats de riz national auprès des producteurs nationaux et du TMO à compter du 1er septembre 2004, selon les coefficients de conversion indiqués dans le Communiqué.[191] Pour obtenir des parts du contingent, les importateurs étaient tenus de présenter leur formulaire au FTU, accompagné de tous les documents nécessaires, avant le 31 janvier 2005.[192] Le FTU pouvait reporter cette date, pour autant qu'il reste une part non attribuée du contingent au 1er février 2005.[193] De fait, la date de dépôt des formulaires a été reportée deux fois, d'abord au 29 avril 2005, puis au 15 juin 2005.[194] Les licences d'importation accordées par le FTU étaient valables du 1er novembre 2004 au 31 juillet 2005 et ne pouvaient pas être transférées à des tiers.[195]

2.95 Les parts de contingent étaient attribuées en fonction du type de riz national qui était acheté, de sa source et de sa région d'origine. Selon le Communiqué n° 25 577, les proportions suivantes étaient appliquées:

a) L'achat de 1 000 kg de riz paddy auprès de producteurs de riz paddy autorisés à planter du riz paddy ou auprès de leurs coopératives et syndicats, des régions autres que Balikesir, Bursa, Çanakkale, Edirne, Kirkareli, Sakarya et Tekirdağ, permettait d'importer 1 000 kg de riz paddy, 800 kg de riz brun ou 600 kg de riz blanchi.

---

[186] Décret n° 2004/7135, article premier.
[187] *Ibid.*
[188] *Ibid.*, article 4.
[189] *Ibid.*, article 2.
[190] Communiqué du FTU sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 577, daté du 8 septembre 2004, pièces TR-17 et US-6. Voir aussi la première communication de la Turquie, paragraphe 40.
[191] Communiqué du FTU sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 577, daté du 8 septembre 2004, pièces TR-17 et US-6, article premier.
[192] *Ibid.*, article 2.
[193] *Ibid.*
[194] Pièces US-8 et US-9. Voir aussi la première communication des États-Unis, paragraphe 46 et la première communication de la Turquie, paragraphe 122.
[195] Communiqué du FTU sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 577, daté du 8 septembre 2004, pièces TR-17 et US-6, articles 3 et 5.

b) L'achat de 1 000 kg de riz paddy auprès de producteurs de riz paddy autorisés à planter du riz paddy ou auprès de leurs coopératives et syndicats situés à Balikesir, Bursa, Çanakkale, Edirne, Kirkareli, Sakarya et Tekirdağ, permettait d'importer 700 kg de riz paddy, 560 kg de riz brun ou 420 kg de riz blanchi.

c) L'achat de 1 000 kg de riz paddy auprès du TMO permettait d'importer 500 kg de riz paddy, 400 kg de riz brun ou 300 kg de riz blanchi.

d) L'achat de 1 000 kg de riz blanchi auprès du TMO permettait d'importer 833 kg de riz paddy, 666 kg de riz brun ou 500 kg de riz blanchi.[196]

3. Licences d'importation

2.96 Dans le cadre du régime de contingent tarifaire pour l'importation de riz qui était en place au moment où le présent groupe spécial a été établi, conformément au Décret n° 2005/9315 de septembre 2005[197], les importateurs qui souhaitaient bénéficier de tarifs réduits devaient obtenir une licence d'importation du FTU. Cette licence devait ensuite être présentée à l'administration des douanes concernée à la date où l'assujettissement aux prescriptions douanières prenait effet.[198]

2.97 Aux termes du Communiqué n° 25 943, des demandes de licences d'importation pouvaient être présentées à partir de la date d'entrée en vigueur du Communiqué (à savoir le 21 septembre 2005) jusqu'au 10 avril 2006. Les demandes pour lesquelles tous les renseignements ou documents requis n'avaient pas été communiqués et les demandes présentées après l'épuisement du contingent tarifaire n'étaient pas prises en compte.[199]

2.98 Les licences d'importation étaient intransmissibles et valables du 1er novembre 2005 au 31 juillet 2006.[200] Les produits devaient être mis en circulation pendant cette période.[201] Les licences d'importation devaient être retournées à la Direction générale des importations du FTU dans les dix jours suivant leur expiration.[202]

2.99 L'annexe du Communiqué n° 25 943 du FTU contenait le formulaire devant être rempli par les requérants et énumérait les renseignements et documents requis. Les renseignements demandés dans ce formulaire étaient notamment les suivants: a) nom, adresse, numéros de téléphone et de télécopie, numéro d'enregistrement fiscal et adresse électronique de l'importateur; b) pays d'origine et pays dans lequel le produit doit être chargé en vue d'être transporté vers la Turquie; c) désignation du produit importé, nom du produit tel qu'il est indiqué dans le code SH, et code SH à 12 chiffres; d) quantité et unité de mesure du produit importé; e) valeur du produit importé; f) facture originale ou pro forma; g) identification de la Direction des douanes et de l'application des mesures douanières à partir de laquelle l'importation serait effectuée; h) certificat original délivré par le TMO et attestant de l'achat de riz national; i) facture originale de l'achat de riz national; et j) copies certifiées prouvant

---

[196] *Ibid.*, article premier.

[197] *Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, Décret n° 2005/9315 publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 935, daté du 13 septembre 2005, pièces TR-9 et US-10.

[198] *Ibid.*, article 4.

[199] Communiqué du FTU sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 943, daté du 21 septembre 2005, pièces TR-13 et US-11, article 2.

[200] Communiqué du FTU sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 943, daté du 21 septembre 2005, pièces TR-13 et US-11, articles 3 et 5.

[201] *Ibid.*, article 4.

[202] *Ibid.*, article 9.

que le requérant a le pouvoir de signature et extrait du Registre du commerce dans lequel le nom de la société a été publié.[203]

F. OFFICE TURC DES CÉRÉALES

2.100 L'Office turc des céréales est décrit comme étant une "société économique d'État constituée sous le nom de Toprak Mahsulleri Ofisi (TMO) A.S." dans les *Statuts de l'Office turc des céréales (Office des produits agricoles)*[204], qui sont l'instrument juridique, communiqué par la Turquie et qui contient "tous les renseignements pertinents sur la nature, les fonctions et la composition du TMO".[205]

2.101 Dans un examen de la politique commerciale de la Turquie effectué récemment par le Secrétariat de l'OMC[206], l'unique référence au TMO figure dans la description des changements qui lui étaient apportés à l'époque dans le cadre de son processus de restructuration:

> "fond[é] sur le modèle de l'UE … [à savoir que] l'Office des céréales ne pourra[it] plus faire que des achats d'urgence et des achats complémentaires; les entrepôts existants ser[aient] transférés au secteur privé qui les louera[it] aux producteurs; l'Office des céréales restera[it] une institution centralisée ayant pour mission de faciliter les achats d'urgence et les achats d'intervention à moyen terme; l'Office des céréales n'interviendra[it] plus que par des achats sur les marchés des produits.[207]"[208]

Il n'y a aucune référence particulière à sa participation au marché turc du riz.

2.102 Dans les Statuts du TMO, une société économique d'État est définie comme étant une "entreprise économique d'État dont le capital est entièrement détenu par l'État et qui est créée pour intervenir dans l'économie en suivant les pratiques commerciales".[209] Le paragraphe 4 de l'article 3 des Statuts du TMO prévoit que "le capital de la société est de 50 (cinquante) milliards de livres turques [aujourd'hui, 330 000 milliards de livres turques (Résolution YPK n° 985/66 du 8 décembre 1998)] et est entièrement détenu par l'État. Ce montant pourra être modifié par une décision du Conseil de coordination, sur proposition du Ministère compétent."[210] En outre, les articles 2 et 20 de ce même texte juridique prévoient que le budget du TMO est contrôlé par l'État et supervisé par le Ministère compétent et l'Office national de planification.[211]

2.103 Le TMO a pour fonction d'empêcher "que les prix des céréales ne tombent au-dessous des niveaux normaux, dans l'intérêt des producteurs, et qu'ils n'augmentent excessivement, dans l'intérêt des consommateurs".[212] Un moyen de stabiliser le marché serait d'acheter et de vendre des céréales, et de constituer et de maintenir les stocks nécessaires.[213] Comme la Turquie l'a dit, "le TMO joue le rôle d'organisme d'intervention".[214]

---

[203] Pièce TR-13. Voir aussi la pièce TR-10.
[204] *Statuts de l'Office turc des céréales (Office des produits agricoles),* pièce TR-40.
[205] Réponse de la Turquie à la question n° 90 a), b) et c).
[206] Examen de la politique commerciale de la Turquie – Rapport du Secrétariat, WT/TPR/S/125, 19 novembre 2003.
[207] (*note de bas de page de l'original*) République de Turquie (2002).
[208] Examen de la politique commerciale de la Turquie, paragraphe IV.29.
[209] Statuts du TMO, article 2, paragraphe 3.
[210] Statuts du TMO, article 3, paragraphe 4 et article 20.
[211] *Ibid.*, articles 2 et 20. Mais voir la réponse de la Turquie à la question n° 92 b).
[212] Article 4 des Statuts de l'Office turc des céréales [Office des produits agricoles].
[213] *Ibid.*, article 4, paragraphe 1. Voir aussi la réponse de la Turquie à la question n° 91.
[214] Réponse de la Turquie à la question n° 111.

2.104 Le TMO n'achète ni ne vend de riz brun.[215] Le Décret n° 2004/7556 comme le Décret n° 2005/9315 accordaient au TMO un contingent tarifaire de 50 000 tonnes de riz blanchi "à utiliser en cas de besoin", dans le cadre des contingents tarifaires ouverts de novembre 2004 à juillet 2005 et de novembre 2005 à juillet 2006.[216] Toutefois, les achats de riz effectués par le TMO se sont limités au riz paddy.[217]

2.105 Les données fournies par la Turquie concernant les quantités achetées par le TMO entre 2003 et 2006 sont les suivantes[218]:

ACHATS DE RIZ PADDY EFFECTUÉS PAR LE TMO (EN TONNES)	
2003	130 632
2004	14 855
2005	11 899
2006*	12 464
* Au 15 octobre 2006.	

2.106 Sur la base de ces chiffres, la Turquie affirme ce qui suit:

> "en 2005 et 2006, l'Office turc des céréales (TMO) ne déterminait pas les prix du marché du fait qu'il a acheté de très petites quantités de riz paddy (à savoir, environ 14 000 tonnes)".[219]

2.107 Les quantités de riz vendues par le TMO de 2003 à 2006, telles qu'elles sont présentées par la Turquie, sont les suivantes[220]:

	VENTES DE RIZ PADDY EFFECTUÉES PAR LE TMO (EN TONNES)	VENTES DE RIZ BLANCHI EFFECTUÉES PAR LE TMO (EN TONNES)
2003	-	17 789
2004	119 880	14 122
2005	3 228	6 639
2006*	9 575	2 718
* Au 16 novembre 2006.		

2.108 S'agissant des prix auxquels le TMO achète du riz, la Turquie comme les États-Unis ont fourni au Groupe spécial les chiffres présentés dans les tableaux suivants: a) le premier tableau contient les renseignements communiqués par les États-Unis au sujet du riz paddy et du riz blanchi pour les périodes correspondant aux campagnes de commercialisation turques de 2003 à 2007; b) le deuxième tableau contient les renseignements donnés par la Turquie au sujet du riz paddy pour les

[215] Pièce TR-29.
[216] *Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz,* Décret n° 2004/7556 publié au Journal officiel n° 25 566, daté du 23 août 2004, pièces TR-16 et US-5, article 2. Voir aussi *Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, Décret n° 2005/9315 publié au Journal officiel n° 25 935, daté du 13 septembre 2005, pièces TR-9 et US-10, article 2
[217] Pièce TR-30.
[218] *Ibid.*
[219] Réponse de la Turquie à la question n° 110.
[220] Pièce TR-30.

périodes correspondant aux années civiles de 2004 à 2006; c) le troisième tableau contient les renseignements présentés par la Turquie au sujet du riz blanchi pour les périodes correspondant aux années civiles de 2003 à 2006; d) le quatrième tableau compare la première colonne des premier et troisième tableaux. Tous ces chiffres sont libellés en nouvelles livres turques par tonne (YTL/T).[221]

Prix annoncés de l'Office turc des céréales*[222]:

Campagne de commercialisation turque (septembre/août)	Prix d'achat du riz paddy (Osmancik) pratiqué par les producteurs	Prix de vente du riz blanchi (Osmancik)
2003/04	700	1 250
2004/05	756	1 500
2005/06	720	1 500
2006/07	720	1 500
* Sources: Site Web de l'Office turc des céréales 2004/2005, 2005/2006 et 2006/2007. Prix 2003/2004 de l'Association des rizeries turques. Les prix du riz paddy s'appliquent au riz ayant un taux d'usinage moyen.		

Prix de vente du riz paddy déclarés par le TMO (moyennes annuelles)*[223]:

	BALDO	OSMANCIK
2004*	840	743
2005	978	871
2006	970	772
* Aucune donnée disponible pour la période antérieure à janvier 2004.		

Prix de vente (de gros) du riz déclarés par le TMO (moyennes annuelles)[224]:

	BALDO	OSMANCIK
2003	1 352	1 209
2004	1 543	1 338
2005	1 741	1 469
2006	1 630	1 470

Prix de vente pratiqués par le TMO pour le riz blanchi Osmancik, tels qu'ils sont présentés par les États-Unis et la Turquie:

	États-Unis	Turquie
2003/04 (2003)	1 250	1 209
2004/05 (2004)	1 500	1 338
2005/06 (2005)	1 500	1 469
2006/07 (2006)	1 500	1 470

[221] Certains des tableaux ci-après contiennent les termes "Baldo" et "Osmancik". Comme la Turquie l'explique dans la pièce TR-29, "[s]ur le marché turc du riz, les riz à long grain sont classés dans deux sous-groupes ainsi dénommés".

[222] Pièce US-56.

[223] Pièce TR-29.

[224] Pièce TR-29.

2.109 Le TMO détermine le prix auquel il achète du riz, qui est le suivant d'après la Turquie[225]:

PRIX D'ACHAT DÉCLARÉS PAR LE TMO ET PRIX OBTENUS PAR LES CULTIVATEURS POUR LE RIZ PADDY LONG GRAIN (NOUVELLES LIVRES TURQUES PAR TONNE)		
	PRIX DÉCLARÉ	PRIX OBTENU*
2002	600	554
2003	700	628
2004	756	695
2005	720	612
2006	720	639
* La différence entre le prix déclaré et le prix obtenu est imputable à la qualité.		

G. LETTRES D'ACCEPTATION

1. Documents appelés "lettres d'acceptation"

2.110 Le dossier montre que, dans un certain nombre de cas, la Direction générale de la protection et du contrôle du MARA a recommandé au Ministre de l'agriculture et des affaires rurales de suspendre temporairement l'octroi de certificats de contrôle. Ces recommandations étaient faites par le biais de documents qui ont été appelés "lettres d'acceptation" au cours de la procédure du présent groupe spécial. Les lettres d'acceptation étaient signées par le Directeur général du MARA, puis par le Ministre en signe d'acceptation de la recommandation.[226]

2.111 Comme il est indiqué ci-après, des copies de plusieurs lettres d'acceptation de ce type ont été présentées en tant que pièces par le plaignant. Leur existence n'a pas été contestée par la Turquie.[227] Toutefois, la nature juridique de ces documents a fait l'objet d'une controverse entre les parties. La Turquie a aussi fait valoir que les lettres d'acceptation "cont[enaient] souvent des avis confidentiels".[228]

2. Éléments de preuve indiquant l'existence de lettres d'acceptation

2.112 Le dossier contient des éléments de preuve indiquant l'existence des lettres d'acceptation suivantes: a) lettre n° 107 datée du 23 janvier 2004[229]; b) lettre n° 905 datée du 28 juin 2004[230]; c) lettre n° 1 795 datée du 30 décembre 2004[231]; et d) lettre dont le numéro n'est pas connu, datée du 24 mars 2006.[232]

2.113 Certaines de ces lettres font à leur tour référence à d'autres lettres d'acceptation dont le dossier ne contient aucune copie. Il s'agit a) de la lettre n° 964 du 10 septembre 2003 et b) de la lettre n° 1 304 du 29 juillet 2005.

---

[225] *Ibid.*

[226] Voir, par exemple, la première communication des États-Unis, paragraphes 22 à 34.

[227] Voir la déclaration liminaire de la Turquie à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 12.

[228] Première communication de la Turquie, paragraphes 78 et 79 et réponse de la Turquie à la question n° 27 b). La Turquie n'a toutefois pas demandé que le Groupe spécial adopte des mesures particulières pour assurer une protection spéciale du caractère confidentiel du contenu des lettres présentées en tant qu'éléments de preuve par les États-Unis.

[229] Pièce US-12.

[230] Pièce US-13.

[231] Pièce US-14.

[232] Pièce US-36.

3. Contenu des lettres d'acceptation

2.114 Lettre n° 107 du 23 janvier 2004. Dans cette lettre, il est fait référence à une lettre du bureau ministériel n° 964 du 10 septembre 2003, qui fixait le début de la période de délivrance des certificats de contrôle au 1er mars 2004 pour le riz et au 1er août 2004 pour le riz paddy, et la date d'expiration au 1er septembre 2004 dans les deux cas. Il y est ensuite indiqué que la Direction générale du TMO a demandé que les certificats de contrôle pour le riz ne soient pas délivrés avant le 30 juin 2004, "au motif qu'il était apparu clairement dans les discussions avec les cultivateurs de riz [et] de riz paddy, ainsi qu'avec les importateurs, sur la base d'estimations, [que] les stocks de riz [seraient] suffisants pour répondre aux besoins [de la Turquie] jusqu'au … 30 juin 2004". Dans la conclusion de la lettre, il est demandé que la date d'ouverture de la période de délivrance des certificats de contrôle soit reportée au 1er juillet 2004.[233]

2.115 Lettre n° 905 du 28 juin 2004. Dans cette lettre, il est fait référence à une lettre du bureau ministériel n° 107 du 23 janvier 2004, qui fixait la période de délivrance des certificats de contrôle du 1er juillet 2004 au 1er août 2004 pour le riz et du 1er juillet 2004 au 1er septembre 2004 pour le riz paddy. Il y est ensuite indiqué que la Direction générale du TMO a fait savoir que:

> "la récolte de riz paddy commencerait en septembre; que même s'il [était] difficile de faire une estimation précise, la récolte devrait atteindre le niveau de l'année antérieure (370 000 tonnes); et qu'il conviendrait de reporter à janvier 2006 le début de la période de délivrance [des certificats de contrôle], qui aurait initialement dû commencer le 1er juillet 2004 afin de protéger les cultivateurs nationaux, de faire droit à leurs griefs et d'éviter de constituer inutilement des stocks de riz paddy et de riz".

Dans la conclusion de la lettre, il est demandé que la date d'ouverture de la période de délivrance des certificats de contrôle soit reportée au 1er janvier 2005 pour le riz blanchi et le riz paddy, et que la date de clôture soit fixée au 1er août 2005 pour le riz blanchi et au 1er septembre 2005 pour le riz paddy.[234]

2.116 Lettre n° 1795 du 30 décembre 2004. Dans cette lettre, il est fait référence à une lettre du bureau ministériel n° 905 du 28 juin 2004, qui fixait le début de la période de délivrance des certificats de contrôle au 1er janvier 2005 et la fin au 1er août 2005 pour le riz blanchi et au 1er septembre 2005 pour le riz paddy. Il y est ensuite indiqué que la Direction générale du TMO a précisé "qu'il [avait été] jugé approprié de maintenir jusqu'au 30 juillet 2005 la pratique consistant à ne pas délivrer [de certificats de contrôle] aux personnes et sociétés qui n'achet[aient] pas de riz paddy auprès des cultivateurs relevant du TMO et directement auprès du TMO". Dans la conclusion de la lettre, il est demandé que la date d'ouverture de la période de délivrance des certificats de contrôle soit reportée au 1er août 2005.[235]

2.117 Lettre sans numéro connu, du 24 mars 2006. Dans cette lettre, il est fait référence à une lettre du bureau ministériel n° 1304 du 29 juillet 2005, qui indiquait qu'aucun certificat de contrôle ne serait délivré "avant la mise en place d'une nouvelle politique". Il y est également mentionné que les États-Unis ont engagé une procédure devant l'OMC "au sujet de la mise en œuvre de nos décisions concernant les importations de riz". Il est ensuite pris note des lettres n° 531 et 603 du 3 mars 2006 et du 14 mars 2006, respectivement, reçues de la Direction générale du TMO.[236] Il est allégué que ces lettres indiquent ce qui suit:

---

[233] Pièce US-12.
[234] Pièce US-13.
[235] Pièce US-14.
[236] Voir la seconde dans la pièce US-37.

> "Il ne sera pas possible d'appliquer le système de contingent tarifaire dans les années à venir. Nos producteurs devraient être soutenus grâce au versement de la différence de prix pour combler l'écart avec les prix mondiaux et le système devrait être géré de façon à éviter les différends internationaux. Entre-temps, il conviendrait de maintenir l'interdiction temporaire de délivrer des certificats de contrôle pendant la saison de la récolte."

Dans la conclusion de la lettre, il est demandé que la période de délivrance des certificats de contrôle pour l'importation de riz blanchi et de riz paddy soit modifiée de manière à commencer le 1er avril 2006 pour s'achever le 1er août 2006. Il y est également recommandé que les certificats de contrôle soient délivrés un par un et soient limités chacun à 10 000 tonnes pour le riz blanchi et à 15 000 tonnes pour le riz paddy. De nouveaux certificats de contrôle pour l'importation de riz ne seraient autorisés qu'après utilisation complète de la part du contingent correspondant à chaque certificat antérieur.[237]

4. Nature des lettres d'acceptation

2.118 La nature des lettres d'acceptation a fait l'objet d'une divergence de vues entre les parties. Les États-Unis ont fait valoir que ces lettres donnaient une instruction contraignante sur laquelle les autorités du MARA s'appuyaient pour refuser de délivrer des certificats de contrôle pour l'importation de riz.[238]

2.119 La Turquie, quant à elle, a déclaré que ces documents étaient:

> "de simples instruments de communication interne entre les administrateurs et fonctionnaires turcs [qui] cont[enaient] souvent des avis confidentiels et/ou des déclarations politiques visant à élaborer des recommandations non officielles sur la politique à mener".[239]

2.120 Lors de la deuxième réunion de fond, le Groupe spécial a fait référence à ces déclarations. Il a ensuite demandé à la Turquie si le Ministre de l'agriculture et des affaires rurales pouvait refuser de suivre la recommandation faite par un directeur général du MARA par le biais d'une lettre d'acceptation. Il a demandé à la Turquie de fournir des éléments de preuve documentaires à l'appui de sa réponse.[240] Il lui a également demandé de fournir des éléments de preuve indiquant l'existence de lettres d'acceptation contenant des recommandations sur la politique à mener que le Ministre de l'agriculture et des affaires rurales n'avait pas approuvées.[241] En réponse à ces questions, la Turquie a dit que "le Ministre [pouvait] refuser de suivre la recommandation faite par un directeur général du MARA".[242] Elle n'a fourni aucun élément de preuve documentaire spécifique à l'appui de cette réponse.[243] Elle a également indiqué que, "en raison du statut protégé des communications internes de l'Administration et du caractère confidentiel des renseignements qui y [étaient] contenus", "il n'y a[vait] aucun document en ce sens que la Turquie puisse faire distribuer".[244]

2.121 Toujours pendant la deuxième réunion de fond et en réponse à une autre question du Groupe spécial, la Turquie a indiqué qu'"[a]ucune lettre d'acceptation pertinente pour la présente procédure

---

[237] Pièce US-36.
[238] Réfutation des États-Unis, paragraphe 29.
[239] Première communication de la Turquie, paragraphe 78. Voir aussi la réfutation de la Turquie, paragraphe 23 et la réponse de la Turquie à la question n° 23.
[240] Question n° 141 e) du Groupe spécial à la Turquie.
[241] Question n° 142 du Groupe spécial à la Turquie.
[242] Réponse de la Turquie à la question n° 141 e).
[243] *Ibid.*
[244] Réponse de la Turquie à la question n° 142.

n'[avait] jamais circulé au sein de l'Administration avant celles qui [avaient] été identifiées par les États-Unis dans leur communication".[245]

H. LETTRE DU MINISTRE D'ÉTAT DE LA TURQUIE

2.122 Le 24 mars 2006, après l'établissement du présent groupe spécial, le Ministre d'État de la Turquie a adressé une lettre au Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, dans laquelle il se disait convaincu qu'une solution mutuellement convenue pourrait être apportée au différend portant sur les mesures liées à l'importation de riz en Turquie. Dans sa lettre, le Ministre d'État a indiqué que "des certificats de contrôle ser[aient] délivrés à compter du 1er avril 2006".[246]

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

3.1 Dans le présent différend, les États-Unis ont contesté les restrictions dont il était allégué qu'elles étaient maintenues par la Turquie pour l'importation de riz. Plus spécifiquement, les États-Unis ont indiqué les mesures ci-après:

a) le refus allégué d'accorder des licences ou le fait allégué de ne pas accorder de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé;

b) la prescription alléguée selon laquelle les importateurs doivent acheter des quantités spécifiées de riz national afin d'être autorisés à importer des quantités spécifiées de riz à des taux de tarifs réduits;

c) l'administration par la Turquie des contingents tarifaires pour les importations de riz à des taux de tarifs réduits; et

d) l'administration par la Turquie de son régime d'importation applicable au riz, d'une manière plus générale.

3.2 Plus spécifiquement, les États-Unis ont formulé dans leurs communications les allégations ci-après au sujet des dispositions des accords visés de l'OMC:

a) Le refus allégué de la Turquie d'accorder des licences ou le fait allégué qu'elle n'accorde pas de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé est incompatible avec:

i) **l'article XI:1 du GATT de 1994**, parce qu'il s'agit d'une prohibition ou restriction à l'importation autre que sous forme d'un droit de douane, d'une taxe ou d'autres impositions;

ii) **l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture**, parce qu'il s'agit d'une mesure du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits, que les Membres ne peuvent pas maintenir ou auxquelles ils ne peuvent pas recourir;

[245] Réponse de la Turquie à la question n° 143.
[246] Pièce US-35. Voir aussi la première communication des États-Unis, paragraphe 32 et la réponse de la Turquie à la question n° 138.

iii) **l'article 1:4 a) et 1:4 b) de l'Accord sur licences d'importation et l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994**, parce que la Turquie n'a pas publié cette mesure et, par conséquent, n'a pas donné aux gouvernements et aux commerçants la possibilité d'en prendre connaissance, ni n'a donné aux Membres la possibilité de présenter des observations par écrit et de discuter de celles-ci si demande leur en est faite; et

iv) **l'article 3:5 e) et 3:5 f) de l'Accord sur les licences d'importation**, parce que la Turquie n'indique aucun délai dans lequel les demandes de licences d'importation présentées seront approuvées ou rejetées, ni ne communique aux requérants les raisons du rejet.

b) La prescription alléguée de la Turquie selon laquelle les importateurs doivent acheter du riz national est incompatible avec:

i) **l'article III:4 du GATT de 1994**, parce que la Turquie accorde au riz importé un traitement moins favorable que celui qui est accordé au riz national en ce qui concerne une mesure qui en affecte la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation sur le marché intérieur;

ii) **l'article XI:1 du GATT de 1994**, parce qu'elle est une restriction à l'importation autre que sous forme de droits de douane, taxes ou autres impositions;

iii) **l'article 2:1 et le paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 (*sic*) de l'Accord sur les MIC**; et

iv) **l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture**, parce qu'elle est une mesure du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits, que les Membres ne peuvent pas maintenir ou auxquelles ils ne peuvent pas recourir.

c) L'administration par la Turquie des contingents tarifaires pour les importations de riz à des taux de tarifs réduits est incompatible avec **l'article 3:5 h) de l'Accord sur les licences d'importation**, parce que la Turquie administre ses contingents tarifaires d'une manière qui décourage l'utilisation complète des contingents.

d) La prescription alléguée de la Turquie selon laquelle les importateurs doivent acheter du riz national, *conjointement avec* son refus allégué de délivrer des licences ou le fait allégué qu'elle n'accorde pas de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé, est incompatible avec:

i) **l'article XI:1 du GATT de 1994**, parce qu'elle est une restriction à l'importation autre que sous forme de droits de douane, taxes ou autres impositions;

ii) **l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture**, parce qu'elle est une mesure du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits, que les Membres ne peuvent pas maintenir ou auxquelles ils ne peuvent pas recourir; et

iii) **l'article 1:6 de l'Accord sur les licences d'importation**, parce que les requérants doivent s'adresser, pour ce qui concerne leurs demandes, à plus d'un organe administratif.[247]

e) L'administration par la Turquie de son régime d'importation applicable au riz est incompatible avec:

i) **l'article 3:5 a) de l'Accord sur les licences d'importation**, parce que la Turquie n'a pas fourni, à la demande des États-Unis, tous renseignements utiles sur l'administration de son régime de licences d'importation et sur les licences d'importation accordées au cours d'une période récente; et

ii) **l'article 5:1, 5:2 a), b), c), d), e), g) et h), 5:3 et 5:4 de l'Accord sur les licences d'importation**, parce que la Turquie n'a pas notifié son régime de licences d'importation pour le riz.

3.3 La Turquie a contesté les faits présentés par les États-Unis. Plus spécifiquement, elle a fait valoir ce qui suit:

a) pendant toute la période visée par le présent différend, des importations hors contingent ont eu lieu et des certificats de contrôle ont été délivrés[248];

b) les certificats de contrôle ne sont pas des licences d'importation[249];

c) le régime de contingent tarifaire pour les importations de riz à des taux de tarifs réduits n'est plus en vigueur et le Groupe spécial devrait donc s'abstenir de formuler des constatations au sujet de ces mesures ou, s'il décidait de formuler ces constatations, devrait s'abstenir de formuler toute recommandation à l'Organe de règlement des différends[250];

d) lorsqu'il était en vigueur, le régime de contingent tarifaire pour les importations de riz à des taux de tarifs réduits "était administré sur la base de procédures de licences d'importation automatiques et de certaines prescriptions légales qui étaient appliquées d'une manière non discriminatoire, prévisible et transparente"; et[251]

e) les États-Unis n'ont pas fourni d'élément *prima facie* pour étayer leurs propres allégations et les lois, réglementations et procédures pertinentes de la Turquie, en ce qui concerne tant les importations de riz NPF que les importations de riz contingentaires, ne sont pas incompatibles avec les articles III:4, X:1, X:2 et XI:1 du GATT de 1994; l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture; les articles 1:4 a) et b), 3:5 a), e), f) et h), 5:1, 5:2 a), b), c), d), e), g) et h), 5:3, et 5:4 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, ni avec l'article 2:1 et le paragraphe 1 a) de

[247] Observations des États-Unis concernant le projet de partie descriptive du rapport du Groupe spécial, 20 mars 2007, page 4.

[248] Voir, entre autres choses, la première communication de la Turquie, paragraphe 26, la déclaration liminaire de la Turquie à la deuxième réunion de fond, paragraphe 8, et la déclaration finale de la Turquie à la deuxième réunion de fond, paragraphes 1 et 4.

[249] Voir, entre autres choses, la première communication de la Turquie, paragraphes 27, 47 à 57, 71 et 87.

[250] Voir, entre autres choses, *ibid.*, paragraphes 2, 6 et 136 à 139.

[251] Voir, entre autres choses, *ibid.*, paragraphe 2.

l'Annexe 1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce.[252]

IV. ARGUMENTS DES PARTIES ET DES TIERCES PARTIES

4.1 Les arguments des parties et des tierces parties sont exposés dans leurs communications écrites et déclarations orales présentées au Groupe spécial. Les résumés analytiques de ces communications et déclarations sont annexés au présent rapport.

V. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

A. DEMANDES DE RÉEXAMEN CONCERNANT DES ASPECTS PRÉCIS DU RAPPORT INTÉRIMAIRE

5.1 Le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties le 3 mai 2007. Le 18 mai, il a reçu de la part des deux parties des demandes écrites concernant le réexamen d'aspects précis dudit rapport. Le 1er juin, les deux parties ont présenté des observations écrites au sujet des demandes de réexamen écrites de l'autre partie.

5.2 Conformément à l'article 15:3 du Mémorandum d'accord, la présente section du rapport du Groupe spécial contient la réponse du Groupe spécial aux demandes et observations formulées par les parties au sujet du rapport intérimaire. Le Groupe spécial a modifié certains aspects de son rapport à la lumière des demandes et observations des parties lorsqu'il l'a jugé approprié. Il a également procédé à certaines révisions et corrections d'ordre rédactionnel dans un souci de clarté et d'exactitude, comme il est expliqué ci-après. Les références aux numéros de paragraphes et aux notes de bas de page figurant dans la présente section renvoient aux paragraphes et notes du rapport intérimaire, sauf indication contraire.

B. DEMANDE CONCERNANT LE PRINCIPE D'ÉCONOMIE JURISPRUDENTIELLE

5.3 Aux paragraphes 7.109 à 7.118, le Groupe spécial avait constaté que le refus de la Turquie d'accorder des certificats de contrôle ou le fait qu'elle n'en accordait pas pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, pouvaient être qualifiés de restriction quantitative à l'importation et, par conséquent, de mesure du type de celles qui avaient dû être converties en droits de douane proprement dits au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Plus loin, aux paragraphes 7.119 à 7.131, le Groupe spécial a constaté que la même mesure pouvait aussi être qualifiée de pratique correspondant à un régime de licences d'importation discrétionnaires et, de même, de mesure du type de celles qui avaient dû être converties en droits de douane proprement dit au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

5.4 La Turquie a demandé au Groupe spécial de supprimer les paragraphes 7.120 à 7.131 du rapport. Selon elle, une fois qu'il avait constaté que la mesure contestée pouvait être qualifiée de restriction quantitative à l'importation, le Groupe spécial devait appliquer le principe d'économie jurisprudentielle pour son examen de la même mesure en tant que pratique correspondant à un régime de licences d'importation discrétionnaires.

5.5 Dans leurs observations concernant les demandes de réexamen de la Turquie, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de ne pas appliquer le principe d'économie jurisprudentielle comme la Turquie le lui avait demandé. À leur avis, ce serait une application "erronée" du principe d'économie jurisprudentielle, car l'"analyse par le Groupe spécial de l'argument des États-Unis concernant le régime de licences d'importation discrétionnaires est utile pour le règlement du différend". Les États-Unis ont ajouté que rien dans le Mémorandum d'accord n'obligeait un groupe spécial à appliquer

[252] Voir, entre autres choses, *ibid.*, paragraphe 140.

le principe d'économie jurisprudentielle. Ils ont rappelé l'article 3:4 et 3:7 du Mémorandum d'accord, qui dispose ce qui suit:

> "[L]es recommandations et décisions d'un groupe spécial "viser[ont] à … régler [la question] de manière satisfaisante" [et] "le but du mécanisme de règlement des différends est d'arriver à une solution positive des différends"."

5.6 Enfin, les États-Unis ont fait valoir ce qui suit:

> "[D]ans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, qui concernait une situation très semblable et la même disposition (article 4:2), le Groupe spécial a formulé des constatations selon lesquelles la mesure en cause constituait à la fois un prélèvement variable à l'importation et un système de prix minimaux à l'importation, au sens de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. L'Organe d'appel a approuvé cette approche et a confirmé les constatations du Groupe spécial."

5.7 Le Groupe spécial a réexaminé les paragraphes pertinents à la lumière de la demande de la Turquie. Comme l'Organe d'appel l'a noté, un groupe spécial a la faculté d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle et donc:

> "la faculté de déterminer quelles sont les allégations qu'il doit traiter pour régler le différend entre les parties – à condition que ces allégations entrent dans le cadre de son mandat".[253]

5.8 À notre avis, le fait de considérer le refus de la Turquie d'accorder des certificats de contrôle ou le fait qu'elle n'en accordait pas pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire comme une restriction quantitative à l'importation suffirait à conclure qu'il s'agit d'une mesure du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits et, donc, d'une mesure incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. En tout état de cause, si cette mesure ne devait pas être considérée comme une restriction quantitative à l'importation, nous pensons qu'elle peut néanmoins être qualifiée de pratique correspondant à un régime de licences d'importation discrétionnaires. Le Groupe spécial a donc décidé de ne pas appliquer le principe d'économie jurisprudentielle comme la Turquie le lui avait demandé.[254]

C. CHARGE DE LA PREUVE

5.9 Les États-Unis ont demandé que le libellé du paragraphe 7.57 soit modifié. Dans le texte initial, le paragraphe indiquait ce qui suit:

> "Pour évaluer si les États-Unis se sont acquittés de la charge de la preuve qui leur incombait initialement, le Groupe spécial examinera en conséquence si les éléments de preuve versés au dossier, tels qu'ils ont été présentés par les deux parties, sont suffisants pour établir une présomption préliminaire selon laquelle la Turquie a refusé d'accorder des licences ou n'a pas accordé de licences pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire. C'est uniquement si les éléments de preuve versés au dossier étayent une telle présomption que la charge de la preuve passera à la Turquie, qui

[253] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 87.

[254] De plus, nous notons que, dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont estimé que la même mesure était semblable à la fois à un prélèvement variable à l'importation et à un système de prix minimaux à l'importation, et n'ont pas appliqué le principe d'économie jurisprudentielle à cet égard. Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphes 7.26 à 7.47. Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphes 192 à 262.

devra la réfuter de manière appropriée. Si les États-Unis réussissent à établir cette présomption préliminaire, et si la Turquie ne réussit pas à la réfuter, le Groupe spécial examinera alors si les faits ainsi démontrés peuvent être considérés comme constituant une mesure à la frontière du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits en vertu de l'Accord sur l'agriculture."

5.10 Les États-Unis ont proposé le texte suivant pour le paragraphe 7.57:

"Pour évaluer si les États-Unis se sont acquittés de la charge de la preuve qui leur incombait initialement, le Groupe spécial examinera en conséquence s'ils ont versé au dossier des éléments de preuve et des arguments suffisants pour établir que la Turquie a refusé d'accorder des licences ou n'a pas accordé de licences pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire. C'est uniquement si les États-Unis ont versé au dossier des éléments de preuve et des arguments suffisants pour fournir des éléments *prima facie* que la charge de la preuve passera à la Turquie, qui devra réfuter de manière appropriée les allégations des États-Unis. Si les États-Unis réussissent à établir des éléments *prima facie*, et si la Turquie ne réussit pas à les réfuter, le Groupe spécial examinera alors si les États-Unis ont établi que les faits ainsi démontrés pouvaient être considérés comme constituant une mesure à la frontière du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits en vertu de l'Accord sur l'agriculture."

5.11 De l'avis des États-Unis, le changement de libellé proposé permettrait:

"d'éviter que l'on puisse interpréter à tort le texte actuel comme libérant partiellement le plaignant de la charge qui lui incombe d'établir des éléments *prima facie*, en faisant peser une partie de cette charge sur le défendeur. La charge d'établir des éléments *prima facie* en exposant des arguments et en versant des éléments de preuve au dossier n'incombe qu'à la partie plaignante – en l'espèce, les États-Unis. Une fois que le plaignant a établi des éléments *prima facie*, ce que les États-Unis ont fait, il appartient à la partie défenderesse de réfuter ces éléments *prima facie* par ses propres éléments de preuve et arguments."

5.12 À notre avis, le devoir qu'a un groupe spécial, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de "procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause" implique que le groupe spécial est tenu d'examiner tous les éléments de preuve versés au dossier, ce qui inclut les éléments de preuve présentés par les parties et ceux que le groupe spécial a lui-même obtenus en vertu de son large pouvoir "de demander à toute personne ou à tout organisme qu'il jugera approprié des renseignements et des avis techniques", aux termes de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord. Comme l'Organe d'appel l'a noté dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, "au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial doit tirer des déductions sur la base de *tous les faits consignés au dossier* pertinents pour la détermination particulière devant être faite".[255] Le devoir d'un groupe spécial d'examiner tous les éléments de preuve disponibles dans le dossier ne libère pas la partie plaignante de la charge qui lui incombe d'établir *prima facie* qu'une mesure contestée est incompatible avec les Accords de l'OMC en présentant des arguments juridiques et éléments de preuve adéquats. De fait, en l'absence d'arguments juridiques et d'éléments de preuve adéquats pour étayer l'allégation de la partie plaignante, le groupe spécial serait obligé de conclure que celle-ci n'a pas établi d'éléments *prima facie*. La règle susmentionnée concernant l'attribution de la charge de la preuve était exposée au paragraphe 7.56 du rapport intérimaire:

[255] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 174. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphes 204 et 205.

> "[N]ous sommes d'avis que, dans la présente affaire, la charge de la preuve incombe initialement aux États-Unis, en tant que plaignant, pour ce qui est de fournir des éléments *prima facie* indiquant que le comportement contesté, d'abord, a existé, et ensuite, est incompatible avec la disposition invoquée des Accords de l'OMC visés, à savoir l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Si les États-Unis satisfont à cette condition, il appartiendrait ensuite à la Turquie de réfuter cette allégation."

5.13 En conséquence, le Groupe spécial a révisé le libellé du paragraphe 7.57 de façon à éviter toute erreur d'interprétation possible concernant l'attribution appropriée de la charge de la preuve.

D. DEVOIR DE COLLABORATION DES PARTIES

5.14 Les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de supprimer les références au rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements* figurant aux paragraphes 7.6 et 7.94, quant à l'existence d'une "exigence de collaboration" en vertu de laquelle "la partie défenderesse est tenue de fournir au tribunal les documents pertinents qui sont en sa seule possession". De l'avis des États-Unis:

> "[C]es références à une "exigence de collaboration" [devraient] être supprimées car elles ne sont pas nécessaires pour régler la question et pourraient être interprétées comme allant au-delà des prescriptions du Mémorandum d'accord, qui ne prévoit pas une telle exigence."

5.15 Comme il est indiqué plus haut, les groupes spéciaux ont le devoir, conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, de "procéder à une évaluation objective de la question dont il[s] [sont] saisi[s], y compris une évaluation objective des faits de la cause". Pour l'accomplissement de ce devoir, il leur a été conféré le pouvoir "de demander à toute personne ou à tout organisme qu'il[s] juger[ont] approprié des renseignements et des avis techniques" aux termes de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord. L'article 13:1 fait aussi explicitement référence à l'obligation des Membres de collaborer avec les groupes spéciaux dans l'accomplissement de leur devoir:

> "Les Membres devraient répondre dans les moindres délais et de manière complète à toute demande de renseignements présentée par un groupe spécial qui jugerait ces renseignements nécessaires et appropriés."

5.16 L'exigence de collaboration des parties, par conséquent, ne va pas au-delà des prescriptions du Mémorandum d'accord mais découle explicitement de son texte. Dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, l'Organe d'appel a fait référence au "devoir d'un Membre de satisfaire à la demande de renseignements d'un groupe spécial", notant qu'au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord "les Membres [avaient] le devoir et l'obligation de "répondre dans les moindres délais et de manière complète" aux demandes de renseignements présentées par les groupes spéciaux".[256]

5.17 Malgré ces considérations, le Groupe spécial a révisé le libellé de la première partie de la section VII.A ("Charge de la preuve") afin d'éviter toute erreur d'interprétation des règles applicables. En particulier, il a inséré un paragraphe introductif dans cette section et a légèrement modifié le libellé des paragraphes 7.1 et 7.8 du rapport intérimaire. Il a aussi inclus deux nouveaux paragraphes à la fin de cette section. Il a apporté de légères modifications aux paragraphes 7.94 et 7.95, principalement pour éviter de répéter la référence au rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*.

[256] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 187.

E. DÉDUCTIONS APPROPRIÉES

5.18 Les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de modifier le libellé de la deuxième phrase du paragraphe 7.103, en remplaçant l'expression "déductions défavorables nécessaires" par "déductions appropriées". Selon eux:

> "[A]lors que les paragraphes 7 et 8 de l'Annexe V de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires prévoient spécifiquement des déductions "défavorables", aucun autre accord visé ne contient ces termes. Néanmoins, la déduction "appropriée" devant être tirée du fait que la Turquie n'a pas fourni d'éléments de preuve à l'appui de ses arguments, soit d'elle-même, soit en réponse aux questions réitérées du Groupe spécial, est que "la Turquie n'a pas réfuté la présomption selon laquelle elle avait pris, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, la décision de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire"."

5.19 Les États-Unis ont également demandé au Groupe spécial de supprimer la dernière partie du paragraphe 7.103, y compris la référence au rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*.

5.20 À la lumière de cette demande, le Groupe spécial a révisé le libellé du paragraphe 7.103.

F. RECOMMANDATIONS DU GROUPE SPÉCIAL

5.21 Les États-Unis ont demandé au Groupe spécial d'adresser une recommandation spécifique à l'ORD au sujet de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur. À leur avis, le Groupe spécial pourrait recommander:

> "que la Turquie "rende sa prescription relative aux achats sur le marché intérieur conforme à ses obligations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 si et dans la mesure où cette mesure n'a pas déjà cessé d'exister"."

5.22 Les États-Unis ont fait valoir qu'une telle recommandation serait requise par l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, qui prévoit ce qui suit:

> "Dans les cas où un groupe spécial ou l'Organe d'appel conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné [note de bas de page omise] la rende conforme audit accord."

5.23 Comme les États-Unis l'ont relevé, cette recommandation conditionnelle serait aussi semblable à la recommandation faite par le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*.

5.24 Les États-Unis ont ajouté que "la question du comportement futur d'un Membre défendeur dont la mesure a[vait] été jugée incompatible n'a[vait] pas à être examinée par le groupe spécial initial, mais pourrait se poser, le cas échéant, dans la phase de mise en conformité, en fonction des actions engagées par la partie défenderesse en réponse aux recommandations et décisions de l'ORD" et qu'il n'était pas "nécessaire ni approprié que des groupes spéciaux portent des jugements définitifs sur des modifications dont il [était] allégué qu'elles [étaient] apportées aux mesures après l'établissement du groupe spécial". À leur avis, "[u]ne recommandation conditionnelle dans le présent différend concernant la prescription relative aux achats sur le marché intérieur sauvegarderait et préserverait les droits et intérêts de toutes les parties".

5.25 Dans ses observations concernant les demandes de réexamen des États-Unis, la Turquie a indiqué qu'elle approuvait "la décision du Groupe spécial de ne formuler aucune recommandation au sujet de la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur et venue à expiration". À son avis:

> "[L]a décision du Groupe spécial est étayée juridiquement et conforme à la pratique et à l'interprétation des groupes spéciaux antérieurs et de l'Organe d'appel s'agissant de mesures venues à expiration pendant la procédure."

5.26 La Turquie a fait valoir que la décision du Groupe spécial était compatible avec le libellé de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, qui prévoit ce qui suit:

> "Dans les cas où un groupe spécial ou l'Organe d'appel conclura qu'une mesure *est* incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit Accord." [pas d'italique dans l'original, notes de bas de page omises]

De l'avis de la Turquie, le libellé de la disposition et l'emploi du présent indiquent que des recommandations sont requises lorsqu'une mesure *est* incompatible avec un accord visé et non lorsqu'elle *était* incompatible par le passé.

5.27 La Turquie a ajouté que les décisions prises par des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel étayaient son point de vue, selon lequel:

> "[A]ucune prescription n'oblige le présent groupe spécial à formuler des recommandations préconisant la mise en conformité de mesures qui sont venues à expiration pendant la procédure. [I]l serait plus correct de préciser que les recommandations *ne sont pas* requises dans ces cas."

5.28 Enfin, la Turquie a noté que les parties n'avaient pas soutenu que la mesure avait changé, mais qu'elle était venue à expiration:

> "Dans ce contexte, la Turquie ne pense pas qu'une recommandation conditionnelle serait appropriée en l'espèce."

5.29 En ce qui concerne cette demande de réexamen, le Groupe spécial note tout d'abord que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur faisait partie du régime de contingent tarifaire pour l'importation de riz qui était en vigueur en Turquie au moment où le présent groupe spécial a été établi. Comme il est indiqué dans la section II du présent rapport ("Aspects factuels"), ce régime de contingent tarifaire est resté en vigueur jusqu'au 31 juillet 2006.[257] Pendant la procédure, la Turquie a demandé au Groupe spécial de s'abstenir de formuler des constatations au sujet de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, puisque le régime de contingent tarifaire n'était plus en vigueur, ou, si le Groupe spécial décidait de formuler ces constatations, de n'adresser aucune recommandation à l'ORD. Dans son rapport, le Groupe spécial a noté que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur lui avait été dûment soumise et relevait de son mandat, mais qu'il y avait été mis fin après que le Groupe spécial avait été établi.[258] Il a également noté que les contingents tarifaires pour l'importation de riz étaient venus à expiration, puis avaient été ouverts de nouveau par la Turquie au cours des dernières années. En outre, le cadre législatif qui a permis l'établissement des contingents tarifaires antérieurs est toujours en vigueur.[259] Enfin, le Groupe spécial a pris note de la déclaration de la Turquie selon laquelle elle n'avait pas l'intention de rétablir les contingents tarifaires

[257] Voir le paragraphe 2.77 ci-dessus.
[258] Voir les paragraphes 7.165 et 7.166 ci-après.
[259] Voir le paragraphe 7.170 ci-après.

pour l'importation de riz.[260] À la lumière de ces considérations et en l'absence d'accord entre les parties pour mettre fin à la procédure en ce qui concerne la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, le Groupe spécial a décidé qu'il serait inapproprié de s'abstenir de formuler des constatations au sujet de cette mesure. De fait, il a constaté que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. Il a estimé, toutefois, qu'il n'était pas nécessaire de recommander à l'ORD qu'il adresse une demande à la Turquie au sujet de cette prescription, étant donné qu'elle était venue à expiration et que la Turquie avait annoncé son intention de ne pas réintroduire la mesure en cause.

5.30 À notre avis, la décision du Groupe spécial peut déjà être considérée comme une "décision conditionnelle", dans la mesure où il n'a décidé de ne pas formuler de recommandation concernant la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur qu'après avoir pris en compte le fait que les éléments de preuve présentés laissaient croire à l'expiration de la mesure, et l'intention déclarée de la Turquie de ne pas réintroduire celle-ci.

5.31 Nous ne voyons aucune raison de modifier notre décision antérieure de nous abstenir d'adresser des recommandations spécifiques à l'ORD au sujet de la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur. À notre avis, cette décision ne compromet pas les droits et intérêts des États-Unis, dans la mesure où elle est déjà rendue conditionnelle par l'analyse qui la précède.

G. RÉVISIONS ET CORRECTIONS ADDITIONNELLES

5.32 Le Groupe spécial a effectué des révisions et des corrections additionnelles dans les paragraphes 1.10, 2.102, 7.47, 7.127 du rapport intérimaire. De nouveaux paragraphes sur l'examen des dispositions pertinentes concernant le traitement différencié et plus favorable en faveur de la Turquie, en tant que pays en développement Membre, ont été insérés à la fin de la section VII. De petites corrections d'ordre rédactionnel ont également été apportées aux paragraphes 2.19, 2.20, 2.26, 2.28, 2.44, 2.56, 2.60, 2.61, 2.62, 2.75, 2.80, 2.84, 2.95, 2.101, 2.106, 2.110, 2.115, 2.117, 2.119, 3.2 d), 7.47, 7.116, 7.127, 7.232 et 7.270, ainsi qu'aux notes de bas de page 91, 216 et 373.

VI. DÉCISION PRÉLIMINAIRE DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LES DROITS DE TIERCE PARTIE

6.1 L'Argentine, l'Australie, la Chine, les Communautés européennes, la Corée, l'Égypte et la Thaïlande ont réservé leur droit de participer à la procédure du Groupe spécial en tant que tierces parties, soit en annonçant leur intérêt à la réunion de l'ORD tenue le 17 mars 2006, au moment de l'établissement du Groupe spécial, soit en le faisant au cours des dix jours suivants. Le 15 août 2006, plus de dix jours après l'établissement du Groupe spécial, et après que la composition du Groupe spécial avait été arrêtée, le Pakistan a notifié son intérêt pour ce qui est de participer en tant que tierce partie.[261]

6.2 Le Groupe spécial a soulevé avec les parties la question de cette demande de participation en tant que tierce partie du Pakistan à la réunion d'organisation tenue le 16 août 2006. La partie plaignante était favorable à la demande du Pakistan, tandis que la partie défenderesse y était opposée. Compte tenu des vues des parties sur cette question, le 30 août 2006, le Groupe spécial a informé les parties et tierces parties dans la présente affaire que:

> "[Il avait] décidé d'accepter comme tierces parties tous les Membres qui [avaient] jusqu'ici exprimé un intérêt en ce sens, y compris le Pakistan … [et que des]

[260] Voir le paragraphe 7.171 ci-après.

[261] Constitution du Groupe spécial établi à la demande des États-Unis, *Turquie – Riz*, note du Secrétariat, révision, 1er septembre 2006, WT/DS334/5/Rev.1, note de bas de page 1 sur la page 2.

> indications plus détaillées concernant la décision du Groupe spécial sur la question ser[aient] reproduites intégralement dans le rapport du Groupe spécial."[262]

6.3 Nous notons tout d'abord que les paragraphes 1 et 2 de l'article 10 du Mémorandum d'accord disposent ce qui suit:

> "1. Les intérêts des parties à un différend et ceux des autres Membres dans le cadre d'un accord visé invoqué dans le différend seront pleinement pris en compte dans la procédure des groupes spéciaux.
>
> 2. Tout Membre qui aura un intérêt substantiel dans une affaire portée devant un groupe spécial et qui en aura informé l'ORD (dénommé dans le présent mémorandum d'accord "tierce partie") aura la possibilité de se faire entendre par ce groupe spécial et de lui présenter des communications écrites. Ces communications seront également remises aux parties au différend et il en sera fait état dans le rapport du groupe spécial."

6.4 L'article 10 du Mémorandum d'accord ne précise pas quand les Membres doivent informer l'ORD de leur intérêt pour ce qui est de participer à un différend spécifique en tant que tierces parties. Le Groupe spécial a cependant connaissance de la déclaration faite par le Président du Conseil du GATT en juin 1994, qui prévoyait un délai de notification de dix jours:

> "Les délégations en mesure de le faire devraient indiquer leur intention de participer en tant que tierces parties aux travaux d'un groupe spécial à la réunion du Conseil au cours de laquelle le groupe spécial est établi. Les autres délégations qui souhaitent être considérées comme tierces parties devraient le faire savoir dans les dix jours qui suivent."[263]

6.5 Comme le Groupe spécial *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)* l'a noté:

> "Le statut de cette déclaration du Président a été examiné à plusieurs reprises à l'ORD et le moment opportun pour la présentation des notifications concernant un intérêt en tant que tierce partie a fait l'objet de propositions dans le cadre des négociations sur le *Mémorandum d'accord*."[264]

6.6 Dans la même affaire, le Groupe spécial a aussi noté ce qui suit:

> "[L]a décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones* ... disposait ce qui suit: "[l]e Mémorandum d'accord ... laisse aux groupes spéciaux une marge discrétionnaire pour s'occuper, toujours dans le respect des droits de la défense, des situations particulières qui peuvent se poser dans un cas précis et qui n'ont pas été expressément prévues."[265]",[266]

---

[262] Lettre du Groupe spécial aux parties, 30 août 2006, reproduite à l'annexe I.

[263] Participation des tierces parties aux travaux des groupes spéciaux, déclaration du Président du Conseil, document C/COM/3 du 27 juin 1994, page 1. À la demande de la Turquie, il a été donné lecture de cette déclaration à la réunion d'organisation dans la présente affaire.

[264] Rapport du Groupe spécial *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)*, paragraphe 2.2.

[265] (*note de bas de page de l'original*) Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, note de bas de page 138.

[266] Rapport du Groupe spécial *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)*, paragraphe 2.3.

6.7 Le Groupe spécial *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)* a en outre noté, en ce qui concerne les demandes de participation en tant que tierce partie dans l'affaire en question, que:

> "a) la sélection et la composition du Groupe spécial ne paraissaient pas avoir été perturbées; et
>
> b) les travaux du Groupe spécial n'avaient pas été entravés."[267]

6.8 Les demandes de participation en tant que tierce partie pertinentes dans l'affaire *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)* étaient présentées "avant que les parties n'aient demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial conformément à l'article 8:7 du Mémorandum d'accord".[268] Dans la présente affaire, la demande de participation en tant que tierce partie du Pakistan a été présentée après que la composition du présent groupe spécial avait été arrêtée. Néanmoins, comme dans le cas des demandes de participation en tant que tierce partie pertinentes dans l'affaire *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)*, les travaux du Groupe spécial n'ont pas été entravés à la suite de la demande du Pakistan. En outre, bien que la composition du Groupe spécial ait déjà été déterminée au moment où le Pakistan a présenté sa demande de participation en tant que tierce partie, nous ne voyons aucune raison de penser que l'acceptation de la demande du Pakistan affecterait l'"indépendance des membres" du présent groupe spécial, comme il est indiqué à l'article 8:2 du Mémorandum d'accord, et il ne semble pas non plus qu'elle porterait atteinte d'une manière quelconque à la façon dont le présent groupe spécial s'acquitte de ses fonctions telles qu'elles sont indiquées à l'article 11 du Mémorandum d'accord:

> "[A]ider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés. ..."

6.9 À la lumière de ce qui précède, comme il a été indiqué le 30 août 2006 aux parties et tierces parties dans la présente procédure, nous avons décidé d'accepter comme tierces parties tous les Membres qui avaient exprimé un intérêt pour ce qui est de participer en tant que tierce partie et ne voyons aucune raison de les traiter différemment. Comme le Groupe spécial *CE – Subventions à l'exportation de sucre (Australie)*[269], nous soulignons que cette décision est spécifique au présent différend et n'est pas censée constituer une interprétation juridique du délai de notification de dix jours mentionné dans la déclaration de juin 1994 du Président du Conseil du GATT.

VII. CONSTATATIONS

A. CHARGE DE LA PREUVE

7.1 Aux termes de l'article 11 du Mémorandum d'accord, les groupes spéciaux ont le devoir de "procéder à une évaluation objective de la question dont il[s] [sont] saisi[s], y compris une évaluation objective des faits de la cause". Afin d'accomplir ce devoir, les groupes spéciaux ont été habilités, en vertu de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, à "demander à toute personne ou à tout organisme qu'il[s] juger[aient] approprié des renseignements et des avis techniques". Conformément à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, les Membres se sont engagés à collaborer avec les groupes

[267] *Ibid.*
[268] *Ibid.*, paragraphe 2.1.
[269] *Ibid*., paragraphe 2.4.

spéciaux dans l'accomplissement de leur devoir: "Les Membres devraient répondre dans les moindres délais et de manière complète à toute demande de renseignements présentée par un groupe spécial qui jugerait ces renseignements nécessaires et appropriés."

7.2 Comme l'Organe d'appel l'a déclaré, la règle générale dans les procédures de règlement des différends est qu'il appartient à la partie qui affirme un fait, que ce soit le demandeur ou le défendeur, d'en apporter la preuve.[270] Suivant ce principe, l'Organe d'appel a expliqué que la partie plaignante dans une affaire donnée devrait fournir des éléments *prima facie* indiquant l'incompatibilité de la mesure avec une disposition des accords visés de l'OMC avant que la charge de démontrer la compatibilité de la mesure avec cette disposition ou de la défendre au titre d'une exception passe à la partie défenderesse.[271] Selon l'Organe d'appel, les éléments *prima facie* sont ce qui ", en l'absence de réfutation effective par la partie défenderesse, fait obligation au groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie plaignante fournissant le commencement de preuve".[272] Afin de fournir des éléments *prima facie*, la partie qui établit une allégation particulière doit apporter des éléments de preuve suffisants pour établir une présomption que ce qui est allégué est vrai.

7.3 En ce qui concerne la question de la charge de la preuve, nous rappelons la déclaration de l'Organe d'appel:

> "[N]ous comprenons ... difficilement comment un système de règlement judiciaire pourrait fonctionner s'il reprenait l'idée que la simple formulation d'une allégation pourrait équivaloir à une preuve. Il n'est donc guère surprenant que divers tribunaux internationaux, y compris la Cour internationale de Justice, aient systématiquement accepté et appliqué la règle selon laquelle il appartient à la partie qui affirme un fait, que ce soit le demandeur ou le défendeur, d'en apporter la preuve.[273] Par ailleurs, un critère de la preuve généralement admis en régime "code civil", en régime "common law" et, en fait, dans la plupart des systèmes juridiques, est que la charge de la preuve incombe à la partie, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense particulier. Si ladite partie fournit des éléments de preuve suffisants pour établir une présomption que ce qui est allégué est vrai, alors la charge de la preuve se déplace et incombe à l'autre partie, qui n'aura pas gain de cause si elle ne fournit pas des preuves suffisantes pour réfuter la présomption.[274]"[275]

---

[270] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, pages 15 et 16. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 7.14.

[271] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104.

[272] *Ibid.*

[273](*note de bas de page de l'original*) M. Kazazi, *Burden of Proof and Related Issues: A Study on Evidence Before International Tribunals* (Kluwer Law International, 1996), page 117.

[274](*note de bas de page de l'original*) Voir M.N. Howard, P. Crane et D.A. Hochberg, *Phipson on Evidence*, 14ème éd. (Sweet & Maxwell, 1990), page 52: "La charge de la preuve incombe à la partie, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, qui établit en substance, par voie d'affirmation, la question." Voir aussi L. Rutherford et S. Bone (eds.), *Osborne's Concise Law Dictionary*, 8ème éd. (Sweet & Maxwell, 1993), page 266; Earl Jowitt et C. Walsh, *Jowitt's Dictionary of English Law*, 2ème éd. par J. Burke (Sweet & Maxwell, 1977), Vol. 1, page 263; L.B. Curzon, *A Directory of Law*, 2ème éd. (Macdonald et Evans, 1983), page 47; Art. 9, Nouveau Code de procédure civile; J. Charbonnier, *Droit civil*, Introduction, 20ème éd. (Presses Universitaires de France, 1991), page 320; J. Chevalier et L. Bach, *Droit civil*, 12ème éd. (Sirey, 1995), Vol. 1, page 101; R. Guillien et J. Vincent, *Termes juridiques*, 10ème éd. (Dalloz, 1995), page 384; O. Samyn, P. Simonetta et C. Sogno, *Dictionnaire des termes juridiques* (Editions de Vecchi, 1986), page 250; J. González Pérez, *Manual de Derecho Procesal Administrativo*, 2ème éd. (Editorial Civitas, 1992), page 311; C.M. Bianca, S. Patti et G. Patti, *Lessico di Diritto Civile* (Giuffré Editore, 1991), page 550; F. Galgano, *Diritto Privato*, 8ème éd. (Casa Editrice

7.4 Et, dans la même affaire:

> "[U]ne partie alléguant qu'il y a eu violation d'une disposition de l'*Accord sur l'OMC* par un autre Membre doit soutenir et prouver son allégation."[276]

7.5 Dans une autre affaire, l'Organe d'appel a aussi déclaré:

> "[N]ous avons toujours considéré que, en règle générale, la charge de la preuve incombait au Membre plaignant. Ce Membre doit fournir des éléments *prima facie* à l'appui de son allégation en présentant des éléments de preuve suffisants pour établir une présomption en faveur de cette allégation. Si le Membre plaignant y parvient, le Membre défendeur doit alors chercher à réfuter cette présomption. Par conséquent, suivant l'attribution habituelle de la charge de la preuve, la mesure d'un Membre défendeur sera traitée comme étant *compatible* avec les règles de l'OMC, jusqu'à ce que des éléments de preuve suffisants soient présentés pour prouver le contraire. Nous n'allons pas constater aisément que les règles habituelles concernant la charge de la preuve ne s'appliquent pas, puisqu'elles constituent un "critère de la preuve" admis et appliqué dans les procédures internationales."[277]

7.6 Cela dit, comme l'Organe d'appel l'a fait observer, ces déclarations:

> "ne donne[nt] pas à entendre que la partie plaignante doive fournir la preuve de tous les faits mentionnés à propos de la question de la détermination sur le point de savoir si une mesure est compatible avec une disposition donnée d'un accord visé. En d'autres termes, bien que la partie plaignante ait la charge de prouver sa thèse, la partie défenderesse doit prouver la thèse qu'elle cherche à établir en réponse".[278]

7.7 En ce qui concerne le rôle de la partie défenderesse dans la procédure, le Groupe spécial *Argentine – Textiles et vêtements* a déclaré ce qui suit:

> "Une autre règle qui intéresse accessoirement la charge de la preuve est l'obligation pour les parties de collaborer à la présentation des faits et des éléments de preuve au groupe spécial, notamment pour la partie défenderesse. On a souvent dit que le règlement pacifique des différends devant les tribunaux internationaux repose dans une grande mesure sur la collaboration des parties au litige. Pour ce qui nous occupe ici, la conséquence la plus importante de cette exigence de collaboration semble être que la partie défenderesse est tenue de fournir au tribunal les documents pertinents qui sont en sa seule possession. Cette obligation ne survient que lorsque la partie requérante a fait de son mieux pour obtenir des éléments de preuve et qu'elle a effectivement produit un commencement de preuve pour appuyer ses prétentions."[279]

7.8 Quant aux éléments de preuve, l'Organe d'appel a déclaré:

Dott. Antonio Milani, 1994), page 873; et A. Trabucchi, *Istituzioni di Diritto Civile* (Casa Editrice Dott. Antonio Milani, 1991), page 210.

[275] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, pages 15 et 16.

[276] *Ibid.*, page 19.

[277] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers (article 21:5 - États-Unis et Nouvelle-Zélande II)*, paragraphe 66.

[278] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes,* paragraphe 154.

[279] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Textiles et vêtements*, paragraphe 6.40.

> "[L]a quantité et la nature précises des éléments de preuve qui seront nécessaires pour établir ... [de] telle[s] présomption[s] varieront forcément d'une mesure à l'autre, d'une disposition à l'autre et d'une affaire à l'autre."[280]

7.9 En l'espèce, la charge de la preuve incombe initialement aux États-Unis, en tant que plaignant, auxquels il appartient de fournir des éléments *prima facie* indiquant que les mesures contestées en cause sont incompatibles avec certaines dispositions des accords visés de l'OMC. Si les États-Unis fournissaient ces éléments, il appartiendrait ensuite à la Turquie de réfuter cette allégation.

7.10 Comme il a été dit plus haut, les Membres ont l'obligation de répondre dans les moindres délais et de manière complète aux demandes de renseignements présentées par les groupes spéciaux. Dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, l'Organe d'appel a fait référence au "devoir d'un Membre de satisfaire à la demande de renseignements d'un groupe spécial", en notant que, conformément à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, "les Membres [avaient] le devoir et l'obligation de "répondre dans les moindres délais et de manière complète" aux demandes de renseignements présentées par les groupes spéciaux".[281] En l'absence d'une collaboration en ce sens, et conformément à son devoir de procéder à une évaluation objective des faits de la cause, un groupe spécial est habilité à tirer des déductions appropriées. Dans ce contexte, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit:

> "Lorsqu'une partie refuse de communiquer les renseignements demandés par un groupe spécial au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, ce refus constituera l'un des faits pertinents figurant dans le dossier, et certainement un fait important, qui devront être pris en compte pour déterminer la déduction appropriée devant être tirée"[282]

7.11 Le groupe spécial serait alors tenu de prendre en considération ces déductions, ainsi que tous les autres éléments de preuve disponibles qui sont versés au dossier, pour déterminer si le plaignant a réussi à fournir des éléments *prima facie*, comme il en a l'obligation, et si le défendeur a réussi à réfuter ces éléments.

B. REFUS D'ACCORDER DES LICENCES OU FAIT DE NE PAS ACCORDER DE LICENCES POUR L'IMPORTATION DE RIZ À UN TAUX ÉGAL OU INFÉRIEUR AU TAUX DE DROIT CONSOLIDÉ

1. Allégations des États-Unis

7.12 Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis ont déclaré que "la Turquie refus[ait] d'accorder des licences ou n'accord[ait] pas de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé sans achats sur le marché intérieur, y compris au taux de droit hors contingent".[283] Les États-Unis ont désigné cette mesure par l'expression "refus d'accorder des licences ou fait de ne pas accorder de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé".

7.13 Les États-Unis ont fait valoir que, conformément à la législation turque pertinente:

> "[L]'importation de certains produits agricoles [était] subordonnée à l'approbation [du Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) … Le MARA détermine "l'aptitude et la compatibilité" de certains produits du point de vue de la

[280] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 16.
[281] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 187.
[282] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 174. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphes 202, 203 et 205.
[283] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, *Turquie – Riz*, 7 février 2006, WT/DS334/4, page 1.

> santé et de la sécurité des personnes ainsi que par rapport à d'autres préoccupations. Le riz figure sur la liste indiquée dans [la législation], ce qui signifie que les importateurs de riz doivent présenter à l'Administration des douanes turque un [document appelé] certificat de contrôle émanant du MARA comme condition pour l'importation."[284]

7.14 Les États-Unis ont déclaré que le certificat de contrôle délivré par le MARA "[était] une licence d'importation suivant la définition donnée à l'article premier de l'Accord sur les licences d'importation."[285]

7.15 Selon les États-Unis, depuis septembre 2003, le MARA n'a pas délivré de certificat de contrôle aux taux consolidés, empêchant ainsi effectivement les importations hors contingent.[286]

7.16 Les États-Unis ont allégué que le refus de la Turquie de délivrer des licences, ou le fait qu'elle n'accordait pas de licences, pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé, par le biais du refus du MARA de délivrer des certificats de contrôle aux importateurs de riz, était incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994, avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture; avec les articles 1:4 a) et b) et 3:5 e) et f) de l'Accord sur les licences d'importation; ainsi qu'avec l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994.[287]

2. Réponse de la Turquie

7.17 La Turquie a confirmé que, pour pouvoir importer du riz, les importateurs devaient obtenir un certificat de contrôle émanant du MARA:

> "En vue de faciliter le processus de dédouanement, les commerçants doivent présenter lors de l'importation un document dénommé certificat de contrôle qui renferme tous les renseignements requis à des fins douanières. Ce document doit avoir été approuvé par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales."[288]

7.18 La Turquie a fait valoir, cependant, que les certificats de contrôle étaient "des formulaires administratifs qui [étaient] requis exclusivement aux "*fins douanières*""[289] et qu'ils "n'[étaient] pas une licence d'importation ni un instrument de répartition des importations selon l'origine ou les commerçants et ne devr[aient] pas non plus être interprété[s] comme tel[s]"[290] au sens de l'article 1:1 de l'Accord sur les licences d'importation[291], ou au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994.[292] La

---

[284] Première communication des États-Unis, paragraphe 19. Voir aussi la réfutation des États-Unis, paragraphe 1.

[285] Déclaration liminaire des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 10. Voir aussi la réfutation des États-Unis, paragraphe 7.

[286] Première communication des États-Unis, paragraphe 22. Voir aussi la réfutation des États-Unis, paragraphe 1, la déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 6, la réponse des États-Unis à la question n° 3 de la Turquie, paragraphe 69, et les observations des États-Unis concernant la réponse de la Turquie aux questions n° 102 et 114, paragraphes 3 et 17.

[287] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, *Turquie – Riz*, 7 février 2006, WT/DS334/4, pages 2 et 3.

[288] Première communication de la Turquie, paragraphe 3, voir aussi *ibid.*, paragraphe 57.

[289] Réfutation de la Turquie, paragraphe 3. Voir aussi la déclaration finale de la Turquie à la deuxième réunion de fond, paragraphe 12.

[290] Première communication de la Turquie, paragraphe 18. Voir aussi *ibid.*, paragraphe 3; la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphes 4 et 47; et la déclaration liminaire de la Turquie à la deuxième réunion de fond, paragraphe 4.

[291] Première communication de la Turquie, paragraphes 47 à 57 et 87. Voir aussi la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphe 11, et la réponse de la Turquie à la question n° 59.

[292] Première communication de la Turquie, paragraphe 58.

Turquie a déclaré qu'il n'y avait aucune "prohibition" ou "restriction" ni *de jure* ni *de facto* en relation avec l'allégation des États-Unis selon laquelle elle refusait d'accorder des licences ou n'accordait pas de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé[293], et qu'il n'y avait pas non plus de pratique qui constituerait un "régime d'importation discrétionnaire" ou une "restriction quantitative à l'importation" au sens de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.[294]

7.19 La Turquie a aussi déclaré ce qui suit:

> "Contrairement à ce que les États-Unis allèguent à tort, les certificats de contrôle ont été systématiquement et régulièrement approuvés sur une base non discriminatoire depuis l'entrée en vigueur en 1996 du "*Régime de réglementation technique et de normalisation pour le commerce extérieur*" … Cela a été le cas aussi bien pour les importations de riz au taux NPF "hors contingent" ou au taux de droit appliqué que … pour les volumes "contingentaires" établis chaque année depuis 2004."[295]

7.20 De l'avis de la Turquie:

> "Les cas individuels de retard administratif, de rejet ou même les procédures judiciaires internes relatives à l'approbation (ou la non-approbation) d'une demande de certificat de contrôle spécifique ne peuvent pas être invoqués pour alléguer ou donner à entendre que la Turquie a adopté et/ou appliqué cet instrument comme un obstacle délibéré au commerce."[296]

7.21 La Turquie a aussi indiqué que la non-publication de "certains documents de travail internes non officiels et [des] renseignements qui y [étaient] contenus" n'équivaudrait pas à une violation de l'article X du GATT de 1994.[297]

3. La mesure contestée

a) Ce qui est appelé "prohibition généralisée"

7.22 À différents moments de la procédure, les États-Unis ont dit que la Turquie avait maintenu une "prohibition généralisée de la délivrance de certificats de contrôle".[298] Par moments, ils ont fait valoir que la "prohibition généralisée [visait] toutes les importations de riz"[299], qu'elle s'appliquait à la délivrance "de certificats de contrôle hors du contingent tarifaire"[300] ou qu'elle s'appliquait "aux importateurs qui n'achet[aient] pas de riz paddy du pays".[301] Pour faire valoir que la Turquie avait

---

[293] *Ibid.*, paragraphes 63, 66 et 69. Voir aussi la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphes 12 à 14, et la réfutation de la Turquie, paragraphe 16.

[294] Première communication de la Turquie, paragraphe 71. Voir aussi la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphe 37.

[295] Première communication de la Turquie, paragraphe 26. Voir aussi la réponse de la Turquie aux questions n° 15 b) et 45; la réfutation de la Turquie, paragraphe 19; et la déclaration liminaire de la Turquie à la deuxième réunion de fond, paragraphe 8.

[296] Déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphe 9. Voir aussi la première communication de la Turquie, paragraphe 29 et la réfutation de la Turquie, paragraphe 21.

[297] Première communication de la Turquie, paragraphe 77. Voir aussi la réponse de la Turquie à la question n° 61.

[298] Réponse des États-Unis à la question n° 56, paragraphe 87. Voir aussi la première communication des États-Unis, paragraphe 79, et la réponse des États-Unis à la question n° 61, paragraphe 98.

[299] Réponse des États-Unis à la question n° 26 b), paragraphe 57.

[300] Réfutation des États-Unis, paragraphe 22. Voir aussi la réponse des États-Unis à la question n° 60, paragraphe 94.

[301] Réfutation des États-Unis, paragraphe 3. Voir aussi la réfutation des États-Unis, paragraphe 22.

maintenu une prohibition "généralisée" de la délivrance de certificats de contrôle pour l'importation de riz, les États-Unis ont dit dans leur première communication que "la Turquie n'accord[ait] pas de certificats de contrôle dans 100 pour cent des cas"[302] et que "la Turquie n'accord[ait] jamais de certificats de contrôle".[303]

7.23 En réponse, la Turquie a fait valoir ce qui suit:

> "[L'allégation concernant la "mesure contestée" par les États-Unis est] imprécise: s'agit-il du "refus généralisé" allégué, des "lettres d'acceptation" ou du certificat de contrôle en tant que tel, ou s'agit-il d'autre chose?"[304]

7.24 La Turquie a ajouté que:

> "[Les États-Unis] [avaient] simplement allégué l'existence d'un "refus généralisé", mais [qu'elle] estim[ait] avoir prouvé de manière satisfaisante qu'aucun "refus généralisé" n'avait jamais existé."[305]

7.25 Elle a aussi déclaré:

> "Les cas individuels de refus d'approbation concernant des demandes spécifiques présentées par des importateurs individuels ne peuvent pas être invoqués pour laisser entendre qu'il y a un "refus généralisé" …"[306]

b) La mesure en cause

7.26 Nous convenons avec la Turquie que le Groupe spécial devrait commencer par identifier la mesure précise qui est contestée par les États-Unis, c'est-à-dire la mesure qui devrait faire l'objet de l'analyse du Groupe spécial. En effet, la compétence d'un groupe spécial en ce qui concerne les questions dans un différend particulier se limite au mandat qui a été approuvé par l'ORD. Ce mandat est, quant à lui, conformément à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord, défini par la "question" qui a été portée devant l'ORD.[307] Comme l'Organe d'appel l'a déclaré:

> "[L]a question portée devant l'ORD" aux fins de l'article 7 du Mémorandum d'accord ... doit être la "question" indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Cette disposition exige que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par un Membre plaignant "[indique] les *mesures spécifiques en cause* et [contienne] un bref exposé du *fondement juridique de la plainte* qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème". ... La "*question* portée devant l'ORD" consiste donc en deux éléments: les *mesures* spécifiques en cause et le *fondement juridique de la plainte* (ou les *allégations*)."[308]

---

[302] Première communication des États-Unis, paragraphe 72.
[303] *Ibid.* (souligné dans l'original)
[304] Réfutation de la Turquie, paragraphe 33.
[305] Déclaration liminaire de la Turquie à la deuxième réunion de fond, paragraphe 9. Voir aussi *ibid.*, paragraphes 10, 11 et 14.
[306] Réponse de la Turquie à la question n° 60.
[307] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 125.
[308] Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphe 72. (italique dans l'original)

7.27 En d'autres termes, le Groupe spécial a besoin de déterminer d'emblée et avec précision quelles sont les mesures qui constituent son mandat. Pour déterminer les mesures dont le Groupe spécial est saisi, nous nous référons à la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, qui figure dans le document WT/DS334/4 du 7 février 2006.

7.28 Comme il est dit plus haut, dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial[309], les États-Unis ont désigné la mesure à l'examen par l'expression "refus d'accorder des licences ou fait de ne pas accorder de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé".[310] À cet égard, les États-Unis ont affirmé que "la Turquie refus[ait] d'accorder des licences ou n'accord[ait] pas de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé sans achats sur le marché intérieur, y compris au taux de droit hors contingent".[311]

7.29 Quant à la question de savoir ce qui peut constituer une mesure aux fins d'une procédure de règlement des différends à l'OMC, nous rappelons la déclaration de l'Organe d'appel:

> "En principe, tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC peut être une mesure de ce Membre aux fins d'une procédure de règlement des différends."[312]

7.30 Eu égard à la description de la mesure figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, nous concluons que la mesure dont nous sommes saisis est le refus allégué de la Turquie d'accorder des licences ou le fait allégué qu'elle n'accorde pas de licences pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire, et non ce qui est appelé "prohibition généralisée".

c) Conclusion

7.31 Pour les raisons exposées plus haut, et eu égard au mandat figurant dans la demande d'établissement du présent groupe spécial, nous concluons que la mesure dont nous sommes saisis est le refus allégué de la Turquie d'accorder des licences ou le fait allégué qu'elle n'a pas accordé de licences, à partir de septembre 2003 et pendant certaines périodes, pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire.

4. Ordre d'analyse

7.32 En ce qui concerne l'ordre d'analyse approprié que le Groupe spécial doit suivre pour examiner les différentes allégations formulées par les États-Unis au sujet du refus allégué d'accorder des licences ou du fait allégué de ne pas accorder de licences pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire, le Groupe spécial examinera la question de savoir s'il devrait commencer son analyse au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994; de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture; des articles 1:4 a), 1:4 b), 3:5 e) et 3:5 f) de l'Accord sur les licences d'importation; ou de l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994.

7.33 L'article XI:1 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "Aucune partie contractante n'instituera ou ne maintiendra à l'importation d'un produit originaire du territoire d'une autre partie contractante, à l'exportation ou à la vente pour l'exportation d'un produit destiné au territoire d'une autre partie contractante, de

---

[309] Voir le paragraphe 7.12 ci-dessus.

[310] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, *Turquie – Riz*, 7 février 2006, WT/DS334/4, page 1.

[311] *Ibid.*

[312] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81.

prohibitions ou de restrictions autres que des droits de douane, taxes ou autres impositions, que l'application en soit faite au moyen de contingents, de licences d'importation ou d'exportation ou de tout autre procédé."

7.34 L'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, quant à lui, est libellé comme suit:

"Les Membres ne maintiendront pas de mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits[1], ni ne recourront ni ne reviendront à de telles mesures, exception faite de ce qui est prévu à l'article 5 et à l'Annexe 5.

[1] Ces mesures comprennent les restrictions quantitatives à l'importation, les prélèvements variables à l'importation, les prix minimaux à l'importation, les régimes d'importation discrétionnaires, les mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État, les autolimitations des exportations, et les mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits, que ces mesures soient ou non appliquées au titre de dérogations aux dispositions du GATT de 1947 dont bénéficient certains pays, mais non les mesures appliquées au titre de dispositions relatives à la balance des paiements ou au titre d'autres dispositions générales ne concernant pas spécifiquement l'agriculture du GATT de 1994 ou des autres Accords commerciaux multilatéraux figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC."

7.35 L'article 1:4 a) et b) de l'Accord sur les licences d'importation dispose ce qui suit:

"a) Les règles et tous les renseignements concernant les procédures de présentation des demandes, y compris les conditions de recevabilité des personnes, entreprises ou institutions à présenter de telles demandes, l'organe (les organes) administratif(s) auquel (auxquels) s'adresser, ainsi que les listes des produits soumis à licence, seront reproduits dans les publications notifiées au Comité des licences d'importation visé à l'article 4 (dénommé dans le présent accord le "Comité"), de façon à permettre aux gouvernements[313] et aux commerçants d'en prendre connaissance. Ces données seront publiées, chaque fois que cela sera possible dans la pratique, 21 jours avant la date où la prescription prendra effet et en aucun cas après cette date. Toute exception ou dérogation aux règles relatives aux procédures de licences ou aux listes des produits soumis à licence, ou toute modification de ces règles ou de ces listes, sera également publiée de la même manière et dans les mêmes délais que ceux qui sont spécifiés ci-dessus. Des exemplaires de ces publications seront aussi mis à la disposition du Secrétariat.

b) La possibilité sera donnée aux Membres qui désirent présenter des observations par écrit de discuter de celles-ci si demande leur en est faite. Le Membre concerné prendra dûment en considération ces observations et les résultats des discussions."

7.36 L'article 3:5 e) et 3:5 f) de l'Accord sur les licences d'importation, quant à lui, prévoit ce qui suit:

"e) toutes les personnes, entreprises ou institutions qui remplissent les conditions légales et administratives prescrites par le Membre importateur auront le droit, dans des conditions d'égalité, de demander des licences et de voir leurs demandes prises en considération. Si une demande de licence n'est pas

[313] *(note de bas de page de l'original)* Aux fins du présent accord, le terme "gouvernement" est réputé comprendre les autorités compétentes des Communautés européennes.

agréée, les raisons en seront communiquées, sur sa demande, au requérant, qui aura un droit d'appel ou de révision conformément à la législation ou aux procédures internes du Membre importateur;

f) le délai d'examen des demandes ne dépassera pas, sauf impossibilité due à des raisons indépendantes de la volonté des Membres, 30 jours lorsque les demandes sont examinées au fur et à mesure de leur réception, c'est-à-dire que le premier venu est le premier servi, et 60 jours lorsqu'elles sont toutes examinées simultanément. Dans ce dernier cas, le délai d'examen des demandes sera réputé commencer le jour suivant la date de clôture du délai annoncé pour la présentation des demandes".

7.37 Enfin, l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994 se lit comme suit:

"1 Les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale rendus exécutoires par toute partie contractante qui visent la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, les taux des droits de douane, taxes et autres impositions, ou les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation ou à l'exportation, ou au transfert de paiements les concernant, ou qui touchent la vente, la distribution, le transport, l'assurance, l'entreposage, l'inspection, l'exposition, la transformation, le mélange ou toute autre utilisation de ces produits, seront publiés dans les moindres délais, de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance. Les accords intéressant la politique commerciale internationale et qui seraient en vigueur entre le gouvernement ou un organisme gouvernemental de toute partie contractante et le gouvernement ou un organisme gouvernemental d'une autre partie contractante seront également publiés. Les dispositions du présent paragraphe n'obligeront pas une partie contractante à révéler des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois ou serait d'une autre manière contraire à l'intérêt public, ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées.

2. Aucune mesure d'ordre général que pourrait prendre une partie contractante et qui entraînerait le relèvement d'un droit de douane ou d'une autre imposition à l'importation en vertu d'usages établis et uniformes ou d'où il résulterait, pour les importations ou les transferts de fonds relatifs à des importations, une prescription, une restriction ou une prohibition nouvelle ou aggravée ne sera mise en vigueur avant qu'elle n'ait été publiée officiellement."

7.38 À la différence de l'article XI:1 du GATT de 1994 et de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, les dispositions de l'Accord sur les licences d'importation invoquées par les États-Unis et l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994 visent l'administration ou l'application de mesures commerciales et non la teneur quant au fond de ces mesures en soi. À cet égard, l'Organe d'appel a constaté dans l'affaire *CE – Volailles* que "l'article X concern[ait] la *publication* et l'*application* des "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale" et non la *teneur substantielle* de ces mesures".[314] De même, dans l'affaire *CE – Bananes III*, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit:

"En fait, aucune des dispositions de l'*Accord sur les licences* ne concerne les *règles proprement dites*, relatives aux procédures en matière de licences d'importation.

[314] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 115. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 200.

> Comme l'indique clairement son titre, l'*Accord sur les licences* concerne les *procédures* en matière de licences d'importation. Le préambule de l'*Accord sur les licences* indique clairement que cet accord vise les procédures de licences d'importation et leur administration et non les règles relatives aux procédures de licences d'importation. L'article 1:1 de l'*Accord sur les licences* définit le champ d'application de l'Accord comme étant les *procédures administratives* utilisées pour l'application de régimes de licences d'importation."[315]

7.39 Le Groupe spécial note, dans ce contexte, la déclaration suivante des Communautés européennes:

> "On peut soutenir que l'*Accord sur les licences d'importation* se rapporte plus spécifiquement que le *GATT* et l'*Accord sur l'agriculture* à la question dont le présent groupe spécial est saisi. Par conséquent, conformément au rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *CE - Bananes*[316], les CE invitent le Groupe spécial à examiner si les violations alléguées de l'*Accord sur les licences d'importation* devraient être examinées en premier, avant les violations alléguées de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* et du *GATT*."[317]

7.40 Le Groupe spécial note, toutefois, que les États-Unis ont systématiquement structuré leurs allégations concernant le refus allégué de la Turquie d'accorder des licences ou le fait allégué qu'elle n'accordait pas de licences pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire en invoquant d'abord les dispositions qui portaient sur la teneur quant au fond de cette mesure.

7.41 Si le Groupe spécial constate que la mesure en cause constitue un manquement à des obligations de fond au titre soit de l'article XI:1 du GATT de 1994 soit de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, la question de savoir comment la mesure a été administrée par la Turquie est alors dénuée de pertinence. À l'inverse, si le Groupe spécial constate que la mesure en question ne constitue pas un manquement à des obligations de fond au titre soit de l'article XI:1 du GATT de 1994 soit de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, il lui faudrait examiner en plus si la Turquie, par son refus allégué d'accorder des licences ou le fait allégué qu'elle n'accorde pas de licences pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire, a enfreint les dispositions de l'Accord sur les licences d'importation invoquées par les États-Unis dans ce contexte, ou l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994.

7.42 En conséquence, le Groupe spécial commencera son analyse par la teneur quant au fond de cette mesure au regard de l'article XI:1 du GATT de 1994 ou de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

7.43 Pour effectuer son analyse de la teneur quant au fond de la mesure en question, le Groupe spécial aborde la question de savoir s'il devrait commencer son analyse par l'article XI:1 du GATT de 1994 ou par l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

---

[315] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 197. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphes 784 et 785.

[316] *(note de bas de page de l'original)* Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphes 202 à 204.

[317] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 18.

7.44 Le Groupe spécial note que, à cet égard, les États-Unis ont fait valoir ce qui suit:

> "Dans des circonstances analogues, d'autres groupes spéciaux ont constaté que lorsqu'une mesure concernant des produits agricoles[318] était incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994, elle l'était nécessairement aussi avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture qui disposait dans la note de bas de page 1, entre autres choses, que "les restrictions quantitatives à l'importation" et "les régimes d'importation discrétionnaires" étaient des mesures que les Membres ne pouvaient pas maintenir et auxquelles ils ne pouvaient ni recourir ni revenir. [319]"[320]

7.45 De même, l'Égypte a noté ce qui suit:

> "[D]es groupes spéciaux ont constaté que des restrictions visant les produits agricoles dont il avait été constaté qu'elles étaient incompatibles avec l'article XI:1 du GATT de 1994 constituaient des violations de l'article 4:2 [de l'Accord sur l'agriculture]."[321]

7.46 Contrairement à ces arguments des États-Unis et de l'Égypte, tout en "conv[enant] avec les États-Unis qu'il exist[ait] un lien systémique général entre les deux dispositions"[322], les Communautés européennes ont déclaré ce qui suit:

> "[À] l'exception de la note de bas de page relative à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* dans laquelle il est fait référence aux restrictions quantitatives à l'importation, aucun lien automatique n'a été fait dans le texte de ces dispositions. Les CE considèrent par conséquent qu'il conviendrait de faire preuve de prudence pour ce qui est de conclure que la violation de l'article XI:1 du *GATT* conduirait nécessairement et en toutes circonstances à la violation de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*."[323]

7.47 En outre, les Communautés européennes ont fait observer ce qui suit:

> "On peut soutenir que l'*Accord sur l'agriculture* devrait être considéré comme étant plus spécifique par rapport au *GATT* dans une situation où c'est l'importation d'un produit agricole particulier qui est en cause. En conséquence, conformément au rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes III*[324], on peut soutenir que la

---

[318] *(note de bas de page de l'original)* Comme il est indiqué plus haut, dans le Système harmonisé, le riz est classé sous la position tarifaire 1006. Au paragraphe 1 de l'Annexe 1 de l'Accord sur l'agriculture, il est précisé que "[l]e présent accord visera les produits ci-après": "i) Chapitres 1 à 24 du SH, moins le poisson et les produits à base de poisson".

[319] *(note de bas de page de l'original) Voir Inde – Restrictions quantitatives*, paragraphes 5.238 à 5.242 et *Corée – Viande de bœuf*, paragraphe 768. ("Le Groupe spécial ayant déjà conclu que les mesures ci-dessus étaient incompatibles avec l'article XI et la note additionnelle relative aux articles XI, XII, XIII, XIV et XVIII concernant les entreprises commerciales d'État, ces mesures sont forcément contraires à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* et à la note de bas de page y relative concernant les mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État.")

[320] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 75.

[321] Communication de l'Égypte en tant que tierce partie, paragraphe 22.

[322] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 20.

[323] *Ibid.*, paragraphe 20.

[324] *(note de bas de page de l'original)* Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphes 202 à 204.

> violation alléguée de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* devrait être examinée en premier, avant les violations alléguées du *GATT*."[325]

7.48 L'article XI:1 du GATT de 1994 et l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture ont un champ d'application analogue car ils s'appliquent l'un et l'autre aux mesures à la frontière. Toutefois, l'article XI:1 du GATT de 1994 est applicable d'une manière générale aux prohibitions ou restrictions à l'importation imposées sur tout produit, alors que l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture se limite aux mesures imposées sur des produits qui relèvent du champ d'application de cet accord. En d'autres termes, l'Accord sur l'agriculture traite plus spécifiquement que le GATT de 1994 la question de la prohibition du maintien de restrictions quantitatives ou de contingents car il vise ces mesures uniquement lorsqu'elles sont appliquées à des produits relevant de son champ d'application, comme le riz. Dans l'affaire *CE – Bananes III*, l'Organe d'appel a indiqué qu'un groupe spécial devrait commencer par examiner les allégations présentées au titre de l'accord qui "trait[ait] expressément, et de manière détaillée" la question en cause.[326] Suivant cette approche, le Groupe spécial commencera par examiner les allégations présentées par les États-Unis au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, car on peut considérer que cet accord concerne plus spécifiquement les mesures à la frontière imposées sur des produits agricoles. Il n'abordera que dans un deuxième temps l'article XI:1 du GATT de 1994.

7.49 En ce qui concerne les allégations des États-Unis relatives à l'administration de la mesure en question, le Groupe spécial a déjà noté qu'il n'examinerait la question de savoir si la Turquie, par son refus allégué d'accorder des licences ou le fait allégué qu'elle n'accordait pas de licences pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire, avait enfreint les dispositions de l'Accord sur les licences d'importation invoquées par les États-Unis dans ce contexte, ou l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994, que s'il devait constater que la mesure en cause ne constituait pas un manquement à des obligations de fond au titre soit de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture soit de l'article XI:1 du GATT de 1994.[327]

7.50 Afin d'analyser, si cela est nécessaire, les allégations formulées par les États-Unis au sujet de l'administration de la mesure en cause, le Groupe spécial doit déterminer s'il convient de commencer cette analyse par l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994 ou par les dispositions de l'Accord sur les licences d'importation invoquées par les États-Unis au sujet de la mesure en question. À cette fin, au besoin, le Groupe spécial commencerait par évaluer si la mesure contestée relève du champ d'application de l'Accord sur les licences d'importation. S'il devait constater que tel est le cas, eu égard à la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes III* auquel il a été fait référence plus haut[328], il commencerait par évaluer les allégations des États-Unis au titre de l'Accord sur les licences d'importation, en premier lieu, car cet accord traite expressément, et de manière détaillée la question de l'administration des procédures de licences d'importation. À cet égard, selon les constatations éventuelles faites au titre de l'Accord sur les licences d'importation, il se peut que le Groupe spécial n'ait pas besoin de formuler des constatations additionnelles au titre de l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994.

---

[325] Communication écrite des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 21.
[326] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 204. Voir le paragraphe 7.38 ci-dessus.
[327] Voir les paragraphes 7.41 et 7.42 ci-dessus.
[328] Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 204. Voir le paragraphe 7.38 ci-dessus.

5. Allégation au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture

a) Arguments des parties

7.51 Les États-Unis ont allégué que le refus de la Turquie d'accorder des licences ou le fait qu'elle n'accordait pas de licences pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire était une mesure du type de celles qui avaient dû être converties en droits de douane proprement dits, telles qu'une "restriction quantitative à l'importation" ou une pratique correspondant à un "régime d'importation discrétionnaire", et était donc incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.[329]

7.52 Dans leur communication présentée à titre de réfutation, les États-Unis ont ajouté ce qui suit:

> "[P]our réussir à démontrer que la Turquie contrevient à l'article XI:1 du GATT de 1994 et à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, les États-Unis ne sont pas tenus de montrer qu'aucun certificat de contrôle n'a été délivré au taux NPF. Ils ont démontré que la Turquie restreignait au moins une partie du commerce de riz, et cela suffit à démontrer qu'il y a violation de l'article XI:1. ... Même si les données de la Turquie avaient démontré que les lettres d'acceptation n'étaient pas du tout appliquées, la conclusion selon laquelle les lettres contreviennent à l'article XI:1 du GATT de 1994 resterait la même. ... [M]ême si le Groupe spécial devait conclure que les lettres n'étaient pas appliquées du tout, il devrait quand même constater, conformément aux constatations formulées par des groupes spéciaux antérieurs en ce qui concerne les mesures impératives qui ne sont pas appliquées, que les restrictions imposées par la Turquie sur le commerce NPF de riz sont incompatibles avec l'article XI:1. ... En dernier lieu, le fait que la Turquie ne délivre pas de certificats de contrôle pour l'importation de riz aux taux de droits hors contingent constitue une violation de l'article XI:1 du GATT de 1994 et de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture parce que cela constitue un régime d'importation discrétionnaire ... [I]l est incontestablement évident que la *Turquie* estime qu'elle a le pouvoir discrétionnaire de ne pas délivrer de certificats de contrôle si elle le veut, et les États-Unis ont présenté des éléments de preuve documentaires qui mettent en évidence des cas dans lesquels elle a refusé de délivrer de tels certificats ou ne l'a pas fait."[330]

7.53 La Turquie a déclaré que:

> "[Comme] les certificats de contrôle n'étaient pas des licences d'importation au sens de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, … il n'y avait manifestement pas de "refus" de délivrer des certificats de contrôle, et … il n'existait aucune prohibition ou restriction à l'importation *de jure* ou *de facto*, au sens de l'article XI:1 du GATT … [; en conséquence,] il ne [pouvait] y avoir de "*régime d'importation discrétionnaire*" et/ou de "*restrictions quantitatives à l'importation*" au sens de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et de la note de bas de page 1 y relative."[331]

---

[329] Première communication des États-Unis, paragraphes 76 à 78. Voir aussi la déclaration liminaire des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 26.

[330] Réfutation des États-Unis, paragraphes 58, 60, 62, 63 et 64. Voir aussi la déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphes 12 à 14.

[331] Première communication de la Turquie, paragraphe 71. (italique dans l'original) Voir aussi la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphe 37, et la réponse de la Turquie à la question n° 19.

b) Article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture

7.54 L'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture dispose que:

> "Les Membres ne maintiendront pas de mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits[1], ni ne recourront ni ne reviendront à de telles mesures, exception faite de ce qui est prévu à l'article 5 et à l'Annexe 5.
>
> [1] Ces mesures comprennent les restrictions quantitatives à l'importation, les prélèvements variables à l'importation, les prix minimaux à l'importation, les régimes d'importation discrétionnaires, les mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État, les autolimitations des exportations, et les mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits, que ces mesures soient ou non appliquées au titre de dérogations aux dispositions du GATT de 1947 dont bénéficient certains pays, mais non les mesures appliquées au titre de dispositions relatives à la balance des paiements ou au titre d'autres dispositions générales ne concernant pas spécifiquement l'agriculture du GATT de 1994 ou des autres Accords commerciaux multilatéraux figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC."

c) Analyse du Groupe spécial

i) Importance de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture

7.55 L'Organe d'appel a souligné l'importance de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Il a dit que l'article 4 était "la principale disposition de la Partie III de l'Accord sur l'agriculture" et l'a défini comme étant "l'instrument juridique à utiliser pour exiger la conversion en droits de douane proprement dits de certains obstacles à l'accès aux marchés affectant les importations de produits agricoles".[332] Comme l'Organe d'appel l'a déclaré:

> "[N]ous passons maintenant à l'article 4, qui est la principale disposition de la Partie III de l'*Accord sur l'agriculture*. Comme son titre l'indique, l'article 4 traite de l'"Accès aux marchés".[333] Au cours du Cycle d'Uruguay, les négociateurs ont identifié certaines mesures à la frontière qui avaient pour trait commun de restreindre le volume ou de fausser le prix des importations de produits agricoles. Ils ont décidé que ces mesures à la frontière devraient être converties en droits de douane proprement dits, en vue d'assurer un meilleur accès aux marchés pour ces importations. Ils envisageaient ainsi que les droits de douane proprement dits deviendraient en principe la seule forme de protection à la frontière. Comme les droits de douane proprement dits sont plus transparents et plus facilement quantifiables que les obstacles non tarifaires, ils sont également plus faciles à comparer entre partenaires commerciaux et le montant maximal de ces droits peut donc être plus facilement réduit dans le cadre de futures négociations commerciales multilatérales. Les négociateurs du Cycle d'Uruguay sont convenus que l'accès aux marchés serait amélioré – tant à court terme qu'à long terme – par des consolidations et des réductions de tarifs et des prescriptions en matière d'accès minimal, qui devaient être inscrites dans les Listes des Membres.

[332] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 201.

[333] *(note de bas de page de l'original)* La Partie III ne contient qu'une autre disposition, à savoir l'article 5, qui prévoit un mécanisme de sauvegarde spéciale qui peut être utilisé pour déroger aux prescriptions énoncées à l'article 4 lorsque certaines conditions sont réunies. Nous examinerons l'article 5 plus loin dans la présente section.

> Ainsi, l'article 4 de l'*Accord sur l'agriculture* est à juste titre considéré comme l'instrument juridique à utiliser pour exiger la conversion en droits de douane proprement dits de certains obstacles à l'accès aux marchés affectant les importations de produits agricoles. ..."[334]

7.56 Les objectifs de l'Accord sur l'agriculture sont décrits dans son préambule: "établir un système de commerce des produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché", et entreprendre un processus de réforme "par la négociation d'engagements concernant le soutien et la protection et par l'établissement de règles et disciplines du GATT renforcées et rendues plus efficaces dans la pratique".[335] En vue de la réalisation de cet objectif, il est indiqué dans le préambule qu'il est nécessaire d'arriver à des réductions de la protection "qui permettraient de remédier aux restrictions et distorsions touchant les marchés agricoles mondiaux et de les prévenir"[336], en obtenant des "engagements contraignants et spécifiques"[337], entre autres choses, dans le domaine de l'accès aux marchés.[338]

7.57 Comme l'Organe d'appel l'a relevé, au cours du Cycle d'Uruguay, les négociateurs ont décidé que certaines mesures à la frontière, qui restreignaient le volume des échanges ou faussaient le prix des importations de produits agricoles, devaient être converties en droits de douane proprement dits, en vue d'assurer un meilleur accès aux marchés pour ces importations. Cette convergence de vues ressort du texte de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture, qui, comme son titre l'indique, traite de l'"Accès aux marchés".[339]

ii) Questions que le Groupe spécial doit examiner

7.58 La question que le Groupe spécial doit trancher au sujet de cette allégation particulière est le point de savoir si le comportement allégué de la Turquie, c'est-à-dire son refus allégué d'accorder des licences ou le fait allégué qu'elle n'accorde pas de licences pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire, est incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Plus spécifiquement, il s'agit de savoir si ce comportement allégué, s'il est prouvé qu'il a eu lieu, peut être considéré comme une mesure à la frontière "du type [des mesures] qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits", telles qu'une "restriction quantitative à l'importation", une pratique correspondant à un "régime d'importation discrétionnaire", ou une autre mesure à la frontière qui est suffisamment semblable à l'une des deux mesures susmentionnées.

7.59 Nous avons déjà traité la question des règles générales relatives à la charge de la preuve.[340] Eu égard à ce qui précède, nous sommes d'avis que, dans la présente affaire, la charge de la preuve incombe initialement aux États-Unis, en tant que plaignant, pour ce qui est de fournir des éléments *prima facie* indiquant que le comportement contesté, d'abord, a existé, et ensuite, est incompatible avec la disposition invoquée des Accords de l'OMC visés, à savoir l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Si les États-Unis satisfont à cette condition, il appartiendrait ensuite à la Turquie de réfuter cette allégation.

7.60 Pour évaluer si les États-Unis se sont acquittés de la charge de la preuve qui leur incombait initialement, le Groupe spécial examinera en conséquence si les éléments de preuve versés au dossier, tels qu'ils ont été présentés par les deux parties, sont suffisants pour établir une présomption

---

[334] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphes 200 et 201.
[335] Préambule de l'Accord sur l'agriculture, deuxième considérant.
[336] *Ibid.*, troisième considérant.
[337] *Ibid.*, quatrième considérant.
[338] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 196.
[339] *Ibid.*, paragraphe 200.
[340] Voir les paragraphes 7.1 à 7.11 ci-dessus.

préliminaire selon laquelle la Turquie a refusé d'accorder des licences ou n'a pas accordé de licences pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire. C'est uniquement si les éléments de preuve versés au dossier sont suffisants pour permettre au Groupe spécial de conclure que les États-Unis ont fourni des éléments *prima facie* que la charge de la preuve passera à la Turquie, qui devra réfuter de manière appropriée les allégations des États-Unis. Si les États-Unis réussissent à établir des éléments *prima facie*, et si la Turquie ne réussit pas à les réfuter, le Groupe spécial examinera alors si les faits ainsi démontrés peuvent être considérés comme constituant une mesure à la frontière du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits en vertu de l'Accord sur l'agriculture.

iii) Les États-Unis ont-ils apporté des éléments de preuve concernant la mesure contestée?

7.61 Comme il est dit plus haut, la première question que le Groupe spécial doit déterminer est de savoir s'il y a suffisamment d'éléments de preuve versés au dossier qui indiquent que la Turquie a refusé d'accorder des licences ou n'a pas accordé de licences pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire.

7.62 Afin de prouver cette allégation, les États-Unis ont présenté les éléments de preuve ci-après:

a) les photocopies de demandes de certificats de contrôle pour l'importation de riz déposées par des sociétés importatrices en Turquie et qui ont été rejetées[341];

b) les photocopies de motions présentées à des tribunaux administratifs turcs à l'encontre du rejet par les pouvoirs publics des demandes d'autorisation d'importer du riz[342];

c) les photocopies de documents relatifs à des procédures engagées devant des tribunaux administratifs turcs, qui font référence à des cas additionnels de rejet de demandes de certificats de contrôle pour l'importation de riz[343];

d) les photocopies de documents exposant les arguments présentés par le conseil du MARA devant des tribunaux administratifs turcs pour justifier le rejet de demandes de certificats de contrôle pour l'importation de riz[344];

e) les photocopies de documents internes du MARA, dans lesquels la Direction générale de la protection et du contrôle du MARA recommandait au Ministre de l'agriculture et des affaires rurales de suspendre temporairement l'octroi de certificats de contrôle pour l'importation de riz, ce que le Ministre a apparemment approuvé[345];

f) la photocopie d'une lettre adressée par la Direction générale du TMO à la Direction générale de la protection et du contrôle du MARA recommandant la suspension temporaire de l'octroi de certificats de contrôle pour l'importation de riz[346];

g) la photocopie d'une lettre adressée par le Ministre d'État de la Turquie au Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales annonçant que des certificats de contrôle pour l'importation de riz seraient délivrés à compter du 1er avril 2006.[347]

[341] Pièces US-22, US-28, US-29, US-33 et US-34.
[342] Pièce US-30.
[343] Pièces US-63 à US-67.
[344] Pièce US-31.
[345] Pièces US-12, US-13, US-14 et US-36.
[346] Pièce US-37.
[347] Pièce US-35.

7.63 La Turquie n'a contesté la véracité d'aucun de ces documents. Elle a admis, par exemple, que les notes dites "lettres d'acceptation" (c'est-à-dire les lettres dans lesquelles la Direction générale de la protection et du contrôle du MARA recommandait au Ministre de l'agriculture et des affaires rurales de suspendre temporairement l'octroi de certificats de contrôle pour l'importation de riz), telles que celles qui ont été communiquées au Groupe spécial par les États-Unis, "[avaient] été rédigées et étaient en circulation".[348]

7.64 Les vues des parties divergent, cependant, quant aux faits que ces documents prouveraient. De l'avis des États-Unis, les documents sont des éléments de preuve indiquant que la Turquie a maintenu en place une prohibition légale et une restriction à l'importation de riz.[349] Les éléments de preuve montrent aussi, selon les États-Unis, "que la délivrance des certificats de contrôle est discrétionnaire".[350] Les États-Unis ont soutenu qu'ils avaient "présenté un grand nombre d'éléments de preuve documentaires montrant que la Turquie ne délivrait pas les certificats de contrôle nécessaires à l'importation de riz hors du contingent tarifaire".[351]

7.65 La Turquie a déclaré que ces copies de "lettres d'acceptation":

> "[devaient] être considérées soit comme des éléments de preuve irrecevables soit comme des éléments de preuve seulement partiels et peu fiables en ce qui concerne l'intention réelle et les politiques commerciales de la Turquie en relation avec l'importation de riz."[352]

7.66 La Turquie a admis qu'il "apparai[ssait] que les tribunaux nationaux [avaient] donné effet" aux "lettres d'acceptation", mais elle fait valoir que ces documents sont uniquement des "recommandations de politique générale, ne relevant pas de la compétence du Ministre".[353] À son avis, les "lettres d'acceptation":

> "[étaient des] communications internes destinées à l'élaboration des politiques. Ces communications administratives n'ont jamais abouti à l'adoption de lois ou de règlements. Elles n'ont jamais servi à refuser systématiquement l'approbation des demandes de certificats de contrôle. Et même si, en théorie, elles avaient servi à limiter l'approbation des certificats de contrôle, ce que la Turquie dément énergiquement, cela ne constitue pas un élément de preuve indiquant qu'il existait une mesure prohibant ou restreignant les importations. ... Il ressort du dossier que malgré les "lettres d'acceptation", des certificats de contrôle ont été approuvés".[354]

7.67 Comme il a été dit, la Turquie n'a pas contesté la véracité des documents communiqués par les États-Unis qui concernent le rejet des demandes de certificat de contrôle pour l'importation de riz et les mémoires connexes présentés aux tribunaux administratifs turcs. Selon elle, cependant:

> "Les cas individuels de non-approbation par le MARA de demandes particulières présentées par des importateurs de riz doivent être vus comme un élément naturel de l'interaction entre l'administration d'un Membre de l'OMC et les milieux d'affaires du

---

[348] Déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphe 50.

[349] Déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 12. Voir aussi la réponse des États-Unis à la question n° 56, paragraphe 87.

[350] Déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 13.

[351] *Ibid.*, paragraphe 11. Voir aussi *ibid.*, paragraphe 14 et la réponse des États-Unis à la question n° 56, paragraphe 89.

[352] Première communication de la Turquie, paragraphe 81.

[353] Réponse de la Turquie à la question n° 145.

[354] Déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphes 50 et 51. Voir aussi la première communication de la Turquie, paragraphes 78 et 84, et la réponse de la Turquie à la question n° 145.

> pays, et ne peuvent pas être généralisés en un "*refus de délivrer des certificats de contrôle pour l'importation de riz*", en particulier lorsque les statistiques commerciales et les taux d'approbation indiquent clairement le contraire."[355]

7.68 La Turquie a dit que les rejets de demandes de certificat de contrôle pour l'importation de riz, indiqués par les États-Unis, étaient des "rejets individuels, parfaitement compatibles avec la législation turque et les obligations de la Turquie dans le cadre de l'OMC".[356] Au sujet de ces rejets, elle a ajouté:

> "Les motifs du rejet des demandes présentées par des importateurs ont toujours été indiqués et, de manière générale, étaient le plus souvent liés à des renseignements lacunaires ou erronés fournis par les importateurs, par exemple l'inscription d'un code douanier erroné, la non-indication des points d'entrée choisis ou des renseignements inexacts quant à l'origine."[357]

7.69 Les procédures engagées devant les tribunaux administratifs turcs au sujet du refus de délivrer des certificats de contrôle pour l'importation de riz, indiquées par les États-Unis, ont de même été décrites par la Turquie comme étant:

> "[d]es cas individuels de procédures judiciaires internes [qui] doivent être vus objectivement comme un élément naturel de l'interaction entre l'administration d'un Membre de l'OMC et les milieux d'affaires du pays, et [qui] ne peuvent pas servir à prouver l'existence d'une restriction commerciale systématique, encore moins d'une prohibition du commerce (c'est-à-dire du "refus généralisé")."[358]

7.70 Comme il a été dit, la Turquie a admis qu'"il apparai[ssait] que les tribunaux nationaux [avaient] donné effet" aux "lettres d'acceptation". Selon elle, toutefois, "il apparai[ssait] que le tribunal a[vait] [ce faisant] donné effet à un acte *ultra vires* du Ministre".[359] En conséquence, la Turquie a fait valoir que "le Groupe spécial ne devrait accorder aucune importance, aux fins de la présente procédure, aux décisions rendues par les tribunaux administratifs d'Ankara".[360]

7.71 En ce qui concerne la lettre envoyée par le Ministre d'État de la Turquie au Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, la Turquie a déclaré:

> "La lettre diplomatique … était destinée à rassurer les États-Unis sur le fait qu'avec la suppression progressive du contingent tarifaire, les commerçants reprendraient probablement les échanges en régime NPF. Elle n'était pas une confirmation implicite d'un refus systématique d'approuver des certificats de contrôle."[361]

7.72 La Turquie a conclu comme suit:

> "Les États-Unis n'ont pas montré que les demandes d'approbation avaient été systématiquement refusées. Ils ont présenté des éléments de preuve concernant

---

[355] Première communication de la Turquie, paragraphe 68. (italique dans l'original) Voir aussi *ibid.*, paragraphe 29; la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphes 9 et 18; et la réfutation de la Turquie, paragraphe 21.

[356] Réponse de la Turquie à la question n° 20. Voir aussi la réfutation de la Turquie, paragraphe 33.

[357] Déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphe 14.

[358] Déclaration liminaire de la Turquie à la deuxième réunion de fond, paragraphe 14.

[359] Observation de la Turquie concernant la réponse des États-Unis à la question n° 145. Voir aussi la déclaration finale de la Turquie à la deuxième réunion de fond, paragraphe 9.

[360] Réponse de la Turquie à la question n° 145.

[361] Déclaration finale de la Turquie à la deuxième réunion de fond, paragraphe 3.

> cinq cas individuels qui avaient donné lieu à des procédures judiciaires internes. Cela représente 0,2 pour cent des certificats de contrôle approuvés."[362]

7.73 La Turquie a fait valoir qu'elle avait "systématiquement et régulièrement" approuvé des certificats de contrôle permettant l'importation de riz. Elle a aussi indiqué que "le seul moyen de déterminer sa politique effective [était] de considérer les éléments de preuve constitués par les statistiques commerciales".[363] Elle a déclaré:

> "Contrairement à ce que les États-Unis allèguent à tort, les certificats de contrôle ont été systématiquement et régulièrement approuvés sur une base non discriminatoire depuis l'entrée en vigueur en 1996 du "*Régime de réglementation technique et de normalisation pour le commerce extérieur*" (promulgué dans le Journal officiel daté du 1er février 1996, sous le numéro 22541*bis*). Cela a été le cas aussi bien pour les importations de riz au taux NPF "hors contingent" ou au taux de droit appliqué que, notamment, aux fins des allégations des États-Unis, pour les volumes "contingentaires" établis chaque année depuis 2004. En particulier, de 2003 à ce jour, la Turquie a approuvé en tout 2 223 certificats de contrôle, qui ont permis l'importation de 2 264 857 tonnes au total de riz étranger (paddy, brun et blanchi). Sur cette quantité, 497 469 tonnes d'équivalent-riz ont été attribuées depuis janvier 2004 dans le cadre du système de contingent tarifaire."[364]

7.74 À l'appui de cette affirmation, la Turquie a communiqué des statistiques concernant les importations de riz[365] et des listes de demandes, approuvées et rejetées, de certificats de contrôle pour l'importation de riz.[366]

7.75 Comme il a été dit, la Turquie n'a pas contesté qu'il y ait eu des cas dans lesquels, depuis septembre 2003, les autorités turques avaient rejeté des demandes de certificats de contrôle pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire. Dans certains cas figurant dans le dossier, l'administration a indiqué au requérant, comme raison du rejet, qu'il y avait dans la demande des "éléments manquants" ou des "erreurs d'orthographe".

7.76 Il n'est pas contesté non plus que les rejets des demandes de certificats de contrôle pour l'importation de riz, au sujet desquels les États-Unis ont présenté des éléments de preuve, coïncidaient avec une période pendant laquelle le Ministre turc de l'agriculture avait reçu de la Direction générale de la protection et du contrôle du MARA la recommandation, dont il est allégué qu'il l'avait approuvée, de suspendre temporairement l'octroi de certificats de contrôle pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire.

7.77 Le Groupe spécial sait bien que la simple coïncidence temporelle de ces deux faits ne conduit pas automatiquement à conclure que le rejet des demandes de certificats de contrôle était la conséquence de la recommandation formulée par la Direction générale de la protection et du contrôle du MARA dans les "lettres d'acceptation". De même, cette coïncidence, en elle-même et à elle seule, n'implique pas nécessairement que le gouvernement turc ait mis en place pendant cette période une politique générale consistant à suspendre l'octroi de certificats de contrôle pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire.

---

[362] *Ibid.*, paragraphe 6.
[363] Première communication de la Turquie, paragraphe 81.
[364] *Ibid.*, paragraphe 26. Voir aussi *ibid.*, paragraphe 65.
[365] Pièce TR-8.
[366] Pièce TR-20.

7.78 En conséquence, le Groupe spécial se tourne vers l'autre élément de preuve disponible dans le dossier. Nous notons tout d'abord que, d'un point de vue factuel, le dossier comprend un certain nombre de déclarations et décisions émanant de différentes autorités turques, qui tendent chacune à attribuer aux instructions figurant dans les "lettres d'acceptation" plus d'importance que la Turquie n'y a attaché au cours de la procédure. Nous faisons référence à cet égard: i) à la référence explicite dans certaines de ces "lettres d'acceptation" à des "lettres d'acceptation" antérieures; ii) aux déclarations faites devant les tribunaux turcs par les représentants du MARA pour défendre ce dernier contre des actions intentées par des importateurs de riz; iii) aux décisions des tribunaux turcs; et iv) à la déclaration adressée par le Ministre d'État de la Turquie au Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales.[367]

7.79 L'Organe d'appel a mis en garde contre le fait d'attribuer trop d'importance aux déclarations unilatérales des autorités nationales des Membres lorsqu'il s'agit de qualifier leurs mesures.[368] Étant donné les circonstances particulières de la présente affaire, cependant, nous ne pensons pas qu'il faudrait ignorer totalement les décisions concomitantes adoptées par les autorités des différentes branches du gouvernement turc et ne leur attribuer aucune signification, car elles montrent que ces autorités étaient convaincues que le Ministère de l'agriculture avait le pouvoir discrétionnaire de suspendre l'octroi de certificats de contrôle pour l'importation de riz.

7.80 Il y a des éléments de preuve indiquant que, non pas en une seule occasion mais de façon répétée et périodique, la Direction générale de la protection et du contrôle du MARA a recommandé par écrit au Ministre de l'agriculture et des affaires rurales de susprendre temporairement l'octroi de certificats de contrôle pour l'importation de riz. Les recommandations versées au dossier concernent les périodes allant de septembre 2003 à mars 2004[369], de janvier à juillet 2004[370], de juillet 2004 à janvier 2005[371], de janvier à août 2005[372], de juillet 2005 "jusqu'à ce qu'une nouvelle politique soit en place", et de mars 2006 à avril 2006.[373]

7.81 Même à supposer, pour les besoins de l'argumentation, que ces lettres, en elle-mêmes, étaient uniquement des recommandations et n'avaient pas d'effets juridiques, beaucoup d'entre elles font explicitement référence dans leur texte à des cas antérieurs dans lesquels l'octroi de certificats de contrôle pour l'importation de riz était suspendu conformément aux recommandations figurant dans des "lettres d'acceptation" antérieures. Par exemple, la lettre n° 107 de janvier 2004 fait référence à la lettre précédente n° 964 de septembre 2003, qui limitait la période de délivrance des certificats de contrôle, dont le début était fixé au 1er mars pour l'importation de riz et au 1er août 2004 pour le riz paddy, et la fin au 1er septembre 2004 dans les deux cas. La lettre n° 905 de juin 2004, quant à elle, fait référence à la lettre précédente (n° 107 de janvier 2004), qui limitait apparemment la période de délivrance des certificats de contrôle pour l'importation de riz du 1er juillet 2004 au 1er août 2004 pour le riz, et du 1er juillet 2004 au 1er septembre 2004 pour le riz paddy. Ainsi, dans leur texte, ces lettres consignent l'existence de suspensions périodiques de la délivrance de certificats de contrôle pour l'importation de riz.

---

[367] Les États-Unis ont aussi présenté la copie d'un article de journal, daté du 7 avril 2006, selon lequel des producteurs turcs de riz avaient protesté contre le MARA en raison de la décision présumée d'accorder une autorisation d'importer à une société "sans que celle-ci achète du riz paddy ou du riz blanchi dans le pays, comme cela était prescrit". Il est aussi indiqué dans l'article que la société importatrice "a infirmé cette allégation, en déclarant qu'elle était informée que des importations de riz seraient possibles après le 1er avril 2006". Pièce US-21.

[368] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, pages 31 et 32.

[369] Pièces US-12 et US-31.

[370] Pièce US-12. Voir aussi la pièce US-31.

[371] Pièce US-13.

[372] Pièce US-14.

[373] Pièce US-36.

7.82 En outre, nous ne jugeons pas convaincant l'argument de la Turquie selon lequel le Ministre de l'agriculture et des affaires rurales n'avait pas le pouvoir d'ordonner une suspension temporaire de l'octroi de certificats de contrôle pour l'importation de riz, car la Direction générale de la protection et du contrôle du MARA et le TMO ont continué à recommander périodiquement par écrit que le Ministre prenne précisément cette décision, et parce que le Ministre a pris note à plusieurs reprises de cette recommandation, en apposant sa signature sur le texte du document contenant la recommandation. Même si nous pouvons admettre l'affirmation de la Turquie selon laquelle ces "lettres d'acceptation" contiennent des "recommandations de politique générale"[374], il demeure peu plausible que ces recommandations soient portées à plusieurs reprises à l'attention du Ministre si, comme la Turquie l'a fait valoir, elles "ne relevaient pas de la compétence du Ministre".[375] Nous notons, à cet égard, que le Groupe spécial a demandé à la Turquie de présenter des éléments de preuve concernant les recommandations contenues dans les "lettres d'acceptation" que le Ministre de l'agriculture et des affaires rurales n'avait pas approuvées. En réponse à cette demande, la Turquie a dit ce qui suit:

> "Il n'y a aucun document en ce sens que la Turquie puisse faire distribuer en raison du statut protégé des communications internes de l'Administration et du caractère confidentiel des renseignements qui y sont contenus."[376]

7.83 Il y a une indication qui donne fortement à penser que, une fois que le Ministre avait approuvé les lettres, la recommandation devenait effectivement une instruction de suspendre temporairement l'octroi de certificats de contrôle pour l'importation de riz, du moins pour les importations n'entrant pas dans le cadre des contingents tarifaires. Cette indication est confirmée non seulement par le texte des "lettres d'acceptation" elles-mêmes, dont beaucoup, comme il a été dit, font référence à des suspensions temporaires antérieures de l'octroi de certificats de contrôle. Elle est confirmée aussi par les déclarations des représentants du MARA visant à défendre les décisions du MARA devant les tribunaux turcs[377] et la confirmation par les tribunaux turcs de la décision du MARA de rejeter des demandes spécifiques de certificats de contrôle pour l'importation de riz, sur la base de l'une de ces suspensions temporaires indiquées dans les lettres d'acceptation.[378]

7.84 La Turquie a fait valoir que le Groupe spécial ne devrait attribuer aucune importance aux décisions rendues par les tribunaux turcs qui confirmaient les actions du MARA sur la base des "lettres d'acceptation" approuvées.[379] Au cours de la présente procédure, la Turquie a fait valoir que ces décisions judiciaires seraient contraires à la législation nationale de la Turquie et qu'il "apparai[ssait] [qu'elles] [avaient] donné effet à un acte *ultra vires* du Ministre".[380] Elle a ajouté que "[l]e présent groupe spécial [devait] décider si, *de jure,* il exist[ait] une disposition dans la législation turque sur les certificats de contrôle qui donn[ait] à une autorité administrative le pouvoir discrétionnaire de refuser d'approuver ces certificats".[381]

7.85 Nous contestons cette dernière affirmation. Le Groupe spécial n'a pas besoin de décider s'il y a dans la législation nationale turque une disposition qui donnerait au Ministre de l'agriculture et des affaires rurales le pouvoir discrétionnaire de refuser d'approuver des certificats de contrôle. En fait, il n'entrerait pas dans la compétence du présent groupe spécial de déterminer si le refus d'accorder des certificats de contrôle pour l'importation de riz, décidé conformément à des recommandations

---

[374] Réponse de la Turquie à la question n° 145.
[375] Réponse de la Turquie à la question n° 145.
[376] Réponse de la Turquie à la question n° 142.
[377] Pièce US-31.
[378] Pièce US-63.
[379] Réponse de la Turquie à la question n° 145.
[380] Observation de la Turquie concernant la réponse des États-Unis à la question n° 145. Voir aussi la déclaration finale de la Turquie à la deuxième réunion de fond, paragraphe 9.
[381] Déclaration liminaire de la Turquie à la deuxième réunion de fond, paragraphe 13.

contenues dans des "lettres d'acceptation", est compatible ou non avec la législation nationale turque. Nous devrions présumer que les actions des autorités d'un Membre de l'OMC sont compatibles avec la législation nationale de ce Membre, en l'absence de preuve à l'effet contraire. En tout état de cause, à part les déclarations qu'elle a faites au cours de la présente procédure, la Turquie n'a présenté aucun élément de preuve indiquant que ces rejets étaient illégaux au regard de la législation turque. Il convient aussi de noter que, devant les tribunaux nationaux, le gouvernement turc a fait valoir exactement l'inverse. Quoi qu'il en soit, même si les actions du Ministre et les décisions judiciaires étaient contraires à la législation nationale turque et avaient donné effet à des actes *ultra vires*, il n'y a aucune raison pour que le Groupe spécial ne les prenne pas en considération car elles constituent une indication supplémentaire de la mise en place par le gouvernement turc d'une politique consistant à suspendre l'octroi de certificats de contrôle pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire.

7.86 Considérant tous ces éléments pris ensemble, nous constatons que la lettre adressée par le Ministre d'État de la Turquie au Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales le 24 mars 2006, l'informant que des certificats de contrôle pour l'importation de riz seraient délivrés à compter du 1er avril 2006[382], est une indication supplémentaire du fait que ces certificats de contrôle n'étaient pas délivrés à l'époque.

7.87 Eu égard à ce qui précède, nous concluons à titre préliminaire, d'un point de vue factuel, qu'il y a suffisamment d'éléments de preuve versés au dossier pour étayer des éléments *prima facie* indiquant qu'à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes[383], la Turquie a pris la décision de refuser de délivrer des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire. Dans ces circonstances, nous estimons que la charge de la preuve a été transférée de manière appropriée à la Turquie, qui doit réfuter cette présomption.

iv) La Turquie a-t-elle présenté des éléments de preuve pour réfuter la présomption?

7.88 Ayant constaté à titre préliminaire que les États-Unis avaient pu, sur la base des éléments de preuve versés au dossier, établir des éléments *prima facie* indiquant que la Turquie, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, avait pris la décision de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire, il appartient à la Turquie de réfuter cette présomption.

7.89 Comme il a été dit, la Turquie a contesté les faits décrits par les États-Unis. Elle a fait valoir qu'elle avait "systématiquement et régulièrement" approuvé des certificats de contrôle permettant l'importation de riz. Elle a aussi indiqué que "le seul moyen de déterminer sa politique effective [était] de considérer les éléments de preuve constitués par les statistiques commerciales".[384] Au cours de la procédure, la Turquie a déclaré que 2 242 certificats de contrôle pour l'importation de riz avaient été autorisés entre 2003 et novembre 2006.[385]

7.90 Prenant note des statistiques communiquées par la Turquie, le Groupe spécial a demandé à plusieurs reprises à la Turquie des éléments de preuve concernant les demandes, approuvées ou rejetées, de certificats de contrôle pour l'importation de riz. Après la première réunion de fond, le Groupe spécial a demandé à la Turquie de fournir une photocopie de chacun des 2 223 certificats de contrôle approuvés entre 2003 et septembre 2006 pour l'importation de riz.[386] En réponse, la Turquie

[382] Pièce US-35. Voir aussi la première communication des États-Unis, paragraphe 32, et la réponse de la Turquie à la question n° 138.

[383] Voir, par exemple, les paragraphes 7.80 et 7.81 ci-dessus.

[384] Première communication de la Turquie, paragraphe 81.

[385] Réponse de la Turquie à la question n° 44 et pièce TR-33. Voir aussi la première communication de la Turquie, paragraphe 26, la réfutation de la Turquie, paragraphe 20, et la pièce TR-20.

[386] Question n° 44 e) du Groupe spécial à la Turquie.

a déclaré que des photocopies des certificats de contrôle étaient disponibles mais que les ministères compétents n'étaient pas autorisés à fournir "toutes les copies au Groupe spécial".[387] Elle a ajouté qu'à la demande du Groupe spécial, elle serait "en mesure de [lui] fournir ..., ... à titre strictement confidentiel, les copies de n'importe quel certificat de contrôle" autorisé entre 2003 et le 9 novembre 2006.[388]

7.91 À nouveau, après la deuxième réunion de fond, le Groupe spécial a demandé des éléments de preuve concernant les demandes, approuvées ou rejetées, de certificats de contrôle pour l'importation de riz. Faisant référence à la déclaration antérieure de la Turquie, il lui a demandé, si elle ne pouvait pas fournir une photocopie de chacun des 2 223 certificats de contrôle approuvés entre 2003 et septembre 2006, de fournir au moins une photocopie de chacun des 56 certificats de contrôle approuvés qui avaient été indiqués par les États-Unis à la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial (comme correspondant vraisemblablement aux importations hors du contingent tarifaire et hors des arrangements commerciaux préférentiels).[389] Le Groupe spécial a aussi demandé à la Turquie de communiquer une photocopie de chacun des certificats de contrôle qui avaient été approuvés entre 2003 et septembre 2006 à la suite de demandes présentées à nouveau après avoir été rejetées par les autorités turques.[390] Enfin, le Groupe spécial a proposé que la Turquie, si elle ne pouvait pas fournir toutes les photocopies demandées, en raison de la nécessité de protéger les données confidentielles des sociétés concernées, fournisse au moins ces photocopies après avoir caviardé les noms des sociétés.[391]

7.92 En ce qui concerne les photocopies demandées des 56 certificats de contrôle approuvés qui avaient été indiqués par les États-Unis à la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial, la Turquie a répondu ce qui suit:

> "S'agissant des certificats de contrôle effectifs, la Turquie croit comprendre que les documents communiqués au Groupe spécial devraient aussi être mis à la disposition des États-Unis. Étant donné les prescriptions rigoureuses en matière de confidentialité prévues par la loi turque ... et les communications et échanges de renseignements bien établis entre les États-Unis et un certain nombre de négociants en riz turcs, les fonctionnaires turcs concernés par la présente procédure du Groupe spécial hésitent à courir le risque d'une divulgation de ces renseignements et de poursuites pénales éventuelles pour violation de la loi turque sur la confidentialité ...
>
> La Turquie n'est pas en mesure de fournir des copies des certificats de contrôle effectifs en vue de leur distribution. À titre exceptionnel, elle serait disposée à fournir des copies "caviardées" des 56 certificats de contrôle "pertinents", uniquement au Groupe spécial et après qu'il aura été clairement entendu avec le Groupe spécial et les parties au présent différend que ces documents ne seraient pas mis à la disposition des États-Unis ni d'aucune autre entité hormis le Groupe spécial et le Secrétariat de l'OMC."[392]

7.93 La Turquie a affirmé que des certificats de contrôle permettant l'importation de riz étaient "systématiquement et régulièrement" approuvés. Elle a aussi déclaré que les cas individuels de non-approbation par le MARA de demandes présentées par tel ou tel importateur de riz ne devraient

---

[387] Réponse de la Turquie à la question n° 44 e).
[388] *Ibid.*
[389] Question n° 133 b) du Groupe spécial à la Turquie. Voir aussi la déclaration des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 8, et la pièce US-71.
[390] Question n° 133 c) du Groupe spécial à la Turquie.
[391] Question n° 133 f) du Groupe spécial à la Turquie.
[392] Réponse de la Turquie à la question n° 133 b) et f).

pas être vus comme des éléments de preuve indiquant une politique générale. Nous notons, cependant, que comme l'Organe d'appel l'a déclaré, "la simple formulation d'une allégation ... [n']équiv[aut pas] à une preuve".[393] En conséquence, nous devons déterminer s'il y a suffisamment d'éléments de preuve versés au dossier pour nous permettre de conclure que la Turquie s'est acquittée d'une manière appropriée de la charge qui lui incombe de réfuter la présomption selon laquelle, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, elle a pris la décision de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire.

7.94 Nous devons noter, d'un point de vue factuel, que malgré des demandes répétées adressées à la Turquie, le Groupe spécial n'a pas été en mesure d'obtenir des éléments de preuve indiquant que la Turquie avait, comme elle le déclarait, "systématiquement et régulièrement" approuvé des certificats de contrôle permettant l'importation de riz hors du contingent tarifaire.

7.95 La Turquie a fait valoir qu'elle avait présenté "de nombreux éléments de preuve indiquant qu'il n'y avait aucune "prohibition" ou "*restriction*" *de facto*" en ce qui concerne l'approbation des certificats de contrôle.[394] Elle a déclaré que "2 242 certificats de contrôle [avaient] été approuvés entre 2003 et le 9 novembre 2006"[395], c'est-à-dire la période "au cours de laquelle, selon les allégations des États-Unis, un "refus généralisé" [avait] été appliqué".[396] En outre, elle a dit que "1 335 des 2 242 certificats de contrôle qui [avaient] été approuvés (c'est-à-dire 59,5 pour cent des certificats) l'[avaient] été en relation avec des échanges hors contingent (c'est-à-dire des échanges NPF ou ALE)".[397] Le chiffre de 2 242 représentait un taux d'approbation de plus de 95 pour cent de toutes les demandes présentées par des importateurs en vue de l'approbation de certificats de contrôle. Selon la Turquie:

> "[E]ntre 2003 et septembre 2006, 2 324 demandes d'approbation au total ont été présentées et 2 223 d'entre elles ont été approuvées. Seulement 102 demandes (pas plus de 4,38 pour cent) ont été rejetées parce qu'elles n'étaient "pas conformes aux prescriptions énoncées dans la législation pertinente".[398] La Turquie estime qu'un taux de rejet de moins de 5 pour cent ne peut pas être considéré, quantitativement ou qualitativement, comme une "*restriction*" *de facto* à l'importation."

7.96 Les seuls éléments de preuve fournis par la Turquie à l'appui de ces déclarations étaient, toutefois, des copies de règles et réglementations turques[399], des copies de formulaires utilisés pour les certificats de contrôle et les licences d'importation dans le cadre des contingents tarifaires[400] ainsi que des estimations, tableaux et calculs établis par la Turquie aux fins de la présente affaire.[401] Ces documents, y compris les estimations, tableaux et calculs sur lesquels la Turquie a particulièrement mis l'accent dans ses communications, ne peuvent pas, selon nous, être considérés comme des éléments de preuve suffisants pour réfuter l'allégation *prima facie* formulée par les États-Unis dans ce contexte.

---

[393] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 15.

[394] Réfutation de la Turquie, paragraphe 19. Voir aussi la première communication de la Turquie, paragraphe 65.

[395] Réfutation de la Turquie, paragraphe 20.

[396] *Ibid.*, paragraphe 19.

[397] *Ibid.*, paragraphe 20.

[398] *(note de bas de page de l'original)* Voir la pièce Annex TR-35, réponses de la Turquie aux questions posées par le Groupe spécial.

[399] Pièces TR-1, TR-2, TR-5, TR-6, TR-7, TR-9, TR-11, TR-12, TR-13, TR-14, TR-15, TR-16, TR-17, TR-18, TR-19, TR-21, TR-22, TR-31, TR-34, TR-40 et TR-44.

[400] Pièces TR-4 et TR-10.

[401] Pièces TR-8, TR-20, TR-23, TR-24, TR-25, TR-26, TR-27, TR-28, TR-29, TR-30, TR-32, TR-33, TR-35, TR-36, TR-37, TR-38, TR-39, TR-41, TR-42 et TR-43.

7.97 Nous ne pouvons pas manquer de noter, en particulier, que les éléments de preuve que le Groupe spécial a demandés à la Turquie au sujet des certificats de contrôle approuvés pour l'importation de riz se trouvent en la possession de la Turquie.

7.98 À cet égard, nous avons déjà constaté que les éléments de preuve fournis par les États-Unis étaient suffisants pour étayer une allégation *prima facie* selon laquelle, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, la Turquie avait pris la décision de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire.

7.99 En réponse aux demandes du Groupe spécial visant la présentation d'éléments de preuve concernant les demandes, approuvées ou rejetées, de certificats de contrôle pour l'importation de riz, la Turquie a cité les limitations découlant de sa législation nationale. Eu égard aux préoccupations qu'elle avait exprimées, le Groupe spécial a demandé à la Turquie de préciser les raisons juridiques, découlant de la législation nationale turque, qui interdiraient au gouvernement turc de communiquer les documents qu'il lui avait réclamés.[402] La Turquie a répondu ce qui suit:

> "D'après l'article 13 de la Loi turque sur les statistiques, les données confidentielles obtenues, traitées et conservées aux fins des statistiques officielles ne peuvent être transmises à aucune entité ou autorité administrative, judiciaire ou militaire, ou personne relevant d'une telle entité ou autorité, ni ne peuvent être utilisées sauf à des fins statistiques ou être utilisées comme moyen de preuve. Les fonctionnaires des administrations publiques ou d'autres autorités qui recueillent des renseignements doivent respecter cette règle. L'article 53 de la même loi dispose que les fonctionnaires qui enfreignent les prohibitions énoncées à l'article 13 seront punis conformément à l'article 258 de la Loi n° 5237 sur le Code pénal turc."[403]

7.100 Le Groupe spécial a indiqué explicitement les documents qu'il demandait à la Turquie, après les première et deuxième réunions de fond avec les parties.[404] Comme il a été dit plus haut, en réponse aux demandes du Groupe spécial, la Turquie a dit que les "fonctionnaires concernés par la présente procédure du Groupe spécial hésit[aient] à courir le risque d'une divulgation de ces renseignements et de poursuites pénales éventuelles pour violation de la loi turque sur la confidentialité".[405] Elle a proposé de fournir "des copies "caviardées" de[ ] [certains] certificats de contrôle ..., uniquement au Groupe spécial et après qu'il aur[ait] été clairement entendu ... que ces documents ne seraient pas mis à la disposition des États-Unis ni d'aucune autre entité hormis le Groupe spécial et le Secrétariat de l'OMC".[406] Or le Groupe spécial ne peut pas accepter une telle proposition de la part de la Turquie, qui est l'une des parties au présent différend. En effet, les éléments de preuve demandés par le Groupe spécial, ainsi que toutes les communications dans le cadre de la procédure en cause, relèvent de la disposition figurant à l'article 18:1 du Mémorandum d'accord:

> "1. Il n'y aura pas de communication *ex parte* avec le groupe spécial ou l'Organe d'appel en ce qui concerne les questions que l'un ou l'autre examine."

7.101 En outre, la règle 10 des procédures de travail du présent groupe spécial, adoptées après consultation des parties au différend, dispose ce qui suit:

---

[402] Question n° 133 a) du Groupe spécial à la Turquie.
[403] Réponse de la Turquie à la question n° 133 a).
[404] Questions n° 44 e) et 133 b), c), d), e) et f) du Groupe spécial.
[405] Réponse de la Turquie à la question n° 133 b) et f).
[406] Réponse de la Turquie à la question n° 133 b) et f).

> "Afin de garantir une totale transparence, les parties seront présentes lors des exposés, réfutations et déclarations dont il est fait mention aux paragraphes 5 à 9 des présentes procédures de travail [à savoir les déclarations orales faites par les parties et tierces parties aux réunions de fond avec le Groupe spécial, ainsi que les réponses des parties et tierces parties aux questions posées par le Groupe spécial et les parties au cours des réunions de fond avec le Groupe spécial]. De plus, les communications écrites de chaque partie, y compris les observations sur la partie descriptive du rapport, les réponses aux questions posées par le Groupe spécial et les observations concernant les réponses faites par les autres parties, seront mises à la disposition de l'autre partie."

7.102 La Turquie a explicitement reconnu qu'elle "cro[yait] comprendre que les documents communiqués au Groupe spécial devraient aussi être mis à la disposition des États-Unis".[407]

7.103 À aucun moment de la procédure du Groupe spécial la Turquie n'a demandé l'adoption de règles spéciales et additionnelles pour le traitement des renseignements confidentiels, et aucune demande en ce sens n'a non plus été faite par la suite, bien que la partie plaignante ait évoqué la possibilité d'introduire de telles règles. La question a été soulevée oralement par les États-Unis à la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial et a été mentionnée dans leur réponse à la question n° 116 du Groupe spécial:

> "[C]omme les États-Unis l'ont noté pendant cette réunion, il n'est pas inhabituel que les groupes spéciaux de l'OMC adoptent des procédures pour protéger les renseignements confidentiels communiqués par une partie. Ces procédures, qui garantissent que seuls les membres des groupes spéciaux, le Secrétariat de l'OMC et les représentants désignés de l'autre partie auront accès à ces renseignements, ont généralement bien fonctionné dans le passé et auraient pu être employées dans le présent différend si c'était ce qui préoccupait la Turquie."[408]

7.104 La Turquie, pour sa part, a commenté cette réponse en réaffirmant qu'elle était disposée à fournir les copies demandées des certificats de contrôle, mais que celles-ci seraient "caviardées" et communiquées au Groupe spécial uniquement, les États-Unis étant expressément exclus.[409] Cela impliquerait une communication *ex parte*, qui, comme il est expliqué plus haut[410] est directement contraire à l'article 18:1 du Mémorandum d'accord.

7.105 Outre qu'il n'est pas en mesure d'accepter la proposition de la Turquie de présenter des éléments de preuve au moyen de ce qui équivaudrait effectivement à une communication *ex parte* des documents requis, le Groupe spécial n'est pas convaincu par les arguments de la Turquie concernant les limitations imposées par le droit interne sur sa capacité de divulguer ces renseignements. Sans la possibilité de prendre connaissance, comme il convient, du texte intégral de la législation mentionnée par la Turquie[411], le Groupe spécial ne comprend pas comment, par exemple, ses règles empêcheraient la Turquie de communiquer aux États-Unis les renseignements demandés, tout en lui permettant de les communiquer au Groupe spécial.

---

[407] *Ibid.*

[408] Réponse des États-Unis à la question n° 116.

[409] Observations de la Turquie concernant la réponse des États-Unis à la question n° 116.

[410] Voir le paragraphe 7.100 ci-dessus.

[411] La Turquie n'a pas communiqué une copie des règles de sa législation nationale en vertu desquelles il lui serait impossible de fournir les éléments de preuve demandés par le Groupe spécial, à savoir la Loi turque sur les statistiques et la Loi n° 5237 sur le Code pénal turc.

7.106 Même si le Groupe spécial devait considérer valables les arguments de la Turquie concernant ses limitations qui découlent du droit interne, cela seul ne suffirait pas pour libérer la Turquie de la charge de la preuve qui lui incombe dans la présente procédure. En l'absence de tout élément de preuve fourni par la Turquie à titre de réfutation, il est approprié que le présent groupe spécial tire les déductions appropriées[412], comme les États-Unis l'ont suggéré à plusieurs reprises pendant le présent différend.[413]

7.107 En conséquence, en l'absence des renseignements demandés par le Groupe spécial et, d'une manière plus générale, des éléments de preuve qui nous permettraient d'arriver à une conclusion différente, nous concluons que la Turquie n'a pas réfuté la présomption selon laquelle, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, elle avait pris la décision de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire.

v) La décision de la Turquie de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire est-elle une "mesure du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits"?

Analyse du Groupe spécial

7.108 Le Groupe spécial aborde maintenant la question de savoir si la décision prise par la Turquie, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire peut être considérée comme une "mesure du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits" aux termes de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

7.109 Comme l'Organe d'appel l'a noté dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix:*

> "Dans la note de bas de page 1 [relative à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture] sont énumérées six catégories de mesures à la frontière et une catégorie résiduelle de mesures du genre, lesquelles sont *incluses* dans les "mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits", au sens de l'article 4:2. [note de bas de page omise] La liste est exemplative et comprend: "les restrictions quantitatives à l'importation, les prélèvements variables à l'importation, les prix minimaux à l'importation, les régimes d'importation discrétionnaires, les mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État, les autolimitations des exportations, et les mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits". Ces types de mesures ont été désignés par les négociateurs de l'*Accord sur l'agriculture* comme étant des mesures qui devaient être converties en droits de douane proprement dits afin d'améliorer l'accès aux marchés pour les importations de produits agricoles."[414]

7.110 Les États-Unis ont fait valoir que le refus de la Turquie d'accorder des certificats de contrôle ou le fait qu'elle n'accordait pas de certificats de contrôle pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire constituait une "restriction quantitative à l'importation" et une pratique correspondant à un "régime d'importation discrétionnaire".[415]

---

[412] Voir le paragraphe 7.10 ci-dessus. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 174.

[413] Déclaration finale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 6. Observations des États-Unis concernant les réponses de la Turquie à la question n° 102, paragraphe 4.

[414] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 219.

[415] Première communication des États-Unis, paragraphes 76 et 77.

7.111 Comme il a été dit, la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture mentionne les "restrictions quantitatives à l'importation" et les "régimes d'importation discrétionnaires" parmi les types de mesures qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits. Comme l'Organe d'appel l'a déclaré:

> "La note de bas de page donne un sens à l'article 4:2 parce qu'y sont énumérés des exemples de "mesures du type de celles qui ont dû être converties" et que les Membres ne doivent pas maintenir et auxquelles ils ne doivent ni revenir ni recourir à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'*Accord sur l'OMC*."[416]

Restrictions quantitatives à l'importation

7.112 Comme un groupe spécial antérieur l'a mentionné:

> "L'interdiction du recours à des restrictions quantitatives est l'une des pierres angulaires du système du GATT. Suivant un principe fondamental du système du GATT, les droits de douane constituent la forme de protection acceptable et à préférer. ... L'interdiction des restrictions quantitatives témoigne du fait que les droits de douane sont la forme "privilégiée" de protection à la frontière dans le cadre du GATT. Les restrictions quantitatives imposent des limites absolues sur les importations, ce que les droits de douane ne font pas. Contrairement aux droits NPF qui permettent au concurrent le plus efficace de fournir les produits importés, les restrictions quantitatives ont généralement un effet de distorsion sur le commerce, leur répartition peut poser des problèmes et elles peuvent ne pas être administrées de manière transparente.
>
> Malgré cette large interdiction des restrictions quantitatives, les parties contractantes du GATT, pendant de nombreuses années, n'ont pas complètement respecté cette obligation. Depuis le début de l'existence du GATT, dans des secteurs tels que l'agriculture, des restrictions quantitatives ont été maintenues voire accrues au point que la nécessité d'en restreindre l'usage est devenue un élément central des négociations du Cycle d'Uruguay. Dans le secteur des textiles et vêtements, les restrictions quantitatives étaient maintenues en vertu de l'Arrangement multifibres ... Certaines parties contractantes étaient même d'avis que les restrictions quantitatives avaient été progressivement tolérées et acceptées comme un fait négociable et que l'article XI ne pouvait pas être et n'avait jamais été considéré comme étant une disposition interdisant ces restrictions quelles que soient les circonstances propres à chaque cas. Cet argument a été cependant rejeté dans le rapport adopté du Groupe spécial *CEE – Importations en provenance de Hong Kong*.[417]
>
> Les participants au Cycle d'Uruguay ont reconnu les effets préjudiciables globaux des restrictions non tarifaires à la frontière (qu'elles soient appliquées aux importations ou aux exportations) et la nécessité de favoriser des mesures plus transparentes fondées sur les prix, c'est-à-dire sur les droits de douane; à cette fin, ils ont élaboré des mécanismes pour supprimer progressivement les restrictions quantitatives dans l'agriculture et le secteur des textiles et vêtements. Cette reconnaissance s'inscrit dans le Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance

[416] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 209.

[417] *(note de bas de page de l'original)* Rapport du Groupe spécial des Restrictions quantitatives à l'importation de certains produits en provenance de Hong Kong, adopté le 12 juillet 1983, IBDD, S30/135 ("CEE – Importations en provenance de Hong Kong").

> des paiements[418], l'Accord sur les sauvegardes[419], l'Accord sur l'agriculture, qui prévoit la suppression des restrictions quantitatives[420], et l'Accord sur les textiles et les vêtements ..., qui dispose que les restrictions résultant de l'AMF doivent être entièrement supprimées avant 2005."[421]

7.113 Nous avons déjà déterminé que, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, la Turquie a pris la décision de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire. Nous notons, en tant que point factuel additionnel, que la décision de suspendre temporairement l'octroi de certificats de contrôle pour l'importation de riz a été justifiée, à plusieurs reprises pendant la période considérée, comme étant un instrument permettant d'assurer l'absorption de la production de riz locale. Cela ressort clairement des raisons indiquées par la Direction générale de la protection et du contrôle du MARA, dans plusieurs lettres d'acceptation, lorsqu'elle recommandait au Ministre de l'agriculture et des affaires rurales de suspendre temporairement l'octroi de certificats de contrôle.[422] La justification de la décision de suspendre temporairement l'octroi de certificats de contrôle figure aussi dans plusieurs lettres adressées par le TMO au MARA.[423]

7.114 Comme il a été dit, en réponse à l'allégation des États-Unis selon laquelle le refus d'accorder des certificats de contrôle ou le fait de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire est une "restriction quantitative à l'importation", la Turquie a fait valoir que les certificats de contrôle ne devraient pas être considérés comme des licences d'importation ni au sens de l'article 1:1 de l'Accord sur les licences d'importation[424] ni au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994.[425]

7.115 La Turquie a aussi déclaré qu'il n'y avait aucune "prohibition" ou "restriction" ni *de jure* ni *de facto* aux termes de l'article XI:1 du GATT de 1994[426] ni une pratique qui constituerait une

---

[418] *(note de bas de page de l'original)* Voir, par exemple, les paragraphes 2 et 3 du Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements, qui prévoient que les Membres s'efforceront d'éviter l'imposition de nouvelles restrictions quantitatives à des fins de balance des paiements.

[419] *(note de bas de page de l'original)* L'Accord sur les sauvegardes témoigne aussi d'une préférence pour le recours à des droits de douane. L'article 6 prévoit que les mesures de sauvegarde provisoires "devraient prendre la forme d'une majoration des droits de douane" et l'article 11 interdit le recours à des mesures d'autolimitation des exportations.

[420] *(note de bas de page de l'original)* L'Accord sur l'agriculture, nonobstant le fait que les parties contractantes, pendant plus de 48 ans, ont abondamment fait appel à des restrictions à l'importation et à d'autres mesures non tarifaires, interdit le recours à des restrictions quantitatives et à d'autres mesures non tarifaires et dispose que les Membres doivent procéder à une "tarification" en vue de transformer les restrictions quantitatives en mesures fondées sur les droits de douane.

[421] Rapport du Groupe spécial *Turquie – Textiles*, paragraphes 9.63 à 9.65.

[422] Voir, entre autres choses, les pièces US-12 et US-13.

[423] Voir, entre autres choses, la pièce US-13. Voir aussi la pièce US-31.

[424] Première communication de la Turquie, paragraphes 45 à 57. Voir aussi *ibid*, paragraphes 3 et 18, la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphes 4, 11 et 47; la réponse de la Turquie à la question n° 59; la réfutation de la Turquie, paragraphe 3, la déclaration liminaire de la Turquie à la deuxième réunion de fond, paragraphe 4, et la déclaration finale de la Turquie à la deuxième réunion de fond, paragraphe 12.

[425] Première communication de la Turquie, paragraphe 58.

[426] *Ibid.*, paragraphes 63, 66 et 69. Voir aussi la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphes 12 à 14, la réponse de la Turquie à la question n° 19 et la réfutation de la Turquie, paragraphe 16.

"restriction quantitative à l'importation" au sens de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.[427] Elle a ajouté:

> "[L]es certificats de contrôle ont été systématiquement et régulièrement approuvés sur une base non discriminatoire ... aussi bien pour les importations de riz au taux NPF "hors contingent" ou au taux de droit appliqué que ... pour les volumes "contingentaires" établis chaque année depuis 2004."[428]

7.116 De l'avis de la Turquie, comme:

> "[L]es certificats de contrôle [ne sont] pas des licences d'importation au sens de l'Accord sur les procédures de licences d'importation ... il n'y a[ ] manifestement pas de "refus" de délivrer des certificats de contrôle, et ... il n'exist[e] aucune prohibition ou restriction à l'importation *de jure* ou *de facto*, au sens de l'article XI:1 du GATT … [; en conséquence,] il ne peut y avoir de "*régime d'importation discrétionnaire*" et/ou de "*restrictions quantitatives à l'importation*" au sens de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et de la note de bas de page 1 y relative."[429]

7.117 Nous avons déjà noté que la Turquie n'avait pas fourni d'éléments de preuve pour son affirmation selon laquelle un certain nombre de certificats de contrôle avaient été approuvés entre 2003 et 2006 pour l'importation de riz. La Turquie n'a pas non plus apporté d'éléments de preuve concernant le taux d'approbation élevé allégué des demandes de certificats de contrôle pour l'importation de riz. Cependant, même si un certain nombre de certificats de contrôle avaient été approuvés, cela ne changerait rien au fait qu'il avait été décidé de suspendre à certains moments l'octroi de certificats de contrôle pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire. D'après les déclarations figurant dans les différents documents émanant des autorités turques et concernant l'adoption de cette décision, il est clair pour le Groupe spécial que la suspension de l'octroi de certificats de contrôle a été adoptée pour limiter la quantité des importations de riz afin d'assurer l'absorption de la production locale.

7.118 À notre avis, la détermination factuelle selon laquelle, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, la Turquie a décidé de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire afin d'assurer l'absorption de la production locale suffit en elle-même pour permettre de conclure que ce comportement constitue une restriction quantitative à l'importation, au sens de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

7.119 Le Groupe spécial rappelle que dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, lorsqu'il faisait référence aux "prélèvements variables à l'importation" au sens de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2, l'Organe d'appel a noté certaines caractéristiques que comportaient ces mesures:

> "Ces autres traits caractéristiques comprennent un manque de transparence et un manque de prévisibilité en ce qui concerne le niveau des droits qui résulteront de ces mesures. Ce manque de transparence et ce manque de prévisibilité sont susceptibles de restreindre le volume des importations. ... [I]l est moins probable qu'un exportateur expédie vers un marché si celui-ci ne sait pas quel sera le montant des

[427] Première communication de la Turquie, paragraphe 71. Voir aussi la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphe 37.

[428] Première communication de la Turquie, paragraphe 26. Voir aussi la réponse de la Turquie aux questions n° 15 b) et 45; la réfutation de la Turquie, paragraphe 19; et la déclaration liminaire de la Turquie à la deuxième réunion de fond, paragraphe 8.

[429] Première communication de la Turquie, paragraphe 71.

> droits et qu'il ne peut raisonnablement le prédire. [note de bas de page omise] Ce manque de transparence et de prévisibilité contribuera aussi à fausser les prix des importations en empêchant que les cours internationaux ne se répercutent sur le marché intérieur."[430]

7.120 En l'espèce, la mesure contestée n'affecte pas le niveau des droits mais les quantités du produit qui peuvent entrer sur le marché turc. Nous constatons, toutefois, que les traits caractéristiques que sont le "manque de transparence et [le] manque de prévisibilité" qui résultent de la décision de la Turquie de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire sont semblables à ceux qui ont été relevés par l'Organe d'appel dans son rapport *Chili – Système de fourchettes de prix*. Même sans une intention systématique de restreindre l'importation de riz à un certain niveau, le manque de transparence et de prévisibilité lié à la délivrance par la Turquie de certificats de contrôle pour l'importation de riz est de même susceptible de restreindre le volume des importations.

7.121 Pour conclure, nous estimons qu'il y a suffisamment d'éléments de preuve concernant la manière dont, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, la Turquie a refusé d'accorder des certificats de contrôle ou n'a pas accordé de certificats de contrôle pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire, pour que cette mesure puisse être qualifiée de restriction quantitative à l'importation. Par le biais de cette pratique, les autorités turques ont restreint l'importation de riz pendant certaines périodes. Ce comportement peut donc être considéré comme une mesure du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

Régime de licences d'importation discrétionnaires

7.122 Après avoir constaté que la décision de la Turquie de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire pouvait être qualifiée de restriction quantitative à l'importation, le Groupe spécial n'a pas besoin, en principe, de poursuivre son examen pour savoir si cette décision peut aussi être considérée comme une pratique correspondant à un régime de licences d'importation discrétionnaires. Nous analyserons néanmoins cette question car, pendant toute la procédure du Groupe spécial, les États-Unis ont formulé leur allégation à l'encontre de la décision de la Turquie de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire, au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, en disant qu'elle était à la fois une restriction quantitative à l'importation et une pratique correspondant à un régime de licences d'importation discrétionnaires.[431]

7.123 Examinant le sens ordinaire de l'expression "régime de licences d'importation discrétionnaires" telle qu'elle apparaît dans la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2, nous notons qu'une "licence" peut être définie comme suit:

> "Formal, usu[ally] printed or written, permission from an authority to do something... or to own something...; a document giving such permission; a permit" (Une permission formelle, généralement imprimée ou écrite, de faire quelque chose ... ou de posséder quelque chose ..., qui émane d'une autorité; un document énonçant cette permission; un permis).[432]

---

[430] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 234.

[431] Première communication des États-Unis, paragraphes 3, et 75 à 78; déclaration liminaire des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 26, et réfutation des États-Unis, paragraphe 64.

[432] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (Clarendon Press, 1993), volume I, page 1578.

7.124 Les parties ont eu une discussion détaillée sur l'interprétation appropriée des expressions "licences d'importation" et "régime de licences d'importation". En particulier, ils ont longuement discuté du point de savoir si les certificats de contrôle pouvaient être qualifiés de "licences d'importation". La Turquie a dit que l'objet des certificats de contrôle était "de faciliter le processus de dédouanement, [par la présentation] lors de l'importation [d']un document [unique] ... qui renferm[ait] tous les renseignements requis à des fins douanières".[433]

7.125 Nous ne pensons pas que, pour résoudre le présent différend, nous ayons besoin d'énoncer une définition générale de ce qui constitue une "licence d'importation". Ni l'Accord sur l'agriculture, ni aucun des autres Accords de l'OMC visés ne contiennent une définition générale de l'expression "licence d'importation".

7.126 L'article 1:1 de l'Accord sur les licences d'importation contient, toutefois, une définition particulière de l'expression "formalités de licences d'importation", qui est donnée aux fins de cet accord:

> "Aux fins du présent accord, les formalités de licences d'importation sont, par définition, les procédures administratives[434] utilisées pour l'application de régimes de licences d'importation qui exigent, comme condition préalable à l'importation sur le territoire douanier du Membre importateur, la présentation à l'organe administratif compétent d'une demande ou d'autres documents (distincts des documents requis aux fins douanières)."

7.127 Après avoir fait référence au sens ordinaire du mot "licence", nous notons que les documents énonçant la permission d'importer ne peuvent pas tous être considérés nécessairement comme des "licences d'importation". Comme les parties l'ont relevé, le processus d'importation est souvent une procédure complexe au cours de laquelle il faut accomplir un certain nombre de formalités pour obtenir la permission d'importer certains produits. Pendant tout ce processus, les gouvernements peuvent exiger que des documents écrits soient obtenus puis présentés pour certifier la réalisation de certaines formalités et donc la conformité avec certaines prescriptions légales, pour que l'importation des marchandises et leur admission finale sur le marché du pays importateur soient autorisées. Chacune de ces formalités et chacun de ces documents peuvent répondre à des objectifs particuliers. Strictement parlant, ces documents spéciaux, lorsqu'ils sont utilisés à des fins telles que le contrôle sanitaire et phytosanitaire, le dédouanement, le paiement de taxes ou de droits, ne doivent pas être considérés comme des "licences d'importation".

7.128 À leur tour, les pratiques correspondant à des "régimes de licences d'importation" ne seraient pas toutes des "régimes de licences d'importation discrétionnaires". Le mot "discretionary" (discrétionnaire) est défini comme "pertaining to discretion [or] left to discretion" (qui relève de la discrétion ou qui est laissé à la discrétion).[435] Le terme "discretion" (discrétion) peut être défini, quant à lui, comme suit: "[f]reedom to decide or act as one thinks fit, absolutely or within limits; having one's own judgement as the sole arbiter" (liberté de décider ou d'agir comme on le juge bon, d'une manière absolue ou dans certaines limites; en s'en remettant uniquement à son propre discernement).[436]

7.129 Pour ce qui est de savoir si une mesure peut être qualifiée de "licence d'importation" ou un comportement de pratique correspondant à un "régime de licences d'importation", les objectifs

---

[433] Première communication de la Turquie, paragraphe 3.

[434] *(note de bas de page de l'original)* Celles qui sont désignées par le terme "licences", ainsi que d'autres procédures administratives similaires.

[435] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (Clarendon Press, 1993), volume I, page 689.

[436] *Ibid.*

proclamés d'un document particulier ou d'une prescription particulière ne sont pas la principale question à examiner dans le présent différend. Sur la base de l'analyse que nous avons faite plus haut, nous avons conclu qu'il y avait suffisamment d'éléments de preuve versés au dossier pour démontrer que, quels que soient les objectifs déclarés des certificats de contrôle, la décision de ne plus accorder ces documents pendant certaines périodes a servi d'instrument d'administration du commerce.

7.130 Examinant le contexte immédiat de l'expression "régime de licences d'importation discrétionnaires", nous notons qu'elle apparaît parmi les mesures figurant dans la liste indicative des "mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits". L'objet et le but de l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture, à savoir "améliorer les conditions d'accès aux marchés pour les importations de produits agricoles en ne permettant que l'application de droits de douane proprement dits"[437], seraient compromis si les Membres pouvaient décider, à discrétion, d'accorder ou non la permission d'importer une marchandise, ou s'ils pouvaient décider, à discrétion, d'accorder ou non un document qui est indispensable à ces importations.

7.131 Cette interprétation est compatible avec la définition convenue par les Membres de l'OMC dans le contexte de l'Accord sur les licences d'importation. L'article 1:1 de l'Accord sur les licences d'importation et la note de bas de page y relative, dans la définition des formalités de licences d'importation, font référence aux licences et à "d'autres procédures administratives similaires". Nous relevons à cet égard que la note de bas de page relative au questionnaire sur les procédures de licences d'importation, adopté par le Comité des licences d'importation de l'OMC[438], indique que les "formalités similaires":

> "s'entendent des visas techniques, systèmes de surveillance, arrangements de prix minimaux et *autres examens administratifs préalables en tant que condition à l'entrée des importations*".[439]

7.132 Lorsque nous avons examiné la décision de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz en tant que "restriction quantitative à l'importation", nous avons noté que la mesure contestée n'affectait pas le niveau des droits mais la question de savoir si le produit pouvait ou non entrer sur le marché turc. Nous avons aussi noté que les traits caractéristiques constitués par le "manque de transparence et [le] manque de prévisibilité" qui résultaient de la décision de la Turquie de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire étaient semblables à ceux que l'Organe d'appel avait remarqués dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*. Ce manque de transparence et de prévisibilité lié à la délivrance par la Turquie de certificats de contrôle pour l'importation de riz est de même susceptible de restreindre le volume des importations.

7.133 À la lumière de ce qui précède, sans nécessairement devoir énoncer une définition générale de ce qui constitue une "licence d'importation" ou une pratique correspondant à un "régime de licences d'importation", nous constatons que le recours discrétionnaire par les autorités d'un pays importateur à la décision d'octroyer ou de refuser d'accorder un document particulier qui est nécessaire à l'importation d'une marchandise, en tant qu'instrument d'administration du commerce, peut

---

[437] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 234.

[438] Annexe, Questionnaire sur les procédures de licences d'importation, Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord, note du Secrétariat, 20 octobre 1995, G/LIC/2. Voir aussi, Annexe, Procédures de notification et d'examen au titre de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, note du Secrétariat, 7 novembre 1995, G/LIC/3.

[439] Annexe, Questionnaire sur les procédures de licences d'importation, Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord, note du Secrétariat, 20 octobre 1995, G/LIC/2. (pas d'italique dans l'original) Suivant cette définition, un élément principal pris en considération par les Membres pour déterminer si une mesure doit être qualifiée de procédure de licences d'importation est le point de savoir si la mesure a été établie *en tant que condition préalable à l'entrée des importations sur le territoire*.

raisonnablement en l'espèce être qualifié de pratique correspondant à un "régime de licences d'importation discrétionnaires" au regard de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

7.134 Pour conclure, nous estimons qu'il y a des éléments de preuve suffisants concernant la manière dont, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, la Turquie a refusé d'accorder des certificats de contrôle ou n'en a pas accordé pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire pour que cette mesure puisse être qualifiée de pratique discrétionnaire suivie par les autorités turques afin de décider d'accorder ou non la permission d'importer une marchandise particulière. Par le biais de cette pratique discrétionnaire, les autorités turques ont suspendu l'octroi de certificats de contrôle pour les importations de riz pendant certaines périodes. Étant donné que les importateurs doivent présenter un certificat de contrôle pour pouvoir importer du riz même lorsqu'ils satisfont aux critères pour lesquels la conformité doit y être certifiée (comme la Turquie l'a confirmé[440]), cette pratique a effectivement servi de moyen d'administrer le commerce. Ce comportement peut être considéré comme une pratique correspondant à un "régime de licences d'importation discrétionnaires" et donc comme une mesure du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

Considérations finales

7.135 Nous avons conclu que, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, la Turquie avait refusé d'accorder des certificats de contrôle ou n'en avait pas accordé pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire, ce qui peut être qualifié de "restriction quantitative à l'importation" et de pratique correspondant à un "régime de licences d'importation discrétionnaires". En tout état de cause, nous notons que, comme l'Organe d'appel l'a précisé, la "liste de mesures [figurant dans la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture] est exemplative, et non pas exhaustive".[441] En effet:

> "Il est également fait mention dans la note de bas de page 1 d'une catégorie résiduelle de "mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits", ce qui indique que les rédacteurs de l'Accord n'ont pas cherché à répertorier toutes les "mesures qui ont dû être converties" durant les négociations du Cycle d'Uruguay."[442]

7.136 Même si elle ne devait pas être considérée comme une "restriction quantitative à l'importation" ou comme une pratique correspondant à un "régime de licences d'importation discrétionnaires", nous estimons qu'en raison de son incidence reconnue sur l'administration des importations de riz, la décision de la Turquie de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire pourrait au moins être considérée comme une mesure ayant suffisamment de similitude ou de ressemblance pour être semblable à des restrictions quantitatives à l'importation ou à des pratiques correspondant à un régime de licences d'importation discrétionnaires et, par conséquent, comme une mesure du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

7.137 Nous sommes conscients du fait qu'une mesure énumérée dans la liste figurant dans la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture peut néanmoins ne pas être considérée comme une mesure "du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits" si elle relève des exceptions indiquées dans la même note de bas de page (c'est-à-dire s'il s'agit d'une mesure appliquée au titre de dispositions relatives à la balance des paiements ou au titre d'autres dispositions générales ne concernant pas spécifiquement l'agriculture du GATT de 1994

[440] Voir le paragraphe 2.47 ci-dessus.
[441] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 209.
[442] *Ibid.*, paragraphe 210.

ou des autres Accords commerciaux multilatéraux figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC) ou si elle relève des exceptions énoncées à l'article 5 et dans l'Annexe 5 de l'Accord sur l'agriculture. Aucune des parties, cependant, n'a fait valoir que la décision de la Turquie de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire avait été adoptée ou maintenue au titre d'une disposition générale, ne concernant pas spécifiquement l'agriculture, de l'un quelconque des Accords commerciaux multilatéraux de l'OMC relatifs au commerce des marchandises, ou qu'elle avait été adoptée ou maintenue en vertu des dispositions de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture relatives à la clause de sauvegarde spéciale ou des dispositions sur le traitement spécial contenues dans l'Annexe 5 de l'Accord sur l'agriculture.

vi) Conclusion

7.138 Pour les raisons indiquées ci-dessus, le Groupe spécial conclut que la décision de la Turquie, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire constitue une restriction quantitative à l'importation, ainsi qu'une pratique correspondant à un régime de licences d'importation discrétionnaires, au sens de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. En conséquence, il s'agit d'une mesure du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits et qui est donc incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

6. Allégation au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994

a) Arguments des parties

7.139 Les États-Unis ont allégué que le refus de la Turquie d'accorder des licences ou le fait qu'elle n'accordait pas de licences pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire "[était] incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994 parce qu'il prohib[ait] ou restrei[gnait] les importations au taux hors contingent".[443] À leur avis:

> "[L]e refus de la Turquie de délivrer des licences d'importation hors du contingent tarifaire enfre[int] l'article XI du GATT de 1994 parce que la Turquie prohib[e] ou restrei[nt] les importations au taux hors contingent au moyen de licences d'importation ou de tout autre procédé."[444]

7.140 La Turquie a répondu que les certificats de contrôle n'étaient pas des licences d'importation mais des "formulaires administratifs qui [étaient] exigés exclusivement à des "*fins douanières*"".[445] Elle a ajouté qu'"aucune "*restriction*" ou "*prohibition*" à l'importation de riz … n'a[vait] été instituée ou maintenue ... au moyen d'une mesure (c'est-à-dire le "*refus* allégué" *de délivrer des certificats de contrôle pour l'importation de riz*") qui équivaudrait à un "*autre procédé*" au sens de l'article XI:1 du GATT".[446]

b) Analyse du Groupe spécial

7.141 Le Groupe spécial a déjà constaté que la décision de la Turquie, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire était incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Nous ne pensons pas que, après qu'il a été constaté que cette mesure était

[443] Première communication des États-Unis, paragraphes 3, et 58 à 73.
[444] Déclaration liminaire des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 11.
[445] Première communication de la Turquie, paragraphe 52 (italique dans l'original).
[446] *Ibid.*, paragraphe 69. (italique dans l'original)

incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, une constatation additionnelle concernant la même mesure au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994 soit nécessaire pour régler la question en cause.

7.142 En conséquence, eu égard au principe d'économie jurisprudentielle, le Groupe spécial estime qu'il n'est pas nécessaire pour résoudre le présent différend de traiter l'allégation des États-Unis selon laquelle la décision de la Turquie, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire est incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994. Le Groupe spécial s'abstient donc de formuler toute constatation au sujet de cette allégation particulière.

7. Allégations concernant l'administration de la décision de la Turquie de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz

a) Arguments des parties

7.143 Les États-Unis ont allégué que la non-publication par la Turquie de sa décision de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire était incompatible avec l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994. À leur avis:

> "Les lettres d'acceptation, qui s'appliquent à tous les importateurs souhaitant obtenir un certificat de contrôle du MARA pour importer du riz, sont des décisions ministérielles prises par le Ministre turc de l'agriculture et sont contraignantes en droit turc … La Turquie ne publie pas les lettres d'acceptation au Journal officiel. Cela empêche les importateurs et les autres Membres de l'OMC de savoir que le MARA ne délivre pas de certificats de contrôle, bloquant ainsi toutes les importations de riz hors du contingent tarifaire. Le fait que la Turquie ne publie pas de certificats de contrôle est incompatible avec l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994."[447]

7.144 Les États-Unis ont aussi allégué que, pour la même raison, cette mesure était de même incompatible avec l'article 1:4 a) et 1:4 b) de l'Accord sur les licences d'importation. Ils ont dit:

> "Du fait que la Turquie ne publie pas les lettres d'acceptation, elle contrevient nécessairement aussi à l'article 1:4 a) et 1:4 b) de l'Accord sur les licences d'importation."[448]

7.145 Les États-Unis ont enfin allégué ce qui suit:

> "La Turquie a aussi agi d'une manière incompatible avec l'article 3:5 e) et f) de l'Accord sur les licences d'importation … [parce qu'elle] a décidé de ne pas traiter les demandes de certificats de contrôle dans les délais spécifiés à l'alinéa f) [c'est-à-dire ne dépassant pas 30 jours, sauf impossibilité due à des raisons indépendantes de la volonté des Membres, et 60 jours lorsque toutes les demandes sont examinées simultanément] … De même, la Turquie n'a jamais allégué une "impossibilité due à des raisons indépendantes de [sa] volonté" de traiter les demandes dans les délais énoncés à l'article 3:5 f) … De plus, alors que la Turquie n'approuve aucune demande de licence, "les raisons" n'en sont pas communiquées au requérant – à savoir … que la Turquie a décidé de n'approuver *aucune* demande de licence."[449]

---

[447] Première communication des États-Unis, paragraphe 80.
[448] *Ibid.*, paragraphe 81.
[449] *Ibid.*, paragraphes 83 à 85.

7.146 La Turquie a rejeté ces allégations car, selon elle, les articles 1:4 et 3:5 de l'Accord sur les licences d'importation ne s'appliquaient pas au présent différend. À son avis:

> "[L]es États-Unis fondent leurs allégations et conclusions juridiques sur l'hypothèse erronée que les certificats de contrôle sont (ou fonctionnent comme) des licences d'importation. Sur la base des arguments juridiques et des éléments de preuve factuels fournis, la Turquie réaffirme que les certificats de contrôle ne sont pas des licences d'importation au sens de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. En conséquence, l'allégation des États-Unis selon laquelle elle a agi d'une manière incompatible avec ces obligations en matière de transparence et de régularité de la procédure doit être rejetée en raison de l'inapplicabilité, en l'espèce, de l'Accord sur les procédures de licences d'importation."[450]

b) Analyse du Groupe spécial

7.147 Le Groupe spécial a déjà constaté que la décision de la Turquie, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire était une mesure à la frontière incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. À la lumière de cette constatation, la question de savoir comment cette mesure a été administrée par la Turquie est dénuée de pertinence pour le règlement du présent différend.

7.148 En conséquence, le Groupe spécial s'abstient de formuler toute constatation au sujet de ces allégations particulières.

C. PRESCRIPTION RELATIVE AUX ACHATS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR

1. Allégations des États-Unis

7.149 Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis ont déclaré ce qui suit:

> "La Turquie applique des contingents tarifaires pour les importations de riz dans le cadre desquels, afin d'importer des quantités de riz spécifiées à des taux de tarifs réduits, les importateurs doivent acheter des quantités spécifiées de riz national, y compris auprès de l'Office des céréales turc (TMO) ou des producteurs ou associations de producteurs turcs."[451]

7.150 Les États-Unis ont désigné cette mesure particulière par l'expression "prescription relative aux achats sur le marché intérieur". À leur avis, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est incompatible avec l'article 2:1 et le paragraphe 1 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC; avec l'article III:4 du GATT de 1994; avec l'article XI:1 du GATT de 1994; et avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.[452] Dans un premier temps, les États-Unis ont présenté chacun de ces points comme une allégation indépendante. À un stade ultérieur de la procédure, toutefois, ils ont dit que "si le Groupe spécial constat[ait] que la Turquie a[vait] enfreint l'article III:4 du GATT de 1994 en instituant une prescription relative aux achats sur le marché intérieur, il n'a[vait] pas besoin de

[450] Première communication de la Turquie, paragraphe 87. Voir aussi la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphe 38.

[451] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, *Turquie – Riz*, 7 février 2006, WT/DS334/4, page 1.

[452] *Ibid.*, page 3.

formuler une constatation au titre de l'article 2:1 et du paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'Accord sur les MIC".[453]

2. Réponse de la Turquie

7.151 La Turquie a confirmé que l'importation de riz dans le cadre du système de contingent tarifaire était subordonnée à une prescription relative aux achats sur le marché intérieur.[454] Elle a cependant fait valoir que sa prescription relative aux achats sur le marché intérieur n'était pas une mesure qui affectait la vente, la mise en vente, l'achat et l'utilisation du riz importé sur le marché intérieur, et qu'elle n'accordait pas un traitement moins favorable au riz importé des États-Unis en altérant les conditions de concurrence en faveur du riz national.[455] La Turquie a ajouté que le régime de contingent tarifaire et la prescription relative aux achats sur le marché intérieur qui y était associée "n'a[vaient] jamais entraîné une restriction substantielle des importations de riz".[456] Elle a aussi déclaré que son régime de contingent tarifaire était administré au moyen d'un "système de licences d'importation automatiques"[457] et ne pouvait pas être considéré comme une "mesure non tarifaire appliquée par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État".[458]

7.152 La Turquie a aussi ajouté que "le cadre législatif prévoyant le régime de contingent tarifaire, y compris la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, n'[était] plus en vigueur".[459] Elle a donc demandé que le Groupe spécial "soit s'abstienne de formuler des constatations au sujet des mesures concernant le régime de contingent tarifaire de la Turquie car celles-ci n['étaient] plus en vigueur, soit, s'il juge nécessaire de formuler ces constatations afin d'arriver à une solution positive du différend, n'adresse aucune recommandation à l'Organe de règlement des différends".[460]

3. Constatations concernant une mesure venue à expiration

7.153 Avant que le Groupe spécial puisse examiner les allégations des États-Unis concernant ce qui est appelé "prescription relative aux achats sur le marché intérieur", nous estimons qu'il doit d'abord examiner la demande de la Turquie tendant à ce qu'il s'abstienne de formuler des constatations au sujet des mesures relatives au régime de contingent tarifaire de la Turquie, y compris la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, parce que ces mesures sont venues à expiration. Autrement dit, nous estimons que le Groupe spécial doit commencer par vérifier d'emblée s'il devrait formuler des constatations sur les allégations présentées par les États-Unis au sujet de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur.

a) Arguments des parties

7.154 Comme il a été dit plus haut, la Turquie a déclaré que "le cadre législatif prévoyant le régime de contingent tarifaire, y compris la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, n'[était]

---

[453] Observations des États-Unis concernant les réponses de la Turquie à la question n° 151, paragraphe 63.

[454] Voir, par exemple, la première communication de la Turquie, paragraphe 33. La prescription relative aux achats sur le marché intérieur qui était en vigueur au moment de l'établissement du présent groupe spécial était énoncée dans le Décret n° 2005/9315 du 10 août 2005 sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*. Voir le paragraphe 2.76 ci-dessus.

[455] Première communication de la Turquie, paragraphes 91 à 99.

[456] Première communication de la Turquie, paragraphe 105. Voir aussi la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphe 22.

[457] Première communication de la Turquie, paragraphe 115.

[458] *Ibid.*, paragraphe 116.

[459] *Ibid.*, paragraphe 136.

[460] *Ibid.*, paragraphe 139. Voir aussi la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphe 39 et la réfutation de la Turquie, paragraphe 37.

plus en vigueur".[461] Elle a donc demandé que le Groupe spécial "soit s'abstienne de formuler des constatations au sujet des mesures concernant le régime de contingent tarifaire de la Turquie car celles-ci n['étaient] plus en vigueur, soit, s'il juge nécessaire de formuler ces constatations afin d'arriver à une solution positive du différend, n'adresse aucune recommandation à l'Organe de règlement des différends".[462] La Turquie a ajouté qu'"elle n'avait pas l'intention de reconduire ces mesures, ni en les prorogeant ni en adoptant de nouveaux instruments législatifs".[463]

7.155 À l'appui de sa demande, la Turquie a rappelé la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE* selon laquelle:

> "[I]l y a une incompatibilité évidente entre la constatation du Groupe spécial selon laquelle "[une] mesure [spécifique] [a] cessé d'exister" et la recommandation qu'il formule ensuite visant à ce que l'ORD demande aux États-Unis de mettre [cette] mesure ... en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Le Groupe spécial a fait erreur en recommandant que l'ORD demande aux États-Unis de mettre en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC une mesure dont le Groupe spécial avait constaté qu'elle avait cessé d'exister."[464]

7.156 La Turquie a aussi cité des affaires dans lesquelles, sur la base du raisonnement de l'Organe d'appel, des groupes spéciaux ultérieurs avaient formulé des constatations au sujet de mesures spécifiques venues à expiration mais s'étaient abstenus de recommander à l'ORD qu'il demande au Membre concerné de rendre sa mesure conforme aux Accords de l'OMC.[465] En outre, elle a cité la déclaration suivante du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*:

> "[U]n groupe spécial n'est pas nécessairement tenu de faire usage de son pouvoir de formuler des constatations au sujet de mesures qui n'existaient plus à la date d'établissement [du] groupe spécial ... [et] pour déterminer s'il y a lieu de formuler des constatations sur une mesure qui n'existait plus à la date d'établissement d'un groupe spécial, les groupes spéciaux devraient notamment tenir compte de l'objet et du but du système de règlement des différends [qui est, c]onformément à l'article 3:7 du Mémorandum d'accord, "... d'arriver à une solution positive des différends"."[466]

7.157 La Turquie a aussi cité une déclaration du même Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* concernant la question de savoir si celui-ci devrait recommander, comme le demandait l'une des parties, que le Membre concerné rende sa mesure conforme aux Accords de l'OMC. Dans ladite affaire, l'un des plaignants avait fait valoir que, lorsqu'un groupe spécial constatait qu'une mesure était incompatible avec les règles de l'OMC, il devait recommander, conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, que la partie

---

[461] Première communication de la Turquie, paragraphe 136.

[462] *Ibid.*, paragraphe 139. Voir aussi la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphe 39 et la réfutation de la Turquie, paragraphe 37.

[463] Réfutation de la Turquie, paragraphe 44. Voir aussi la déclaration des Communautés européennes à la séance avec les tierces parties, paragraphe 4.

[464] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphe 81, cité dans la première communication de la Turquie, paragraphe 137, et dans la réfutation de la Turquie, paragraphe 38.

[465] Voir les références au rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 7.112 et au rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.363, dans la première communication de la Turquie, paragraphe 138 et la réfutation de la Turquie, paragraphe 38.

[466] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1651 et 7.1652, cité dans la réfutation de la Turquie, paragraphe 41.

défenderesse rende cette mesure conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC, indépendamment du point de savoir si la mesure avait cessé d'exister après l'établissement du groupe spécial. Le plaignant avait ensuite noté la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, citée plus haut, et avait souligné que dans ladite affaire, il avait été mis fin à la mesure peu de temps avant l'établissement du Groupe spécial. Le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* avait constaté que ce raisonnement était correct mais avait ajouté que "l'Organe d'appel ne suggérait nulle part que la situation pourrait être différente dans une affaire où une mesure a[vait] cessé d'exister au cours de la procédure de groupe spécial[467]".[468]

7.158 La Turquie a aussi cité le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, qui citait lui-même le rapport d'un autre groupe spécial, chargé de l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, "à l'appui de l'opinion selon laquelle les groupes spéciaux devaient éviter de formuler une quelconque recommandation qui s'appliquerait à des mesures qui n'existaient plus[469] en ce qui concerne les mesures venues à expiration aussi bien avant qu'après le début de la procédure de groupe spécial".[470]

7.159 Les États-Unis ont rejeté ces arguments. Ils ont déclaré que le "régime de contingent tarifaire [était] selon les allégations "venu à expiration" le 31 juillet 2006", après que les consultations avaient eu lieu et que le Groupe spécial avait été établi.[471] Ils ont relevé que le cadre législatif prévoyant l'établissement des contingents tarifaires, à savoir le Décret n° 95/6814 du 30 avril 1995 sur les *Mesures de surveillance et de sauvegarde concernant les importations et l'administration des contingents et contingents tarifaires* et le Décret n° 2004/7333 du 10 mai 2004 sur l'*Administration des contingents et contingents tarifaires,* était toujours en vigueur.[472] Les États-Unis ont ajouté que "compte tenu du nombre de documents non publiés qui [étaient] délivrés par le gouvernement turc pour le commerce du riz"[473] et du fait qu'il était déjà arrivé, à plusieurs reprises, que les contingents tarifaires soient venus à expiration puis ouverts de nouveau[474], il était, à leur avis, "essentiel pour parvenir à un règlement définitif de cette question" non seulement que le Groupe spécial formule des constatations au sujet de la mesure mais qu'il "formule aussi des recommandations tendant à ce que la Turquie rende ses mesures conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC".[475]

7.160 Les États-Unis ont fait valoir que "[le régime de contingent tarifaire] n'était pas "venu à expiration" au moment des consultations et de l'établissement du Groupe spécial et [que] ce dernier [était] [donc] chargé, au terme [de son] mandat et de l'article 3:3 du Mémorandum d'accord, de

---

[467] *(note de bas de page de l'original)* L'Organe d'appel a dit ce qui suit: "[é]tant donné que nous avons confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la ... mesure en cause dans le présent différend *a cessé d'exister*, nous ne faisons aucune recommandation à l'ORD au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphe 129. (pas d'italique dans l'original) À notre avis, si l'Organe d'appel avait eu l'intention de faire une distinction entre des mesures qui ont cessé d'exister avant l'établissement d'un groupe spécial et des mesures qui ont cessé d'exister au cours de la procédure de groupe spécial, il aurait utilisé un membre de phrase comme "la mesure en cause dans le présent différend avait cessé d'exister lorsque le Groupe spécial a été établi".

[468] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1313, cité dans la réfutation de la Turquie, paragraphe 42.

[469] *(note de bas de page de l'original)* Voir *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1313 à 7.1316. Voir aussi le paragraphe 7.1670.

[470] Réfutation de la Turquie, paragraphe 42.

[471] Déclaration liminaire des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphes 43 et 44.

[472] Réponse des États-Unis à la question n° 22, paragraphe 46.

[473] *Ibid.*, paragraphe 47.

[474] Réponse des États-Unis à la question n° 18, paragraphe 37.

[475] *Ibid.*, paragraphe 47. Voir aussi la déclaration de la Thaïlande à la séance avec les tierces parties, paragraphe 8. Voir cependant la déclaration de l'Égypte à la séance avec les tierces parties, paragraphe 13.

formuler des constatations au sujet de la compatibilité des mesures constituant le régime de contingent tarifaire de la Turquie avec les dispositions pertinentes des accords visés et de faire des recommandations afin de résoudre le différend".[476]

7.161 Les États-Unis ont aussi fait valoir que "[l]es rapports cités par la Turquie respect[aient] la distinction entre les mesures venues à expiration avant les consultations et l'établissement du groupe spécial et les mesures venues à expiration après l'établissement du groupe spécial".[477] Selon eux, les Groupes spéciaux *États-Unis – Certains produits en provenance des CE* et *Chili – Système de fourchettes de prix* étaient saisis de mesures qui étaient venues à expiration avant l'établissement de ces groupes spéciaux.[478] Quant au Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, les États-Unis ont fait valoir ce qui suit:

> "[L]'Organe d'appel avait ensuite marqué son désaccord avec [ce] [g]roupe spécial et, contrairement à ce dernier [lequel n'avait pas jugé nécessaire de formuler des constatations au sujet d'une mesure venue à expiration au cours de la procédure de groupe spécial], avait recommandé que la République dominicaine rende sa mesure conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC dans la mesure où elle ne l'avait pas encore fait."[479]

7.162 Les États-Unis ont aussi noté ce qui suit:

> "[L]es rapports cités par la Turquie étayent la position des États-Unis selon laquelle le Groupe spécial devrait formuler des constatations au sujet des mesures en cause, et devrait, s'il constate que le régime de contingent tarifaire est incompatible avec les dispositions de l'accord visé, formuler les recommandations requises au titre du Mémorandum d'accord."[480]

7.163 Les États-Unis ont aussi relevé que le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques* avait rappelé:

> "la nature *de facto* informelle [de la mesure contestée], ce qui signifi[ait] qu'[elle] [pouvait] être réimposé[e] tout aussi bien que supprimé[e]. Dans ces circonstances, [le Groupe spécial] [a] adm[is] que, même si [la mesure] a[vait] cessé d'exister après août 2003 [date de l'établissement du Groupe spécial], si [le Groupe spécial] dev[ait] constater que les Communautés européennes [avaient] agi d'une manière incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC en appliquant un moratoire général en août 2003 [à cette même date], cela pourrait contribuer à empêcher qu'un moratoire général incompatible avec les règles de l'OMC soit réintroduit et, ainsi, arriver à une solution positive du présent différend."[481]

7.164 Les États-Unis ont ajouté que le même Groupe spécial avait signalé ce qui suit dans une note de bas de page relative au paragraphe cité plus haut:

> "[S]i nous devions ne pas formuler de constatations sur [la mesure], il y aurait effectivement une possibilité de [la] mettre à l'abri d'un examen par un groupe spécial

---

[476] Déclaration liminaire des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 44.
[477] *Ibid.*, paragraphe 45.
[478] *Ibid.*
[479] *Ibid.* (souligné dans l'original)
[480] *Ibid.*, paragraphe 46. (souligné dans l'original)
[481] Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1311, cité dans la réponse des États-Unis à la question n° 152, paragraphe 60.

> parce que ce type de mesure *de facto* pourrait être supprimé peu avant ou pendant la procédure de groupe spécial et rapidement réimposé ensuite."[482]

b) Analyse du Groupe spécial

7.165 Le présent groupe spécial a été établi par l'ORD à sa réunion tenue le 17 mars 2006.[483] Il est un fait incontesté que le contingent tarifaire pour l'importation de riz le plus récent a été ouvert par la Turquie pour la période allant du 1er novembre 2005 au 31 juillet 2006. Ce contingent tarifaire était régi par le Décret n° 2005/9315 du 10 août 2005 sur l'*Application du contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz* et était donc en vigueur au moment de l'établissement du présent groupe spécial.[484]

7.166 La mesure contestée a été dûment soumise au Groupe spécial et relève de son mandat. En effet, la Turquie ne l'a pas contesté: elle a uniquement demandé que le Groupe spécial, eu égard au fait que le contingent tarifaire pour l'importation de riz le plus récent était venu à expiration par la suite, s'abstienne de formuler des constatations au sujet des mesures relatives au régime de contingent tarifaire de la Turquie ou qu'il s'abstienne par ailleurs d'adresser des recommandations à l'ORD.

7.167 Il s'agit donc tout d'abord de savoir si le Groupe spécial devrait s'abstenir de formuler des constatations au sujet d'une mesure qui a été dûment portée à son attention par le plaignant et qui relève de son mandat, mais à laquelle il a été mis fin après qu'il avait été établi. La question n'est pas nouvelle. Des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel se sont trouvés face à des situations analogues. Ce n'est que si le Groupe spécial décide de formuler de telles constatations et si celles-ci consistent à déterminer l'existence d'une ou de plusieurs violations des accords visés, qu'il se posera la question de savoir si le Groupe spécial devrait ensuite adresser à l'ORD des recommandations spécifiques au sujet de cette mesure.

7.168 Comme la Turquie l'a relevé, des groupes spéciaux antérieurs se sont abstenus de formuler des constatations au sujet de mesures auxquelles il avait été mis fin *avant* que ces groupes spéciaux aient été établis.[485] Dans l'affaire *Argentine – Textiles et vêtements*, le Groupe spécial s'est abstenu de se prononcer sur une mesure qui avait été "révoquée avant que le Groupe spécial ne soit établi et que son mandat ne soit défini, c'est-à-dire avant qu'il n'entreprenne son processus d'arbitrage"[486], même si la mesure figurait dans le mandat de ce Groupe spécial. En arrivant à cette décision, le Groupe spécial *Argentine – Textiles et vêtements* a cité la déclaration de l'Organe d'appel dans une affaire antérieure selon laquelle le but du règlement des différends:

> "[N'était pas d']encourager ni les groupes spéciaux ni l'Organe d'appel à "légiférer" en clarifiant les dispositions existantes de l'Accord sur l'OMC hors du contexte du règlement d'un différend particulier. Un groupe spécial ne doit traiter que les allégations qui doivent l'être pour résoudre la question en cause dans le différend."[487]

7.169 Cependant, dans le différend dont nous sommes saisis, la suppression du contingent tarifaire, et de la prescription correspondante relative aux achats sur le marché intérieur, a eu lieu le

---

[482] *Ibid.*, note de bas de page 1194 relative au paragraphe 7.1311, cité dans la réponse des États-Unis à la question n° 152, paragraphe 60.

[483] Constitution du Groupe spécial établi à la demande des États-Unis (note du Secrétariat), *Turquie – Riz*, 1er septembre 2006, WT/DS334/5/Rev.1, paragraphe 1.

[484] Voir le paragraphe 2.76 ci-dessus.

[485] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Essence*, et le rapport du Groupe spécial *Argentine – Textiles et vêtements*.

[486] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Textiles et vêtements*, paragraphe 6.13.

[487] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 22.

31 juillet 2006, soit plus de quatre mois *après* l'établissement du Groupe spécial et l'approbation de son mandat par l'ORD.

7.170 Le Groupe spécial note l'argument des États-Unis selon lequel, étant donné qu'il est déjà arrivé, à plusieurs reprises, que les contingents tarifaires soient venus à expiration puis ouverts de nouveau, une constatation sur cette question est "essentiel[le] pour parvenir à un règlement définitif de cette question".[488] Il note aussi que le cadre législatif qui a permis l'établissement des contingents tarifaires antérieurs (le Décret n° 2004/7333 du 10 mai 2004 sur l'*Administration des contingents et contingents tarifaires*) est toujours en vigueur.[489]

7.171 Le Groupe spécial n'a cependant aucune raison de mettre en doute l'affirmation de la Turquie selon laquelle "elle n'a[ ] pas l'intention de reconduire ces mesures, ni en les prorogeant ni en adoptant de nouveaux instruments législatifs".[490] Nous notons cela nonobstant le fait que, lorsqu'elle était interrogée par le Groupe spécial après la première réunion de fond au sujet de sa déclaration selon laquelle le contingent tarifaire ne serait pas rétabli à l'avenir, la Turquie a lié un engagement en ce sens à l'hypothèse d'un facteur incertain, à savoir que la situation économique nationale et internationale actuelle ne changerait pas. Elle a déclaré:

> "Les indicateurs économiques nationaux et internationaux incitent aussi la Turquie à penser qu'il n'y aura pas besoin, du moins dans un avenir prévisible, d'intervention sur le marché ni de mesures de stabilisation du marché du type de celles que le contingent tarifaire a contribué à réaliser. En particulier, la livre turque n'est plus faible et instable, de grandes quantités de riz sont disponibles au niveau international, et le riz national reste compétitif d'après des projections concernant la production dans un avenir prévisible."[491]

7.172 La Turquie a néanmoins ajouté ce qui suit:

> "En tout état de cause, la Turquie … n'aura plus recours au système de contingent tarifaire, ne serait-ce que pour abaisser ses coûts administratifs et éviter des malentendus du type de ceux qui ont peut-être déclenché la procédure de règlement du présent différend. Les seuls véritables instruments de stabilisation du marché resteront l'action du TMO associée à l'utilisation de taux de droits NPF effectifs appropriés."[492]

7.173 La déclaration précédente de la Turquie a amené le Groupe spécial, après la deuxième réunion de fond, à lui demander si elle réévaluerait l'opportunité de rétablir un régime de contingent tarifaire pour l'importation de riz en cas de changement de l'un quelconque des indicateurs économiques nationaux et internationaux qu'elle avait initialement pris en considération. En réponse à cette question, la Turquie a déclaré ce qui suit:

> "[M]algré la possibilité théorique que les "indicateurs économiques nationaux et internationaux" puissent évoluer à l'avenir, le système de contingent tarifaire est un instrument que la Turquie juge trop onéreux et astreignant sur le plan administratif pour atteindre les objectifs voulus, à savoir l'intervention sur le marché et la stabilisation du marché. D'autres mesures commerciales moins compliquées (par exemple l'action du TMO en tant qu'organisme d'intervention, le recours approprié et

---

[488] Réponse des États-Unis à la question n° 18, paragraphes 37 et 47.
[489] Réponse de la Turquie à la question n° 148 e).
[490] Réfutation de la Turquie, paragraphe 44.
[491] Réponse de la Turquie à la question n° 82.
[492] *Ibid.*

> légitime aux taux de droits NPF et taux de droits appliqués) sont des mécanismes suffisants pour permettre de gérer le marché d'une manière compatible avec les règles de l'OMC."[493]

7.174 En conséquence, et malgré les arguments des États-Unis concernant la probabilité que la Turquie rétablirait un régime de contingent tarifaire pour l'importation de riz, en y associant une prescription relative aux achats sur le marché intérieur, le Groupe spécial ne doit pas supposer à la légère que la Turquie ne se conformera pas à ses intentions déclarées et à ses engagements dans le cadre de l'OMC. En effet, comme le Groupe spécial *Argentine – Textiles et vêtements* l'a déclaré, les groupes spéciaux "[doivent] partir du principe que les Membres de l'OMC exécuteront leurs obligations conventionnelles de bonne foi, comme ils sont tenus de le faire par l'Accord sur l'OMC et le droit international".[494]

7.175 Nonobstant ces considérations, et que la Turquie rétablisse ou non à l'avenir une prescription relative aux achats sur le marché intérieur dans le contexte d'un nouveau contingent tarifaire, le Groupe spécial note qu'il est limité par le mandat qu'il a reçu des Membres de l'OMC, par l'intermédiaire de l'ORD et conformément au Mémorandum d'accord. Ce mandat consiste à exécuter les tâches définies à l'article 11 du Mémorandum d'accord:

> "[A]ider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, ... procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés. ..."

7.176 Plus spécifiquement, en l'espèce, le Groupe spécial a reçu de l'ORD le mandat ci-après:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les États-Unis dans le document WT/DS334/4, la question portée devant l'ORD par les États-Unis dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."[495]

7.177 La "question dont le Groupe spécial est saisi", c'est-à-dire "la question portée devant l'ORD par les États-Unis" dans le document WT/DS334/4, consiste "en deux éléments: les *mesures* spécifiques en cause et le *fondement juridique de la plainte* (ou les *allégations*)".[496]

7.178 Le mandat du Groupe spécial est donc d'effectuer un examen attentif et objectif de la question qui lui a été soumise par l'ORD. Ce mandat n'exige pas nécessairement l'examen de chacune de toutes les allégations juridiques faites par la partie plaignante. En effet, les groupes spéciaux peuvent appliquer le principe d'économie jurisprudentielle pour autant qu'ils examinent "les allégations au sujet desquelles il est nécessaire d'établir une constatation pour que l'ORD puisse faire des recommandation et prendre des décisions suffisamment précises, auxquelles le Membre pourra donner

---

[493] Réponse de la Turquie à la question n° 148 c).

[494] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Textiles et vêtements*, paragraphe 6.14.

[495] Constitution du Groupe spécial établi à la demande des États-Unis (note du Secrétariat), *Turquie – Riz,* 1er septembre 2006, WT/DS334/5/Rev.1, paragraphe 2.

[496] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphe 72.

suite rapidement "pour que les différends soient résolus efficacement dans l'intérêt de tous les Membres"".[497]

7.179 Le Groupe spécial ne pense pas que, étant donné les circonstances du présent différend, il doive s'abstenir de formuler des constatations juridiques au sujet de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, une mesure dont il a été dûment saisi, uniquement parce que la mesure est venue à expiration après qu'il avait été établi. S'abstenir de formuler de telles constatations juridiques serait, à son avis, incompatible avec les tâches qui lui ont été confiées par l'ORD.

c) Conclusion

7.180 À la lumière de ce qui précède, et en particulier de son mandat tel qu'il a été approuvé par l'ORD, ainsi que des prescriptions énoncées à l'article 11 du Mémorandum d'accord, et en l'absence d'un accord entre les parties sur la clôture de la procédure en ce qui concerne cette mesure contestée, le Groupe spécial conclut qu'il serait inapproprié qu'il s'abstienne de formuler des constatations au sujet de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, une mesure dont il a été dûment saisi. En outre, le Groupe spécial note à ce stade qu'il ne serait approprié qu'il examine la demande subsidiaire faite par la Turquie (à savoir s'abstenir d'adresser toute recommandation à l'ORD au sujet de cette mesure) que s'il détermine que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est incompatible avec l'une quelconque des dispositions citées par les États-Unis.

4. Ordre d'analyse

7.181 En ce qui concerne l'ordre d'analyse approprié que le Groupe spécial doit suivre pour examiner les différentes allégations présentées par les États-Unis, nous notons tout d'abord les premières dispositions citées par les États-Unis dans leurs allégations à l'encontre de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, à savoir celles qui figurent dans l'Accord sur les MIC.

7.182 L'article 2:1 de l'Accord sur les MIC prévoit que:

> "Sans préjudice des autres droits et obligations résultant du GATT de 1994, aucun Membre n'appliquera de MIC qui soit incompatible avec les dispositions de l'article III ou de l'article XI du GATT de 1994."

7.183 Le paragraphe 1 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC dispose, quant à lui, ce qui suit:

> "Les MIC qui sont incompatibles avec l'obligation d'accorder le traitement national prévue au paragraphe 4 de l'article III du GATT de 1994 incluent celles qui sont obligatoires ou qui ont force exécutoire en vertu de la législation nationale ou de décisions administratives, ou auxquelles il est nécessaire de se conformer pour obtenir un avantage, et qui prescrivent:
>
> > qu'une entreprise achète ou utilise des produits d'origine nationale ou provenant de toute source nationale, qu'il soit spécifié qu'il s'agit de produits déterminés, d'un volume ou d'une valeur de produits, ou d'une proportion du volume ou de la valeur de sa production locale ...".

7.184 Ces deux dispositions de l'Accord sur les MIC, l'article 2:1 et le paragraphe 1 a) de l'Annexe, font référence à l'obligation des Membres de ne pas appliquer les mesures concernant les investissements et liées au commerce d'une manière qui serait incompatible avec les règles spécifiques

[497] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumon*, paragraphe 223.

énoncées dans le GATT de 1994, notamment à l'article III et à l'article XI. En conséquence, l'examen des allégations des États-Unis concernant les dispositions du GATT devrait précéder celui des dispositions citées de l'Accord sur les MIC. Cela serait aussi compatible avec l'affirmation des États-Unis selon laquelle, si le Groupe spécial constatait que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994, il n'aurait pas besoin de formuler une constatation au titre de l'Accord sur les MIC.[498]

7.185 Le Groupe spécial doit donc examiner s'il devrait commencer son analyse de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur en relation avec l'article III:4 du GATT de 1994, l'article XI:1 du GATT de 1994, ou l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

7.186 Le passage pertinent de l'article III:4 du GATT de 1994 se lit comme suit:

> "Les produits du territoire de toute partie contractante importés sur le territoire de toute autre partie contractante ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur."

7.187 L'article XI:1 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "Aucune partie contractante n'instituera ou ne maintiendra à l'importation d'un produit originaire du territoire d'une autre partie contractante, à l'exportation ou à la vente pour l'exportation d'un produit destiné au territoire d'une autre partie contractante, de prohibitions ou de restrictions autres que des droits de douane, taxes ou autres impositions, que l'application en soit faite au moyen de contingents, de licences d'importation ou d'exportation ou de tout autre procédé."

7.188 L'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, quant à lui, prévoit que:

> "Les Membres ne maintiendront pas de mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits[1], ni ne recourront ni ne reviendront à de telles mesures, exception faite de ce qui est prévu à l'article 5 et à l'Annexe 5.
>
> [1] Ces mesures comprennent les restrictions quantitatives à l'importation, les prélèvements variables à l'importation, les prix minimaux à l'importation, les régimes d'importation discrétionnaires, les mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État, les autolimitations des exportations, et les mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits, que ces mesures soient ou non appliquées au titre de dérogations aux dispositions du GATT de 1947 dont bénéficient certains pays, mais non les mesures appliquées au titre de dispositions relatives à la balance des paiements ou au titre d'autres dispositions générales ne concernant pas spécifiquement l'agriculture du GATT de 1994 ou des autres Accords commerciaux multilatéraux figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC."

7.189 La mesure contestée est une prescription spécifique qui faisait partie du système de contingent tarifaire de la Turquie pour l'importation de riz. Le Groupe spécial note que l'article III:4 du GATT de 1994, d'une part, et l'article XI:1 du GATT de 1994 et l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, d'autre part, ont des champs d'application distincts. Le premier article traite des mesures affectant les produits importés sur les marchés nationaux, tandis que les deux dernières dispositions traitent des

[498] Observations des États-Unis concernant les réponses de la Turquie à la question n° 151, paragraphe 63. Voir aussi le paragraphe 7.150 ci-dessus.

mesures à la frontière qui prohibent ou restreignent les importations. Comme le Groupe spécial du GATT *Canada – LEIE* l'a dit, en des termes cités par le Groupe spécial de l'OMC *Inde – Automobiles*:

> "[L]'Accord général opère une distinction entre les mesures qui visent "l'importation" de produits, qui sont régies par l'article XI:1, et les mesures qui visent les "produits importés", qui sont traitées à l'article III. Si l'on interprétait extensivement l'article XI:1 pour englober les prescriptions intérieures, l'article III serait partiellement superflu."[499]

7.190 Comme l'article XI:1 du GATT de 1994, l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture traite aussi des mesures à la frontière. L'article 4:2 fait référence aux "mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits". Comme l'Organe d'appel l'a noté dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, la note de bas de page relative à l'article 4:2 "donne un sens à [cette disposition] parce qu'y sont énumérés des exemples de "mesures du type de celles qui ont dû être converties" et que les Membres ne doivent pas maintenir et auxquelles ils ne doivent ni revenir ni recourir à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'*Accord sur l'OMC*".[500] Ces mesures sont désignées d'une manière générale dans la note de bas de page comme étant des "mesures à la frontière … autres que des droits de douane proprement dits".

7.191 Cela dit, le Groupe spécial garde aussi présent à l'esprit que, comme le Groupe spécial *Inde – Automobiles* l'a noté:

> "... [O]n ne peut pas exclure *a priori* que divers aspects d'une mesure puissent affecter les possibilités de concurrence des importations de diverses manières, de sorte qu'ils relèvent soit de l'article III (si les possibilités de concurrence sur le marché intérieur sont affectées) soit de l'article XI (si les possibilités d'importation elles-mêmes, c'est-à-dire l'entrée sur le marché, sont affectées), ni même qu'il puisse y avoir, fût-ce dans des circonstances exceptionnelles, une possibilité de chevauchement entre les deux dispositions ..."[501]

7.192 Dans le présent différend, la principale allégation des États-Unis à l'encontre de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est qu'il s'agit d'une mesure qui "soumet le riz importé à un traitement moins favorable que celui qui s'applique au riz national et altère les conditions de concurrence pour le riz importé sur le marché turc".[502] Les autres allégations des États-Unis à l'encontre de la même mesure – à savoir qu'il s'agit d'une mesure à la frontière qui restreint les importations – ont uniquement été présentées à titre subsidiaire. Comme les États-Unis l'ont fait valoir: "Dans la mesure où la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur n'est pas considérée comme "une loi, un règlement ou une prescription" au sens de l'article III, elle est contraire à l'article XI:1 du GATT de 1994, parce qu'elle constitue une "restriction … à l'importation" au sens de cette disposition."[503]

7.193 En d'autres termes, les États-Unis ont subordonné leur allégation à l'encontre de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur en tant que violation de l'article XI:1 du GATT de 1994 à une constatation du Groupe spécial selon laquelle cette prescription n'est pas "une loi, un règlement ou une prescription" au sens de l'article III:4 du GATT de 1994. Comme la mesure a été contestée en premier lieu à cause de ses effets allégués sur la situation de concurrence entre le riz

---

[499] Rapport du Groupe spécial du GATT *Canada – LEIE*, L/5504, adopté le 7 février 1984, paragraphe 5.14, cité dans le rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.220.

[500] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 209.

[501] Rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.224.

[502] Première communication des États-Unis, paragraphe 86.

[503] *Ibid.*, paragraphe 103.

importé et le riz national, le Groupe spécial estime qu'il est raisonnable de commencer son analyse en mettant l'accent sur l'allégation formulée au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

7.194 C'est seulement après avoir examiné la compatibilité de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur avec l'article III:4 du GATT de 1994 que le Groupe spécial abordera la question de savoir si la même mesure devrait aussi, ou à titre subsidiaire, être considérée comme une mesure à la frontière et devrait donc être dûment analysée au regard de l'article XI:1 du GATT de 1994 ou de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, ou de ces deux dispositions. À cet égard, le Groupe spécial a déjà noté que l'article XI:1 du GATT de 1994 et l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture avaient des champs d'application semblables car ils s'appliquaient l'un et l'autre aux mesures à la frontière.[504] L'article XI:1 du GATT de 1994 est cependant applicable d'une manière générale aux prohibitions ou restrictions à l'importation imposées sur tout produit, tandis que l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture se limite aux mesures imposées sur des produits qui relèvent du champ de cet accord.

7.195 En l'espèce, et en ce qui concerne la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, les allégations des États-Unis au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994 et de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture peuvent être considérées comme étant équivalentes. Suivant la même approche adoptée précédemment[505], si le Groupe spécial décide qu'il devrait aussi, ou à titre subsidiaire, examiner la prescription relative aux achats sur le marché intérieur en tant que mesures à la frontière, il commencera par examiner les allégations présentées par les États-Unis au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, car cet accord peut être considéré comme étant plus spécifique s'agissant des mesures à la frontière imposées sur des produits agricoles.

7.196 En conclusion, le Groupe spécial commencera son analyse des allégations présentées par les États-Unis au sujet de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur en examinant d'abord l'allégation formulée au titre de l'article III:4 du GATT de 1994. Une fois que cette prescription aura été examinée au regard de l'article III:4 du GATT de 1994, le Groupe spécial examinera alors si la même mesure devrait aussi, ou à titre subsidiaire, être considérée comme une mesure à la frontière et donc analysée au regard de l'article XI:1 du GATT de 1994 ou de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, ou de ces deux dispositions. Dans cette partie de son analyse, si cela est nécessaire, le Groupe spécial commencerait par examiner les allégations présentées par les États-Unis au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, puisque cet accord peut être considéré comme étant plus spécifique s'agissant des mesures à la frontière imposées sur des produits agricoles. Si le Groupe spécial devait formuler des constatations au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, il examinerait ensuite s'il devrait aussi formuler des constatations au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994. Enfin, si le Groupe spécial devait déterminer que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est incompatible avec l'une quelconque ou la totalité des dispositions du GATT susmentionnées, il examinerait alors s'il est aussi nécessaire de formuler des constatations au titre de l'Accord sur les MIC.

5. Allégation au titre de l'article III:4 du GATT de 1994

a) Arguments des parties

7.197 Les États-Unis allèguent que:

> "L'imposition par la Turquie d'une prescription relative aux achats sur le marché intérieur dans le cadre de son régime de contingent tarifaire aux importateurs de riz potentiels sur son territoire est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994 parce que cette mesure soumet le riz importé à un traitement moins favorable que

[504] Voir les paragraphes 7.48 et 7.189 ci-dessus.
[505] Voir le paragraphe 7.48 ci-dessus.

> celui qui s'applique au riz national et altère les conditions de concurrence pour le riz importé sur le marché turc."[506]

7.198 Rappelant la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, les États-Unis ont déclaré ce qui suit:

> "Pour établir qu'une mesure est contraire à l'article III:4, il faut que trois éléments soient réunis: 1) les produits importés et les produits nationaux doivent être des produits "similaires", 2) la mesure est une loi, un règlement ou une prescription "affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur", et 3) les produits importés sont soumis à un traitement moins favorable que celui qui s'applique aux produits nationaux."[507]

7.199 Les États-Unis ont fait valoir que le riz turc et le riz des États-Unis sont des produits similaires: premièrement, parce que la différence de traitement entre le riz national et le riz importé du fait de la mesure contestée est fondée exclusivement sur l'origine des produits[508]; deuxièmement, eu égard aux termes de leur classement tarifaire; à leurs propriétés, leur nature et leur qualité; à leurs utilisations finales; et aux préférences des consommateurs.[509]

7.200 Les États-Unis ont ajouté que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur pouvait être qualifiée de "prescription", aux termes de l'article III:4 du GATT de 1994, car cette mesure équivaut à une obligation que les importateurs acceptent volontairement afin d'obtenir du gouvernement un avantage, à savoir la capacité d'acquitter un taux de droit réduit pour importer du riz.[510] Cette mesure "affect[erait] la vente, la mise en vente, l'achat et l'utilisation des produits similaires sur le marché intérieur", parce que la conformité avec la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est le seul moyen d'importer du riz en Turquie[511] et, d'une manière plus générale, parce que "[s]eul le riz national satisfait à la prescription relative aux achats imposés pour l'importation de riz en Turquie dans le cadre du contingent tarifaire, tandis que le riz importé n'y satisfait pas".[512]

7.201 Les États-Unis ont aussi déclaré que "la prescription relative aux achats sur le marché intérieur de la Turquie appliqu[ait] un traitement moins favorable au riz importé" parce que "le riz importé ne [pouvait] en aucun cas être vendu sur le marché intérieur à moins que l'importateur n'achète d'abord, à des prix gonflés, du riz national" et parce que "la prescription relative aux achats sur le marché intérieur cré[ait] un facteur décourageant l'achat et l'importation de riz étranger"[513]:

> "En conséquence, en rendant le riz importé moins avantageux comme source d'approvisionnement, la prescription [relative aux achats sur le marché intérieur] fausse les calculs des entités nationales dans la prise de décisions concernant l'achat de riz. Enfin, du fait que le riz importé est inadmissible aux fins de la prescription en

---

[506] Première communication des États-Unis, paragraphe 86. Voir aussi la réfutation des États-Unis, paragraphe 65. Voir aussi la communication de la Chine en tant que tierce partie, paragraphe 9. Voir aussi la déclaration de l'Australie à la séance avec les tierces parties, paragraphe 22, la déclaration de la Chine à la séance avec les tierces parties, paragraphe 3, la déclaration de la Corée à la séance avec les tierces parties, pages 3 et 4, et la déclaration de la Thaïlande à la séance avec les parties, paragraphe 4.

[507] Première communication des États-Unis, paragraphe 87.

[508] Première communication des États-Unis, paragraphes 89 et 90.

[509] *Ibid.*, paragraphes 91 et 92.

[510] *Ibid.*, paragraphes 93 et 94.

[511] *Ibid.*, paragraphes 95 et 96.

[512] Déclaration liminaire des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 29. Voir aussi la déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 16.

[513] Première communication des États-Unis, paragraphes 97 et 98.

> matière d'achats, les conditions de concurrence sont altérées au profit du riz national."[514]

7.202 Les États-Unis ont aussi fait valoir ce qui suit:

> "Le riz national a sur le marché un avantage que le riz importé n'a pas et qui le rend plus intéressant. Un acheteur qui envisage d'acheter du riz national ou du riz importé sait que seul le riz national peut être utilisé pour faciliter l'importation dans le cadre du contingent tarifaire de sorte que cet avantage profite uniquement au riz national."[515]

7.203 Les États-Unis ont indiqué que des groupes spéciaux antérieurs du GATT, ainsi que des groupes spéciaux de l'OMC et l'Organe d'appel avaient constaté qu'"une prescription d'un Membre imposant l'achat de produits nationaux comme condition à l'obtention d'un avantage [était] incompatible avec l'article III:4 du GATT".[516] Ils ont fait spécifiquement référence au rapport du Groupe spécial du GATT *Italie – Machines agricoles* et au rapport du Groupe spécial de l'OMC *Inde – Automobiles*.[517]

7.204 La Turquie a partagé l'avis des États-Unis concernant les trois éléments qui devaient être déterminés pour qu'une violation de l'article III:4 du GATT de 1994 puisse être constatée.[518]

7.205 La Turquie est aussi convenue avec les États-Unis qu'"en l'espèce, les produits importés et les produits nationaux [le riz importé et le riz national] [étaient], en fait, des "*produits similaires*"".[519]

7.206 La Turquie est aussi convenue que sa prescription relative aux achats sur le marché intérieur "[pouvait] être considérée comme "*une loi, un règlement ou une prescription*" au sens de [l'article III:4 du GATT de 1994]".[520] Elle a cependant déclaré que cette mesure "n'"*affect[ait] [pas] la vente, la mise en vente, l'achat (…) et l'utilisation sur le marché intérieur*" du riz importé".[521] À cet égard, elle a fait valoir ce qui suit:

> "[I]l est erroné et fallacieux de dire que l'observation par les importateurs de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur "*[est] l'unique moyen d'importer du riz en Turquie*". En réalité, comme chacun sait et comme le contexte factuel le montre effectivement, tout importateur peut librement importer n'importe quelle quantité de riz en Turquie en provenance de n'importe quel pays au taux de droit NPF ou appliqué."[522]

7.207 De l'avis de la Turquie, "[l]e régime d'importation qui a été appliqué dans le cadre du contingent tarifaire était destiné à offrir un avantage aux importateurs de riz étrangers pour assurer convenablement l'approvisionnement du marché turc du riz".[523]

---

[514] *Ibid.*, paragraphe 98.
[515] Déclaration liminaire des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 29.
[516] *Ibid.*, paragraphes 30 et 31.
[517] *Ibid.*
[518] Première communication de la Turquie, paragraphe 89.
[519] *Ibid.*, paragraphe 90. (italique dans l'original)
[520] *Ibid.*, paragraphe 91. (italique dans l'original)
[521] *Ibid.* (italique dans l'original)
[522] *Ibid.*, paragraphe 93. (italique dans l'original) Voir aussi la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphes 25 et 30, et la réfutation de la Turquie, paragraphe 47.
[523] Première communication de la Turquie, paragraphe 93. Voir aussi la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphes 22, 23 et 25, et la réfutation de la Turquie, paragraphes 46 et 47.

7.208 La Turquie a fait valoir que "l'ouverture … de son contingent tarifaire … a[vait] eu pour effet d'altérer les conditions de concurrence entre les produits nationaux et les produits importés *au profit des produits importés*", en faisant en sorte que le riz importé "acheté dans le cadre du régime de contingent tarifaire" soit moins cher que le riz national.[524]

7.209 Enfin la Turquie a fait valoir que "les conditions de concurrence [entre le riz importé et le riz national] n'[avaient] pas été altérées par la [prescription relative aux achats sur le marché intérieur] en faveur du riz national et [qu']aucun traitement moins favorable n'a[vait] été accordé par la Turquie au riz importé des États-Unis".[525]

7.210 En conséquence, la Turquie a conclu que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation des États-Unis selon laquelle la prescription relative aux achats sur le marché intérieur était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994.[526]

b) Article III:4 du GATT de 1994

7.211 Aux termes de l'article III:4 du GATT de 1994:

> "Les produits du territoire de toute partie contractante importés sur le territoire de toute autre partie contractante ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur ..."

c) Analyse du Groupe spécial

7.212 Comme les deux parties l'ont rappelé, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit:

> "Pour qu'il y ait violation de l'article III:4, trois éléments doivent être réunis: les produits importés et les produits nationaux en cause doivent être des "produits similaires"; la mesure en cause doit être "une loi, un règlement ou une prescription affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur"; et les produits importés doivent être soumis à un traitement "moins favorable" que celui accordé aux produits nationaux similaires."[527]

i) Similarité des produits

7.213 Il n'y a pas désaccord entre les parties sur le fait que les produits importés et nationaux pertinents (le riz importé et le riz national) sont des "produits similaires".[528]

7.214 En tout état de cause, plusieurs groupes spéciaux ont été d'avis que lorsque la différence de traitement entre les produits nationaux et les produits importés était exclusivement fondée sur l'origine des produits, il convenait de traiter les produits comme étant "similaires" au sens de l'article III:4. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire d'établir la similarité des produits importés et des produits

[524] Première communication de la Turquie, paragraphes 94 à 97. Voir aussi la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphes 26 et 30, et la réfutation de la Turquie, paragraphe 48.
[525] Première communication de la Turquie, paragraphe 98.
[526] *Ibid.*, paragraphe 99.
[527] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 133.
[528] Première communication de la Turquie, paragraphe 90. Première communication des États-Unis, paragraphes 89 à 92.

nationaux d'après les critères traditionnels, c'est-à-dire leurs propriétés physiques, les utilisations finales et les goûts et habitudes des consommateurs.[529]

7.215 La mesure à l'examen, à savoir la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, créait une distinction entre différentes catégories de riz, sur la base uniquement du critère de leur origine respective. D'après les règles contenues dans le Décret n° 2005/9315 du 10 août 2005 sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, l'achat de riz paddy auprès de producteurs nationaux et l'achat de riz paddy ou de riz blanchi national auprès du TMO donnaient à l'acheteur l'avantage que représentait l'accès à l'importation de riz à des taux de tarif réduits. Par contre, l'achat de riz importé ne conférait pas le même avantage. La Turquie n'a pas contesté ce fait.[530]

7.216 En conséquence, le riz importé et le riz national peuvent être considérés comme des "produits similaires" au sens de l'article III:4 du GATT de 1994, et aux fins de l'examen des allégations des États-Unis concernant la prescription relative aux achats sur le marché intérieur.

ii) Loi, règlement ou prescription affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation sur le marché intérieur

7.217 Il n'y a pas désaccord entre les parties sur le fait que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur peut être considérée comme "une loi, un règlement ou une prescription".[531] En tout état de cause, nous rappelons que le Groupe spécial *Inde – Automobiles*, lorsqu'il examinait la notion de "prescription" au sens de l'article III:4 du GATT de 1994, a d'abord noté ce qui suit:

> "D'après le New Shorter Oxford Dictionary, le sens ordinaire du terme "prescription" est "une chose exigée ou demandée, une condition à remplir"."[532]

7.218 Le même Groupe spécial a ensuite noté que la jurisprudence du GATT "indiqu[ait] ... deux situations distinctes qui correspondraient à la notion de "prescription" employée à l'article III:4: i) les obligations qu'une entreprise [était] "juridiquement contrainte de respecter"; [et] ii) celles qu'une entreprise accept[ait] volontairement afin d'obtenir du gouvernement un avantage".[533]

7.219 La prescription relative aux achats sur le marché intérieur peut clairement être considérée comme une "prescription" au sens de l'article III:4 du GATT de 1994 car elle est une condition que les importateurs peuvent accepter volontairement afin d'obtenir du gouvernement turc un avantage, à savoir la capacité d'importer du riz à des taux de tarifs réduits.

7.220 La Turquie fait valoir cependant que cette mesure n'affecte pas la vente, la mise en vente, l'achat et l'utilisation du riz importé sur le marché intérieur.[534] À son avis, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur faisait partie d'un régime qui offrait un avantage aux importateurs de riz étranger pour assurer convenablement l'approvisionnement du marché turc du riz, sans cependant les empêcher d'importer par ailleurs du riz en Turquie quelle qu'en soit la provenance au taux de droit NPF ou appliqué.[535]

---

[529] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.174, et le rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 6.164 et note de bas de page 246.
[530] Voir, par exemple, la première communication de la Turquie, paragraphe 33.
[531] *Ibid.*, paragraphe 91. Première communication des États-Unis, paragraphes 93 et 94.
[532] Rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.181.
[533] Rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.184.
[534] Première communication de la Turquie, paragraphe 91.
[535] *Ibid.*, paragraphe 93.

7.221 Nous notons qu'il a été constaté que le mot "affectant" dans l'expression "lois, … règlements ou … prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation … sur le marché intérieur" figurant à l'article III:4 du GATT de 1994 avait une vaste portée. Comme il est indiqué dans la jurisprudence de l'OMC et du GATT, ce terme "vis[e] non seulement les lois et règlements qui régissent directement les conditions de vente ou d'achat, mais aussi toutes lois ou tous règlements qui pourraient altérer les conditions de concurrence entre les produits nationaux et les produits importés[536]".[537]

7.222 Dans l'affaire *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, l'Organe d'appel a aussi analysé l'utilisation du mot "affectant" à l'article III:4 du GATT de 1994, et a noté ce qui suit:

> "L'expression "qui affectent" a une fonction semblable à l'article I:1 de l'*Accord général sur le commerce des services* (l'"AGCS"), où elle définit aussi les types de mesures qui sont soumis aux disciplines énoncées ailleurs dans l'AGCS mais n'impose pas, en elle-même, une obligation.[538] Dans l'affaire *CE – Bananes III*, nous avons examiné le sens de l'expression "qui affectent" figurant dans cette disposition de l'AGCS. Nous avons indiqué ce qui suit:
>
> > [l]e sens ordinaire de l'expression "qui affectent" implique qu'il s'agit de mesures qui ont "un effet sur", ce qui indique un *vaste champ d'application*. Cette interprétation est en outre renforcée par les conclusions de précédents groupes spéciaux selon lesquelles l'expression "qui affectent" dans le contexte de l'article III du GATT a une portée plus large que des expressions telles que "qui réglementent" ou "qui régissent".[539] (pas d'italique dans l'original, note de bas de page omise)."[540]

7.223 La Turquie a admis que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur avait été établie:

> "Afin de compenser partiellement [un] infléchissement des conditions de concurrence uniquement en faveur du riz importé, tout en réalisant les objectifs qui consist[aient] à améliorer l'approvisionnement du marché (au moyen du contingent tarifaire) et à stabiliser le marché (ce qui avait aussi des conséquences manifestes quant à la viabilité et au coût, dans les limites des niveaux d'engagements concernant la MGS, des mécanismes d'intervention sur le marché de la Turquie)."[541]

7.224 Comme la Turquie l'a dit, en d'autres termes:

> "[S]a prescription relative aux achats sur le marché intérieur a été introduite dans le régime de contingent tarifaire afin de modérer partiellement les effets avantageux des

---

[536] *(note de bas de page de l'original)* Rapport du Groupe spécial *Machines agricoles italiennes*, *supra* note 390, paragraphe 12.

[537] Rapport du Groupe spécial *Canada – Automobiles*, paragraphe 10.80. Voir aussi, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Mexique – Taxes sur les boissons sans alcool*, paragraphe 8.108.

[538] *(note de bas de page de l'original)* L'article I:1 de l'AGCS dispose que "[l]e présent accord s'applique aux mesures des Membres *qui affectent* le commerce des services". (pas d'italique dans l'original)

[539] *(note de bas de page de l'original)* Rapport de l'Organe d'appel, *supra*, note de bas de page 47, paragraphe 220. Nous avons dit la même chose au sujet de l'expression "qui affectent" figurant à l'article I:1 de l'AGCS dans notre rapport sur l'affaire *Canada – Automobiles*, *supra*, note de bas de page 56, paragraphe 150.

[540] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 209.

[541] Première communication de la Turquie, paragraphe 96.

> taux préférentiels (c'est-à-dire les avantages qui profitaient totalement aux produits importés)."[542]

7.225 Le Groupe spécial estime que, si la prescription relative aux achats sur le marché intérieur a eu pour effet d'altérer la relation de concurrence entre le riz importé et le riz national, même en vue de compenser partiellement les avantages conférés par le biais des contingents tarifaires, il est difficile de voir comment cette prescription n'affectait pas la vente, la mise en vente, l'achat et l'utilisation du riz importé sur le marché intérieur. Il est certain que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur "a eu un effet" sur la relation de concurrence entre le riz importé et le riz national, et qu'elle a donc affecté les décisions des opérateurs concernant l'achat de riz importé et de riz national.

7.226 En conséquence, nous concluons que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur peut être considérée comme une prescription affectant la vente, la mise en vente, l'achat et l'utilisation du riz importé sur le marché intérieur, au sens de l'article III:4 du GATT de 1994.

iii) Traitement moins favorable

7.227 Les États-Unis ont fait valoir que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur entraînait un traitement moins favorable pour le riz importé que celui qui était accordé au riz national similaire. À leur avis:

> "Aux termes des règlements applicables, le riz importé ne peut en aucun cas être vendu sur le marché intérieur à moins que l'importateur n'achète d'abord, ... du riz national. Les producteurs nationaux de riz ne sont pas assujettis à la même prescription pour mettre leur produit sur le marché, ce qui leur y assure un énorme avantage. De plus, comme la prescription relative aux achats sur le marché intérieur accroît le coût d'acquisition du riz importé, ... elle crée un facteur décourageant l'achat et l'importation de riz étranger. En conséquence, en rendant le riz importé moins avantageux comme source d'approvisionnement, la prescription fausse les calculs des entités nationales dans la prise de décisions concernant l'achat de riz. Enfin, du fait que le riz étranger est inadmissible aux fins de la prescription en matière d'achats, les conditions de concurrence sont altérées au profit du riz national."[543]

7.228 La Turquie a rejeté cet argument. Elle a déclaré qu'au contraire:

> "La prescription relative aux achats sur le marché intérieur, en substance, altérait les conditions de concurrence entre les produits nationaux et les produits importés *au profit des produits importés*."[544]

7.229 La Turquie a aussi fait valoir que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur ne devrait pas être envisagée isolément mais comme une composante du contingent tarifaire:

> "La prescription relative aux achats sur le marché intérieur ... doit être considérée comme un élément fondamental du système de contingent tarifaire lui-même, tout comme les taux de droits contingentaires et les taux de droits préférentiels. La Turquie soutient qu'elle avait entièrement le droit de déterminer, conformément à sa politique économique, les caractéristiques du contingent tarifaire. Pour les

[542] Déclaration liminaire de la Turquie à la deuxième réunion de fond, paragraphe 32.
[543] Première communication des États-Unis, paragraphe 98.
[544] Première communication de la Turquie, paragraphe 96.

> importateurs qui ne jugeaient pas le commerce contingentaire avantageux, le régime NPF restait toujours possible."[545]

7.230 De l'avis de la Turquie, "un système de contingent tarifaire sans la prescription relative aux achats sur le marché intérieur aurait entraîné un trop grand avantage au profit des produits importés".[546]

7.231 Pour déterminer si la prescription relative aux achats sur le marché intérieur a entraîné pour le riz importé un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux produits nationaux similaires, le Groupe spécial s'inspire de la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle cette évaluation devrait être axée sur le point de savoir "si une mesure modifie les conditions de concurrence au détriment des produits importés sur le marché en question".[547]

7.232 En effet, lorsqu'ils ont examiné la question du "traitement moins favorable" visée à l'article III:4 du GATT de 1994, des groupes spéciaux antérieurs ont souligné qu'il importait d'assurer l'"égalité des conditions de concurrence entre les produits importés et les produits nationaux similaires". Comme le Groupe spécial *Japon – Pellicules* l'a noté:

> "Rappelant que l'Organe d'appel a établi dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques* que l'article III "oblige les Membres de l'OMC à garantir l'égalité des conditions de concurrence entre les produits importés et les produits nationaux"[548], nous considérons que cette règle de l'égalité effective des conditions de concurrence sur le marché intérieur est la règle du traitement national qui est exigée non seulement en ce qui concerne l'article III d'une manière générale, mais plus particulièrement en ce qui concerne la règle du "traitement non moins favorable" posée à l'article III:4. Nous notons à cet égard que l'interprétation de l'égalité de traitement dans le contexte de l'égalité effective des possibilités de concurrence, clairement énoncée pour la première fois par le Groupe spécial saisi de la question *États-Unis – L'article 337*[549], a toujours été respectée dans les rapports de groupes spéciaux ultérieurs établis dans le cadre du GATT et de l'OMC.[550]"[551]

7.233 Il n'y a pas désaccord entre les parties sur le fait que, conformément au Décret n° 2005/9315 du 10 août 2005 sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*[552], qui était en vigueur au moment de l'établissement du présent groupe spécial, seuls les importateurs qui achetaient du riz paddy national auprès de producteurs locaux ou qui achetaient du riz paddy ou riz blanchi national auprès du TMO étaient admissibles à bénéficier des

---

[545] Déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphe 30.

[546] Réfutation de la Turquie, paragraphe 50.

[547] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 137.

[548] *(note de bas de page de l'original)* *Japon – Boissons alcooliques*, page 19, citant *États-Unis – Taxes sur le pétrole et certains produits d'importation*, IBDD, S34/154, paragraphe 5.1.9, et *Japon – Fiscalité et étiquetage des boissons alcooliques*, IBDD, S34/92, paragraphe 5.5 b).

[549] *(note de bas de page de l'original)* *États-Unis – L'article 337*, IBDD, S36/386, 432-433, paragraphe 5.11.

[550] *(note de bas de page de l'original)* Voir, par exemple, *Canada – Importation, distribution et vente de certaines boissons alcooliques par les organismes provinciaux de commercialisation*, rapport adopté le 18 février 1992, IBDD, S39/28, paragraphes 5.12 à 5.14 et 5.30 et 5.31; *États-Unis – Boissons à base de malt*, IBDD, S39/233, paragraphe 5.30; *États-Unis – Essence*, WT/DS2/R, paragraphe 6.10; *Canada – Périodiques*, WT/DS31/R, rapport adopté le 30 juillet 1997, page 88; *Bananes III*, WT/DS27/R, paragraphes 7.179 et 7.180.

[551] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pellicules*, paragraphe 10.379.

[552] *Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, Décret n° 2005/9315, publié au Journal officiel de la Turquie, n° 25935, daté du 13 septembre 2005, dans les pièces TR-9 et US-10.

contingents tarifaires pour l'importation de riz. En d'autres termes, la conformité avec la prescription relative aux achats sur le marché intérieur était une condition nécessaire à remplir pour bénéficier de l'accès au contingent tarifaire. Les achats de riz importé similaire ne conféraient pas le même avantage.

7.234 À notre avis, comme il a été dit plus haut, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur modifiait les conditions de concurrence sur le marché turc au détriment du riz importé. L'achat de riz national conférait un avantage que l'achat du produit importé similaire ne donnait pas, à savoir la possibilité d'acheter du riz importé à des taux de tarifs réduits.

7.235 Nous notons que dans son rapport de 1958 sur l'affaire *Italie – Machines agricoles,* un groupe spécial du GATT a constaté que l'octroi par le gouvernement italien de certaines facilités (des conditions de crédit spéciales et plus favorables) aux acquéreurs de tracteurs et d'autres machines agricoles italiens, facilités dont ne bénéficiaient pas les acquéreurs de machines agricoles importées, était incompatible avec l'article III:4 du GATT. Ce groupe spécial a ajouté:

> "... [L]e choix du mot "affectant" [à l'article III:4] impliquerait que l'intention du législateur était que les dispositions du paragraphe 4 visent non seulement les lois et règlements qui régissent directement les conditions de vente ou d'achat mais encore tous lois et règlements qui pourraient altérer, sur le marché intérieur, les conditions de la concurrence entre le produit d'origine nationale et le produit d'importation."[553]

7.236 Le Groupe spécial note que les parties ont des vues divergentes sur l'intérêt économique que présente pour un opérateur en Turquie l'importation de riz dans le cadre des contingents tarifaires. Les États-Unis ont fait valoir qu'en raison des prix élevés du riz national qu'il fallait acheter pour pouvoir opter pour une licence d'importation dans le cadre des contingents tarifaires, "[l]e coût élevé des achats sur le marché intérieur fai[sait] plus que compenser toute économie alléguée sur les coûts obtenue grâce aux taux de droits préférentiels par les importateurs dans le cadre du contingent tarifaire".[554] À leur avis, la seule raison pour laquelle les opérateurs turcs choisissaient d'importer du riz dans le cadre des contingents tarifaires était que le gouvernement turc n'autorisait pas l'importation de riz aux taux NPF.

7.237 La Turquie a rejeté cet argument et a soutenu que "le système [de contingent tarifaire] était un système facultatif et conférait un avantage aux importateurs qui satisfaisaient aux prescriptions énoncées dans la législation … [L]es fortes quantités importées dans le cadre du contingent et le nombre élevé des licences délivrées témoignent de l'attrait et de l'intérêt que l'avantage tarifaire a présentés pour les importateurs de riz lors de la prise de décisions économiques. Cet avantage offert par le taux contingentaire a toujours existé parallèlement à la possibilité d'importer aux taux de droits NPF, qui étaient moins avantageux."[555]

7.238 À notre avis, cependant, ce qu'il faut surtout relever c'est que, par le biais de la mesure contestée (la prescription relative aux achats sur le marché intérieur), l'achat de riz national offrait aux opérateurs en Turquie une possibilité que l'achat de riz importé similaire n'offrait pas, à savoir la possibilité d'importer du riz à des taux de tarifs réduits. Le fait que l'achat de riz national offrait cette possibilité aux opérateurs en Turquie, possibilité qui ne résulterait pas de l'achat de riz importé similaire, est en soi un avantage qui modifiait les conditions de concurrence sur le marché turc au détriment du riz importé. Cela est indépendant du point de savoir si les opérateurs, en définitive, ont jugé ou non économiquement avantageux d'importer du riz dans le cadre des contingents tarifaires.

---

[553] Rapport du Groupe spécial du GATT *Italie – Machines agricoles*, paragraphe 12.
[554] Déclaration liminaire des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphe 32.
[555] Déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphes 22 et 23. Voir aussi *ibid*., paragraphe 30 et la première communication de la Turquie, paragraphe 97.

7.239 L'argument réitéré de la Turquie selon lequel les contingents tarifaires offraient un avantage notable aux opérateurs en leur permettant d'acheter du riz importé à moindre coût ne change pas notre conclusion. En fait, il confirme même que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur altérait les conditions de concurrence entre le riz national et le riz importé en subordonnant cet avantage à l'achat de riz national.

7.240 En conséquence, nous concluons que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur a entraîné pour le riz importé un traitement moins favorable que celui qui était accordé pour le riz national similaire, au sens de l'article III:4 du GATT de 1994.

iv) Conclusion

7.241 Pour les raisons indiquées, le Groupe spécial conclut que, par le biais de la prescription imposant aux importateurs d'acheter du riz national pour être autorisés à importer du riz à des taux de tarifs réduits dans le cadre des contingents tarifaires, la Turquie a accordé au riz importé un traitement moins favorable que celui qui est accordé au riz national similaire. Cette mesure est en conséquence incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994.

6. Allégation au titre des articles XI:1 du GATT de 1994 et 4:2 de l'Accord sur l'agriculture

a) Arguments des parties

7.242 Outre son allégation selon laquelle la prescription relative aux achats sur le marché intérieur était une mesure interne qui accordait au riz importé un traitement moins favorable que celui qui était accordé au produit national similaire, les États-Unis ont aussi allégué que cette mesure était "une restriction à l'importation additionnelle … incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994 et l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture".[556]

7.243 En ce qui concerne l'article XI:1 du GATT de 1994, les États-Unis ont fait valoir ce qui suit:

> "Dans la mesure où la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur n'est pas considérée comme "une loi, un règlement ou une prescription" au sens de l'article III, elle est contraire à l'article XI:1 du GATT de 1994, parce qu'elle constitue une "restriction … à l'importation" au sens de cette disposition."[557]

7.244 De l'avis des États-Unis:

> "[L]a prescription relative aux achats sur le marché intérieur, telle qu'elle est libellée, impose une restriction substantielle à l'importation de riz. Il ne peut y avoir d'importation dans le cadre du contingent tarifaire que si l'importateur achète de grandes quantités de riz national et fournit au FTU la preuve de ces achats auprès du TMO. Le régime de contingent tarifaire constitue un régime de licences d'importation discrétionnaires parce que l'obtention d'une licence pour importer dans le cadre du contingent n'est pas automatique; en réalité, l'importation dans le cadre du contingent tarifaire est subordonnée à des achats sur le marché intérieur. De plus, les règlements turcs ne précisaient pas toujours la quantité de riz qu'il faudrait acheter pour obtenir une part du contingent, ce qui a parfois totalement empêché les importateurs de faire venir leurs expéditions ou, au mieux, les a laissés dans une très grande incertitude quant aux quantités de riz national qu'il leur faudrait acheter auprès

[556] Réfutation des États-Unis, paragraphe 4.
[557] Première communication des États-Unis, paragraphe 103.

> du TMO, des producteurs turcs ou des associations de producteurs turcs pour pouvoir faire entrer leurs expéditions de riz étranger dans le pays.[558] Toutes ces caractéristiques du système compliquent le processus d'importation et découragent fortement l'importation."[559]

7.245 La Turquie a répondu comme suit:

> "[L]'allégation selon laquelle la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, telle qu'elle est libellée, impose une restriction substantielle à l'importation de riz est juridiquement incorrecte et n'est pas fondée sur des éléments de preuve factuels convaincants. En fait, le régime de contingent tarifaire, ainsi que le système des achats prescrits sur le marché intérieur, restreignaient uniquement les importations relevant des échanges contingentaires (c'est-à-dire les quantités importées aux taux préférentiels) et d'une façon strictement non discriminatoire, mais ils n'ont jamais altéré ni supprimé la capacité des importateurs d'importer des quantités illimitées de riz de n'importe quelle origine au taux appliqué ou NPF consolidé. En conséquence, ils n'ont jamais entraîné une restriction substantielle des importations de riz."[560]

7.246 De l'avis de la Turquie:

> "[L]'allégation des États-Unis selon laquelle le régime de contingent tarifaire de la Turquie est fondé sur un régime de licences d'importation non automatiques et subordonnées à des achats sur le marché intérieur est juridiquement incorrecte [parce que] le régime de licences d'importation utilisé pour administrer le régime de contingent tarifaire était un régime de licences d'importation automatiques et n'entrait donc pas dans le champ d'application de l'article XI du GATT."[561]

7.247 Les États-Unis ont aussi fait valoir que la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur était incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. À leur avis, cette prescription constitue:

> "[U]n régime de licences d'importation discrétionnaires et [une] [mesure] non tarifaire appliquée par l'intermédiaire d'[une] entreprise[ ] commerciale[ ] d'État. Le FTU accorde des licences pour importer du riz dans le cadre du contingent tarifaire uniquement aux importateurs qui achètent de grandes quantités de riz national auprès du TMO, des producteurs turcs ou des associations de producteurs turcs et qui lui présentent la preuve de ces achats. La délivrance des licences n'étant pas automatique mais subordonnée à des achats sur le marché intérieur, le maintien par la Turquie d'une prescription imposant de tels achats aux fins d'importations dans le cadre du contingent tarifaire constitue un régime de licences d'importation discrétionnaires.
>
> La prescription relative aux achats sur le marché intérieur est aussi une mesure non tarifaire appliquée par l'intermédiaire d'une entreprise commerciale d'État, parce que le TMO gère le volet du contingent tarifaire relatif aux achats sur le marché intérieur. Un importateur peut importer du riz dans le cadre du contingent uniquement s'il

---

[558] *(note de bas de page de l'original) Voir* le décret d'avril 2004 (pièce US-2) et la notification d'avril 2004 (pièce US-3).

[559] Première communication des États-Unis, paragraphe 104. Voir aussi la réfutation des États-Unis, paragraphe 66.

[560] Première communication de la Turquie, paragraphe 105. Voir aussi la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphe 31, et la réfutation de la Turquie, paragraphe 47.

[561] Première communication de la Turquie, paragraphe 106.

> achète du riz sur le marché intérieur, y compris auprès du TMO, qui le vend aux prix qu'il annonce. En outre, l'importateur est tenu d'obtenir du TMO la preuve de cet achat, et de la présenter au FTU, faute de quoi ce dernier ne lui accordera pas de licence pour importer dans le cadre du contingent tarifaire. Enfin, en vertu du règlement, le TMO est autorisé à importer 50 000 tonnes métriques de riz blanchi afin de contribuer à stabiliser le marché intérieur en cas de hausse des prix."[562]

7.248 La Turquie a répondu que ces allégations "[devaient] être rejetées car son régime de contingent tarifaire ne reposait pas sur un régime de licences d'importation discrétionnaires et qu'il n'[était] pas exact de dire que des mesures non tarifaires étaient appliquées par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État".[563] Selon elle, son système de licences d'importation aux fins de la répartition du contingent tarifaire entre les commerçants:

> "a toujours été un système de licences d'importation automatiques, dans lequel l'approbation des licences d'importation serait accordée dans tous les cas, pour autant que les importateurs satisfassent à toutes les prescriptions régissant les demandes, comme le prévoient l'article 2:1 et 2:2 a) i) de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Comme l'une des conditions légales prescrites par la Turquie que "*toutes les personnes, entreprises ou institutions*" devaient remplir afin d'obtenir une licence pour importer dans le cadre du contingent tarifaire était la conformité avec les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur ..., les États-Unis n'ont pas prouvé leur allégation selon laquelle la Turquie maintenait un régime de licences d'importation discrétionnaires ou avait recours à un tel régime."[564]

7.249 Au sujet de l'allégation selon laquelle la prescription relative aux achats sur le marché intérieur était aussi une mesure non tarifaire appliquée par l'intermédiaire d'une entreprise commerciale d'État, la Turquie a fait valoir que:

> "[L]e TMO n'était que l'un des fournisseurs possibles de riz national parmi les trois catégories prévues par la prescription relative aux achats sur le marché intérieur (à savoir les producteurs de paddy autorisés à planter du paddy, leurs coopératives et syndicats, et le TMO). Les États-Unis n'ont donc pas prouvé que le TMO pouvait être à même d'appliquer des mesures non tarifaires aux importations de riz dans le cadre des contingents tarifaires."[565]

b) Article XI:1 du GATT de 1994 et 4:2 de l'Accord sur l'agriculture

7.250 L'article XI:1 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "Aucune partie contractante n'instituera ou ne maintiendra à l'importation d'un produit originaire du territoire d'une autre partie contractante, à l'exportation ou à la vente pour l'exportation d'un produit destiné au territoire d'une autre partie contractante, de prohibitions ou de restrictions autres que des droits de douane, taxes ou autres impositions, que l'application en soit faite au moyen de contingents, de licences d'importation ou d'exportation ou de tout autre procédé."

---

[562] Première communication des États-Unis, paragraphes 114 et 115.
[563] Première communication de la Turquie, paragraphe 115.
[564] Première communication de la Turquie, paragraphe 115.
[565] *Ibid.*, paragraphe 116.

7.251 L'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, quant à lui, est libellé comme suit:

> "Les Membres ne maintiendront pas de mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits[1], ni ne recourront ni ne reviendront à de telles mesures, exception faite de ce qui est prévu à l'article 5 et à l'Annexe 5.
>
> [1] Ces mesures comprennent les restrictions quantitatives à l'importation, les prélèvements variables à l'importation, les prix minimaux à l'importation, les régimes d'importation discrétionnaires, les mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État, les autolimitations des exportations, et les mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits, que ces mesures soient ou non appliquées au titre de dérogations aux dispositions du GATT de 1947 dont bénéficient certains pays, mais non les mesures appliquées au titre de dispositions relatives à la balance des paiements ou au titre d'autres dispositions générales ne concernant pas spécifiquement l'agriculture du GATT de 1994 ou des autres Accords commerciaux multilatéraux figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC."

c) Analyse du Groupe spécial

7.252 Le Groupe spécial a déjà déterminé que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. À cet égard, il a examiné l'effet que la mesure avait eu sur les possibilités de concurrence entre le riz importé et les produits nationaux similaires.

7.253 Cela dit, le Groupe spécial convient que, comme le Groupe spécial *Inde – Automobiles* l'a noté, il peut y avoir des cas dans lesquels une mesure peut affecter aussi bien les conditions de concurrence entre le riz importé et les produits nationaux *après* l'importation que les possibilités *d'*importation:

> "... [O]n ne peut pas exclure *a priori* que divers aspects d'une mesure puissent affecter les possibilités de concurrence des importations de diverses manières, de sorte qu'ils relèvent soit de l'article III (si les possibilités de concurrence sur le marché intérieur sont affectées) soit de l'article XI (si les possibilités d'importation elles-mêmes, c'est-à-dire l'entrée sur le marché, sont affectées), ni même qu'il puisse y avoir, fût-ce dans des circonstances exceptionnelles, une possibilité de chevauchement entre les deux dispositions ...
>
> ... [I]l y a des circonstances dans lesquelles des mesures spécifiques peuvent avoir des effets très divers. Dans certaines circonstances, elles peuvent avoir une incidence concernant à la fois les conditions d'importation d'un produit et les conditions de concurrence des produits importés sur le marché intérieur au sens de l'article III:4.[566] Cela est conforme aussi à la notion bien établie selon laquelle différents aspects de la même mesure peuvent relever de différentes dispositions des accords visés."[567]

[566] *(note de bas de page de l'original)* Le Groupe spécial note que la Liste exemplative annexée à l'Accord sur les MIC traite des mesures liées à des prescriptions en matière d'exportation à la fois dans le contexte de l'article XI:1, comme nous l'avons indiqué dans notre analyse au titre de cet article, et dans le contexte de l'article III:4 du GATT de 1994, puisqu'il cite parmi les mesures incompatibles avec cette disposition celles qui prescrivent "que les achats ou l'utilisation, par une entreprise, de produits importés, soient limités à un montant lié au volume ou à la valeur des produits locaux qu'elle exporte" – Liste exemplative, paragraphe 1 b).

[567] Rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphes 7.224 et 7.296. Voir aussi la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 28 et la déclaration des Communautés européennes à la séance avec les tierces parties, paragraphe 4.

7.254 En tout état de cause, le Groupe spécial ne pense pas que, après qu'il a été constaté que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994, une constatation additionnelle concernant la même mesure en tant qu'éventuelle restriction à l'importation soit nécessaire pour résoudre la question en cause en ce qui concerne cette mesure particulière.

7.255 En conséquence, eu égard au principe d'économie jurisprudentielle, le Groupe spécial estime qu'il n'est pas nécessaire pour résoudre le présent différend de traiter l'allégation des États-Unis selon laquelle la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est une restriction à l'importation incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et l'article XI:1 du GATT de 1994. Il s'abstient donc de formuler toute constatation au sujet de ces deux dispositions.

7. Allégation au titre de l'Accord sur les MIC

a) Arguments des parties

7.256 Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis ont allégué que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur était aussi incompatible avec l'article 2:1 et le paragraphe 1 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC.[568] Pendant toute la procédure, les États-Unis ont présenté leur allégation au titre de l'Accord sur les MIC indépendamment de leurs allégations formulées à l'encontre de la même mesure au titre des autres accords (principalement au titre des articles III:4 et XI:1 du GATT de 1994).

7.257 La Turquie a répondu que, dans la mesure où l'allégation des États-Unis au titre de l'Accord sur les MIC était fondée sur l'hypothèse que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur constituait une infraction à l'article III:4 du GATT de 1994 et, étant donné qu'à son avis, cette infraction n'avait pas été démontrée, l'allégation au titre de l'Accord sur les MIC devrait de même être rejetée.[569] Elle a ajouté que "selon la méthode d'interprétation correcte de l'Accord sur les MIC, il devrait y avoir une évaluation préliminaire de l'existence à la fois de l'élément commerce et de l'élément investissement d'une MIC alléguée".[570] Selon elle, sa "prescription relative aux achats sur le marché intérieur n'est pas … une mesure concernant les investissements et liée au commerce … [car] rien dans sa législation venue à expiration concernant le contingent tarifaire ne révélait, voire ne laissait supposer, des "objectifs en matière d'investissement" et il n'existait aucun lien avec l'investissement".[571]

7.258 À un stade ultérieur de la procédure, lorsque, conformément aux procédures de travail du Groupe spécial, les parties ont été invitées à formuler des observations sur les réponses de l'autre partie aux questions posées après la deuxième réunion de fond, les États-Unis ont dit que, "si le Groupe spécial constat[ait] que la Turquie a[vait] enfreint l'article III:4 du GATT de 1994 en instituant une prescription relative aux achats sur le marché intérieur, il n'a[vait] pas besoin de formuler une constatation au titre de l'article 2:1 et du paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'Accord sur les MIC".[572]

---

[568] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, *Turquie – Riz*, 7 février 2006, WT/DS334/4, page 3.

[569] Première communication de la Turquie, paragraphes 112 et 113.

[570] Réponse de la Turquie à la question n° 75.

[571] Réponse de la Turquie à la question n° 75.

[572] Observations des États-Unis concernant les réponses de la Turquie à la question n° 151, paragraphe 63.

b) Analyse du Groupe spécial

7.259 Le Groupe spécial a déjà déterminé que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. Comme les États-Unis ont dit que, si le Groupe spécial devait formuler une telle constatation, il n'aurait pas besoin de formuler une constatation additionnelle au titre de l'article 2:1 et du paragraphe 1 a) de l'Annexe de l'Accord sur les MIC, le Groupe spécial ne traitera pas cette allégation.

8. Recommandations

a) Arguments des parties

7.260 La Turquie a dit que "le cadre législatif prévoyant le régime de contingent tarifaire, y compris la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, n'[était] plus en vigueur".[573] Sur la base de cette déclaration, elle a demandé que "[si le Groupe spécial] juge[ait] nécessaire, pour arriver à une solution positive du différend, [de formuler une constatation au sujet du régime de contingent tarifaire et de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur qui y était associée, il] s'abst[ienne] de formuler des recommandations sur cette question".[574]

7.261 En réponse, les États-Unis ont rejeté l'affirmation selon laquelle la mesure n'était plus en vigueur et ont fait valoir qu'en tout état de cause, le Groupe spécial ne devrait pas s'abstenir de formuler des recommandations. Ils ont déclaré que le cadre législatif qui prévoyait l'établissement des contingents tarifaires, à savoir le Décret n° 95/6814 du 30 avril 1995 sur les *Mesures de surveillance et de sauvegarde concernant les importations et l'administration des contingents et contingents tarifaires* et le Décret n° 2004/7333 du 10 mai 2004 sur l'*Administration des contingents et contingents tarifaires*, était toujours en vigueur.[575] Ils ont ajouté que "compte tenu du nombre de documents non publiés qui [étaient] délivrés par le gouvernement turc pour le commerce du riz"[576] et du fait qu'il était déjà arrivé, à plusieurs reprises, que les contingents tarifaires soient venus à expiration puis ouverts de nouveau[577] il était, à leur avis, "essentiel pour parvenir à un règlement définitif de cette question" non seulement que le Groupe spécial formule des constatations au sujet de la mesure mais qu'il "formule aussi des recommandations tendant à ce que la Turquie rende ses mesures conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC".[578]

7.262 Les États-Unis ont fait valoir ce qui suit:

> "Si le Groupe spécial devait constater que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est incompatible avec les règles de l'OMC sans recommander toutefois que la Turquie rende sa mesure conforme à ces règles, celle-ci pourrait imposer à nouveau une prescription relative aux achats sur le marché intérieur puis alléguer devant un groupe spécial de la mise en conformité de l'OMC ... que le groupe spécial n'aurait pas compétence pour formuler des constatations sur la compatibilité de cette mesure avec les règles de l'OMC parce qu'il ne s'agissait pas d'une "mesure prise pour se conformer" au titre de l'article 21:3 (*sic*) du Mémorandum d'accord. ...

---

[573] Première communication de la Turquie, paragraphe 136.
[574] Réfutation de la Turquie, paragraphe 37. Voir aussi la première communication de la Turquie, paragraphes 6 et 139, la déclaration de la Turquie à la première réunion de fond, paragraphe 39, et la réfutation de la Turquie, paragraphes 40, 44 et 45. Voir aussi la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 32.
[575] Réponse des États-Unis à la question n° 22, paragraphe 46.
[576] *Ibid.*, paragraphe 47.
[577] Réponse des États-Unis à la question n° 18, paragraphe 37.
[578] *Ibid.*, paragraphe 47.

> [U]ne évolution en ce sens de la situation serait-elle utile pour régler le différend entre les parties? ... [L]es États-Unis estiment ... que la réponse est négative."[579]

7.263 De l'avis des États-Unis, le mandat du Groupe spécial est de formuler non seulement des constatations mais aussi des recommandations "en ce qui concerne les mesures telles qu'elles existaient lorsqu'il avait été établi".[580] Ils ont fait valoir que:

> "Cette interprétation [était] étayée par le texte du Mémorandum d'accord, par les rapports des groupes spéciaux antérieurs cités aussi bien par la Turquie que par les États-Unis, et par le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *République dominicaine – Cigarettes*."[581]

7.264 Interrogés par le Groupe spécial, les États-Unis ont déclaré ensuite que, dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, l'Organe d'appel avait contesté la détermination du Groupe spécial de:

> "[formuler] une constatation défavorable en ce qui concerne l'impôt sélectif sur la consommation appliqué par la République dominicaine, qui existait à la date de l'établissement du Groupe spécial mais qui avait été modifié par la suite [et de décider toutefois] de ne *pas adresser une recommandation* à l'ORD tendant à ce que la République dominicaine rende la mesure conforme aux règles de l'OMC, au motif que la mesure n'était plus en vigueur".[582]

b) Analyse du Groupe spécial

7.265 L'article 19:1 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> "Dans les cas où un groupe spécial ou l'Organe d'appel conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné[583] la rende conforme audit accord. [note de bas de page omise] Outre les recommandations qu'il fera, le groupe spécial ou l'Organe d'appel pourra suggérer au Membre concerné des façons de mettre en œuvre ces recommandations."

7.266 Cette règle générale peut être inapplicable lorsqu'une mesure a cessé d'exister au moment où le groupe spécial adresse sa recommandation à l'ORD. Le Groupe spécial rappelle à cet égard la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*:

> "[I]l y a une incompatibilité évidente entre la constatation du Groupe spécial selon laquelle "la mesure du 3 mars [a] cessé d'exister" et la recommandation qu'il formule ensuite visant à ce que l'ORD demande aux États-Unis de mettre leur mesure du 3 mars en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Le Groupe spécial a fait erreur en recommandant que l'ORD demande aux États-Unis de mettre en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC une mesure dont le Groupe spécial avait constaté qu'elle avait cessé d'exister."[584]

---

[579] Déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 22. Voir aussi la réponse des États-Unis à la question n° 152 a), paragraphe 55.

[580] Déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 20.

[581] *Ibid.*

[582] Réponse des États-Unis à la question n° 152 b), paragraphes 57 et 58.

[583] *(note de bas de page de l'original)* Le "Membre concerné" est la partie au différend à laquelle le groupe spécial ou l'Organe d'appel adressent leurs recommandations.

[584] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphe 81.

7.267 La mesure contestée par les États-Unis est la prescription, en vigueur au moment de l'établissement du présent groupe spécial, qui figure dans le Décret n° 2005/9315 du 10 août 2005 sur l'*Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*[585] aux termes duquel, afin d'importer des quantités spécifiées de riz à des taux de tarifs réduits dans le cadre des contingents tarifaires, les importateurs devaient acheter des quantités spécifiées de riz national auprès du TMO, de producteurs turcs, ou d'associations de producteurs.

7.268 Conformément aux termes du Décret n° 2005/9315, le contingent tarifaire pour l'importation de riz le plus récent était en vigueur du 1er novembre 2005 au 31 juillet 2006. Le Groupe spécial a déjà noté que, malgré les arguments des États-Unis concernant la probabilité que la Turquie rétablirait un régime de contingent tarifaire pour l'importation de riz, en y associant une prescription relative aux achats sur le marché intérieur, il ne devait pas supposer à la légère que la Turquie ne se conformerait pas à sa déclaration selon laquelle "elle n'aur[ait] plus recours au système de contingent tarifaire".[586] En effet, comme le Groupe spécial *Argentine – Textiles et vêtements* l'a déclaré, les groupes spéciaux "[doivent] partir du principe que les Membres de l'OMC exécuteront leurs obligations conventionnelles de bonne foi, comme ils sont tenus de le faire par l'Accord sur l'OMC et le droit international".[587]

7.269 Nous ne trouvons rien dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes* qui étaye la demande des États-Unis tendant à ce que nous formulions une recommandation spécifique au sujet d'une mesure venue à expiration. Dans ladite affaire, le Groupe spécial a noté que les modifications apportées, au cours de la procédure du Groupe spécial, par la République dominicaine à son impôt sélectif sur la consommation avaient modifié l'essence de cette mesure.[588] Il a constaté que, sur plusieurs aspects, les mesures contestées dans ladite affaire, qui se rapportaient à l'impôt sélectif sur la consommation, étaient incompatibles avec les obligations prévues dans les accords visés mais il "n'[a pas] jug[é] approprié de recommander à l'Organe de règlement des différends de l'OMC qu'il adresse une quelconque demande à la République dominicaine en ce qui concerne cette mesure [modifiée]".[589]

7.270 Dans son rapport, l'Organe d'appel n'a infirmé aucune des conclusions du Groupe spécial.[590] En ce qui concerne une mesure particulière qui avait été modifiée pendant l'examen en appel, et *non* au cours de la procédure du Groupe spécial, l'Organe d'appel a noté que les deux participants étaient convenus que la mesure avait été modifiée au moyen d'un nouveau décret en octobre 2004.[591] Il a ensuite relevé que les deux participants lui avaient néanmoins demandé "de se prononcer sur la compatibilité de la mesure *initiale* avec les règles de l'OMC". Compte tenu de ce qui précède, dans son rapport, l'Organe d'appel:

> *"*[*a*] *recommand[é]* que l'Organe de règlement des différends demande à la République dominicaine de rendre la prescription relative à la vignette fiscale, dont il a été constaté dans [ledit] rapport et dans le rapport du Groupe spécial, modifié par [ledit] rapport, qu'elle était incompatible avec le GATT de 1994, conforme à ses

---

[585] *Application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy et de riz*, Décret n° 2005/9315 publié au Journal officiel de la Turquie n° 25 935, daté du 13 septembre 2005, pièces TR-9 et US-10.

[586] Réponse de la Turquie à la question n° 82.

[587] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Textiles et vêtements*, paragraphe 6.14.

[588] Rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphes 7.361 et 7.362. Voir aussi *ibid.*, paragraphes 7.391 et 7.417.

[589] *Ibid.*, paragraphe 7.363. Voir aussi *ibid.*, paragraphes 7.393 et 7.419.

[590] Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 128.

[591] *Ibid.*, paragraphe 129.

obligations au titre de cet accord *si, et dans la mesure où, lesdites modifications du régime de la vignette fiscale n'ont pas déjà permis de le faire*".[592]

7.271 En d'autres termes, et contrairement à ce que les États-Unis ont allégué, l'Organe d'appel n'a pas, dans son rapport, infirmé la décision du Groupe spécial de s'abstenir d'adresser à l'ORD une recommandation au sujet d'une mesure venue à expiration. Au contraire, l'Organe d'appel a modifié une recommandation que le Groupe spécial avait formulée au sujet d'une mesure *différente*, parce que celle-ci avait été modifiée pendant l'examen en appel. En fait, nous estimons que l'affaire en question étaye l'affirmation selon laquelle il n'est généralement pas nécessaire qu'un groupe spécial recommande à l'ORD de demander à la partie défenderesse de rendre conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC une mesure dont le groupe spécial a constaté qu'elle n'existait plus et que cette partie a déclaré ne pas avoir l'intention de rétablir.

7.272 Pour les raisons mentionnées plus haut, nous notons que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur qui est contestée par les États-Unis est venue à expiration et que la Turquie a déclaré son intention de ne pas rétablir cette mesure. En conséquence, nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire que le Groupe spécial recommande à l'ORD d'adresser une quelconque demande à la Turquie à cet égard.

D. ALLÉGATIONS À L'ENCONTRE DE LA PRESCRIPTION RELATIVE AUX ACHATS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR CONSIDÉRÉE *CONJOINTEMENT AVEC* LE REFUS D'ACCORDER DES LICENCES OU LE FAIT DE NE PAS ACCORDER DE LICENCES POUR L'IMPORTATION DE RIZ À UN TAUX ÉGAL OU INFÉRIEUR AU TAUX DE DROIT CONSOLIDÉ

1. Allégations des États-Unis

7.273 Outre leurs allégations à l'encontre de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur et à l'encontre du refus d'accorder des licences ou du fait de ne pas accorder de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé, considérés individuellement, dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis ont aussi formulé des allégations à l'encontre de ces deux mesures considérées conjointement. Ils ont déclaré que ces mesures étaient incompatibles avec les dispositions suivantes:

> "Article XI:1 du GATT de 1994 parce que les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur de la Turquie, conjuguées à son refus d'accorder des licences ou au fait qu'elle n'accord[ait] pas de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé, constitu[aient] des restrictions à l'importation autres que sous forme de droits de douane, taxes ou autres impositions;
>
> Article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture parce que les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur de la Turquie, conjuguées à son refus d'accorder des licences ou au fait qu'elle n'accord[ait] pas de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé, [étaient] des "mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits", telles que les restrictions quantitatives à l'importation, les régimes d'importation discrétionnaires et les mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'une entreprise commerciale d'État, auxquelles les Membres ne [pouvaient] recourir ou qu'ils ne [pouvaient] maintenir au titre de cet accord ... [et]
>
> Article 1:6 de l'Accord sur les licences d'importation parce que les requérants ne dispos[aient] pas d'un délai raisonnable pour la présentation de demandes et parce que

[592] *Ibid.* (pas d'italique dans l'original)

> les requérants [devaient] s'adresser, pour ce qui concerne leurs demandes, à plus d'un organe administratif."[593]

7.274 Au cours de la procédure, les États-Unis ont déclaré ce qui suit:

> "Le régime de contingent tarifaire de la Turquie, dans le cadre duquel les importateurs sont tenus d'acheter des quantités notables de riz national afin de pouvoir recevoir une licence pour importer du riz, associé au refus de la Turquie de délivrer des certificats de contrôle aux taux de droits indiqués dans son tarif douanier ou dans sa Liste OMC, constitue une prohibition ou restriction aux fins de l'article XI:1. Chaque élément du système de licences d'importation de la Turquie – le régime de contingent tarifaire et le refus de délivrer des certificats de contrôle hors de ce régime – est incompatible avec l'article XI:1, tel qu'il opère individuellement, comme il a été dit plus haut. De plus, ces deux éléments, intervenant conjointement, donnent aussi lieu à une infraction à l'article XI:1. ...
>
> Le régime de licences d'importation de la Turquie, composé 1) du contingent tarifaire assorti de l'obligation d'achats sur le marché intérieur pour les importations contingentaires et 2) du refus de délivrer des licences pour toutes importations aux taux de droits indiqués dans le tarif douanier de la Turquie voire dans sa Liste OMC, constitue aussi une infraction à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Les États-Unis ont déjà établi que les deux aspects de ce régime étaient incompatibles avec l'article 4:2 de l'Accord. Les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur dans le cadre du contingent tarifaire constituent un régime d'importation discrétionnaire et des mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État, qui sont des mesures indiquées dans la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2. Le refus de la Turquie de délivrer des certificats de contrôle hors du contingent tarifaire, quant à lui, constitue une restriction quantitative à l'importation et un régime d'importation discrétionnaire, qui sont aussi des mesures indiquées dans la note de bas de page 1. En outre, ... le régime de licences d'importation de la Turquie est, *dans son ensemble*, incompatible avec l'interdiction des prohibitions ou restrictions à l'importation énoncée à l'article XI:1 du GATT. Comme l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture interdit aux Membres de recourir aux restrictions quantitatives à l'importation et aux régimes d'importation discrétionnaires à la place de droits de douane proprement dits, les deux mesures, opérant conjointement, sont nécessairement contraires à l'article 4:2."[594]

7.275 Pendant toute la procédure du Groupe spécial, les États-Unis n'ont mentionné qu'une seule fois leur allégation au titre de l'article 1:6 de l'Accord sur les licences d'importation. En réponse à une question posée par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, ils ont déclaré ce qui suit:

> "L'article 1:6 de l'Accord sur les licences d'importation prévoit que "[l]es procédures de demande … seront aussi simples que possible." Il dispose en outre que "[l]es requérants n'auront à s'adresser, pour ce qui concerne leurs demandes, qu'à un seul organe administratif. Dans les cas où il sera strictement indispensable de s'adresser à plus d'un organe administratif, le nombre de ces organes devrait être limité à trois." Comme les États-Unis l'ont expliqué précédemment, le processus d'importation du riz en Turquie est loin d'être simple. Ce système extrêmement astreignant le serait certainement moins si les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur et

[593] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, *Turquie – Riz*, 7 février 2006, WT/DS334/4, pages 4 et 5.

[594] Première communication des États-Unis, paragraphes 120 à 125.

aux certificats de contrôle étaient supprimées. En outre, les États-Unis ont démontré que de multiples organismes turcs recueillaient auprès des importateurs les mêmes renseignements douaniers et que la collecte de ces renseignements par le MARA ne répondait ni à des fins douanières ni à des fins sanitaires ou phytosanitaires. Par conséquent, il n'est pas "strictement indispensable" que les requérants s'adressent à plus d'un organe administratif pour importer du riz. Quand bien même cela serait le cas, la Turquie exige que les importateurs s'adressent à *quatre* organismes, ce qui est plus que n'en autorise l'Accord sur les licences d'importation au titre de l'exception "strictement indispensable"."[595]

2. Réponse de la Turquie

7.276 En réponse à l'allégation des États-Unis, la Turquie a déclaré ce qui suit:

"[I]l n'y a aucun "refus", *de jure* ou *de facto*, d'approuver les certificats de contrôle en violation de l'article XI du GATT ... Les certificats de contrôle ne sont pas des "licences d'importation", mais des formulaires administratifs pertinents pour des "*fins douanières*", qui sont destinés à assurer la conformité avec des objectifs légitimes ... Il y a effectivement eu un commerce NPF du riz tout au long de l'application du régime de contingent tarifaire.

Il n'est pas conforme à la réalité des faits d'alléguer ... que les importateurs de riz étaient forcés d'importer par le biais du régime de contingent tarifaire. En outre, il est aussi fallacieux d'affirmer ... que le régime de contingent tarifaire était moins avantageux pour les importateurs et qu'"aucun importateur rationnel sur le plan économique" ne l'aurait choisi s'il avait eu la possibilité d'importer aux taux NPF ... [M]ême à un importateur de riz provenant des États-Unis, le contingent tarifaire offrait bien un avantage substantiel, malgré la prescription relative aux achats sur le marché intérieur ...

La Turquie rejette l'allégation des États-Unis selon laquelle il existe un lien juridique ou opérationnel entre le cadre législatif prévoyant le régime de contingent tarifaire et celui qui réglemente le commerce NPF qui tendrait à restreindre gravement l'accès au marché. Il n'existe aucune prohibition ou restriction liée tant aux certificats de contrôle qu'au régime de contingent tarifaire de la Turquie. Il n'existe pas de procédures de licences d'importation discrétionnaires. Il n'existe pas d'interdictions saisonnières. Par conséquent, aucun de ces instruments n'a jamais eu pour effet, individuellement ou conjointement avec un autre, de décourager l'utilisation complète des contingents ouverts dans le cadre du régime de contingent tarifaire ou de prohiber ou restreindre le commerce NPF ...

[Pour les raisons exposées ci-dessus], il ne peut y avoir de "*régime d'importation discrétionnaire*" et/ou de "*restrictions quantitatives à l'importation*" au sens de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et de la note de bas de page 1 y relative …

La Turquie rejette l'allégation des États-Unis selon laquelle le "contingent tarifaire assorti de l'obligation d'achats sur le marché intérieur pour les importations contingentaires" et le "refus de délivrer des licences pour toutes importations" aux taux de droits appliqués ou NPF constituent une infraction à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Cela ne s'est jamais produit en ce qui concerne aussi bien les

[595] Réponse des États-Unis à la question n° 131 b), paragraphe 21.

> instruments pris individuellement que ce qui était, selon l'allégation des États-Unis, leur application conjointe."[596]

3. Dispositions invoquées par les États-Unis

7.277 Comme il est dit plus haut[597], dans leurs allégations formulées conjointement à l'encontre de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur et à l'encontre du refus d'accorder des licences ou du fait de ne pas accorder de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé, les États-Unis ont invoqué les trois dispositions ci-après des Accords de l'OMC visés: l'article XI:1 du GATT de 1994, l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et l'article 1:6 de l'Accord sur les licences d'importation. Les deux premières dispositions ont été largement citées dans le présent rapport.[598] L'article 1:6 de l'Accord sur les licences d'importation dispose, quant à lui, ce qui suit:

> "Les procédures de demande, et le cas échéant de renouvellement, seront aussi simples que possible. Les requérants devraient disposer d'un délai raisonnable pour la présentation de demandes de licences. Lorsqu'une date de clôture aura été fixée, le délai devrait être d'au moins 21 jours, avec possibilité de prorogation dans les cas où le nombre de demandes reçues dans ce délai sera insuffisant. Les requérants n'auront à s'adresser, pour ce qui concerne leurs demandes, qu'à un seul organe administratif. Dans les cas où il sera strictement indispensable de s'adresser à plus d'un organe administratif, le nombre de ces organes devrait être limité à trois."

4. Analyse du Groupe spécial

7.278 À titre préliminaire, nous notons que dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis ont formulé leur allégation au titre de l'article 1:6 de l'Accord sur les licences d'importation en tant que l'une de leurs "Autres allégations concernant le régime d'importation de la Turquie".[599] Les États-Unis n'ont pas dit explicitement, comme ils l'avaient fait pour leurs allégations au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994 et de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, que l'allégation au titre de l'article 1:6 de l'Accord sur les licences d'importation visait les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur de la Turquie, considérées *conjointement avec* le refus de la Turquie de délivrer des licences ou le fait qu'elle n'accordait pas de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé.[600] En tout état de cause, les États-Unis ont présenté cette allégation pendant la procédure du Groupe spécial comme visant à la fois "les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur et aux certificats de contrôle".[601] Dans leurs observations concernant la partie descriptive du projet de rapport envoyé aux parties, ils ont ensuite confirmé que cette allégation devrait être examinée par le Groupe spécial comme étant à l'encontre des prescriptions de la Turquie relatives aux achats sur le marché intérieur, considérées *conjointement avec* le refus de la Turquie de délivrer des licences ou le fait qu'elle n'accordait pas de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé.[602]

---

[596] Première communication écrite de la Turquie, paragraphes 125 à 127 et 130 et 131. Voir aussi la déclaration orale de la Turquie à la première réunion de fond avec le Groupe spécial, paragraphe 37, et la réponse de la Turquie à la question n° 19.

[597] Voir le paragraphe 7.273 ci-dessus.

[598] Voir, par exemple, les paragraphes 7.51 à 7.138, 7.139 à 7.142, et 7.242 à 7.255 ci-dessus.

[599] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, *Turquie – Riz*, 7 février 2006, WT/DS334/4, page 4.

[600] *Ibid.*

[601] Réponse des États-Unis à la question n° 131 b), paragraphe 21.

[602] Observations des États-Unis concernant le projet de partie descriptive du rapport du Groupe spécial, 20 mars 2007, page 4.

7.279 Le Groupe spécial est conscient que, comme le Groupe spécial *Japon – Pellicules* l'a déclaré:

> "[I]l n'est pas invraisemblable que des mesures individuelles qui ne compromettent pas des avantages lorsqu'elles sont considérées isolément puissent néanmoins avoir une incidence négative sur les conditions de concurrence lorsqu'elles sont considérées collectivement."[603]

7.280 Toutefois, la situation en l'espèce est différente de celle qui était analysée par le Groupe spécial *Japon – Pellicules* dans le passage cité ci-dessus. Les États-Unis n'ont pas fait valoir que certaines mesures individuelles, qui, lorsqu'elles étaient considérées individuellement, pourraient ne pas avoir constitué un manquement aux obligations découlant des Accords de l'OMC, étaient néanmoins à l'origine d'un tel manquement lorsqu'elles étaient considérées conjointement. L'allégation est plutôt que ces mesures sont contraires aux accords visés, considérées à la fois séparément et conjointement.

7.281 Le Groupe spécial a déjà constaté que les deux mesures contestées conjointement par les États-Unis (à savoir le refus d'accorder des licences ou le fait de ne pas accorder de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé et la prescription relative aux achats sur le marché intérieur) étaient chacune individuellement incompatibles avec les obligations de la Turquie dans le cadre des accords visés.[604] À la lumière de ces constatations, et eu égard au principe d'économie jurisprudentielle, nous ne voyons pas la nécessité, afin de résoudre le présent différend, de formuler une conclusion distincte au sujet de ces mesures considérées conjointement.

E. ALLÉGATIONS DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LES ARTICLES 3:5 A) ET 5:1, 5:2, 5:3, ET 5:4 DE L'ACCORD SUR LES LICENCES D'IMPORTATION

1. Allégations des États-Unis

7.282 Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, dans la section "Autres allégations concernant le régime d'importation de la Turquie"[605], les États-Unis ont formulé, entre autres choses, deux allégations distinctes concernant les articles 3:5 a) et 5:1, 5:2, 5:3, et 5:4 de l'Accord sur les licences d'importation. En particulier, ils ont allégué l'incompatibilité des mesures de la Turquie énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial[606] avec les dispositions suivantes:

> a) "Article 3:5 a) de l'Accord sur les licences d'importation parce que la Turquie n'a pas fourni, sur demande des États-Unis, tous renseignements utiles sur l'administration du régime de licences d'importation de la Turquie et sur les licences d'importation accordées au cours d'une période récente[607]; et
>
> b) Article 5:1, 5:2, 5:3 et 5:4 de l'Accord sur les licences d'importation parce que la Turquie n'a pas notifié son régime de licences d'importation pour le riz."[608]

7.283 Dans leur première communication écrite, les États-Unis ont associé ces deux allégations, en les présentant conjointement de la manière suivante:

---

[603] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pellicules*, paragraphe 10.353. Voir le rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Taxes sur les automobiles*, paragraphe 5.70.

[604] Voir les paragraphes 7.138 et 7.241 ci-dessus.

[605] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, *Turquie – Riz*, 7 février 2006, WT/DS334/4, page 4.

[606] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, *Turquie – Riz*, 7 février 2006, WT/DS334/4, pages 1 et 2.

[607] Allégation 20 dans *Ibid.*, page 5.

[608] Allégation 21 dans *Ibid.*, page 5.

> "Au cours des consultations, les États-Unis ont demandé à la Turquie de donner des renseignements sur la délivrance de certificats de contrôle aux taux de droits hors contingent et le nombre de certificats qui avaient été accordés au cours de l'année précédente. La Turquie n'a pas donné ces renseignements. Par ailleurs, en juillet 2005, les États-Unis ont demandé à la Turquie de notifier au Comité des licences d'importation son régime de licences d'importation non automatiques pour le riz.[609] La Turquie ne l'a pas fait. En conséquence, la Turquie contrevient aux articles 3:5 a), 5:1, 5:2 a), b), c), d), e), g), et h), 5:3, et 5:4 de l'Accord sur les licences d'importation."[610]

2. Réponse de la Turquie

7.284 En réponse, la Turquie a traité ces deux allégations conjointement dans la même section de sa première communication écrite. Elle n'a pas explicitement réfuté les allégations formulées par les États-Unis au sujet de la non-conformité avec les prescriptions pertinentes de l'Accord sur les licences d'importation; en fait, elle a contesté l'applicabilité de ces prescriptions en l'espèce.

7.285 En ce qui concerne l'allégation des États-Unis concernant l'article 3:5 a) de l'Accord sur les licences d'importation, la Turquie a fait valoir ce qui suit:

> "Les certificats de contrôle ne sont pas des "licences d'importation" au sens de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. En conséquence, l'obligation prévue à l'article 3:5 a) de l'Accord sur les procédures de licences d'importation ne s'applique pas à ses certificats de contrôle."[611]

7.286 Quant à l'allégation des États-Unis concernant l'article 5 de l'Accord sur les licences d'importation, la Turquie a soutenu ce qui suit:

> "De même, … les procédures de licences envisagées dans le cadre du régime de contingent tarifaire relèvent d'un système de licences d'importation automatiques au sens de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. En conséquence, le système de licences d'importation de la Turquie dans le cadre du régime de contingent tarifaire n'est pas assujetti aux prescriptions en matière de notification énoncées à l'article 5 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation."[612]

3. Analyse du Groupe spécial

7.287 Le Groupe spécial note que le Groupe spécial *Canada – Produits laitiers* s'est abstenu d'évaluer les allégations des États-Unis au titre de l'article 3 de l'Accord sur les licences d'importation en déclarant ce qui suit:

> "Étant donné que nous avons constaté ci-dessus que les deux restrictions en matière d'accès imposées par le Canada en ce qui concerne son contingent tarifaire pour le lait de consommation étaient contraires aux obligations qui incombaient au Canada au

---

[609] *(note de bas de page de l'original)* G/LIC/Q/TUR/3 (25 juillet 2005).

[610] Première communication des États-Unis, paragraphe 127. Voir aussi *ibid*., paragraphe 5 et la réfutation de la Turquie, paragraphes 5 et 82, ainsi que la réponse des États-Unis à la question n° 139, paragraphe 32.

[611] Première communication de la Turquie, paragraphe 133.

[612] Première communication de la Turquie, paragraphe 134.

titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994, nous ne voyons pas la nécessité d'examiner si, en agissant ainsi, ce pays viole aussi l'article 3 de l'Accord sur les licences."[613]

7.288 Le Groupe spécial note les similitudes entre l'affaire *Canada – Produits laitiers* et la présente affaire. En l'espèce, le Groupe spécial a déjà constaté que le refus de la Turquie d'accorder des certificats de contrôle ou le fait qu'elle n'en accordait pas pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire enfreignait, quant au fond, l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Par ailleurs, dans l'affaire *Canada – Produits laitiers*, l'un des arguments présentés par les États-Unis au titre de l'Accord sur les licences d'importation se rapportait à une obligation de transparence prévue à l'article 3:5 a) iv) de cet accord. À cet égard, dans l'affaire *Canada – Produits laitiers*, les États-Unis ont fait valoir, comme en l'espèce, que le défendeur:

> "avait manqué à l'obligation qui lui incombait en vertu de l'article 3:5 iv), à savoir de fournir des renseignements sur la valeur et le volume du lait de consommation entrant dans les limites du contingent tarifaire. Les États-Unis avaient demandé ces renseignements durant les consultations tenues en novembre 1997, et le [défendeur] avait indiqué que de telles données n'avaient pas été compilées bien qu'il ait, lors de consultations antérieures, donné l'assurance qu'elles seraient rendues disponibles. [note de bas de page omise]"[614]

7.289 Le Groupe spécial note, dans ce contexte, que le Groupe spécial *Canada – Produits laitiers* a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle dans le passage susmentionné pour toutes les allégations des États-Unis au titre de l'Accord sur les licences d'importation, y compris leur allégation relative à la transparence, présentée au titre de l'article 3:5 iv) dudit accord.[615] Par ailleurs, le Groupe spécial note que les deux séries de dispositions pertinentes invoquées conjointement par les États-Unis en l'espèce, à savoir l'article 3:5 a) de l'Accord sur les licences d'importation, d'une part, et l'article 5:1, 5:2 a), b), c), d), e), g) et h), 5:3, et 5:4 du même accord, d'autre part, énoncent des obligations en matière de transparence qui – de manière semblable à l'article 3:5 a) de l'Accord sur les licences d'importation – visent en définitive la communication de renseignements aux autres Membres.

7.290 En effet, l'article 3:5 a) de l'Accord sur les licences d'importation dispose ce qui suit:

> "a) Les Membres fourniront, sur demande, à tout Membre ayant un intérêt dans le commerce du produit visé, tous renseignements utiles:
>
> i) sur l'administration de la restriction;
>
> ii) sur les licences d'importation accordées au cours d'une période récente;
>
> iii) sur la répartition de ces licences entre les pays fournisseurs; et
>
> iv) dans les cas où cela sera réalisable, des statistiques des importations (en valeur et/ou en volume) concernant les produits soumis à licence d'importation. On n'attendra pas des pays en développement Membres qu'ils assument à ce titre des charges administratives ou financières additionnelles."

---

[613] Rapport du Groupe spécial *Canada – Produits laitiers*, paragraphe 7.157.
[614] *Ibid.*, paragraphe 4.514.
[615] Voir, en particulier, l'intitulé "L'Accord sur les licences" figurant au-dessus du paragraphe 7.157 du rapport du Groupe spécial *Canada – Produits laitiers*.

7.291 L'article 5:1, 5:2 a), b), c), d), e), g) et h), 5:3 et 5:4 de l'Accord sur les licences d'importation dispose ce qui suit:

> "1. Les Membres qui établiront des procédures de licences ou qui apporteront des modifications à leurs procédures en donneront notification au Comité dans les 60 jours qui suivront leur publication.
>
> 2. Les notifications relatives à l'établissement de procédures de licences d'importation contiendront les renseignements suivants:
>
> a) liste des produits soumis aux procédures de licences;
>
> b) point de contact chargé de communiquer des renseignements sur les conditions de recevabilité;
>
> c) organe(s) administratif(s) auquel (auxquels) présenter les demandes;
>
> d) date et titre de la publication où sont publiées les procédures de licences;
>
> e) indication du caractère automatique ou non automatique de la procédure de licences, conformément aux définitions énoncées aux articles 2 et 3;
>
> [...]
>
> g) dans le cas des procédures de licences d'importation non automatiques, indication de la mesure qui est mise en œuvre par voie de licences; et
>
> h) durée d'application prévue de la procédure de licences si elle peut être estimée avec quelque certitude, et sinon, raison pour laquelle ces renseignements ne peuvent pas être fournis.
>
> 3. Les notifications relatives à la modification de procédures de licences d'importation indiqueront les éléments susmentionnés, si ceux-ci sont modifiés.
>
> 4. Les Membres notifieront au Comité la (les) publication(s) dans laquelle (lesquelles) les renseignements demandés au paragraphe 4 de l'article premier seront publiés."

7.292 À la lumière de ce qui précède, comme le Groupe spécial *Canada – Produits laitiers*, le présent groupe spécial ne voit pas la nécessité d'examiner si, par sa décision, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, de refuser d'accorder des licences ou de ne pas accorder de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé, la Turquie enfreint aussi l'article 3:5 a) de l'Accord sur les licences d'importation et, suivant un raisonnement semblable et connexe, il n'est pas nécessaire d'examiner si la Turquie a aussi enfreint l'article 5:1, 5:2 a), b), c), d), e), g) et h), 5:3 et 5:4 de l'Accord sur les licences d'importation.

F. ADMINISTRATION DES CONTINGENTS TARIFAIRES

1. Allégation des États-Unis

7.293 Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, outre les autres allégations, les États-Unis ont dit que la Turquie agissait d'une manière incompatible avec:

> "[L'a]rticle 3:5 h) de l'Accord sur les licences d'importation parce que la Turquie administr[ait] ses contingents tarifaires [pour le riz] d'une manière qui décourage[ait] l'utilisation complète des contingents."[616]

7.294 Dans leur première communication, les États-Unis ont présenté cette allégation de la manière suivante:

> "La Turquie veille à ce que les contingents ne puissent pas être épuisés en fixant les achats prescrits sur le marché intérieur à un niveau si élevé que les importateurs auraient acheté toute la production turque de riz avant d'atteindre le volume du contingent. Par exemple, la production turque de riz paddy s'est élevée à 415 000 tonnes métriques en 2004 et à 500 000 tonnes en 2005.[617] La quantité maximale de riz paddy qui pouvait être importée dans le cadre du contingent tarifaire était de 500 000 tonnes.[618] Or, dans presque tous les cas, un importateur qui souhaite importer du riz dans le cadre du contingent tarifaire est tenu d'acheter une plus grande quantité de riz national que la quantité de riz qu'il veut importer. Pour dire les choses simplement, même si les importateurs achetaient chaque grain de riz en Turquie, ils resteraient loin de la limite de 500 000 tonnes métriques pour les importations de riz paddy.
>
> De plus, le coût élevé des achats sur le marché intérieur rend l'importation dans le cadre du contingent tarifaire beaucoup plus onéreuse pour l'importateur, qui est probablement une rizerie, que s'il s'approvisionnait simplement sur le marché intérieur, et décourage donc l'utilisation complète du contingent tarifaire."[619]

2. Réponse de la Turquie

7.295 En réponse à l'allégation des États-Unis, la Turquie a déclaré ce qui suit:

> "L'article 3:5 h) de l'Accord sur les procédures de licences d'importation s'applique aux "*régimes de licences d'importation non automatiques*" …
>
> Le système de licences d'importation de la Turquie aux fins de la répartition du contingent tarifaire entre les commerçants a toujours été, pendant qu'il était en vigueur, un système de licences d'importation automatiques …
>
> [S]ur la base de ces considérations juridiques et éléments de preuve factuels, il apparaît clairement que le système de licences d'importation de la Turquie aux fins de

---

[616] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, *Turquie – Riz*, 7 février 2006, WT/DS334/4, page 4.

[617] *(note de bas de page de l'original)* Pièce US-45.

[618] *(note de bas de page de l'original)* Pièces US-5 et US-10.

[619] Première communication des États-Unis, paragraphes 118 et 119. Voir aussi *ibid.*, paragraphe 123, la réponse des États-Unis aux questions n° 72 et 77 a), paragraphes 110 à 112 et 121, la déclaration orale des États-Unis à la première réunion de fond, paragraphes 32 à 37, et la pièce US-52.

> la répartition du contingent tarifaire entre les commerçants était automatique et n'a jamais eu pour effet de décourager l'utilisation complète des contingents.
>
> En tout état de cause, il conviendrait de noter que, loin de décourager l'utilisation complète des contingents, la Turquie a prolongé à deux reprises en 2005 les délais pour la présentation des demandes de licences d'importation dans le cadre du contingent tarifaire ouvert entre le 1er novembre 2004 et le 31 juillet 2005. Cela apparaît comme un élément de preuve clair et convaincant montrant que la Turquie n'avait pas l'intention de décourager l'utilisation complète des contingents.
>
> Pour ces raisons, l'allégation des États-Unis au titre de l'article 3:5 h) de l'Accord sur les procédures de licences d'importation doit être rejetée."[620]

7.296 En réponse à l'affirmation des États-Unis selon laquelle la Turquie a, selon les allégations, veillé à ce que les contingents ne puissent pas être épuisés en fixant les achats prescrits sur le marché intérieur à un niveau si élevé que les importateurs auraient acheté toute la production turque de riz avant d'atteindre le volume du contingent, la Turquie a dit que:

> "[L]e montant total du contingent tarifaire était déterminé sur la base des projections de production de chaque année et des coefficients de conversion indiqués dans les communiqués connexes."[621]

7.297 En outre, en tant qu'allégation ayant trait à la prescription relative aux achats sur le marché intérieur qui était imposée par la Turquie en relation avec les contingents tarifaires pour l'importation de riz, l'allégation des États-Unis concernant le fait allégué de décourager l'utilisation complète des contingents est visée par la demande formulée par la Turquie selon laquelle, puisque son "régime de contingent tarifaire … et les procédures de licences d'importation qui y étaient associées ne sont plus en vigueur"[622]:

> "[L]e Groupe spécial [devrait] soit s'abst[enir] de formuler des constatations au sujet des mesures concernant le régime de contingent tarifaire de la Turquie car celles-ci ne sont plus en vigueur, soit, s'il juge nécessaire de formuler ces constatations afin d'arriver à une solution positive du différend, n'adresse[r] aucune recommandation à l'Organe de règlement des différends."[623]

3. Article 3:5 h) de l'Accord sur les licences d'importation

7.298 L'article 3:5 h) de l'Accord sur les licences d'importation se lit comme suit:

> "[D]ans l'administration des contingents, les Membres n'empêcheront pas que les importations soient effectuées conformément aux licences délivrées et ne décourageront pas l'utilisation complète des contingents."

4. Analyse du Groupe spécial

7.299 L'allégation des États-Unis au titre de l'article 3:5 h) de l'Accord sur les licences d'importation est liée à l'application de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur qui était imposée

---

[620] Première communication écrite de la Turquie, paragraphes 119 à 123. Voir aussi *ibid.*, paragraphes 2, 106 et 108, la déclaration orale de la Turquie à la première réunion de fond avec le Groupe spécial, paragraphe 38 et la réponse de la Turquie à la question n° 16.

[621] Réponse de la Turquie à la question n° 72.

[622] Première communication écrite de la Turquie, paragraphe 4.

[623] *Ibid.*, paragraphe 139.

par la Turquie en relation avec les contingents tarifaires pour l'importation de riz. Tel qu'il est exposé par les États-Unis, le fait allégué de décourager l'utilisation complète des contingents aurait lieu par le biais de la détermination, en fonction de la production nationale estimée de riz en Turquie, du rapport entre le riz national dont l'achat était prescrit et le riz qui pouvait être importé en vertu de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur.

7.300 Il s'ensuit que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est un élément nécessaire de la mesure qui a été contestée par les États-Unis au titre de cette allégation spécifique. Sans cette prescription, le fait de décourager l'utilisation complète des contingents qui est allégué par les États-Unis disparaîtrait.

7.301 Le Groupe spécial rappelle qu'il a déjà été constaté que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur était incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994 parce qu'elle entraînait pour le riz importé un traitement moins favorable que celui qui était accordé au riz national similaire.[624] En conséquence, eu égard au principe d'économie jurisprudentielle, le Groupe spécial estime qu'il ne serait pas nécessaire pour résoudre le présent différend de traiter l'allégation au titre de l'article 3:5 h) de l'Accord sur les licences d'importation.

G. TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ

7.302 Conformément à l'article 12:11 du Mémorandum d'accord:

> "Dans les cas où une ou plusieurs des parties seront des pays en développement Membres, le rapport du groupe spécial indiquera expressément la façon dont il aura été tenu compte des dispositions pertinentes sur le traitement différencié et plus favorable pour les pays en développement Membres, qui font partie des accords visés et qui auront été invoquées par le pays en développement Membre au cours de la procédure de règlement des différends."

7.303 En outre, l'article 12:10 du Mémorandum d'accord dispose que:

> "[L]orsqu'il examinera une plainte visant un pays en développement Membre, le groupe spécial ménagera à celui-ci un délai suffisant pour préparer et exposer son argumentation."

7.304 Le Groupe spécial note qu'au cours des présentes procédures du Groupe spécial, la Turquie n'a invoqué aucune disposition spécifique concernant le traitement différencié et plus favorable pour les pays en développement Membres qui appellerait un examen particulier, et nous ne pensons pas non plus que ces dispositions spéciales soient pertinentes pour le règlement de la question spécifique dont le présent groupe spécial est saisi.

7.305 En tout état de cause, pendant la présente procédure, le Groupe spécial a pris en compte le statut du défendeur en tant que pays en développement Membre, fait qui n'était pas contesté par le plaignant, lorsqu'il a établi et révisé le calendrier des travaux. Le Groupe spécial s'est efforcé, entre autres choses, de donner suite, dans la mesure du possible, aux demandes de prolongation des délais présentées par la Turquie pour les réponses aux questions posées par le Groupe spécial après les première et deuxième réunions de fond, ainsi qu'à la demande de délai présentée par la Turquie pour les observations concernant les observations des États-Unis relatives au rapport intérimaire du Groupe spécial.

[624] Voir le paragraphe 7.241 ci-dessus.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

8.1 Le Groupe spécial conclut que la décision de la Turquie, à partir de septembre 2003 et pendant différentes périodes, de refuser d'accorder des certificats de contrôle ou de ne pas en accorder pour l'importation de riz hors du contingent tarifaire constitue une restriction quantitative à l'importation ainsi qu'une pratique correspondant à un régime d'importation discrétionnaire, au sens de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. En conséquence, il s'agit d'une mesure du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits et qui est donc incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

8.2 Le Groupe spécial recommande que l'Organe de règlement des différends demande à la Turquie de rendre les mesures incompatibles énumérées ci-dessus conformes à ses obligations dans le cadre des Accords de l'OMC.

8.3 Le Groupe spécial conclut aussi que la prescription de la Turquie imposant aux importateurs d'acheter du riz national afin d'être autorisés à importer du riz à des taux de tarifs réduits dans le cadre des contingents tarifaires accordait au riz importé un traitement moins favorable que celui qui était accordé au riz national similaire, d'une manière incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994.

8.4 Comme nous avons noté que la prescription imposant aux importateurs d'acheter du riz national afin d'être autorisés à importer du riz à des taux de tarifs réduits dans le cadre des contingents tarifaires était venue à expiration et que la Turquie avait déclaré son intention de ne pas rétablir cette mesure, nous nous abstenons d'adresser à l'ORD une recommandation spécifique à cet égard.

8.5 Aux termes de l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage. Le Groupe spécial conclut que, dans la mesure où les mesures énumérées ci-dessus sont incompatibles avec les Accords de l'OMC, elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour les États-Unis de ces accords.

ANNEXE A

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES PREMIÈRES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES ET COMMUNICATIONS ÉCRITES DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe A-1	Résumé analytique de la première communication écrite des États-Unis (27 septembre 2006)	A-2
Annexe A-2	Résumé analytique de la première communication écrite de la Turquie (18 octobre 2006)	A-11
Annexe A-3	Communication écrite de la Chine en tant que tierce partie (18 octobre 2006)	A-20
Annexe A-4	Communication écrite de l'Égypte en tant que tierce partie (18 octobre 2006)	A-24
Annexe A-5	Communication écrite des Communautés européennes en tant que tierce partie (18 octobre 2006)	A-31

ANNEXE A-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS
(27 septembre 2006)

1. Pour dire les choses simplement, le présent différend porte sur l'accès aux marchés. Au cours du Cycle d'Uruguay, la Turquie s'était engagée à autoriser les importations de riz à un taux de droit consolidé de 45 pour cent. Au lieu de cela, elle a institué un régime de licences d'importation discrétionnaires et non transparent pour restreindre et, parfois, éliminer les importations de riz. Plus précisément, la Turquie applique depuis 2003 un contingent tarifaire pour le riz et exige des licences pour l'importation de riz, tant au taux contingentaire qu'au taux hors contingent. En ce qui concerne le taux hors contingent, le Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (le "MARA") omet tout simplement de délivrer les licences, en vertu d'une série de "lettres d'acceptation" non publiées, dans lesquelles le Ministre de l'agriculture accepte de "retarder" le début de la délivrance des licences d'importation, ou "certificats de contrôle". **Les importateurs qui ont sollicité une licence attendent souvent pendant des mois, voire des années, une réponse à leur demande et, s'ils en reçoivent effectivement une, la demande est rejetée pour des motifs négligeables (des fautes d'orthographe, par exemple) ou sans la moindre explication. Un importateur a saisi le tribunal en octobre 2004 pour obtenir une ordonnance obligeant les pouvoirs publics à lui accorder une licence d'importation après que ses formulaires lui avaient été retournés et que la demande avait finalement été rejetée: en décembre 2005, son riz était <u>toujours</u> en magasin, tandis que l'affaire demeurait en instance.**

2. En ce qui concerne les quantités contingentaires, la Turquie a subordonné l'acceptation des licences par le Sous-Secrétariat turc au commerce extérieur (le "FTU") à l'achat de grandes quantités de riz du pays. La quantité de riz que les importateurs sont tenus d'acheter pour importer dans le cadre du contingent tarifaire dépend de trois facteurs: 1) le type de riz à importer (paddy, brun ou blanchi), 2) la source d'approvisionnement pour les achats de riz du pays (l'Office turc des céréales (le "TMO"), d'une part, ou des producteurs ou associations de producteurs turcs, de l'autre) et 3) dans le cas où le riz est acheté à des producteurs ou des associations de producteurs turcs de riz paddy, la région de provenance. Par suite de ce système compliqué, le rapport des importations aux achats intérieurs de riz varie beaucoup, selon l'interaction des trois variables, et, dans la plupart des cas, l'importateur doit acheter une <u>plus grande</u> quantité de riz national que celle qu'il souhaite importer.

3. Du fait que la Turquie ne délivre pas de licences au taux hors contingent et qu'elle clôt le contingent tarifaire durant la récolte annuelle de riz turc, les importations de riz sont frappées d'interdiction totale durant la période d'août à octobre. La Turquie assouplit ou renforce à son gré ces mesures de licences, bien souvent sans en avertir au préalable les importateurs par écrit et fréquemment en contravention à ce qui a été publié au Journal officiel. En prenant ces mesures, la Turquie a agi d'une manière incompatible avec plusieurs dispositions de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "GATT de 1994"), l'*Accord sur les procédures de licences d'importation* (l'"Accord sur les licences d'importation"), l'*Accord sur l'agriculture* (l'"Accord sur l'agriculture") et l'*Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce* (l'"Accord sur les MIC").

4. Les États-Unis ont cherché à éviter une procédure de règlement des différends sur cette question et à trouver au contraire avec la Turquie une solution mutuellement acceptable. Cependant, leurs tentatives pour résoudre cette question sont restées jusqu'ici vaines. En conséquence, le 2 novembre 2005, ils ont demandé, conformément aux articles 1er et 4 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord"), à l'article XXII:1 du GATT de 1994, à l'article 6 de l'Accord sur les licences d'importation, à l'article 8 de l'Accord sur les MIC et à l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture, l'ouverture de consultations avec

le gouvernement turc au sujet des restrictions imposées par la Turquie à l'importation de riz en provenance des États-Unis. À la suite de cette demande, les États-Unis et la Turquie ont tenu des consultations le 1er décembre 2005. Ces consultations n'ont pas permis de parvenir à un règlement mutuellement satisfaisant du différend. Le 6 février 2006, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, à l'article 6 de l'Accord sur les licences d'importation, à l'article 8 de l'Accord sur les MIC et à l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture. L'Organe de règlement des différends (l'"ORD") a établi le Groupe spécial le 17 mars, en le dotant du mandat type. Malgré la procédure en cours du Groupe spécial, les États-Unis demeurent disposés à trouver avec la Turquie une solution à cette question.

5. Dans leur première communication écrite, les États-Unis formulent des allégations concernant 1) le refus de la Turquie de délivrer des licences pour l'importation de riz aux taux hors contingent (ou au taux de droit consolidé par la Turquie dans le cadre de l'OMC), 2) le régime de contingent tarifaire de la Turquie, doublé d'une prescription relative aux achats sur le marché intérieur, qui réglemente les importations effectuées dans la limite du contingent, 3) l'ensemble du régime de licences d'importation de la Turquie, c'est-à-dire le refus de délivrer des licences d'importation et le contingent tarifaire, qui ont conjointement pour effet de restreindre les importations de riz et de fausser le marché turc du riz – ainsi que d'autres allégations concernant le régime d'importation de la Turquie ou les restrictions qu'elle impose à l'importation de riz.

Allégations des États-Unis relatives au refus de la Turquie de délivrer des licences d'importation

6. Le refus de la Turquie de délivrer des licences permettant d'importer du riz à un taux de droit égal ou inférieur au taux consolidé est incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994, parce qu'il prohibe ou restreint les importations au taux hors contingent et, lorsque le contingent tarifaire est fermé, revient à interdire totalement les importations de riz. Ce refus constitue aussi un régime d'importation discrétionnaire: selon la loi turque, le MARA est censé accorder les licences d'importation automatiquement, mais, en réalité, il n'en délivre pas du tout. De plus, le certificat de contrôle est une licence d'importation aux fins de l'article XI:1, parce que le MARA exige des importateurs qu'ils remplissent un formulaire de demande de certificat et que cette demande doit être acceptée pour que l'importation ait lieu. Le certificat de contrôle constituerait en tout état de cause une prohibition ou une restriction à l'importation dont l'application est faite au moyen d'un "autre procédé", parce que, comme le Groupe spécial *Inde – Automobiles* l'a constaté, l'article XI:1 donne à penser "qu'il est censé viser toutes les mesures restreignant l'entrée de produits sur le territoire d'un Membre, hormis celles qui sont expressément exclues, à savoir les droits de douane, les taxes ou les autres impositions". En omettant de délivrer des certificats de contrôle, la Turquie ne se borne pas à restreindre l'importation de riz sur son territoire: en fait, elle *interdit* toute importation autre que la quantité prévue dans le contingent tarifaire.

7. L'éventail des mesures que les Membres ne peuvent pas instituer ou maintenir aux termes de l'article XI:1 est fort large. Cette disposition englobe toutes les prohibitions ou restrictions à l'importation autres que celles qui sont énumérées, que le Membre considéré ait recours au contingentement, à un régime de licences d'importation ou d'exportation ou à "tout autre procédé" pour appliquer la prohibition ou la restriction. Plusieurs groupes spéciaux ont estimé que cette disposition avait une portée "large" et "globale".

8. Le refus de la Turquie de délivrer des licences d'importation sauf pour la quantité prévue dans le contingent tarifaire constitue une "prohibition" à l'importation aux fins de l'article XI:1 du GATT de 1994. Il y a "prohibition" lorsqu'il est juridiquement inadmissible de faire entrer une marchandise particulière en provenance d'un autre pays ou d'en faire le commerce. L'interdiction que la Turquie impose à l'importation de riz en dehors de son régime de contingent tarifaire est appliquée au moyen du refus du MARA de délivrer des certificats de contrôle aux importateurs. L'importateur qui veut importer du riz en dehors du régime de contingent tarifaire est tenu d'obtenir un certificat de contrôle du MARA pour pouvoir le faire. Or, par une série de lettres d'acceptation non publiées, le Ministre de

l'agriculture a décidé qu'à compter de septembre 2003, le MARA "retarderait" la délivrance des certificats de contrôle.

9. L'énoncé de ces lettres démontre que la Turquie impose une "prohibition" à l'importation de riz au sens de l'article XI:1, car il ressort clairement de leur libellé que le Ministre de l'agriculture donne pour instruction aux fonctionnaires de son ministère de ne pas délivrer de certificat de contrôle aux importateurs, et, sans ce document, l'importation ne peut pas avoir lieu (à moins que la Turquie n'ait rouvert son contingent tarifaire générateur de distorsions). Spécifiquement, dans chaque lettre, la Direction générale recommande qu'il y ait un "retard" dans la délivrance de ces certificats pendant une certaine période, et le Ministre signe la lettre pour indiquer qu'il accepte cette recommandation. Lorsque la période couverte par une lettre touche à sa fin, la Direction générale émet une nouvelle lettre dans laquelle elle recommande un nouveau "retard" pour le début de la délivrance des certificats. Sans certificat de contrôle, un importateur ne peut pas importer de riz en Turquie, à moins que la Turquie n'ait rouvert son contingent tarifaire et que lui-même n'achète du riz du pays. En résumé, par sa décision de ne pas délivrer de certificats de contrôle, la Turquie prohibe en fait toutes les importations de riz à son taux consolidé dans le cadre de l'OMC (l'accès minimal à son marché qu'elle s'est engagée à offrir). Ce n'est que lorsqu'elle décide de rouvrir son contingent tarifaire générateur de distorsions qu'il peut y avoir la moindre importation. Pendant la période durant laquelle le contingent tarifaire est fermé – généralement d'août à fin octobre, période qui correspond à la récolte du riz turc –, il n'y a aucun mécanisme permettant d'importer du riz en Turquie, ce qui constitue une interdiction totale d'importer du riz. Le Ministre, M. Tuzmen, a confirmé la non-délivrance de certificats de contrôle dans une lettre à l'Ambassadeur Portman, lorsqu'il disait que "le certificat de contrôle sera[it] délivré *à partir du 1er avril 2006*".

10. Cette situation n'est pas sans ressemblance avec l'affaire *Turquie – Textiles*, dans laquelle le Groupe spécial a constaté que l'Inde avait établi *prima facie* qu'il y avait infraction à l'article XI:1 en montrant que les mesures de la Turquie, "à première vue", imposaient des restrictions quantitatives sur les importations. De même, en l'espèce, l'énoncé des lettres d'acceptation est clair: le Ministre de l'agriculture a donné à plusieurs reprises l'ordre de ne pas accorder de certificats de contrôle. Sans ces certificats, aucune importation ne peut avoir lieu. C'est exactement ainsi que les fonctionnaires du MARA ont interprété ces documents, comme l'atteste une lettre datée du 1er mai 2006 et adressée par une direction provinciale de l'agriculture à un importateur turc de riz des États-Unis. La direction en question refusait à l'importateur le certificat de contrôle que celui-ci avait demandé le 25 avril 2006 pour importer du riz médium blanchi en provenance des États-Unis, "car il n'[était] pas possible d'établir un certificat de contrôle selon nos lois et règlements".

11. L'interdiction par la Turquie de délivrer des certificats de contrôle, qui rendait impossible l'importation de riz en dehors du régime de contingent tarifaire, constitue aussi une "restriction … à l'importation" contraire à l'article XI:1. Pris dans son sens ordinaire, le mot "restriction" signifie "ce qui limite l'action, condition ou réglementation limitative". Le Groupe spécial *Inde – Automobiles*, citant en l'approuvant cette définition du mot "restriction" et rappelant la large portée de l'article XI:1, a dit que "toute forme de *limitation* imposée à l'importation ou à l'occasion de l'importation constitu[ait] une restriction à l'importation au sens de l'article XI:1". En n'accordant pas de certificats de contrôle aux importateurs, la Turquie impose manifestement une limitation à l'importation. Sa décision de ne pas délivrer ces certificats démontre aussi qu'elle maintient un régime de licences d'importation discrétionnaires, ou non automatiques, au moyen duquel elle applique des restrictions à l'importation. Dans l'affaire *Inde – Restrictions quantitatives*, le Groupe spécial a constaté que deux aspects du système de licences d'importation de l'Inde constituaient un régime d'importation discrétionnaire parce que les licences étaient accordées dans certains cas mais non dans tous, et il a donc constaté qu'il y avait infraction à l'article XI:1 sur ces deux points. En l'espèce, la Turquie n'accorde pas de certificats de contrôle dans 100 pour cent des cas, ce qui montre qu'elle use de son pouvoir discrétionnaire d'imposer des restrictions à l'importation.

12. Du fait que son refus de délivrer des licences d'importation en dehors du contingent tarifaire constitue une restriction quantitative à l'importation incompatible avec les règles de l'OMC, en même temps qu'un régime d'importation discrétionnaire, la Turquie a aussi contrevenu à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Dans des circonstances analogues, d'autres groupes spéciaux ont constaté que lorsqu'une mesure concernant des produits agricoles était incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994, elle l'était nécessairement aussi avec l'article 4:2 qui disposait dans la note de bas de page 1, entre autres choses, que "les restrictions quantitatives à l'importation" et "les régimes d'importation discrétionnaires" étaient des mesures que les Membres ne pouvaient pas maintenir et auxquelles ils ne pouvaient ni recourir ni revenir. En l'espèce, les États-Unis ont démontré que le refus de la Turquie de délivrer des licences d'importation constituait une prohibition et une restriction à l'importation et que, de ce fait, la Turquie avait agi d'une manière incompatible avec l'article XI:1. De même, la Turquie agit d'une manière incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Dans le cadre du Cycle d'Uruguay, elle s'était engagée à autoriser les importations de riz automatiquement à un taux ne dépassant pas 45 pour cent *ad valorem*. Comme il a été dit plus haut, le MARA a refusé d'accorder des licences d'importation aux importateurs. Cette interdiction totale des importations hors contingent tarifaire constitue une restriction quantitative à l'importation. De plus, le refus de la Turquie de délivrer des licences d'importation équivaut aussi à un régime d'importation discrétionnaire, parce que le MARA n'accorde pas de licences automatiquement. En d'autres termes, le refus de délivrer des licences démontre que la Turquie a le pouvoir discrétionnaire de les accorder ou non, et, sans ces licences, l'importation ne peut pas avoir lieu. Ce sont les mesures énumérées dans la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 comme étant des mesures "du type" de celles que la Turquie ne peut pas maintenir et auxquelles elle ne peut ni recourir ni revenir.

13. En outre, le régime de licences d'importation de la Turquie pour les importations hors contingent tarifaire n'est pas transparent. Par exemple, la Turquie ne spécifie pas de délai pour l'approbation ou le rejet des demandes de licences ni ne donne aux requérants d'explications sur les motifs du rejet. De plus, elle n'a pas notifié à l'OMC son régime de licences d'importation applicable au riz, bien que les États-Unis aient demandé qu'elle le fasse. Son régime est, par conséquent, incompatible avec d'autres dispositions de l'OMC, y compris les articles 1:4 a) et b) et 3:5 e) et f) de l'Accord sur les licences d'importation et l'article X:1 et X:2 du GATT de 1994.

Allégations des États-Unis relatives au régime de contingent tarifaire de la Turquie qui prescrit des achats sur le marché intérieur

14. L'imposition par la Turquie d'une prescription relative aux achats sur le marché intérieur dans le cadre de son régime de contingent tarifaire aux importateurs de riz sur son territoire est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994 parce que cette mesure soumet le riz importé à un traitement moins favorable que celui qui s'applique au riz national et altère les conditions de la concurrence pour le riz importé sur le marché turc. Pour établir qu'une mesure est contraire à l'article III:4, il faut que trois éléments soient réunis: 1) les produits importés et les produits nationaux doivent être des produits "similaires", 2) la mesure est une loi, un règlement ou une prescription "affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur", et 3) les produits importés sont soumis à un traitement moins favorable que celui qui s'applique aux produits nationaux.

15. Le premier élément du critère de l'article III:4 est le point de savoir si les produits nationaux et les produits importés sont des produits "similaires". En général, les produits "similaires" sont des produits qui ont les mêmes propriétés ou des propriétés semblables. En examinant si des produits sont "similaires" aux fins de l'article III, plusieurs groupes spéciaux ont jugé significatif le fait qu'une mesure établisse une distinction entre un produit national et un produit importé uniquement sur la base de l'origine. De plus, un groupe spécial, notant que la loi en cause faisait la distinction entre articles étrangers et articles importés uniquement sur la base de l'origine, a constaté qu'"il n'[était] pas nécessaire de démontrer que des produits similaires [avaient] effectivement fait l'objet d'échanges commerciaux pour établir qu'il y a[vait] violation de l'article III:4". En l'espèce, les mesures de la

Turquie, telles qu'elles sont libellées, établissent des distinctions selon que le riz considéré est d'origine étrangère ou nationale. Les lettres d'acceptation interdisent l'importation en Turquie de riz étranger, en disant carrément qu'il ne sera pas délivré de certificats de contrôle, en vue de protéger les producteurs de riz national. La prescription relative aux achats sur le marché intérieur garantit que les importateurs de riz étranger achèteront du riz d'origine nationale pour pouvoir importer. Le libellé de ces mesures montre clairement que, pour la *Turquie*, le riz étranger et le riz national sont en concurrence; il est donc difficile de ne pas conclure qu'au moins *une certaine quantité* de riz importé est "similaire" au riz turc.

16. Même si les mesures de la Turquie ne faisaient pas de distinction entre riz étranger et riz importé sur la base de l'origine, le riz des États-Unis et le riz turc constituent aussi des produits "similaires" au regard d'un examen plus approfondi. L'Organe d'appel, qui a retenu un "champ des produits visés relativement vaste" pour constater que des produits étaient "similaires" aux fins de l'article III:4, a réduit à quatre la liste non exhaustive des facteurs susceptibles d'être pris en considération dans un tel examen: le classement tarifaire, "les propriétés, la nature et la qualité" d'un produit, les utilisations finales d'un produit et les préférences des consommateurs. Suivant ce critère, le riz des États-Unis et le riz turc sont des produits "similaires" aux fins de l'article III:4. Ils sont l'un et l'autre classés sous la position 1006 du SH. La Turquie et les États-Unis produisent tous deux les deux mêmes variétés de riz, le riz médium et le riz long grain. L'utilisation finale des produits est la même: le riz paddy et le riz brun sont destinés à être blanchis, et le riz blanchi est destiné à la consommation humaine. De plus, la variété Calrose des États-Unis est directement en concurrence avec la variété turque Osmancik: en mars 2005, à Ankara, les deux se vendaient au détail à peu près au même prix.

17. Le deuxième élément qu'il faut démontrer pour prouver qu'un Membre ne s'est pas acquitté de ses obligations au titre de l'article III:4 est que la mesure considérée 1) est une loi, un règlement ou une prescription, 2) "affectant la vente, la mise en vente, l'achat … et l'utilisation [des] produits [similaires en cause] sur le marché intérieur". Le régime de contingent tarifaire comprend plusieurs instruments juridiques, dont des décrets et notifications, qui ont été promulgués par le FTU et publiés au Journal officiel de la Turquie. Les États-Unis ne voient pas très bien si les différents instruments appliqués par la Turquie devraient être qualifiés de "lois" ou de "règlements", mais il est évident qu'ils ont tous force obligatoire en droit turc. Sur le point de savoir si la clause relative aux achats sur le marché intérieur pouvait être qualifiée de "prescription", le Groupe spécial *Inde – Automobiles* a constaté que le terme "prescription" englobait les obligations "qu'une entreprise accept[ait] volontairement afin d'obtenir du gouvernement un avantage". Dans l'affaire *FSC (article 21:5)*, le Groupe spécial a constaté qu'une mesure comportant des conditions auxquelles une personne devait satisfaire pour obtenir des pouvoirs publics un avantage était une "prescription" aux fins de l'article III:4. En l'espèce, la Turquie impose une "prescription" selon laquelle les importateurs doivent acheter du riz national comme condition de l'importation s'ils veulent payer un taux de droit réduit pour importer du riz. Ainsi, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur dans le cadre du contingent tarifaire satisfait au critère "loi, règlement ou prescription".

18. La prescription relative aux achats sur le marché intérieur affecte manifestement aussi la vente, la mise en vente, l'achat et l'utilisation des produits similaires sur le marché intérieur. L'emploi du mot "affectant" à l'article III:4 implique qu'il ne serait pas nécessaire qu'une mesure vise directement la vente, la mise en vente, l'achat ou l'utilisation d'un produit sur le marché intérieur, mais qu'elle recouvre un éventail beaucoup plus large d'interactions potentielles avec ces éléments. L'Organe d'appel a relevé que le terme "affectant" devrait être interprété comme ayant un "vaste champ d'application". En l'espèce, il ne fait aucun doute que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur "affecte" la vente, la mise en vente, l'achat et l'utilisation de riz sur le marché intérieur. Elle prévoit *l'unique moyen* d'importer du riz en Turquie. La Turquie n'en produit pas en quantités suffisantes pour satisfaire ses besoins intérieurs et doit donc en importer, les importations représentant une part substantielle du marché turc du riz. En l'absence de preuves documentaires émanant du TMO qui attestent qu'un importateur a acheté une quantité précise de riz du pays, le FTU

n'accordera pas à ce dernier de licence d'importation pour introduire du riz étranger en Turquie. Par conséquent, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur affecte directement la vente, la mise en vente, l'achat et l'utilisation de riz sur le marché intérieur en Turquie. Du fait que les producteurs nationaux, à la différence de leurs concurrents étrangers, ne sont pas tenus d'acheter de grandes quantités de riz à leurs concurrents pour pouvoir vendre du riz en Turquie et qu'à la différence de leurs concurrents étrangers ils ne sont pas limités dans le choix de leurs clients, cette prescription altère sérieusement les conditions de la concurrence entre le riz importé et le riz national. Qui plus est, seul le riz national peut être conforme à la prescription en matière d'achats, le riz importé n'est pas considéré admissible.

19. Le troisième élément qu'il faut démontrer pour prouver qu'un Membre ne s'est pas acquitté de ses obligations au titre de l'article III:4 est qu'une mesure applique aux produits importés un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux produits nationaux similaires. Des groupes spéciaux antérieurs ont constaté que des mesures étaient incompatibles avec l'article III:4 si elles imposaient sur les produits étrangers des prescriptions qui n'étaient pas imposées sur les produits nationaux, si elles créaient une incitation à acheter et utiliser des produits nationaux ou dissuadaient d'utiliser des produits importés, ou si elles "affect[aient] de façon négative l'égalité des possibilités de concurrence des produits importés par rapport aux produits nationaux similaires". Fait significatif, l'Organe d'appel a relevé dans l'affaire *FSC (article 21:5)* qu'une mesure pourrait être incompatible avec l'article III:4 quand bien même elle ne donnerait pas lieu à un traitement défavorable dans tous les cas. Tel qu'il est libellé et de façon délibérée, le régime de contingent tarifaire de la Turquie applique au riz importé un traitement moins favorable que celui qui est accordé au riz national *dans tous les cas*. Le riz importé ne peut en aucun cas être vendu sur le marché intérieur à moins que l'importateur n'achète d'abord, à des prix gonflés, du riz national. Les producteurs nationaux de riz ne sont pas assujettis à la même prescription pour mettre leur produit sur le marché, ce qui leur y assure un énorme avantage. De plus, comme la prescription relative aux achats sur le marché intérieur accroît le coût d'acquisition du riz importé – obligeant souvent l'importateur à acheter une quantité de riz national trois ou quatre fois plus élevée que la quantité de riz étranger qu'il souhaite importer –, elle crée un facteur décourageant l'achat et l'importation de riz étranger. En conséquence, en rendant le riz importé moins avantageux comme source d'approvisionnement, la prescription fausse les calculs des entités nationales dans la prise de décisions concernant l'achat de riz. Enfin, du fait que le riz étranger est inadmissible aux fins de la prescription en matière d'achats, les conditions de la concurrence sont altérées au profit du riz national. Pour ces raisons, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur applique un traitement moins favorable au riz importé et, en conséquence, la Turquie a agi d'une manière incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994.

20. Dans la mesure où la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur n'est pas considérée comme "une loi, un règlement ou une prescription" au sens de l'article III, elle est contraire à l'article XI:1 du GATT de 1994, parce qu'elle constitue une "restriction … à l'importation" au sens de cette disposition. Elle entre manifestement dans le champ du membre de phrase "que l'application en soit faite au moyen de contingents, de licences d'importation ou d'exportation ou de tout autre procédé", parce que le FTU ne délivre pas de licences d'importation dans le cadre du contingent tarifaire sans la preuve d'achats effectués sur le marché intérieur et que l'expression "tout autre procédé" est suffisamment large pour couvrir une prescription relative aux achats sur le marché intérieur. Comme le Groupe spécial *Inde – Automobiles* l'a noté, "toute forme de *limitation* imposée à l'importation ou à l'occasion de l'importation constitue une restriction à l'importation au sens de l'article XI:1". En l'espèce, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, telle qu'elle est libellée, impose une restriction substantielle à l'importation de riz. Il ne peut y avoir d'importation dans le cadre du contingent tarifaire que si l'importateur achète de grandes quantités de riz national et en fournit la preuve au FTU. Le régime de contingent tarifaire constitue un régime d'importation discrétionnaire, parce que l'obtention d'une licence pour importer dans le cadre du contingent n'est pas automatique. En réalité, l'importation dans le cadre du contingent tarifaire est subordonnée à des achats sur le marché intérieur. De plus, les règlements turcs ne précisaient pas toujours la quantité de riz qu'il faudrait acheter pour obtenir une part du contingent, ce qui a parfois totalement empêché les

importateurs de faire venir leurs expéditions ou, au mieux, les a laissés dans une très grande incertitude quant aux quantités de riz national qu'il leur faudrait acheter pour pouvoir faire entrer leurs expéditions de riz étranger en Turquie.

21. Un autre aspect de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur – les critères d'admissibilité – a pour effet de soumettre le riz des États-Unis à un traitement moins favorable et est de ce fait incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. Les règlements turcs limitent la délivrance de licences d'importation dans le cadre du contingent tarifaire à certaines catégories de personnes, à savoir 1) les producteurs nationaux titulaires d'un permis de cultiver le riz paddy, 2) les producteurs nationaux qui achètent du riz paddy aux associations de producteurs turcs dont ils sont membres, et 3) les personnes qui achètent du riz au TMO, et qui sont certainement aussi des producteurs nationaux. En raison de ces critères, seuls les producteurs de riz nationaux, principalement ceux qui possèdent des capacités d'usinage, seront admissibles aux fins de l'importation de riz. Cet état de choses altère les conditions de la concurrence pour le riz importé sur le marché turc. Les rizeries turques veulent avant tout importer du riz paddy pour leurs propres usines, accroître leurs capacités d'usinage et faire barrage au riz blanchi importé qui concurrence le riz blanchi turc et fait baisser les prix intérieurs. Contrairement aux producteurs nationaux, qui peuvent vendre leur riz à qui ils veulent aux différents stades de la chaîne de production, depuis le producteur de paddy jusqu'au consommateur final, les producteurs des États-Unis n'ont pas ce choix. Il ne leur est pas permis de vendre leur riz directement au consommateur. Ils sont au contraire forcés de passer par leurs concurrents turcs pour commercialiser leur riz.

22. Dans la mesure où les critères d'admissibilité aux fins des achats de riz ne sont pas considérés comme "une loi, un règlement ou une prescription" au sens de l'article III, ces critères contreviennent à l'article XI:1 du GATT de 1994 parce qu'ils constituent une "restriction ... à l'importation" au sens de l'article XI:1. Les critères d'admissibilité aux fins des importations dans le cadre du contingent tarifaire entrent dans le champ du membre de phrase "que l'application en soit faite au moyen de contingents, de licences d'importation ou d'exportation ou de tout autre procédé", parce que le FTU ne délivre pas de licence d'importation dans le cadre du contingent tarifaire à une personne qui ne satisfait pas aux critères d'admissibilité et que l'expression "tout autre procédé" a une portée suffisamment large pour englober ces critères. Les critères d'admissibilité aux fins des achats de riz national dans le cadre du régime de contingent tarifaire produisent l'effet d'une restriction à l'importation, parce qu'ils limitent l'éventail des entités qui peuvent importer du riz en Turquie à certaines catégories de personnes, indiquées plus haut. Du fait de ces critères, seuls les producteurs de riz nationaux, principalement ceux qui possèdent des capacités d'usinage, pourront être admis à importer du riz. Les consommateurs n'obtiendraient pas de permis pour cultiver du riz paddy ni ne seraient membres d'une association de producteurs turcs de riz et, comme ils n'ont pas de capacités d'usinage, cela ne les intéresserait jamais d'acheter au TMO du riz paddy national.

23. De plus, la Turquie contrevient à l'article 2:1 et au paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'Accord sur les MIC parce qu'elle a institué une prescription relative aux achats sur le marché intérieur, à laquelle les importateurs doivent satisfaire pour pouvoir obtenir l'avantage d'importer du riz à des taux de droits inférieurs aux taux consolidés. Pour prouver qu'une mesure est incompatible avec l'article 2:1, les États-Unis doivent démontrer que cette prescription est une mesure présentant les caractéristiques énoncées au paragraphe 1 a) de l'Annexe, c'est-à-dire 1) qu'elle est obligatoire ou a force exécutoire en vertu de la législation nationale ou de décisions administratives, ou qu'il est nécessaire de s'y conformer pour obtenir un avantage, et 2) qu'elle prescrit qu'une entreprise achète ou utilise des produits nationaux (par exemple en fonction du type, du volume ou de la valeur des produits). La prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur satisfait à ces deux éléments et entre donc dans le champ du paragraphe 1 a). La Turquie exige des importateurs qu'ils achètent du riz national en quantités spécifiées, et il est nécessaire de satisfaire à cette prescription (et de le prouver sur pièces au FTU) pour obtenir un avantage, à savoir importer du riz aux taux de droits plus bas prévus par le régime de contingent tarifaire.

24. La prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur est aussi incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture parce qu'elle constitue une mesure indiquée dans la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2, et du type de celles qui auraient dû être converties en droits de douane proprement dits – à savoir les régimes d'importation discrétionnaires et les mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. Le FTU accorde des licences pour importer du riz dans le cadre du contingent tarifaire uniquement aux importateurs qui achètent de grandes quantités de riz national auprès du TMO, des producteurs turcs ou des associations de producteurs turcs et qui lui présentent la preuve de ces achats. La délivrance des licences n'étant pas automatique mais subordonnée à des achats sur le marché intérieur, le maintien par la Turquie d'une prescription imposant de tels achats aux fins d'importations dans le cadre du contingent tarifaire constitue un régime d'importation discrétionnaire. Cette prescription est aussi une mesure non tarifaire appliquée par l'intermédiaire d'une entreprise commerciale d'État, parce que le TMO gère le volet du contingent tarifaire relatif aux achats sur le marché intérieur. Un importateur peut importer du riz dans le cadre du contingent uniquement s'il achète du riz sur le marché intérieur, y compris auprès du TMO, qui le vend aux prix qu'il annonce. En outre, l'importateur est tenu d'obtenir du TMO la preuve de cet achat, et de la présenter au FTU, faute de quoi ce dernier ne lui accordera pas de licence pour importer dans le cadre du contingent tarifaire. Enfin, le TMO est autorisé à importer 50 000 tonnes métriques de riz blanchi afin de contribuer à stabiliser le marché intérieur en cas de hausse des prix.

25. La Turquie a aussi agi d'une manière incompatible avec l'article 3:5 h) de l'Accord sur les licences d'importation parce qu'elle administre le contingent tarifaire de telle sorte qu'il est impossible de l'épuiser. Spécifiquement, elle fixe les achats obligatoires sur le marché intérieur à un niveau si élevé que les importateurs auraient acheté toute la production intérieure turque de riz avant d'atteindre le volume du contingent. De plus, le coût élevé des achats sur le marché intérieur rend l'importation dans le cadre du contingent tarifaire beaucoup plus onéreuse pour l'importateur, qui est probablement une rizerie, que s'il s'approvisionnait simplement sur le marché intérieur et décourage donc l'utilisation complète du contingent tarifaire.

26. La Turquie a ouvert pour la première fois le contingent tarifaire en avril 2004, avec effet rétroactif au 1er septembre 2003, et elle l'a depuis lors fermé et rouvert à plusieurs reprises. Elle l'a ouvert tout dernièrement le 1er novembre 2005, au moment où le MARA continuait à refuser de délivrer des licences d'importation aux taux hors contingent. Cette dernière ouverture en date est de même incompatible avec les dispositions des accords visés mentionnées plus haut.

Allégations des États-Unis relatives au régime de licences d'importation de la Turquie dans son ensemble

27. De plus, le régime de licences d'importation de la Turquie dans son ensemble – le contingent tarifaire, pour lequel les licences sont subordonnées à des achats sur le marché intérieur, conjointement avec le refus de toute licence d'importation aux taux hors contingent – est incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994. Chaque élément de ce système – le régime de contingent tarifaire et le refus de délivrer des certificats de contrôle en dehors de ce régime – est incompatible avec l'article XI:1, tel qu'il opère individuellement, comme il a été dit plus haut. De plus, ces deux éléments, intervenant conjointement, donnent aussi lieu à une infraction à l'article XI:1. Le refus de la Turquie de délivrer des certificats de contrôle en dehors du contingent tarifaire est ce qui force les importateurs à utiliser ce contingent: aucun importateur rationnel sur le plan économique n'importerait, dans le cadre du contingent tarifaire si on lui laissait le choix, parce que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur comporte des exigences très élevées et qu'il est donc très coûteux d'importer dans le cadre du contingent tarifaire. Or, du fait de l'interaction de ces deux éléments, toutes les importations de riz en Turquie s'effectuent dans le cadre du contingent tarifaire, qui est un régime d'importation discrétionnaire: le FTU accorde uniquement des licences d'importation si les importateurs acceptent d'acheter de grandes quantités de riz national auprès du TMO, des producteurs nationaux ou des associations de producteurs nationaux. Le régime turc de

licences d'importation applicable au riz constitue une grave restriction de l'accès au marché au regard de l'article XI:1, mais il équivaut souvent aussi à une prohibition à l'importation. La Turquie a totalement interdit les importations de riz en dehors du contingent tarifaire en refusant de délivrer des licences d'importation. En conséquence, lorsqu'elle ferme chaque année temporairement le contingent durant la récolte de riz turc, il est totalement interdit d'importer du riz en Turquie. Cette "interdiction saisonnière" était en place durant les récoltes du riz turc en 2003, 2004 et 2005. De plus, la Turquie veille à ce que la totalité du contingent ne puisse pas être atteinte en fixant les achats sur le marché intérieur prescrits à un niveau si élevé que toute la production turque de riz aurait été achetée par les importateurs avant que le volume du contingent ne soit atteint.

28. Le régime de licences d'importation de la Turquie constitue aussi une infraction à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Les États-Unis ont déjà établi que les deux aspects de ce régime étaient incompatibles avec l'article 4:2 de l'Accord: les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur dans le cadre du contingent tarifaire constituent un régime d'importation discrétionnaire et des mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État, qui sont des mesures indiquées dans la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2, et le refus de la Turquie de délivrer des certificats de contrôle en dehors du contingent tarifaire constitue une restriction quantitative à l'importation et un régime d'importation discrétionnaire, qui sont aussi des mesures indiquées dans la note de bas de page 1. En outre, les États-Unis ont déjà démontré que le régime turc de licences d'importation est, dans son ensemble, incompatible avec l'interdiction des prohibitions ou restrictions à l'importation énoncée à l'article XI:1 du GATT. Comme l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture interdit aux Membres de recourir aux restrictions quantitatives à l'importation et aux régimes d'importation discrétionnaires aux lieu et place de droits de douane proprement dits, les deux mesures, appliquées conjointement, sont nécessairement contraires à l'article 4:2.

29. Le régime de licences d'importation de la Turquie est en outre incompatible avec les articles 3:5 a), 5:1, 5:2 a), b), c), d), e), g) et h), 5:3 et 5:4 de l'Accord sur les licences d'importation parce que la Turquie n'a pas communiqué d'information sur la délivrance de certificats de contrôle aux taux de droits hors contingent et le nombre de certificats qui avaient été accordés durant l'année écoulée, et parce qu'elle n'a pas non plus notifié son régime de licences d'importation non automatiques pour le riz au Comité des licences d'importation de l'OMC.

30. Pour les raisons exposées ci-dessus, les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial de constater que le régime de licences d'importation de la Turquie applicable au riz, y compris la dernière ouverture en date du contingent tarifaire, est incompatible avec les articles III:4, X:1, X:2 et XI:1 du GATT de 1994, l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, les articles 1:4 a) et b), 3:5 a), e), f) et h), 5:1, 5:2 a), b), c), d), e), g) et h), 5:3 et 5:4 de l'Accord sur les licences d'importation, ainsi que l'article 2:1 et le paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'Accord sur les MIC, et de recommander que la Turquie mette ses mesures en conformité avec ses obligations dans le cadre de l'OMC.

ANNEXE A-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DE LA TURQUIE
(18 octobre 2006)

Introduction

1. Le présent différend a trait à un certain nombre de lois et de procédures régissant l'importation de riz en Turquie. En particulier, les États-Unis allèguent que le régime d'importation de riz de la Turquie aboutit à une restriction de l'accès au marché qui est incompatible avec un certain nombre de dispositions du GATT de 1994, de l'Accord sur l'agriculture, de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce. La Turquie rejette catégoriquement toutes les allégations formulées par les États-Unis et soutient qu'elle s'acquitte pleinement de ses obligations dans le cadre de l'OMC.

2. À l'issue des négociations du Cycle d'Uruguay, la Turquie s'était engagée à ramener à 45 pour cent *ad valorem* son taux de droit NPF consolidé applicable aux importations de riz. Cependant, les taux de droits appliqués qui sont actuellement perçus sur les importations de riz sont de 34, 36 et 45 pour cent *ad valorem*, respectivement, pour le riz paddy, le riz brun et le riz blanc. De plus, entre 2004 et 2005, la Turquie a offert des taux préférentiels pour les importations de riz effectuées dans le cadre de contingents tarifaires préétablis. Ces contingents tarifaires annuels ont été ouverts par décret. Le système des contingents tarifaires était administré sur la base de procédures de licences d'importation automatiques et de certaines prescriptions légales qui étaient appliquées d'une manière non discriminatoire, prévisible et transparente. Le régime de contingent tarifaire n'est plus en vigueur.

3. Tant dans les échanges NPF que (par le passé) dans le cadre du contingent tarifaire, l'importation de riz se fait sur la base de la conformité, de la part des commerçants, avec les formalités douanières traditionnelles et légitimes et les prescriptions légales que la Turquie, comme tous les autres Membres de l'OMC, applique au commerce. En substance, le dédouanement du riz n'exige rien de plus que le paiement du droit NPF applicable et la conformité de l'expédition considérée avec les prescriptions pertinentes de la Turquie visant, entre autres choses, la sécurité sanitaire des produits alimentaires, l'aptitude à l'usage et les normes ou spécifications indiquées dans les règlements techniques ou mettant en œuvre des normes internationales reconnues. En vue de faciliter le processus de dédouanement, les commerçants doivent présenter lors de l'importation un document dénommé certificat de contrôle qui renferme tous les renseignements requis à des fins douanières. Ce document doit avoir été approuvé par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales. Contrairement à ce que les États-Unis allèguent, le certificat de contrôle n'est pas une licence d'importation et n'est pas censé servir aux fins traditionnelles des licences d'importation, que ce soit *de jure* ou *de facto*. Aucune licence d'importation n'a jamais été appliquée dans le cadre des échanges NPF.

4. Pour les importations de riz dans le cadre du contingent tarifaire, les commerçants étaient tenus, afin de bénéficier des taux préférentiels offerts dans la limite des contingents, de satisfaire, outre les prescriptions légales visant toutes les importations de riz (paiement des droits applicables et accomplissement des formalités douanières générales, y compris la présentation des certificats de contrôle approuvés), à des prescriptions légales spéciales visant uniquement les importations dans le cadre du contingent tarifaire. En particulier, ils devaient demander une licence d'importation, qui était automatiquement délivrée si toutes les prescriptions légales avaient été dûment respectées. Celles-ci comprenaient une prescription relative aux achats sur le marché intérieur. Les procédures de licences automatiques de la Turquie pour l'importation de riz dans le cadre du contingent tarifaire ont toujours été appliquées d'une manière non discriminatoire, transparente, prévisible et dénuée d'effet de distorsion des échanges, qui assurait un avantage tarifaire considérable et de meilleures conditions de

concurrence pour le riz importé. En tout état de cause, le régime de contingent tarifaire de la Turquie et les procédures de licences d'importation qui y étaient associées ne sont plus en vigueur.

5. La Turquie a systématiquement cherché à éviter une procédure de règlement des différends sur cette question et à trouver une solution mutuellement acceptable avec les États-Unis. Elle s'y est employée tant au cours des réunions des comités pertinents de l'OMC que durant les consultations en vue du règlement des différends. Elle demeure disposée à répondre aux préoccupations commerciales spécifiques des États-Unis, mais elle n'est pas prête à renoncer à ses droits légitimes dans le cadre de l'OMC.

6. Dans sa première communication écrite, la Turquie a traité tous les points de fait et de droit soulevés par les États-Unis dans leurs allégations. Elle a l'honneur de demander au Groupe spécial de constater que ses mesures, tant en ce qui concerne les échanges NPF que le commerce contingentaire, ne sont pas incompatibles avec ses obligations dans le cadre de l'OMC et avec les accords visés. Pour ce qui est des échanges contingentaires, la Turquie a aussi l'honneur de demander au Groupe spécial de ne formuler, en tout état de cause, aucune constatation ni recommandation, du fait que les mesures s'y rapportant ne sont plus en vigueur.

Contexte factuel

7. Dans le Système harmonisé, le riz est classé sous la position 1006, et à l'intérieur de cette position, en fonction des trois stades de son processus de production: le riz en paille, également dénommé "riz paddy" ou "riz brut" (SH 1006.10), le riz décortiqué, également dénommé "riz brun" (SH 1006.20) et le riz semi-blanchi ou blanchi, dit aussi "riz blanc" (SH 1006.30). Le riz paddy, ou riz brut, est celui qui se présente tel qu'il est récolté dans la rizière. Il est formé de grains de riz conservant une ou plusieurs portions de l'enveloppe (balle) qui les protège. Le riz paddy peut être décortiqué et transformé en riz brun ou, si l'opération se poursuit, en riz blanchi. Le riz brun est celui qui, dépouillé de la balle, conserve sa pellicule brune. Quant au riz blanchi ou riz blanc, les grains de riz sont débarrassés de la balle et d'au moins la couche extérieure de son. Le taux NPF consolidé de la Turquie pour le riz est de 45 pour cent *ad valorem*, mais, à l'heure actuelle, les taux appliqués aux importations de riz paddy, de riz brun et de riz blanc sont, respectivement, de 34, 36 et 45 pour cent *ad valorem*. De plus, la Turquie a aussi offert des taux préférentiels pour les importations effectuées dans la limite des contingents tarifaires préétablis ouverts par décret entre 2004 et 2005.

8. L'importation en Turquie de certaines marchandises, telles que les produits alimentaires transformés, les produits agricoles, les produits d'origine animale et les produits vétérinaires, est assujettie à la perception de droits aux taux applicables, ainsi qu'aux types courants d'opérations de contrôle douanier et de certification auxquelles tous les pays et les Membres de l'OMC procèdent lorsque des marchandises étrangères traversent leurs frontières. En Turquie, ces prescriptions en matière de contrôle, et les pouvoirs d'exécution correspondants, relèvent actuellement, en vertu de la législation pertinente, du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA). C'est le MARA qui a compétence pour certifier la conformité des marchandises importées avec les prescriptions applicables. Si la plupart de ces prescriptions ne servent qu'à des fins de surveillance et d'information dans le domaine du commerce, d'autres visent à faire en sorte que les produits importés satisfassent aux normes légitimes de protection de la santé et de la sécurité des personnes, de la vie ou de la santé des animaux ou de préservation des végétaux, et de protection de l'environnement.

9. En particulier, le MARA détermine "*l'aptitude et la compatibilité*" de certains produits du point de vue de la santé et la sécurité des personnes ainsi que par rapport à d'autres préoccupations. Le riz figure sur la liste des produits visés par les prescriptions en matière de contrôle qui sont applicables au moment de l'importation. En substance, cela signifie que, pour pouvoir importer, les importateurs de riz doivent présenter à l'Administration des douanes un "*certificat de contrôle*" dûment rempli, qui aura été vérifié et approuvé par le MARA. Aucune restriction quantitative n'est prévue dans le cadre de la législation turque et cette prescription est applicable à tous les produits

visés, indépendamment de leur pays d'origine et du taux de tarif dont ils bénéficient à l'importation en Turquie. Le certificat de contrôle n'est pas une licence d'importation ni un instrument de répartition des importations selon l'origine ou les commerçants et ne devrait pas non plus être interprété comme tel.

10. Le certificat de contrôle est un document officiel par lequel l'importateur présente certains renseignements au MARA à propos du produit qu'il souhaite importer en Turquie. C'est un document de référence nécessaire pour procéder au dédouanement de n'importe quelle expédition de marchandises et, surtout, pour vérifier l'innocuité et l'aptitude à l'usage des articles importés aux fins de la consommation humaine. Le certificat de contrôle permet aux autorités douanières de vérifier, sur un document unique, tous les renseignements douaniers requis, y compris la conformité du produit avec les normes et les règlements techniques pertinents. Tous les importateurs peuvent aisément se procurer sans frais le formulaire de demande qui servira de certificat de contrôle et qui n'a pas besoin d'être délivré par le Ministère. Une fois dûment rempli par l'importateur et approuvé par le MARA, le formulaire devient un certificat officiel (le certificat de contrôle) et peut être présenté aux autorités douanières compétentes au point d'entrée sur le territoire douanier de la Turquie.

11. Entre autres choses, le certificat de contrôle contient les indications suivantes: la position tarifaire applicable au produit importé, la désignation du ou des produits constituant l'expédition, des renseignements sur l'importateur (raison sociale, adresse, numéro de téléphone, etc.), le numéro d'enregistrement fiscal de l'importateur, des renseignements sur l'exportateur (raison sociale, adresse, numéro de téléphone, etc.), l'usage auquel la marchandise est destinée, le but de l'importation de la marchandise (à préciser pour les produits aquatiques vivants), la quantité du produit qui est importée, le numéro de lot de la marchandise (uniquement pour les médicaments vétérinaires pour l'agriculture et les substances actives correspondantes), le pays d'origine de la marchandise, le pays dans lequel elle sera chargée en vue d'être transportée vers la Turquie, le poste de douane où elle entrera en Turquie, des renseignements sur l'entreprise qui utilisera la marchandise importée (raison sociale, adresse, numéro de téléphone, etc.), ainsi que les renseignements requis indiquant la conformité de la marchandise importée avec les spécifications ou règlements techniques turcs pertinents mettant en œuvre les normes internationales reconnues (c'est-à-dire celles des CE, de l'OMS ou du Codex de la FAO) pour la marchandise spécifique importée. Le MARA peut exiger la présentation de documents et certificats supplémentaires lors de la demande d'importation. Certains de ces documents sont exigés pour tous les produits importés (la facture pro forma et d'autres pièces telles que les spécifications nutritionnelles qui peuvent être requises par la loi), les autres, pour certains types de produits seulement. Ces derniers peuvent être différents selon le type de produit et la législation pertinente en vigueur. Cependant, ils établissent tous des prescriptions et des obligations précises en matière d'information spécifiques en vue de la protection de la santé et de la sécurité des personnes et à celle de la santé et de la vie des animaux ou à la préservation des végétaux.

12. Lorsque tous les renseignements requis ont été dûment fournis et joints au certificat de contrôle, le MARA approuve celui-ci, qui devient un document valable aux fins du contrôle douanier. En substance, c'est seulement une fois que la marchandise à importer a été jugée "*en règle*" (c'est-à-dire conforme à toutes les prescriptions de la Turquie concernant les qualités marchandes, la sécurité des produits et leur aptitude à l'usage) que le MARA approuvera un certificat de contrôle. Le MARA se sera alors acquitté de son mandat de certification douanière et ne conservera plus tard que des pouvoirs de surveillance du marché. Les certificats de contrôle ont toujours été systématiquement et régulièrement approuvés sur une base non discriminatoire, aussi bien pour les importations de riz effectuées au taux NPF ou au taux appliqué "hors contingent" que, particulièrement aux fins des allégations des États-Unis, pour les volumes "contingentaires" établis chaque année depuis 2004. De 2003 à ce jour, en particulier, la Turquie a approuvé en tout 2 223 certificats de contrôle, qui ont permis l'importation de 2 264 857 tonnes au total de riz étranger (paddy, brun et blanchi). Sur ce volume total, 497 469 tonnes d'équivalent-riz ont été attribuées depuis janvier 2004 dans le cadre du régime de contingent tarifaire.

13. Ces éléments de preuve factuels, clairs et indiscutables, constituent la preuve la plus convaincante que le certificat de contrôle auquel la Turquie a recours est un instrument de contrôle douanier qui n'a pas établi de discrimination entre les pays exportateurs, qu'il n'a pas été utilisé différemment selon qu'il s'agissait de demandes d'importation de riz dans le cadre du contingent tarifaire ou en régime NPF et que, ni *de jure* ni *de facto*, il n'est destiné à jouer le rôle d'une licence d'importation. Ce n'est pas une licence d'importation mais un formulaire administratif qui, une fois dûment rempli et approuvé par le MARA, peut être présenté au point d'entrée en Turquie, remplissant ainsi ses fonctions douanières.

14. La législation turque prévoit bien le recours à des licences d'importation. Celles-ci étaient exigées pour les importations de riz dans le cadre du contingent tarifaire et figuraient sur des formulaires distincts des certificats de contrôle car elles ne remplissaient pas une fonction douanière mais avaient en fait pour objet de répartir le contingent disponible entre les commerçants et à garantir la prévisibilité de l'offre sur le marché. Les formulaires réservés aux licences d'importation comportaient les mêmes éléments distinctifs que ceux de tous les pays qui y ont recours: le numéro de la licence, la période contingentaire, l'autorité chargée de la délivrance, le dernier jour de validité, la quantité, exprimée en unités contingentaires, et la caution (le cas échéant). Aucun de ces renseignements prescrits ne figure sur les certificats de contrôle.

15. Le système de contingent tarifaire, mis en place en avril 2004, a créé un régime d'accès préférentiel pour les importations de riz en Turquie. Le contingent tarifaire n'a pas été établi comme moyen de protéger ou de fausser les échanges, mais pour permettre d'assurer l'approvisionnement en riz nécessaire à la Turquie et de stabiliser le marché intérieur. Très simplement, il offrait un avantage tarifaire pour l'importation de riz à concurrence de quantités préétablies. Tout importateur de riz étranger intéressé pouvait demander à en bénéficier s'il satisfaisait aux prescriptions et aux conditions prévues par la législation turque pertinente. En particulier, il devait, pour bénéficier du système, accomplir les démarches suivantes: présenter au Sous-Secrétariat au commerce extérieur (FTU) une demande de licence d'importation, indiquer qu'il s'était conformé à la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, obtenir l'approbation du FTU, remplir le formulaire du certificat de contrôle et obtenir l'approbation du MARA, déposer la caution requise pour garantir l'importation effective de la marchandise, acquitter les droits de douane applicables au point d'entrée et mettre le riz importé sur le marché turc.

16. Le contingent tarifaire a été systématiquement attribué dans l'ordre de réception des demandes et n'a jamais établi de discrimination selon le pays d'origine du riz ou selon la nationalité ou l'affiliation de l'importateur demandant une licence. Les prescriptions concernant les procédures de demande et d'évaluation des licences d'importation ont toujours été claires, transparentes et faciles à mettre en œuvre pour tous les importateurs. De même, les procédures administratives pour l'octroi de licences ont toujours été simples et d'application aisée. Tous les documents requis pour la demande ont toujours été indiqués dans la législation pertinente. Lorsque toutes les conditions prescrites pour la demande étaient remplies, les licences d'importation ont été systématiquement délivrées dans un délai administratif de cinq jours en moyenne. Outre les licences d'importation obtenues aux fins des attributions contingentaires, les importateurs devaient aussi, bien entendu, satisfaire à toutes les autres obligations et prescriptions douanières, en particulier présenter les certificats de contrôle prescrits et les faire approuver par le MARA. Le système de contingent tarifaire n'a jamais été censé avoir des effets restrictifs ou discriminatoires sur le commerce et les importations de riz et il n'en a jamais eu. Au contraire, il était un système facultatif et conférait un avantage aux importateurs qui satisfaisaient aux prescriptions énoncées dans la législation, y compris la prescription relative aux achats sur le marché intérieur. Les importateurs ont toujours été libres de faire ou non usage du système. Les éléments de preuve indiquent clairement que les fortes quantités importées dans le cadre du contingent et le nombre élevé des licences et des certificats de contrôle délivrés et approuvés (respectivement) témoignent de l'attrait et de l'intérêt que l'avantage tarifaire a présentés pour les importateurs lors de la prise de décisions économiques.

À propos des allégations des États-Unis concernant le refus allégué de la Turquie de délivrer des licences d'importation

Les certificats de contrôle ne sont pas des licences d'importation au sens de l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation

17. La Turquie n'applique pas (et n'a jamais appliqué) de régime de licences d'importation pour l'importation de riz aux taux NPF ou taux appliqués (ci-après, les échanges NPF). Par contre, elle a appliqué un régime de licences d'importation afin d'administrer la répartition des contingents de riz ouverts entre 2004 et 2006 à des taux de droits préférentiels (ci-après, les échanges contingentaires). Il y a une différence claire et nette entre les formulaires administratifs à utiliser pour les procédures douanières (c'est-à-dire les certificats de contrôle requis pour faciliter le dédouanement du riz importé tant dans les échanges NPF que dans les échanges contingentaires) et ceux qui sont nécessaires pour demander une licence en vue de se voir attribuer une part du contingent et de bénéficier de l'avantage tarifaire (c'est-à-dire les licences d'importation requises pour l'importation de riz dans le cadre des échanges contingentaires).

18. L'article XI:1 du GATT ne définit pas la notion de "*licence d'importation*". Celle-ci n'est pas définie non plus par l'Accord sur l'agriculture lorsque, dans la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de cet accord, il est fait référence aux "*régimes d'importation discrétionnaires*" comme étant des restrictions quantitatives. D'après le rapport du Groupe spécial *CE – Bananes*, "*les "formalités de licences d'importation" [sont définies] de façon restrictive, comme étant les procédures "qui exigent ... la présentation à l'organe administratif compétent d'une demande ou d'autres documents (distincts des documents requis aux fins douanières)*"". Les certificats de contrôle de la Turquie n'ont pas été adoptés, ni prescrits, aux fins des "*procédures administratives utilisées pour l'application de régimes de licences d'importation*" au sens de l'article premier de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. De fait, il n'y a pas de régime de licences d'importation applicable aux importations de riz en Turquie dans le cadre des échanges NPF. Il n'existe qu'un régime de licences d'importation pour les importations de riz effectuées dans le cadre du contingent tarifaire.

19. Les certificats de contrôle de la Turquie équivalent à des formulaires administratifs qui sont exigés exclusivement à des "*fins douanières*". Si tous les éléments d'information sont dûment fournis par les importateurs, et que le MARA détermine qu'il y a conformité avec tous les spécifications, normes et règlements techniques (concernant la santé et la sécurité des personnes, la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux, la protection de l'environnement, l'aptitude à l'usage, la sécurité des produits, les politiques publiques, etc.), les certificats de contrôle sont approuvés automatiquement. À ce stade, les importateurs peuvent les utiliser comme documents officiels à des "*fins douanières*" lorsqu'ils demandent le dédouanement au point d'entrée en Turquie. Pour le commerce NPF, il n'y a pas de "procédure administrative" ni de "prescription en matière de licences" prévues par la loi autre que la simple approbation par le MARA des certificats de contrôle à des "*fins douanières*".

20. Il est manifeste que les certificats de contrôle de la Turquie ne sont pas des "*procédures administratives utilisées pour l'application de régimes de licences d'importation*", mais qu'ils sont "*requis aux fins douanières*", au sens de l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. En conséquence, l'allégation des États-Unis selon laquelle le certificat de contrôle est une licence d'importation doit être rejetée.

La non-approbation de certains certificats de contrôle n'équivaut pas à une prohibition ou restriction à l'importation de riz au sens de l'article XI:1 du GATT de 1994

21. Ayant établi que le certificat de contrôle n'était pas une licence d'importation au sens de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, la Turquie estime que ce certificat ne peut pas

être considéré comme une licence d'importation au regard de l'article XI:1 du GATT. Les États-Unis n'ont pas indiqué dans leur argumentation pour quelles raisons le certificat de contrôle de la Turquie (et le refus allégué de le délivrer) peut ou devrait être considéré comme un "*autre procédé*" aux fins de l'application de l'article XI du GATT. À cause de l'application *de jure* et *de facto* du certificat de contrôle, il est évident qu'il n'y a eu aucune "*prohibition*" ou "*restriction*" à l'importation de riz au moyen d'aucun "*autre procédé*", au sens de l'article XI:1 du GATT, du fait du "refus" allégué "de délivrer des certificats de contrôle pour l'importation de riz".

22. Les États-Unis n'ont pas montré que le "refus" allégué de la Turquie "de délivrer des certificats de contrôle pour l'importation de riz" constituait un "*autre procédé*" au sens de l'article XI:1 du GATT et une "*prohibition*" ou "*restriction*" *de jure* et/ou *de facto* du type qui était considéré par cet article comme étant une mesure quantitative qui ne devrait pas être "*institu[ée] [ni] maint[enue]*". Comme il n'y a ni "*restriction*" ni "*prohibition*", la nature du "*procédé*" est dénuée de pertinence. Pour cette raison, l'allégation des États-Unis au titre de l'article XI du GATT doit être rejetée.

La non-approbation de certains certificats de contrôle ne constitue pas une mesure au sens de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture

23. Ayant indiqué que les certificats de contrôle n'étaient pas des licences d'importation au sens de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, qu'il n'y avait manifestement pas de "refus" de délivrer des certificats de contrôle et qu'il n'existait aucune prohibition ou restriction à l'importation *de jure* ou *de facto*, au sens de l'article XI:1 du GATT, la Turquie soutient qu'il ne peut y avoir de "*régime d'importation discrétionnaire*" et/ou de "*restrictions quantitatives à l'importation*" au sens de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et de la note de bas de page 1 y relative. Ayant démontré de manière concluante qu'il n'y avait pas eu infraction à l'article XI du GATT, la Turquie considère qu'il n'y a pas lieu de poursuivre l'examen au regard de l'Accord sur l'agriculture. Pour cette raison, l'allégation des États-Unis au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture doit être rejetée.

La publication et l'application des règlements de la Turquie relatifs au commerce sont conformes aux obligations pertinentes au titre de l'article X du GATT de 1994

24. La Turquie considère que ses règlements relatifs au commerce sont pleinement conformes aux obligations en matière de transparence prévues à l'article X du GATT, car tous les lois, règlements et décisions administratives se rapportant à son régime d'importation de produits, en particulier pour le riz, ont toujours été publiés dans les moindres délais. Toutes les prescriptions concernant les certificats de contrôle, y compris la documentation jointe qui doit être fournie à des fins douanières, ont systématiquement été publiées, comme il est indiqué dans la section relative au contexte factuel. Incidemment, la Turquie considère que les documents mentionnés par les États-Unis comme étant des "lettres d'acceptation" ne relèvent ni du texte ni du champ d'application de l'article X du GATT car ce sont de simples instruments de communication interne entre administrateurs et fonctionnaires turcs.

25. Enfin, l'obligation prévue par l'article X:2 du GATT n'apparaît pas pertinente en l'espèce car les "lettres d'acceptation" ne sont pas des "*mesures d'ordre général*" qui doivent être publiées avant d'être mises en vigueur. Là encore, comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *CE – Volailles*, l'obligation de transparence énoncée à l'article X a trait à la *publication* et à l'*application* des "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale", et non à la *teneur quant au fond* de ces mesures. Les "lettres d'acceptation" ne sont jamais mises en vigueur, et d'ailleurs elles ne peuvent l'être légalement par aucune partie (c'est-à-dire les importateurs, l'administration ou les tribunaux). En conséquence, l'allégation y relative des États-Unis doit être rejetée.

Les articles 1:4 et 3:5 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation ne sont pas applicables

26. Dans le même ordre d'idées, la Turquie réaffirme que les certificats de contrôle ne sont pas des licences d'importation au sens de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. En conséquence, l'allégation des États-Unis selon laquelle elle a agi d'une manière incompatible avec les obligations en matière de transparence et de régularité de la procédure prévues à l'article 1:4 a) et b) de cet accord doit être rejetée en raison de l'inapplicabilité, en l'espèce, de l'Accord.

À propos des allégations des États-Unis relatives au régime de contingent tarifaire de la Turquie qui prescrit des achats sur le marché intérieur

La prescription relative aux achats sur le marché intérieur dans le cadre du régime de contingent tarifaire de la Turquie n'est pas incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994 car elle ne soumet pas le riz importé à un traitement moins favorable que celui qui est accordé au riz national

27. La Turquie estime que sa prescription relative aux achats sur le marché intérieur n'"*affect[e]* [pas] *la vente, la mise en vente, l'achat, … et l'utilisation … sur le marché intérieur*" du riz importé. Dans le passage pertinent, il apparaît que la question clé en ce qui concerne le fonctionnement de cette prescription et les allégations formulées par les États-Unis au titre de l'article III:4 du GATT reposent sur l'éventualité que ladite prescription "*affect[erait] la vente, la mise en vente, l'achat, … et l'utilisation … sur le marché intérieur*" du riz importé en "altérant les conditions de concurrence entre les produits nationaux et les produits importés". Les États-Unis n'ont pas prouvé le bien-fondé de cette allégation.

28. En particulier, il est erroné et fallacieux de dire que l'observation par les importateurs de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur "*[est] l'unique moyen d'importer du riz en Turquie*". En réalité, comme chacun sait et comme les courants commerciaux le montrent effectivement, tout importateur peut librement importer n'importe quelle quantité de riz en Turquie en provenance de n'importe quel pays au taux de droit NPF ou appliqué. Le régime d'importation qui a été appliqué dans le cadre du contingent tarifaire était destiné à offrir un avantage aux importateurs de riz étranger pour assurer convenablement l'approvisionnement du marché turc du riz. En effet, il est notoire que la Turquie est importateur net de riz et que les importations sont indispensables pour stabiliser le marché (en ce qui concerne tant les prix que les quantités disponibles). La Turquie soutient que l'ouverture elle-même de son contingent tarifaire était une mesure de politique commerciale qui, tout en étant nécessaire pour stabiliser le marché intérieur, a eu pour effet d'altérer les conditions de concurrence entre les produits nationaux et les produits importés *au profit des produits importés*.

29. Le taux de succès en ce qui concerne les demandes de licences d'importation et les quantités de riz importées dans le cadre du contingent tarifaire indique clairement que, contrairement aux allégations des États-Unis, ce système, quoique "*affecté par le système des achats prescrits sur le marché intérieur*", est resté très attrayant et continuait d'offrir un avantage concurrentiel considérable, aux yeux, et dans les décisions économiques, des importateurs de riz étranger, indépendamment du pays d'origine. En l'absence de cet élément d'avantage concurrentiel, les importateurs pourraient avoir néanmoins importé du riz au taux de droit NPF ou appliqué. En ce qui concerne les critères d'admissibilité, les règlements turcs n'ont jamais limité la délivrance de licences d'importation pour les importations de riz dans le cadre du système des contingents tarifaires aux seuls producteurs de riz nationaux. De fait, l'une des catégories susceptibles d'être admises à recevoir des licences d'importation était celle des personnes "*qui achètent du riz paddy ou du riz auprès de l'Office turc des céréales*" (le TMO). Les États-Unis soutiennent dans leur communication que cette catégorie comprendrait des personnes "qui sont certainement aussi des producteurs nationaux", mais ils ne présentent pas d'arguments ni ne prouvent la validité de cette affirmation. Ils n'ont pas non plus prouvé que "[c]et état de choses altér[ait] les conditions de concurrence pour le riz importé sur le

marché turc". Pour toutes ces raisons, les allégations des États-Unis selon lesquelles la Turquie a agi d'une manière incompatible avec l'article III:4 du GATT doivent être rejetées.

La Turquie n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994 parce que sa prescription relative aux achats sur le marché intérieur et les critères d'admissibilité ne constituent pas des restrictions à l'importation autres que des droits de douane, taxes ou autres impositions

30. Le régime de contingent tarifaire, ainsi que le système des achats prescrits sur le marché intérieur, restreignaient uniquement les importations relevant des échanges contingentaires (c'est-à-dire les quantités importées aux taux préférentiels) et d'une façon strictement non discriminatoire, mais ils n'ont jamais altéré ni supprimé la capacité des importateurs d'importer des quantités illimitées de riz de n'importe quelle origine au taux appliqué ou NPF consolidé. En conséquence, il n'en a jamais résulté une restriction substantielle des importations de riz. De plus, le régime de licences d'importation utilisé pour administrer le régime de contingent tarifaire prévoyait des licences automatiques et n'entrait donc pas dans le champ d'application de l'article XI du GATT. Il n'y a jamais eu de restriction *de jure* à l'importation de riz en Turquie, car rien dans les lois et règlements pertinents n'a jamais réduit la possibilité d'importer aux taux de droits appliqués ou NPF consolidés. De plus, le régime de contingent tarifaire avait pour effet de conférer aux importateurs de riz bénéficiant de taux préférentiels un avantage, dont ceux-ci, d'après les données disponibles, ont largement fait usage, indépendamment du pays d'origine et malgré les critères d'admissibilité que comporte la prescription relative aux achats sur le marché intérieur. En conséquence, l'allégation selon laquelle la Turquie a agi d'une manière incompatible avec l'article XI:1 du GATT en ce qui concerne la prescription relative aux achats sur le marché intérieur et les critères d'admissibilité de son régime de contingent tarifaire doit être rejetée.

Autres allégations

31. La Turquie a indiqué qu'il n'était pas possible de faire valoir qu'il y avait eu violation de l'article 2:1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce étant donné qu'il n'y avait pas violation de l'article III:4 du GATT au moment où le système de contingent tarifaire était en vigueur. La prescription relative aux achats sur le marché intérieur instituée par la Turquie dans le cadre du régime de contingent tarifaire n'équivalait pas à une mesure contraire à l'article III:4 du GATT puisqu'elle ne soumettait pas les produits importés à un traitement moins favorable ni n'altérait les conditions de concurrence à leur détriment.

32. La Turquie a aussi montré que son régime de contingent tarifaire ne reposait pas sur un régime d'importation discrétionnaire et qu'il n'était pas exact de dire que des mesures non tarifaires étaient appliquées par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État d'une manière qui rendait la prescription relative aux achats sur le marché intérieur incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. En particulier, le système de licences d'importation adopté par la Turquie aux fins de la répartition du contingent tarifaire entre les commerçants n'a jamais été l'instrument d'un régime d'importation discrétionnaire. Au contraire, il a toujours été un système de licences d'importation automatiques, dans lequel l'approbation des licences d'importation était accordée dans la totalité des cas, pour autant que les importateurs satisfassent à toutes les prescriptions régissant les demandes. Par ailleurs, la Turquie rappelle que le TMO n'était que l'un des fournisseurs possibles de riz national parmi les trois catégories prévues par la prescription relative aux achats sur le marché intérieur (à savoir les producteurs de paddy autorisés à planter du paddy, leurs coopératives et syndicats, et le TMO). Les États-Unis n'ont donc pas prouvé que le TMO pouvait être à même d'appliquer des mesures non tarifaires aux importations de riz dans le cadre des contingents tarifaires.

33. Pour ces raisons, toutes les allégations connexes des États-Unis selon lesquelles la Turquie a agi d'une manière incompatible avec ses obligations dans le cadre de l'OMC au titre des accords visés doivent être rejetées.

Allégations des États-Unis relatives au régime de licences d'importation de la Turquie dans son ensemble

34. La Turquie a indiqué qu'il n'y avait aucun "refus", *de jure* ou *de facto*, d'approuver les certificats de contrôle en violation de l'article XI du GATT. Ces certificats ne sont pas des "licences d'importation", mais des formulaires administratifs pertinents pour des "*fins douanières*", qui sont destinés à assurer la conformité avec des objectifs légitimes. La Turquie a aussi communiqué les données et les statistiques commerciales pertinentes, qui indiquent clairement qu'il y a effectivement eu un commerce NPF du riz tout au long de l'application du régime de contingent tarifaire. Il n'existe aucun lien juridique ou opérationnel entre le cadre législatif prévoyant ce régime de contingent tarifaire et celui qui réglemente le commerce NPF qui tendrait à restreindre gravement l'accès au marché. Il n'existe aucune prohibition ou restriction liée tant aux certificats de contrôle qu'au régime de contingent tarifaire de la Turquie. Il n'existe pas de procédures de licences d'importation discrétionnaires. Il n'existe pas d'interdictions saisonnières. Par conséquent, aucun de ces instruments n'a jamais eu pour effet, individuellement ou conjointement avec un autre, de décourager l'utilisation intégrale des contingents ouverts dans le cadre du régime de contingent tarifaire ou de prohiber ou restreindre le commerce NPF. La Turquie soutient aussi que son système d'importation de riz dans son ensemble n'a jamais été incompatible avec l'Accord sur l'agriculture et l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

35. Enfin, la Turquie souligne que le cadre législatif prévoyant le régime de contingent tarifaire, y compris la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, n'est plus en vigueur. La validité juridique de toute la législation pertinente a pris fin avant l'engagement de la procédure du Groupe spécial. La Turquie n'a pas renouvelé ces mesures, ni en les prorogeant, ni en adoptant de nouveaux instruments législatifs. Elle observe que certains groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont jugé "*illogique*" de faire des recommandations au sujet de mesures qui n'étaient plus en vigueur. En particulier, dans l'affaire *République dominicaine – Cigarettes*, le Groupe spécial n'a pas jugé approprié de recommander à l'Organe de règlement des différends d'adresser une quelconque demande à la République dominicaine au sujet de cette mesure, puisqu'elle n'était plus en vigueur. Pour ces raisons, la Turquie a l'honneur de demander que le Groupe spécial soit s'abstienne de formuler des constatations au sujet des mesures concernant le régime de contingent tarifaire de la Turquie car elles ne sont plus en vigueur, soit s'il juge nécessaire de formuler ces constatations afin d'arriver à une solution positive du différend, n'adresse aucune recommandation à l'Organe de règlement des différends.

Conclusion

36. Pour toutes les raisons énoncées ci-dessus, la Turquie a l'honneur de demander au Groupe spécial de rejeter toutes les allégations formulées par les États-Unis et de constater que les lois, règlements et procédures pertinents de la Turquie, en ce qui concerne les importations de riz aussi bien en régime NPF que dans le cadre du contingent tarifaire, ne sont pas incompatibles avec les articles III:4, X:1 et X:2, et XI:1 du GATT de 1994; l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture; les articles 1:4 a) et b), 3:5 a), e), f) et h) et 5:1, 5:2 a), b), c), d), e), g) et h), 5:3 et 5:4 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, et l'article 2:1 et le paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce.

ANNEXE A-3

COMMUNICATION ÉCRITE DE LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE
(18 octobre 2006)

I. INTRODUCTION

1. La République populaire de Chine (ci-après dénommée la "Chine") présente cette communication à titre de tierce partie en raison de ses intérêts systémiques dans l'interprétation et l'application correctes de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "GATT de 1994") et de l'*Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce* (l'"Accord sur les MIC") en relation avec le présent différend.

2. Dans la présente communication écrite, nous examinerons d'abord l'interprétation correcte de l'article XI:1 et de l'article III:4 du GATT de 1994. Puis nous considérerons la question de l'application de l'Accord sur les MIC et les mesures en cause.

II. L'ARTICLE XI:1 DU GATT DE 1994

3. Les États-Unis allèguent que les certificats de contrôle sont une licence d'importation, et que depuis septembre 2003, l'autorité turque compétente n'a pas délivré de certificats de contrôle pour l'importation de riz aux taux de droits consolidés, empêchant ainsi effectivement toutes importations hors contingent.[1] Toutefois, la Turquie conteste ce fait et, en alléguant qu'il remplit des fonctions douanières, fait valoir que le certificat de contrôle n'est pas une licence d'importation et qu'il a toujours été accordé.[2]

4. Sur ce point, la Chine considère que toute la question dans le cadre de l'article XI:1 du GATT est de savoir si le certificat de contrôle prohibe ou restreint le commerce de riz dans la pratique. Même en supposant, pour les besoins de l'argumentation, que le certificat de contrôle n'est pas une licence d'importation, s'il prohibe ou restreint l'importation de riz, il peut néanmoins constituer un "autre procédé" qui est incompatible avec l'article XI:1 du GATT.

5. En ce qui concerne l'interprétation du terme "restriction" dans l'article XI:1 du GATT, le Groupe spécial *Inde – Restrictions quantitatives* a considéré que le terme "restriction" dans l'article XI:1 avait aussi une large portée quand il était considéré dans son sens ordinaire, c'est-à-dire celui de "limitation de l'action, condition qui limite ou régulation".[3] Un autre groupe spécial a retenu cette constatation et noté: "[i]l est clair que dans l'acceptation courante du terme, une "restriction" n'est pas nécessairement une prohibition générale globale ou une limite numérique précise".[4]

6. Pour donner une interprétation plus claire de la restriction ou de la limitation, la Chine considère que les précisions ci-dessous du Groupe spécial *Inde – Restrictions quantitatives* sont très instructives:

> "[Après avoir examiné plusieurs rapports de groupes spéciaux du GATT, le Groupe spécial a déclaré ceci:] [C]es rapports sont compatibles avec le sens ordinaire noté ci-dessus, puisque les régimes de licences discrétionnaires ou non automatiques, en raison de leur nature même, ont l'effet de limitations de l'action car certaines importations peuvent ne pas être autorisées. Ainsi, compte tenu des termes de

[1] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 59 à 73.
[2] Première communication écrite de la Turquie, paragraphes 47 à 69.
[3] Rapport du Groupe spécial *Inde – Restrictions quantitatives*, paragraphe 5.128.
[4] Rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.270.

> l'article XI:1 et de ces rapports de groupes spéciaux adoptés, nous concluons qu'un régime de licences d'importation discrétionnaires ou non automatiques est une restriction prohibée par l'article XI:1."

7. Bien que cette déclaration ait été faite au sujet des licences d'importation, le raisonnement est applicable à "tout autre procédé" au titre de l'article XI:1 du GATT. En d'autres termes, si un "autre procédé" laissé à l'appréciation d'un organisme public peut bloquer certaines importations, ladite mesure devrait être présumée avoir l'effet de limitations des importations et elle n'est pas autorisée par l'article XI:1. Dans le cas d'espèce, si le certificat de contrôle a un effet de prohibition ou de limitation de l'importation de riz, ce certificat constitue probablement des restrictions à l'importation et est contraire à l'article XI:1.

III. L'ARTICLE III DU GATT DE 1994

8. En ce qui concerne la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, les États-Unis allèguent qu'elle est contraire à l'article III:4 du GATT, tandis que la Turquie nie cette allégation. Spécifiquement, la Turquie fait valoir qu'avec l'avantage du taux de droit inférieur, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur altérait en fait les conditions de concurrence au profit du produit importé, et qu'elle était donc compatible avec l'article III:4.[5]

9. Cependant, selon la Chine, ce raisonnement semble contestable. L'article III a trait à la comparaison entre le traitement des produits importés et celui des produits nationaux, et il est sans relation avec le niveau de droit. Si la prescription relative aux achats sur le marché intérieur altère les conditions de concurrence au détriment des produits importés et viole ainsi l'article III:4, la violation ne pouvait pas être réparée ou compensée par l'avantage du taux de droit inférieur. En conséquence, la Turquie ne peut pas invoquer l'avantage tarifaire dans le cadre du contingent tarifaire pour justifier une violation de l'article III:4, si une telle violation était constatée par le Groupe spécial.

IV. L'APPLICATION DE L'ACCORD SUR LES MIC

10. Les États-Unis allèguent que la Turquie contrevient à l'article 2:1 et au paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'Accord sur les MIC. Sur ce point, les États-Unis font valoir que l'Accord sur les MIC ne définit pas ce qu'est une "mesure concernant les investissements et liée au commerce" qui serait contraire à l'article III:4, et que la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur satisfait aux deux éléments énoncés dans le paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'Accord sur les MIC; ainsi, la mesure en cause est incompatible avec l'article 2:1 et avec le paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'Accord sur les MIC.[6]

11. La Turquie fait valoir que la mesure en question est compatible avec l'article III:4 du GATT, et qu'elle n'est pas contraire par conséquent à l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.[7] Apparemment, la Turquie ignore le fait que les États-Unis ne définissent pas ce qu'est une "mesure concernant les investissements et liée au commerce" et ne prouvent pas que la mesure de la Turquie constitue une MIC.[8] La Chine voudrait présenter ses observations à cet égard.

---

[5] Première communication écrite de la Turquie, paragraphes 95 à 99.
[6] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 110 à 112.
[7] Première communication écrite de la Turquie, paragraphes 110 à 113.
[8] MIC est l'abréviation de "mesure concernant les investissements et liée au commerce", note ajoutée par la Chine.

12. L'article 2 de l'Accord sur les MIC dispose ce qui suit:

> 1. Sans préjudice des autres droits et obligations résultant du GATT de 1994, aucun Membre n'appliquera de MIC qui soit incompatible avec les dispositions de l'article III ou de l'article XI du GATT de 1994.
>
> 2. Une liste exemplative de MIC qui sont incompatibles avec l'obligation d'accorder le traitement national prévue au paragraphe 4 de l'article III du GATT de 1994 et l'obligation d'élimination générale des restrictions quantitatives prévue au paragraphe 1 de l'article XI du GATT de 1994 figure dans l'Annexe du présent accord.

13. En ce qui concerne l'allégation formulée au titre de l'article 2 de l'Accord sur les MIC, le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* a spécifié que "[s]elon ses termes, l'article 2:1 exige que l'existence de deux éléments soit démontrée pour établir qu'il y a violation de ses dispositions: premièrement, il doit y avoir une MIC; deuxièmement, cette MIC doit être incompatible avec l'article III ou l'article XI du GATT".[9]

14. La Chine tient à souligner que l'Accord sur les MIC est un traité à part entière avec une existence juridique autonome, et qu'il doit avoir son champ d'application propre. De fait, l'article premier de l'Accord sur les MIC, qui est intitulé "*Champ d'application*", dispose expressément ce qui suit:

> Le présent accord s'applique uniquement aux mesures concernant les investissements qui sont liées au commerce des marchandises (dénommées dans le présent accord les "MIC").

15. Bien que l'Accord sur les MIC ne définisse pas ce qu'est une MIC, ce terme pouvait être interprété correctement conformément au principe énoncé à l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord"). En aucun cas il ne convient de placer une mesure qui n'entre pas dans le champ d'application de l'Accord sur les MIC sous la juridiction de celui-ci.

16. En outre, selon le texte introductif du paragraphe 1 de l'Annexe 1 de l'Accord sur les MIC:

> Les *MIC* qui sont incompatibles avec l'obligation d'accorder le traitement national prévue au paragraphe 4 de l'article III du GATT de 1994 incluent celles […] (pas d'italique dans l'original.)

17. Cette disposition, qui correspond à la disposition de l'article premier, montre clairement que, avant l'examen du paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'Accord sur les MIC, il doit d'abord être constaté qu'une mesure est une MIC.

18. Selon les principes ci-dessus, les États-Unis, en tant que partie plaignante, devraient établir *prima facie* le bien-fondé des deux éléments avant que le Groupe spécial passe à l'examen de leur allégation au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, mais ils ne l'ont pas fait.

19. Si le raisonnement avancé par les États-Unis était admis, une mesure pourrait échapper à l'article premier et au texte introductif du paragraphe 1 de l'Annexe 1, et être examinée directement au titre du paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'Accord sur les MIC. Dans ce cas, l'article premier et le texte introductif du paragraphe 1 de l'Annexe 1 de l'Accord sur les MIC deviendraient superflus et privés de sens.

---

[9] Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.64.

V. LES MESURES EN CAUSE

20. La Chine note que les allégations formulées par les États-Unis se répartissent en trois groupes, à savoir le refus de la Turquie de délivrer des licences d'importation, le régime de contingent tarifaire de la Turquie qui prescrit des achats sur le marché intérieur, et le régime de licences d'importation de la Turquie dans son ensemble. Les États-Unis n'ont pas défini le "régime de licences d'importation de la Turquie dans son ensemble". Compte tenu du contexte de la première communication écrite des États-Unis, cette formule semble se référer à l'application conjointe du régime de contingent tarifaire et du système de certificat de contrôle de la Turquie, qui ont déjà été contestés séparément.

21. Bien que la Turquie ne soit pas en désaccord avec l'identification et la catégorisation des mesures en question, la Chine est préoccupée par ce type d'approche consistant à contester un régime "dans son ensemble". Généralement parlant, la portée des mesures contestées sous l'intitulé "régime dans son ensemble" tend à être vague et ne peut pas satisfaire à la prescription en matière de spécificité de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Dans le présent différend, l'allégation "dans son ensemble" n'apparaissait pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis et ne devrait pas être incluse dans le mandat du Groupe spécial.

VI. CONCLUSION

22. À la lumière des indications ci-dessus sur la jurisprudence pertinente de l'OMC/du GATT et l'approche des mesures en question, la Chine espère que les points de vue exposés et les diverses questions soulevées dans la présente communication pourront aider le Groupe spécial à prendre sa décision.

ANNEXE A-4

COMMUNICATION ÉCRITE DE L'ÉGYPTE EN TANT QUE TIERCE PARTIE
(18 octobre 2006)

I. INTRODUCTION

1. La République arabe d'Égypte (ci-après dénommée l'"Égypte") se félicite de cette occasion de présenter au Groupe spécial ses vues sur les allégations juridiques formulées par les États-Unis d'Amérique (ci-après dénommés les "États-Unis") au sujet des mesures instituées par la Turquie pour réglementer les importations de riz.

2. L'Égypte a décidé d'intervenir en tant que tierce partie dans le présent différend parce qu'elle est un important producteur de riz et qu'elle a été, traditionnellement, l'un des principaux exportateurs de riz à destination de la Turquie. Aussi, l'Égypte a un intérêt systémique dans l'interprétation correcte des Accords de l'OMC et, en particulier, de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé le "GATT de 1994"), de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord sur les procédures de licences d'importation (ci-après dénommé l'"Accord sur les licences d'importation").

3. L'Égypte a pour l'essentiel limité la présente communication aux questions en rapport avec l'interprétation correcte des articles III:4 et XI:1 du GATT de 1994 et de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Ses conclusions sont les suivantes:

- les prohibitions ou restrictions à l'importation de riz sont incompatibles avec l'article XI:1 du GATT de 1994;
- les restrictions à l'importation de riz ne sont pas autorisées au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture; et
- les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur affectant les importations de riz sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994.

4. L'Égypte reconnaît que beaucoup des questions soulevées dans le présent différend sont exclusivement ou essentiellement de nature factuelle.

5. Compte tenu du bref délai entre la date limite de présentation de la première communication écrite de la Turquie et la date limite de présentation de la communication en tant que tierce partie, l'Égypte n'a pas pu inclure dans la présente communication une réponse à tous les arguments avancés par la Turquie. En conséquence, l'Égypte réserve son droit de traiter de nouveaux arguments et de développer les arguments exposés ci-après à la session consacrée aux tierces parties de la première réunion de fond du Groupe spécial. Elle sera également disposée à répondre à toutes questions que le Groupe spécial pourra avoir à cette occasion.

II. LES PROHIBITIONS OU RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE RIZ SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE XI:1 DU GATT DE 1994

1. Tout refus général de délivrer des certificats de contrôle pour les importations de riz doit être considéré comme une prohibition ou restriction au sens de l'article XI:1

6. Les États-Unis allèguent que le refus de la Turquie de délivrer des certificats de contrôle aux importateurs restreint ou prohibe effectivement les importations de riz au taux hors contingent et est, à ce titre, incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994. Les États-Unis font valoir que le

certificat de contrôle est une "licence d'importation" ou un "autre procédé" au sens de l'article XI:1 parce que le Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (ci-après dénommé le "MARA") exige des importateurs qu'ils remplissent un formulaire de demande de certificat et que cette demande doit être accordée pour que l'importation ait lieu.[1] Il est en outre soutenu que les certificats seraient, en tout état de cause, une prohibition ou restriction à l'importation au sens de l'article XI:1.

7. En réponse aux allégations formulées par les États-Unis, la Turquie soutient que les certificats de contrôle ne sont pas des licences d'importation au sens de l'article 1:1 de l'Accord sur les licences d'importation puisqu'ils sont requis exclusivement aux fins douanières et que la non-approbation de certains certificats individuels ne peut pas être considérée comme équivalant à une prohibition ou restriction à l'importation de riz au sens de l'article XI:1.[2]

8. L'article XI:1 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "Aucune partie contractante n'instituera ou ne maintiendra à l'importation d'un produit originaire du territoire d'une autre partie contractante, à l'exportation ou à la vente pour l'exportation d'un produit destiné au territoire d'une autre partie contractante, de prohibitions ou de restrictions autres que des droits de douane, taxes ou autres impositions, que l'application en soit faite au moyen de contingents, de licences d'importation ou d'exportation ou de tout autre procédé."

9. Dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, le Groupe spécial a déclaré: "[L]'article XI:1 du GATT vise les prohibitions et restrictions, autres que les droits de douane, taxes ou autres impositions, à l'importation ou à l'exportation de produits".[3] Antérieurement, dans l'affaire *Inde – Restrictions quantitatives*, le Groupe spécial avait constaté ce qui suit: "[L]e texte de l'article XI:1 a une très large portée et prévoit une interdiction globale des restrictions ou prohibitions à l'importation ou à l'exportation "autres que des droits de douane, taxes ou autres impositions"." Se référant aux constatations dans l'affaire *Japon – Semi-conducteurs*, le Groupe spécial notait ensuite ceci: "[L]e texte de l'article XI:1 … a un caractère global: [il] s'applique à "toutes les mesures instituées ou maintenues par [un Membre] pour prohiber ou restreindre l'importation, l'exportation ou la vente pour l'exportation de produits, sauf si ces mesures [prennent] la forme de droits de douane, taxes ou autres impositions". Le terme "restriction" a aussi une large portée quand il est considéré dans son sens ordinaire, c'est-à-dire celui de "limitation de l'action, condition qui limite ou régulation"."[4] Dans l'affaire *Inde – Automobiles*, le Groupe spécial a confirmé que l'expression "tout autre procédé" dans l'article XI impliquait une "large portée" quant aux types de mesures visées. C'est la "nature de la mesure, en tant que restriction liée à l'importation, qui est le facteur clé pour déterminer si une mesure peut relever à juste titre de l'article XI:1".[5]

10. Compte tenu des précédents ci-dessus, l'Égypte estime qu'indépendamment de la forme que prend une prohibition ou restriction quantitative à l'importation, celle-ci est incompatible avec l'article XI:1. Si, comme allégué par les États-Unis, les certificats de contrôle restreignaient ou empêchaient effectivement l'importation de riz en Turquie, ils devraient être considérés comme des mesures relevant de l'article XI:1.

11. Le fait que les certificats de contrôle peuvent être des formulaires administratifs qui sont requis exclusivement aux fins douanières, au sens de l'article 1:1 de l'Accord sur les licences d'importation, ne confirme pas la compatibilité du régime d'importation de la Turquie applicable au riz avec l'article XI:1. Les certificats de contrôle, s'ils ne sont pas considérés comme des licences

---

[1] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 59 à 63.
[2] Première communication écrite de la Turquie, paragraphes 47 à 69.
[3] *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.248.
[4] *Inde – Restrictions quantitatives*, paragraphe 5.128.
[5] *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.261.

d'importation, doivent être considérés comme des mesures visées par l'article XI:1, puisqu'il ne s'agit pas de droits de douane, taxes ou autres impositions.

12. Comme indiqué par la Turquie, l'élément essentiel s'agissant de la compatibilité de son système de certificats de contrôle avec l'article XI:1 consiste à savoir s'il en résultait une restriction quantitative.[6] Afin de déterminer cet élément, l'Égypte estime que tous les éléments dont le Groupe spécial est saisi devraient être pris en considération. Le fait que les lettres d'acceptation non publiées émises par le Ministre turc de l'agriculture à l'intention du MARA pour retarder la délivrance des certificats de contrôle ne peuvent pas être considérées comme des "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives" est dénué de pertinence pour déterminer si le système de certificats de contrôle est compatible avec l'article XI:1. Dans l'affaire *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, afin d'établir que le régime coréen d'importation de viande de bœuf imposait des restrictions au sens de l'article XI:1, le Groupe spécial a pris en considération le fait que l'autorité contractante n'avait pas lancé d'appel d'offres ou avait ajourné des appels d'offres et ses pratiques d'écoulement.[7] En conséquence, pour déterminer si le refus allégué de délivrer des certificats de contrôle constitue une prohibition ou restriction au sens de l'article XI:1, les lettres d'acceptation émises par le Ministre de l'agriculture devraient être prises en considération, entre autres éléments.

2. L'application conjointe d'un régime de contingent tarifaire et d'un régime général d'importation restreignant ou empêchant les importations de riz en Turquie est incompatible avec l'article XI:1

13. Les États-Unis font valoir que les critères d'admissibilité aux fins des achats de riz dans le cadre du contingent tarifaire contreviennent à l'article XI:1 parce qu'ils limitent l'éventail des entités qui peuvent importer du riz en Turquie et, par conséquent, constituent une restriction à l'importation au sens de cet article.[8] Aussi, les États-Unis allèguent que le régime de contingent tarifaire, opérant conjointement avec la non-délivrance par le MARA des certificats de contrôle, est incompatible avec l'article XI:1.[9]

14. En réponse à ces arguments, la Turquie soutient que comme le régime de contingent tarifaire et la prescription relative aux achats sur le marché intérieur qu'il impose visent uniquement les importations effectuées dans le cadre du régime de contingent tarifaire et que ce dernier n'empêche pas les importateurs d'importer du riz en dehors du contingent tarifaire, les critères d'admissibilité aux fins du contingent tarifaire ne restreignent pas l'importation de riz en Turquie.[10] Pour la même raison, la Turquie fait valoir que le régime de contingent tarifaire, conjointement avec le régime général d'importation, c'est-à-dire concernant les importations en dehors du contingent tarifaire, est compatible avec l'article XI:1.[11]

15. L'Égypte considère que pour déterminer si les critères d'admissibilité aux fins du contingent tarifaire constituent ou non une restriction à l'importation de riz au sens de l'article XI:1, le Groupe spécial doit examiner le régime général d'importation conjointement avec le régime de contingent tarifaire. D'ailleurs, le régime général d'importation et le régime de contingent tarifaire régissent effectivement l'un et l'autre l'importation de riz en Turquie.

16. L'examen conjoint à la fois du régime de contingent tarifaire et du régime général est particulièrement pertinent dans l'éventualité où le Groupe spécial serait d'accord avec les États-Unis pour constater que le refus de délivrer des certificats de contrôle en dehors du régime de contingent

[6] Première communication écrite de la Turquie, paragraphe 62.
[7] *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 767.
[8] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 106 à 109.
[9] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 120 à 124.
[10] Première communication écrite de la Turquie, paragraphes 104 à 109.
[11] Première communication écrite de la Turquie, paragraphes 124 à 128.

tarifaire a forcé les importateurs à importer dans le cadre du régime de contingent tarifaire. Dans cette éventualité, le Groupe spécial devrait déterminer si les critères d'admissibilité aux fins du contingent tarifaire ont restreint ou empêché les importations de riz en Turquie au sens de l'article XI:1. Conformément aux conclusions du Groupe spécial *Inde – Restrictions quantitatives*[12], s'il est constaté que le régime de contingent tarifaire est un régime de licences d'importation discrétionnaires ou non automatiques, il devrait être considéré comme une restriction prohibée par l'article XI:1. Par ailleurs, s'il est établi que les importations de riz n'ont pas été possibles durant les périodes où l'accès au contingent tarifaire était suspendu, l'interdiction en résultant devrait être considérée comme une prohibition au sens de l'article XI:1.

III. LES RESTRICTIONS À L'IMPORTATION DE PRODUITS AGRICOLES NE SONT PAS AUTORISÉES AU TITRE DE L'ARTICLE 4:2 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

17. Les États-Unis allèguent que le refus de la Turquie de délivrer des certificats de contrôle aux importateurs de riz est incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture parce que cela constitue une mesure du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits.[13] Par ailleurs, les États-Unis font valoir que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur prévue dans le cadre du régime de contingent tarifaire, considérée indépendamment ou avec le refus de délivrer des certificats de contrôle dans le cadre du régime général d'importation, est contraire à l'article 4:2.[14]

18. La Turquie considère qu'elle s'est conformée à l'article 4:2 parce que ses certificats de contrôle ne sont pas des licences d'importation, qu'il n'y a pas eu de refus de les délivrer et qu'il n'existe aucune prohibition ou restriction à l'importation de riz au sens de l'article XI:1 du GATT de 1994.[15] En ce qui concerne son régime de contingent tarifaire, la Turquie soutient qu'il est également compatible avec l'article 4:2 parce qu'il repose sur un système de licences d'importation automatiques.[16]

19. Conformément à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, les Membres ne maintiendront pas "de mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits", ni ne recourront ni ne reviendront à de telles mesures, "exception faite de ce qui est prévu à l'article 4:2". La note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 dispose que les mesures visées comprennent, entre autres: "les restrictions quantitatives à l'importation", "les régimes d'importation discrétionnaires" et "les mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits".

20. Dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit: "l'article 4:2 a été rédigé au passé composé pour faire en sorte que les mesures qui devaient être converties à la suite du Cycle d'Uruguay – mais qui ne l'ont pas été – ne puissent plus être maintenues, en vertu de cet article, à compter de la date de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, le 1er janvier 1995".[17] L'Organe d'appel a également considéré que la mention de la catégorie résiduelle des "mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits" indiquait que "les rédacteurs de l'Accord n'[avaient] pas cherché à répertorier toutes les "mesures qui ont dû être converties" durant les négociations du Cycle d'Uruguay".[18]

21. À la lumière de l'interprétation de l'article 4:2 donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, l'Égypte considère que toutes les mesures qui auraient dû être

[12] *Inde – Restrictions quantitatives*, paragraphes 5.130 et 5.131.
[13] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 74 à 78.
[14] Paragraphes 113 à 115 et 125.
[15] Première communication écrite de la Turquie, paragraphe 71.
[16] Paragraphe 115.
[17] *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 207.
[18] Paragraphe 210.

converties en droits de douane proprement dits sont incompatibles avec cet article. Ces mesures comprennent les régimes "d'importation discrétionnaires" mais aussi toutes les mesures qui empêchent ou restreignent en général l'importation de produits agricoles. En conséquence, dans l'éventualité où le Groupe spécial constaterait que le refus de délivrer des certificats de contrôle et le régime de contingent tarifaire, soit indépendamment soit conjointement, prohibent ou restreignent les importations de riz en Turquie, il devrait établir qu'il y a eu une violation de l'article 4:2. La question de savoir si les certificats de contrôle et le régime de contingent tarifaire sont ou non des "régimes d'importation discrétionnaires" ou des "restrictions quantitatives à l'importation" au sens de l'article 4:2 ne devrait pas limiter le Groupe spécial dans son analyse de la compatibilité des mesures en cause.

22. Il devrait aussi être noté que des groupes spéciaux ont constaté que des restrictions visant les produits agricoles dont il avait été constaté qu'elles étaient incompatibles avec l'article XI:1 du GATT de 1994 constituaient des violations de l'article 4:2. Dans l'affaire *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, le Groupe spécial, après être arrivé à la conclusion que les mesures considérées étaient incompatibles avec l'article XI, a conclu que lesdites mesures étaient forcément incompatibles avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et la note de bas de page y relative faisant référence aux mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État.[19] De même, dans l'affaire *Inde – Restrictions quantitatives*, le Groupe spécial, après avoir constaté que les mesures en cause étaient contraires à l'article XI:1, a considéré que ces mesures étaient contraires à l'article 4:2.[20]

IV. LES PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX ACHATS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR AFFECTANT TOUTES LES IMPORTATIONS DE RIZ SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ARTICLE III:4 DU GATT DE 1994

23. Les États-Unis allèguent que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur imposée dans le cadre du régime de contingent tarifaire est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. À l'appui de leur allégation, les États-Unis considèrent que les produits importés et les produits nationaux sont des "produits similaires"; que les mesures régissant les régimes de contingent tarifaire doivent être considérées comme des lois, règlements ou prescriptions "affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, … et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur"; et que le riz importé est soumis à un traitement moins favorable que le riz national et que les conditions pour le riz importé sur le marché turc sont affectées.[21]

24. La Turquie estime que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur de son régime de contingent tarifaire n'affecte pas "la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, … et l'utilisation … sur le marché intérieur" du riz importé, et qu'elle n'altère pas "les conditions de concurrence entre les produits nationaux et les produits importés". En conséquence, la Turquie allègue qu'elle n'a pas agi de manière incompatible avec l'article III:4.[22]

25. L'article III:4 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "Les produits du territoire de toute partie contractante importés sur le territoire de toute autre partie contractante ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur. Les dispositions du présent paragraphe n'interdiront pas

[19] *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 768.
[20] *Inde – Restrictions quantitatives*, paragraphes 5.238 à 5.242.
[21] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 86 et 87.
[22] Première communication écrite de la Turquie, paragraphes 88 à 99.

l'application de tarifs différents pour les transports intérieurs, fondés exclusivement sur l'utilisation économique des moyens de transport et non sur l'origine du produit."

26. Si le refus du MARA de délivrer des certificats de contrôle est établi et qu'il est constaté que les importateurs n'avaient pas d'autre option que d'importer du riz dans le cadre du régime de contingent tarifaire, la compatibilité de ce régime avec l'article III:4 doit être considérée. De fait, l'Égypte estime qu'une violation de l'article III:4 peut être établie uniquement si les importateurs ont été privés de leur droit d'importer sans conditions, en ce qui concerne l'origine du riz importé ou les volumes importés en particulier, au taux NPF ou au taux appliqué.

27. Comme ni les États-Unis ni la Turquie ne contestent que les produits importés et les produits nationaux sont des produits "similaires" et que les mesures régissant le régime de contingent tarifaire sont des "lois, règlements ou prescriptions" au sens de l'article III:4, il faut examiner si ces mesures affectent "la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation … sur le marché intérieur" du riz importé et si les produits importés sont soumis à un traitement moins favorable que les produits nationaux.

28. Dans l'affaire *Canada – Automobiles*, le Groupe spécial a noté que le mot "affectant" qui figure à l'article III:4 "a[vait] été interprété comme visant non seulement les lois et règlements qui régissent directement les conditions de vente ou d'achat, mais aussi toutes lois ou tous règlements qui pourraient altérer les conditions de concurrence entre les produits nationaux et les produits importés".[23] Dans le cadre de la procédure au titre de l'article 21:5 dans l'affaire *États-Unis – FSC*, l'Organe d'appel a interprété le terme "affectant" comme ayant un "vaste champ d'application". En outre, dans l'affaire *Inde – Automobiles*, le Groupe spécial a considéré que le terme "affectant" "s'appliqu[ait] … non seulement aux lois et règlements qui régissent directement les conditions de vente ou d'achat, mais aussi à toute loi ou à tout règlement susceptible d'altérer les conditions de la concurrence entre les produits nationaux et les produits importés".[24] Dans le cas d'espèce, l'Égypte considère que les critères du régime de contingent tarifaire, et plus particulièrement la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, devraient être considérés comme affectant la vente, la mise en vente, l'achat et l'utilisation du riz importé sur le marché intérieur, puisque les importateurs doivent se conformer à ces critères quand ils importent du riz dans le cadre du contingent tarifaire.

29. Le libellé de la première phrase de l'article III:4, en plus des rapports de groupes spéciaux antérieurs, dispose clairement que les produits importés, une fois dédouanés, seront soumis à un traitement non moins favorable que les produits nationaux similaires. Cela est conforme à l'objectif plus large de l'article III "d'assurer des conditions égales de concurrence".[25] La formule "traitement non moins favorable" exige "l'égalité effective des possibilités offertes aux produits importés en ce qui concerne l'application des lois, règlements et prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution ou l'utilisation de produits".[26] Dans l'affaire *Inde – Automobiles*, ayant noté que la prescription relative aux mesures en cause créait une "incitation à acheter et utiliser des produits nationaux et, partant, … décourage[ait] l'utilisation de produits importés similaires", le Groupe spécial a considéré que lesdites mesures modifiaient les conditions de concurrence au profit des produits nationaux.[27]

30. Si le régime de contingent tarifaire était la seule option à la disposition des importateurs pour importer du riz en Turquie, il est estimé que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur altérait les conditions de concurrence entre le riz importé et le riz national au profit de ce dernier. Indépendamment du coût unitaire éventuel du riz importé dans le cadre du régime de contingent

[23] *Canada – Automobiles*, paragraphe 10.80.
[24] *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.196.
[25] *États-Unis – FSC (Article 21:5 – CE)*, paragraphe 210.
[26] *États-Unis – Article 337*, paragraphe 5.11.
[27] *Inde – Automobiles*, paragraphes 7.201 et 7.202.

tarifaire comparé à celui du riz national, l'obligation pour les importateurs d'acheter du riz national comme condition préalable à l'importation de riz accorde un traitement moins favorable au riz importé puisque les producteurs nationaux n'étaient pas assujettis à une prescription semblable, et elle devrait, de ce fait, être considérée comme contraire à l'article III:4.

V. CONCLUSION

31. L'Égypte remercie le Groupe spécial de lui avoir donné une possibilité de faire des observations sur les questions en jeu dans la présente procédure juridique et elle espère que ses observations se révéleront utiles.

ANNEXE A-5

COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE
(18 octobre 2006)

I. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes (ci-après dénommées "les CE") présentent cette communication en tant que tierce partie en raison de leur intérêt systémique dans l'interprétation correcte des articles III:4 et XI:1 du *GATT de 1994*, de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, de l'article 2:1 et du paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'*Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce* (Accord sur les MIC), de l'*Accord sur les procédures de licences d'importation* et des articles 3:3 et 11 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* (Mémorandum d'accord).

2. Beaucoup de points en cause dans le différend impliquent des questions factuelles sur lesquelles les CE ne font pas de commentaires. Il apparaît que sur la plupart, sinon la totalité, des aspects factuels, les États-Unis et la Turquie ont des vues directement opposées. La présente communication traitera donc seulement un nombre limité de questions d'interprétation juridique qui présentent un intérêt particulier pour les CE. Les CE réservent leur droit de faire des observations concernant d'autres questions dans leur déclaration orale.

3. Les CE notent que la première communication des États-Unis semble comporter certaines ambiguïtés quant au point de savoir comment le régime allégué de la Turquie devrait être examiné au regard des différents accords pertinents. En particulier, les États-Unis séparent en premier lieu le refus allégué de délivrer des licences d'importation des allégations concernant le contingent tarifaire de la Turquie applicable au riz, mais ensuite dans la troisième partie ils examinent ces deux questions conjointement. Toutefois, les États-Unis ne précisent pas si l'analyse séparée des deux éléments du régime allégué représente leur position fondamentale et si la troisième partie, c'est-à-dire l'analyse des éléments du régime allégué conjointement, représente une position subsidiaire.

4. La section II de la présente communication écrite contient des considérations quant au point de savoir si la première communication des États-Unis formule une allégation pour une constatation "en tant que tel" concernant les mesures de la Turquie ou plutôt pour une constatation concernant une série de mesures "telles qu'appliquées". La section III examine quant à elle la définition d'une licence d'importation. Les sections IV et V considèrent ensuite certaines questions relatives à la démarcation entre l'article XI du *GATT* et l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et l'article III:4 du *GATT*, respectivement. Enfin, la section VI contient certaines considérations liées au fait que le régime de contingent tarifaire de la Turquie a cessé d'exister. La section VII résume les principales conclusions.

II. LES ÉTATS-UNIS FORMULENT-ILS UNE ALLÉGATION "EN TANT QUE TEL" OU UNE ALLÉGATION "TEL QU'APPLIQUÉ"?

5. Les CE considèrent que la manière dont les allégations sont formulées par les États-Unis soulève des questions systémiques que le Groupe spécial devrait considérer avec un soin tout particulier.

6. Dans l'introduction de leur première communication écrite, les États-Unis déclarent que "la Turquie a institué un régime de licences d'importation discrétionnaires et non transparent pour restreindre et, parfois, éliminer les importations de riz".[1] Bien que non indiquée explicitement, la

[1] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1.

référence à un "régime" pourrait être comprise comme faisant référence à une allégation "en tant que tel" plutôt qu'à une allégation "tel qu'appliqué". Autrement dit, les États-Unis semblent considérer que c'est le régime de la Turquie concernant les importations de riz qui est contraire aux accords pertinents et non pas seulement son application dans des cas spécifiques.

7. Dans la suite de leur première communication écrite, les États-Unis décrivent le refus allégué de délivrer des licences d'importation entre autres comme "une interdiction non officielle".[2] Il semble qu'en particulier pour ce qui concerne le refus allégué de délivrer des licences d'importation, l'argumentation des États-Unis repose sur des documents internes de l'administration turque et référence est aussi faite aux instructions orales données aux fonctionnaires turcs. Selon les CE, ces arguments évoquent plutôt la formulation d'une allégation "tel qu'appliqué" que d'une allégation "en tant que tel". Autrement dit, les États-Unis semblent attaquer la manière dont le système est appliqué dans la pratique.

8. Les Communautés européennes voudraient aussi appeler l'attention du Groupe spécial sur le fait que les États-Unis allèguent que la *pratique* de refus alléguée, c'est-à-dire l'*omission* de délivrer les certificats de contrôle, est une *mesure* qui entre dans la catégorie d'une mesure prohibée entre autres en vertu de l'article XI:1 du *GATT* et de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

9. Les CE font observer qu'avant qu'une violation de ces dispositions puisse être établie sur la base de la pratique alléguée consistant à ne pas délivrer de licences d'importation c'est-à-dire d'une omission alléguée, il incombe aux États-Unis de fournir des éléments *prima facie* en formulant les affirmations de fait pertinentes, en fournissant des éléments de preuve probants à l'appui de ces affirmations de fait et en présentant et en développant l'argumentation juridique pertinente.

10. Les CE considèrent qu'un point de départ utile est fourni par les définitions données par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*. Dans cette affaire, l'Organe d'appel a précisé que tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC pouvait être une mesure de ce Membre aux fins d'une procédure de règlement des différends, au sens de l'article 3:3 du Mémorandum d'accord. Cela inclut non seulement les actes portant application d'une loi dans une situation spécifique, mais aussi des actes établissant des règles ou des normes censées être appliquées de manière générale et prospective, peu importe comment ou si ces règles ou normes sont appliquées dans un cas particulier.[3] Il en est ainsi même si ces règles ou normes ne sont pas énoncées sous la forme d'un instrument écrit.[4]

11. L'Organe d'appel a souligné maintes fois le caractère sérieux des allégations "en tant que tel", parce qu'elles cherchent à empêcher les Membres *ex ante* d'adopter une certaine conduite. Aussi, les incidences de telles allégations sont manifestement d'une portée beaucoup plus large que celles d'allégations "tel qu'appliqué" car les allégations "en tant que tel" visent potentiellement tous les cas d'application de la mesure et non pas uniquement ceux identifiés dans le recours. En conséquence, un groupe spécial ne doit pas présumer à la légère l'existence d'une "règle ou norme" constituant une mesure appliquée de manière générale et prospective. Si un groupe spécial le faisait, il agirait d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, à savoir procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi.[5]

12. Quand une contestation "en tant que tel" est formulée à l'encontre d'une mesure qui est énoncée sous la forme d'un document écrit, telle qu'une loi ou une réglementation, il n'y aurait, dans la plupart des cas, aucune incertitude quant à l'existence ou à la teneur de la mesure qui a été contestée. La situation est différente, cependant, lorsqu'une contestation est formulée à l'encontre d'une règle ou

[2] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 14.
[3] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 187 et 188.
[4] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 190 à 193.
[5] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 189 et 196.

norme alléguée dont il est dit qu'elle n'est pas énoncée sous la forme d'un document écrit. En pareil cas, l'existence même de la règle ou norme contestée peut être incertaine. En conséquence, une rigueur particulière est requise de la part d'un groupe spécial pour étayer une conclusion quant à l'existence d'une règle ou norme. Un groupe spécial doit examiner soigneusement tous les éléments de preuve concrets concernant l'existence de la règle ou norme présumée afin de déterminer si elle peut être ou non contestée en tant que telle.[6]

13. Il y a ainsi une distinction entre l'*existence* d'une mesure et la *teneur* d'une mesure.[7] Une enquête sur la question de savoir si une mesure *existe* ou non devrait inclure tous les éléments de preuve. Les aspects évidents à prendre en considération sont l'auteur, la nomenclature, la date d'adoption, la procédure d'adoption, le lieu d'adoption, la méthode d'enregistrement et la méthode de publication de la mesure alléguée.

14. Sans préjudice de la question de savoir s'il y a une violation des accords pertinents, les CE ne sont pas forcément convaincues que les allégations formulées par les États-Unis dans leur première communication écrite pouvaient conduire à une constatation "en tant que tel". Cela est particulièrement le cas s'agissant de l'argumentation des États-Unis touchant ou se rapportant au "refus ou fait de ne pas accorder de licences d'importation" qui est allégué (allégations A, B, C et en partie K et L des États-Unis). Le fondement de ces allégations est une pratique alléguée de l'administration turque consistant à ne pas délivrer les certificats de contrôle. Cette pratique, selon ce qui est allégué, est prouvée par les "lettres d'acceptation", qui apparemment ne sont pas des documents disponibles publiquement mais plutôt des documents internes de l'administration turque. Il est également fait référence aux instructions orales données aux fonctionnaires.[8] Il semblerait aux CE, sur la base des faits portés à la connaissance du Groupe spécial, que ce serait plutôt une série de mesures "telles qu'appliquées" (ou une pratique) que les États-Unis invitent le Groupe spécial à interpréter comme une mesure et à condamner "en tant que tel".

III. LA DÉFINITION D'UNE LICENCE D'IMPORTATION

15. L'article XI:1 du *GATT* ne définit pas ce qu'est une licence d'importation. L'*Accord sur l'agriculture* ne définit pas non plus cette notion. Les CE considèrent que la Turquie appelle à bon droit l'attention du Groupe spécial sur l'article 1:1 de l'*Accord sur les procédures de licences d'importation*, où les formalités de licences d'importation sont définies comme

> les procédures administratives[1] utilisées pour l'application de régimes de licences d'importation qui exigent, comme condition préalable à l'importation sur le territoire douanier du Membre importateur, la présentation à l'organe administratif compétent d'une demande ou d'autres documents (distincts des documents requis aux fins douanières).

[1] Celles qui sont désignées par le terme "licences", ainsi que d'autres procédures administratives similaires.

16. Même si la définition est donnée aux fins dudit accord, les CE considèrent qu'elle fournit un contexte utile pour l'interprétation de cette même notion dans le cadre du *GATT* et de l'*Accord sur l'agriculture*. Cette définition fait une distinction importante entre les procédures administratives pour l'application de régimes de licences d'importation et celles à des fins douanières exclusivement.

[6] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 197 et 198.

[7] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 203: "… le Groupe spécial … n'a pas, dans son analyse, fait clairement la distinction entre la question de l'évaluation de l'***existence*** de la mesure contestée, qui est particulièrement importante lorsqu'il s'agit de mesures non écrites, ***et l'examen distinct*** de la compatibilité de la mesure avec les dispositions pertinentes des accords visés."

[8] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 36.

Comme la note de base de page relative à l'article 1:1 de l'*Accord sur les licences d'importation* le démontre, le nom ou l'intitulé formel de la procédure et/ou du document n'est pas déterminant. C'est l'objet de la procédure qu'il faut examiner pour établir si elle équivaut ou non à un régime de licences d'importation.

17. Afin d'éviter définitivement d'être considérée comme un régime de licences d'importation, une procédure administrative donnée applicable avant l'importation devrait être limitée aux "fins douanières". Cela impose, à son tour, d'analyser ce que signifie "fins douanières". Sans tenter de définir le concept d'une manière exhaustive, les CE considèrent qu'il serait à priori difficile de prendre en considération une procédure qui implique, par exemple, des vérifications de l'innocuité des produits ou des mesures SPS dans le cadre de la notion de "fins douanières".

18. Les CE appellent l'attention du Groupe spécial sur le fait que les États-Unis allèguent aussi une violation de l'*Accord sur les licences d'importation*. On peut soutenir que l'*Accord sur les licences d'importation* se rapporte plus spécifiquement à la question dont le présent groupe spécial est saisi que le *GATT* et l'*Accord sur l'agriculture*. Par conséquent, conformément au rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE– Bananes*[9], les CE invitent le Groupe spécial à examiner si les violations alléguées de l'*Accord sur les licences d'importation* devraient être examinées d'abord avant les violations alléguées de l'article 4:2 de l '*Accord sur l'agriculture* et du *GATT*.

IV. LA RELATION ENTRE L'ARTICLE XI DU GATT ET L'ARTICLE 4:2 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE

19. Se référant aux constatations de groupes spéciaux antérieurs, les États-Unis déclarent que lorsqu'une mesure concernant des produits agricoles est incompatible avec l'article XI:1 du *GATT*, elle est nécessairement incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.[10] Cet argument est avancé dans les trois grandes sections de la communication écrite des États-Unis, c'est-à-dire en relation avec le refus allégué de délivrer des licences d'importation, avec les allégations relatives au régime de contingent tarifaire de la Turquie imposant des achats sur le marché intérieur et avec les deux éléments du régime allégué lus conjointement.

20. Les CE conviennent avec les États-Unis qu'il existe un lien systémique général entre les deux dispositions. Toutefois, les CE souhaiteraient faire observer que, à l'exception de la note de bas de page relative à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* dans laquelle il est fait référence aux restrictions quantitatives à l'importation, aucun lien automatique n'a été fait dans le texte de ces dispositions. Les CE considèrent par conséquent qu'il conviendrait de faire preuve de prudence pour ce qui est de conclure que la violation de l'article XI:1 du *GATT* conduirait nécessairement et en toutes circonstances à la violation de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

21. Dans l'éventualité où le Groupe spécial conclurait que le certificat de contrôle de la Turquie est une licence d'importation et que la question serait par conséquent examinée d'abord au regard de l'*Accord sur les licences d'importation*, il se pose une autre question systémique concernant l'ordre d'examen des mesures de la Turquie au regard des accords pertinents. On peut soutenir que l'*Accord sur l'agriculture* devrait être considéré comme étant plus spécifique par rapport au *GATT* dans une situation où c'est l'importation d'un produit agricole particulier qui est en cause. En conséquence, conformément au rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes III*[11], on peut soutenir que la violation alléguée de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* devrait être examinée d'abord avant les violations alléguées du *GATT*.

[9] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphes 202 à 204.
[10] Première communication écrite des États-Unis, allégations B, I et L.
[11] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphes 202 à 204.

V. L'ARTICLE III:4 OU L'ARTICLE XI:1 DU GATT

22. En ce qui concerne le régime de contingent tarifaire de la Turquie, les États-Unis considèrent qu'il est contraire à l'article III:4 du *GATT*. À titre subsidiaire, les États-Unis déclarent que le régime est contraire à l'article XI:1 du *GATT*.

23. L'article XI:1 du *GATT* dispose ce qui suit:

> Aucune partie contractante n'instituera ou ne maintiendra à l'importation d'un produit originaire du territoire d'une autre partie contractante, à l'exportation ou à la vente pour l'exportation d'un produit destiné au territoire d'une autre partie contractante, de prohibitions ou de restrictions autres que des droits de douane, taxes ou autres impositions, que l'application en soit faite au moyen de contingents, de licences d'importation ou d'exportation ou de tout autre procédé. [non souligné dans l'original]

24. L'article III:4 du *GATT* dispose, pour sa part, ce qui suit:

> Les produits du territoire de toute partie contractante importés sur le territoire de toute autre partie contractante ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur. Les dispositions du présent paragraphe n'interdiront pas l'application de tarifs différents pour les transports intérieurs, fondés exclusivement sur l'utilisation économique des moyens de transport et non sur l'origine du produit. [non souligné dans l'original]

25. En principe, ces deux dispositions réglementent deux situations distinctes, à savoir les prohibitions ou restrictions à l'importation c'est-à-dire les "mesures à la frontière" (article XI:1), d'une part, et la prohibition de la discrimination une fois le produit importé sur le territoire d'un pays Membre de l'OMC c'est-à-dire les "mesures intérieures" (article III:4), d'autre part. Par conséquent, en principe l'article III s'applique uniquement aux mesures intérieures et non aux mesures à la frontière, et réciproquement l'article XI:1 s'applique uniquement aux mesures à la frontière mais pas aux mesures intérieures.

26. Cependant, il n'est pas toujours facile de distinguer une mesure intérieure d'une mesure à la frontière. La note additionnelle relative à l'article III vise à clarifier cette démarcation:

> Toute taxe ou autre imposition intérieure ou toute loi, réglementation ou prescription visée au paragraphe 1, qui s'applique au produit importé comme au produit national similaire et qui est perçue ou imposée, dans le cas du produit importé, au moment ou au lieu de l'importation, n'en sera pas moins considérée comme une taxe ou autre imposition intérieure ou comme une loi, une réglementation ou une prescription visée au paragraphe premier et sera en conséquence soumise aux dispositions de l'article III.

27. En conséquence, une prohibition ou une restriction à l'importation d'un produit donné qui ne satisfait pas par exemple à une prescription voulue concernant la santé publique ou la protection des consommateurs qui est applicable aussi aux produits nationaux doit être examinée dans le cadre de l'article III, et non pas dans le cadre de l'article XI.

28. Toutefois, dans certaines circonstances il peut être constaté que des mêmes mesures entrent dans le champ d'application à la fois de l'article III:4 et de l'article XI et il en résulte qu'elles peuvent être examinées à la fois et en même temps en tant que mesures à la frontière et en tant que mesures

intérieures en fonction des aspects des mesures qui sont mis en lumière. Cela est illustré par la décision du Groupe spécial dans l'affaire *Inde – Automobiles*, où le Groupe spécial a considéré que l'Inde avait agi d'une manière incompatible avec l'article III:4 en imposant aux constructeurs automobiles l'obligation d'utiliser une certaine proportion de parties et composants d'origine locale dans la fabrication de voitures et en imposant l'obligation de compenser le montant de leurs achats, déjà sur le marché indien, d'ensembles et de composants déjà importés par des exportations de valeur équivalente. Cependant, le Groupe spécial a également constaté une violation de l'article XI:1 due à l'imposition par l'Inde aux constructeurs automobiles de l'obligation d'équilibrer leurs importations d'ensembles et de composants par des exportations d'une valeur équivalente.[12] En conséquence, lorsqu'une mesure à la frontière incompatible avec l'article XI:1 est utilisée pour favoriser la production nationale, elle peut aussi être contraire à l'article III du *GATT*.

29. Les CE souhaiteraient aussi faire observer qu'une liste exemplative de mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) qui sont incompatibles avec l'obligation d'accorder le traitement national prévue au paragraphe 4 de l'article III du *GATT* et avec l'obligation d'élimination générale des restrictions quantitatives prévue au paragraphe 1 de l'article XI du *GATT* figure dans l'Annexe de l'*Accord sur les MIC*.

30. Les CE considèrent qu'à priori la prescription relative aux achats sur le marché intérieur du régime de contingent tarifaire semblerait entrer dans le champ d'application du paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'*Accord sur les MIC*.

VI. L'ABOLITION DU RÉGIME DE CONTINGENT TARIFAIRE DE LA TURQUIE

31. Pour se défendre, la Turquie déclare que le cadre législatif établissant le régime de contingent tarifaire n'est plus en vigueur. En conséquence, la Turquie a demandé que le Groupe spécial soit s'abstienne de formuler des constatations au sujet des mesures concernant le régime de contingent tarifaire de la Turquie car celui-ci n'est plus en vigueur, soit dans l'éventualité où le Groupe spécial jugerait nécessaire de formuler des constatations afin d'arriver à une solution positive du différend, qu'il n'adresse aucune recommandation à l'Organe de règlement des différends (ORD).

32. Vu ces circonstances, les CE ne jugent pas nécessaire d'examiner de manière plus détaillée le régime de contingent tarifaire de la Turquie qui est venu à expiration. Les CE notent seulement que dans l'éventualité où le Groupe spécial jugerait nécessaire de formuler des constatations au sujet du régime de contingent tarifaire afin d'arriver à une solution positive du différend, les CE souscrivent à la position subsidiaire de la Turquie selon laquelle il ne serait pas nécessaire d'adresser une recommandation à l'ORD.

VII. CONCLUSION

33. Pour les raisons exposées ci-dessus, les Communautés européennes invitent le Groupe spécial à:

- examiner attentivement l'existence d'une "règle ou norme" constituant une mesure appliquée de manière générale et prospective;
- considérer l'ordre d'examen des accords pertinents à la lumière du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes III*;
- considérer que lorsqu'une mesure à la frontière est utilisée pour favoriser la production nationale, elle est contraire aussi à l'article III du GATT;

[12] Rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 8.1.

- s'abstenir d'adresser des recommandations à l'ORD concernant le régime de contingent tarifaire de la Turquie.

34. Les Communautés européennes espèrent que les observations ci-dessus se révéleront utiles pour les délibérations du Groupe spécial et elles réservent leur droit de formuler d'autres observations lors de l'audience.

ANNEXE B

DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique de la déclaration orale liminaire des États-Unis à la première réunion de fond (17 novembre 2006)	B-2
Annexe B-2	Déclaration orale finale des États-Unis à la première réunion de fond (9 novembre 2006)	B-8
Annexe B-3	Déclarations orales liminaire et finale de la Turquie à la première réunion de fond (8 et 9 novembre 2006)	B-10
Annexe B-4	Déclaration orale de l'Australie à la session consacrée aux tierces parties (9 novembre 2006)	B-21
Annexe B-5	Déclaration orale de la Chine à la session consacrée aux tierces parties (9 novembre 2006)	B-26
Annexe B-6	Déclaration orale de l'Égypte à la session consacrée aux tierces parties (9 novembre 2006)	B-28
Annexe B-7	Déclaration orale des Communautés européennes à la session consacrée aux tierces parties (9 novembre 2006)	B-31
Annexe B-8	Déclaration orale de la Corée à la session consacrée aux tierces parties (9 novembre 2006)	B-33
Annexe B-9	Déclaration orale de la Thaïlande à la session consacrée aux tierces parties (9 novembre 2006)	B-36

ANNEXE B-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE LIMINAIRE DES ÉTATS-UNIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND
(17 novembre 2006)

1. Dans leur première communication, les États-Unis ont établi *prima facie* que la Turquie avait enfreint plusieurs dispositions du GATT de 1994 et des Accords de l'OMC, y compris en ce qui concerne les obstacles à l'importation et la discrimination à l'encontre du riz importé. Par exemple, les États-Unis ont démontré que la Turquie avait maintenu dans le cadre de son système de contingent tarifaire une prescription relative aux achats sur le marché intérieur incompatible avec les règles de l'OMC. Pour importer du riz dans le cadre du contingent tarifaire et obtenir un taux de droit plus faible, un importateur doit acheter de grandes quantités de riz national auprès de l'Office turc des céréales (TMO), des producteurs turcs ou des associations de producteurs turcs afin d'obtenir un permis d'importation auprès du Sous-Secrétariat au commerce extérieur (FTU) de la Turquie. Et seul le riz national donne à un importateur le droit d'obtenir cet avantage – le riz importé n'en bénéficie pas. La prescription relative aux achats sur le marché intérieur de la Turquie soumet le riz importé à un traitement moins favorable que celui qui est appliqué pour le riz national, enfreignant de ce fait l'article III:4 du GATT de 1994.

2. Bien que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur rende l'importation de riz très onéreuse, les importateurs n'ont pas d'autre choix que d'importer le riz dans le cadre du contingent tarifaire parce que le Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) n'accorde pas de licence pour l'importation de riz aux taux de droits hors contingent. Au moyen de "lettres d'acceptation" non publiées, le Ministre turc de l'agriculture accepte à maintes reprises les recommandations de son personnel tendant à "retarder" le début de la période pendant laquelle ces licences, ou "certificats de contrôle", seront accordées, faisant ainsi en sorte que le commerce du riz s'effectue dans le cadre du contingent tarifaire. Même lorsque le contingent tarifaire est clos durant la récolte annuelle de riz turc, aucune importation de riz ne peut avoir lieu. Le refus de la Turquie de délivrer des certificats de contrôle en dehors de son régime de contingent tarifaire constitue une prohibition ou une restriction à l'importation qui enfreint l'article XI:1 du GATT de 1994.

3. La Turquie a rejeté les allégations des États-Unis mais a essentiellement passé sous silence les très nombreux éléments de preuve factuels présentés par les États-Unis et, malgré tous les éléments de preuve à l'effet contraire, elle a affirmé que le régime qu'elle appliquait pour le riz conférait en fait un *avantage* aux producteurs de riz étrangers par rapport aux producteurs de riz turcs. La Turquie n'a pas réfuté l'allégation *prima facie* formulée par les États-Unis.

Définition de la licence d'importation

4. Premièrement, la Turquie allègue que le certificat de contrôle n'est pas une licence d'importation et qu'il n'est donc pas soumis aux dispositions de l'Accord sur les licences d'importation et à d'autres dispositions, parce que le certificat "[équivaut] à des formulaires administratifs qui sont exigés exclusivement à des "*fins douanières*"". Dans sa première communication, la Turquie énonce les critères qu'elle propose pour déterminer quand un document est destiné exclusivement à des fins douanières (et dès lors ne devrait pas être considéré comme une licence d'importation). Elle affirme ensuite que, puisque les certificats de contrôle peuvent être utilisés à des fins douanières, ce ne sont pas des licences mais des documents officiels aux fins douanières.

5. Cet argument n'est pas convaincant. Le fait qu'un document soit nécessaire pour le dédouanement ne veut pas dire que ce n'est pas une licence d'importation. En fait, des licences d'importation seront utilisées aux fins douanières – c'est la nature même d'une licence d'importation

puisque l'importation ne peut avoir lieu sans elle. La question véritable est de savoir à quoi d'autre sert le document. En l'occurrence, le certificat de contrôle sert à contrôler l'importation – non pas simplement au sens douanier, mais au sens d'une restriction ou interdiction à l'importation. Le certificat de contrôle n'est même pas un document douanier au sens le plus élémentaire du terme – il est très révélateur qu'il soit approuvé par le MARA, et non par l'Administration des douanes turque.

6. Deuxièmement, le certificat de contrôle est une licence d'importation, même selon le critère de la Turquie. Dans sa communication, la Turquie reconnaît que le permis d'importation exigé par le FTU pour l'importation dans le cadre du contingent tarifaire est une licence d'importation. Or, si l'on met en regard les éléments requis par le MARA pour le certificat de contrôle et ceux qui sont requis par le FTU pour le permis d'importation, la comparaison fait apparaître un remarquable degré de similitude. Par conséquent, selon la propre logique de la Turquie, il n'y aurait aucune raison d'exclure le certificat de contrôle des disciplines de l'Accord sur les licences d'importation au motif qu'il contient des renseignements relatifs aux douanes.

7. Troisièmement, un Membre ne peut pas soustraire une mesure à l'application de l'Accord sur les licences d'importation ou d'autres dispositions en incluant dans la demande de licence des renseignements relatifs aux douanes et en alléguant ensuite que ce n'est plus une licence d'importation. Il ressort clairement de la note de bas de page relative à la définition des "licences d'importation" dans l'Accord sur les licences d'importation qu'indépendamment de la façon dont un Membre qualifie ses procédures administratives particulières, ces procédures seront toujours considérées comme des "licences d'importation" si elles satisfont aux critères énoncés à l'article premier de l'Accord.

8. L'adjonction de renseignements relatifs aux douanes dans le certificat de contrôle ne change rien au fait que le certificat fait partie de la prescription de la Turquie imposant la présentation d'une demande ou d'autres documents comme condition préalable à l'importation, et que l'approbation constitue une autorisation formelle par le MARA (et non par l'Administration des douanes) d'importer du riz en Turquie. En d'autres termes, le certificat est une licence d'importation suivant la définition donnée à l'article premier de l'Accord sur les licences d'importation.

Importations hors contingent et délivrance de certificats de contrôle

9. Dans leur première communication, les États-Unis ont fourni des éléments *prima facie* montrant que le refus de la Turquie de délivrer des licences d'importation hors du contingent tarifaire enfreignait l'article XI du GATT de 1994 parce que la Turquie prohibait ou restreignait les importations au taux hors contingent au moyen de licences d'importation ou de tout autre procédé. Pour faire valoir leur argumentation, les États-Unis ont présenté un grand nombre d'éléments de preuve documentaires montrant que la Turquie ne délivrait pas les certificats de contrôle nécessaires à l'importation de riz hors du contingent tarifaire. Ils ont présenté des exemples de "lettres d'acceptation" signées par le Ministre turc de l'agriculture. Par ces documents, le Ministre ordonne aux fonctionnaires du MARA de ne pas accorder de certificats afin de protéger la branche de production nationale de riz. Les États-Unis ont présenté des exemples de correspondance échangée entre les importateurs turcs et le MARA, y compris plusieurs lettres du MARA rejetant les demandes de certificat adressées par des importateurs. Dans une lettre datée du 1er mai 2006, un fonctionnaire du gouvernement turc admettait que le gouvernement n'avait pas, en droit turc, le pouvoir d'accorder des certificats. Les États-Unis ont aussi présenté la lettre du 24 mars 2006 adressée par le Ministre, M. Tuzmen, au Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, M. Portman, qui a été publiée juste après que l'ORD avait établi le groupe spécial chargé du présent différend et dans laquelle il était promis que la Turquie délivrerait des certificats "à partir du 1er avril 2006". Apparemment, le MARA a contesté la teneur de la lettre du Ministre, M. Tuzmen, comme l'atteste la lettre de rejet du 1er mai susmentionnée. La lettre de rejet était tout à fait

compatible avec les indications fournies dans la lettre d'acceptation non publiée qui était applicable à ce moment-là.

10. Étant donné que les États-Unis se sont acquittés de la charge qui leur incombait de montrer *prima facie* que la Turquie avait enfreint l'article XI:1 du GATT de 1994, il appartient à présent à celle-ci de réfuter leur thèse. La Turquie ne l'a pas fait. Elle n'a contesté l'authenticité d'aucun des documents communiqués par les États-Unis. En outre, elle n'a fourni aucun élément de preuve documentaire pour réfuter leur contenu. Au lieu de cela, elle affirme simplement, sans autre justification, que contrairement aux termes exprès des lettres d'acceptation, elle a accordé des certificats de contrôle aux taux de droits hors contingent. Dans le différend *Chemises et blouses de laine*, l'Organe d'appel a noté qu'il comprenait "en fait difficilement comment un système de règlement judiciaire pourrait fonctionner s'il reprenait l'idée que la simple formulation d'une allégation pourrait équivaloir à une preuve".

11. Au lieu d'essayer de réfuter directement les arguments des États-Unis, la Turquie essaie d'exclure du débat les lettres d'acceptation comme étant des "documents internes informels", des documents qui ne sont "jamais mis en vigueur" et ne peuvent pas être appliqués par les tribunaux, "des éléments de preuve peu fiables quant aux intentions réelles et à la politique commerciale de la Turquie pour l'importation du riz, et des "éléments de preuve irrecevables" qui ne peuvent pas être examinés par le présent groupe spécial. Elle écarte aussi les lettres de rejet adressées aux importateurs par le MARA et les documents des tribunaux comme n'étant rien de plus qu'"un élément naturel de l'interaction entre l'administration de tout Membre de l'OMC et les milieux d'affaires du pays". Les États-Unis comprennent certainement pourquoi la Turquie souhaiterait que le Groupe spécial ne tienne pas compte de ces documents, mais le fait est que ce sont des éléments de preuve qui ne peuvent pas être ignorés. La question n'est pas de savoir s'il s'agit de fuites, de documents internes ou d'actes rendus exécutoires par les tribunaux. Le fait est, tout simplement, qu'ils montrent que la Turquie a décidé de ne pas délivrer de certificats de contrôle, ce qui démontre que les certificats sont des licences d'importation discrétionnaires (et donc une restriction à l'importation en tant que telle) et que la Turquie s'en sert dans la pratique pour restreindre les importations.

12. Les arguments de la Turquie selon lesquels les lettres d'acceptation sont confidentielles et non exécutoires et ne sont pas prises en compte par les tribunaux sont contredits par le fait qu'elle a essayé d'utiliser ces documents en justice pour justifier son refus de délivrer des certificats de contrôle à un importateur et, de fait, les ont invoqués devant les tribunaux comme seul fondement juridique pour le refus. Il est difficile de comprendre en quoi les lettres ne constituent pas une source fiable quant aux intentions qui sous-tendent la politique commerciale turque, alors que le conseil du MARA a fait valoir devant les tribunaux que ce dernier n'avait pas, en droit turc, le pouvoir d'accorder des certificats à l'importateur aux termes de ces lettres, et que celles-ci avaient été adoptées pour protéger les producteurs nationaux de riz contre la concurrence étrangère.

13. Au lieu d'éléments de preuve documentaires, la Turquie a produit un diagramme qui est censé montrer qu'elle accorde des certificats de contrôle hors du contingent tarifaire, mais qui soulève des questions additionnelles. Les données relatives aux exportations des États-Unis et les données turques relatives aux certificats de contrôle en ce qui concerne les importations de riz des États-Unis diffèrent considérablement. Par exemple, la Turquie allègue que, jusqu'au 21 septembre 2006, le MARA avait accordé des certificats couvrant l'importation de plus de 400 000 tonnes de riz des États-Unis, tandis que d'après les données commerciales des États-Unis, le volume des exportations de riz des États-Unis vers la Turquie en 2006, jusqu'au 26 octobre, est d'un peu moins de 18 000 tonnes. En outre, même selon le propre diagramme de la Turquie, au moins 96 pour cent du riz bénéficiant d'approbation en 2004, et 90 pour cent en 2005, correspondaient aux importations dans le cadre du contingent tarifaire, pour lesquelles des achats sur le marché intérieur sont exigés. Comme il est beaucoup plus onéreux d'importer dans le cadre du contingent tarifaire, il est clair que cette immense

majorité d'importateurs "choisirait" uniquement d'importer du riz dans le cadre du contingent tarifaire s'il existait des restrictions sévères ou une interdiction des importations aux taux hors contingent.

14. La Turquie allègue aussi que les lettres d'acceptation ne sont pas appliquées, comme l'atteste le fait que le MARA accorde des certificats de contrôle aux importateurs qui achètent du riz national dans le cadre du régime de contingent tarifaire. Si la Turquie exige des certificats pour l'importation dans le cadre du régime de contingent tarifaire, les États-Unis la remercient pour cette précision. Or, cette information n'est pas pertinente pour la question de savoir si la Turquie accorde les certificats, et donc bloque l'importation, hors du contingent tarifaire. Les lettres sont seulement censées suspendre l'octroi de certificats aux importateurs qui veulent importer aux taux hors contingent sans acheter sur le marché intérieur. Elles ne traitent pas la question de savoir si les certificats sont accordés dans le cadre du régime de contingent tarifaire. En outre, cette précision ne fait qu'accroître notre inquiétude s'agissant de l'incompatibilité de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur avec les règles de l'OMC parce que, si ce que dit la Turquie est exact, un importateur qui veut importer du riz dans le cadre du contingent tarifaire devra s'adresser à quatre organismes gouvernementaux turcs différents – le TMO, le FTU, le MARA, et l'Administration des douanes – et obtenir deux licences d'importation différentes pour effectuer l'importation.

15. En ce qui concerne l'interdiction de délivrer des certificats de contrôle aux taux hors contingent, même si la Turquie pouvait prouver qu'elle n'applique pas les lettres d'acceptation, cela n'empêche pas le présent groupe spécial de formuler à leur sujet une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC. Une mesure peut toujours être jugée incompatible avec les règles de l'OMC même si elle n'est pas appliquée, comme c'était le cas dans le différend *Loi de 1916*. De plus, même si la Turquie délivrait certains certificats, cela ne changerait rien au fait que ceux-ci constituent un régime d'importation discrétionnaire et une restriction à l'importation contraires à l'article XI:1 du GATT de 1994 et à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

Prescription relative aux achats sur le marché intérieur

16. S'agissant de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, la Turquie conteste que 1) la prescription relative aux achats sur le marché intérieur soit une mesure "affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation … sur le marché intérieur" du riz national et du riz importé et que 2) la prescription relative aux achats sur le marché intérieur soumette le riz importé à un traitement moins favorable que celui qui s'applique au riz national. La raison invoquée par la Turquie est que les importateurs peuvent importer librement du riz hors du contingent tarifaire et que ce contingent modifie les conditions de concurrence de telle façon que les produits importés reçoivent effectivement un traitement plus favorable que celui qui s'applique aux produits nationaux. La Turquie n'a pas réfuté l'allégation *prima facie* des États-Unis sur ces deux questions.

17. S'agissant de la première question, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur affecte directement les conditions de concurrence entre le riz national et le riz importé. Seul le riz national satisfait à la prescription relative aux achats imposés pour importer du riz en Turquie dans le cadre du contingent tarifaire. Le riz national bénéficie donc sur le marché d'un avantage dont ne dispose pas le riz importé et qui le rend plus intéressant. La Turquie allègue que les États-Unis n'ont pas satisfait au critère "affectant" parce que les importateurs peuvent importer du riz en Turquie hors du contingent tarifaire sans être tenus d'acheter sur le marché intérieur. Même si cela était vrai, cela ne fait pas disparaître la discrimination à l'encontre du riz importé.

18. À cet égard, il est reconnu depuis longtemps qu'une prescription d'un Membre imposant l'achat de produits nationaux comme condition pour obtenir un avantage est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. En 1958, le Groupe spécial du GATT *Mesures discriminatoires appliquées par l'Italie à l'importation de machines agricoles* a jugé contraire à l'article III:4 une loi italienne qui subordonnait à l'achat de machines agricoles italiennes l'octroi aux fermiers de facilités

spéciales de crédit. Le Groupe spécial *Inde – Automobiles*, quant à lui, a constaté l'existence d'une infraction à l'article III:4 là où la prescription relative à la teneur en éléments locaux appliquée par l'Inde aux constructeurs automobiles créait une incitation à acheter et à utiliser des pièces détachées et des composants d'origine indienne et, par conséquent, décourageait l'utilisation de pièces et de composants importés similaires.

19. Sur la question de savoir si la prescription relative aux achats sur le marché intérieur soumet le riz importé à un traitement moins favorable que celui qui s'applique au riz national, la Turquie fait valoir que le système de contingent tarifaire confère en fait aux producteurs de riz étrangers un avantage sur les producteurs de riz turcs pour vendre leur riz en Turquie. Toutefois, elle fait complètement abstraction dans son analyse des coûts découlant de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur. Le coût élevé des achats sur le marché intérieur fait plus que compenser toute économie alléguée sur les coûts obtenue grâce aux taux de droits préférentiels par les importateurs dans le cadre du contingent tarifaire. Il importe peu que 1 tonne de riz des États-Unis coûte, d'après les allégations, quelques dollars de moins que 1 tonne de riz turc si l'on ne prend pas en compte le fait que, pour importer cette tonne de riz des États-Unis en Turquie, l'importateur doit acheter 2 tonnes de riz turc et payer plusieurs centaines de dollars supplémentaires.

Restrictions visant les personnes qui peuvent importer du riz dans le cadre du régime de contingent tarifaire

20. La Turquie allègue que n'importe qui peut importer du riz dans le cadre du contingent tarifaire. S'il est vrai d'après le règlement tel qu'il est libellé que c'est une possibilité théorique, la lettre d'acceptation n° 1 795 confirmait que la Turquie autorisait uniquement les entités achetant du riz paddy à importer du riz dans le cadre du contingent tarifaire. Dans la pratique, seules les rizeries ou les entités disposant de capacité d'usinage achèteraient du riz paddy. Il est peu probable que les consommateurs, les grossistes, les détaillants et les autres distributeurs disposent de capacité d'usinage et ils ne seraient donc pas en mesure de "bénéficier" de la possibilité d'importer dans le cadre du contingent tarifaire. Quand bien même le TMO permettrait d'acheter du riz blanchi pour satisfaire à la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, le régime de contingent tarifaire empêcherait toujours la plupart, sinon la totalité, des entités n'ayant pas de capacité d'usinage d'importer du riz dans le cadre du contingent tarifaire, car les restaurants et les détaillants susceptibles d'être intéressés par l'importation de riz blanchi en seraient dissuadés par les coûts élevés des achats et du stockage. Pour ces raisons, les critères d'admissibilité pour les achats sur le marché intérieur dans le cadre du contingent tarifaire sont également incompatibles avec l'article XI du GATT de 1994.

Mesures dont il est allégué qu'elles sont venues à expiration

21. Enfin, la Turquie fait valoir que les mesures constituant son régime de contingent tarifaire ne sont plus en vigueur et que le Groupe spécial devrait donc s'abstenir de formuler des constatations en ce qui concerne ce régime ou, s'il formule effectivement de telles constatations, ne devrait pas adresser de recommandations à l'ORD au sujet de ces mesures. Les États-Unis contestent que le Groupe spécial doive s'abstenir de formuler des constatations et des recommandations et contestent aussi que la mesure ne soit plus en vigueur.

22. Le texte du Mémorandum d'accord, tel qu'il est clarifié par des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, indique clairement que si une mesure existait au moment des consultations et de l'établissement du Groupe spécial, elle n'a pas expiré aux fins du règlement des différends à l'OMC. En l'espèce, l'ORD a établi le présent groupe spécial doté du mandat type pour examiner la question soulevée par les États-Unis le 17 mars 2006. Le régime de contingent tarifaire, d'après les allégations, "est venu à expiration" plus de quatre mois après. Par conséquent, il n'était pas "venu à expiration" au moment des consultations et de l'établissement du Groupe spécial et ce dernier est chargé, aux termes du mandat et de l'article 3:3 du Mémorandum d'accord, de formuler des

constatations au sujet de la compatibilité des mesures constituant le régime de contingent tarifaire de la Turquie avec les dispositions pertinentes des accords visés et de faire des recommandations afin de résoudre le différend.

23. Les rapports cités par la Turquie respectent la distinction entre les mesures venues à expiration avant les consultations et l'établissement du groupe spécial et les mesures venues à expiration après l'établissement du groupe spécial. Dans les affaires *Certains produits en provenance des CE* et *Chili – Système de fourchettes de prix*, les groupes spéciaux se sont abstenus de formuler des constatations au sujet de mesures qui étaient venues à expiration avant qu'ils aient été établis. S'agissant de l'affaire *République dominicaine – Cigarettes*, la Turquie dit que le Groupe spécial n'a pas jugé nécessaire de formuler une constatation au sujet d'une mesure qui avait expiré pendant la procédure du Groupe spécial, mais elle n'a pas noté que l'Organe d'appel n'avait pas été d'accord avec le Groupe spécial et avait recommandé que la République dominicaine mette sa mesure en conformité avec ses obligations dans le cadre de l'OMC dans la mesure où elle ne l'avait pas encore fait.

24. En outre, il n'est pas clair pour les États-Unis que le régime de contingent tarifaire a cessé d'exister le 31 juillet, comme l'allègue la Turquie, compte tenu du nombre de documents non publiés qui sont délivrés par la Turquie pour le commerce du riz. En outre, la Turquie a allégué que le régime de contingent tarifaire était "venu à expiration" en 2003, 2004, et 2005, or la mesure était réapparue quelques mois plus tard. Par conséquent, les États-Unis estiment qu'il est essentiel pour parvenir à un règlement définitif de cette question que, si le Groupe spécial devait formuler des constatations défavorables en l'espèce, il formule aussi des recommandations tendant à ce que la Turquie mette ses mesures en conformité avec ses obligations dans le cadre de l'OMC.

ANNEXE B-2

**DÉCLARATION ORALE FINALE DES ÉTATS-UNIS
À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND**
(9 novembre 2006)

1. Nous voudrions remercier la Présidente ainsi que les membres du Groupe spécial et les membres du Secrétariat pour l'attention dont ils ont fait preuve et le travail qu'ils ont accompli dans ce différend, comme les deux derniers jours l'ont montré. Au moment où nous achevons cette première réunion du Groupe spécial, je n'ai pas l'intention de répéter les arguments que nous avons exposés hier, mais j'aimerais insister sur quelques points additionnels que nous avons relevés ces deux derniers jours.

2. Premièrement, les États-Unis pensent que la discussion a montré encore plus clairement que le certificat de contrôle n'était pas un document aux fins douanières. Les importateurs présentent leur demande de certificat de contrôle au Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (MARA), et non à l'Administration des douanes turque. Deuxièmement, ils doivent demander au MARA un certificat et obtenir l'approbation bien avant que les expéditions ne soient présentées aux douanes. La Turquie a précisé qu'il en allait ainsi au paragraphe 6 de sa déclaration orale lorsqu'elle a indiqué qu'"[u]ne fois approuvé, [le certificat de contrôle] garanti[ssait] à l'importateur que tous les éléments et conditions requis pour le dédouanement [étaient] réunis et rendr[aient] l'importation possible ... *L'importateur pourra alors en toute quiétude prendre tous les engagements commerciaux nécessaires aux fins de l'importation*." Autrement dit, le certificat de contrôle est un document que l'importateur doit être certain de pouvoir obtenir avant de finaliser tout contrat pour l'importation de riz. Troisièmement, quand un importateur n'a pas obtenu l'approbation du certificat de contrôle par le MARA, les expéditions ne sont pas dédouanées. Cela ressort clairement de l'expérience de Torunlar, un importateur de riz turc qui avait signé des contrats d'achat avant d'obtenir du MARA l'approbation du certificat de contrôle et qui a dû intenter un procès devant la justice turque afin d'obliger le MARA à délivrer le certificat lui permettant de faire sortir le riz des entrepôts en douane.

3. La Turquie a fait valoir que n'importe qui pouvait importer du riz dans le cadre du contingent tarifaire mais, jusqu'à hier, elle a passé sous silence le fait qu'en pratique, seules les rizeries ou les entreprises de conditionnement pourraient ou voudraient acheter du riz paddy. À la réunion d'hier du Groupe spécial, la Turquie a reconnu qu'elle ne connaissait aucun restaurant ou détaillant qui voudrait acheter du riz paddy. Nous approuvons cette affirmation de la Turquie. Étant donné que l'achat de riz paddy est une condition pour importer dans le cadre du contingent tarifaire, il s'ensuit qu'aucun restaurant ou détaillant n'utiliserait le contingent tarifaire. Restreindre le critère d'admissibilité en passant de l'achat de *riz* à l'achat de *riz paddy* a donc été le moyen utilisé par la Turquie pour limiter la catégorie des personnes ou des sociétés qui seraient en mesure d'importer, démontrant ainsi l'existence d'une restriction additionnelle à l'importation aux fins de l'article XI:1.

4. Les États-Unis croient comprendre que la Turquie a l'intention de communiquer des renseignements indiquant qu'elle a accordé des certificats de contrôle hors du contingent tarifaire. À cet égard, ils notent qu'aux termes d'un accord bilatéral entre l'Union européenne et la Turquie, l'Union européenne dispose d'un contingent annuel de 28 000 tonnes de riz blanchi. Dans le cadre du contingent, les importateurs sont autorisés à importer en franchise de droits du riz blanchi en provenance de l'UE, principalement d'Italie, pendant toute l'année sans être soumis à aucune des prohibitions et restrictions mentionnées en l'espèce par les États-Unis. Nous nous sommes aperçus qu'il en était ainsi après avoir abordé cette question avec des commerçants de riz de l'UE, qui ignoraient les problèmes rencontrés par les exportateurs des États-Unis, de l'Égypte et d'autres Membres de l'OMC qui expédiaient du riz vers la Turquie. Les États-Unis ne sont pas certains que la Turquie exige des importateurs de riz de l'UE qu'ils obtiennent des certificats de contrôle puisque les

importations de riz en provenance de l'UE sont autorisées aux termes de l'accord bilatéral. Si la Turquie n'exige pas des importateurs de riz provenant de l'UE qu'ils obtiennent ces certificats, cela soulève d'autres questions en ce qui concerne les données présentées par la Turquie à l'annexe 20.

5. D'après les données de la Turquie relatives aux importations, la Turquie a importé environ 25 000 et 32 000 tonnes de riz en provenance de l'Union européenne en 2004 et 2005, respectivement. Or, selon l'annexe 20, elle n'a accordé des certificats de contrôle que pour environ 7 000 tonnes de riz hors contingent en 2004 et environ 24 000 tonnes de riz hors contingent en 2005. S'il est vrai, comme la Turquie le dit, que les certificats de contrôle sont valables pendant un an seulement – de sorte que cet écart apparent ne pourrait guère être imputé aux certificats obtenus les années précédentes – cela soulève la question de savoir où se trouvent les importations de riz en provenance de l'UE dans le diagramme de la Turquie et, si elles n'y sont pas, si les importateurs de riz provenant de l'UE ont besoin d'obtenir des certificats de contrôle. Les États-Unis attendent avec intérêt une clarification de la Turquie sur cette question.

6. Pour conclure, les États-Unis affirment que, pour les raisons qui précèdent et eu égard aux arguments qu'ils ont exposés dans leur première communication et à la réunion du Groupe spécial de cette semaine, la Turquie n'a pas produit d'éléments de preuve ni d'arguments pour réfuter leurs éléments de preuve et arguments. Comme l'Organe d'appel l'a précisé dans son rapport *Chemises et blouses de laine*, la Turquie n'a donc pas réfuté l'allégation *prima facie* des États-Unis.

7. Madame la Présidente, notre déclaration finale s'achève ici. Une fois encore, nous aimerions vous remercier, ainsi que les membres du Groupe spécial et le Secrétariat, de vos efforts. Nous serons heureux de répondre à vos questions par écrit et de vous retrouver à la prochaine réunion du Groupe spécial en janvier.

ANNEXE B-3

DÉCLARATIONS ORALES LIMINAIRE ET FINALE DE LA TURQUIE À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND
(8 et 9 novembre 2006)

Madame la Présidente, Messieurs les membres du Groupe spécial,

1. La Turquie remercie les trois personnes qui ont accepté de siéger au présent groupe spécial et de contribuer au règlement du présent différend.

2. La Turquie se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter oralement ses vues à cette première réunion du Groupe spécial. Elle a déjà réfuté de manière détaillée les allégations formulées par les États-Unis. Dans cette déclaration, elle souhaite simplement exposer dans leurs grandes lignes ses arguments juridiques, sa communication relative aux faits et sa conclusion selon laquelle le régime d'importation de riz en Turquie est entièrement compatible avec les règles de l'OMC.

3. La présente déclaration orale porte sur un certain nombre de considérations factuelles et juridiques concernant: les certificats de contrôle; le contingent tarifaire venu à expiration; la prescription relative aux achats sur le marché intérieur dans le cadre du contingent tarifaire; et un certain nombre de considérations systémiques et générales relatives au commerce du riz.

4. Les certificats de contrôle de la Turquie ne sont pas des licences d'importation. Ils n'ont jamais été appliqués comme un instrument du régime de licences d'importation. Ils n'ont jamais joué le rôle de restrictions ou de prohibitions en relation avec l'importation de riz, que ce soit aux taux NPF, aux taux de droits appliqués, ou dans le cadre du contingent tarifaire.

5. Le certificat de contrôle est un document de référence nécessaire au dédouanement d'expéditions spécifiques de diverses marchandises, y compris le riz. Le certificat de contrôle permet aux autorités douanières de vérifier, sur un document unique, tous les renseignements douaniers requis, y compris la conformité du produit avec les normes et les règlements techniques pertinents.

6. Le certificat de contrôle a l'effet d'un élément de facilitation des échanges. Il offre une certitude juridique et une prévisibilité commerciale aux importateurs qui importent du riz. En fait, une fois approuvé, il garantit à l'importateur que tous les éléments et conditions requis pour le dédouanement sont réunis et rendront l'importation possible (pour autant, bien entendu, que les marchandises importées correspondent aux renseignements fournis et soient acceptées à l'issue des inspections phytosanitaires et relatives à l'innocuité des produits alimentaires). L'importateur pourra alors en toute quiétude prendre tous les engagements commerciaux nécessaires aux fins de l'importation. Cet élément de certitude juridique doit être vu comme un instrument de facilitation des échanges. Il offre aux importateurs une certitude administrative et permet d'éviter d'éventuelles procédures longues et coûteuses lors des contrôles à la frontière.

7. L'article XI:1 du GATT ne définit pas la notion de "*licence d'importation*". Celle-ci n'est pas définie non plus à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture ni dans aucune décision des groupes spéciaux antérieurs du GATT ou de l'OMC ou de l'Organe d'appel. Il apparaît qu'une indication en matière d'interprétation figure à l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, où il est clairement indiqué que la présentation d'une demande ou d'autres documents requis "*aux fins douanières*" ne relève pas de la définition des formalités de licences d'importation.

8. Les "*fins douanières*" des certificats de contrôle sont évidentes tant *de jure* que *de facto*. En Turquie comme dans tous les Membres de l'OMC, le processus d'importation et de dédouanement est

plus que le simple fait de se conformer à l'obligation d'acquitter le droit et les autres impositions applicables. Le dédouanement inclut aussi la conformité avec toutes les prescriptions administratives et la réalisation des "*fins douanières*" comme, entre autres choses: le "rassemblement des renseignements administratifs pertinents par les autorités douanières"; la "détermination de la valeur en douane"; la "détermination de l'origine"; la "surveillance des échanges et la collecte de statistiques"; l'application des prescriptions relatives "à la quarantaine, à l'inspection sanitaire et à la désinfection" ainsi que la délivrance des certificats correspondants; et "les analyses, les vérifications et la certification".

9. Si tous les renseignements prescrits sont fournis par les importateurs et qu'il est montré que les marchandises sont conformes à toutes les spécifications et règlements techniques pertinents, les certificats de contrôle sont approuvés automatiquement. Les cas individuels de retard administratif, de rejet ou même les procédures judiciaires internes relatives à l'approbation (ou la non-approbation) d'une demande de certificat de contrôle spécifique ne peuvent pas être invoqués pour alléguer ou donner à entendre que la Turquie a adopté et/ou appliqué cet instrument comme un obstacle délibéré au commerce.

10. Le fait que les certificats de contrôle sont utilisés pour l'importation de riz aussi bien en régime NPF que dans le cadre du contingent tarifaire prouve clairement qu'ils servent exclusivement aux "*fins douanières*". En fait, contrairement à ce que les États-Unis font valoir, les importations dans le cadre du contingent tarifaire ne peuvent avoir lieu que si l'importateur obtient à la fois une licence d'importation et un certificat de contrôle.

11. Les certificats de contrôle ne sont pas des licences d'importation et ne relèvent donc pas du sens ni du champ d'application de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

12. S'agissant de la violation alléguée de l'article XI:1 du GATT, la Turquie pense que le certificat de contrôle n'équivaut pas à une prohibition ou restriction dont l'application est faite, dans la partie pertinente, au moyen de "*licences d'importation*" ou de "*tout autre procédé*". La Turquie a montré que le certificat de contrôle n'était pas une licence d'importation.

13. Les certificats de contrôle ne constituent pas non plus un "*autre procédé*". Les États-Unis n'ont pas montré pour quel motif les certificats de contrôle de la Turquie pourraient, voire devraient, être considérés comme un "*autre procédé*" aux fins de l'application de l'article XI du GATT. Ils n'ont pas montré qu'il existait soit *de jure* soit *de facto* une "*prohibition*" ou une "*restriction*" en ce qui concerne le "refus [allégué] de délivrer des certificats de contrôle pour l'importation de riz". Étant donné qu'il n'y a pas de "*restriction*" ou de "*prohibition*", la nature du "*procédé*" n'est pas pertinente. Les mesures sont uniquement prohibées si elles constituent des restrictions ou des prohibitions.

14. En outre, les rejets individuels quant à l'approbation des certificats de contrôle n'ont jamais constitué des cas de restriction (ni *de jure* ni *de facto*) au sens de l'article XI:1 du GATT. Les motifs du rejet des demandes présentées par des importateurs ont toujours été indiqués et, de manière générale, étaient le plus souvent liés à des renseignements lacunaires ou erronés fournis par les importateurs, par exemple l'inscription d'un code douanier erroné, la non-indication des points d'entrée choisis ou des renseignements inexacts quant à l'origine.

15. La Turquie peut donner les taux d'approbation des demandes de certificats de contrôle présentées par les importateurs de riz pendant la période allant de 2003 à 2006 (tant pour le volume du commerce NPF que pour celui du commerce contingentaire). En 2003, 96,73 pour cent des demandes présentées par les importateurs ont été approuvées. En 2004, le taux d'approbation était de 94,37 pour cent; en 2005, il était de 98,45 pour cent et en 2006 (à ce jour), il se situe à 90,80 pour cent des demandes présentées. Ces chiffres constituent des éléments de preuve manifestes montrant qu'il n'y a

eu aucune restriction *de facto* des importations de riz obtenue au moyen de l'administration du système de certificats de contrôle.

16. S'agissant de l'examen *de jure*, la loi turque pertinente n'impose aucun "refus" et ne vise pas à imposer, directement ou indirectement, une quelconque prohibition et/ou restriction à l'importation. Les États-Unis supposent à tort que les prétendues "lettres d'acceptation" doivent être considérées comme des "*lois, règlements, et décisions judiciaires et administratives*" de nature à prouver l'existence d'un exemple de "*prohibition*" ou de "*restriction*" *de jure*.

17. Quant à l'examen *de facto*, la Turquie a montré qu'en ce qui concerne aussi bien le commerce NPF que le commerce contingentaire, un nombre élevé de certificats de contrôle avaient été approuvés (soit 2 223 entre 2003 et 2006, ce qui équivaut à 2 264 858 tonnes de riz paddy, de riz brun et de riz blanchi) et que de grandes quantités de riz avaient été importées (soit 939 013 tonnes d'équivalent-riz blanchi entre 2003 et 2006). Ce sont des éléments de preuve convaincants et irréfutables montrant qu'il n'y a jamais eu un "*refus*" général *de facto* "*de délivrer des certificats de contrôle pour l'importation de riz*". En outre, l'allégation des États-Unis selon laquelle la Turquie n'a pas "*accordé "du tout" de certificats de contrôle aux importateurs pendant une période de plus de deux ans et demi et n'en accorde toujours pas*" n'est pas exacte. La Turquie a fourni des éléments de preuve clairs à l'effet contraire. En tout état de cause, cet examen *de facto* ne peut pas être simplement de nature quantitative (c'est-à-dire effectué uniquement sur la base du nombre de certificats de contrôle approuvés). En ce qui concerne les données fournies, une version mise à jour de l'annexe 20 jointe à la première communication de la Turquie est présentée aujourd'hui. Bien que les chiffres totaux ne varient pas, l'attention du Groupe spécial est appelée sur les données du commerce "contingentaire" et "hors contingent" pour 2005.

18. Les certificats de contrôle sont approuvés automatiquement dans tous les cas lorsque les importateurs montrent qu'ils se sont pleinement conformés aux prescriptions juridiques établies aux "*fins douanières*". Les cas individuels de non-approbation de demandes particulières présentées par des importateurs de riz doivent être considérés comme un élément naturel de l'interaction entre l'administration de tout Membre de l'OMC et les milieux d'affaires du pays et ne peuvent pas être généralisés pour devenir un "*refus*" général de "*délivrer des certificats de contrôle pour l'importation de riz*" de façon à montrer l'existence d'une "*restriction à l'importation*".

19. Le contingent tarifaire n'est plus en vigueur. Des contingents tarifaires ont été ouverts en 2004 et 2005, non pour protéger ou fausser les échanges, mais pour permettre d'assurer l'approvisionnement en riz nécessaire à la Turquie et de stabiliser le marché intérieur. Très simplement, le système offrait un avantage tarifaire pour l'importation de riz à concurrence de quantités préétablies. Tout importateur intéressé pouvait demander à bénéficier à ce titre d'une licence, qui lui était accordée s'il satisfaisait aux prescriptions et aux conditions prévues par la législation turque pertinente.

20. Le contingent tarifaire a été systématiquement attribué dans l'ordre de réception des demandes et n'a jamais établi de discrimination selon le pays d'origine du riz ou selon la nationalité ou l'affiliation de l'importateur demandant une licence. Les prescriptions concernant les procédures de demande et d'évaluation des licences d'importation ont toujours été claires, transparentes et faciles à mettre en œuvre pour tous les importateurs. De même, les procédures administratives pour l'octroi de licences ont toujours été simples et d'application aisée. Tous les documents requis pour la demande ont toujours été indiqués dans la législation pertinente. Lorsque toutes les conditions prescrites pour la demande étaient remplies, les licences d'importation ont été systématiquement délivrées dans un délai de cinq jours.

21. Outre les licences d'importation obtenues aux fins des attributions contingentaires, les importateurs devaient aussi, bien entendu, satisfaire à toutes les autres obligations et prescriptions douanières, en particulier présenter les certificats de contrôle prescrits et les faire approuver. La Turquie voudrait souligner qu'il y a une différence claire entre la licence d'importation associée au contingent tarifaire et le certificat de contrôle. Le premier instrument est utilisé pour faciliter la répartition du contingent tarifaire entre les importateurs, alors que le second permet de faciliter le dédouanement.

22. Le système de contingent tarifaire n'a jamais été censé avoir des effets restrictifs ou discriminatoires sur le commerce et les importations de riz et il n'en a jamais eu. Au contraire, il était un système facultatif et conférait un avantage aux importateurs qui satisfaisaient aux prescriptions énoncées dans la législation. Les importateurs ont toujours été libres de faire ou non usage du système.

23. La Turquie a montré que les fortes quantités importées dans le cadre du contingent et le nombre élevé des licences délivrées témoignaient de l'attrait et de l'intérêt que l'avantage tarifaire avait présentés pour les importateurs de riz lors de la prise de décisions économiques. Cet avantage offert par le taux contingentaire a toujours existé parallèlement à la possibilité d'importer aux taux de droits NPF, qui étaient moins avantageux. Là encore, la Turquie a montré que le commerce NPF n'avait jamais fait l'objet de prohibitions ou de restrictions, que ce soit *de jure* ou *de facto*.

24. Selon l'allégation formulée par les États-Unis, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur et les critères d'admissibilité au bénéfice du système de contingent tarifaire de la Turquie "*affectent la vente, la mise en vente, l'achat, … et l'utilisation … sur le marché intérieu*r" du riz importé en "*altérant les conditions de concurrence entre les produits nationaux et les produits importés*" au sens de l'article III:4 du GATT. Les arguments avancés par les États-Unis sont quelque peu fallacieux et ne sont pas étayés par des éléments de preuve convaincants.

25. En particulier, il est erroné et fallacieux de dire que l'observation par les importateurs de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur "[est] *l'unique moyen d'importer du riz en Turquie*". La Turquie soutient que tout importateur a toujours été libre d'importer n'importe quelle quantité de riz en Turquie en provenance de n'importe quel pays au taux de droit NPF ou appliqué. Le régime d'importation qui a été appliqué dans le cadre du contingent tarifaire était destiné à offrir un avantage aux importateurs de riz étranger pour assurer convenablement l'approvisionnement du marché turc du riz. En effet, il est notoire que la Turquie est importateur net de riz et que les importations sont indispensables pour stabiliser le marché (en ce qui concerne tant les prix que les quantités disponibles).

26. La Turquie a montré que l'ouverture du contingent tarifaire avait toujours eu pour effet de modifier les conditions de concurrence entre les produits nationaux et les produits importés *au profit des produits importés*. S'agissant en particulier du paragraphe 52 de la première communication des États-Unis, elle soutient que le scénario présenté est vicié par l'utilisation des deux hypothèses erronées suivantes: 1) le coût pour l'importateur ne peut pas être le prix f.a.b. mais le prix c.a.f.; 2) le chiffre de 1 654 dollars EU par tonne utilisé par les États-Unis ne constitue pas un point de repère correct pour la comparaison puisqu'il faudrait prendre en compte 3 tonnes métriques de riz paddy (c'est-à-dire 2 tonnes de produits nationaux et 1 tonne de riz importé). En outre, le prix de 650 dollars EU par tonne indiqué par le TMO ne peut pas représenter le prix du marché effectif puisque la part de la production nationale totale achetée par le TMO ne se monte qu'à 2,4 pour cent, ce qui correspond à un volume négligeable et ne permet pas au TMO d'influer sur le prix du marché intérieur. Un simple examen de la dynamique des prix moyens du marché turc du riz en 2005 montre quelque chose de très différent de ce qui est allégué par les États-Unis.

27. En particulier, le calcul effectué par la Turquie montre que, lorsque le riz paddy en provenance des États-Unis était importé au taux NPF de 34 pour cent *ad valorem* (c'est-à-dire le taux appliqué, qui est déjà fixé à un niveau beaucoup plus bas que le taux NPF consolidé de 45 pour cent *ad valorem* en vue d'attirer les importations), son coût s'élevait à 495 dollars EU par tonne. Si le même type de riz était importé des États-Unis au taux préférentiel de 20 pour cent *ad valorem* (c'est-à-dire le taux offert pour les importations de riz dans le cadre du contingent tarifaire), il aurait coûté 444 dollars EU par tonne. En même temps, le prix d'achat du riz national auprès des producteurs du pays (sur la base des prix intérieurs moyens pour l'année 2005) aurait été de 640 nouvelles livres turques, équivalant à 457 dollars EU par tonne. En conséquence, lorsqu'un importateur achetait une tonne de riz turc au titre de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur (sur la base des coefficients établis) afin d'être autorisé, pour pouvoir bénéficier des taux préférentiels du contingent tarifaire, à importer 800 kg de riz paddy des États-Unis, le coût moyen par tonne aurait été équivalent à 451 dollars EU. La prescription relative aux achats sur le marché intérieur, en substance, altérait les conditions de concurrence entre les produits nationaux et les produits importés *au profit des produits importés*. Ce qui aurait été obtenu sur le marché intérieur au prix de 457 dollars EU par tonne était soudain devenu moins cher, grâce au régime de contingent tarifaire et à un prix d'achat de 444 dollars EU par tonne seulement. L'avantage compétitif pour le riz importé aurait été de 13 dollars EU par tonne.

28. Pour compléter l'exemple présenté dans la première communication de la Turquie, les données établies pour les importations de riz blanchi au cours des années 2004 et 2005 permettent d'avoir un aperçu encore meilleur et plus convaincant de la dynamique des prix. En particulier, en 2004, les importations de riz en provenance des États-Unis au taux de droit NPF (c'est-à-dire 45 pour cent) auraient coûté aux importateurs 1 008 dollars EU par tonne. Le coût de l'importation dans le cadre du contingent tarifaire (c'est-à-dire au taux de droit de 43 pour cent) aurait été, en l'absence de toutes prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur, de 994 dollars EU par tonne. Compte tenu d'un coût moyen du riz national de 822 dollars EU par tonne, l'application de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur (en prenant en considération les coefficients applicables) aurait abouti à un coût moyen de 908 dollars EU par tonne. Ce chiffre est bien inférieur au coût moyen du riz importé des États-Unis au taux NPF (1 008 dollars EU par tonne) et, il faut surtout relever en l'espèce, est même inférieur au coût moyen des importations contingentaires si la prescription relative aux achats sur le marché intérieur n'avait pas été appliquée (soit 994 dollars EU par tonne). En 2004 ainsi qu'en 2005, il est clair que l'évolution des conditions de concurrence s'est faite *totalement en faveur des produits importés* et au détriment du riz produit en Turquie. C'est un autre fait qui montre que le système de contingent tarifaire et la prescription relative aux achats sur le marché intérieur qui y est liée ont toujours conféré un avantage au riz importé. L'ampleur de cet avantage a changé en raison d'un certain nombre de facteurs comme les taux de change entre le dollar des États-Unis et la livre turque, les préférences des consommateurs et/ou les positions concurrentielles des pays étrangers en ce qui concerne les divers types de riz importé. Toutefois, l'objectif de la Turquie a toujours été la stabilisation du marché, et jamais une "intention cachée" de fausser le marché au profit du riz national.

29. En fait, la Turquie devait poursuivre simultanément deux objectifs légitimes: améliorer l'approvisionnement du marché (au moyen du contingent tarifaire) et stabiliser le marché (au moyen de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur). Il est clair qu'un système de contingent tarifaire sans la prescription relative aux achats sur le marché intérieur aurait entraîné un trop grand avantage *au profit des produits importés*. Ce résultat aurait aussi eu des conséquences négatives quant à la viabilité et au coût des mécanismes d'intervention sur le marché de la Turquie et à sa capacité de s'acquitter de ses obligations dans le cadre de l'OMC en relation avec ses niveaux d'engagement concernant la mesure globale du soutien.

30. La prescription relative aux achats sur le marché intérieur a modéré en partie (ou même amplifié, comme il ressort des données concernant les importations de riz blanchi pour 2004 et 2005) les effets avantageux, et non défavorables comme les États-Unis l'allèguent, du contingent tarifaire sur le riz importé. Le contingent tarifaire conférait bien un avantage. Son succès, mesuré par le taux d'utilisation, le prouve clairement. La prescription relative aux achats sur le marché intérieur n'a pas supprimé cet avantage. Elle doit être considérée comme un élément fondamental du système de contingent tarifaire lui-même, tout comme les taux de droits contingentaires et les taux de droits préférentiels. La Turquie soutient qu'elle avait entièrement le droit de déterminer, conformément à sa politique économique, des caractéristiques du contingent tarifaire. Pour les importateurs qui ne jugeaient pas le commerce contingentaire avantageux, le régime NPF restait toujours possible. La Turquie a montré que, contrairement à ce qui est allégué par les États-Unis, les importations de riz dans le cadre du contingent et en régime NPF avaient toujours coexisté.

31. Les allégations selon lesquelles la prescription relative aux achats sur le marché intérieur et les critères d'admissibilité devraient, à titre subsidiaire, être considérés comme une restriction à l'importation de riz au sens de l'article XI:1 du GATT sont juridiquement erronées et ne sont pas fondées sur des éléments de preuve factuels convaincants. Il n'y a jamais eu de restriction *de jure* à l'importation de riz en Turquie, car rien dans les lois et règlements pertinents n'a jamais réduit la possibilité d'importer aux taux de droits appliqués ou NPF consolidés. Le régime de contingent tarifaire ainsi que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur n'ont jamais altéré ni supprimé la capacité des importateurs d'importer des quantités illimitées de riz de n'importe quelle origine au taux appliqué ou NPF consolidé. De plus, le régime de contingent tarifaire avait pour effet de conférer aux importateurs de riz bénéficiant de taux préférentiels un avantage dont ceux-ci, d'après les données disponibles, ont largement fait usage, indépendamment du pays d'origine et malgré la prescription relative aux achats sur le marché intérieur.

32. Les États-Unis ont allégué que certaines prescriptions, appelées critères d'admissibilité, restreindraient les catégories d'importateurs/commerçants capables d'acheter du riz national afin d'importer dans le cadre du contingent tarifaire. Selon les États-Unis, ces prescriptions constituent une violation autonome des articles III:4 et XI:1 du GATT. La Turquie estime que cette allégation est fausse et fondée en grande partie sur la traduction et l'interprétation erronées de la législation turque pertinente. Elle rappelle qu'il n'y a pas de condition d'admissibilité à remplir pour pouvoir acheter du riz national. Au contraire, toute restriction des catégories d'acheteurs admissibles irait à l'encontre du but et des objectifs du système de contingent tarifaire en ce sens qu'elle réduirait les chances d'attribuer la totalité du contingent tarifaire, d'approvisionner suffisamment le marché et, en conséquence, de le stabiliser. La Turquie tient donc à préciser que la législation pertinente prévoit simplement que le riz national ne peut être *acheté* qu'auprès des producteurs de paddy autorisés à planter du paddy, de leurs coopératives et syndicats, ou du TMO (comme cela est indiqué dans la première communication de la Turquie à l'annexe 9, article 5 et à l'annexe 16, article 5).

33. La Turquie voudrait souligner également que, contrairement aux allégations des États-Unis, le régime de contingent tarifaire était fondé sur un système de licences d'importation automatiques et qu'il ne relève donc pas du champ d'application de l'article XI du GATT. Elle soutient aussi que, dans le contexte d'un régime de licences d'importation automatiques, les prescriptions légales telles que les critères d'admissibilité du système de contingent tarifaire doivent être réputées ne pas avoir d'effets de restriction des échanges tant que toutes les personnes, entreprises ou institutions qui remplissent ces conditions peuvent être admises, dans des conditions d'égalité, à demander et à obtenir des licences d'importation. Cela a été le cas en Turquie durant l'existence du système de contingent tarifaire.

34. La Turquie aborde maintenant les allégations formulées par les États-Unis au sujet d'un certain nombre de considérations générales et systémiques relatives au commerce du riz.

35. Premièrement, la Turquie souhaite rappeler que, pour que l'existence d'une violation de l'Accord sur les MIC soit établie, une mesure doit être incompatible avec les dispositions de l'article III du GATT (ou de l'article XI du GATT). Les États-Unis n'ont pas établi que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur était incompatible avec l'article III:4 du GATT. Par conséquent, même si cette prescription devait être considérée comme une mesure concernant les investissements qui est liée au commerce des marchandises au sens de l'Accord sur les MIC, les États-Unis n'ont pas établi que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur était, en tant que telle, incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.

36. Deuxièmement, la Turquie rejette l'allégation selon laquelle l'existence d'un lien juridique ou opérationnel entre le cadre législatif prévoyant le régime de contingent tarifaire et celui qui réglemente le commerce NPF pourrait avoir pour objet de restreindre gravement l'accès au marché ou même d'imposer une interdiction saisonnière et constituerait donc, de manière autonome, une violation de l'article XI:1 du GATT. Les États-Unis fondent leur argument sur l'hypothèse que tant la prescription imposant un certificat de contrôle que le régime de contingent tarifaire constituent, individuellement, un manquement aux obligations énoncées à l'article XI du GATT. Or la Turquie a déjà présenté des arguments juridiques et des éléments de preuve factuels montrant qu'il n'existait aucune prohibition ou restriction à l'importation *de jure* ou *de facto* qui soit liée aux certificats de contrôle ou au régime de contingent tarifaire venu à expiration. Elle estime qu'aucun de ces instruments n'a jamais eu pour effet, individuellement ou conjointement avec un autre, de décourager l'utilisation intégrale des contingents ouverts dans le cadre du régime de contingent tarifaire ou de prohiber ou restreindre le commerce NPF. En fait, la Turquie a montré que, loin d'être "économiquement irrationnel", le système de contingent tarifaire créait un avantage substantiel pour les importateurs de riz, même de riz originaire des États-Unis et malgré la prescription relative aux achats sur le marché intérieur.

37. Troisièmement, la Turquie considère que les États-Unis n'ont pas dûment établi l'existence d'une violation de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. En particulier, elle a montré que les certificats de contrôle n'étaient pas des "licences d'importation" au sens de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, et qu'il n'y avait jamais eu de "refus" de délivrer des "licences d'importation", ni de prohibition ou restriction à l'importation *de jure* ou *de facto* au sens de l'article XI:1 du GATT. Elle a montré aussi que son régime de contingent tarifaire n'était pas fondé sur des régimes d'importation discrétionnaires et qu'il n'était pas exact d'alléguer que des mesures non tarifaires étaient maintenues par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. Elle estime donc que l'allégation avancée par les États-Unis au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture devrait être rejetée, pour ce qui est à la fois des instruments pris individuellement et de leur application conjointe. En outre, la Turquie tient à rappeler qu'elle n'ignore nullement les objectifs de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et la relation particulière entre cet article et l'article XI:1 du GATT. Toutefois, elle ne considère pas qu'un lien automatique entre ces deux dispositions ait été établi jusqu'à présent. Une violation de l'article XI:1 du GATT ne constitue pas automatiquement une violation de l'article 4:2, à moins qu'il ne soit établi de manière positive que la mesure en cause relève de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture et est incompatible avec cette note.

38. Quatrièmement, en ce qui concerne les violations alléguées de certaines dispositions de l'Accord sur les licences d'importation, la Turquie note à nouveau que les États-Unis ont fondé leur allégations sur des hypothèses incorrectes selon lesquelles i) les certificats de contrôle sont des licences d'importation ou fonctionnent comme telles, et ii) le régime de contingent tarifaire est fondé sur un système de licences d'importation non automatiques. La Turquie a montré que les certificats de contrôle n'étaient pas des "licences d'importation" et que les licences au titre du contingent tarifaire étaient délivrées automatiquement pendant que les contingents tarifaires étaient en vigueur. Ces allégations devraient êtres rejetées dans leur totalité.

39. Enfin, la Turquie souhaite appeler l'attention sur le fait que le cadre législatif du régime de contingent tarifaire, y compris la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, n'est plus en vigueur. Les mesures à l'examen avaient une brève durée de validité juridique et sont venues à expiration. À cet égard, la Turquie note que la pratique suivie par des groupes spéciaux antérieurs et par l'Organe d'appel consiste soit à s'abstenir de formuler des recommandations, soit, lorsqu'une recommandation était jugée nécessaire pour arriver à une solution positive du différend, à s'abstenir de formuler des recommandations au sujet de mesures venues à expiration. Eu égard, entre autres choses, au fait qu'elle n'a pas reconduit les mesures en question et n'a nullement l'intention de le faire, la Turquie estime qu'il n'est pas nécessaire d'examiner plus avant le régime de contingent tarifaire pour résoudre le différend. Elle reconnaît que le présent groupe spécial a entièrement le pouvoir discrétionnaire de trancher la question spécifique qui est en cause. Toutefois, si le Groupe spécial devait juger nécessaire de formuler une constatation, la Turquie a l'honneur de lui demander de ne formuler aucune recommandation.

40. En conclusion, les États-Unis n'ont montré ni en droit ni en fait que le régime d'importation de riz en Turquie était incompatible avec les obligations découlant des Accords de l'OMC pour la Turquie.

41. À la suite des discussions qui ont eu lieu pendant l'audience, il est devenu évident qu'il fallait avoir beaucoup plus d'éléments de preuve pour comprendre correctement les diverses questions en jeu. La Turquie pense que les autres documents qu'elle présentera montreront clairement au Groupe spécial et aux États-Unis qu'il n'y a eu aucune distorsion des importations de riz par le biais des certificats de contrôle ou de l'application de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur dans le cadre du contingent tarifaire.

42. La Turquie a montré que des certificats de contrôle avaient été approuvés régulièrement par le MARA pendant toute la période allant de 2003 à 2006 (c'est-à-dire la période pendant laquelle, selon l'allégation des États-Unis, aucun certificat de contrôle n'a été approuvé à cause des "lettres d'acceptation"). Ces certificats ont été approuvés à la fois pour le commerce contingentaire et le commerce hors contingent, et même en faveur du commerçant (Torunlar) qui avait engagé une action en justice à l'encontre du MARA et qui est mentionné par les États-Unis aux paragraphes 28 à 31 de leur communication.

43. La Turquie pense aussi que l'audience a permis de remédier aux malentendus concernant la durée de validité des certificats de contrôle approuvés ainsi que la possibilité d'utiliser plusieurs fois un même certificat à concurrence du montant total pour lequel il a été approuvé. La loi indique clairement que la durée de validité d'un certificat de contrôle approuvé pour les importations de riz est, et a toujours été, de 12 mois à compter de la date d'approbation. Elle indique aussi que, pour l'importation de riz, les usages multiples d'un même certificat de contrôle approuvé sont autorisés.

44. Cette méconnaissance fondamentale de la loi turque est à la base d'une grande partie de l'allégation des États-Unis. Si un certificat de contrôle est valable pendant 12 mois à compter de la date d'approbation, la question dont le présent groupe spécial est saisi n'est pas de savoir quand les certificats de contrôle ont été approuvés. Comme ils peuvent être utilisés n'importe quand pendant cette période de 12 mois, les importateurs ont à tout moment à leur disposition une grande quantité de certificats de contrôle. Ainsi, l'allégation centrale des États-Unis selon laquelle seul un nombre limité de certificats de contrôle ont été approuvés pendant une période quelconque et les certificats de contrôle étaient des licences d'importation n'est pas pertinente. La véritable question est de savoir combien de certificats de contrôle valables étaient en circulation à un moment donné car, s'il y en avait beaucoup, ils ne pouvaient pas avoir joué le rôle de restrictions à l'importation.

45. En tout état de cause, les États-Unis n'ont pas prouvé à la Turquie ni au présent groupe spécial qu'il y avait des périodes pendant lesquelles les demandes d'approbation de certificats de contrôle n'avaient pas été approuvées. Ils ont simplement mentionné trois cas spécifiques dans lesquels des certificats de contrôle n'avaient pas été approuvés. Ce ne sont pas des éléments de preuve indiquant un refus d'approbation systématique, et encore moins l'existence d'une prohibition ou même d'une restriction à l'importation. En fait, les États-Unis n'ont même pas fourni d'éléments *prima facie*.

46. La Turquie, par contre, a déjà montré et établira encore plus clairement que les volumes pour lesquels les certificats de contrôle étaient approuvés dépassaient de loin le commerce effectif. Cela signifie que les commerçants conservaient en leur possession des certificats de contrôle valables pour des volumes dépassant leurs besoins à n'importe quel moment pendant les 12 mois de validité de ces certificats.

47. Les certificats de contrôle ne sont pas des licences d'importation. Ce sont des documents utilisés aux fins de la facilitation des échanges et aux fins douanières. Dans la mesure où ils concernent des produits agricoles, ils sont approuvés par le MARA. Les renseignements indiqués sur le certificat de contrôle sont des renseignements habituels qui sont exigés par le MARA au titre de ses obligations nationales. Toutefois, le MARA travaille effectivement en étroite liaison avec les autorités douanières afin d'administrer le processus d'inspection et de dédouanement au point d'entrée.

48. La portée des renseignements demandés par le MARA en vue de l'approbation du certificat de contrôle ne transforme pas un document administratif utilisé aux fins douanières en une licence d'importation, comme les États-Unis le font valoir. Si nous devions suivre l'argumentation avancée par les États-Unis, tout document utilisé en relation avec l'importation serait une licence d'importation. Cela n'est manifestement pas le cas. Par exemple: les certificats sanitaires et phytosanitaires ne sont pas des licences d'importation; les certificats d'origine ne sont pas des licences d'importation; les certificats de conformité avec les règlements techniques ne sont pas des licences d'importation. Le fait de rassembler tous ces différents documents qui ne sont pas des "licences d'importation" dans un document unique ne transforme pas subitement ce document unique en une licence d'importation. Les États-Unis n'ont pas montré quel élément du certificat de contrôle faisait de ce document administratif une licence d'importation. Ils ont simplement affirmé que c'était une licence d'importation. Ils n'ont pas fourni d'éléments *prima facie* et n'ont certainement pas présenté de preuves devant le présent groupe spécial.

49. Le fait qu'il existe des similitudes dans les renseignements demandés à la fois dans les certificats de contrôle et les licences d'importation au titre du contingent tarifaire n'est pas la preuve que le certificat de contrôle soit une licence d'importation. Un examen de la pièce n° 51 des États-Unis, qui énumère les similitudes, ne montre rien de répréhensible. Les similitudes mentionnées comprennent l'obligation d'indiquer: le code de classification douanière, la désignation du produit, le nom de l'importateur, le numéro fiscal de l'importateur, la quantité, le pays d'origine, le lieu où le produit a été chargé et enfin, le point d'entrée en Turquie. Il est parfaitement normal de demander ce type de renseignements pour deux documents différents en vue de deux fins différentes. Cela montre même qu'il s'agissait de documents distincts destinés à des fins différentes. S'ils visaient les mêmes fins, à quoi bon répéter tous les renseignements dans les deux documents?

50. Les États-Unis s'appuient largement et, en définitive, uniquement sur les prétendues "lettres d'acceptation". La Turquie admet que des "lettres d'acceptation" ont été rédigées et étaient en circulation. Toutefois, il s'agissait de communications internes destinées à l'élaboration des politiques. Ces communications administratives n'ont jamais abouti à l'adoption de lois ou de règlements. Elles n'ont jamais servi à refuser systématiquement l'approbation des demandes de certificats de contrôle. Et même si, en théorie, elles avaient servi à limiter l'approbation des certificats de contrôle, ce que la Turquie dément énergiquement, cela ne constitue pas un élément de preuve indiquant qu'il existait une mesure prohibant ou restreignant les importations. Les mêmes

commerçants pouvaient utiliser d'autres certificats de contrôle pour des volumes excédant leurs besoins, utilisables sur une période de 12 mois.

51. Il ressort du dossier que malgré les "lettres d'acceptation", des certificats de contrôle ont été approuvés. Et ce n'est pas tout: des certificats de contrôle ont été approuvés pour Torunlar, la société impliquée dans une procédure interne et que les États-Unis ont citée pour montrer que les lettres fonctionnaient effectivement comme une restriction générale. Les lettres d'acceptation ne fonctionnaient pas comme une restriction générale. Elles n'ont pas fonctionné comme un procédé systématique de prohibition ou restriction à l'importation, quel que soit le libellé effectif de ces communications administratives internes. Les statistiques des importations le confirment clairement et ce point sera traité spécifiquement dans la prochaine communication de la Turquie.

52. Le fait que le MARA a utilisé ces "lettres d'acceptation" en audience publique devant le tribunal comme moyen de défense au sujet du rejet individuel d'une demande de certificat de contrôle spécifique ne peut pas être considéré comme un élément de preuve indiquant un refus systématique d'approuver des certificats de contrôle ou, surtout, aux fins de la procédure engagée par les États-Unis dans le cadre du droit de l'OMC, une prohibition ou restriction à l'importation systématique au regard de l'article XI du GATT.

53. Au cours de l'audience, les États-Unis ont essayé de laisser entendre que les licences d'importation pour le contingent tarifaire n'étaient délivrées en fait qu'à un nombre limité de commerçants spécifiques. Ils n'ont présenté aucun élément de preuve à cet effet et n'ont pas montré non plus que le groupe limité allégué d'importateurs bénéficiant du contingent tarifaire comportait des caractéristiques spécifiques. La Turquie ne comprend pas le but de ces allusions. Si, toutefois, les États-Unis essaient d'insinuer ou de laisser entendre qu'il existait une sorte de discrimination fondée sur la nationalité, la Turquie rejette fermement cette allégation.

54. Comme la Turquie l'a dit, un nombre substantiel de commerçants ont bénéficié du contingent tarifaire et ont obtenu une part du contingent. En outre, la Turquie note que cette allégation n'est pas une allégation relative au GATT. C'est une allégation relative aux services, en l'occurrence les services de distribution, et les États-Unis n'ont pas invoqué l'AGCS en l'espèce. Là encore, les détails exacts seront fournis dans d'autres communications.

55. Les États-Unis ont fait état de chiffres selon lesquels le coût de l'importation d'une seule tonne de riz dans le cadre du contingent tarifaire s'élevait à 1 654 dollars EU. Ce calcul défie la raison. Le fait est que le montant de 1 654 dollars EU doit être divisé par trois puisque l'importateur est maintenant en possession de trois tonnes de riz. En outre, la Turquie demande au Groupe spécial d'examiner de façon assez détaillée les prix que les États-Unis lui ont communiqués. Par exemple, dans leur première communication, les États-Unis allèguent que le prix f.a.b. du riz paddy est de 295 dollars EU par tonne. Dans leur déclaration orale, ils ont allégué que le prix c.a.f. du riz paddy était de 260 dollars EU par tonne. La Turquie n'a pas eu le temps d'examiner pleinement cette question mais de toute évidence les chiffres semblent, au mieux, incohérents et au pire, pris au hasard. D'une manière générale, la Turquie fait observer que les États-Unis n'utilisent que des cas extrêmes et ne construisent pas leur argumentation sur des statistiques, politiques ou lois commerciales générales.

56. Les États-Unis ont fait valoir que les dates limites et les réouvertures du contingent tarifaire constituaient en elles-mêmes et à elles seules des infractions à l'article XI du GATT. La Turquie ne comprend pas cet argument. Les dates limites font partie intégrante de la gestion de tout contingent tarifaire. Si elles constituent une infraction à l'article XI du GATT, tous les contingents tarifaires administrés par tous les Membres de l'OMC seraient alors incompatibles avec le droit de l'OMC.

57. Par ailleurs, le fait même que les délais associés aux contingents tarifaires aient été rouverts ou prorogés ne peut pas constituer une infraction à l'article XI du GATT. La Turquie est tenue d'assurer l'utilisation intégrale des contingents tarifaires, si elle choisit d'en ouvrir et lorsqu'elle le fait. En tout état de cause, les États-Unis n'ont pas montré en quoi la prorogation du contingent tarifaire aurait pu en entraver l'utilisation intégrale. Il s'agit d'une simple affirmation non corroborée en fait ou en droit. Cela amène à la question de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur.

58. Une fois encore, les États-Unis se méprennent sur les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur qui régissent l'admissibilité au bénéfice du contingent tarifaire. La loi turque prévoit que celui qui demande une licence d'importation dans le cadre du contingent tarifaire doit montrer qu'il a acheté une quantité spécifique de riz national. Tout opérateur, national ou étranger, qui possède un numéro d'enregistrement fiscal est en droit d'acheter du riz national auprès de trois catégories de vendeurs nationaux. Ce sont les producteurs de riz paddy, les syndicats et coopératives des producteurs de riz paddy, et le TMO. Si l'opérateur choisit d'acheter auprès du TMO, la quantité sera différente de celle qui est requise si l'achat est effectué auprès des deux autres catégories. Ces quantités sont clairement définies dans la loi, de façon transparente.

59. Dès lors qu'un opérateur a acheté la quantité de riz national requise, il devient admis à présenter une demande de licence d'importation dans le cadre du contingent tarifaire. Contrairement à ce qui a été allégué par les États-Unis, il n'existe pas de critères d'admissibilité déterminant qui peut être un opérateur aux fins des achats de riz national – et donc bénéficier des avantages du contingent tarifaire.

60. La Turquie voudrait maintenant demander aux États-Unis ce qui les préoccupe dans le fait que les restaurants et les consommateurs n'agissent pas en tant qu'opérateurs aux fins de l'importation de riz en Turquie (tout en ayant d'ailleurs parfaitement le droit d'acheter du riz national et, donc, d'importer dans le cadre du contingent tarifaire). L'approche suivie par les États-Unis et les arguments qu'ils utilisent au sujet des consommateurs et des restaurants soulèvent pour la Turquie des questions quant à l'objectif ultime des États-Unis lorsqu'ils ont introduit cette plainte. La plainte vise-t-elle à supprimer une part normale et ordinaire de la chaîne de valeur liée à la production, à la transformation et à la vente de riz? Les États-Unis semblent penser que le fait que les opérateurs soient principalement des commerçants et des rizeries est un élément de preuve indiquant l'existence d'une infraction au droit de l'OMC. Cela n'est manifestement pas le cas.

61. Ou l'objectif des États-Unis est-il de tirer parti des taux de droits moindres du contingent tarifaire sans assumer la charge que représente la prescription relative aux achats sur le marché intérieur? Le contingent tarifaire est, comme la Turquie l'a souligné, un mécanisme de stabilisation du marché et la prescription relative aux achats sur le marché intérieur en fait partie intégrante. Le contingent tarifaire était une concession que la Turquie a accordée en sus de ses engagements consolidés au titre de l'article II du GATT et repris dans sa liste. La Turquie a montré que, malgré la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, l'avantage conféré par le contingent tarifaire était considérable. Elle a quantifié cet avantage dans son argumentation. En fait, les éléments de preuve indiquent que les commerçants ont choisi d'importer au moyen du système de contingent tarifaire et non aux taux NPF ou appliqués lorsque les deux solutions restaient possibles.

62. Il y a un large éventail d'autres questions qui ont été soulevées au cours de cette audience. La Turquie les traitera dans son argumentation ultérieure. Elle attend avec intérêt les questions écrites du Groupe spécial, et remercie ce dernier de contribuer à clarifier les points de droit et de fait qui sous-tendent la présente affaire.

ANNEXE B-4

DÉCLARATION ORALE DE L'AUSTRALIE À LA SESSION CONSACRÉE AUX TIERCES PARTIES
(9 novembre 2006)

Introduction

1. Dans la présente déclaration, l'Australie examinera un certain nombre de questions d'interprétation du droit.

2. Premièrement, le Groupe spécial devrait examiner les arguments concernant le bon ordre d'analyse avant de se poser la question de savoir si, pour des raisons d'économie jurisprudentielle, il n'est plus nécessaire d'examiner une partie ou la totalité des allégations formulées.

3. Deuxièmement, l'Australie estime que le refus allégué de la Turquie de délivrer des certificats de contrôle, s'il est établi, est incompatible avec l'interdiction des mesures non tarifaires énoncée à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

4. Troisièmement, l'Australie formulera des observations au sujet de l'expression "licence d'importation" utilisée dans l'*Accord sur les procédures de licences d'importation (Accord sur les licences d'importation)* et à l'article XI:1 du GATT de 1994.

5. Quatrièmement, si le contingent tarifaire de la Turquie n'existe plus et qu'aucune mesure n'est restée en vigueur, le Groupe spécial devrait examiner la question de savoir s'il est nécessaire de formuler une constatation au sujet des allégations concernant le contingent tarifaire pour régler le différend. Si le Groupe spécial devait décider de formuler des constatations concernant le contingent tarifaire, l'Australie fait valoir que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994.

6. Cinquièmement, si le Groupe spécial constate que la Turquie a adopté une pratique consistant à ne délivrer globalement aucun certificat de contrôle, cette pratique constituerait une "mesure d'ordre général" aux fins de l'article X:2 du GATT de 1994 et le fait de ne pas l'avoir publiée serait incompatible avec ledit article.

7. Sixièmement, s'agissant des arguments de la Turquie en ce qui concerne la recevabilité de certains éléments de preuve, l'Australie note que tous les éléments de preuve sont recevables, mais il appartient au Groupe spécial de déterminer le poids qu'il convient de leur accorder.

Ordre d'analyse

8. Dans l'affaire *CE – Bananes III*, l'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial aurait dû appliquer l'article 1:3 de l'*Accord sur les licences d'importation* avant d'examiner l'article X:3 a) du GATT de 1994 car l'*Accord sur les licences d'importation* traite expressément, et de manière détaillée, de l'application des procédures de licences d'importation. Il a noté que si le Groupe spécial avait adopté cet ordre d'analyse, il n'aurait alors pas eu à examiner l'incompatibilité alléguée avec l'article X:3 a).[1]

[1] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphes 202 à 204.

9. L'Australie convient qu'en règle générale, les dispositions d'un accord plus spécifique devraient être examinées avant les dispositions d'un accord plus général lorsque, comme dans l'affaire *CE – Bananes III*, les dispositions sont, "à toutes fins utiles, interchangeables", leur champ d'application et leurs effets étant identiques. Il appartient au Groupe spécial de déterminer si ces critères sont respectés et, le cas échéant, s'il doit appliquer le principe d'économie jurisprudentielle concernant les allégations formulées au titre de l'accord le plus général. Lorsque les allégations se fondent sur des dispositions dont le champ d'application et les effets ne sont pas identiques, chacune d'elles devrait, en principe, être examinée.

Incompatibilité de la mesure de la Turquie avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*

10. L'Australie estime que l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* et l'article XI du GATT de 1994 n'ont pas un champ d'application et des effets identiques; les allégations formulées conformément à ces dispositions devraient donc être analysées séparément.

11. L'Australie pense comme les CE que, mis à part la note de bas de page relative à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, il n'y a pas de lien automatique entre le libellé de l'article 4:2 et celui de l'article XI du GATT de 1994.[2]

12. Ayant formulé cette réserve, l'Australie estime que, dans le cadre d'une analyse distincte conformément à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, il serait loisible au Groupe spécial de constater que le refus allégué de la Turquie de délivrer des certificats de contrôle, s'il est établi par les faits, empêche ou restreint les importations hors contingent tarifaire.

13. L'Australie pense comme les États-Unis[3] que, si la Turquie a refusé d'octroyer des certificats de contrôle, cela constituerait une restriction quantitative à l'importation ou un régime de licences d'importation discrétionnaires, ou relèverait de la vaste catégorie des "mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits" mentionnées dans la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. La mesure est donc "du type" de celles que la Turquie ne peut pas maintenir et auxquelles elle ne peut ni recourir ni revenir, et est incompatible avec l'interdiction des mesures non tarifaires énoncée à l'article 4:2.

Article XI:1 du GATT de 1994 – licence d'importation/autre mesure

14. L'Australie estime que le Groupe spécial devrait préciser l'expression "licence d'importation" au sens de l'article XI:1 du GATT de 1994, en examinant son sens ordinaire et dans le contexte de l'*Accord sur les licences d'importation*.

15. Ni l'article 1:1 de l'*Accord sur les licences d'importation* ni le GATT de 1994 ne définissent l'expression "licence d'importation". Toutefois, l'article 1:1 de l'*Accord sur les licences d'importation* définit le champ d'application de l'Accord comme concernant les procédures administratives utilisées pour l'application de régimes de licences d'importation. Le membre de phrase "comme condition préalable à l'importation" figurant à l'article 1:1 donne des indications sur le sens de l'expression "licence d'importation". Il indique que cette expression couvre le contrôle des importations.

16. La note de bas de page relative à l'article 1:1 donne également des indications quant au sens de l'expression "licence d'importation". Comme l'a indiqué le Groupe spécial *CE – Bananes III*, la note de bas de page "précise que les "procédures administratives" comprennent "celles qui sont désignées par le terme "licences", ainsi que d'autres procédures administratives similaires". En

[2] Communication écrite des Communautés européennes en tant que tierce partie, 18 octobre 2006, paragraphe 20.

[3] Première communication des États-Unis, 20 septembre 2006, paragraphes 76 à 78.

conséquence, que le terme "licence" soit employé ou non … toute procédure administrative dont l'objet est analogue à celui des licences est visée par l'Accord".[4]

17. La communication de la Turquie[5] selon laquelle ses certificats de contrôle concernent uniquement des questions douanières – et de fait, ne sont pas des licences d'importation – donne une portée trop large à l'exception aux "fins douanières" et restreint beaucoup plus le sens de l'expression "licences d'importation" que cela n'est prévu soit par l'article XI du GATT de 1994, soit par l'*Accord sur les licences d'importation*. L'Australie estime qu'il serait difficile de prendre en considération une procédure qui implique des vérifications de l'innocuité des produits ou des mesures SPS dans le cadre de la notion de "fins douanières" au titre de l'article 1:1 de l'*Accord sur les licences d'importation* ou du GATT de 1994. Le fait que certains éléments d'un régime soient requis à des fins douanières ne signifie pas, en lui-même et à lui seul, que ce régime ne relève pas de l'expression "licence d'importation". La structure et le fonctionnement du régime, dans la pratique, doivent être examinés afin de déterminer si son "objet est analogue à celui des licences".

18. L'Australie soutient en outre que, si le Groupe spécial constate que le certificat de contrôle n'est pas une "licence d'importation", comme il est indiqué dans les *Accords de l'OMC*, il devrait examiner la question de savoir si le certificat de contrôle ou le refus allégué de la Turquie de délivrer des certificats constituent un "autre procédé" au sens de l'article XI du GATT de 1994. Une telle constatation dépendra de l'avis du Groupe spécial sur la question de savoir si les éléments de preuve étayent la communication des États-Unis selon laquelle la Turquie a agi, par le biais de ses certificats de contrôle, de manière à prohiber ou à restreindre l'entrée de riz en Turquie.

Soutien interne dans le cadre du contingent tarifaire de la Turquie

19. La Turquie fait valoir qu'il n'est pas nécessaire d'examiner son régime de contingent tarifaire, qui est venu à expiration.[6]

20. L'Australie note que le Groupe spécial a le pouvoir de formuler des constatations au sujet de mesures relevant dûment de son mandat, même lorsque ces mesures ont cessé d'exister.[7] Toutefois, la jurisprudence établie veut qu'un groupe spécial ne doive traiter que les allégations qui doivent l'être pour résoudre la question en cause dans le différend.[8]

21. Lorsqu'une mesure a été retirée, il peut souvent être inutile de formuler une constatation sur la compatibilité de cette mesure avec les *Accords de l'OMC*, et les groupes spéciaux ont généralement jugé inapproprié, par le passé, de formuler des recommandations au sujet de mesures qui n'existent plus.[9] Si le régime de contingent tarifaire est effectivement arrivé à expiration, le Groupe spécial devrait examiner la question de savoir si, compte tenu des faits propres à l'affaire, il est nécessaire de formuler des constatations ou des recommandations sur la mesure pour régler le différend.

22. Si le Groupe spécial conclut que des éléments du contingent tarifaire continuent à exister ou sinon décide de formuler des constatations sur le contingent tarifaire, l'Australie estime que l'imposition par la Turquie d'une prescription relative aux achats sur le marché intérieur dans le cadre

[4] Rapport du Groupe spécial *CE – Bananes III*, paragraphe 7.147.

[5] Première communication de la Turquie, 11 octobre 2006, paragraphes 47 à 54.

[6] Première communication de la Turquie, 11 octobre 2006, paragraphes 137 à 139; communication écrite des Communautés européennes en tant que tierce partie, 18 octobre 2006, paragraphe 32.

[7] Rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.26; rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.9.

[8] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 22; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Plomb et bismuth II*, paragraphe 71.

[9] Par exemple, rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphe 81; rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 7.112.

de son régime de contingent tarifaire est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. La seule question qui oppose les parties à cet égard est de savoir si le riz importé bénéficie d'un traitement moins favorable que le riz national.

23. L'Australie note que la jurisprudence de l'OMC étaye l'idée voulant que l'imposition d'une "prescription additionnelle" ou d'un "obstacle supplémentaire" sur les produits importés par comparaison avec les produits nationaux similaires constitue un traitement moins favorable.[10] Dans l'affaire *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, le Groupe spécial a estimé que ces "obstacles supplémentaires" n'avaient pas besoin d'être très lourds d'un point de vue commercial et/ou pratique pour être incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994.[11]

24. Dans le cadre du régime de contingent tarifaire de la Turquie, le riz importé ne peut pas être vendu sur le marché national, à moins que l'importateur n'achète d'abord une quantité spécifiée de riz national. Les producteurs de riz national ne sont assujettis à aucune prescription additionnelle de cette sorte. L'Australie fait valoir qu'il s'agit là d'un "obstacle supplémentaire" qui altère les conditions de concurrence en faveur du riz national et constitue un traitement moins favorable pour les produits importés.

Interprétation de l'expression "mesure d'ordre général" au sens de l'article X:2 du GATT de 1994

25. La Turquie fait valoir que l'article X:2 du GATT de 1994 ne s'applique pas au présent différend car les lettres d'acceptation ne sont pas des "mesures d'ordre général" et, du fait qu'elles ne peuvent pas être mises en vigueur, ne sont pas assujetties à la prescription en matière de publication prévue à l'article X:2.[12]

26. Comme le montre clairement la communication des États-Unis, la mesure en cause est le refus généralisé allégué de la Turquie de délivrer des certificats de contrôle.[13] De l'avis de l'Australie, il s'agit d'une "mesure d'ordre général" dont il est allégué qu'elle est mise en vigueur et qui, s'il est constaté qu'elle existe, constitue une "restriction ou une prohibition" à l'importation au sens de l'article X:2.

27. Si le Groupe spécial constate que la Turquie a en fait adopté une pratique consistant à ne délivrer globalement aucun certificat de contrôle, l'Australie fait valoir que cela pourrait constituer une "mesure d'ordre général" aux fins de l'article X:2, que les lettres d'acceptation proprement dites puissent ou non être mises en vigueur. Le fait que la Turquie n'ait pas publié ses refus de délivrer les certificats, que ce soit par le biais des lettres d'acceptation ou de tout autre instrument, serait incompatible avec l'article X:2.

Valeur probante des lettres d'acceptation

28. La Turquie estime que les lettres d'acceptation sont des éléments de preuve irrecevables ou partiaux et peu fiables quant aux intentions et à la politique commerciale de la Turquie.[14]

29. Le *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* ne contient aucune règle sur l'admissibilité des éléments de preuve. Comme il a été précisé dans le rapport du Groupe spécial *CE*

[10] Rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 6.185.
[11] Rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 6.190.
[12] Première communication de la Turquie, 11 octobre 2006, paragraphe 84.
[13] Première communication des États-Unis, 20 septembre 2006, paragraphes 79 et 80.
[14] Première communication de la Turquie, 11 octobre 2006, paragraphe 81.

– *Linge de lit*, les groupes spéciaux de l'OMC "sont généralement libres de retenir et d'évaluer les éléments de preuve de toutes sortes et de leur attribuer le poids qu'ils jugent approprié".[15]

30. L'Australie estime par conséquent que les lettres d'acceptation sont recevables et il appartient au Groupe spécial de déterminer le poids qu'il convient d'accorder à de tels éléments de preuve.

Conclusion

31. En conclusion, l'Australie remercie le Groupe spécial de prendre en considération les points qu'elle a soulevés.

[15] Rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.34.

ANNEXE B-5

DÉCLARATION ORALE DE LA CHINE À LA SESSION CONSACRÉE AUX TIERCES PARTIES

(9 novembre 2006)

1. Madame la Présidente, Messieurs les membres du Groupe spécial, je vous remercie de donner à la Chine la possibilité de prendre la parole à la présente réunion. Dans cette déclaration, je mettrai l'accent sur trois points.

I. L'ARTICLE XI:1 DU GATT DE 1994

2. Il ressort de la première communication des États-Unis et de la Turquie que ces deux pays ont des points de vue divergents sur la question de savoir si les certificats de contrôle de la Turquie sont une licence d'importation. Sur ce point, la Chine est d'avis que, même en supposant que le certificat de contrôle n'est pas une licence d'importation, s'il prohibe ou restreint l'importation de riz dans la pratique, il peut néanmoins constituer un "autre procédé" qui est incompatible avec l'article XI:1 du GATT. Compte tenu des interprétations données par le Groupe spécial *Inde – Restrictions quantitatives*[1], si un "autre procédé" laissé à l'appréciation d'un organisme public peut bloquer certaines importations, ladite mesure devrait être présumée avoir l'effet de limitations des importations et elle n'est pas autorisée par l'article XI:1.

II. L'ARTICLE III DU GATT DE 1994

3. En ce qui concerne la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, les États-Unis allèguent qu'elle est contraire à l'article III:4 du GATT, tandis que la Turquie nie cette allégation. Spécifiquement, la Turquie fait valoir qu'avec l'avantage du taux de droit inférieur, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur altérait en fait les conditions de concurrence au profit du produit importé, et qu'elle était donc compatible avec l'article III:4.[2] Cependant, selon la Chine, ce raisonnement semble contestable. L'article III a trait à la comparaison entre le traitement des produits importés et celui des produits nationaux, et il est sans relation avec le niveau de droit. Si la prescription relative aux achats sur le marché intérieur altère les conditions de concurrence au détriment des produits importés et viole ainsi l'article III:4, la violation ne pouvait pas être réparée ou compensée par l'avantage du taux de droit inférieur.

III. L'APPLICATION DE L'ACCORD SUR LES MIC

4. Les États-Unis allèguent que la Turquie contrevient à l'article 2:1 et au paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'Accord sur les MIC. La Turquie fait valoir que la mesure en question est compatible avec l'article III:4 du GATT, et qu'elle n'est pas contraire, par conséquent, à l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.[3] Apparemment, la Turquie ignore le fait que les États-Unis ne définissent pas ce qu'est une "mesure concernant les investissements et liée au commerce" et ne prouvent pas que la mesure de la Turquie constitue une MIC.[4]

5. La Chine voudrait présenter ses observations à cet égard. L'Accord sur les MIC est un traité à part entière avec une existence juridique autonome et il doit avoir son champ d'application propre.

---

[1] Rapport du Groupe spécial *Inde – Restrictions quantitatives*, paragraphe 5.129.

[2] Première communication écrite de la Turquie, paragraphes 95 à 99.

[3] Première communication écrite de la Turquie, paragraphes 110 à 113.

[4] MIC est l'abréviation de "mesure concernant les investissements et liée au commerce", note ajoutée par la Chine.

Bien que l'Accord sur les MIC ne définisse pas ce qu'est une MIC, ce terme pouvait être interprété correctement conformément au principe énoncé à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. En aucun cas il ne convient de placer une mesure qui n'entre pas dans le champ d'application de l'Accord sur les MIC sous la juridiction de celui-ci.

IV. CONCLUSION

6. Je termine ici mon exposé et vous remercie de votre attention.

ANNEXE B-6

DÉCLARATION ORALE DE L'ÉGYPTE À LA SESSION CONSACRÉE AUX TIERCES PARTIES
(9 novembre 2006)

Madame la Présidente, Messieurs les membres du Groupe spécial,

1. Je suis très honoré de m'adresser à vous aujourd'hui pour présenter les vues de la République arabe d'Égypte, qui est tierce partie dans la présente procédure.

2. En tant que gros producteur et exportateur de riz, l'Égypte a un intérêt substantiel dans cette affaire. De plus, comme elle l'a indiqué dans sa communication en tant que tierce partie, elle s'intéresse tout particulièrement à l'interprétation des articles III:4 et XI:1 du GATT de 1994, et de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

3. Dans sa déclaration d'aujourd'hui, l'Égypte précisera certains points soulevés dans sa communication en tant que tierce partie et examinera certaines questions posées par d'autres tierces parties dans le cadre de la présente procédure.

Mesures en cause

4. Dans sa communication en tant que tierce partie, la République populaire de Chine a estimé que les mesures contestées par les États-Unis sous la dénomination de "régime dans son ensemble" étaient trop vastes pour satisfaire à la prescription de spécificité de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord).

5. L'Égypte note que dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, après avoir identifié les mesures en cause et s'être référés séparément au refus d'octroyer des licences d'importation ou au fait de ne pas en accorder, et aux prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur, les États-Unis ont présenté des allégations concernant les prescriptions de la Turquie relatives aux achats sur le marché intérieur, en même temps que son refus d'accorder des licences d'importation ou le fait qu'elle n'en accorde pas. De plus, dans leur première communication écrite, sous les allégations K, L et M, les États-Unis font référence au refus de délivrer des certificats de contrôle et aux prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur imposées dans le cadre du régime de contingent tarifaire de la Turquie. Sous l'allégation L, en particulier, les États-Unis indiquent que le régime de licences d'importation de la Turquie se compose du contingent tarifaire assorti de l'obligation d'achats sur le marché intérieur pour les importations contingentaires et du refus de délivrer des licences d'importation pour toutes importations aux taux de droits indiqués dans le tarif douanier de la Turquie.

Mesures au sens de l'article XI:1

6. Dans leur première communication, les États-Unis estiment tout d'abord que les certificats de contrôle sont des licences d'importation au sens de l'article XI:1 du GATT de 1994, même s'ils indiquent également que ces certificats peuvent être considérés comme un "autre procédé" au titre dudit article. Faisant valoir que les certificats de contrôle sont exclusivement utilisés à des fins douanières, la Turquie estime qu'ils ne peuvent pas être considérés comme des licences d'importation au sens de l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

7. Comme l'article XI:1 ne définit pas la notion de licence d'importation, l'Égypte estime que la Turquie a raison de se référer à la définition énoncée à l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation lorsqu'elle examine le point de savoir si les certificats de contrôle devraient être considérés comme des licences d'importation au sens de l'article XI:1. De l'avis de l'Égypte, l'une des questions centrales qu'il faut examiner en ce qui concerne ce point est de savoir si les certificats de contrôle équivalent ou non à des formulaires administratifs qui sont exigés exclusivement à des fins douanières. Dans le droit fil des considérations invoquées par les Communautés européennes dans leur communication en tant que tierce partie, l'Égypte pense que les prescriptions auxquelles les importateurs doivent satisfaire afin d'obtenir des certificats de contrôle ne peuvent pas être considérées comme imposées exclusivement à des fins douanières.

8. Dans le cas où il serait constaté que les certificats de contrôle ne sont pas des licences d'importation au sens de l'article XI:1, l'Égypte estime qu'il faudrait examiner s'ils peuvent être classés en tant qu'"autre procédé". Elle rappelle que, dans le cadre de procédures de règlement des différends antérieures concernant l'article XI:1, les groupes spéciaux avaient estimé que la portée de cet article était très vaste et que l'expression "autre procédé" supposait un champ large pour ce qui était des types de mesures visés.

Allégation "en tant que tel" ou "tel qu'appliqué"

9. Dans leur communication en tant que tierce partie, les CE ont posé la question de savoir si les États-Unis avaient formulé une allégation "en tant que tel" ou "tel qu'appliqué". À la lumière des constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, les CE estiment que "sur la base des faits portés à la connaissance du Groupe spécial, … ce serait … une série de mesures "telles qu'appliquées" (ou une pratique) que les États-Unis invitent le Groupe spécial à interpréter comme une mesure et à condamner "en tant que tel"".

10. L'Égypte indique que la distinction entre des allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué" auxquelles les CE font référence dans leur communication en tant que tierce partie concerne l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (Accord antidumping). Bien que les constatations formulées par l'Organe d'appel et les groupes spéciaux dans le cadre des procédures concernant l'Accord antidumping en rapport avec des affaires "en tant que tel" et "tel qu'appliqué" puissent être examinées par le Groupe spécial dans le cadre de la présente procédure, l'Égypte estime qu'il ne faut pas perdre de vue le libellé et la nature des dispositions auxquelles les États-Unis font référence dans la présente procédure.

11. L'Égypte estime que, si le Groupe spécial devait déterminer si les allégations des États-Unis portent sur des mesures au sens de l'article 3:3 du Mémorandum d'accord, il devrait examiner comment elles sont classées au sens des articles que les États-Unis invoquent à l'appui de leurs allégations. Par exemple, en ce qui concerne l'allégation A des États-Unis, le Groupe spécial devrait déterminer si les certificats de contrôle sont des licences d'importation ou un autre procédé au sens de l'article XI:1.

Venue à expiration du régime de contingent tarifaire

12. Dans sa première communication, la Turquie indique que le cadre législatif prévoyant le régime de contingent tarifaire est venu à expiration et elle demande au Groupe spécial de s'abstenir de formuler des constatations sur les mesures liées à son régime de contingent tarifaire ou, si le Groupe spécial devait juger utile de formuler des constatations nécessaires pour arriver à une solution positive du différend, de n'adresser aucune recommandation à l'Organe de règlement des différends (ORD). Dans leur communication en tant que tierce partie, les CE indiquent qu'elles ne jugent pas nécessaire d'examiner plus en détail le régime de contingent tarifaire.

13. Compte tenu des allégations formulées par les États-Unis concernant l'application conjointe du régime de contingent tarifaire et du régime général d'importation, l'Égypte estime qu'il est important que le Groupe spécial tienne compte du régime de contingent tarifaire pour que ses constatations permettent d'arriver à une solution positive du différend. Toutefois, si le régime de contingent tarifaire n'est plus en vigueur, elle estime également qu'aucune recommandation ne devrait être adressée à l'ORD à ce sujet.

14. Madame la Présidente, Messieurs les membres du Groupe spécial, je termine ici mon exposé et vous remercie de votre attention.

ANNEXE B-7

DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LA SESSION CONSACRÉE AUX TIERCES PARTIES
(9 novembre 2006)

Madame la Présidente, Messieurs les membres du Groupe spécial,

1. Les Communautés européennes remercient le Groupe spécial pour cette occasion qui leur est aujourd'hui donnée de présenter leurs vues.

2. Dans leur communication écrite, les CE ont invité le Groupe spécial à se prononcer sur quatre questions de droit, à savoir:

- à soigneusement examiner s'il existe une "règle ou norme" constituant une mesure appliquée de manière générale et prospective,
- à examiner l'ordre d'analyse des accords pertinents à la lumière du rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*,
- à considérer que lorsqu'une restriction à l'importation contraire à l'article XI favorise simultanément la vente intérieure de produits nationaux, de préférence aux produits importés, elle enfreint également l'article III du GATT,
- à s'abstenir d'adresser des recommandations à l'ORD au sujet du régime de contingent tarifaire de la Turquie.

3. Dans la présente session consacrée aux tierces parties, nous ne développerons pas ces arguments plus avant. Toutefois, par souci de clarté, nous allons une nouvelle fois faire ressortir nos principales remarques.

4. Il s'agit là d'une affaire qui comporte un très grand nombre d'éléments factuels, dans laquelle les parties semblent être en désaccord sur un grand nombre des faits en jeu. Les CE ne veulent pas compliquer davantage les choses en élaborant des théories fondées sur des faits hypothétiques. Ce qui semble clair, c'est que le régime de contingent tarifaire de la Turquie a cessé d'exister. Dans ces circonstances, les CE ne jugent pas nécessaire d'examiner plus en détail le régime de contingent tarifaire de la Turquie venu à expiration.

5. Les mesures qui sont encore en vigueur, à savoir le système de licences d'importation allégué, amènent une question systémique très importante, compte tenu des arguments présentés par les États-Unis. Dans leur première communication écrite, ces derniers désignaient les mesures de la Turquie sous l'appellation d'"interdiction non officielle". Il semble également que l'argumentation des États-Unis repose, au moins partiellement, sur des documents internes de l'Administration turque et référence est aussi faite aux instructions orales données aux fonctionnaires turcs. Dans sa communication en tant que tierce partie, l'Égypte estime que le fait que les lettres d'acceptation non publiées ne puissent pas être considérées comme des "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives" au sens de l'article XI:1 du GATT est dénué de pertinence. Les CE sont d'avis que la question est plus subtile que ne le dit l'Égypte, car il est important d'établir si une mesure existe, en tout premier lieu. À cet égard, le fait qu'un document donné n'ait pas été publié est pertinent.

6. Comme les CE l'ont clairement indiqué dans leur première communication écrite, il s'agit là d'une question systémique bien connue, au sujet de laquelle le Groupe spécial devrait être particulièrement vigilant: est-il vrai qu'il existe un système ou un régime qui est en vigueur ou se pourrait-il que ce système, tel qu'il existe, ait été appliqué d'une certaine manière, dans certains cas? Cette question subtile, mais d'une importance fondamentale, peut représenter une différence notable.

7. Le Groupe spécial est également saisi d'une autre question systémique, à savoir l'ordre d'analyse des demandes en droit qui se recouvrent, au regard de différentes dispositions de différents accords pertinents. L'Organe d'appel a examiné cette question dans l'affaire *CE – Bananes III*, dans le cadre de laquelle il a déclaré que l'accord le plus spécifique par rapport à la question en jeu devait être examiné d'abord.

8. La question de savoir quel pourrait être l'accord le plus spécifique dans chaque cas est bien entendu souvent affaire de jugement, car cela peut dépendre de l'orientation de l'argumentation et du contexte de la mesure. Toutefois, il semblerait aux CE qu'en raison de l'importance de l'argumentation des États-Unis concernant les licences d'importation, les arguments relatifs à l'Accord sur les licences d'importation devraient être examinés en premier. Il semblerait également correct de passer ensuite à l'analyse au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, puisque la présente affaire porte sur un produit agricole spécifique. Ce n'est qu'après ces deux accords que les règles plus générales du GATT devraient être examinées, bien que l'on puisse également avancer l'argument selon lequel l'Accord sur les MIC devrait être examiné avant les dispositions du GATT. Compte tenu du lien très étroit qui lie ces derniers accords, le choix est peut-être davantage une question de présentation que de véritable spécificité.

9. À cet égard, les CE notent que, dans son intervention en tant que tierce partie, la Chine ne semble pas tenir compte du lien systémique qui lie les articles III:4 et XI:1 du GATT, d'une part, et l'Accord sur les MIC, d'autre part. S'il est vrai que l'Accord sur les MIC ne définit pas de façon exhaustive la notion de mesure concernant les investissements et liée au commerce, il est clair qu'en vertu de l'annexe de l'Accord sur les MIC, certaines MIC spécifiques sont considérées *ipso jure* comme incompatibles avec ces dispositions du GATT. Les CE estiment également que, comme le montre la note interprétative générale relative à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC, et comme l'a souligné l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Noix de coco desséchée*, les auteurs du régime de l'OMC entendaient mettre un terme à la fragmentation qui avait caractérisé l'ancien système.

10. Enfin, si le Groupe spécial devait juger nécessaire d'examiner dans le détail le régime de contingent tarifaire, les CE signalent qu'il pourrait être nécessaire d'examiner les articles III:4 et XI du GATT en même temps. Certains arguments présentés dans les communications écrites donnent à penser que, selon l'orientation de l'argumentation, les mêmes mesures pourraient être considérées à la fois comme des mesures à la frontière et comme des mesures intérieures.

Madame la Présidente, Messieurs les membres du Groupe spécial,

11. Compte tenu du fait que les parties sont en désaccord sur les faits de la cause, les CE ne souhaitent pas formuler d'autres observations sur la question dont nous sommes saisis aujourd'hui. Toutefois, puisque le régime de contingent tarifaire de la Turquie a été aboli, nous estimons qu'en tout état de cause, il ne serait pas nécessaire d'adresser des recommandations à l'ORD concernant cet aspect des mesures alléguées de la Turquie.

ANNEXE B-8

DÉCLARATION ORALE DE LA CORÉE À LA SESSION CONSACRÉE AUX TIERCES PARTIES
(9 novembre 2006)

Madame la Présidente, Messieurs les membres du Groupe spécial,

La Corée vous remercie de l'avoir invitée à présenter ses vues sur la présente affaire. Elle souhaite formuler des observations sur les quatre questions suivantes:

i) Y a-t-il eu une prohibition ou une restriction à l'importation de riz en Turquie pendant la période allant de septembre 2003 à juillet 2006?

ii) Si l'importation de riz a été prohibée ou restreinte du fait de l'application d'un système de certificats de contrôle, ces certificats constituent-ils des licences d'importation?

iii) Le riz importé a-t-il été traité de manière moins favorable du fait de la prescription relative aux achats de riz sur le marché intérieur? et

iv) La prescription relative aux achats de riz sur le marché intérieur constitue-t-elle une mesure concernant les investissements et liée au commerce?

Premièrement, la Corée pense qu'avant de décider si le certificat de contrôle est une licence d'importation discrétionnaire ou non, le Groupe spécial devrait se prononcer sur le point de savoir si l'importation de riz a réellement été prohibée ou restreinte. Comme la Turquie l'a souligné, s'il n'y a ni "*restriction*", ni "*prohibition*", la nature du "*procédé*" est dénuée de pertinence.[1] Si les statistiques fournies par la Turquie dans ses pièces Annex 8 et Annex 20 sont justes, il se peut que les États-Unis se trompent lorsqu'ils font valoir que la Turquie institue ou maintient une prohibition à l'importation en ne délivrant pas des certificats de contrôle[2], et qu'elle n'en a octroyé aucun pendant plus de deux ans et demi.[3] Toutefois, il semble impératif que le Groupe spécial analyse ces renseignements statistiques de façon critique pour décider si les importations de riz hors contingent ont été tout au moins restreintes ou entravées au moyen de la gestion des certificats de contrôle. S'agissant de la pièce Annex 8, qui indique que les importations hors contingent se sont élevées à 71 181 tonnes entre janvier 2004 et août 2006, elle ne démontre pas que ces importations hors contingent ont eu lieu chaque année, puisque les données qui y figurent ne concernent que les importations totales pour la période susmentionnée et ne donnent pas un aperçu annuel. La Corée estime que la Turquie devrait être invitée à fournir des données annuelles concernant les importations hors contingent afin d'étayer leur allégation selon laquelle ces importations hors contingent n'ont jamais été restreintes. Quant à la pièce Annex 20, la Turquie devrait expliquer le nombre disproportionné de certificats pour des importations hors contingent, afin d'éviter toute suspicion que la délivrance de certificats pour des importations hors contingent a été délibérément limitée. Puisque la Turquie a fait valoir que les certificats sont délivrés automatiquement en quelques jours, elle doit confirmer que des taux d'approbation et des délais de traitement semblables ont été appliqués de la même manière à la fois aux demandes de certificats pour des importations contingentaires et aux demandes de certificats pour des importations hors contingent. La Corée note que la part de certificats pour des importations hors contingent par rapport aux certificats pour des importations dans le cadre du contingent tarifaire est plus élevée en 2006 que pour les années 2004 et 2005. Il faudrait essayer d'obtenir une explication à

[1] Communication de la Turquie, paragraphe 69.
[2] Communication des États-Unis, paragraphe 58.
[3] Communication des États-Unis, paragraphe 71.

cela pour éviter toute suspicion que la Turquie n'a assoupli son emprise sur les certificats pour des importations hors contingent qu'après avoir été contestée au sein de l'OMC. En s'aidant de toutes ces questions fondamentales, le Groupe spécial devrait se prononcer sur le point de savoir si les importations hors contingent ont été restreintes *de facto*, si ce n'est totalement prohibées.

Deuxièmement, s'agissant de la question de savoir si les certificats de contrôle pourraient être des licences d'importation, la Corée est d'avis qu'il conviendrait d'établir une distinction entre la prescription en matière de licences et la licence en soi. D'après la définition très justement donnée par les États-Unis, une licence est la permission formelle, habituellement imprimée ou écrite, donnée par une autorité de faire quelque chose.[4] La Corée pense que toutes les licences, dès lors qu'elles portent le mot "licence", doivent faire explicitement état de la permission qui est donnée d'effectuer les actes faisant l'objet de la licence. Au bas du formulaire de demande de certificat de contrôle fourni par la Turquie dans la pièce Annex 4, il est écrit que [l]'importation du produit concerné doit être jugée appropriée, pour autant que ledit produit soit jugé approprié et satisfaisant du point de vue de la protection de la santé et de la sécurité des personnes, etc. Il est également indiqué que [l]e présent certificat de contrôle a été délivré … pour être présenté au poste de douane compétent. La Corée doute que cette expression puisse être interprétée comme étant une permission formelle d'importer. Il semble plus approprié de considérer le certificat comme une prescription en matière de licences parmi d'autres, plutôt que comme une licence en soi. Il convient également de noter qu'une licence d'importation est délivrée séparément pour l'importation contingentaire de riz en Turquie après examen des certificats, alors qu'aucune licence n'est octroyée dans le cas de l'importation hors contingent, qui exige également un certificat. La simple absence de licence ne transforme pas une prescription en matière de licences en une licence en soi. Toutefois, la Corée reconnaît qu'il est possible que l'importation de riz en Turquie puisse effectivement être restreinte par manipulation des certificats de contrôle. Si le Groupe spécial constate que l'importation a ainsi été restreinte par la Turquie, la façon dont les certificats ont été gérés doit être condamnée en tant que violation de l'article XI:1 du GATT.

Troisièmement, s'agissant de la question du traitement moins favorable dû à la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, la Corée ne comprend tout simplement pas le raisonnement logique de la Turquie selon lequel le prix à l'importation du riz par tonne était moins élevé en raison de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur qu'il ne l'aurait été en l'absence d'une telle prescription. Quelle que soit la mesure dans laquelle le prix d'achat du riz national a été abaissé grâce à la soi-disant prescription relative aux achats sur le marché intérieur, on ne peut nier que les importateurs ont dû trouver des fonds additionnels pour acheter du riz national et que davantage de riz étranger aurait pu être importé s'il n'avait pas fallu consacrer ces fonds à l'achat de riz national. Le principal aspect de cette question ne concerne pas le prix du riz national, mais l'obligation additionnelle imposée aux importateurs.

Quatrièmement, la Corée pense que la mesure en cause doit être une mesure concernant les investissements et liée au commerce pour que l'Accord sur les MIC puisse être appliqué. Bien qu'il n'y ait aucune définition juridique des mesures concernant les investissements et liées au commerce, il apparaît clairement qu'une mesure de cette sorte devrait comporter au moins deux éléments, à savoir un élément commerce et un élément investissement. La prescription relative aux achats sur le marché intérieur considérée comporte manifestement un aspect touchant au commerce puisqu'elle est imposée à l'importation de riz étranger. Toutefois, il ne semble pas y avoir d'élément investissement. Comme il est indiqué dans le préambule de l'Accord sur les MIC, les Membres de l'OMC souhaitent faciliter les investissements à travers les frontières internationales et tenir compte des besoins des finances des pays en développement Membres. À cet égard, les mouvements financiers à travers les frontières peuvent être considérés comme un élément essentiel de toute mesure concernant les investissements. Si la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur ne comporte pas d'aspect

[4] Communication des États-Unis, paragraphe 60.

touchant à l'investissement, elle ne peut pas constituer une mesure concernant les investissements et l'Accord sur les MIC ne pourrait donc pas être appliqué.

Madame la Présidente,

Voilà les observations que la Corée souhaite voir prises en compte dans le cadre de vos délibérations dans la présente affaire.

Je vous remercie.

ANNEXE B-9

DÉCLARATION ORALE DE LA THAÏLANDE À LA SESSION CONSACRÉE AUX TIERCES PARTIES

(9 novembre 2006)

1. Madame la Présidente, Messieurs les membres du Groupe spécial: la Thaïlande se félicite de pouvoir participer à la présente procédure et présenter ses vues sur la question au Groupe spécial aujourd'hui.

2. La Thaïlande s'est réservé le droit de participer à cette procédure en tant que tierce partie au titre de l'article 10:2 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* en raison de son intérêt systémique dans la présente affaire en tant que grand exportateur mondial de riz.

3. D'une manière générale, la Thaïlande reconnaît les préoccupations exposées par les États-Unis dans leur première communication écrite concernant l'incompatibilité du régime de contingent tarifaire pour le riz et de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur de la Turquie avec les obligations qui lui incombent au titre du *GATT de 1994*, de l'*Accord sur les procédures de licences d'importation*, de l'*Accord sur l'agriculture* et de l'*Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce* (MIC).[1]

4. Nous estimons en particulier que la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur est incompatible avec ses obligations au titre de l'article III du *GATT de 1994* et de l'Accord sur les MIC. Toutefois, nous ne formulerons pas d'observations spécifiques concernant ces préoccupations aujourd'hui.

5. Au lieu de cela, la Thaïlande souhaite soulever une question que les parties et les autres tierces parties n'ont pas encore examinée, à savoir l'incompatibilité du régime de contingent tarifaire pour le riz de la Turquie avec ses obligations au titre de l'article II du *GATT de 1994*, en ce qui concerne sa Liste de concessions. En particulier, l'article II:1 a) exige que tous les Membres de l'OMC accordent aux échanges commerciaux des autres Membres "un traitement qui ne sera pas moins favorable" que celui qui est prévu dans la partie appropriée de leur liste annexée à l'Accord. Dans la présente procédure, la Turquie ne conteste pas le fait qu'elle a consolidé son droit NPF sur les importations de riz à 45 pour cent *ad valorem* dans sa Liste, sans aucune limitation quantitative.[2] Toutefois, d'après les éléments de preuve factuels présentés par les États-Unis, le traitement actuellement accordé par la Turquie dans le cadre de son régime de contingent tarifaire est "moins favorable" que celui qui est prévu dans sa Liste. En fait, la Turquie n'accorde pas le traitement qu'elle a prévu dans sa Liste à tous les Membres. Bien plutôt, elle restreint les importations de riz de sorte qu'elles ne puissent se faire qu'en quantités limitées et imprévisibles (même à un taux de droit inférieur à 45 pour cent), dans le cadre d'un régime de licences d'importation non automatiques et uniquement lorsqu'elles sont associées à l'achat d'un volume de riz national supérieur au volume de riz importé souhaité.[3] La Thaïlande estime donc que le régime de contingent tarifaire de la Turquie est incompatible avec ses obligations au titre de l'article II du *GATT*, outre le fait que sa prescription relative aux achats sur le marché intérieur est incompatible avec l'article III du *GATT* et l'Accord sur les MIC.

6. Dans sa défense, la Turquie indique que les mesures liées à son régime de contingent tarifaire, y compris le cadre législatif et la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, ne sont plus

[1] Première communication écrite des États-Unis, 20 septembre 2006.
[2] Première communication écrite de la Turquie, 11 octobre 2006.
[3] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 41, 45 et 49.

en vigueur.[4] Par conséquent, elle a demandé au Groupe spécial de s'abstenir de formuler des constatations sur ces mesures ou, s'il estimait nécessaire de formuler de telles constatations, de ne pas adresser de recommandations à l'Organe de règlement des différends (ORD).[5] Pour étayer sa demande, la Turquie renvoie au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes*, dans lequel il est indiqué que le Groupe spécial a fait erreur en adressant des recommandations à l'ORD concernant une mesure dont le Groupe spécial avait constaté qu'elle "avait cessé d'exister".[6]

7. La Thaïlande estime que le Groupe spécial doit examiner les mesures contestées par les États-Unis dans leur demande d'établissement du présent groupe spécial. Il existe une jurisprudence cohérente à l'OMC selon laquelle le moment pertinent pour examiner si une mesure relève du mandat d'un groupe spécial est le moment où ce groupe spécial est établi, à savoir, le 17 mars 2006 en l'espèce.[7]

8. Bien que la Thaïlande se félicite de la déclaration de la Turquie selon laquelle le régime de contingent tarifaire et la prescription relative aux achats sur le marché intérieur qui lui est associée ne sont plus en vigueur, elle note que les mesures pertinentes peuvent être réintroduites à tout moment dans l'avenir. Comme les États-Unis l'ont montré, la Turquie a, par le passé, instauré des interdictions saisonnières d'importer[8], et plus récemment, a ouvert ou appliqué le régime de contingent tarifaire et la prescription relative aux achats sur le marché intérieur de façon intermittente sur une période d'un an.[9] Par conséquent, pour exclure la possibilité que la Turquie puisse à nouveau appliquer ces mesures, la Thaïlande est d'avis que le présent groupe spécial devrait formuler des constatations en ce qui concerne l'incompatibilité du régime de contingent tarifaire pour le riz et de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur de la Turquie avec ses obligations dans le cadre de l'OMC. Le Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques* a estimé que le fait de formuler une constatation pour empêcher qu'une mesure incompatible avec les règles de l'OMC soit réintroduite contribuerait à arriver à une solution positive du différend.[10]

9. La Thaïlande espère que ces vues aideront le Groupe spécial dans son examen des questions dont il a été saisi. Une fois encore, nous vous remercions pour cette occasion qui nous est donnée de prendre la parole devant vous aujourd'hui.

---

[4] Première communication écrite de la Turquie, paragraphe 136.

[5] *Ibid.*, paragraphe 139.

[6] *Ibid.*, paragraphe 138.

[7] Rapport du Groupe spécial *Inde – Mesures concernant le secteur automobile*, WT/DS146/R, WT/DS175/R et Corr.1, adopté le 5 avril 2002, paragraphe 7.26, et le rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles*, WT/DS56/R, adopté le 22 avril 1998, paragraphes 6.7 et 6.11.

[8] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 14 et 15.

[9] *Ibid.*, paragraphe 38.

[10] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, WT/DS291/R, WT/DS292/R et WT/DS293/R, distribué le 29 septembre 2006, paragraphe 7.1311.

ANNEXE C

RÉPONSES DES PARTIES ET DES TIERCES PARTIES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

Table des matières		Page
Annexe C-1	Réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (30 novembre 2006)	C-2
Annexe C-2	Réponses de la Turquie aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (30 novembre 2006)	C-39
Annexe C-3	Réponses de l'Australie aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (21 novembre 2006)	C-87
Annexe C-4	Réponses de l'Égypte aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (21 novembre 2006)	C-88
Annexe C-5	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (21 novembre 2006)	C-89
Annexe C-6	Réponses de la Corée aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (21 novembre 2006)	C-92

ANNEXE C-1

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND
(30 novembre 2006)

Question n° 1

(Aux deux parties) Les États-Unis ont communiqué dans la pièce US-45 jointe à leur première communication des statistiques portant notamment sur la production, la consommation et les importations turques de riz blanchi. Les États-Unis pourraient-ils confirmer la source de ces données? Les statistiques communiquées par les États-Unis vont de 2001/02 à 2006/07. Les États-Unis peuvent-ils confirmer quels chiffres correspondent à des faits réels et quels chiffres sont des projections?

1. La production, la fourniture et la demande officielle du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) sont la source des données fournies dans la pièce US-45. Pour les chiffres relatifs à la production, l'USDA prend en compte les estimations officielles de la Turquie relatives à la production; l'imagerie satellitaire; des informations et modèles météorologiques (précipitation et températures); l'analyse d'agents du personnel de l'USDA qui se rendent dans des zones de production à l'intérieur de la Turquie; et d'autres sources de renseignements sur les cultures. Pour ce qui est des chiffres concernant le commerce, l'USDA analyse, évalue et recoupe diverses sources de données, y compris des données douanières provenant de la Société turque de statistique (TUIK) et de spécialistes du commerce indépendants. Pour les chiffres relatifs à la consommation et aux stocks, l'USDA utilise un réseau d'évaluations émanant de spécialistes du Bureau des affaires agricoles de l'Ambassade des États-Unis à Ankara, d'économistes agricoles à Washington et d'organisations internationales (à savoir FAO, Conseil international des céréales). Les chiffres officiels de l'USDA relatifs à la production, l'offre et la demande sont examinés et mis à jour tous les mois par un comité interinstitutions des États-Unis présidé par le Bureau des perspectives de l'agriculture mondiale (WAOB) de l'USDA et comprenant: le Service agricole étranger (FAS), le Service de recherche économique (ERS), l'Agence des services pour l'agriculture (FSA) et le Service de la commercialisation des produits de l'agriculture (AMS).

2. Les données fournies par les États-Unis pour les exercices 2001/02 à 2005/06 reposent sur des faits historiques réels. Les données communiquées pour 2006/07 sont des prévisions projetées. La plupart des données correspondent à la campagne de commercialisation turque, à savoir septembre/août. Les données fournies aux septième et huitième rangées du graphique correspondent toutefois à l'année commerciale au niveau international, à savoir janvier/décembre. Dans les cas où l'on utilise les données relatives à l'année commerciale, les données correspondent à la deuxième année de l'année partagée en deux indiquée en haut de chaque colonne.

Question n° 3

(Aux deux parties) Les parties peuvent-elles également fournir des renseignements mensuels concernant les importations en Turquie de riz paddy, riz brun et riz blanchi, séparément, pour la période allant de juillet 2003 à fin 2006 (y compris des estimations, s'il y a lieu), par pays d'origine?

3. Les États-Unis donnent dans la pièce US-53 des données mensuelles sur les importations provenant de la Société turque de statistique (anciennement l'Institut national de statistique de la Turquie). Ces données, fournies sous forme numérique et graphique, portent sur les importations allant jusqu'à septembre 2006 inclus. Pour les estimations de l'USDA relatives aux importations

totales de la Turquie en 2006, veuillez vous reporter à la septième rangée de la dernière colonne du graphique transmis par les États-Unis dans la pièce US-45 (300 000 tonnes métriques sur une base équivalent-riz blanchi). Les États-Unis donnent, dans la réponse à la question n° 26 b), une analyse des données qui confirme l'existence d'une interdiction à l'importation portant sur le commerce NPF.

Question n° 4

(Aux deux parties) Au paragraphe 26 de sa première communication, la Turquie affirme que "de 2003 à ce jour [...], la Turquie a approuvé en tout 2 223 certificats de contrôle, qui ont permis l'importation de 2 264 857 tonnes au total de riz étranger (paddy, brun et blanchi). Sur ce volume total, 497 469 tonnes d'équivalent-riz ont été attribuées depuis janvier 2004 dans le cadre du régime de contingent tarifaire". Au paragraphe 65, la Turquie affirme qu'"un nombre élevé de certificats de contrôle (soit 2 223 entre 2003 et 2006) avaient été approuvés par le Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (MARA), correspondant à de grandes quantités de riz importé (soit 939 013 tonnes d'équivalent-riz entre 2003 et 2006), dans le cadre tant du commerce NPF que du commerce contingentaire".

a) Les États-Unis pourraient-ils formuler des observations sur les chiffres fournis par la Turquie? Les États-Unis peuvent-ils également mettre en regard ces chiffres avec l'affirmation contenue au paragraphe 1 de la première communication des États-Unis selon laquelle "[e]n ce qui concerne le taux hors contingent, le Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (le "MARA") omet tout simplement de délivrer les licences"?

4. Les chiffres donnés par la Turquie dans sa première communication affirmant que le Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) délivre des certificats de contrôle pour le commerce NPF n'ont pas été étayés et sont contredits par les nombreux éléments de preuve documentaires présentés par les États-Unis. Le MARA ne délivre pas de certificats de contrôle aux taux de droits hors contingent moyennant un recours à des lettres d'acceptation. Les lettres d'acceptation sont des instruments dans lesquels la Direction générale de la protection et du contrôle de l'Office turc des céréales recommande au Ministre de l'agriculture que le MARA "retarde" le début de la délivrance de certificats de contrôle du riz aux importateurs qui n'achètent pas de riz paddy national. Ainsi, la seule façon dont un importateur peut importer du riz en Turquie est par le biais du système de contingent tarifaire, dans le cadre duquel l'importateur est obligé d'acheter du riz paddy national pour pouvoir importer. Les lettres font souvent la distinction entre certificats de contrôle pour le riz paddy et certificats de contrôle pour le "riz", lequel se réfère au riz blanchi.

5. La signature du Ministre en bas du document indique que le Ministre a "accepté" la recommandation de l'Office turc des céréales. À ce stade, les États-Unis ont connaissance de lettres d'acceptation qui couvrent la période allant du 1er septembre 2003 au 1er août 2006:

- dans la lettre n° 964, datée du 10 septembre 2003, le Ministre de l'agriculture a accepté une recommandation tendant à retarder jusqu'au 1er mars 2004 le début de la délivrance de certificats d'importation de riz;

- dans la lettre n° 107, datée du 23 janvier 2004 (pièce US-12), le Ministre, M. Guclu, a accepté une recommandation tendant à retarder jusqu'au 1er juillet 2004 le début de la délivrance de certificats;

- dans la lettre n° 905, datée du 28 juin 2004 (pièce US-13), le Ministre, M. Guclu, a à nouveau accepté une recommandation tendant à retarder jusqu'au 1er janvier 2005 le début de la délivrance de certificats;

- dans la lettre n° 1 795, datée du 30 décembre 2004 (pièce US-14), le Ministre, M. Guclu, a à nouveau accepté une recommandation tendant à retarder jusqu'au 30 juillet 2005 le début de la délivrance de certificats de contrôle;

- dans la lettre n° 1 304, datée du 29 juillet 2005, le Ministre de l'agriculture a accepté une recommandation tendant à retarder le début de la délivrance de certificats "jusqu'à ce qu'une nouvelle politique soit en place"; et

- dans la lettre n° 390, datée du 24 mars 2006 (pièce US-36), le Ministre, M. Eker, a accepté une recommandation tendant à retarder jusqu'au 1er avril 2006 le début de la délivrance de certificats. Le Groupe spécial chargé du présent différend a été établi le 17 mars 2006.[1]

Ainsi, selon le texte même des lettres d'acceptation, les fonctionnaires du MARA ne peuvent accorder de certificats de contrôle en dehors du régime de contingent tarifaire, ce qui a été confirmé par un mémoire présenté devant le tribunal turc par le conseil du MARA.[2]

6. La Turquie a affirmé que tel n'était pas le cas et qu'elle accordait bel et bien des certificats de contrôle, mais elle n'a fourni aucun élément de preuve documentaire pour étayer son allégation. En outre, comme il est expliqué dans la première communication et dans la déclaration orale des États-Unis, la Turquie n'a pas réfuté les éléments de preuve documentaires présentés par les États-Unis à cet égard, y compris les lettres d'acceptation, les lettres de rejet adressées aux importateurs par des fonctionnaires du MARA ainsi que le mémoire présenté par le MARA au premier tribunal administratif d'Ankara, dans lequel le MARA invoquait les lettres d'acceptation comme unique fondement juridique pour refuser un certificat de contrôle à un importateur requérant. Au lieu de fournir des éléments de preuve documentaires de certificats de contrôle accordés pour des importations hors contingent tarifaire, la Turquie a fourni le graphique contenu à l'Annexe 20. Ce graphique soulève plusieurs questions.

7. Tout d'abord, les lettres d'acceptation disposent seulement que le MARA n'accordera pas de certificats de contrôle aux importateurs qui n'achètent pas de riz paddy national. Ainsi, si le MARA accorde des certificats de contrôle pour l'importation dans le cadre du contingent tarifaire, ce fait ne réfuterait pas les éléments de preuve présentés par les États-Unis selon lesquels la Turquie a frappé d'interdiction le commerce NPF.

8. Deuxièmement, il y a une grande divergence entre la quantité de certificats de contrôle que la Turquie allègue avoir accordés cette année jusqu'au 21 septembre 2006 pour les importations de riz des États-Unis (400 000 tonnes métriques) et la quantité de riz en provenance des États-Unis qui, d'après les données commerciales des États-Unis, a réellement été expédiée en Turquie en 2006 (environ 18 000 tonnes jusqu'au 26 octobre 2006). Les États-Unis ne peuvent expliquer cette divergence. Il est notable que le graphique de la Turquie montre une forte augmentation des certificats de contrôle en 2006, c'est-à-dire lorsque l'ORD a établi le Groupe spécial. En outre, le graphique de la Turquie montre que la vaste majorité des certificats de contrôle que la Turquie aurait accordés en 2004 et 2005 entrait dans le cadre du contingent tarifaire. Étant donné que la Turquie a allégué que le contingent tarifaire (avec une prescription relative aux achats sur le marché intérieur)

[1] Malgré cette lettre, le MARA a apparemment continué à refuser des certificats aux importateurs qui en faisaient la demande (*voir* les pièces US-22, US-39, US-40, US-41, US-42 et US-44). Il est probable que le refus constant de délivrer des certificats de contrôle tient aux objections des producteurs turcs (*voir* les pièces US-21 et US-24) dénonçant le projet de changement de politique annoncé par le Ministre, M. Tuzmen, dans sa lettre du 24 mars 2006 à l'USTR, M. Portman (pièce US-35). En outre, il est affirmé dans la lettre n° 390 que le MARA continuerait de refuser la délivrance de certificats pendant la récolte de riz turc (pièce US-36).

[2] Pièce US-31.

conférait un *avantage* au riz importé, on ne voit pas clairement pourquoi les importateurs auraient soudain décidé en 2006 que le contingent tarifaire (avec achat sur le marché intérieur) ne leur conférait plus d'avantage, au point que les importateurs sont passés en masse de l'importation dans le cadre du contingent tarifaire à l'importation aux taux NPF. De même, on ne voit pas clairement dans le graphique de la Turquie si les certificats de contrôle que le MARA aurait accordés en 2006 concernaient des demandes en souffrance qui avaient été faites les années précédentes ou de nouvelles demandes qui ont été faites après que le Ministre, M. Tuzmen, a annoncé un changement de politique concernant les certificats de contrôle "à partir du 1er avril 2006". De même, ce graphique n'indique pas *quand* les certificats auraient été accordés avant le 1er avril 2006, c'est-à-dire lorsque le changement allégué de la politique turque relative aux certificats de contrôle a démarré, et cela postérieurement à l'établissement du Groupe spécial, ou après cette date.

9. Troisièmement, même dans le cadre du graphique révisé de la Turquie elle-même, au moins 96 pour cent des certificats de contrôle approuvés en 2004 et 83 pour cent des certificats de contrôle approuvés en 2005 concernaient l'entrée dans le cadre du contingent tarifaire, pour lequel des achats sur le marché intérieur sont prescrits. Comme il est bien plus coûteux d'importer du riz dans le cadre du régime de contingent tarifaire[3], une majorité aussi écrasante d'importateurs ne "choisirait" d'importer du riz dans le cadre du contingent tarifaire que si l'importation aux taux hors contingent faisait l'objet de graves restrictions ou d'une interdiction.

10. Quatrièmement, l'Annexe 20 ne semble pas prendre en compte les importations de riz en provenance de l'Union européenne. Selon les données relatives aux importations de la Turquie, celle-ci a importé environ 25 000 et 32 000 tonnes de riz blanchi en provenance d'Italie en 2004 et 2005, respectivement.[4] Cependant, selon l'Annexe 20, la Turquie n'a accordé de certificats de contrôle que pour environ 7 000 tonnes de riz hors contingent en 2004 et environ 24 000 tonnes de riz hors contingent en 2005. La période de validité des certificats de contrôle ne dépasse pas 12 mois – les communiqués réservent le droit du MARA de raccourcir les périodes de validité des certificats – si bien que les certificats obtenus les années précédentes ne pourraient être à l'origine d'une grande partie de cet écart apparent. Cela pose la question de savoir où l'on peut trouver dans le graphique de la Turquie les importations de riz en provenance de l'UE, puisque la Turquie a affirmé que pour toutes les importations de riz il fallait obtenir des certificats de contrôle.

11. Cinquièmement, comme il est noté précédemment, l'Annexe 20 n'établit pas quand les certificats auraient été accordés, ce qui pose des problèmes particuliers pour l'interprétation des données de 2003 du fait que les États-Unis ne sont au courant d'aucune restriction visant les importations avant septembre 2003. Le MARA n'a pas mis en œuvre l'interdiction à l'importation avant le 10 septembre 2003, c'est-à-dire lorsque le Ministre turc de l'agriculture a donné l'autorisation ministérielle d'arrêter la délivrance de certificats de contrôle. Il ne fait aucun doute qu'il n'y a pas eu d'importations dans le cadre du contingent tarifaire les quatre premiers mois de 2003, même si la première ouverture du contingent tarifaire a démarré techniquement le 1er septembre 2003, car la Turquie n'a pas annoncé les taux de droits contingentaires et la prescription relative aux achats sur le marché intérieur avant la fin avril 2004. Mais ces chiffres soulèvent la question évidente de savoir quand ces certificats de contrôle visant les importations hors contingent auraient été accordés.

12. Enfin, tous les importateurs turcs auxquels les États-Unis ont parlé ont donné les mêmes renseignements: la Turquie n'accorde pas de certificat de contrôle sans l'achat de riz paddy national. Les importateurs qui ont sollicité des certificats de contrôle hors contingent tarifaire ont vu leur demande rejetée ou il n'y a pas été donné suite. La Turquie s'est défendue contre des poursuites similaires engagées par Torunlar et Mehmetoglu devant le tribunal turc et a fait valoir devant le tribunal qu'elle était contrainte par les lettres d'acceptation à ne pas accorder de certificats de contrôle.

[3] *Voir* les paragraphes 32 à 37 de la déclaration orale des États-Unis et la pièce US-52.
[4] *Voir* la pièce US-53.

Dans ces conditions, les chiffres à l'Annexe 20 ne réfutent pas les éléments de preuve des États-Unis selon lesquels le MARA n'accorde pas de certificats de contrôle hors contingent, à moins que la Turquie ne soit disposée à mettre à disposition pour examen des copies des certificats de contrôle.

Question n° 5

(Aux deux parties) Les parties peuvent-elles fournir des renseignements mensuels concernant la production nationale en Turquie de riz paddy, riz blanc, riz blanchi, séparément, pour la période allant de juillet 2003 à la fin 2006 (y compris des estimations, s'il y a lieu)?

13. Dans la pièce US-45, les États-Unis ont fourni ces données pour septembre 2003/août 2004, septembre 2004/août 2005, septembre 2005/août 2006, ainsi qu'une prévision pour l'exercice courant qui a démarré en septembre 2006. Le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) n'est pas en mesure de fournir ces données sur une base annuelle. Les estimations de l'USDA relatives à la production annuelle sont faites sur la base d'une campagne de commercialisation turque. Les estimations relatives à la production de paddy sont converties en estimations de production de riz blanchi sur la base d'un taux d'usinage annuel.

Question n° 6

(Aux deux parties) Les parties peuvent-elles fournir des renseignements mensuels concernant la consommation nationale turque de riz paddy, riz brun et riz blanchi, séparément, pour la période allant de juillet 2003 à la fin 2006 (y compris des estimations, s'il y a lieu)?

14. Dans la pièce US-45, les États-Unis ont fourni ces données pour septembre 2003/août 2004, septembre 2004/août 2005, septembre 2005/août 2006, ainsi qu'une prévision pour l'exercice courant, qui a démarré en septembre 2006. L'USDA n'a pu obtenir ces données sur une base mensuelle. Les estimations de l'USDA relatives à la consommation annuelle sont faites sur la base d'une campagne de commercialisation turque. Toutes les estimations relatives à la consommation sont faites sur la base d'un équivalent-riz blanchi puisque tout le riz consommé en Turquie est du riz blanchi.

Question n° 7

(Aux deux parties) Les parties peuvent-elles fournir les renseignements suivants concernant les prix nationaux moyens mensuels du riz paddy, riz brun et riz blanchi, séparément, pour la période allant de juillet 2003 à la fin 2006 (y compris des estimations, s'il y a lieu): i) prix moyens pour la production nationale sur le marché turc; ii) prix c.a.f. au débarquement; et iii) prix indiqués par l'Office turc des céréales? Veuillez indiquer la source de vos estimations et fournir des éléments de preuve, s'il y a lieu.

i) Prix moyens pour la production nationale sur le marché turc

15. Les États-Unis ont pu obtenir les prix du riz blanchi en Turquie, en gros et au détail, auprès de représentants turcs de la Fédération de riz des États-Unis, principale association des producteurs et exportateurs des États-Unis, mais n'ont pu obtenir ces prix pour le riz paddy et le riz brun. La pièce US-54 indique les prix en vigueur du riz importé (variété Calrose des États-Unis et riz égyptien), ainsi que du riz turc (Baldo et Osmancik), en mars, juillet et novembre pour les quatre exercices demandés.

ii) Prix c.a.f. au débarquement

16. Veuillez consulter la pièce US-55. Ces prix ont été obtenus auprès de la Société turque de statistique.

iii) Prix indiqués par l'Office turc des céréales

17. Veuillez voir la pièce US-56. Les données pour 2003/04 ont été obtenues auprès de l'Association des rizeries de Turquie. Les autres données ont été obtenues en consultant le site Web de l'Office turc des céréales (TMO). Les prix à l'achat de riz paddy présentés dans cette pièce correspondent au riz paddy avec un taux de rendement à l'usinage de 59 à 60 pour cent des grains entiers, ce qui est le taux d'usinage moyen pour le riz turc. Les États-Unis n'ont pas pu obtenir le prix de vente du riz paddy concernant l'osmancik pour les quatre années, si bien que ce prix n'a pas été inclus dans le graphique. Les États-Unis n'ont pu obtenir de données mensuelles sur les prix, si bien que seules les données annuelles sur les prix sont présentées, encore que les États-Unis croient savoir que les prix indiqués par le TMO ne changent pas sur une base mensuelle.

Question n° 11

(États-Unis) Les États-Unis peuvent-ils communiquer la source de données qu'ils ont utilisée pour déterminer le coût moyen relatif à l'importation d'une tonne de riz comme il est énoncé au paragraphe 52 de leur communication?

18. Le prix de 295 dollars par tonne métrique mentionné au paragraphe 52 était un prix au comptant pour le riz paddy de la variété Calrose des États-Unis fin 2005 sur le marché des États-Unis.[5] Après plus ample réflexion, les États-Unis ont décidé qu'il serait plus juste d'utiliser les prix moyens des produits d'exportation des États-Unis et du riz national turc en 2005, comme il est expliqué dans la déclaration orale des États-Unis et présenté dans la pièce US-52.

Question n° 13

(Aux deux parties) Au paragraphe 4 de leur déclaration finale à la première réunion de fond avec le Groupe spécial, les États-Unis se sont référés à "un accord bilatéral entre l'Union européenne et la Turquie [dans le cadre duquel] l'Union européenne a un contingent annuel de 28 000 tonnes de riz blanchi".

a) Veuillez communiquer les dispositions de cet accord qui présentent un intérêt pour l'importation de riz en Turquie.

19. Veuillez consulter la pièce US-58 ("Decision Regarding Tariff Quota Imposition on Import of Certain Agricultural Products of European Community Origin" ("Décision concernant l'institution d'un contingent tarifaire à l'importation de certains produits agricoles provenant de la Communauté européenne"), Journal officiel n° 23225, 9 janvier 1998). Comme il est prévu dans l'Arrangement avec la CE concernant les contingents tarifaires, la Turquie autorise l'importation annuelle en Turquie de 28 000 tonnes métriques de riz blanchi en provenance des Communautés européennes. L'article 3 prévoit que le Sous-Secrétariat turc au commerce extérieur délivrera un permis d'importation que l'importateur devra présenter à l'Administration des douanes turque pour que l'expédition puisse être admise en Turquie, mais on ne voit pas clairement si c'est là une référence aux certificats de contrôle ou à un autre document.

b) Veuillez expliquer si les importations de riz en provenance des Communautés européennes sont traitées différemment des autres importations.

20. Les États-Unis croient comprendre que les importations de riz communautaire dans le cadre du contingent ne sont pas assujetties aux restrictions et prescriptions visant les importations de riz et que leur entrée sur le marché est autorisée à tout moment de l'année. Les États-Unis ont parlé cette

[5] Pièce US-57.

semaine avec un représentant de la Rice Millers Federation (fédération italienne), qui a confirmé que le riz provenant des CE et entrant dans le cadre du contingent communautaire ne faisait l'objet d'aucune restriction mais que les importateurs étaient tenus d'acheter du riz paddy national pour toutes importations de riz communautaire dépassant le plafond annuel de 28 000 tonnes métriques. Il ressort clairement des données concernant les importations turques que les importations communautaires dans le cadre du contingent sont traitées différemment puisque les importations de riz communautaires se font pendant les périodes où d'autres importations ont cessé. Par exemple, pendant les trois périodes postérieures au 10 septembre 2003 et au cours desquelles le contingent tarifaire était fermé (et donc seules les importations hors contingent étaient possibles) – à savoir du 10 septembre 2003 au 27 avril 2004, septembre-octobre 2004 et septembre-octobre 2005 – le riz d'origine communautaire a pu entrer en Turquie tandis que les importations en provenance d'autres grands exportateurs de riz, tels que l'Égypte et les États-Unis, ont soudain cessé complètement ou**,** au mieux**,** ont chuté à des niveaux *de minimis*.[6,7]

c) Plus précisément, veuillez expliquer si les importateurs de riz en provenance des CE sont tenus d'obtenir des certificats de contrôle pour importer du riz en Turquie.

21. Les modalités de l'Arrangement avec la CE concernant les contingents tarifaires sont telles que les États-Unis ne voient pas clairement si les importateurs de riz communautaire sont tenus d'obtenir des certificats de contrôle pour importer du riz en Turquie.

Question n° 14

(Aux deux parties) Les parties peuvent-elles décrire, par ordre chronologique, les mesures qui sont nécessaires pour importer du riz en Turquie, du point de vue des différents documents qui doivent être obtenus et autres formalités qui doivent être faites, et identifier les autorités qui interviennent à chaque étape? Veuillez faire référence aux instruments juridiques pertinents et donner des éléments de preuve s'il y a lieu.

22. ***Importations de riz en général:*** Un importateur doit faire de multiples démarches pour importer du riz.[8] Premièrement, l'importateur doit obtenir un certificat de contrôle auprès du MARA, précisément du bureau de la Direction provinciale de l'agriculture à Ankara. Pour obtenir ce certificat, conformément à l'article 2 du Communiqué de 2006, l'importateur doit présenter le formulaire de demande de certificat, la facture pro forma ou la facture et d'"autres documents qui peuvent être demandés par le Ministère selon le produit".[9] En outre, le site Web du FTU prévoit que "s'il est constaté que le produit importé satisfait aux critères requis", le MARA accordera le certificat.[10]

23. On ne sait pas clairement à quels documents spécifiques se réfèrent les expressions "autres documents qui peuvent être demandés, selon le produit" et "aux critères requis". L'article 3 du Communiqué de 2006 semble se référer à la possibilité que le MARA doive déterminer la

[6] Les données relatives aux importations de la Turquie font apparaître ce qui semble être une grande expédition de riz en provenance de la Chine en décembre 2003, qui semble être le seul exemple où d'importantes quantités de riz autre que le riz communautaire sont entrées en Turquie alors que le contingent tarifaire était fermé.

[7] En outre, les données relatives aux importations de la Turquie révèlent qu'en septembre 2006, c'est-à-dire juste après que le contingent tarifaire a "expiré" et moment qui marque le début de la récolte de riz turc, les importations de riz sont retombées à zéro.

[8] Cette esquisse, étape par étape, du processus d'importation a été transmise aux États-Unis par les importateurs turcs.

[9] Pièce Annex TR-1.

[10] Évaluation générale du régime régissant les règlements techniques et la normalisation dans le commerce extérieur (27 mai 2005) (www.dtm.gov.tr) (pièce US-43).

compatibilité d'un produit avec la santé et la sécurité des personnes ou la santé des animaux ou la préservation des végétaux. Néanmoins, l'article 2 du Communiqué ne se réfère pas spécifiquement à l'article 3; au contraire, il est bien plus large.[11] De ce fait, l'article 2 offre à la Turquie suffisamment de flexibilité pour permettre au MARA de refuser de délivrer le certificat si un importateur ne joint pas à sa demande de certificat de contrôle des documents du MARA prouvant que l'importateur a acheté du riz paddy national.

24. Deuxièmement, pour autant qu'il a effectivement obtenu un certificat de contrôle du MARA, l'importateur présente le certificat au bureau des douanes du port où doit avoir lieu l'importation et remplit le formulaire douanier demandé en utilisant les renseignements contenus dans le certificat de contrôle.

25. Troisièmement, l'importateur s'adresse alors une deuxième fois au MARA – précisément à la Direction provinciale de l'agriculture de la région où est situé le port – et présente le formulaire douanier ainsi qu'un certificat phytosanitaire. Si la Direction provinciale de l'agriculture approuve l'importation (par le biais d'une analyse d'échantillons du produit), la Direction écrit une lettre accordant l'autorisation d'importer.

26. Quatrièmement, pour autant que le MARA approuve l'importation, l'importateur s'adresse une deuxième fois à l'Administration des douanes turque avec les documents suivants: la lettre d'approbation de la Direction provinciale de l'agriculture, la facture, le reçu de paiement de la marchandise, un formulaire de déclaration de la valeur émanant de l'exportateur, le certificat de contrôle, le certificat phytosanitaire et, si le paiement de la marchandise n'a pas été fait intégralement, des documents de l'importateur indiquant que les paiements échelonnés sont acceptables. Tous ces documents doivent être des originaux. L'Administration des douanes donne alors à l'importateur une facture correspondant au montant total des droits dus. L'importateur peut payer le droit à ce moment-là ou par virement télégraphique.

27. Muni du reçu du versement des droits et du formulaire douanier, l'importateur peut se rendre au port et obtenir la mise en circulation du produit.

28. Les importateurs ont informé les États-Unis que l'Administration des douanes turque ne permettait pas à l'importateur d'entamer le processus s'il ne présentait pas de certificat de contrôle. Si un importateur décide de faire des arrangements contractuels pour l'expédition avant d'obtenir un certificat de contrôle, comme l'a fait Torunlar, l'importateur prend un risque. Si le MARA ne délivre pas de certificat, l'expédition ne pourra être dédouanée et sera mise en entrepôt sous douane.

29. ***Importations de riz dans le cadre du régime de contingent tarifaire:*** Dans le cadre du régime de contingent tarifaire, le processus d'importation est encore plus long. Premièrement, l'importateur doit acheter du riz paddy national.[12] Cette prescription a été modifiée légèrement au fil

[11] Et comme il est indiqué ci-dessous, les importateurs turcs allèguent que le MARA ne demande pas le certificat phytosanitaire au stade où il décide d'accorder ou non le certificat de contrôle. Au contraire, le MARA n'exige la présentation d'un certificat phytosanitaire que lorsque la Direction provinciale de l'agriculture qui a juridiction sur le port où doit se faire l'importation le demande. Mais cette étape n'a lieu qu'une fois que le MARA a accordé le certificat de contrôle.

[12] Les documents publiés dans le Journal officiel permettent aux importateurs d'acheter du riz national de toute variété, mais la lettre d'acceptation n° 1 795 confirme que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur ne peut être satisfaite que moyennant l'achat de riz paddy national. La Turquie ne semblait pas contester ce fait lors de la première réunion de fond. À cet égard, les États-Unis présentent une traduction révisée de la lettre n° 1 795 qui remplace le document actuel désigné "pièce US-14". Le texte cité par les États-Unis dans leur première communication écrite a été repris de cette traduction révisée, qui a été faite par un traducteur du Département d'État des États-Unis, Division des services de traduction. Les États-Unis ont par inadvertance joint une traduction différente de ce document à leur première communication écrite, ce qui est la

du temps mais, de façon générale, l'importateur doit acheter du riz paddy national dans des quantités spécifiées et obtenir un reçu de l'Office turc des céréales apportant la preuve que l'achat a été effectué. La prescription relative aux achats sur le marché intérieur a été modifiée au fil du temps à plusieurs égards. Dans le cadre de la première ouverture du contingent tarifaire (27 avril 2004 au 31 août 2004), les importateurs ne pouvaient acheter du riz paddy national qu'au TMO, et la quantité de riz paddy national qu'il fallait acheter n'était pas spécifiée, au moins pas dans le règlement.[13] Dans la deuxième (1er novembre 2004 au 31 juillet 2005) comme dans la troisième (1er novembre 2005 au 31 juillet 2006) ouverture du contingent tarifaire, les importateurs pouvaient acheter du paddy national soit au TMO soit à des producteurs et associations de producteurs turcs. Alors que les quantités précises de riz qui devaient être achetées étaient spécifiées, ces volumes variaient selon l'identité de la province turque où ce riz était acheté.[14]

30. Deuxièmement, l'importateur doit demander au TMO de fournir un reçu attestant que l'importateur a acheté du riz paddy national soit au TMO soit à des producteurs ou associations de producteurs turcs.[15]

31. Troisièmement, l'importateur doit adresser au Sous-Secrétariat turc au commerce extérieur (FTU) une demande de permis d'importation et joindre à cette demande le reçu du TMO.[16] Si le FTU approuve l'importation, il donne un permis d'importation, que l'importateur doit présenter au MARA lorsqu'il sollicite un certificat de contrôle.

32. Quatrièmement, l'importateur doit adresser au MARA une demande de certificat de contrôle.

33. Cinquièmement, pour autant que le FTU accorde un permis d'importation et que le MARA délivre un certificat de contrôle, l'importateur serait tenu de passer par toutes les étapes esquissées à la section précédente ("Importations de riz en général"), avec en plus la présentation à l'Administration des douanes turque du permis d'importation.[17]

Question n° 16

(Aux deux parties) Le régime d'importation appliqué au riz par la Turquie affecte-t-il les importations en provenance des États-Unis en particulier, ou s'applique-t-il de la même manière à l'ensemble des importations?

34. Le régime d'importation appliqué au riz par la Turquie semble affecter de la même manière toutes les importations de riz autres que le riz communautaire encore que l'Égypte et les États-Unis, en tant que premiers exportateurs de riz à destination de la Turquie, soient surtout affectés par les restrictions de la Turquie à l'importation de riz.

---

raison pour laquelle le texte extrait par les États-Unis de la pièce US-14 ne correspondait pas au texte de cette pièce tel que présenté initialement. Les États-Unis regrettent cette erreur.

[13] Article 1 de la notification d'avril 2004 (pièce US-3).

[14] Article 1 du Règlement de septembre 2004 (pièce US-6) et articles 1 et 2 de la Notification de septembre 2005 (pièce US-11).

[15] Modèle de formulaire de demande afin de bénéficier du contingent tarifaire et recevoir une licence d'importation pour les importations de types de riz paddy et de riz nationaux, points 8 et 9 (pièce US-11).

[16] Voir l'article 2 de la Notification d'avril 2004 (pièce US-3), l'article 4 de la Décision d'août 2004 (pièce US-5), l'article 4 de la Décision de septembre 2005 (pièce US-10) et le formulaire de demande (contenu dans la pièce US-11).

[17] Voir l'article 3 du Décret d'avril 2004 (pièce US-2), l'article 4 de la Décision d'août 2004 (pièce US-5) et l'article 4 de la Décision de septembre 2005 (pièce US-10).

Question n° 17

(États-Unis) Veuillez identifier les principaux importateurs en Turquie de riz en provenance des États-Unis. Veuillez également donner des renseignements sur les volumes que ces importateurs importaient, en précisant s'ils importent (ou tentent d'importer) au taux NPF ou dans le cadre du contingent tarifaire, ainsi que les problèmes auxquels ils se sont heurtés au moment d'accéder au marché turc.

35. Les principaux importateurs de riz en provenance des États-Unis sont Torunlar, Akel et Goze, mais ils importent peut-être aussi du riz en provenance d'autres sources. Ces trois sociétés ont de grandes capacités d'usinage, si bien qu'elles préfèrent importer du riz paddy en provenance des États-Unis.[18] Deux autres importateurs turcs, Erdogan et Multigrain, importent également de petites quantités de riz en provenance des États-Unis, et ces deux sociétés ont des installations d'usinage. Les États-Unis n'ont pu obtenir de renseignements supplémentaires concernant les produits élaborés. Les importateurs ont reconnu qu'ils préféreraient importer du riz en provenance des États-Unis au taux NPF si la Turquie le permettait, ce qui est confirmé par les tentatives répétées de Torunlar, Mehmetoglu et autres importateurs d'obtenir des certificats de contrôle en dehors du contingent tarifaire. Toutefois, les États-Unis ne sont pas en mesure de fournir des renseignements supplémentaires concernant le reste de la question. Pour plus de renseignements à cet égard, veuillez consulter la réponse des États-Unis à la question n° 62.

Question n° 18

(Aux deux parties) Il semblerait qu'à certains égards le régime d'importation appliqué au riz par la Turquie ait évolué depuis l'engagement du présent différend devant l'OMC en novembre 2005. Si tel était le cas, les parties pourraient-elles préciser:

a) la nature de ces changements, y compris leurs dates et les instruments juridiques pertinents;

b) les raisons spécifiques de ces changements;

c) les effets potentiels de ces changements?

36. Pour ce qui est du régime de contingent tarifaire, l'ouverture la plus récente d'un contingent tarifaire couvrait la période allant du 1er novembre 2005 au 31 juillet 2006. (Les États-Unis ont demandé des consultations le 2 novembre 2005.) Les instruments juridiques concernés pour la troisième ouverture d'un contingent tarifaire sont les suivants:

- Décision du Conseil des ministres: Décret n° 2005/9315 relatif à l'application d'un tarif déterminé en fonction de l'importation de certains types de riz paddy et autres (Journal officiel n° 25 935, 13 septembre 2005)[19]; et

- Notification concernant l'application d'un tarif déterminé en fonction de l'importation de certains types de riz paddy et autres, émanant du Sous-Secrétariat au commerce extérieur (Journal officiel n° 25 943, 21 septembre 2005).[20]

[18] Les États-Unis étaient antérieurement un grand exportateur de riz blanchi à destination de la Turquie. Nous croyons savoir que les exportateurs de riz des États-Unis sont passés de l'exportation de riz blanchi à l'exportation de riz paddy lorsque la Turquie a ramené le taux tarifaire appliqué au riz paddy à un niveau bien inférieur au taux tarifaire applicable au riz blanchi.

[19] Pièce US-10.

[20] Pièce US-11.

En outre, la Décision du Conseil des ministres: Décret n° 2004/7333 relatif à l'administration d'un contingent et d'un tarif déterminés en fonction de l'importation (Journal officiel n° 25 473, 26 mai 2004) a donné au FTU la compétence juridique de faire cette ouverture et de précédentes ouvertures du contingent tarifaire et reste en vigueur.[21]

37. La Turquie allègue que le contingent tarifaire a "expiré" le 31 juillet 2006 et ne sera pas rouvert. Néanmoins, le contingent tarifaire a déjà "expiré" et a été rouvert à deux occasions, malgré les déclarations de la Turquie à l'effet contraire.[22] L'émergence de la présente procédure du Groupe spécial peut également aider à expliquer la raison pour laquelle la Turquie n'a pas encore rouvert le contingent tarifaire assorti d'un achat sur le marché intérieur depuis le 31 juillet 2006.[23] En outre, les États-Unis ont été informés par la profession que le MARA informait oralement les importateurs que les droits NPF seraient désormais calculés sur la base de prix de référence fixés par les pouvoirs publics pour le riz paddy, le riz brun et le riz blanchi, respectivement, plutôt que sur la valeur douanière réelle de la marchandise.

38. En ce qui concerne les importations en dehors du contingent tarifaire, le Communiqué de 2006, qui remplace le Communiqué de 2005, a été publié le 31 décembre 2005. Selon la profession, le communiqué est publié à nouveau chaque année dans le Journal officiel et les dispositions des versions 2005 et 2006 du Communiqué sont essentiellement les mêmes.

39. La nouvelle publication du communiqué n'a pas affecté la décision du MARA de ne pas accorder de certificats de contrôle en dehors du contingent tarifaire. Dans la lettre d'acceptation n° 1 304, datée du 29 juillet 2005, le Ministre turc de l'agriculture a accepté une recommandation tendant à retarder le début de la délivrance de certificats de contrôle "jusqu'à ce qu'une nouvelle politique soit en place".[24] La Turquie a commencé à formuler sa "nouvelle politique" en mars 2006. Dans sa lettre du 24 mars 2006 adressée à l'USTR alors en place, M. Rob Portman, suite à l'établissement du présent groupe spécial le 17 mars 2006, le Ministre d'État turc, M. Kursad Tuzmen, a déclaré que "le certificat de contrôle sera[it] délivré *à partir du* 1er avril 2006".[25] Le jour où le Ministre, M. Tuzmen, a adressé sa lettre à l'Ambassadeur M. Portman, le MARA a publié la lettre d'acceptation n° 390, dans laquelle le Ministre, M. Bakan, acceptait une recommandation tendant à retarder jusqu'au 1er avril 2006 le début de la délivrance de certificats pour le riz paddy et le riz blanchi.[26] Ainsi, l'interdiction d'importer du riz en dehors du système de contingent tarifaire était toujours en vigueur le 17 mars 2006 – date à laquelle l'ORD a établi le présent groupe spécial.

40. Sur la base de la lettre du Ministre, M. Tuzmen, et de la lettre d'acceptation n° 390, il semblait qu'à partir du 1er avril 2006 le MARA commencerait à délivrer des certificats de contrôle sans exiger des importateurs qu'ils achètent du riz paddy national dans le cadre du contingent tarifaire. Néanmoins, le MARA a apparemment continué de refuser de délivrer des certificats aux importateurs qui en faisaient la demande.[27] Cela tient probablement aux objections des producteurs turcs qui décrient le projet de changement de politique.[28] (Ce sont ces objections qui ont peut-être poussé la Turquie à s'appuyer en apparence sur un système de prix de référence, mais les États-Unis ne sont pas en mesure de fournir la lettre d'acceptation établissant le régime de prix de référence, et les importateurs sont apparemment informés oralement par le MARA des nouveaux prix de référence.)

---

[21] Pièce US-4.

[22] *Voir*, par exemple, le document G/AG/R/41, paragraphe 23 (17 février 2005).

[23] *Voir* les pièces US-21, US-24 et US-35 à 37.

[24] Les États-Unis n'ont pu obtenir de copie de ce document, mais sa teneur est examinée dans la lettre d'acceptation n° 390 (pièce US-36).

[25] Pièce US-35. (pas d'italique dans l'original)

[26] Pièce US-36.

[27] *Voir* les pièces US-22, US-39, US-40, US-41, US-42 et US-44.

[28] *Voir* les pièces US-21 et US-24.

41. En outre, la lettre n° 390 établit que la "date de clôture" pour la délivrance des certificats de contrôle sera le 1er août 2006 et que l'interdiction de délivrer des certificats de contrôle pour importer du riz pendant la saison de la récolte "pourrait être maintenue". Cela est corroboré par les données relatives aux importations de la Turquie, qui montrent qu'en septembre 2006 les importations de riz en Turquie ont cessé.[29]

Question n° 21

(États-Unis) Aux paragraphes 100 et 101 de leur première communication, les États-Unis ont fait valoir que les règlements turcs limitaient la délivrance de licences d'importation dans le cadre des contingents tarifaires à certaines catégories de personnes, avec pour résultat que seuls les producteurs de riz nationaux, et principalement ceux qui possédaient des capacités d'usinage, étaient admissibles aux fins de l'importation de riz. Les États-Unis se sont référés à cela comme à des "critères d'admissibilité". Les États-Unis peuvent-ils préciser s'ils considèrent cet argument comme une allégation supplémentaire et distincte?

42. La prescription de la Turquie selon laquelle seules les entités qui achètent du riz paddy sur le marché intérieur peuvent importer du riz en Turquie est un "autre procédé" imposant une "restriction ... à l'importation" qui est incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994. Cette allégation d'incompatibilité est distincte des allégations des États-Unis concernant la prescription relative aux achats sur le marché intérieur elle-même, qui visent le traitement inégal des produits importés et des produits nationaux.

43. Précisément, la Turquie limite la catégorie de personnes ou d'entités qui peuvent importer du riz en Turquie; seuls les importateurs qui achètent du riz paddy national sont admis à importer dans le cadre du régime de contingent tarifaire. Premièrement, cette prescription est un "autre procédé" au titre de l'article XI:1. Comme il est noté au paragraphe 57 de la première communication écrite des États-Unis, l'expression "autre procédé" a été interprétée de manière très large dans les rapports de groupes spéciaux antérieurs et de l'Organe d'appel. Le Groupe spécial *Inde – Automobiles* l'a qualifiée de "grande catégorie résiduelle", ce qui montrait bien le vaste champ d'application de l'article XI:1. La limitation des importateurs admissibles à ceux qui achètent du riz paddy national a l'effet d'une restriction à l'importation et ne constitue pas un contingent, une licence d'importation ou d'exportation, un droit de douane, une taxe ou autre imposition.

44. Dans la pratique, cette limitation en ce qui concerne l'admissibilité réserve aux rizeries turques le droit d'importer. Le riz paddy n'est pas comestible. Il doit être blanchi avant de pouvoir être consommé. Les entreprises de conditionnement, les détaillants et les consommateurs n'ont pas de capacité d'usinage. Comme ils ne peuvent blanchir le riz, il serait inutile pour eux de l'acheter. Seuls ceux qui ont une capacité d'usinage achètent le riz paddy; ainsi, les rizeries sont les seules entités susceptibles d'avoir le droit d'importer du riz, étant donné le critère d'admissibilité concernant les achats sur le marché intérieur. Ce n'est pas un hasard si Torunlar, Akel et Goze, les trois plus grands importateurs turcs de riz en provenance des États-Unis, ont tous de grandes installations d'usinage, et les États-Unis n'ont entendu parler d'aucun importateur turc de riz en provenance des États-Unis n'ayant pas d'installations d'usinage. Ainsi, la limitation de ceux qui peuvent importer du riz en Turquie aux importateurs qui achètent du riz paddy a l'effet d'une restriction à l'importation et, en conséquence, contrevient à l'article XI:1 du GATT de 1994.

[29] *Voir* le graphique dans la pièce US-53.

Question n° 22

(États-Unis) Pour chacun des procédés que les États-Unis ont contestés dans la procédure en cours, veuillez identifier les délais applicables que le Groupe spécial doit examiner dans son analyse.

45. En ce qui concerne les procédés que les États-Unis ont contestés au cours de la présente procédure, le moment essentiel est l'état des procédés tels qu'ils existaient le 17 mars 2006, lorsque l'ORD a établi le présent groupe spécial et le mandat du groupe. Le Groupe spécial devrait examiner des éléments de preuve portant sur n'importe quelle période qui faciliteraient son analyse des procédés tels qu'ils existaient à cette date.

46. En ce qui concerne le fait que la Turquie n'accorde pas de licences d'importation, ni de certificats de contrôle, aux taux de droits hors contingent, les États-Unis ont présenté des éléments de preuve de l'existence de lettres d'acceptation couvrant la période allant du 10 septembre 2003 au 1er août 2006. En ce qui concerne la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, les États-Unis ont présenté des éléments de preuve attestant que le régime de contingent tarifaire, qui inclut une prescription relative aux achats sur le marché intérieur, a été institué pour la première fois le 20 avril 2004. Le régime de contingent tarifaire est toujours en place, puisque le Décret de 1995 et le Décret de mai 2004 restent en vigueur[30], et jusqu'ici a été ouvert à trois occasions distinctes, l'ouverture la plus récente couvrant la période allant du 1er novembre 2005 au 31 juillet 2006. Les États-Unis ont également présenté des éléments de preuve sous forme de documents judiciaires, de lettres de rejet de certificat de contrôle, et de coupures de presse datant de cette période, tous éléments que le Groupe spécial devrait examiner dans son analyse de la compatibilité avec les règles de l'OMC des procédés tels qu'ils existaient le 17 mars 2006.

Question n° 25

(Aux deux parties) Les "lettres d'acceptation" peuvent-elles constituer un fondement juridique valable qui prévaut sur les dispositions contenues dans les décrets et communiqués publiés par le Sous-Secrétariat turc au commerce extérieur (FTU)?

47. Les lettres d'acceptation ne prévalent pas nécessairement sur les termes des communiqués du FTU. On ne voit pas clairement si les importations sont censées être automatiques même dans les termes des communiqués. Conformément au Communiqué de 2006, un importateur souhaitant obtenir un certificat de contrôle du MARA doit présenter le formulaire de demande de certificat, la facture pro forma ou la facture, et "autres documents qui peuvent être demandés par le Ministère, selon le produit".[31] Le Communiqué de 2005 utilise le même libellé, comme il est noté au paragraphe 20 de la première communication écrite des États-Unis.[32] En outre, le site Web du FTU prévoit que "s'il est constaté que le produit importé satisfait aux critères requis", le MARA accordera le certificat.[33]

48. Ce libellé est suffisamment large pour donner au MARA la flexibilité de "demander" d'autres documents en fonction du produit. Rien dans les communiqués du FTU ne limite le type de documents que peut demander le MARA. La lettre d'acceptation n° 1 795 montre clairement que le MARA n'accorde pas de certificats de contrôle aux importateurs qui n'achètent pas de riz paddy national. Dans le cadre du régime de contingent tarifaire, les importateurs doivent apporter au FTU

[30] *Voir* les paragraphes 39 et 42 de la première communication écrite des États-Unis et la pièce US-4.
[31] *Voir* l'article 2 du Communiqué de 2006 (pièce Annex TR-1).
[32] La traduction de cette expression par les États-Unis est "autres documents qui peuvent être exigés".
[33] Évaluation générale du régime de réglementation technique et de normalisation pour le commerce extérieur (27 mai 2005) (www.dtm.gov.tr) (pièce US-43).

des documents à l'appui de ces achats en présentant une preuve d'achat délivrée par l'Office turc des céréales lorsqu'ils adressent au FTU une demande de permis d'importation. Les reçus attestant l'achat de riz paddy national constituent certainement d'"autres documents qui peuvent être demandés par le Ministère, selon le produit".

49. En outre, le paragraphe 11 des Communiqués de 2005 et de 2006, qui sont identiques, prévoit que "les dispositions d'autres ordonnances applicables prévaudront sur toutes autres questions non traitées [en anglais, treaded] dans la présente notification". Le FTU ne joue aucun rôle dans la délivrance des certificats de contrôle, qui est administrée par le MARA, non plus que dans le mécanisme suivi pour satisfaire à la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, qui est placé sous la supervision de l'Office turc des céréales. Les lettres d'acceptation sont des approbations ministérielles qui sont directement applicables à ces questions et, en conséquence, prévalent sur les communiqués.

50. Même si les lettres d'acceptation étaient contraires aux communiqués, elles empêchaient *a priori* la délivrance de certificats de contrôle. En conséquence, les lettres constituent une prohibition ou une restriction des importations au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994, que la Turquie traite ou non les lettres comme juridiquement contraignantes et prévalant sur les communiqués. En outre, les États-Unis ont fourni de larges preuves que le MARA interprétait les lettres comme prévalant sur les communiqués. Comme il est indiqué dans la pièce US-31, le conseil du MARA a fait valoir devant le Tribunal national turc que les lettres empêchaient le MARA de délivrer des certificats de contrôle pour les périodes spécifiées et a mentionné les lettres comme la seule base sur laquelle le MARA ne pouvait accorder de certificat à Torunlar. Lorsqu'un autre importateur, Mehmetoglu, a demandé un certificat de contrôle en avril 2006, un fonctionnaire du MARA a répondu qu'"il n'[était] pas possible d'établir un certificat de contrôle selon nos lois et règlements".[34] Ce libellé ne peut être interprété autrement que comme une déclaration générale se référant à la délivrance de certificats de contrôle dans leur ensemble, non au refus d'un certificat de contrôle dans cet exemple particulier.

51. Les lettres d'acceptation n° 1 304 et 390 confirment que tel est le cas. La lettre n° 390, qui a pour objet l'"importation de riz et de riz paddy", note que, conformément à la lettre n° 1 304, "il a été décidé de ne délivrer aucun certificat de contrôle en attendant la mise en place d'une nouvelle politique". La lettre indiquait qu'il était nécessaire de "mettre au point dès que possible la nouvelle politique sur l'importation de riz/riz paddy" et ce document, daté du 24 mars 2006, énonçait apparemment cette nouvelle politique. L'ORD a établi le groupe spécial chargé du présent différend le 17 mars 2006, soit une semaine avant la date où le Ministre, M. Eker, a signé la lettre.

Question n° 26

(États-Unis) Au paragraphe 80 de leur première communication, les États-Unis déclarent que les dénommées "lettres d'acceptation" "s'appliquent à tous les importateurs qui souhaitent obtenir un certificat de contrôle du MARA pour importer du riz" et que ce sont des "décisions ministérielles prises par le Ministre de l'agriculture turc qui ont force obligatoire en droit turc".

a) Les États-Unis peuvent-ils développer leur affirmation selon laquelle les dénommées "lettres d'acceptation" "s'appliquent à tous les importateurs qui souhaitent obtenir un certificat de contrôle du MARA pour importer du riz"?

52. Au moment de leur première communication, les États-Unis croyaient comprendre que le MARA ne demandait aux importateurs d'obtenir un certificat de contrôle que pour les importations de

[34] Pièce US-22.

riz en dehors du régime de contingent tarifaire. Ainsi, cette déclaration a été faite dans le contexte de l'examen de l'interdiction à l'importation en ce qui concerne le commerce NPF. Les États-Unis ont présenté d'importants éléments de preuve, y compris les lettres d'acceptation, des lettres de rejet, des documents judiciaires et des articles de presse établissant qu'une telle interdiction existe et qu'il y a eu de la part du Ministre turc de l'agriculture une décision consciente d'appliquer cette interdiction. La Turquie n'a fourni aucun élément de preuve documentaire pour réfuter ces documents.

53. Dans sa première communication écrite, la Turquie a affirmé que les importateurs étaient également tenus d'obtenir des certificats de contrôle pour les importations dans les limites du contingent, et qu'elle délivrait ces documents sur simple demande. Comme il est mentionné dans sa déclaration orale lors de la première réunion de fond, les États-Unis apprécient les explications de la Turquie, mais notent que du fait de cette prescription le régime de contingent tarifaire est plus discrétionnaire que ne l'avaient compris auparavant les États-Unis, puisque les importateurs sont tenus d'obtenir deux licences d'importation et de comparaître devant quatre organismes publics turcs pour importer du riz.

54. Quoi qu'il en soit, la lettre d'acceptation n° 1 795 précise que le MARA ne délivre pas de certificats aux importateurs qui n'achètent pas de riz paddy national, ce qui est une obligation pour les produits importés dans le cadre du contingent tarifaire, si bien que les lettres interdisent uniquement la délivrance de certificats de contrôle en dehors du régime de contingent tarifaire. Et l'Annexe 20 de la Turquie confirme que la Turquie établit une distinction entre les certificats délivrés pour le commerce NPF et les certificats délivrés dans le cadre du régime de contingent tarifaire en précisant le nombre brut de certificats qui auraient été accordés et en établissant une distinction entre les certificats accordés pour le commerce dans les limites du contingent et les certificats accordés pour le commerce hors contingent. En conséquence, même si la Turquie délivre des certificats de contrôle dans le cadre du contingent tarifaire, cela est sans rapport avec la question de la délivrance de certificats de contrôle aux taux de droits hors contingent.

55. Les États-Unis attendent également des éclaircissements de la Turquie concernant la question de savoir si les importateurs de riz en provenance des CE doivent obtenir des certificats de contrôle, car ces importations sont assujetties à un régime de contingent distinct établi conformément à un accord bilatéral entre la Turquie et les Communautés européennes.

b) Les États-Unis peuvent-ils donner des éléments de preuve à l'appui de leur affirmation selon laquelle les dénommées "lettres d'acceptation" "ont force obligatoire en droit turc"?

56. Dans leur première communication écrite, leur déclaration orale, et leurs réponses à des questions antérieures, les États-Unis ont donné des éléments de preuve attestant que les lettres d'acceptation ont force obligatoire en droit turc. Les lettres constituent des approbations ministérielles du Ministre turc de l'agriculture, lequel signe chaque document pour indiquer son agrément, et indiquent clairement à première vue qu'aucun certificat de contrôle ne sera accordé pendant des périodes spécifiées.

57. L'interprétation de ces documents par le MARA s'est conformée au sens courant du libellé de ces documents. Comme il est mentionné auparavant, l'avocat du MARA, débattant devant le Tribunal national turc pour refuser un certificat de contrôle à un importateur requérant, a mentionné les lettres d'acceptation comme empêchant le MARA de délivrer des certificats de contrôle pendant les périodes spécifiées et constituant le fondement juridique exclusif en vertu duquel le MARA ne pouvait accorder de certificat à l'importateur. L'importateur en question, Torunlar, qui est l'un des principaux importateurs de riz en provenance des États-Unis, a, sans succès, demandé au MARA un certificat de contrôle à trois occasions différentes en 2003 et 2004 avant de finir par porter l'affaire devant le tribunal. L'interprétation des lettres d'acceptation par le MARA, telle qu'elle transparaît dans les

arguments qu'il a présentés devant un tribunal turc, ne se rapportait pas spécifiquement au cas considéré mais s'appliquait à tous les importateurs sollicitant un certificat de contrôle. Le MARA a confirmé cette interprétation en avril 2006 lorsque, répondant à la demande d'un autre importateur en vue d'obtenir un certificat de contrôle, il a déclaré qu'"il n'[était] pas possible d'établir un certificat de contrôle selon nos lois et règlements".[35] Comme il est indiqué dans la réponse à la question n° 25, les lettres d'acceptation n° 390 et 1 304 confirment que le refus de délivrer des certificats de contrôle est une prohibition généralisée visant toutes les importations de riz.

58. Les données de la Turquie relatives à ses propres importations confirment l'existence d'une interdiction d'importation couvrant le commerce NPF. Depuis le 10 septembre 2003, il y a eu trois périodes où le contingent tarifaire a été fermé: 1) du 10 septembre 2003 au 27 avril 2004; 2) septembre-octobre 2004; et 3) septembre-octobre 2005. Ainsi, pendant ces périodes, la seule façon d'importer du riz en Turquie aurait été d'appliquer les taux NPF. Quatre grandes tendances se dégagent clairement des données relatives aux importations:

- à une exception près, les importations de riz autres que le riz communautaire pendant ces périodes étaient à un niveau égal à zéro ou à des niveaux *de minimis*;

- les importations de riz étaient à des niveaux élevés et/ou augmentaient les mois précédant immédiatement ces périodes, s'effondraient pendant ces périodes et repartaient à de hauts niveaux dès que ces périodes étaient terminées;

- le contingent tarifaire est fermé chaque année sur la période septembre-octobre. Ce n'est pas un hasard si ce sont là les deux premiers mois de la récolte de riz turc et, en conséquence, le moment où la Turquie voudrait le plus protéger ses producteurs nationaux en interdisant les importations; et

- pendant ces périodes, les importations de riz en provenance de l'Égypte, des États-Unis et d'autres pays semblaient être à des niveaux *de minimis* ou, plus fréquemment, à un niveau égal à zéro, tandis que les importations de riz en provenance des Communautés européennes se poursuivaient sans discontinuer. Les importations communautaires sont régies par un régime de contingent distinct et ne sont pas assujetties aux restrictions contestées par les États-Unis dans la présente procédure du Groupe spécial.

Les données relatives aux importations étayent ainsi également le fait que les lettres d'acceptation ont force obligatoire en droit turc. Dans la mesure où la Turquie allègue qu'elle ne tient pas compte des lettres d'acceptation, les États-Unis voudraient noter que, même si cela était exact (et les éléments de preuve indiquent que cela n'est pas exact), le fait de ne pas appliquer une mesure ne rend pas cette mesure compatible avec l'Accord sur l'OMC.[36] Les lettres d'acceptation constituent *a priori* des restrictions à l'importation et, à ce titre, sont incompatibles avec l'Accord sur l'OMC.

Question n° 38

(Aux deux parties) Au paragraphe 25 de sa première communication écrite, la Turquie affirme qu'"un certificat de contrôle approuvé pour l'importation de riz sera valable, contrairement aux allégations des États-Unis, pendant une période de 12 mois sur la base de l'article 9 c) du Communiqué n° 2006/05".

[35] Pièce US-22.

[36] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi antidumping de 1916,* WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, adopté le 26 septembre 2000.

b) Les États-Unis peuvent-ils faire des observations concernant cette affirmation?

59. Les États-Unis remercient la Turquie pour avoir précisé que "chapitres" au paragraphe 9 c) se référait aux chapitres du SH, et non à des chapitres à l'intérieur des annexes, et ainsi que les certificats de contrôle pour l'importation du riz pouvaient être valables pour une période allant jusqu'à 12 mois, non quatre mois. Néanmoins, la période de validité – que ce soit 12 mois ou 12 ans – est dépourvue de signification puisque le Ministre turc de l'agriculture a ordonné que l'on ne délivre pas de certificats aux importateurs qui n'achètent pas de riz paddy national. En outre, les règlements turcs n'empêchent pas le MARA de modifier les périodes de validité des certificats de contrôle. L'article 9 des Communiqués indique que les périodes de validité "ne seront pas prorogées". Toutefois, l'article 9 ne dit rien sur la question de savoir si le MARA peut *raccourcir* les périodes de validité.

Question n° 42

(États-Unis) Au paragraphe 62 de leur première communication, les États-Unis allèguent que "le Communiqué de 2005 montre clairement que le certificat est un document que le Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) exige pour autoriser à importer; il n'est pas fait mention de l'Administration des douanes turque dans le Communiqué". Les États-Unis pourraient-ils examiner la situation avant l'entrée en vigueur du "Communiqué de 2005" (Communiqué n° 25 687)?

60. Les États-Unis n'ont pu obtenir de copie du Communiqué de 2003, mais le Communiqué de 2004 semble être essentiellement le même que les communiqués suivants. Nous sommes en train de traduire ce document, qui accompagnera notre communication présentée à titre de réfutation.

Question n° 43

(États-Unis) Au paragraphe 55 de leur première communication, les États-Unis affirment que le Sous-Secrétariat turc au commerce extérieur (le FTU) "accordera une licence d'importation pour importer dans le cadre du contingent tarifaire … sans exiger que l'importateur obtienne un certificat de contrôle". En revanche, la Turquie indique au paragraphe 33 de sa première communication qu'"[o]utre les licences d'importation obtenues aux fins des attributions contingentaires, les importateurs devraient aussi, bien entendu, satisfaire à toutes les autres obligations et prescriptions douanières, en particulier présenter les certificats de contrôle prescrits et les faire approuver par le MARA".

a) Les États-Unis peuvent-ils démontrer que des certificats de contrôle n'étaient pas exigés pour importer du riz dans le cadre du contingent tarifaire?

b) Les États-Unis peuvent-ils fournir des éléments de preuve attestant que les importations effectuées dans le cadre du contingent tarifaire ne nécessitaient pas de certificats de contrôle?

61. Afin de répondre plus complètement aux questions du Groupe spécial, les États-Unis ont essayé d'obtenir des éléments de preuve supplémentaires concernant les échanges effectués dans le cadre du contingent. Toutefois, comme il est indiqué dans la réponse à la question n° 62, la majorité des importateurs turcs n'a pas voulu fournir de documents sur cette question depuis la réunion du Groupe spécial.

62. Les États-Unis n'ont pu identifier de dispositions dans aucun des documents relatifs au régime de contingent tarifaire imposant aux importateurs d'obtenir des certificats de contrôle pour pouvoir importer, mais la Turquie a maintenant précisé qu'un certificat de contrôle était requis dans le cadre du contingent tarifaire. Comme il est indiqué précédemment, cela soulève des craintes supplémentaires

concernant le caractère discrétionnaire du régime de contingent tarifaire car les importateurs doivent obtenir deux licences d'importation – un certificat de contrôle émanant du MARA et une licence d'importation émanant du FTU – et obtenir l'agrément de quatre différents organismes publics turcs – TMO, FTU, MARA et Administration des douanes – pour importer du riz en Turquie. En outre, comme il est mentionné précédemment, le fait que les importateurs peuvent être appelés à présenter un certificat de contrôle pour les importations dans le cadre du contingent tarifaire ne réfute pas l'élément de preuve des États-Unis selon lequel la Turquie n'accorde pas de certificats pour les importations aux taux de droits hors contingent.

Question n° 45

(Aux deux parties) Au paragraphe 72 de leur première communication, les États-Unis affirment que "la Turquie n'accorde pas de certificats de contrôle dans 100 pour cent des cas" et, de même, que "la Turquie n'accorde jamais de certificats de contrôle".

a) Les États-Unis peuvent-ils fournir des arguments à l'appui de leur affirmation et préciser la période exacte à laquelle ils se réfèrent?

63. Conformément aux agréments ministériels connus sous le nom de lettres d'acceptation, la Turquie n'accorde pas de certificats de contrôle pour importer du riz hors contingent. Les déclarations citées ont été faites dans le contexte des taux de droits hors contingent et dans la conviction que le MARA n'exigeait pas de certificats de contrôle pour les importations dans le cadre du contingent. La Turquie a indiqué qu'en fait elle exigeait des certificats de contrôle dans le cadre du régime du contingent tarifaire et de l'Arrangement avec la CE concernant les contingents. Toutefois, cela ne change rien au fait que le Ministre turc de l'agriculture a, à maintes reprises, demandé aux fonctionnaires du MARA de ne pas accorder de certificats de contrôle qui, comme il est expliqué par la lettre d'acceptation n° 1 795, visent des situations où les importateurs essaient d'importer sans acheter de riz paddy national, c'est-à-dire hors contingent.

64. La période à laquelle se réfèrent les États-Unis est celle allant du 10 septembre 2003 à la période actuelle. La première lettre d'acceptation dont les États-Unis aient connaissance a été publiée le 10 septembre 2003. Dans cette lettre, le Ministre de l'agriculture acceptait une recommandation du TMO visant à retarder le début de la période durant laquelle le MARA accorderait des certificats de contrôle. À la suite de cette lettre, il y a eu au moins cinq lettres d'acceptation supplémentaires reprenant des termes analogues, qui garantissaient qu'aucun certificat de contrôle ne serait délivré jusqu'au 1er avril 2006, soit deux semaines après l'établissement par l'ORD du Groupe spécial chargé du présent différend. Les expériences de Mehmetoglu et ETM confirment que la Turquie continue de refuser des certificats de contrôle depuis le 1er avril.

Question n° 46

(États-Unis) Au paragraphe 67 de leur première communication, les États-Unis notent qu'un Ministre d'État de la Turquie, dans une lettre au Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, datée du 24 mars 2006, a annoncé que "le certificat de contrôle sera[it] délivré à partir du 1er avril 2006". Les États-Unis pourraient-ils fournir des précisions sur l'allégation connexe selon laquelle, par cette expression, le Ministre de la Turquie aurait "reconnu que les certificats de contrôle n'étaient pas accordés" et aurait "confirmé que la Turquie n'avait pas délivré de certificats de contrôle jusqu'à ce moment-là".

65. Dans sa lettre du 24 mars 2006, le Ministre, M. Tuzmen, a déclaré que le certificat de contrôle "*ser[ait]* délivré *à partir du* 1er avril 2006". (pas d'italique dans l'original) La conséquence logique qu'implique la déclaration du Ministre, M. Tuzmen, est que les certificats de contrôle n'étaient pas délivrés à cette période, mais que la Turquie commencerait à délivrer [le certificat de contrôle "sera"

délivré] ces certificats à compter du ("à partir du") 1er avril 2006. Cela est confirmé par le contexte dans lequel cette lettre a été transmise aux États-Unis.

66. Tel qu'indiqué dans leur première communication écrite, les États-Unis, dans des discussions bilatérales ainsi que dans des réunions de comités de l'OMC, ont exprimé leur crainte que le MARA ne délivre pas de certificats de contrôle pendant quelques années. Le 2 novembre 2005, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations à l'OMC en ce qui concerne les restrictions appliquées par la Turquie à l'importation de riz, y compris la décision de la Turquie de ne pas délivrer de licences d'importation pour importer du riz hors contingent. Les consultations n'ont pas résolu le différend. De ce fait, le 17 février 2006 les États-Unis ont présenté leur première demande d'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner cette question, y compris le fait que la Turquie ne délivrait pas de licences en dehors du contingent tarifaire. L'ORD a établi le Groupe spécial le 17 mars 2006. Le 24 mars 2006 – une semaine après l'établissement par l'ORD du Groupe spécial chargé du présent différend –, le Ministre, M. Tuzmen, a présenté à l'Ambassadeur, M. Portman, la lettre mentionnée, indiquant qu'"à partir du 1er avril 2006" la Turquie délivrerait des certificats de contrôle.

67. De même, le 24 mars 2006, la lettre d'acceptation n° 390 a été publiée. Il était noté dans la lettre que le 29 juillet 2005 "il [avait] été décidé de ne délivrer aucun certificat de contrôle en attendant la mise en place d'une nouvelle politique". Il était noté en outre dans la lettre qu'il avait été nécessaire de demander le point de vue de l'Office turc des céréales pour mettre au point dès que possible une nouvelle politique. Cette lettre constituait apparemment cette nouvelle politique, à savoir que les certificats de contrôle n'étaient pas délivrés à partir de cette date. Le dernier paragraphe de la lettre prévoyait ce qui suit:

> Compte tenu des faits nouveaux survenus à l'OMC, je demande votre approbation pour convenir de nouvelles dates pour la délivrance de certificats de contrôle pour l'importation de riz/riz paddy. Le début de la période de délivrance de certificats sera le 1er avril 2006 …[37]

68. Le "début" allégué "de la période" de délivrance de certificats est en conformité avec la déclaration faite le même jour par le Ministre, M. Tuzmen, selon laquelle "le certificat de contrôle sera[it] délivré à partir du 1er avril 2006". En outre, l'utilisation de l'expression "début de la période" confirme encore que le MARA ne délivrait pas de certificat de contrôle à l'époque de la lettre du Ministre, M. Tuzmen. Enfin, il est noté dans une lettre du 28 avril 2006 adressée par Mehmetoglu au MARA demandant un certificat de contrôle qu'une "lettre ayant le numéro 14 060 et datée du 25 avril 2006" – peut-être une autre lettre d'acceptation – indiquait que la "période de préparation de certificats de contrôle pour les importations de riz a[vait] démarré".[38]

69. Les États-Unis ont présenté des éléments de preuve qu'en fait le MARA n'avait pas commencé à délivrer de certificats à partir du 1er avril 2006, comme il avait dit qu'il le ferait, peut-être en raison d'une très forte opposition de l'industrie nationale et des importateurs. Néanmoins, l'intention déclarée du MARA de "commencer" à délivrer des certificats de contrôle le 1er avril 2006 montre clairement que le MARA ne délivrait pas de certificats de contrôle pour des importations hors contingent avant cette date.

Question n° 47

(États-Unis) Au paragraphe 72 de leur première communication, se référant au fait que la Turquie n'accorderait pas de certificat de contrôle, les États-Unis mentionnent le cas d'un importateur qui a essayé d'obtenir un certificat de contrôle en 2003 et attendait toujours une

[37] Pièce US-36. (non souligné dans l'original)
[38] Pièce US-42. (non souligné dans l'original)

réponse du Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (MARA). Les États-Unis pourraient-ils signaler d'autres cas où le MARA a refusé ou n'a pas approuvé des demandes de certificats de contrôle présentées par des importateurs pour importer du riz en dehors du contingent?

70. Comme il est examiné plus en détail en réponse à la question n° 63, quatre importateurs turcs – Torunlar, Mehmetoglu, Goze et Akel – représentent environ 90 pour cent de la totalité du riz importé en Turquie. Les États-Unis et l'Égypte sont les deux plus grands exportateurs de riz vers la Turquie.

71. Torunlar est l'un des grands importateurs de Turquie de riz en provenance des États-Unis. L'affaire mentionnée au paragraphe 72 de la première communication écrite des États-Unis, et détaillée aux paragraphes 28 à 31 de cette communication, se rapporte à Torunlar. Comme il est mentionné dans la communication des États-Unis, par trois fois, entre août 2003 et janvier 2004, Torunlar a adressé au MARA une demande de certificat de contrôle pour importer du riz hors contingent, mais le MARA n'a pas voulu accorder le certificat. Torunlar a été contraint d'engager une action devant un tribunal turc pour essayer d'obtenir le certificat.

72. Les États-Unis croient savoir que Mehmetoglu est le plus grand importateur de riz égyptien en Turquie. Comme il est indiqué aux paragraphes 35 et 36 de la première communication écrite des États-Unis, Mehmetoglu a entendu parler de l'annonce du Ministre, M. Tuzmen, selon laquelle les certificats de contrôle seraient délivrés à partir du 1er avril 2006 et a décidé de présenter une demande le 10 avril 2006. N'ayant pas de nouvelles en retour de la Direction provinciale de l'agriculture, Mehmetoglu a envoyé plusieurs lettres au MARA, se plaignant qu'aucune suite n'était donnée à sa demande, notant que des fonctionnaires provinciaux avaient informé la société qu'ils avaient été instruits oralement de ne pas donner de certificats et demandant une explication quant à la raison pour laquelle sa demande ne serait pas accordée. Le 1er mai 2006, la Direction provinciale de l'agriculture a donné l'explication que Mehmetoglu avait demandée, à savoir qu'"il n'[était] pas possible d'établir un certificat de contrôle selon nos lois et règlements".

73. Suite à la première réunion du groupe spécial chargé de la présente affaire, les États-Unis ont appris que Mehmetoglu avait adressé au MARA une demande de certificat de contrôle pour importer du riz blanchi en dehors du contingent tarifaire à trois autres occasions en 2005 et 2006. Lorsque le MARA a refusé d'accepter ses demandes, Mehmetoglu a engagé trois poursuites distinctes devant les tribunaux turcs pour obtenir un certificat de contrôle. Deux de ces poursuites sont toujours en cours mais, dans un cas, le tribunal a rendu une décision en faveur de la position des pouvoirs publics selon laquelle ces derniers ne pouvaient délivrer de certificats de contrôle. L'avis du tribunal mentionne comme fondement de sa décision deux lettres d'acceptation: la lettre d'acceptation n° 1 795, datée du 30 décembre 2004 (pièce US-14), et la lettre d'acceptation n° 1 304 datée du 29 juillet 2005, qui disposaient que les certificats de contrôle ne seraient pas délivrés pendant les périodes où Mehmetoglu les demandait. Les États-Unis ont obtenu les documents judiciaires correspondants, mais ils n'ont pas terminé leur traduction. Nous communiquerons les documents traduits ainsi que des précisions sur leur teneur en même temps que la communication que présenteront les États-Unis à titre de réfutation.

74. Un représentant d'Akel, autre importateur turc qui importe du riz essentiellement en provenance des États-Unis, a informé les fonctionnaires des États-Unis qu'il demandait également des certificats de contrôle, mais ses demandes n'étaient pas acceptées. Un représentant de Goze, autre importateur de riz en provenance des États-Unis, a informé les fonctionnaires des États-Unis qu'il ne demandait pas de certificat de contrôle parce qu'il savait que le MARA n'accordait aucun certificat de contrôle sans achat sur le marché intérieur. Enfin, comme il est mentionné au paragraphe 37 de la première communication écrite des États-Unis, un autre importateur turc, ETM, a également essayé

d'obtenir un certificat de contrôle en avril 2006 après l'annonce par le Ministre, M. Tuzmen, qu'il commencerait à délivrer des certificats, avec le même résultat que Mehmetoglu et Akel.

Question n° 48

(États-Unis) Au paragraphe 2 de leur première communication, les États-Unis allèguent que les "importateurs qui ont sollicité une licence attendent souvent pendant des mois, voire des années, une réponse à leur demande et, s'ils en reçoivent effectivement une, la demande est rejetée pour des motifs négligeables (des erreurs d'orthographe, par exemple) ou sans la moindre explication". Veuillez fournir des renseignements supplémentaires concernant l'allégation factuelle selon laquelle les importateurs qui ont sollicité un certificat de contrôle attendent souvent des mois, voire des années, une réponse à leur demande, ainsi que d'autres cas où cela est arrivé.

75. Torunlar, l'un des grands importateurs en Turquie de riz en provenance des États-Unis, a sollicité un certificat de contrôle en août 2003. Plus de deux ans plus tard, le 12 décembre 2005, Torunlar a adressé à la Direction provinciale de l'agriculture une lettre dans laquelle il continuait à argumenter en faveur d'un certificat de contrôle. Entre-temps, Torunlar a essayé par trois fois de solliciter un certificat. Comme il est mentionné au paragraphe 28 de la première communication des États-Unis, le MARA a rejeté la première demande du fait que certains documents auraient manqué. Le MARA a rejeté la deuxième demande par suite d'erreurs d'orthographe alléguées. Le MARA a rejeté la troisième demande en septembre 2004 – plus de huit mois après que Torunlar avait pour la première fois sollicité un certificat – sans donner d'explication concernant le refus.

76. Mehmetoglu, l'un des principaux importateurs de riz égyptien, a sollicité au moins trois fois en 2005 et 2006 un certificat de contrôle pour importer en dehors du contingent tarifaire, et aucune de ces demandes n'a été acceptée. Le MARA a rejeté une des demandes de Mehmetoglu le 1er mai 2006, mais seulement après que Mehmetoglu avait envoyé trois lettres au MARA exigeant une explication concernant le retard dans la délivrance du certificat de contrôle. Comme il est noté dans la réponse des États-Unis à la question n° 47, les États-Unis ont obtenu des documents supplémentaires en ce qui concerne d'autres demandes de certificats de contrôle formulées par Mehmetoglu, et les poursuites qui ont suivi, et donneront ces renseignements et des arguments supplémentaires dans la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis.

77. Les États-Unis ont connaissance d'autres cas où le MARA n'a pas donné suite aux demandes de certificats de contrôle formulées par l'importateur, dont certaines sont examinées dans la réponse à la question n° 47. Toutefois, comme il est expliqué en réponse à la question n° 62, la plupart des importateurs que les États-Unis ont contactés ont refusé de fournir des documents supplémentaires depuis la première réunion du Groupe spécial. Ainsi, les États-Unis ne sont pas en mesure de fournir des éléments de preuve documentaires supplémentaires en ce qui concerne l'expérience d'autres importateurs concernant le processus de demande de certificat de contrôle. Néanmoins, la règle générale semble être que si un importateur sollicite un certificat de contrôle, le MARA soit ne répond pas du tout à la demande, soit ne répond pas en temps voulu, et s'il répond, la demande est rejetée.

Question n° 49

(Aux deux parties) Lors de la première réunion de fond, la Turquie a affirmé qu'une fois qu'un importateur obtenait un certificat de contrôle, l'importation effective dépendait de facteurs liés aux marchés, tels que les taux de change relatifs, la demande, les prix, etc.

a) Les États-Unis peuvent-ils formuler des observations sur cette question?

78. Le Ministre turc de l'agriculture stipule qu'aucun certificat de contrôle ne doit être accordé aux taux de droits hors contingent. Toutefois, à supposer que des certificats de contrôle aient été accordés, l'affirmation de la Turquie aurait été juste. Des facteurs liés aux marchés auraient participé au processus de décision des importateurs si le commerce n'avait pas été restreint. Par exemple:

- les États-Unis ont eu une récolte record de riz à grains moyens pendant la campagne de commercialisation août 2004/septembre 2005. Cette offre abondante et la baisse des prix aux États-Unis ont coïncidé avec une sécheresse durable en Australie entraînant pour les États-Unis des exportations presque records de riz à grains moyens sur cette période. Le rapport de 22 pour cent entre les stocks et la consommation des États-Unis en ce qui concerne le riz à grains moyens pendant cette campagne de commercialisation indique que les États-Unis auraient pu exporter des volumes encore plus grands qu'ils ne l'ont fait si l'importation n'avait pas été limitée *de facto* à un petit groupe d'importateurs et si les entités de la Turquie avaient pu prendre des décisions d'achat sur la base de facteurs liés au marché. La Turquie n'a pas réagi à la baisse des prix car les importateurs n'ont pu obtenir les certificats de contrôle nécessaires;

- l'Australie a été un fournisseur régulier de la Turquie avant l'application de l'interdiction d'importer à la mi-septembre 2003. En 2005/06, les exportations australiennes se sont redressées après la sécheresse de la précédente campagne de commercialisation. Toutefois, la Turquie n'est pas redevenue cliente;

- l'Égypte a également eu des quantités exportables sensiblement plus importantes pendant la période sur laquelle porte l'examen du Groupe spécial, en raison de l'élargissement de la superficie cultivée associé aux rendements au champ les plus élevés de tout pays producteur de riz du monde. Néanmoins, la Turquie a là encore connu des mois où les importations en provenance de l'un de ses plus importants fournisseurs étaient nulles.

79. Le fait que l'Annexe 20 de la Turquie montre un large écart en 2003 et 2006 entre les certificats de contrôle accordés et les importations effectives ne reflète pas un manque de compétitivité mais plutôt l'existence des restrictions à l'importation mises en avant par les États-Unis lors de la présente procédure du Groupe spécial. Dans la pièce US-59, les États-Unis ont présenté sous forme graphique les données de l'Annexe 20. En 2003, le rythme des importations de la Turquie suivait le volume des certificats de contrôle en attente – au moins de janvier à début septembre 2003 – avant que les importations ne soient arrêtées. L'explication la plus probable de la raison pour laquelle les importations réalisées étaient moindres que les volumes agréés par les certificats de contrôle en 2003 était la décision prise par la Turquie, conformément à la lettre d'acceptation n° 964, d'interdire la délivrance de certificats de contrôle à partir du 10 septembre 2003. Ainsi, les importations de riz ont été interdites pendant près de quatre mois, soit un tiers de l'année civile. En 2004 et 2005, les taux de réalisation étaient très élevés du fait que, selon les données de la Turquie relatives aux importations, pratiquement toutes les importations relevaient du régime de contingent tarifaire. En revanche, les certificats de contrôle portant sur près de 1 million de tonnes en 2006 tranchent considérablement avec les importations effectives jusqu'en septembre 2006 et dépassent de près de 500 pour cent le commerce à ce jour. Les États-Unis ne peuvent expliquer cette différence et conviennent avec la Corée que la Turquie doit fournir une explication.

Question n° 50

(Aux deux parties) Dans quelles circonstances, ou pour quelles raisons, le cas échéant, le Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) ne délivrerait-il pas de certificats de contrôle?

80. Au titre des lettres d'acceptation, le MARA n'a aucune habilitation légale à délivrer des certificats de contrôle aux importateurs qui n'achètent pas de riz paddy national. Chaque lettre précise explicitement que le Ministre turc de l'agriculture accepte la recommandation du TMO de ne pas accorder de tels certificats pendant une certaine période et donne l'agrément ministériel permettant de "retarder" le début de la délivrance de ces certificats. Le MARA se considère strictement lié par ces lettres. Lorsque Torunlar a demandé au premier tribunal administratif d'Ankara de contraindre le MARA à délivrer un certificat de contrôle, le conseil du MARA a mentionné ces lettres comme étant le seul fondement juridique justifiant le fait de ne pas délivrer de certificats. Lorsque Mehmetoglu a sollicité un certificat en avril 2006, la Direction provinciale de l'agriculture a répondu qu'il n'était pas possible de délivrer de certificat dans le contexte des lois et règlements turcs. Lorsque Mehmetoglu a intenté une action contre le MARA devant le tribunal turc pour contraindre le Ministère à délivrer un certificat de contrôle sans achat sur le marché intérieur, le tribunal a rendu un avis en faveur du gouvernement, invoquant les lettres d'acceptation comme le fondement juridique pour rejeter les demandes de certificats de contrôle. La lettre d'acceptation n° 1 795 confirme que le fait de ne pas délivrer de certificats de contrôle ne s'applique qu'aux importateurs qui essaient d'importer du riz en dehors du régime de contingent tarifaire, c'est-à-dire sans acheter du riz paddy sur le marché intérieur.

81. La Turquie a précisé qu'en fait elle accordait des certificats de contrôle dans le cadre du régime de contingent tarifaire ainsi qu'aux importateurs de riz en provenance des Communautés européennes, auxquels s'appliquait un régime de contingent distinct de celui du riz en provenance d'autres sources. Néanmoins, cela ne change rien au fait que le Ministre turc de l'agriculture a demandé aux fonctionnaires de son ministère de n'accorder aucun certificat de contrôle aux importateurs qui n'achètent pas de riz paddy national, c'est-à-dire en dehors du contingent tarifaire. Et, comme l'ont mentionné les États-Unis au paragraphe 24 de leur déclaration orale, si la Turquie exige que les importateurs relevant du régime de contingent tarifaire obtiennent un certificat de contrôle, en plus de la licence d'importation déjà exigée par le FTU, le régime de contingent tarifaire est encore plus discrétionnaire que ce que les États-Unis avaient compris auparavant.

Question n° 51

(États-Unis) Au paragraphe 71 de leur première communication, les États-Unis allèguent que "la Turquie n'a accordé aucun [certificat de contrôle] pendant une période de plus de deux ans et demi et n'en accorde toujours pas". Les États-Unis pourraient-ils préciser la/les période(s) exacte(s) pendant laquelle/lesquelles la Turquie n'aurait accordé aucun certificat de contrôle? Veuillez donner la raison invoquée dans chaque cas où il y a eu un refus formel.

82. La période mentionnée au paragraphe 71 – "plus de deux ans et demi" – est la période allant du 10 septembre 2003 au 1er avril 2006. La première lettre d'acceptation dont les États-Unis aient connaissance a été publiée le 10 septembre 2003. Dans cette lettre, le Ministre de l'agriculture a accepté une recommandation du TMO et donné un agrément ministériel permettant de retarder le début de la période à laquelle le MARA commencerait à accorder des certificats de contrôle. Cette lettre a été suivie d'au moins cinq autres lettres d'acceptation rédigées dans des termes analogues et qui garantissaient qu'aucun certificat de contrôle ne serait accordé avant le 1er avril 2006, soit deux semaines après l'établissement du Groupe spécial chargé du présent différend.

83. Les États-Unis ont été informés par la profession que les importateurs savaient que le MARA n'accordait pas de certificats, si bien que nombre d'entre eux ne prenaient pas la peine d'en solliciter. Ceux qui ont effectivement sollicité un certificat ont vu leur demande rejetée ou ont attendu des mois, voire des années, sans recevoir de réponse. Comme il est développé dans la réponse des États-Unis à la question n° 62, la plupart des importateurs que les États-Unis ont contactés ont refusé de fournir des documents supplémentaires sur cette question depuis la réunion du Groupe spécial. Toutefois, les éléments de preuve que les États-Unis ont fournis jusqu'ici montrent clairement que la Turquie,

conformément aux termes mêmes des lettres d'acceptation, n'accorde pas de certificats de contrôle pour les importations en dehors du contingent tarifaire (c'est-à-dire sans achat sur le marché intérieur):

- dans le cas de Torunlar, le MARA a rejeté la première demande de Torunlar du fait qu'il aurait manqué certains documents, la deuxième demande en raison d'erreurs d'orthographe alléguées, et la troisième demande sans donner d'explication;

- l'une des demandes de Mehmetoglu a été rejetée au motif qu'"il n'[était] pas possible d'établir un certificat de contrôle selon nos lois et règlements". Dans la correspondance avec le MARA, Mehmetoglu fait référence à des entretiens entre l'importateur et le MARA lors desquels des fonctionnaires du MARA ont dit qu'ils avaient reçu oralement pour instructions de ne pas donner de certificats de contrôle. Comme il est mentionné précédemment, les États-Unis donneront dans la communication qu'il présenteront à titre de réfutation des renseignements complémentaires concernant d'autres demandes de certificats de contrôle émanant de Mehmetoglu et les documents judiciaires s'y rapportant;

- la demande d'un certificat de contrôle par ETM n'a pas abouti, mais n'a jamais été formellement rejetée. La société dit qu'elle a été oralement informée du fait qu'il ne manquait aucun document mais, "sur la base des instructions verbales du Sous-Secrétariat du Ministère, l'établissement des documents a été arrêté".[39]

84. La Turquie a précisé qu'en fait elle accordait des certificats de contrôle dans le cadre du régime de contingent tarifaire ainsi qu'aux importateurs de riz en provenance des Communautés européennes. (Les importations de riz en provenance des CE sont régies par un régime de contingent distinct de celui qui régit le riz en provenance d'autres sources, et un représentant de la Rice Millers Association (association italienne) a confirmé que les importations dans le cadre du contingent n'étaient assujetties à aucune des restrictions et prescriptions imposées par la Turquie aux autres importations.) Là encore, ces renseignements ne changent rien au fait que le Ministre turc de l'agriculture a à maintes reprises demandé aux fonctionnaires de son ministère de n'accorder aucun certificat de contrôle, ce qui, comme il est précisé par la lettre d'acceptation n° 1 795, s'applique aux importateurs qui tentent d'importer sans acheter du riz paddy national, c'est-à-dire en dehors des contingents tarifaires.

Question n° 52

(États-Unis) Au paragraphe 26 de sa première communication écrite, la Turquie affirme que "les certificats de contrôle ont été systématiquement et régulièrement approuvés sur une base non discriminatoire depuis l'entrée en vigueur en 1996 du "régime de réglementation technique et de normalisation pour le commerce extérieur"". Les États-Unis peuvent-ils faire des observations concernant cette affirmation?

85. Les États-Unis n'ont présenté de documents concernant cette question que pour la période allant du 10 septembre 2003 à aujourd'hui. Les exportateurs de riz ont exprimé des craintes concernant l'interdiction d'importations saisonnières avant cette date, mais les États-Unis n'ont présenté aucun élément de preuve sur ce point. Néanmoins, depuis le 10 septembre 2003 les États-Unis ont fourni des éléments de preuve contredisant l'affirmation de la Turquie selon laquelle elle accordait des certificats de contrôle. Comme il est mentionné précédemment, conformément aux termes explicites des lettres d'acceptation, la Turquie n'accorde pas de certificats de contrôle pour

[39] Pièce US-44.

importer du riz en dehors du contingent tarifaire.[40] Elle n'a pas accordé de certificats entre le 10 septembre 2003 et la date d'établissement du Groupe spécial, et il lui reste à fournir des éléments de preuve qu'elle accorde maintenant de tels certificats. De fait, les États-Unis ont présenté des éléments de preuve sous la forme de correspondance entre importateurs (Mehmetoglu et ETM) et d'articles de presse démontrant que la Turquie a continué de refuser des certificats de contrôle après le 1er avril, et les documents judiciaires provenant de la procédure de Mehmetoglu confirmeront encore que le MARA ne délivre pas de certificats de contrôle.

Question n° 56

(États-Unis) Au paragraphe 63 de leur première communication, les États-Unis affirment que les certificats de contrôle constitueraient en tout état de cause une prohibition ou une restriction à l'importation dont l'application est faite au moyen d'un "autre procédé" au sens de l'article XI:1 du GATT de 1994. Veuillez préciser sur quels motifs se fondent les États-Unis pour faire valoir que les certificats de contrôle et le refus allégué de les délivrer peuvent être considérés comme un "autre procédé" aux fins de l'application de l'article XI:1 du GATT de 1994.

86. Comme il est noté par les États-Unis dans leur première communication, l'éventail de mesures visées par l'article XI:1 du GATT de 1994 est large.[41] À part les droits de douane, les taxes ou autres impositions, les Membres de l'OMC ne sont pas autorisés à appliquer de prohibitions ou de restrictions à l'importation, que ce soit au moyen de contingents, de licences d'importation ou de "tout autre procédé". Des groupes spéciaux antérieurs ont eux aussi interprété l'article XI:1 comme couvrant un large éventail de mesures.

87. La prohibition par la Turquie du commerce de riz NPF est mise en pratique par la décision du MARA de ne pas accorder de licences d'importation, ni de certificats de contrôle, aux importateurs qui n'achètent pas du riz paddy national. La prohibition généralisée frappant la délivrance de certificats de contrôle est concrétisée par les lettres d'acceptation (qui sont des agréments ministériels permettant de retarder le début de la délivrance de certificats de contrôle), étayée par les documents judiciaires, les lettres de rejet et les articles de presse présentés par les États-Unis et corroborée par les données de la Turquie relatives aux importations.

88. Si le Groupe spécial venait à constater que les certificats de contrôle ne sont pas des licences d'importation aux fins de l'article XI:1 du GATT de 1994, les États-Unis pensent que le fait que le MARA ne délivre pas de certificats de contrôle constitue un "autre procédé" à de telles fins. De prime abord, l'expression "autre procédé" est extrêmement large et couvre tout procédé autre que les contingents, les licences d'importation ou d'exportation, les droits de douane, taxes ou autres impositions. Lue dans ce contexte, l'expression "tout autre procédé" couvre tout autre type de procédé qu'un Membre pourrait prendre et qui prohiberait ou restreindrait les importations, autres que les procédés spécifiquement mentionnés à l'article XI:1.

89. Pour importer du riz aux taux de droits hors contingent, un importateur doit obtenir un certificat de contrôle du MARA. Le Ministre turc de l'agriculture a décidé de ne pas délivrer de tels certificats, comme en témoignent les lettres d'acceptation et le reste des éléments de preuve documentaires présentés par les États-Unis. Le fait que le MARA ne délivre pas de tels certificats bloque les importations de riz en dehors du régime de contingent tarifaire. En conséquence, le fait que la Turquie ne donne pas aux importateurs de certificats de contrôle en dehors du contingent

[40] Comme il est mentionné précédemment, la Turquie a précisé que les certificats de contrôle sont accordés dans le cadre du régime de contingent tarifaire et de l'Arrangement avec la CE concernant les contingents tarifaires.

[41] Voir les paragraphes 57 et 63 de la première communication écrite des États-Unis.

tarifaire constitue un "autre procédé" correspondant à une prohibition ou une restriction à l'importation, et constitue donc une violation de l'article XI:1 du GATT de 1994.

Question n° 57

(États-Unis) Dans la note de bas de page 90, au paragraphe 58 de leur première communication, les États-Unis allèguent que "même si la Turquie a délivré des certificats de contrôle, les conditions d'utilisation associées à ces certificats constitueraient une "restriction" à l'importation aux fins de l'article XI:1". Les États-Unis pourraient-ils fournir des arguments détaillés en faveur de cette allégation?

90. La Turquie a déclaré que les certificats de contrôle pour l'importation du riz – à supposer qu'ils soient accordés – étaient valables pour une période de 12 mois et pouvaient être utilisés pour plus d'une expédition. Que cela soit ou non le cas, comme il est indiqué précédemment, les États-Unis ne prévoient pas de maintenir cette allégation.

Question n° 58

(États-Unis) Comme il est noté par les États-Unis au paragraphe 19 de leur première communication, selon l'article 1 du Communiqué n° 2005/05 du Sous-Secrétariat turc au commerce extérieur (FTU), le Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) détermine "l'aptitude et la compatibilité" de certains produits, y compris le riz, du point de vue de la santé et de la sécurité des personnes ainsi que par rapport à d'autres préoccupations. En conséquence, les importateurs de riz doivent présenter un certificat de contrôle du MARA à l'Administration des douanes turque au moment de l'importation. Par la suite, au paragraphe 62 de leur communication, les États-Unis font valoir que la prescription du MARA imposant aux importateurs d'obtenir un certificat de contrôle est compatible avec la définition de "licences d'importation" aux fins de l'article premier de l'Accord sur les licences d'importation. Du point de vue des États-Unis, la vérification de l'aptitude et de la compatibilité des produits agricoles importés au regard des règlements pertinents en matière de santé et de sécurité des personnes est-elle une procédure administrative qui va au-delà de ce qui est exigé à des fins douanières?

91. L'Accord sur les licences d'importation couvre les "procédures administratives *utilisées pour l'application de régimes de licences d'importation* qui exigent … la présentation à l'organe administratif compétent d'une demande ou d'autres documents (distincts des documents requis aux fins douanières)". (pas d'italique dans l'original) Avec tout leur respect, les États-Unis pensent que l'enquête appropriée consiste à savoir si des procédures administratives particulières "utilisées pour l'application de régimes de licences d'importation" vont au-delà de ce qui est exigé à des fins douanières.

92. La vérification de l'aptitude et de la compatibilité des produits agricoles au regard des règlements pertinents en matière de santé et de sécurité est une procédure qui est parfois requise en ce qui concerne tant les produits importés que les produits nationaux. Aussi n'y a-t-il pas nécessairement de corrélation entre l'obtention d'un certificat phytosanitaire et l'importation. Et, selon les États-Unis, il n'est pas nécessaire, pour résoudre le présent différend, que le Groupe spécial établisse si la vérification de l'aptitude et de la compatibilité des produits agricoles est une procédure administrative qui va au-delà de ce qui est exigé à des fins douanières. En fait, ce qui importe, c'est la façon dont une mesure – que ce soit l'obligation d'obtenir un certificat de contrôle, un reçu pour des achats sur le marché intérieur ou un certificat phytosanitaire – est "utilisée[ ] pour l'application [d'un] régime[ ] de licences d'importation".

93. Ici, la Turquie utilise le refus de délivrer le certificat de contrôle, lequel a toutes les caractéristiques d'une licence d'importation, comme une barrière commerciale incompatible avec les règles de l'OMC. La Turquie, à notre connaissance, n'utilise pas la question de "l'aptitude et la compatibilité" pour bloquer ou restreindre l'importation du riz. De fait, les importateurs ont informé les fonctionnaires des États-Unis que les directions provinciales de l'agriculture du MARA ne demandaient même pas le certificat phytosanitaire *tant que* la Direction provinciale de l'agriculture d'Ankara n'avait pas accordé le certificat de contrôle. L'allégation des États-Unis est que le fait de ne tout simplement pas accorder de certificats est l'élément essentiel de l'application par le MARA de son régime de licences d'importation, et que la Turquie utilise le fait de ne pas délivrer de certificats de contrôle – quels que soient les différents éléments inclus dans les certificats – comme un obstacle à l'importation. Comme les États-Unis ne font pas valoir que la Turquie utilise la vérification de l'aptitude et la compatibilité du riz importé comme un obstacle à l'importation, il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial aborde la question de savoir si une analyse de l'aptitude et la compatibilité est une procédure administrative qui va au-delà de ce qui est exigé à des fins douanières.

Question n° 60

(Aux deux parties) Au paragraphe 26 de la version provisoire de sa déclaration orale, l'Australie indique que "le procédé en cause est le refus généralisé allégué de la Turquie de délivrer des certificats de contrôle". Les parties pourraient-elles faire des observations concernant cette déclaration? Le cas échéant, veuillez donner des éléments de preuve à l'appui de vos déclarations.

94. Pour être plus précis, l'un des procédés contestés par les États-Unis est le refus généralisé de la Turquie de délivrer des certificats de contrôle en dehors du régime de contingent tarifaire, ce qui constitue une prohibition ou une restriction à l'importation qui va en violation de l'article XI:1 du GATT de 1994. Comme il est mentionné dans la réponse à la question n° 4, l'instrument utilisé par le MARA pour matérialiser le refus de délivrer des certificats de contrôle est la lettre d'acceptation. D'autres procédés sont contestés, y compris les certificats de contrôle eux-mêmes.

95. La Turquie a précisé qu'elle accordait des certificats de contrôle dans le cadre du régime de contingent tarifaire ainsi qu'aux importateurs de riz en provenance des Communautés européennes dans le cadre d'un régime de contingent distinct.

Question n° 61

(Aux deux parties) Au paragraphe 27 de la version provisoire de ses déclarations orales, l'Australie indique que "[s]i le Groupe spécial constate que la Turquie a en fait adopté une pratique consistant purement et simplement à ne pas délivrer de certificats de contrôle …, cela constituerait une "mesure d'ordre général" aux fins de l'article X:2 [du GATT de 1994], que les lettres d'acceptation elles-mêmes puissent ou non être mises en application". Les parties pourraient-elles formuler des observations sur cette déclaration?

96. La décision de la Turquie de ne pas délivrer de certificats de contrôle aux taux de droits hors contingent, ce à quoi il a été donné effet au moyen des lettres d'acceptation, est une "mesure d'ordre général" aux fins de l'article X:2 du GATT de 1994. Dans l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*, l'Organe d'appel a soutenu la constatation du Groupe spécial selon laquelle une sauvegarde visant un pays particulier était une "mesure d'ordre général" au titre de l'article X:2 car elle "affecte un nombre indéterminé d'agents économiques, comprenant des producteurs nationaux et étrangers".[42]

[42] *États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*, WT/DS24/AB/R, adopté le 25 février 1997, page 22. L'Organe d'appel a noté en outre que "[l]a

97. Dans le présent différend, chaque lettre d'acceptation s'applique à tout le commerce du riz hors contingent, à l'exception des échanges régis par l'Arrangement avec la CE concernant les contingents, et la lettre d'acceptation n° 390 confirme que les lettres entrent dans le cadre d'une politique régissant toutes les importations de riz paddy et de riz blanchi en dehors des contingents tarifaires. Ainsi, l'interdiction concernant la délivrance de certificats de contrôle s'applique à tout le commerce en dehors du régime de contingent tarifaire et elle affecte un nombre inconnu d'exportateurs potentiels de riz en provenance de l'Égypte, des États-Unis et d'autres Membres de l'OMC, ainsi que les importateurs, les rizeries, les producteurs, les grossistes, les établissements de conditionnement, les détaillants et les consommateurs turcs.

98. En ce qui concerne le deuxième point soulevé par l'Australie, les États-Unis ont donné de nombreux éléments de preuve documentaires que les lettres étaient mises en application – éléments de preuve qui seraient complétés par les documents judiciaires de Mehmetoglu – et que ces lettres équivalaient à davantage que quelques cas de refus individuels, et plutôt à une interdiction généralisée. Quoi qu'il en soit, l'Organe d'appel dans l'affaire *Loi de 1916* a constaté qu'une simple non-application d'une mesure n'excluait pas une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC. Dans ce différend, la mesure en cause n'a jamais été appliquée par les États-Unis. En revanche, dans le différend courant, les États-Unis ont déjà donné plusieurs exemples où le MARA avait mis cette interdiction en application.

Question n° 62

(États-Unis) Dans leur première communication, les États-Unis font référence à trois importateurs à qui auraient été refusés les certificats de contrôle permettant d'importer du riz en Turquie (Torunlar, Mehmetoglu et ETM). Les États-Unis pourraient-ils indiquer d'autres cas où l'importation de riz en Turquie a été refusée?

99. Avant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, les importateurs de Turquie avaient été extrêmement ouverts et avaient contribué à l'examen du régime de licences d'importation du riz en Turquie et à la fourniture de documents indicatifs.[43] Après la première réunion de fond, les États-Unis ont contacté plusieurs importateurs et demandé d'autres documents qui aideraient à répondre aux questions du Groupe spécial. Malheureusement, depuis la réunion du Groupe spécial, la plupart des importateurs ont refusé de fournir ces renseignements. Un importateur contacté par des fonctionnaires des États-Unis avait déjà reçu, d'une source inconnue, copie des questions confidentielles du Groupe spécial. Ainsi, les États-Unis ne sont pas en mesure de donner plus de détails sur cette question ni sur les questions n° 64 à 66.

Question n° 63

(Aux deux parties) Lors de la première réunion de fond avec le Groupe spécial, la Turquie a affirmé que les difficultés rencontrées par Torunlar en essayant d'importer du riz constituaient un cas exceptionnel.

---

conséquence essentielle [de l'article X:2] est que les Membres et les autres personnes affectés, ou qui seront vraisemblablement affectés, par des mesures gouvernementales imposant des limitations, des prescriptions et d'autres charges, devraient avoir une possibilité raisonnable d'obtenir des renseignements exacts au sujet de ces mesures et par conséquent de protéger et d'ajuster leurs activités ou de demander que ces mesures soient modifiées". *Voir également États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*, WT/DS24/R, adopté le 25 février 1997, paragraphe 7.65.

[43] *Voir*, par exemple, les pièces US-22, US-23, US-28, US-29, US-30, US-31, US-32, US-33, US-34, US-39, US-40, US-41, US-42 et US-44.

c) Les États-Unis peuvent-ils préciser l'origine du riz importé par les trois importateurs identifiés dans leur première communication (Torunlar, Mehmetoglu et ETM)?

e) Les parties peuvent-elles donner des renseignements concernant l'importance et la part de ces trois importateurs (Torunlar, Mehmetoglu et ETM) dans les importations totales de riz en Turquie et, plus précisément, dans les importations en Turquie de riz en provenance des États-Unis pendant la période considérée?

100. Torunlar, Mehmetoglu, Goze et Akel sont les plus grands importateurs de riz en Turquie. Torunlar, Goze et Akel importent du riz paddy en provenance des États-Unis et Mehmetoglu importe du riz blanchi en provenance de l'Égypte. Selon des fonctionnaires de l'Ambassade des États-Unis à Ankara, ces quatre sociétés absorbent environ 90 pour cent du riz importé en Turquie. Les États-Unis ne sont pas en mesure de donner des renseignements plus détaillés (voir la réponse à la question n° 62).

Question n° 64

(États-Unis) Au paragraphe 28 de leur première communication, les États-Unis affirment qu'un importateur, Torunlar, essaie en vain depuis 2003 d'importer du riz – et de faire sortir de l'entrepôt du riz précédemment importé – sur la base d'un certificat de contrôle. Torunlar essayait-il d'importer du riz au taux de droit NPF, dans le cadre du système de contingent tarifaire, ou les deux?

101. Voir la réponse à la question n° 62.

Question n° 65

(États-Unis) Au paragraphe 30 de leur première communication, les États-Unis affirment que Torunlar n'avait eu auparavant aucune difficulté à obtenir un certificat de contrôle pour l'importation de riz en Turquie. Les États-Unis peuvent-ils préciser quand, et combien de fois, Torunlar avait obtenu des certificats de contrôle pour l'importation de riz?

102. Voir la réponse à la question n° 62.

Question n° 66

(Aux deux parties) Au paragraphe 31 de leur première communication, les États-Unis affirment que les poursuites engagées par Torunlar contre le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) "sont toujours en cours", faisant référence à une lettre du Département provincial de l'agriculture du gouvernorat d'Ankara (pièce US-33). Quelle est la situation courante de ces poursuites à ce jour?

103. Voir la réponse à la question n° 62.

Question n° 69

(États-Unis) Au paragraphe 41 de leur première communication, les États-Unis notent que l'article 2 du Communiqué n° 25 445 ("Application de contingents tarifaires à l'importation de certaines espèces de riz paddy et de riz"), concernant la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, "… précisait que le riz qu'il fallait acheter pour bénéficier des taux tarifaires réduits dans le cadre du contingent tarifaire devait provenir du TMO, de producteurs

turcs, ou d'associations de producteurs turcs et que les importations de riz seraient réparties en fonction de la quantité de riz que l'on voulait importer". Les États-Unis peuvent-ils identifier la section spécifique de l'article 2 où cela est établi?

104. L'article 1, plutôt que l'article 2, du Communiqué n° 25 445 prévoit que les importations de riz seraient réparties en fonction de la quantité de riz qu'un importateur souhaitait importer. Comme le notent les États-Unis au paragraphe 41 de leur première communication écrite, cette première ouverture du contingent tarifaire, contrairement aux deux dernières ouvertures de contingent tarifaire, ne donne pas les quantités précises de riz national qu'un importateur doit acheter afin d'importer. Il semble que la quantité de riz qui doit être achetée sur le marché intérieur soit laissée à la discrétion du TMO.

105. En outre, les États-Unis se trompaient lorsqu'ils affirmaient que "le riz qu'il fallait acheter pour bénéficier des taux tarifaires réduits dans le cadre du contingent tarifaire devait provenir du TMO, de producteurs turcs, ou d'associations de producteurs turcs". Dans le cadre de cette première ouverture du contingent tarifaire, les importateurs étaient tenus d'acheter du riz du pays au TMO. Le FTU n'a pas donné aux importateurs la possibilité d'acheter du riz aux producteurs ou aux associations de producteurs turcs avant les deuxième et troisième ouvertures du contingent tarifaire.

Question n° 70

(États-Unis) Au paragraphe 100 de leur première communication, les États-Unis affirment que la catégorie de personnes qui achètent du riz à l'Office turc des céréales comprendrait "certainement aussi des producteurs nationaux". La Turquie répond, au paragraphe 100 de sa première communication, que les États-Unis "ne présentent pas d'arguments ni ne prouvent la validité de cette affirmation ni de la réalisation des faits". Veuillez donner la base sur laquelle vous vous fondez pour affirmer que ceux qui achètent du riz à l'Office turc des céréales seraient nécessairement des producteurs nationaux.

106. La lettre d'acceptation n° 1 795 explique que le MARA n'accordera pas de certificats de contrôle aux importateurs qui n'achètent pas de riz paddy national à l'Office turc des céréales ou aux producteurs ou associations de producteurs turcs. Dans la dernière ouverture du contingent tarifaire, un importateur voulant importer du riz devait, pour effectuer l'importation, acheter une quantité de riz paddy national supérieure à la quantité de riz qu'il voulait importer. Dans le cadre de ce système, théoriquement quiconque achète du riz paddy peut importer du riz. La prescription relative aux achats sur le marché intérieur limite en fait l'importation aux entités qui possèdent des capacités d'usinage. Ainsi, pour plus de précision, la référence aux producteurs nationaux au paragraphe 100 a été considérée comme visant les producteurs de riz aux fins de la consommation (c'est-à-dire les rizeries), non les cultivateurs.

107. Tout d'abord, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est plus lourde pour les importateurs qui essaient d'importer du riz blanchi plutôt que du riz paddy. Cela est très vraisemblable par définition puisque la Turquie veut développer ses capacités d'usinage et essaie donc de décourager les importations de riz blanchi. La liste tarifaire nationale de la Turquie, qui prévoit un taux NPF bien plus élevé pour le riz blanchi (45 pour cent *ad valorem*) que pour le riz paddy (34 pour cent *ad valorem*), confirme cette intention.

108. Quoi qu'il en soit, à part les rizeries, les importateurs n'auraient aucune raison ou aucun désir d'acheter du riz paddy, sans compter les grandes quantités de riz paddy qui sont nécessaires pour importer du riz blanchi dans le cadre du contingent tarifaire. Le riz paddy doit être encore transformé et ne serait pas vendu aux consommateurs à l'état brut. Pour une entité sans capacité d'usinage, ce riz ne sert à rien et les installations d'usinage ne constituent pas un investissement mineur. La construction et l'entretien d'une installation d'usinage du riz demandent un investissement de plusieurs

centaines de milliers à plusieurs millions de dollars EU pour mettre au point un système composé de matériels perfectionnés dans un bâtiment approprié doté d'une capacité de stockage. Cela demanderait l'installation permanente de machines encombrantes, telles que: décortiqueurs pour retirer la balle; épierreurs pour éliminer les petites matières étrangères; machines à raffiner pour éliminer les couches de son; cônes à polir pour blanchir le grain; cribles pour supprimer les morceaux brisés; et une multitude d'élévateurs à godets et de cuves pour que le système fonctionne bien. En conséquence, les entreprises de conditionnement, les détaillants et les consommateurs turcs n'auraient ni la capacité ni le désir d'acheter du riz paddy et, en conséquence, il n'est guère surprenant que les trois principaux importateurs de riz des États-Unis – Torunlar, Akel et Goze – possèdent de grandes installations d'usinage.

109. Compte tenu de ces facteurs, il est clair que la prescription relative aux achats de riz paddy sur le marché intérieur constitue un obstacle important pour les entités qui veulent importer du riz, de telle sorte que seuls les importateurs qui possèdent des capacités d'usinage importeraient effectivement du riz en Turquie.

Question n° 72

(Aux deux parties) La Turquie peut-elle faire des observations au sujet de l'affirmation des États-Unis contenue au paragraphe 123 de leur première communication, selon laquelle "la Turquie veille à ce que les contingents ne puissent pas être épuisés en fixant les achats prescrits sur le marché intérieur à un niveau si élevé que les importateurs auraient acheté toute la production turque de riz avant d'atteindre le volume du contingent " et que, "compte tenu du niveau des achats sur le marché intérieur fixé jusqu'ici, les importateurs n'ont aucun moyen de pouvoir importer un volume proche de la limite de 300 000 tonnes métriques imposée à l'importation de riz blanchi"? Si tel était le cas, veuillez indiquer en particulier les raisons qu'aurait, le cas échéant, la Turquie de fixer les contingents d'importation au-dessus du niveau réel des importations qu'il est possible de réaliser. Les États-Unis ont-ils des observations à faire sur ce sujet?

110. Le volume total des importations de riz en Turquie lors des campagnes de commercialisation 2001/02 et 2002/03 était d'environ 300 000 et 325 000 tonnes métriques, respectivement. Toutefois, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est si importante que le plafond allégué de 300 000 tonnes métriques (équivalent-riz blanchi) (ou 500 000 tonnes métriques de riz paddy sur la base du coefficient de conversion) ne peut être atteint.

111. La production totale de riz paddy en Turquie était de 415 000 tonnes métriques lors de la campagne de commercialisation 2003/04, 500 000 tonnes métriques en 2004/05 et 600 000 tonnes métriques en 2005/06, pour une moyenne de 505 000 tonnes métriques par campagne de commercialisation.[44] La prescription la plus généreuse relative aux achats sur le marché intérieur lors de la dernière ouverture de contingent tarifaire visait les importateurs qui voulaient importer du riz paddy et qui achetaient du riz paddy national à des producteurs ou des associations de producteurs turcs dans certaines provinces désignées. Selon la première rangée du graphique contenu dans la notification de septembre 2005, ces importateurs pouvaient importer 800 kg de riz paddy pour chaque tonne de riz paddy national qu'ils achetaient, selon un ratio de 1:1,25.[45] À supposer qu'il n'y ait eu

[44] La production turque de riz paddy était de 360 000 tonnes métriques pendant la campagne de commercialisation 2001/02 comme pendant celle de 2002/03, avant de s'accroître rapidement au cours des trois dernières années. Cela n'est probablement pas un effet du hasard, mais bien l'effet recherché du système de licences d'importation de la Turquie. Comme les producteurs turcs savent que leur culture tout entière sera achetée à des prix qui dépassent sensiblement le cours mondial, ils sont encouragés à produire chaque année de plus grandes quantités de riz paddy, diminuant ainsi la nécessité d'importer au fil du temps.

[45] *Voir* la pièce US-11.

aucune importation de riz blanchi et que tout le riz paddy ait pu être importé sur la base du rapport le moins défavorable existant, les importateurs devaient acheter 625 000 tonnes métriques de riz paddy pour pouvoir importer 500 000 tonnes de riz paddy. La production moyenne turque de riz paddy des trois dernières campagnes de commercialisation est de 505 000 tonnes métriques. Le chiffre de 625 000 tonnes métriques est non seulement bien supérieur au chiffre moyen, mais est également supérieur aux 600 000 tonnes métriques de riz paddy produites pendant la campagne de commercialisation 2005/06, la plus grosse récolte de la Turquie à ce jour.

112. De fait, il n'est pas possible de même s'approcher du plafond, car le scénario esquissé ci-dessus n'est pas réaliste. L'Égypte exporte du riz blanchi en Turquie et le rapport entre achat sur le marché national et importation de riz blanchi est bien plus défavorable que le rapport relatif à l'importation de riz paddy: la quantité de riz national que doivent acheter les importateurs est deux à trois fois plus grande que la quantité de riz blanchi qu'ils veulent importer. Deuxièmement, il y a une note de bas de page à la première rangée du graphique contenu dans la notification de septembre 2005. La note de bas de page indique que la prescription relative aux achats sur le marché national est bien plus importante en ce qui concerne les importations en provenance de certaines autres provinces énumérées qui, il est intéressant de noter, réalisent environ 80-85 pour cent de la production turque de riz paddy. S'agissant des acheteurs de riz paddy provenant de ces provinces – très vraisemblablement la majorité – les importateurs devraient acheter une quantité de riz paddy national près de deux fois plus élevée que la quantité de riz paddy qu'ils souhaitaient importer, et près de trois fois plus élevée que la quantité de riz blanchi qu'ils souhaitaient importer.

Question n° 73

(Aux deux parties) Au paragraphe 23 de la version écrite de sa déclaration orale, l'Australie indique que "… la jurisprudence de l'OMC étaye l'idée voulant que l'imposition d'une "prescription additionnelle" ou d'un "obstacle supplémentaire" sur des produits importés par comparaison avec les produits nationaux similaires constitue un traitement moins favorable …". L'Australie ajoute que "ces "obstacles supplémentaires" n'ont pas besoin d'être lourds d'un point de vue commercial et/ou pratique pour être incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994". Les parties pourraient-elles formuler des observations concernant cette déclaration?

113. Les États-Unis sont d'accord avec l'Australie. Au paragraphe 97 de leur première communication écrite, par exemple, les États-Unis ont noté que le Groupe spécial chargé de l'affaire *Canada – Blé* avait constaté que des mesures étaient incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994 si elles imposaient sur les produits étrangers des prescriptions qui n'étaient pas imposées sur les produits nationaux.[46] Le Groupe spécial a noté que l'article III:4 ne contenait pas d'exception *de minimis*, et le fait qu'une prescription supplémentaire sur un produit importé puisse ne pas être lourde d'un point de vue commercial et/ou pratique n'enlevait rien au fait que c'était une prescription additionnelle qui n'était pas imposée sur le produit national similaire et était donc incompatible avec l'article III:4.[47]

114. Des rapports antérieurs vont à l'appui de cette interprétation de l'article III:4. Premièrement, l'Organe d'appel dans l'affaire *Article 211* a constaté qu'une disposition imposant un obstacle additionnel aux ayants cause étrangers auquel n'étaient pas confrontés les ayants cause nationaux était incompatible avec les obligations de traitement national des États-Unis énoncées à l'article 2 1) de la

[46] *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*, WT/DS276/R, adopté le 27 septembre 2004, paragraphe 6.185 ("*Canada – Blé (Groupe spécial)*").

[47] *Canada – Blé (Groupe spécial)*, paragraphe 6.190.

Convention de Paris (1967) et à l'article 3:1 de l'Accord sur les ADPIC.[48] Le Groupe spécial a noté que, bien qu'il ne s'agisse pas là des mêmes dispositions que celles de l'article III:4 du GATT de 1994, le raisonnement de l'Organe d'appel était néanmoins convaincant puisque l'objet du débat était le traitement national.[49] Deuxièmement, le Groupe spécial du GATT dans l'affaire *Boissons à base de malt* a constaté qu'une obligation voulant qu'aux États-Unis seule la bière importée passe par un "niveau de distribution additionnel" – dans ce cas, des grossistes ou d'autres intermédiaires locaux – constituait un traitement moins favorable pour les importations et allait à l'encontre de l'article III:4 du GATT.[50]

Question n° 74

(Aux deux parties) Aux pages 2 et 3 de la version écrite de ses déclarations orales, la Corée indique que "[q]uelle que soit l'ampleur de la baisse du coût d'achat du riz national en vertu de ce qu'il est convenu d'appeler la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, on ne peut nier que les importateurs aient dû consacrer des fonds supplémentaires à l'achat de riz national, et que l'on aurait pu importer une plus grande quantité de riz étranger s'il n'y avait pas eu obligation d'utiliser ces fonds pour acheter du riz national. L'aspect principal de cette question n'est pas le prix du riz national mais l'obligation additionnelle imposée aux importateurs". Les parties pourraient-elles faire des observations concernant cette déclaration?

115. La Corée dit à juste titre que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur impose un coût supplémentaire aux importateurs qui cherchent à importer du riz. Les importateurs ne peuvent acheter autant de riz importé qu'ils le voudraient car une partie des ressources qu'ils auraient consacrées à l'achat de riz importé doivent servir à satisfaire à la prescription relative aux achats sur le marché intérieur. Cette prescription constitue donc une restriction à l'importation incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994.

116. Les États-Unis sont en désaccord avec l'argument de la Turquie selon lequel le coût d'achat du riz national est abaissé par la prescription relative aux achats sur le marché intérieur. Pour arriver à cette conclusion, la Turquie fait totalement abstraction de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur et se centre sur le coût moyen de chaque tonne de riz faisant partie de la transaction. Mais elle passe là à côté de l'essentiel. Un importateur se soucie uniquement du coût total de la transaction, non du coût moyen de chaque tonne, et aucun importateur, s'il avait le choix, ne choisirait d'acheter 2 tonnes de riz pour importer 1 tonne de riz, s'il était possible d'importer la tonne de riz en question sans achat sur le marché intérieur.

Question n° 75

(Aux deux parties) Deux des tierces parties ont présenté dans leur déclaration orale des avis sur l'applicabilité de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord sur les MIC). Aux paragraphes 4 et 5 de la version provisoire de sa déclaration orale, la Chine a affirmé que "la Turquie perd[ait] de vue le fait que les États-Unis ne définiss[aient] pas ce qu'[était] une "mesure concernant les investissements et liée au commerce" et n'apport[aient] pas la preuve que la mesure prise par la Turquie constitu[ait] une

[48] *Canada – Blé (Groupe spécial)*, paragraphe 6.185, mentionnant le rapport *États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits*, WT/DS176/AB/R, adopté le 1er février 2002, paragraphe 268.

[49] *Canada – Blé (Groupe spécial)*, paragraphe 6.185.

[50] *Canada – Blé (Groupe spécial)*, paragraphe 6.185, mentionnant le rapport *États-Unis – Mesures affectant les boissons alcooliques et les boissons à base de malt*, adopté le 19 juin 1992, IBDD, S39/233, paragraphes 5.32 et 5.35.

MIC"; et ajoute qu'"[i]l n'est en aucun cas approprié de placer une mesure qui ne relève pas du champ d'application de l'Accord sur les MIC sous la juridiction de ce dernier". La Corée a noté, à la page 3 de la version écrite de sa déclaration orale, que l'Accord sur les MIC ne pouvait s'appliquer qu'aux mesures concernant les investissements, lesquelles devaient comporter un élément commerce et un élément investissement. Dans le cas de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, elle a affirmé qu'"il n'apparai[ssait] pas qu'il y avait un élément investissement" et, dans ce cas, "il ne [pouvait] s'agir d'une mesure concernant les investissements, en conséquence, l'Accord sur les MIC ne pouvait s'appliquer". Les parties pourraient-elles formuler des observations concernant les affirmations faites par la Chine et la Corée dans leur déclaration orale?

117. L'interprétation que proposent la Chine et la Corée n'est pas compatible avec le texte de l'Accord sur les MIC. Comme l'expliquent les États-Unis aux paragraphes 110 à 112 de leur première communication écrite, l'Accord sur les MIC ne définit pas quelles sont les "mesures concernant les investissements et liées au commerce de marchandises" qui contreviendraient à l'article III:4; au lieu de cela, il donne en annexe à l'Accord une "Liste illustrative" non exhaustive de ces mesures. En conséquence, la Chine a tort d'alléguer que les États-Unis ont l'obligation de définir ce qu'est une mesure concernant les investissements et liée au commerce. De même, l'Accord sur les MIC n'impose pas de prescription distincte à laquelle doit satisfaire une mesure en plus de la liste exemplative pour être contraire à l'Accord sur les MIC. Pour satisfaire aux prescriptions du paragraphe 1 a) de l'Annexe, et prouver de cette façon qu'une mesure est incompatible avec l'article 2:1, les États-Unis doivent démontrer que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur oblige les importateurs à acheter des produits nationaux et qu'il est nécessaire que l'importateur se conforme à cette prescription pour obtenir un avantage. La prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur satisfait à ces deux éléments: la Turquie exige des importateurs qu'ils achètent du riz national en certaines quantités spécifiées, et il est nécessaire de satisfaire à la prescription relative aux achats sur le marché intérieur pour obtenir un avantage, à savoir importer du riz aux taux de droits plus bas prévus par le régime de contingent tarifaire. Ainsi, la Turquie est contrevenue à l'article 2:1 et au paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'Accord sur les MIC.

118. Et quoi qu'il en soit, l'Accord sur les MIC ne limite pas le type d'"investissement" en cause à une "mesure concernant les investissements". Le terme "investir" a notamment pour définition: "dépenser (de l'argent, des efforts) dans quelque chose dont on attend un gain ou un profit, notamment dans l'achat de biens, d'actions, etc., dans le souci d'en tirer un intérêt, des dividendes ou des bénéfices".[51] Ainsi, un investissement est une dépense monétaire faite dans l'objectif de réaliser un profit. Cette définition confirme l'assimilation traditionnelle de l'investissement à des biens ou des actions, mais reconnaît qu'il ne s'agit là que d'exemples de la façon dont on peut "investir". Toute activité productive implique un investissement.

119. Au sens ordinaire de l'expression "mesure concernant les investissements et liée au commerce", la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur est une MIC qui est incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC. Elle exige que les importateurs dépensent de l'argent en Turquie pour acheter du riz national comme condition de l'importation, ce que doivent faire les importateurs pour réaliser un bénéfice. Et cette prescription est liée au commerce car c'est une condition à laquelle doivent se conformer les importateurs pour importer du riz en Turquie. La prescription relative aux achats sur le marché intérieur n'est réellement pas différente de la prescription relative à la teneur en éléments locaux, au titre de laquelle un fabricant d'automobiles est tenu d'acheter un certain pourcentage des parties et pièces détachées sur le marché intérieur pour pouvoir construire des automobiles dans le pays hôte (et visiblement réaliser un bénéfice). Tant la prescription relative aux achats sur le marché intérieur que la prescription relative à la teneur en éléments locaux affectent les investissements dans l'industrie d'un pays et affectent les flux

[51] Définition en anglais dans *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume I, page 1410.

commerciaux et, en conséquence, elles sont toutes deux assujetties aux disciplines de l'Accord sur les MIC.

Question n° 76

(États-Unis) Les États-Unis peuvent-ils préciser quelles sont les mesures concernant les investissements et liées au commerce qu'ils contestent dans la procédure en cours?

120. Comme il est examiné dans la réponse à la question n° 75, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est la mesure concernant les investissements et liée au commerce que les États-Unis contestent dans la présente procédure.

Question n° 77

(Aux deux parties) Au paragraphe 122 de sa première communication, la Turquie affirme que les délais pour la présentation de demandes de licences d'importation ont été prorogés deux fois en 2005, ce qui "prouve que la Turquie ne souhaitait pas décourager l'utilisation intégrale des contingents".

a) Les États-Unis peuvent-ils faire des observations concernant cette déclaration?

121. L'affirmation de la Turquie est incorrecte. Comme il est indiqué dans la réponse des États-Unis à la question n° 72, il n'est pas possible d'atteindre le plafond de 300 000 tonnes métriques (équivalent-riz blanchi), étant donné la taille actuelle de la récolte de riz paddy de Turquie et les grandes quantités de riz paddy national que les importateurs sont tenus d'acheter sur le marché intérieur pour pouvoir importer du riz en Turquie. La Turquie allègue que le contingent tarifaire donne un avantage au riz importé et en fait qu'il favorise le riz étranger par rapport au riz national (bien que la Turquie exige qu'un importateur achète une quantité de riz paddy national plus grande que la quantité de riz que l'importateur souhaite importer). Si tel était le cas, on pourrait s'attendre à ce que les importateurs épuisent leur contingent bien avant la fin du délai pour la présentation des demandes. Le fait que la Turquie a été obligée de proroger les délais pour permettre aux importateurs de solliciter une part du contingent tarifaire démontre le caractère fallacieux de cet argument.

Question n° 78

(États-Unis) Les États-Unis peuvent-ils formuler des observations concernant l'affirmation de la Turquie contenue au paragraphe 125 de sa première communication, selon laquelle elle a communiqué les "données et les statistiques commerciales pertinentes, qui indiquent clairement qu'il y a effectivement eu un commerce NPF du riz tout au long de l'application du régime de contingent tarifaire"?

122. Les seuls renseignements que la Turquie ait communiqués sur le commerce NPF sont les données du graphique contenu à l'Annexe 20. Les États-Unis ont noté dans leur réponse à la question n° 4 que ce graphique soulevait bien davantage de questions qu'il n'en résolvait et n'avait pas été étayé par des éléments de preuve documentaires. En outre, la Turquie n'a réfuté aucun des éléments de preuve documentaires communiqués par les États-Unis, y compris les lettres d'acceptation, les lettres de rejet, les documents judiciaires et les articles de presse qui indiquent que le MARA a frappé d'interdiction le commerce du riz en dehors du régime de contingent tarifaire.

Question n° 81

(Aux deux parties) Dans sa déclaration orale, la Thaïlande a soulevé la question de l'"incompatibilité du régime de contingent tarifaire de la Turquie avec ses obligations au titre de l'article II du GATT de 1994, en ce qui concerne sa Liste de concessions". En outre, au

paragraphe 5 de la version écrite de sa déclaration orale, elle a appuyé son argumentation sur "les éléments de preuve factuels soumis par les États-Unis, [selon lesquels] le traitement effectivement accordé par la Turquie dans le cadre de son régime de contingent tarifaire est "moins favorable" que celui accordé dans sa liste à tous les Membres". Les parties peuvent-elles formuler des observations concernant la question soulevée par la Thaïlande dans sa déclaration orale?

123. Les États-Unis n'ont pas formulé d'allégation au titre de l'article II dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial. En conséquence, cette question ne relève pas du mandat du Groupe spécial.

Question n° 83

(Aux deux parties) À la page 1 de la version écrite de ses déclarations orales, la Corée indique que "la Turquie devrait expliquer le nombre disproportionné de certificats délivrés pour des importations hors contingent, afin d'éviter toute suspicion que la délivrance de certificats pour des importations hors contingent a été délibérément limitée". À la page 2, la Corée note également que "la part de certificats pour des importations hors contingent par rapport aux certificats pour des importations dans le cadre du contingent tarifaire est bien plus élevée en 2006 que pour les années 2004 et 2005" et déclare qu'"[i]l faudrait essayer d'obtenir une explication à cela pour éviter toute suspicion que la Turquie n'a assoupli son emprise sur les certificats pour des importations hors contingent qu'après avoir été contestée au sein de l'OMC". Les parties pourraient-elles formuler des observations sur ces déclarations?

124. Si la déclaration de la Corée à la page 1 se rapporte au nombre disproportionné de certificats de contrôle que le MARA a prétendument accordés en 2006, les États-Unis conviennent qu'il n'y a aucune explication évidente de la raison pour laquelle le commerce de riz hors contingent aurait augmenté de façon spectaculaire quelque part en 2006, à savoir lorsque l'ORD a établi le présent groupe spécial, alors qu'en 2004-2005 le commerce se limitait en grande partie au régime de contingent tarifaire. Quoi qu'il en soit, comme il est noté par les États-Unis aux paragraphes 19 à 21 de leur déclaration orale ainsi que dans leur réponse à la question n° 4, les chiffres donnés pour 2006 à l'Annexe 20 ne semblent pas avoir de sens, et aucune conclusion ne peut être tirée sans examen des certificats de contrôle eux-mêmes. Par exemple, l'affirmation de la Turquie selon laquelle elle a accordé des certificats de contrôle pour 400 000 tonnes métriques de riz des États-Unis à partir de septembre 2006 ne correspond pas avec le fait que les États-Unis ont jusqu'ici exporté environ 18 000 tonnes métriques de riz en Turquie en 2006 et n'ont jamais exporté une quantité proche de 400 000 tonnes métriques de riz en Turquie.

Question n° 84

(Aux deux parties) Dans le cas hypothétique où les certificats de contrôle ne constituent pas des licences d'importation au titre de l'Accord sur les licences d'importation, s'ensuivrait-il automatiquement que ces documents ne peuvent non plus constituer des licences d'importation au titre du GATT de 1994?

125. Non. La définition de "formalités de licences d'importation" à l'article premier de l'Accord sur les procédures de licences d'importation fournit le contexte pertinent pour interpréter l'expression "licences d'importation" à l'article XI:1 du GATT de 1994, mais l'article premier, tel qu'il est libellé, limite à l'Accord sur les procédures de licences d'importation la définition qui en est donnée. Comme les États-Unis l'ont indiqué aux paragraphes 59 à 63 de leur première communication écrite, le sens ordinaire de l'expression "licence d'importation" est l'autorisation formelle donnée par une autorité de faire entrer des marchandises en provenance d'un autre pays. Un certificat de contrôle du MARA constitue une autorisation écrite formelle du gouvernement de la Turquie d'importer des marchandises

en provenance d'un autre pays. Ainsi, un certificat de contrôle est une "licence d'importation" au sens ordinaire de cette expression.

Question n° 91

(Aux deux parties) L'Office turc des céréales est-il une entreprise commerciale d'État telle que définie à l'article XVII du GATT et dans le Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994?

126. Oui. Le paragraphe 1 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994 donne la "définition pratique" ci-dessous d'une entreprise commerciale d'État:

> Entreprises gouvernementales et non gouvernementales, y compris les offices de commercialisation, auxquelles ont été accordés des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux, y compris des pouvoirs légaux ou constitutionnels, dans l'exercice desquels elles influent, par leurs achats ou leurs ventes, sur le niveau ou l'orientation des importations ou des exportations.

127. L'Office turc des céréales (TMO) est une entité du gouvernement turc à laquelle ont été accordés des droits et privilèges exclusifs par le biais de divers décrets ministériels. En exerçant ses droits et privilèges, le TMO est en mesure d'influer directement sur l'importation de riz en Turquie. Le TMO administre tout le commerce du riz dans le cadre du régime de contingent tarifaire et, comme le MARA a interdit le commerce NPF du riz, le TMO administre tout le commerce du riz sur le marché turc.

128. Le TMO possède une multitude d'instruments permettant d'influencer et de contrôler le commerce du riz turc. Tous les importateurs doivent avoir un reçu du TMO établissant que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur a été satisfaite. Si un importateur ne présente pas ces documents au FTU, celui-ci n'accordera pas de licences permettant d'importer dans le cadre du contingent tarifaire. La prescription relative aux achats sur le marché intérieur peut être satisfaite par un importateur qui achète du riz paddy national à des producteurs ou des associations de producteurs turcs ou au TMO lui-même. Le TMO détermine les prix d'achat auxquels il achète le riz paddy aux producteurs turcs et détermine également les prix auxquels il vend ce riz aux importateurs comme une condition à l'importation, et les prix du TMO influent sur les prix du riz sur le marché turc. En outre, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est elle-même fixée chaque année par les fonctionnaires du TMO après entretien du TMO avec les producteurs turcs au sujet de la dimension projetée de la prochaine culture de riz.

129. Enfin, dans le cadre des règlements en matière de contingent tarifaire, le TMO est autorisé à importer 50 000 tonnes métriques de riz blanchi afin de contribuer à stabiliser le marché intérieur en cas de hausse des prix.[52] Un article d'un journal turc du 13 juillet 2006 intitulé "Priorité au TMO pour l'importation du riz afin d'empêcher des prix très élevés à l'importation" examine la capacité du TMO à influer sur les prix intérieurs, notamment en important du riz. Cet article, qui examine la possibilité que le FTU donne au TMO la priorité pour l'importation des 28 000 tonnes métriques de riz blanchi dans le cadre de l'Arrangement avec la CE concernant les contingents, résume un entretien avec M. Sukru Yildiz, Directeur général du TMO. Dans cet entretien, M. Yildiz a déclaré que la décision du FTU de donner au TMO l'autorisation d'importer du riz en franchise de droits devrait stabiliser les prix sur le marché. M. Yildiz a ajouté que le TMO ne prévoyait pas d'importer à cette époque puisque le marché semblait être stable, mais il le ferait sur une base accélérée si les prix augmentaient pendant le ramadan.[53]

[52] Pièces US-5 et US-10.
[53] Pièce US-20.

ANNEXE C-2

RÉPONSES DE LA TURQUIE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND
(30 novembre 2006)

Question n° 1

(Aux deux parties) Les États-Unis ont communiqué dans la pièce US-45 jointe à leur première communication des statistiques portant notamment sur la production, la consommation et les importations turques de riz blanchi. Les États-Unis pourraient-ils confirmer la source de ces données? Les statistiques communiquées par les États-Unis vont de 2001/02 à 2006/07. Les États-Unis peuvent-ils confirmer quels chiffres correspondent à des faits réels et quels chiffres sont des projections? La Turquie peut-elle confirmer les chiffres communiqués par les États-Unis?

La Turquie ne confirme pas les chiffres des importations fournis dans la pièce US-45 jointe à la première communication des États-Unis. Les chiffres annuels réels des importations de riz blanchi effectuées par la Turquie figurent dans la pièce Annex TR-23. Les chiffres réels de la production et de la consommation de riz blanchi en Turquie figurent dans la pièce Annex TR-24.

Question n° 2

(Turquie) Au paragraphe 11 de leur première communication, les États-Unis affirment que la "Turquie a produit 234 000 tonnes métriques de riz blanchi en 2003, 270 000 tonnes métriques de riz blanchi en 2004 et 300 000 tonnes métriques de riz blanchi en 2005". Au paragraphe 12 de leur communication, les États-Unis ajoutent que "la consommation turque était de 545 000 tonnes métriques en 2003, 550 000 tonnes métriques en 2004 et 560 000 tonnes métriques en 2005". La Turquie pourrait-elle formuler des observations sur les chiffres fournis par les États-Unis?

La Turquie appelle l'attention du Groupe spécial sur la pièce Annex TR-24. Elle fait observer que la différence entre les chiffres n'est pas grande. Concernant l'accroissement de la production dans le temps, il y a lieu de se reporter à la réponse fournie par la Turquie à la question n° 49 c) ci-après.

Question n°3

(Aux deux parties) Les parties peuvent-elles également fournir des renseignements mensuels concernant les importations en Turquie de riz paddy, riz brun et riz blanchi, séparément, pour la période allant de juillet 2003 à fin 2006 (y compris des estimations, s'il y a lieu), par pays d'origine?

Les chiffres des importations de riz effectuées par la Turquie, présentés par mois et organisés selon le pays d'origine, le type de riz, l'année, la quantité et la valeur, sont fournis dans la pièce Annex TR-25.

Question n° 4

(Aux deux parties) Au paragraphe 26 de sa première communication, la Turquie affirme que "de 2003 à ce jour [...], la Turquie a approuvé en tout 2 223 certificats de contrôle, qui ont permis l'importation de 2 264 857 tonnes au total de riz étranger (paddy, brun et blanchi). Sur ce volume total, 497 469 tonnes d'équivalent-riz ont été attribuées depuis

janvier 2004 au titre du régime de contingent tarifaire". Au paragraphe 65, la Turquie affirme qu'"un nombre élevé de certificats de contrôle (soit 2 223 entre 2003 et 2006) avaient été approuvés par le Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (MARA), correspondant à de grandes quantités de riz importé (soit 939 013 tonnes d'équivalent-riz entre 2003 et 2006), dans le cadre tant du commerce NPF que du commerce contingentaire".

b) La Turquie pourrait-elle indiquer quelles sont les quantités importées, pour chaque type de riz (à savoir riz blanchi, riz paddy et riz brun) correspondant au chiffre de 497 469 tonnes d'équivalent-riz, qui auraient été attribuées dans le cadre du régime de contingent tarifaire depuis janvier 2004? La Turquie pourrait-elle aussi indiquer quelles sont les quantités correspondantes importées hors contingent au cours de cette période?

Les chiffres des importations contingentaires et des importations hors contingent de la Turquie sont fournis dans la pièce Annex TR-8.

c) La Turquie pourrait-elle indiquer quelles sont les quantités importées, pour chaque type de riz (à savoir riz blanchi, riz paddy et riz brun), classées par importations NPF ou contingentaires, correspondant au chiffre de 939 013 tonnes d'équivalent-riz importées entre 2003 et 2006?

Les données concernant les importations, classées par type de riz et par importations NPF ou contingentaires pour les années 2004 à 2006, figurent dans la pièce Annex TR-8. Les données pour 2003, classées par type de riz importé, figurent dans la pièce Annex TR-26.

Comme le montre la pièce Annex TR-8, les importations totales d'équivalent-riz blanchi entre 2004 et 2006 se sont élevées à 568 650 tonnes. Comme il n'y avait pas de contingent tarifaire en 2003, si l'on ajoute le chiffre des importations d'équivalent-riz blanchi pour 2003 – à savoir 370 363 tonnes – au chiffre pour la période allant de 2004 à 2006 (à savoir 568 650 tonnes), on obtient un chiffre total, pour les importations d'équivalent-riz blanchi, de 939 013 tonnes entre les années 2003 et 2006.

Question n° 5

(Aux deux parties) Les parties peuvent-elles fournir des renseignements mensuels concernant la production nationale en Turquie de riz paddy, riz blanc, riz blanchi, séparément, pour la période allant de juillet 2003 à la fin 2006 (y compris des estimations, s'il y a lieu)?

La saison de la récolte commence mi-septembre et dure jusqu'à fin novembre. Les chiffres de la production ne sont donc disponibles qu'annuellement. Ils figurent dans la pièce Annex TR-24.

Question n° 6

(Aux deux parties) Les parties peuvent-elles fournir des renseignements mensuels concernant la consommation nationale turque de riz paddy, riz brun et riz blanchi, séparément, pour la période allant de juillet 2003 à la fin 2006 (y compris des estimations, s'il y a lieu)?

Les chiffres de la consommation présentés sur une base annuelle figurent dans la pièce Annex TR-24. Les niveaux de consommation ne changent pas énormément sur une base mensuelle. On peut donc calculer la consommation mensuelle moyenne en divisant la consommation totale par 12.

Question n° 7

(Aux deux parties) Les parties peuvent-elles fournir les renseignements suivants concernant les prix nationaux moyens mensuels du riz paddy, riz brun et riz blanchi, séparément, pour la période allant de juillet 2003 à la fin 2006 (y compris des estimations, s'il y a lieu): i) prix moyens pour la production nationale sur le marché turc; ii) prix c.a.f. au débarquement; et iii) prix indiqués par l'Office turc des céréales? Veuillez indiquer la source de vos estimations et fournir des éléments de preuve, s'il y a lieu.

S'agissant du point i) de la question, il y a lieu de se reporter à la pièce Annex TR-27.

Concernant le point ii), les prix c.a.f. mensuels au débarquement sont fournis par la Turquie à dans la pièce Annex TR-28. La Turquie estime toutefois que certains prix c.a.f. enregistrés peuvent ne pas montrer les valeurs c.a.f. réelles car certains importateurs déclarent une valeur inférieure pour éviter les taxes ou en réduire le plus possible le montant.

Enfin, concernant le point iii), il y a lieu de se reporter à la pièce Annex TR-29. Comme l'Office turc des céréales (TMO) a pour fonction de réguler le marché, le prix déclaré par celui-ci est le prix plafond déterminé pour les produits de meilleure qualité. Ce n'est pas nécessairement le prix d'achat auquel le TMO achète le riz aux producteurs. En réalité, le prix d'achat moyen du TMO finit par être proche du prix du marché.

Question n° 8

(Turquie) En plus des renseignements demandés dans la question précédente, la Turquie peut-elle également indiquer le volume des importations de riz paddy, de riz brun et de riz blanchi, séparément, pour la période spécifiée (de juillet 2003 à 2006), par pays d'origine, qui ont été effectuées dans le cadre du contingent tarifaire et de celles qui ont été effectuées hors contingent, en spécifiant les périodes d'ouverture du contingent pour chacune de ces années?

Les chiffres des importations contingentaires et des importations hors contingent, en volume, en valeur et par pays d'origine, sont fournis par la Turquie dans la pièce Annex TR-8.

Question n° 9

(Turquie) La Turquie peut-elle fournir des données détaillées sur les ventes et les achats de riz effectués par l'Office turc des céréales depuis septembre 2003, en particulier sur les prix et les clients pour les différentes transactions, et indiquer si les transactions en question étaient liées d'une quelconque manière aux importations?

La Turquie fait observer qu'à cet égard, il y a lieu de se reporter aux pièces Annex TR-29 et Annex TR-30.

Question n° 10

(Turquie) La Turquie pourrait-elle indiquer quelle est l'origine des données qu'elle a utilisées pour déterminer le coût moyen relatif de l'importation d'une tonne de riz mentionné au paragraphe 95 de sa communication?

La valeur f.a.b. du riz paddy – 295 dollars EU la tonne métrique – vient du paragraphe 51 de la première communication des États-Unis. Pour obtenir la valeur c.a.f. de 370 dollars EU la tonne métrique, le coût de l'assurance et du fret entre les États-Unis et la Turquie, qui s'élève à 75 dollars EU la tonne métrique, selon les déclarations des importateurs, est ajouté à la valeur f.a.b.

De plus, aux fins du calcul du coût moyen combiné, pour l'importateur, des importations et des achats sur le marché intérieur, le prix moyen (640 YTL la tonne métrique ou 457 dollars EU la tonne métrique) des ventes de riz paddy sur le marché intérieur est fourni par le TMO (il y a lieu de se reporter à la pièce Annex TR-27). Le coût moyen relatif des importations, pour le commerce NPF et pour le commerce contingentaire, a été calculé sur la base de ces données.

Question n° 12

(Turquie) Au cours de la première réunion de fond, la Turquie a indiqué que les chiffres utilisés par les États-Unis dans leurs calculs (entre autres choses, dans la pièce US-52) ne rendaient pas compte de manière appropriée des prix intérieurs du riz en Turquie. La Turquie pourrait-elle indiquer une source d'information qui, à son avis, fournirait une estimation plus appropriée des prix intérieurs mensuels du riz blanchi, du riz paddy et du riz brun sur son marché?

La Turquie considère que les données fournies dans la pièce Annex TR-27, qui indiquent le prix moyen sur le marché (c'est-à-dire 640 YTL la tonne métrique) constituent une source plus exacte et plus fiable. En fait, même si le prix que font apparaître les achats sur le marché intérieur auxquels procède le TMO est de 612 YTL la tonne métrique, la Turquie estime que le prix moyen de 640 YTL la tonne métrique rend mieux compte du prix réel du marché, puisque la part des achats effectués par le TMO n'est que de 2,4 pour cent.

Question n° 13

(Aux deux parties) Au paragraphe 4 de leur déclaration finale à la première réunion de fond avec le Groupe spécial, les États-Unis se sont référés à "un accord bilatéral entre l'Union européenne et la Turquie [dans le cadre duquel] l'Union européenne a un contingent annuel de 28 000 tonnes de riz blanchi".

a) Veuillez communiquer les dispositions de cet accord qui présentent un intérêt pour l'importation de riz en Turquie.

En vertu de l'article 3 de la Décision n° 1/98 du Conseil d'association CE-Turquie du 25 février 1998 concernant le régime de commerce pour les produits agricoles[1], la Turquie s'engage à ouvrir chaque année un contingent tarifaire pour 28 000 tonnes de riz en provenance des CE.[2]

b) Veuillez expliquer si les importations de riz en provenance des Communautés européennes sont traitées différemment des autres importations.

Les importations de riz en provenance des Communautés européennes sont traitées comme toutes les autres importations NPF de riz en Turquie. Toutefois, pour les volumes de riz importés des CE dans le cadre du contingent tarifaire prévu par l'Accord bilatéral, un tarif préférentiel s'applique.

c) Plus spécifiquement, veuillez expliquer si les importateurs de riz en provenance des CE sont tenus d'obtenir des certificats de contrôle pour importer du riz en Turquie.

[1] Décision n° 1/98 du Conseil d'association CE-Turquie du 25 février 1998 concernant le régime de commerce pour les produits agricoles, Journal officiel des Communautés européennes, 20.03.98, L 86/15.

[2] Voir Annex TR-31.

Oui. Des certificats de contrôle sont requis pour toutes les importations de riz, quels que soient le pays d'origine, le type de riz et la nature de l'importateur, et qu'il s'agisse de commerce NPF ou de commerce contingentaire.

Question n° 14

(Aux deux parties) Les parties peuvent-elles décrire, par ordre chronologique, les mesures qui sont nécessaires pour importer du riz en Turquie, du point de vue des différents documents qui doivent être obtenus et autres formalités qui doivent être faites, et identifier les autorités qui interviennent à chaque étape? Veuillez faire référence aux instruments juridiques pertinents et donner des éléments de preuve s'il y a lieu.

De manière générale, la Turquie fait observer que tous les produits spécifiés à l'annexe VI-A[3] du Communiqué n° 2006/05 sur la normalisation dans le commerce extérieur[4] sont soumis à des certificats de contrôle. Les produits spécifiés à l'annexe VI-A du Communiqué n° 2006/05 sont des produits qui sont considérés comme présentant un risque du point de vue de la santé, de la sécurité ou de l'environnement. Pour ce qui est des produits alimentaires, il s'agit, entre autres produits, des produits d'origine animale, des fruits et légumes frais, secs ou séchés, des céréales, des produits transformés, etc. Il n'est pas exigé de certificats de contrôle pour les produits spécifiés à l'annexe VI-B du Communiqué sur la normalisation dans le commerce extérieur. Cette différence est due au fait que, de manière générale, les produits figurant dans cette dernière liste ne sont pas considérés comme présentant un risque pour la santé ou l'environnement. Pour plus de précision sur ce point, veuillez vous reporter aux réponses à la question n° 35 ci-après.

Les certificats de contrôle pour les produits agricoles et alimentaires sont approuvés par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) et sont ensuite exigés par l'Administration des douanes pour l'importation de produits alimentaires et de produits destinés à l'alimentation animale d'origine animale, ou non animale, conformément au Communiqué n° 2006/05 sur la normalisation dans le commerce extérieur.

Les étapes nécessaires à l'approbation des certificats de contrôle pour les produits agricoles et les produits alimentaires sont présentées dans le Communiqué n° 31 sur la délivrance des certificats de contrôle à l'importation de produits alimentaires et de matériaux d'emballage qui entrent en contact avec des produits alimentaires et sur les procédures de contrôle au stade de l'importation. La Turquie tient à souligner que les certificats de contrôle ne sont pas des licences d'importation. Ces certificats sont approuvés dans le cadre des procédures de vérification et de contrôle douaniers. Ils ont, entre autres choses, un objectif sanitaire et phytosanitaire.

Selon le Communiqué n° 2006/05 sur la normalisation dans le commerce extérieur, les certificats de contrôle approuvés par le MARA devraient être présentés au bureau des douanes au point d'importation et au moment de l'importation. La Turquie considère que les procédures appropriées comportent deux phases: la phase de l'"approbation des certificats de contrôle" et la phase de l'"importation des produits".

i) Approbation du certificat de contrôle

Pour les produits spécifiés à l'annexe VI-A du Communiqué n° 2006/05 sur la normalisation dans le commerce extérieur, les procédures requises lors de la phase d'approbation du certificat de contrôle sont les suivantes:

[3] Voir Annex TR-3.
[4] Voir Annex TR-1.

Première étape: Le propriétaire/la personne autorisée de la société importatrice doit présenter les documents suivants au Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) au moment de la demande:

- formulaire de certificat de contrôle, dûment complété (c'est-à-dire correctement dactylographié ou rempli par ordinateur), sans termes effacés et sans ratures, signé et scellé par la personne/les personnes autorisée(s) de la société avec leurs noms(s) et prénom(s);
- facture pro forma;
- formulaire d'identification de l'entité juridique: la société doit déclarer, dans la première demande présentée après la date du 30 juin 2002 et sur demande du MARA, qu'elle exerce officiellement des activités en rapport avec le produit qu'elle souhaite importer;
- autres documents devant être présentés selon le type de produit: aucun document additionnel n'est exigé à ce stade pour l'approbation du certificat de contrôle pour l'importation de riz.

Dans la pratique, le formulaire de certificat de contrôle doit être complété par la société importatrice. Une facture proforma, ainsi que d'autres documents additionnels éventuels, doivent lui être joints. Le formulaire, accompagné de la facture proforma, doit être soumis au MARA pour approbation.

Deuxième étape: Si tous les renseignements et documents soumis par l'importateur au MARA satisfont aux prescriptions énoncées par la loi (entre autres choses, le nom du produit, le numéro de code prévu dans la nomenclature combinée, des renseignements pertinents sur les sociétés importatrices et exportatrices, le nom du pays d'origine, etc.), le certificat de contrôle est automatiquement approuvé par le MARA.

Si l'un quelconque des renseignements requis ne figure pas sur le formulaire et/ou les documents joints, le MARA en informe la société. Il est alors accordé à cette société un délai additionnel pour compléter et présenter de nouveau sa demande (si elle le souhaite). Dans ce cas, le dossier et les documents joints sont de nouveau examinés par les fonctionnaires du MARA. Si tous les documents et renseignements satisfont aux prescriptions fixées par la loi, le certificat de contrôle est automatiquement approuvé. Si les documents et renseignements requis ne satisfont pas aux prescriptions fixées par la loi, la demande est de nouveau rejetée.

ii) Importation du produit

Une fois le certificat de contrôle approuvé, les importateurs doivent soumettre les documents suivants à la direction provinciale du MARA:

- certificat de contrôle approuvé et documents joints;
- déclaration d'entrée de l'Administration des douanes;

- certificat sanitaire ou phytosanitaire, selon le cas (c'est-à-dire le certificat phytosanitaire du riz fourni par les exportateurs).

Concernant les produits qui ne sont pas soumis aux certificats de contrôle spécifiés à l'annexe VI-B du Communiqué sur la normalisation dans le commerce extérieur, les importateurs qui souhaitent importer un de ces produits doivent soumettre les documents suivants à la direction provinciale du MARA:

- déclaration d'entrée de l'Administration des douanes;
- liste des ingrédients;
- certificat sanitaire ou phytosanitaire;
- formulaire d'identification de l'entité juridique: la société atteste, dans la première demande présentée après la date de publication du Communiqué et sur demande du Ministère, qu'elle exerce officiellement des activités en rapport avec le produit qu'elle souhaite importer.

Au stade de l'importation, les procédures de contrôle se déroulent en trois étapes pour les produits relevant de l'annexe VI-A et de l'annexe VI-B. Ce contrôle est effectué sur la base des prescriptions sanitaires et phytosanitaires. Ces étapes sont les suivantes:

- contrôle des documents: les autorités douanières contrôlent les documents requis par la législation, qui accompagnent les produits. Toutefois, le contrôle des documents est un processus qui, pour les produits énumérés à l'annexe VI-A, commence déjà avec l'approbation du certificat de contrôle;
- vérification de l'identité: les autorités douanières vérifient si le produit importé est identique et correspond à la déclaration en douane;
- inspections physiques: les fonctionnaires du MARA procèdent à des contrôles sur les produits, qui peuvent aller de contrôles organoleptiques à des analyses de laboratoire.

Au stade de l'importation, tous les produits sont examinés selon une procédure d'évaluation des risques. Les produits importés peuvent être soumis à des analyses de laboratoire, conformément à la législation turque relative aux produits alimentaires. De plus, la sécurité sanitaire des produits est évaluée sur la base des procédures en matière de quarantaine prévues par les lois turques sur la protection des végétaux et sur la quarantaine agricole. Les produits seront mis en libre circulation si les résultats des analyses sont conformes à la législation pertinente.

Importation dans le cadre du contingent tarifaire

Lorsqu'un importateur souhaite importer dans le cadre du contingent tarifaire, les documents pertinents (y compris le document établissant l'achat de riz du pays) doivent être soumis au Sous-Secrétariat au commerce extérieur afin d'obtenir la licence d'importation et d'importer à des taux de droit réduits. Les importateurs doivent aussi évidemment soumettre tous les documents pertinents au MARA, aux fins de l'approbation du certificat de contrôle. Le reste de la procédure d'importation correspond à ce qui est expliqué plus haut de manière détaillée.

La Turquie fait observer que la procédure d'importation applicable aux importations aux taux NPF et aux taux contingentaires est décrite dans le tableau figurant dans la pièce Annex TR-32.

Question n° 15

(Turquie) Concernant le statut actuel du régime d'importation applicable au riz

a) La Turquie peut-elle décrire le statut actuel de ce régime d'importation?

Le Communiqué n° 2006/05, qui constitue le fondement juridique du système actuel, est entré en vigueur le 1er janvier 2006, abrogeant le Communiqué n° 2005/05. Le fondement juridique de ce communiqué est le Décret n° 2005/9454 relatif au "*Régime de réglementation technique et de normalisation pour le commerce extérieur*"[5] (publié au Journal officiel le 13 octobre 2005 sous le n° 25965). Le Communiqué n° 2006/05 est actuellement en vigueur.

b) Les certificats de contrôle sont-ils délivrés à l'heure actuelle (depuis septembre 2006)?

Oui, les certificats de contrôle ont toujours été approuvés, en septembre 2006 et depuis cette date.

c) Dans l'affirmative, la Turquie pourrait-elle fournir des éléments de preuve indiquant que des certificats de contrôle ont été délivrés depuis septembre 2006?

Il convient de se reporter à la pièce Annex TR-33, qui contient les données disponibles établies par le MARA concernant les certificats de contrôle qui ont été approuvés entre 2003 et le 9 novembre 2006. Ces données ont été organisées sur la base du pays d'origine, du numéro de certificat de contrôle, de la date de la demande, de la date d'approbation, du numéro du SH, de la quantité de riz demandée, pour laquelle le certificat de contrôle a été approuvé, de la date d'importation, de la quantité réelle de riz importée (c'est-à-dire des importations réalisées), du type de riz et du régime d'importation applicable (à savoir régime NPF ou régime contingentaire).

La Turquie communique une version "codée" dans laquelle les mentions concernant telle ou telle société sont cryptées afin de satisfaire à la législation turque sur la protection de la vie privée et le secret des renseignements commerciaux sensibles.

d) La Turquie pourrait-elle fournir des renseignements pertinents sur la question de savoir si elle prévoit de modifier son régime d'importation du riz à l'avenir?

La Turquie ne prévoit pas de modifier le régime d'importation applicable au riz. En particulier, la Turquie souhaite rappeler au Groupe spécial qu'elle n'a pas ouvert de nouveaux contingents tarifaires pour le riz en 2006 et qu'elle a déclaré au cours des consultations et devant le présent groupe spécial qu'elle n'avait pas l'intention de le faire à l'avenir.

Question n° 16

(Aux deux parties) Le système d'importation appliqué au riz par la Turquie affecte-t-il les importations en provenance des États-Unis en particulier, ou s'applique-t-il de la même manière à l'ensemble des importations?

Le système d'importation applicable au riz vise toutes les importations de la même manière. En particulier, les taux de droit NPF et les taux de droit appliqués s'appliquent aux importations de riz de toutes origines, d'une manière non discriminatoire. Les importateurs sont libres d'effectuer des

[5] Voir Annex TR-2.

importations en provenance de n'importe quel pays aux taux consolidés et appliqués et de commercialiser le riz en Turquie, à condition qu'un certificat de contrôle ait été approuvé. La législation pertinente exige des importateurs qu'ils obtiennent un certificat de contrôle, quel que soit le pays d'origine du riz qu'ils souhaitent importer.

Concernant le régime de contingent tarifaire, la Turquie a déjà indiqué que son régime automatique de licences d'importation également s'appliquait, tant qu'il était en vigueur, d'une manière strictement non discriminatoire et que toute personne, société ou institution qui importait du riz de toute provenance pouvait de la même manière présenter et obtenir une demande de licence d'importation.

La Turquie estime donc que la législation pertinente (c'est-à-dire celle qui prévoit les taux NPF et les taux appliqués, le certificat de contrôle et le contingent tarifaire) s'applique et/ou a été appliquée aux importations de riz de toute provenance d'une manière non discriminatoire. Quoi qu'il en soit, il n'a pas été démontré que le régime d'importation appliqué au riz par la Turquie avait été mis en place pour affecter les exportations d'un pays spécifique, comme le montrent les statistiques commerciales et les données relatives aux importations. Les flux commerciaux et les importations ont toujours été régis par des considérations commerciales et des choix relevant de la liberté des échanges.

Question n° 18

(Aux deux parties) Il semblerait qu'à certains égards le régime d'importation appliqué au riz par la Turquie ait évolué depuis l'engagement du présent différend devant l'OMC en novembre 2005. Si tel était le cas, les parties pourraient-elles préciser:

a) la nature de ces changements, y compris leurs dates et les instruments juridiques pertinents;

b) les raisons spécifiques de ces changements;

c) les effets potentiels de ces changements.

La Turquie estime qu'aucune modification n'a été apportée au régime d'importation applicable au riz en novembre 2005 ou par suite de l'engagement de la procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC.

Le seul aspect du système d'importation applicable au riz qui a été modifié entre 2006 et aujourd'hui est le régime de contingent tarifaire. Ce régime est venu à expiration le 31 juillet 2006. Il n'était ouvert que pour une période de temps limitée et avait pour fonction de stabiliser le marché. Il a cessé d'opérer naturellement. Il n'a pas été abrogé par suite de l'ouverture de la procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC. La période de validité des systèmes de contingents tarifaires a toujours été clairement précisée dans les décrets et communiqués pertinents.

Question n° 19

(Turquie) La Turquie pourrait-elle préciser les raisons pour lesquelles elle a fait la déclaration suivante, au paragraphe 72 de sa première communication: "Ayant démontré de manière concluante qu'il n'y avait pas eu d'infraction à l'article XI du GATT, la Turquie considère qu'il n'y a pas lieu de poursuivre l'examen au regard de l'Accord sur l'agriculture."

La Turquie estime que les États-Unis n'ont pas établi *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, et cela pour deux raisons. Premièrement, elle estime qu'il y a

lieu de faire preuve de prudence lorsqu'on établit l'existence d'une violation automatique de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture chaque fois que l'on constate l'existence d'une violation de l'article XI:1 du GATT. Selon la Turquie, une violation de l'article XI:1 du GATT ne constitue pas automatiquement une violation de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, à moins qu'il ne soit établi de manière certaine que la mesure en jeu entre dans le champ d'application de la note de bas de page 1 se rapportant à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

La Turquie estime que la méthode appropriée, d'un point de vue juridique, devrait être de procéder à un examen distinct des mesures au regard de l'Accord sur l'agriculture. On ne peut pas simplement supposer qu'il y a violation. La Turquie estime que les États-Unis n'ont pas prouvé, ni même fait valoir d'une manière adéquate, en quoi les mesures appliquées par la Turquie pourraient être incompatibles avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, si ce n'est en prolongeant automatiquement leurs arguments concernant l'article XI du GATT.

La Turquie n'agit pas en violation de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Elle a noté que les arguments des États-Unis reposaient sur une hypothèse incorrecte, selon laquelle le refus allégué de délivrer des certificats de contrôle et l'application du régime de contingent tarifaire constituaient, individuellement ou conjointement, des violations de l'article XI:1 du GATT. Sur cette base, les États-Unis ont également fait valoir que les mesures se traduisaient par des restrictions quantitatives, des régimes d'importation discrétionnaires et des obstacles non tarifaires appliqués par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État au sens de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

La Turquie estime avoir démontré qu'il n'y avait jamais eu refus de délivrer des certificats de contrôle, que son régime de contingent tarifaire n'était pas fondé sur des régimes d'importation discrétionnaires et qu'il n'était pas exact d'alléguer que des mesures non tarifaires étaient maintenues par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État. Elle estime avoir démontré au Groupe spécial qu'il n'y avait pas violation de l'article XI:1 du GATT. De ce fait, même si l'on suit le raisonnement exposé par les États-Unis, selon lequel une violation de l'article XI:1 concernant les produits agricoles constitue *ipso facto* une violation de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, la Turquie considère qu'il n'y a pas lieu de poursuivre l'examen de cette allégation spécifique et que, sur la base des éléments de preuve factuels qui ont été présentés, le Groupe spécial devrait rejeter ces allégations, tant pour ce qui est des différents instruments considérés individuellement que pour ce qui est de leur application conjointe.

Question n° 20

(Turquie) Au paragraphe 62 de sa première communication, la Turquie déclare ce qui suit: "L'élément essentiel pour établir si une mesure instituée par un Membre de l'OMC entraîne une restriction quantitative est l'existence d'une "prohibition" ou d'une "restriction" à l'importation. Cela doit être analysé et démontré du point de vue de l'application *de jure* et *de facto* de la mesure qui est examinée. C'est uniquement lorsque l'existence d'une "prohibition" ou d'une "restriction" *de jure* ou *de facto* des importations peut être démontrée que la mesure spécifique qui est examinée constituerait un "autre procédé" du type qui est considéré comme illégal par l'article XI:1 du GATT parce qu'il institue ou maintient une restriction quantitative." La Turquie fait-elle valoir que la détermination de l'existence d'une "prohibition" ou d'une "restriction" tant *de jure* que *de facto* est une condition préalable nécessaire pour pouvoir constater l'existence d'une violation de l'article XI:1 du GATT de 1994?

La Turquie fait valoir que, pour qu'une mesure constitue une violation de l'article XI:1 du GATT, il est nécessaire d'établir si la mesure entraîne une "prohibition" ou une "restriction" *de jure* ou *de facto*. Il est manifeste que, s'il n'y a pas de "prohibition" ou de "restriction" *de jure* ou *de facto*, la

nature de la mesure est dénuée de pertinence et il ne peut être constaté qu'il y a violation de l'article XI:1 du GATT.

La Turquie estime que le critère prévu à l'article XI:1 du GATT est double et exige une évaluation correcte de l'existence d'une "prohibition" ou d'une "restriction" soit *de jure*, soit *de facto*. En particulier, la Turquie estime qu'à l'inverse, l'existence d'une "prohibition" ou d'une "restriction" *de jure* ou *de facto* doit être constatée pour pouvoir établir qu'il y a violation de l'article XI:1 du GATT. La Turquie n'estime pas que la détermination cumulative de l'existence d'une "prohibition" ou d'une "restriction" tant *de jure* que *de facto* soit nécessaire.

De toute manière, la Turquie estime avoir fourni de nombreux éléments de preuve montrant que l'existence d'une "prohibition" ou d'une "restriction" ne peut être constatée ni *de jure* ni *de facto* concernant l'approbation des certificats de contrôle ou son régime de contingent tarifaire, ou l'application conjointe de ces systèmes. En particulier, elle rejette l'existence d'une "prohibition" *de jure* ou *de facto*. S'agissant de l'examen *de jure*, la Turquie estime que les États-Unis n'ont pas prouvé qu'un élément quelconque de la législation pertinente instituait ou maintenait une prohibition à l'importation. Concernant l'examen *de facto*, la Turquie a fourni des éléments de preuve concluants concernant le nombre important de certificats de contrôle qui avaient été approuvés par le MARA, pour ce qui est du commerce NPF et du commerce contingentaire. Elle a également montré que, si le contingent tarifaire offrait un avantage aux partenaires commerciaux de la Turquie, le commerce NPF n'était jamais compromis.

De même, la Turquie rejette toutes les allégations formulées par les États-Unis concernant l'existence d'une "restriction" *de jure* ou *de facto*. Là encore, au regard de l'examen *de jure*, il n'y a rien dans la législation pertinente qui restreigne ou affecte l'importation de riz. *De facto*, la Turquie estime que les certificats de contrôle ont toujours été approuvés et rejette toute incompatibilité avec l'article XI:1 du GATT. La Turquie tient également à rappeler au présent groupe spécial que l'examen relatif à l'existence d'une restriction *de facto* doit être particulièrement équilibré.

Les États-Unis n'ont fourni aucun élément de preuve factuel à l'appui de leurs allégations. Le nombre de certificats de contrôle approuvés, ainsi que l'absence de tout élément de preuve factuel fourni par les États-Unis pour étayer leur plainte, donnent à penser que l'action engagée par les États-Unis est essentiellement fondée sur des rejets individuels, parfaitement compatibles avec la législation turque et les obligations de la Turquie dans le cadre de l'OMC.

Question n° 23

(Turquie) Aux paragraphes 22 et 23 de la première communication, les États-Unis identifient l'existence de documents qu'ils appellent "lettres d'acceptation" qui "suivraient un modèle type, dans lesquelles le Ministre de l'agriculture turc accepte les recommandations de la Direction générale de la protection et du contrôle du MARA visant à "retarder" le début de la période à laquelle les certificats de contrôle seront accordés". La Turquie pourrait-elle expliquer quelle est la nature juridique des "lettres d'acceptation" mentionnées dans la première communication des États-Unis?

Comme elle l'a indiqué dans sa première communication[6], la Turquie souhaite réaffirmer que ces documents sont de simples instruments de communication interne entre les administrateurs et fonctionnaires turcs. Ces communications contiennent souvent des avis confidentiels et/ou des déclarations politiques visant à l'élaboration des recommandations non officielles sur la politique à mener.

[6] Voir le paragraphe 78 de la première communication de la Turquie.

Il n'existe pas de "modèle type" selon lequel les dénommées "lettres d'acceptation" donnent lieu à une recommandation ou sont acceptées. Il n'y a pas non plus de règle, de procédure ou de valeur juridique hiérarchique qui, en droit turc, rendent les "lettres d'acceptation" applicables par toute partie dans le cadre du système juridique ou administratif. La Turquie estime qu'il s'agit là d'un aspect fondamental qui devrait faire l'objet d'un examen approprié.

Les dénommées "lettres d'acceptation" sont des communications internes visant à l'élaboration de recommandations non officielles. Ce ne sont pas des mesures officielles et elles ne devraient même pas être utilisées pour interpréter l'attitude des autorités turques *de facto* ou laisser entendre que ces autorités ont une certaine attitude *de facto*. Les mesures officielles du gouvernement turc en matière de politique commerciale sont toujours dûment rendues publiques et dûment transparentes. L'attitude *de facto* du gouvernement turc en ce qui concerne les échanges doit être déterminée et jugée sur la base des chiffres et du volume réels des échanges. La Turquie estime que les données et statistiques relatives au commerce qui ont été fournies[7] montrent clairement qu'il n'y a jamais eu de restriction *de facto* (et moins encore de prohibition) des importations de riz, prescrite par le gouvernement. Il a pu y avoir une baisse des importations à certains moments, mais cela résultait toujours de choix faits par les importateurs à titre privé sur la base de considérations et de calculs commerciaux.

Le fait que certains secteurs de l'administration turque ont invoqué l'existence et la valeur juridique alléguée de ce qu'il est convenu d'appeler les "lettres d'acceptation" dans le cadre de procédures judiciaires internes ne modifie pas la nature de ces lettres en tant que communications non officielles, non exécutoires et informelles qui sont réservées à l'usage de l'Administration et visent à élaborer ou discuter des recommandations.

Question n° 24

(Turquie) Si le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) est l'autorité compétente habilitée à délivrer les certificats de contrôle pour l'importation de riz,

a) À quoi les "lettres d'acceptation" servent-elles?

La Turquie confirme que ces documents sont de simples instruments de communication interne entre administrateurs et fonctionnaires turcs. Ils visent à élaborer des recommandations non officielles aux niveaux intraministériel et interministériel.

b) Pour quelle raison la Direction générale du MARA envoie-t-elle une lettre de ce type au Ministre?

La raison en est qu'il s'agit d'une communication administrative et recommandation internes qui ne reflètent en aucune façon des mesures réelles. Les communications administratives internes se font essentiellement par écrit et suivent un protocole hiérarchique et administratif.

c) Quelles seraient les conséquences juridiques, le cas échéant, résultant du fait que le Ministre signe une "lettre d'acceptation" de ce type?

Il n'y a aucune conséquence juridique. La seule conséquence est une conséquence administrative, à savoir qu'une certaine administration a présenté une recommandation au moyen d'une communication au niveau ministériel. Cela peut ou non donner davantage de poids à la communication proprement dite, mais cela ne change pas la nature de la communication et ne

[7] Voir Annex TR-33.

transforme pas une recommandation administrative informelle, non officielle et non exécutoire en un acte juridique contraignant et en une mesure commerciale exécutoire.

Question n° 25

(Aux deux parties) Les "lettres d'acceptation" peuvent-elles constituer un fondement juridique valable qui prévaut sur les dispositions contenues dans les décrets et les communiqués publiés par le Sous-Secrétariat au commerce extérieur (FTU)?

Non, les dénommées "lettres d'acceptation" ne constituent pas un fondement juridique valable qui prévaut sur tout acte juridique, y compris les décrets et communiqués publiés par le FTU.

Concernant cette question, la Turquie tient à rappeler que la législation régissant le commerce extérieur, qui émane du Sous-Secrétariat au commerce extérieur, énonce les principes généraux qui sont applicables. La législation élaborée par le MARA concernant le commerce extérieur établit des règles spécifiques de conduite et de contrôle. Cette législation est ensuite publiée par le FTU. Les deux séries de législations ne peuvent donc jamais "prévaloir" l'une sur l'autre. En tout état de cause, comme nous l'avons déjà indiqué, les dénommées "lettres d'acceptation" ne constituent ni une législation ni un règlement, mais sont simplement des communications internes à l'administration.

Question n° 27

(Turquie) Au paragraphe 78 de sa première communication, à propos des documents identifiés par les États-Unis comme étant des "lettres d'acceptation", la Turquie déclare que "[c]es communications contiennent souvent des avis confidentiels et/ou des déclarations politiques visant à élaborer des recommandations non officielles sur la politique à mener".

a) La Turquie peut-elle préciser cette déclaration?

Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 23.

b) Plus spécifiquement, la Turquie pourrait-elle préciser les raisons pour lesquelles les "lettres d'acceptation" citées par les États-Unis devraient être considérées comme confidentielles?

Le caractère confidentiel de ces communications internes vient du fait qu'il s'agit de recommandations informelles, non officielles et non exécutoires. Toute administration nationale doit avoir la faculté de communiquer sur le plan interne dans un cadre de confidentialité afin de faire circuler, examiner, mettre en question, évaluer et, finalement, proposer des recommandations que le gouvernement peut décider d'adopter sous forme de législation formelle, officielle et ayant force exécutoire ou sous forme de mesures d'application.

Ces communications internes doivent rester, dans la mesure du possible (et, en particulier, lorsque cela est politiquement et/ou commercialement souhaitable) inaccessibles aux médias, aux spéculateurs du marché et aux puissants lobbies commerciaux. Seule la confidentialité peut offrir ce bouclier protecteur.

c) La Turquie pourrait-elle aussi préciser dans quel sens les recommandations figurant dans les "lettres d'acceptation" citées par les États-Unis seraient "non officielles"?

Ces recommandations sont de simples communications internes entre les administrateurs et les fonctionnaires du MARA ou du FTU. Tant qu'elles ne deviennent pas des décisions des pouvoirs

publics ou des actes juridiques qui ont force exécutoire, elles restent des communications "non officielles" et des recommandations.

Lorsqu'elles deviennent "officielles" (et uniquement si elles le deviennent), elles doivent être dûment publiées, en temps voulu, elles doivent être conformes au droit interne et aux engagements internationaux et elles peuvent être contestées. Les dénommées "lettres d'acceptation" n'ont pas ce caractère "officiel" et contraignant pour le public et les autres secteurs de l'administration.

Question n° 28

(Turquie) Aux paragraphes 22 et 23 de leur première communication, les États-Unis affirment que les dénommées "lettres d'acceptation" "suivraient un modèle type, dans lequel le Ministre de l'agriculture accepte les recommandations de la Direction générale de la protection et du contrôle du MARA visant à "retarder" le début de la période à laquelle les certificats de contrôle seront accordés". La Turquie a répondu que les dénommées "lettres d'acceptation" étaient de "simples instruments de communication interne entre administrateurs et fonctionnaires turcs".

a) La Turquie peut-elle indiquer combien de certificats de contrôle ont été accordés malgré la recommandation contraire figurant dans les "lettres d'acceptation" citées par les États-Unis dans leur première communication?

b) La Turquie peut-elle fournir les dates des certificats de contrôle accordés malgré la recommandation contraire figurant dans les "lettres d'acceptation" citées par les États-Unis dans leur première communication?

Durant la période d'existence de la "recommandation contraire" alléguée figurant dans la première "lettre d'acceptation" mentionnée par les États-Unis dans leur communication[8], 214 certificats de contrôle ont été approuvés par la Turquie. Cette information peut être clairement attestée par un examen du tableau confidentiel figurant dans la pièce Annex TR-33.

En particulier, la Turquie estime que ces renseignements témoignent d'une manière claire et concluante des trois points suivants:

- Malgré l'existence d'une "recommandation contraire" figurant dans une dénommée "lettre d'acceptation", 214 certificats de contrôle ont en fait été approuvés entre le 10 septembre 2003 et le 30 juin 2004. C'est là une preuve supplémentaire que les dénommées "lettres d'acceptation" n'étaient (et ne sont) que des communications internes qui suggèrent des recommandations et ne sont pas des mesures de politique commerciale formelles, contraignantes pour l'administration. Le fait que l'administration a effectivement approuvé 214 certificats de contrôle au cours de cette période souligne que les recommandations figurant dans les dénommées "lettres d'acceptation" ont peu de valeur et n'ont pas de caractère contraignant. Cela va à l'encontre des allégations et des suppositions faites par les États-Unis.

- 214 certificats de contrôle ont en fait été approuvés entre le 10 décembre 2003 et le 30 juin 2004. Les éléments de preuve montrent qu'ils étaient toujours approuvés peu de temps après la présentation des demandes d'approbation de ces certificats par les importateurs. Cela va à l'encontre de ce que les États-Unis ont fait valoir au paragraphe 24 de leur première communication, où ils indiquent que "la lettre

[8] Voir le paragraphe 24 et la pièce US-12.

recommande ensuite que le MARA "retarde" de nouveau la période de délivrance des certificats de contrôle jusqu'au 1er juillet 2004".

- Le fait que les données compilées montrent qu'aucun certificat de contrôle n'avait été approuvé pendant certaines périodes (c'est-à-dire entre le 26 décembre 2003 et le 20 mai 2004) ne prouve pas que l'approbation des certificats de contrôle était retardée (certainement pas jusqu'au 1er juillet 2004) ni que des échanges n'étaient pas effectués. Cela prouve simplement que, pendant certaines périodes, aucun certificat de contrôle n'a été approuvé. Cette situation s'explique peut-être par la combinaison de deux facteurs, à savoir l'absence de demandes d'approbation et/ou l'existence de volumes considérables approuvés et "non utilisés" dont disposaient les importateurs en raison de la différence entre les quantités approuvées et les quantités importées. Il convient de noter, en particulier, que les demandes d'approbation de certificats de contrôle étaient, et demeurent, des actes officiels accomplis par les importateurs sur la base de considérations économiques et de calculs commerciaux (c'est-à-dire les marges bénéficiaires, la compétitivité du riz importé par rapport au riz du pays, les positions spéculatives, les mouvements des taux de change, etc.). Ces décisions commerciales peuvent être la cause de l'absence de demandes d'approbation de certificats de contrôle pendant certaines périodes, mais elles n'ont jamais été le résultat de décisions de principe spécifiques prises par le gouvernement de la Turquie.

Question n° 29

(Turquie) Au paragraphe 84 de sa première communication, la Turquie affirme que les "lettres d'acceptation" ne sont jamais mises en vigueur, et d'ailleurs elles ne peuvent l'être légalement par aucune partie (c'est-à-dire les importateurs, l'administration ou les tribunaux). Toutefois, au paragraphe 69 de leur première communication, les États-Unis affirment que les fonctionnaires du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) suivaient les termes des lettres d'acceptation. Pour étayer leur affirmation, les États-Unis font valoir que, dans une lettre adressée à un importateur turc de riz provenant des États-Unis (datée du 1er mai 2005), une Direction provinciale de l'agriculture a refusé la demande de certificat de contrôle présentée par l'importateur au motif qu'"… il n'[était] pas possible d'établir un certificat de contrôle selon nos lois et règlements" (voir la pièce US-22).

a) De l'avis de la Turquie, quels sont les lois et règlements auxquels la Direction provinciale faisait référence? La Direction se référait-elle aux "lettres d'acceptation"?

Les lois et règlements mentionnés dans la pièce US-22 sont les communiqués qui précisent les spécifications applicables au riz et au riz paddy et les communiqués qui énoncent les règles et procédures pour l'approbation des certificats de contrôle. En parlant de "lois et règlements", la Direction provinciale de l'agriculture ne se référait pas aux dénommées "lettres d'acceptation", mais à des lacunes et des déficiences procédurales spécifiques que les demandes d'approbation de certificats de contrôle de différents importateurs ont pu présenter.

b) Dans l'affirmative, comment cela peut-il être concilié avec la déclaration de la Turquie selon laquelle les "lettres d'acceptation" ne sont jamais mises en vigueur par l'administration?

Cela est parfaitement conforme avec la déclaration selon laquelle les dénommées "lettres d'acceptation" ne sont jamais mises en vigueur par l'administration. Il ne serait pas possible (ni juridiquement valable) que l'administration fournisse, comme motif de rejet d'une demande

d'approbation de certificat de contrôle, une recommandation interne qui n'est ni officielle, ni publiée, ni exécutoire.

Question n° 30

(Turquie) Au paragraphe 3 de sa première communication, la Turquie se réfère aux documents dénommés "certificats de contrôle".

a) La Turquie peut-elle fournir la définition officielle des "certificats de contrôle" d'après la législation turque pertinente?

Il n'est pas fourni de définition officielle du certificat de contrôle dans le Communiqué n° 2006/05 sur la normalisation dans le commerce extérieur, qui institue le certificat de contrôle et précise clairement l'objectif et les conditions d'approbation de ce certificat.[9] Selon le Communiqué n° 2006/05, le certificat de contrôle est un document officiel par lequel l'importateur présente certains renseignements au MARA à propos du produit qu'il souhaite importer en Turquie. C'est un document de référence nécessaire pour procéder au dédouanement de n'importe quelle expédition de marchandises, et il permet de faire en sorte que les produits importés satisfassent aux normes légitimes de protection de la santé et de la sécurité des personnes, de la vie ou de la santé des animaux ou de préservation des végétaux, et de protection de l'environnement.

b) La Turquie peut-elle indiquer quelle est la législation nationale appropriée en vertu de laquelle le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) est habilité à délivrer des certificats de contrôle?

L'instrument juridique approprié qui stipule que le MARA est compétent pour délivrer les certificats est le Communiqué n° 2006/05. En particulier, en vertu de l'article premier de ce communiqué, "*[…] la conformité des substances qui figurent sur les listes annexées au présent communiqué et qui sont assujetties au régime de mise en libre circulation, au régime des procédures internes, au régime des procédures de contrôle douanier et au régime d'importation temporaire pour ce qui est de la santé et de la sécurité des personnes et de la préservation des animaux et des végétaux, sera déterminée par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales.*"

c) Chaque importation de riz nécessite-t-elle un certificat de contrôle distinct? Plusieurs expéditions de riz pourraient-elles être importées avec un seul certificat de contrôle? Des expéditions de riz de différentes provenances pourraient-elles être importées avec un seul certificat de contrôle? Veuillez vous référer à la législation pertinente pour étayer votre réponse.

La durée de validité d'un certificat de contrôle approuvé pour les importations de riz est de 12 mois. Dès lors qu'un certificat de contrôle est approuvé par le MARA, un commerçant peut importer la quantité complète de riz en différentes livraisons durant ce délai sans avoir à présenter une nouvelle demande de certificat de contrôle pour chaque livraison. L'importation doit se faire à partir du pays spécifié dans le certificat de contrôle. Voir la pièce Annex TR-33 pour les éléments de preuve indiquant que les certificats de contrôle ont souvent été approuvés pour des quantités plus importantes que les quantités que les importateurs ont ultérieurement dédouanées. Cela montre que l'importation effective (c'est-à-dire l'importation réalisée) a été effectuée sur la base de décisions commerciales qui étaient propres au commerçant et n'étaient pas imposées ou influencées par les pouvoirs publics.

[9] Il est fourni une définition à l'article 4 d) du Communiqué n° 31, selon laquelle: "Les termes "certificats de contrôle" désignent le modèle (c'est-à-dire un formulaire) qui figure à l'annexe du communiqué pertinent sur la normalisation dans le commerce extérieur pertinent en vigueur" (voir Annex TR-21).

Question n° 31

(Turquie) Dès lors qu'un certificat de contrôle a été délivré, quelles actions et formalités additionnelles, le cas échéant, les autorités auraient-elles à mener à bien afin d'autoriser l'importation d'une expédition de riz donnée?

La procédure d'approbation du certificat de contrôle fait partie du processus de vérification et de contrôle douaniers qui doit avoir lieu au moment de l'importation. Dès lors qu'un produit est présenté au service des douanes pour dédouanement, le MARA et les autorités douanières sont compétentes pour mener à bien certaines procédures de contrôle douanier.

En particulier, comme la Turquie l'a indiqué dans sa réponse à la question n° 14 ci-dessus, les procédures de contrôle qui ont lieu au stade de l'importation se déroulent en trois étapes pour les produits relevant de l'annexe VI-A et de l'annexe VI-B. Ce contrôle est effectué sur la base des prescriptions sanitaires et phytosanitaires. Ces étapes sont les suivantes:

- contrôle des documents: les autorités douanières contrôlent les documents requis par la législation, qui accompagnent les produits. Toutefois, le contrôle des documents est un processus qui, pour les produits énumérés à l'annexe VI-A, commence déjà avec l'approbation du certificat de contrôle;

- vérification de l'identité: les autorités douanières vérifient si le produit importé est identique et correspond à la déclaration en douane;

- inspections physiques: les fonctionnaires du MARA procèdent à des contrôles sur les produits, qui peuvent aller de contrôles organoleptiques à des analyses de laboratoire.

Comme il est également indiqué dans la réponse de la Turquie à la question n° 14, au stade de l'importation, tous les produits sont examinés selon une procédure d'évaluation des risques. Les produits importés peuvent être soumis à des analyses de laboratoire, sur la base de la législation relative aux produits alimentaires. De plus, la sécurité sanitaire des produits est évaluée sur la base des procédures en matière de quarantaine prévues par la Loi sur la protection des végétaux et la Loi sur la quarantaine agricole. Si les résultats des analyses sont conformes à la législation pertinente, les produits sont mis en libre circulation.

Question n° 32

(Turquie) Si un importateur peut démontrer qu'il a satisfait aux différentes conditions requises qui sont normalement attestées par un certificat de contrôle, l'importation serait-elle autorisée, même en l'absence de certificat de contrôle?

Non. La législation pertinente actuellement en vigueur (à savoir le Communiqué n° 2006/05) exige des importateurs qu'ils présentent un certificat de contrôle valable approuvé par le MARA pour que les procédures de contrôle et d'inspection nécessaires puissent être menées à bien au point d'entrée.

Question n° 33

(Turquie) La Turquie pourrait-elle expliquer quelle est l'interaction, s'agissant des importations de riz dans le cadre des contingents tarifaires, entre, d'une part, les certificats de contrôle et, d'autre part, ce qui constitue, selon les allégations de la Turquie, des licences

d'importation distinctes? L'obtention d'un certificat de contrôle est-elle une condition préalable à l'obtention d'une licence d'importation?

Comme la Turquie l'a indiqué dans sa réponse à la question n° 14 ci-dessus, les importateurs qui souhaitent importer dans le cadre du contingent tarifaire doivent présenter des documents pertinents au Sous-Secrétariat au commerce extérieur afin d'obtenir la licence d'importation et d'importer aux taux de droits réduits. Ces importateurs doivent aussi soumettre tous les documents pertinents au MARA aux fins de l'approbation du certificat de contrôle. Comme la Turquie l'a expliqué en détail dans la pièce Annex TR-32, l'importation dans le cadre du contingent tarifaire exige des importateurs qu'ils soumettent une demande à l'UFT pour obtenir la licence d'importation aux taux réduits et présentent ensuite tous les documents au MARA pour l'approbation automatique du certificat de contrôle.

Question n° 34

(Turquie) Quelle est la différence entre, du point de vue de leur régime juridique (prescriptions, procédures, etc.) un certificat de contrôle pour un produit agricole et un certificat de contrôle pour un produit non agricole?

La législation turque ne prévoit pas de différence entre produits agricoles et non agricoles pour ce qui est des procédures nécessaires à l'approbation automatique du certificat de contrôle. Dans les deux cas, les importateurs sont tenus de présenter à l'autorité compétente (c'est-à-dire le MARA pour les produits agricoles) tous les documents nécessaires avant l'importation effective des produits.

Question n° 35

(Turquie) Au paragraphe 8 de la déclaration finale qu'elle a faite à la première réunion de fond avec le Groupe spécial, la Turquie a affirmé ce qui suit: "Dans la mesure où ils [concernent] des produits agricoles, [les certificats de contrôle] sont approuvés par le MARA". La Turquie peut-elle préciser quels sont les organismes qui participent à l'approbation des certificats de contrôle pour les autres produits?

La Turquie donne ci-après quelques exemples d'autres ministères qui interviennent dans l'approbation des certificats de contrôle pour les autres produits.

En vertu du Communiqué n° 2006/03 sur la normalisation dans le commerce extérieur, le Ministre de l'environnement et des forêts est l'autorité compétente pour l'approbation des certificats de contrôle aux fins de l'importation de déchets et de ferrailles. Ce communiqué est fondé sur la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination. En vertu de ce communiqué, l'importateur est tenu de présenter certains documents au Ministère de l'environnement et des forêts, comme le certificat d'analyse et le certificat relatif à la radiation, aux fins de l'importation des produits.

L'importation des produits chimiques énumérés aux annexes du Communiqué n° 2006/06 sur la normalisation dans le commerce extérieur, exige que le Ministère de l'environnement et des forêts approuve le certificat de contrôle ou le certificat de contrôle pour l'importation de produits chimiques, selon les produits. Les documents que les importateurs sont tenus de présenter aux fins de l'approbation du certificat de contrôle – entre autres documents la facture pro forma, le certificat d'analyses et l'étiquette des produits – sont énumérés dans le communiqué susmentionné. Le certificat de contrôle ou le certificat d'importation de produits chimiques doit être présenté aux autorités douanières.

De même, les importateurs qui souhaitent importer certains combustibles (solides) énumérés à l'annexe 1 du Communiqué n° 2006/07 sur la normalisation dans le commerce extérieur doivent obtenir l'approbation du certificat de contrôle auprès du Ministère de l'environnement et des forêts. Le communiqué spécifie les documents qui doivent être présentés – entre autres documents, la facture pro forma et le certificat d'analyse – aux fins de l'approbation du certificat de contrôle. Le certificat de contrôle devrait être communiqué aux autorités douanières.

Enfin, en vertu du Communiqué n° 2006/04 sur la normalisation dans le commerce extérieur, l'importation de certains produits comme les produits pharmaceutiques, les médicaments, certains produits chimiques, etc., nécessite l'approbation des certificats de contrôle par le Ministère de la santé. Pour l'importation de ces produits, l'importateur doit soumettre certains documents, comme la facture pro forma, ou la facture, le certificat sanitaire et le certificat d'analyse, au Ministère de la santé avant l'importation.

Question n° 36

(Turquie) Quelles sont les spécificités qui justifient, dans le cas de certains produits, la prescription relative au certificat de contrôle, lequel n'est pas exigé pour d'autres produits? Pourquoi les autorités douanières ne pourraient-elles pas traiter les renseignements figurant sur le certificat de contrôle pour certains produits agricoles au moyen des procédures ordinaires applicables aux autres produits?

La Turquie tient à souligner que les produits dont l'importation nécessite l'approbation des certificats de contrôle sont déterminés sur la base de préoccupations légitimes, telles que celle de voir ces produits présenter un risque éventuel d'un point de vue sanitaire et phytosanitaire. Ces préoccupations justifient la prescription voulant qu'un certificat de contrôle soit approuvé pour des produits spécifiques.

Pour les mêmes raisons, et compte tenu des procédures souvent complexes et longues dont ces produits spécifiques doivent faire l'objet au moment du dédouanement, l'approbation, au début du processus, du certificat de contrôle par le MARA (ou par les autres autorités compétentes) permet de faciliter et d'uniformiser le contrôle exercé à la douane.

Question n° 37

(Turquie) Au paragraphe 19 de sa première communication écrite, la Turquie affirme que le certificat de contrôle "permet aux autorisés douanières de vérifier, sur un document unique, tous les renseignements douaniers requis, y compris la conformité du produit avec les normes et les règlements techniques pertinents". Si tel est le cas, pourquoi le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) "est[-il l'autorité] compétente pour certifier la conformité des marchandises importées [en l'espèce, le riz] avec les restrictions applicables" (voir le paragraphe 17 de la première communication de la Turquie), au lieu des autorités douanières turques?

Le certificat de contrôle est un document destiné à faire en sorte que le produit importé soit conforme à la législation pertinente. Il contient tous les renseignements qui doivent constituer la base de l'évaluation effectuée par les autorités douanières aux fins du dédouanement. Les autorités douanières travaillent en coopération étroite avec le MARA.

La Turquie estime que le système a pour objet de centraliser les attributions et les responsabilités en ce qui concerne la compatibilité des produits entre les mains de l'organisme (en l'occurrence le MARA pour les produits agricoles) qui est le mieux placé pour vérifier la conformité avec l'ensemble de la législation pertinente et qui devra répondre en définitive de la sécurité du

produit. L'approbation des certificats de contrôle par le MARA est donc censée permettre l'application sûre, uniforme et cohérente des prescriptions prévues dans la législation pertinente pour les produits alimentaires, en répondant en même temps à des objectifs de facilitation des échanges grâce à la prévisibilité des inspections douanières, dans l'intérêt des importateurs. La Turquie tient à mettre l'accent sur le fait que l'approbation des certificats de contrôle a toujours été et est automatique si tous les renseignements requis sont fournis par les importateurs au moment de la demande. Comme nous l'avons indiqué plus haut, les données compilées dans la pièce Annex TR-33 le montrent clairement.

Question n° 38

(Aux deux parties) Au paragraphe 25 de sa première communication écrite, la Turquie affirme qu'"[u]n certificat de contrôle approuvé pour l'importation de riz sera valable, contrairement aux allégations des États-Unis, pendant une période de 12 mois sur la base de l'article 9 c) du Communiqué n° 2006/05".

a) La Turquie peut-elle spécifier le fondement juridique de cette affirmation, en indiquant la législation nationale pertinente?

La Turquie fait observer que l'article 9 du Communiqué n° 2006/05[10] dispose ce qui suit:

"La durée de validité du certificat de contrôle est de:

a) quatre mois pour les substances visées dans les listes annexées (annexes I et II/A-B),

b) six mois pour les substances visées dans les listes annexées (annexes III, IV et V/A-B),

c) quatre mois pour les substances relevant des chapitres 4 à 16 du Code des douanes et visées dans la liste annexée (annexe VI-A); et 12 mois pour les autres substances figurant dans cette même liste."

La référence faite à l'article 9 c) du Communiqué n° 2006/05 aux produits énumérés à l'annexe VI-A dudit communiqué indique clairement que la validité de tous les certificats de contrôle est de 12 mois, sauf pour les produits relevant des chapitres 4 et 16 du Code des douanes turc. Les certificats de contrôle approuvés pour les produits relevant des chapitres 4 et 16 ont une période de validité de quatre mois.

Étant donné que le riz relève du chapitre 10 du Code des douanes turc, le fait que les États-Unis allèguent que la durée de validité des certificats de contrôle approuvés pour les importations de riz est limitée à quatre mois est donc juridiquement incorrect et de nature à induire en erreur. Le fait d'alléguer, comme les États-Unis l'ont fait au cours de l'audience, que la règle relative à la période de validité de 12 mois résulte d'une modification apportée récemment et transposée dans le Communiqué n° 2006/05 est également inexact et de nature à induire en erreur. En réalité, on trouve la même règle et le même libellé à l'article 9 c) du Communiqué n° 2005/05 (c'est-à-dire l'instrument juridique antérieur).[11]

[10] Voir Annex TR-1.
[11] Voir la pièce US-7 de la première communication des États-Unis.

Question n° 39

(Turquie) Au paragraphe 54 de sa première communication, la Turquie affirme qu'au moyen des certificats de contrôle, les autorités nationales déterminent si les importateurs se sont conformés aux "normes et règlements techniques (concernant la santé et la sécurité des personnes, la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux, la protection de l'environnement, l'aptitude à l'usage, la sécurité des produits, les politiques publiques, etc.)". Y a-t-il des procédures additionnelles qui permettent de vérifier si les importateurs se sont conformés à ces mêmes "normes et règlements techniques"? Des inspections physiques des produits importés ont-elles lieu au moment de l'importation, c'est-à-dire après l'approbation des certificats de contrôle? Dans l'affirmative, quel est alors le but de l'approbation préalable des certificats de contrôle, par rapport à une inspection physique ultérieure?

Comme la Turquie l'a déjà expliqué dans ses réponses aux questions n° 14 et n° 31 ci-dessus, les procédures de contrôle douanier comportent des inspections physiques des produits effectuées par les autorités douanières. La déclaration selon laquelle "les autorités nationales déterminent si les importateurs se sont conformés aux normes et règlements techniques" peut être utilisée pour résumer à la fois l'examen initial effectué par le MARA aux fins de l'approbation des certificats de contrôle et les vérifications et inspections effectuées au poste de douane d'entrée sur les expéditions physiques importées.

Il n'est pas exact, toutefois, de parler de "procédures additionnelles". En fait, les procédures appliquées au niveau central (c'est-à-dire auprès du MARA, pour obtenir un certificat de contrôle) et celles qui le sont à la frontière (c'est-à-dire la vérification physique du riz importé, qui doit être conforme "dans la pratique" à tous les prescriptions, normes et règlements techniques, comme cela a été certifié "en théorie" par le MARA lorsqu'il a approuvé le certificat de contrôle sur la base des renseignements présentés par les importateurs) font toutes partie du même processus de certification, de vérification, d'inspection et de dédouanement.

Il est vrai que l'inspection physique des produits importés a effectivement lieu au moment de l'importation (c'est-à-dire après l'approbation des certificats de contrôle), mais il faut y voir un droit légitime et tout à fait normal de tous pouvoirs publics. En particulier, la Turquie voudrait souligner qu'il s'agit d'un processus raisonnable qui ne doit pas être interprété comme ayant des effets de distorsion des échanges ou comme imposant une charge administrative. Bien au contraire, ce système réglementaire doit être considéré dans le contexte d'un pays où des procédures douanières de contrôle et d'inspection allégées ne peuvent pas encore être appliquées faute de système efficace de surveillance du marché. Le processus de certification rapide par le MARA et les vérifications et inspections proprement dites au niveau des douanes sont les seuls instruments efficaces qui permettent à la Turquie de garantir que les produits qui sont mis en libre circulation sur son marché sont sûrs et propres à la consommation.

Question n° 40

(Turquie) Au paragraphe 54 de sa première communication, la Turquie déclare que les certificats de contrôle ont pour but de déterminer "la conformité avec tous les spécifications, normes et règlements techniques (concernant la santé et la sécurité des personnes, la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux, la protection de l'environnement, l'aptitude à l'usage, la sécurité des produits, les politiques publiques, etc.)".

a) Les producteurs ou distributeurs de riz national doivent-ils également obtenir un certificat de contrôle pour acheter ou vendre du riz sur le marché turc, ou les certificats de contrôle ne concernent-ils que le riz importé?

En vertu de la législation turque, les producteurs nationaux doivent obtenir du MARA une "autorisation de produire" pour le riz produit dans le pays avant la distribution, la commercialisation et la vente des produits. De plus, la législation turque prévoit que l'étiquette des produits doit indiquer "le numéro de l'autorisation de produire" si le riz commercialisé est un riz national. Pour le riz importé, la loi exige que l'étiquette indique "la date et le numéro du certificat de contrôle". La législation turque pertinente figure dans le Communiqué concernant le Code alimentaire turc relatif aux règles d'étiquetage général et d'étiquetage nutritionnel des produits alimentaires.[12] S'agissant des renseignements requis en matière d'étiquetage, la partie pertinente de l'article 6 du Communiqué prévoit ce qui suit:

> "Les renseignements obligatoires qui doivent figurer sur l'étiquette des produits alimentaires sont les suivants:
>
> a) nom du produit alimentaire;
>
> b) liste des ingrédients;
>
> c) poids net;
>
> d) noms, marque déposée, adresses du fabricant et de l'emballeur et lieu de production;
>
> e) date de péremption;
>
> f) numéro de lot et/ou numéro de série;
>
> g) date et numéro de l'autorisation de produire, numéro ou date d'enregistrement et numéro du certificat de contrôle pour l'importation;
>
> h) pays d'origine;
>
> i) notice d'utilisation et/ou conditions de stockage, le cas échéant;
>
> j) volume d'alcool pour les boissons contenant plus de 1,2 pour cent d'alcool par volume.
>
> Les renseignements visés aux alinéas a), c), e) et i) doivent figurer au même endroit sur l'étiquette des produits alimentaires."

b) De quelle manière et en vertu de quelles règles la Turquie fait-elle en sorte que le riz produit dans le pays remplisse les conditions minimales pour ce qui est des aspects visés par les certificats de contrôle?

La Turquie fait observer que l'article 13 du Communiqué concernant le Code alimentaire turc concernant le riz paddy, n° 2002/11[13] et sur le riz brun et le riz blanchi n° 2001/10[14] dispose ce qui suit: "*les établissements qui produisent et vendent les produits visés dans le présent communiqué sont tenus d'observer les dispositions dudit communiqué pour ce qui est de l'enregistrement, de l'autorisation, de l'importation, du contrôle et de l'inspection*". Par conséquent, en vertu de la

[12] Communiqué n° 2002/58, Journal officiel, 25.08.2002, n° 24857.
[13] Voir Annex TR-6.
[14] Voir Annex TR-5.

législation turque, les mêmes spécifications sont requises pour le riz importé et pour le riz produit dans le pays et sont évaluées à la lumière des mêmes prescriptions.

c) Au cours de la première réunion de fond avec le Groupe spécial, la Turquie a affirmé que tous les producteurs nationaux étaient assujettis à un système d'enregistrement, qui est en vigueur depuis trois ans. À cet égard, la Turquie peut-elle: i) présenter l'instrument juridique pertinent sur lequel cet enregistrement est fondé; ii) exposer de façon détaillée les prescriptions auxquelles les producteurs nationaux doivent satisfaire pour pouvoir être enregistrés; iii) spécifier les objectifs et le but de ce système d'enregistrement; et iv) indiquer quel était le système en vigueur avant l'adoption du système d'enregistrement.

La Turquie note que, concernant le point i) de la question, l'instrument juridique pertinent qui prévoit le système d'enregistrement pour les agriculteurs figure dans le Règlement sur le Système d'enregistrement des agriculteurs nationaux[15], reproduit dans la pièce Annex TR-34.

S'agissant du point ii), il y a lieu de se reporter aux articles 6 et 7 du règlement pertinent qui figure dans la pièce Annex TR-34.

Quant au point iii), la Turquie fait observer que le Système d'enregistrement des agriculteurs a été établi en 2001 dans le but de mettre en place l'infrastructure nécessaire en vue de l'harmonisation avec la législation pertinente des CE; de créer un système de distribution plus efficace et efficient pour les paiements directs de soutien des revenus et autres subventions; et de garantir un apport de données précises à prendre en considération dans le cadre de l'élaboration de la politique agricole. Le Système d'enregistrement des agriculteurs contient des renseignements sur les produits, l'inscription au cadastre, la propriété foncière, la situation des terres pour ce qui est de l'irrigation, l'agriculteur et le district, la ville et la région auxquels est rattaché le village. La Turquie estime que 90 pour cent des agriculteurs et 91 pour cent de l'ensemble des zones agricoles sont enregistrés dans ce système.

Enfin, s'agissant du point iv), la Turquie fait observer que tous les agriculteurs sont tenus d'être enregistrés auprès de l'Union des chambres turques de l'agriculture. Avant la mise en place du Système d'enregistrement des agriculteurs, la principale source d'information pour le MARA était le registre tenu par ladite union.

d) La Turquie peut-elle indiquer quelques-unes des "politiques publiques" – autres que celles qui concernent la santé et la sécurité des personnes, la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux, la protection de l'environnement, l'aptitude à l'usage et la sécurité des produits – pour lesquelles les certificats de contrôle serviraient à déterminer la conformité?

La Turquie fait observer que le certificat de contrôle ne vise à mettre en œuvre aucune politique publique légitime autre que celles qui sont mentionnées par le Groupe spécial dans la question. D'une manière générale, toutefois, comme nous l'avons indiqué, l'approbation des certificats de contrôle a également pour objet de garantir la cohérence et l'uniformité des procédures de dédouanement, elle assure une plus grande prévisibilité commerciale et une plus grande certitude juridique aux importateurs (quant à ce que peut comporter le contrôle à la frontière) et elle réduit l'éventualité d'un blocage des marchandises à la douane, avec le risque d'un contentieux douanier long et coûteux. Il s'agit là clairement d'avantages en matière de facilitation des échanges dont la Turquie considère qu'ils sont fournis par le certificat de contrôle.

[15] Journal officiel, 16.04.2005, n° 25778.

Question n° 41

(Turquie) En quoi consiste l'analyse de l'"aptitude et la compatibilité" du point de vue de la santé et de la sécurité des personnes, ainsi que par rapport à d'autres préoccupations, à laquelle procède le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) lorsqu'il décide de délivrer un certificat de contrôle? Cette analyse porte-t-elle uniquement sur la déclaration faite par le requérant? S'il n'en est pas ainsi, quand cette analyse a-t-elle lieu et comment est-elle faite? À quel moment et à quel endroit l'inspection physique des produits importés a-t-elle lieu, le cas échéant?

L'analyse de "l'aptitude et la compatibilité" du produit, à laquelle procède le MARA se fonde sur les documents qui doivent être joints au certificat de contrôle. Les documents requis aux fins de l'approbation du certificat de contrôle varient selon les spécifications prescrites par la loi pour le produit considéré. L'importateur déclare que le produit est conforme à la législation en remplissant les parties pertinentes du formulaire de demande de certificat de contrôle. Par exemple, les importateurs de riz doivent déclarer que le produit est conforme, entre autres choses, à la législation pertinente sur la production, la consommation et l'inspection des produits alimentaires, à la législation pertinente sur la lutte contre les parasites dans l'agriculture et la quarantaine agricole et aux spécifications des CE, de l'Organisation mondiale de la santé et du Codex Alimentarius de la FAO.

Comme nous l'avons déjà expliqué dans la réponse à la question n° 14, l'approbation du certificat de contrôle fait partie d'un processus de vérification et de contrôle douaniers. Le "contrôle des documents", qui est la première des trois étapes que compte la procédure de contrôle douanier, commence déjà avec l'approbation du certificat de contrôle pour les produits qui y sont soumis.

Une fois qu'elles ont vérifié que les documents présentés par l'importateur satisfont aux prescriptions établies par la loi, les autorités douanières et les fonctionnaires du MARA procèdent à la vérification de l'identité du produit et aux inspections physiques. Comme la Turquie l'a mentionné plus haut, au stade de l'importation, les produits sont examinés selon une procédure d'évaluation des risques. Les produits importés peuvent être soumis à des analyses de laboratoire, conformément à la législation turque relative aux produits alimentaires. De plus, la sécurité sanitaire des produits est évaluée sur la base des procédures en matière de quarantaine prévues par les lois turques sur la protection des végétaux et sur la quarantaine agricole. Les produits seront mis en libre circulation si les résultats des analyses sont conformes à la législation pertinente.

Question n° 44

(Turquie) La Turquie a fourni des renseignements sur les 2 223 certificats de contrôle approuvés entre 2003 et septembre 2006 dans la pièce 20 jointe à sa première communication.

a) La Turquie peut-elle fournir des renseignements sur le nombre de demandes de certificats de contrôle présentées chaque mois pour importer du riz, au cours de la même période, par pays d'origine, en indiquant pour chaque mois la quantité demandée et le pays d'origine?

b) La Turquie peut-elle indiquer le nombre de certificats de contrôle approuvés chaque mois au cours de la même période, en indiquant pour chaque mois la quantité demandée et le pays d'origine?

c) La Turquie peut-elle préciser si l'intégralité des 2 223 certificats de contrôle approuvés ont été délivrés pour du riz?

d) La Turquie peut-elle fournir une liste officielle des 2 223 certificats de contrôle approuvés entre 2003 et septembre 2006, en indiquant la date de la demande, la date de l'approbation, le bénéficiaire (en précisant s'il s'agit d'un commerçant, d'une rizerie, d'un détaillant ou d'un consommateur final), la quantité et le type de riz (riz paddy, brun et blanchi)?

e) La Turquie peut-elle fournir un exemplaire de chacun des 2 223 certificats de contrôle approuvés entre 2003 et septembre 2006?

f) La Turquie peut-elle indiquer le nombre de demandes de certificats de contrôle reçues entre 2003 et septembre 2006 et combien d'entre elles ont été rejetées ou approuvées? Peut-elle préciser les raisons du rejet dans chaque cas? Peut-elle indiquer le pays d'origine et les quantités demandées sur les certificats de contrôle qui ont été rejetés?

Réponse à la question n° 44 a), 44 b) et 44 d):

Tout d'abord, la Turquie tient à préciser au Groupe spécial que le nombre total de certificats de contrôle approuvés a augmenté et est donc supérieur à celui qui a été indiqué dans les précédentes communications (à savoir, 2 223) car les chiffres présentés dans le tableau figurant dans la pièce Annex TR-33 ont été mis à jour au 9 novembre 2006. Le nombre de certificats de contrôle approuvés au 9 novembre 2006 est de 2 244.

S'agissant des données demandées aux points a), b) et d) de la question n° 44, la Turquie renvoie aux pièces Annex TR-33, TR-35 et TR-36 qui contiennent tous les renseignements concernant les certificats de contrôle.

Réponse à la question n° 44 c):

C'est exact. Le nombre de certificats de contrôle approuvés qui était indiqué concerne des expéditions de riz blanchi, de riz paddy et de riz brun.

Réponse à la question n° 44 e):

La Turquie confirme au Groupe spécial que des photocopies des certificats de contrôle sont disponibles. Les ministères compétents ne sont toutefois pas autorisés à fournir toutes les copies au Groupe spécial. Quoi qu'il en soit, la Turquie estime qu'elle sera en mesure de fournir au Groupe spécial, à sa demande et à titre strictement confidentiel, les copies de n'importe quel certificat de contrôle mentionné dans la pièce Annex TR-33.

Réponse à la question n° 44 f):

La Turquie renvoie à la pièce Annex TR-35 pour le pourcentage de certificats de contrôle approuvés ou rejetés et à la pièce Annex TR-36 pour la liste des certificats de contrôle rejetés, y compris les raisons du refus. Elle souhaiterait préciser au Groupe spécial que les statistiques fournies dans les pièces Annex 35 et 36 portent sur la période allant jusqu'au 21 septembre 2006.

Question n° 45

(Aux deux parties) Au paragraphe 72 de leur première communication, les États-Unis affirment que "la Turquie n'accorde pas de certificats de contrôle dans 100 pour cent des cas" et, de même, que "la Turquie n'accorde jamais de certificats de contrôle".

b) Si la Turquie conteste cette affirmation, peut-elle fournir des éléments de preuve montrant que des certificats de contrôle ont été accordés au cours des trois dernières années (depuis juillet 2003)?

La Turquie rejette catégoriquement l'affirmation des États-Unis et renvoie, pour les éléments de preuve nécessaires, à la pièce Annex TR-33 et aux copies disponibles des certificats de contrôle approuvés, ainsi qu'il est indiqué dans sa réponse à la question n° 44 e).

Question n° 49

(Aux deux parties) Lors de la première réunion de fond, la Turquie a affirmé qu'une fois qu'un importateur obtenait un certificat de contrôle, l'importation effective dépendait de facteurs liés au marché, tels que les taux de change relatifs, la demande, les prix, etc.

b) La Turquie peut-elle confirmer que l'écart entre la quantité de riz importée prise en compte dans les certificats de contrôle approuvés et les importations effectives de riz peut être dû exclusivement aux facteurs liés au marché mentionnés ci-dessus? Ou se pourrait-il qu'un importateur détenant un certificat de contrôle valable ne puisse toujours pas importer du riz conformément au certificat pertinent pour des raisons qui n'auraient pas de rapport avec des facteurs liés au marché, comme le fait de ne pas détenir un document ou une autorisation additionnelle de l'administration turque ou le fait de ne pas satisfaire à une prescription additionnelle? Si tel est le cas, la Turquie pourrait-elle indiquer la proportion des importations non effectuées qui peuvent être imputées à ces facteurs non liés au marché?

La Turquie souhaite confirmer que l'écart entre la quantité de riz importée prise en compte dans les certificats de contrôle approuvés et les importations effectives de riz est dû exclusivement à des facteurs liés au marché. À cet égard, elle fait observer que le système autorise les importateurs à utiliser les certificats de contrôle pour importer la quantité totale indiquée dans le certificat concerné ou uniquement pour une partie de cette quantité. Dans ce dernier cas, les importateurs sont libres d'utiliser le même certificat de contrôle plusieurs fois, à concurrence de la quantité de riz approuvée, durant la période de validité du certificat de contrôle (soit 12 mois à compter de la date d'approbation). La Turquie confirme également que, dès lors que les importateurs montrent le certificat de contrôle aux autorités douanières, aucun document ni aucune autre autorisation additionnels d'une autre administration publique n'est exigé pour pouvoir procéder à l'importation du reste de la quantité indiquée sur le certificat. Les importateurs peuvent également choisir de ne pas utiliser du tout le certificat de contrôle, en fonction des évaluations commerciales qu'ils effectuent sur la base des conditions du marché pour les importations de riz.

Les produits qui ne sont pas pleinement conformes aux spécifications mentionnées sur le certificat de contrôle et les produits dont il est constaté, au cours des inspections physiques effectuées à la douane, qu'ils ne sont pas conformes aux prescriptions sanitaires et phytosanitaires, sont rejetés. Le rejet des expéditions lors du contrôle à la frontière peut donc constituer une autre raison expliquant l'écart entre la quantité de riz importée prise en compte dans le certificat de contrôle approuvé et les importations effectives de riz.

c) La Turquie peut-elle indiquer les taux de change mensuels moyens applicables de juillet 2003 à septembre 2006. En outre, peut-elle indiquer tout autre fait qui, à son avis, a affecté le commerce du riz en Turquie au cours de cette période?

À propos du taux de change mensuel moyen du dollar EU, la Turquie renvoie à la pièce Annex TR-37.

La Turquie souhaite expliquer que le marché turc du riz est déterminé par l'offre et la demande, comme dans toute économie de marché. Les principaux facteurs qui déterminent la demande sont les prix nationaux et les prix mondiaux du riz, la consommation nationale et les taux de change. En ce qui concerne l'offre, les éléments essentiels sont le niveau de la production nationale et de la production mondiale, et le niveau des stocks. La Turquie a toujours été importateur net de riz. Bien que ces données varient beaucoup au fil des ans en fonction des conditions du marché, elle fait observer qu'au cours des dix dernières années, 33 à 62 pour cent de son offre totale de riz étaient d'origine étrangère.

Malgré les fluctuations de l'offre totale résultant de la production nationale et de l'importation de riz, la tendance générale de l'offre totale fait apparaître une augmentation. En particulier, si l'offre totale en 1997 s'est élevée à 436 092 tonnes, elle est passée à 643 436 tonnes en 2006. L'augmentation de l'offre totale peut s'expliquer par une augmentation de la production nationale et des importations. Quant à la demande, en l'absence d'exportation notable de riz, les chiffres montrent également une augmentation de la demande totale. L'accroissement démographique et la modification des habitudes de consommation sont les principales raisons expliquant l'augmentation de la demande.

La demande croissante d'importations de riz ne se limite pas aux facteurs susmentionnés. La proximité du marché, les choix des consommateurs et la progression des revenus sont aussi des éléments importants de la demande. Concernant le premier facteur mentionné, les pays exportateurs proches de la Turquie, comme l'Égypte, sont bien plus avantagés que les pays comme les États-Unis ou la Thaïlande sur le plan de la livraison. En ce qui concerne le deuxième facteur, comme le riz n'est pas un produit homogène du point de vue du goût et de la qualité, certains types de riz ont la préférence des consommateurs. De plus, sur le marché turc, les variétés nationales de riz sont vendues plus cher. Les consommateurs peuvent payer de 100 à 150 dollars EU environ de plus pour du riz de qualité supérieure. Enfin, le revenu par habitant ayant peu à peu augmenté depuis la crise financière de 2001, la demande d'importations de produits, y compris de riz, a également progressé.

Un examen des chiffres de la production enregistrés entre 1997 et 2006 montre une tendance continue à la hausse. L'augmentation relativement plus forte entre 2004 et 2006 peut s'expliquer par plusieurs facteurs, comme le renouveau et la modernisation des systèmes et techniques de culture (c'est-à-dire, entre autres choses, des systèmes d'irrigation plus efficaces, l'utilisation de semences de haute qualité, la réhabilitation des terres et des semences cultivées) dans le secteur de la production rizicole, et la transformation des méthodes d'estimation de la production grâce au nouveau système d'enregistrement des agriculteurs et aux nouvelles politiques agricoles du MARA. Bien qu'il y ait une augmentation constante de la production nationale de riz, on observe également une tendance à la hausse des importations totales, malgré les fluctuations relevées certaines années. Par exemple, pendant la période allant de 2004 à 2006, au cours de laquelle le régime de contingent tarifaire était en vigueur, les importations d'équivalent-riz sont passées de 146 458 tonnes à 253 436 tonnes[16], tandis que la production d'équivalent-riz passait de 294 000 tonnes à 390 000 tonnes.

Quant aux fluctuations des importations survenues au fil des années, elles peuvent être en partie attribuées aux taux de change de la Turquie et des pays exportateurs, ainsi qu'aux niveaux de production et aux stocks à la fin de l'année antérieure. Par exemple, la baisse des importations en 2004 doit s'expliquer par leur augmentation en 2003, année au cours de laquelle elles s'étaient élevées à 371 000 tonnes. Ce chiffre correspond au niveau d'importation le plus élevé qui ait été enregistré depuis dix ans et a conduit au report sur 2004 de quantités de riz stockées considérables. Par contre,

[16] Valeurs escomptées.

l'augmentation des importations en 2003 était en partie due à l'appréciation de la livre turque et à la progression du pouvoir d'achat dans le pays après la crise financière de 2001.

S'agissant des importations par pays d'origine, si les importations de riz blanchi en provenance des États-Unis n'ont cessé de diminuer, les importations de riz paddy en provenance de ce pays font apparaître une tendance relativement semblable à celle des importations totales. La courbe des importations de riz en provenance d'Égypte orientée à la hausse est demeurée assez stable. La Turquie considère que la compétitivité du riz égyptien explique cette tendance générale. Par exemple, le prix unitaire du riz paddy des États-Unis était de 447 dollars EU la tonne en 2004 et de 260 dollars EU la tonne[17] en 2005, tandis que le prix unitaire du riz blanchi en Égypte était de 350 dollars EU la tonne en 2004 et de 310 dollars EU la tonne en 2005. C'est pour cette raison que la part de marché correspondant au riz des États-Unis a diminué et que celle qui correspond au riz égyptien a augmenté au cours des dernières années. La Turquie estime que cela n'a rien à voir avec le contingent tarifaire. Bien au contraire, le contingent tarifaire a stimulé l'importation de riz paddy (pour lequel les États-Unis détiennent 98 pour cent de part de marché), en raison des taux de droit moins élevés.

Question n° 50

(Aux deux parties) Dans quelles circonstances, ou pour quelles raisons, le cas échéant, le Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) ne délivrerait-il pas de certificat de contrôle?

La Turquie fait observer que le fait que les renseignements figurant sur le formulaire de demande de certificat de contrôle, ou que les documents joints à ce formulaire soient insuffisants, peut constituer une raison de non-approbation d'un certificat. Elle fournit ci-après quelques exemples dans lesquels les renseignements figurant sur le formulaire de demande de certificat de contrôle et sur les documents joints sont insuffisants/incorrects/incompatibles:

Absence de certains renseignements et/ou renseignements inexacts sur le formulaire de demande de certificat de contrôle, notamment:

- incompatibilité des produits importés avec le numéro du Code des douanes indiqué sur le certificat de contrôle;
- pas d'indication ou indication inappropriée du poste de douane par où sont entrés les produits;
- pas de mention ou mention inexacte du pays d'origine;
- autres renseignements manquants qui doivent être mentionnés sur le formulaire de demande de certificat de contrôle.

Incohérence des renseignements indiqués sur les documents fournis, notamment:

- nom de la société;
- adresse;
- indication du produit.

Comme il a déjà été dit, l'importateur concerné est informé sans retard de ces insuffisances et il a le droit d'y remédier dans le délai indiqué. Si les insuffisances notifiées par le MARA à l'importateur ne sont pas traitées ou si elles ne sont pas dûment corrigées, la demande sera retournée à

[17] Même si ce prix n'est pas réaliste, car les importateurs déclarent des prix peu élevés pour éviter ou limiter l'imposition.

l'importateur, accompagnée du rejet officiel. Les autres raisons justifiant un rejet sont, de toute évidence, la non-conformité du produit avec la législation pertinente et le retrait de la demande d'approbation du certificat de contrôle par l'importateur.

Question n° 53

(Turquie) Lorsqu'une demande de certificat de contrôle est rejetée:

a) L'importateur a-t-il la possibilité de demander un réexamen administratif ou une révision judiciaire du rejet?

La Turquie fait observer que l'importateur peut à tout moment demander à l'administration (c'est-à-dire au MARA) de réexaminer la demande qui a été rejetée. Elle fait également observer qu'en Turquie, tous les actes de l'administration publique peuvent faire l'objet d'une révision judiciaire. En particulier, ce principe est énoncé à l'article 125 de la Constitution turque, qui prévoit également que "*[l]'administration est responsable des dommages causés par ses propres actes et actions*". En outre, l'article 138 de la Constitution turque dispose que "*les organes législatif et exécutif, de même que l'administration, se conformeront aux décisions des tribunaux; ils ne les modifieront en aucune façon, ni n'en retarderont l'exécution*".

b) Si l'importateur peut, dans les faits, engager une procédure de réexamen administratif ou de révision judiciaire, prière d'expliquer cette procédure et d'indiquer le fondement juridique pertinent.

L'administration est tenue de rectifier l'acte dont il a été constaté qu'il contrevenait à la législation pertinente par suite de la procédure engagée par l'importateur. Elle doit se conformer aux décisions judiciaires et prendre toutes les mesures et décisions nécessaires et appropriées dans un délai de 30 jours (article 28/1 de la Loi n° 2577 sur les procédures administratives).

c) Dans quelles circonstances et pour quels motifs un importateur peut-il demander un réexamen administratif ou une révision judiciaire du rejet d'une demande de certificat de contrôle?

La Turquie fait observer qu'en vertu de la législation turque, l'importateur peut toujours engager une procédure contre tout acte de l'administration.

d) Un importateur peut-il présenter de nouveau sa demande pour le même certificat de contrôle après avoir corrigé les insuffisances alléguées? Dans l'affirmative, dans quels cas un importateur choisirait-il de présenter de nouveau sa demande, au lieu de demander un réexamen administratif ou une révision judiciaire du rejet de la première demande?

La Turquie fait observer que l'importateur a le droit de présenter de nouveau une demande de certificat de contrôle après avoir corrigé les insuffisances et/ou avoir donné les renseignements nécessaires qui manquaient dans la première demande. Si, toutefois, l'importateur allègue que la première demande était conforme aux prescriptions fixées dans la législation, il peut choisir d'engager une procédure.

e) Veuillez fournir des statistiques concernant les résultats des réexamens administratifs ou des révisions judiciaires et la communication de nouvelles demandes pour les certificats de contrôle qui ont été rejetés.

La Turquie indique que depuis 2003, 14 importateurs ont engagé une procédure contre le MARA. Cinq de ces procès ont abouti à des décisions en faveur du MARA. Pour les neuf autres, la procédure engagée devant les tribunaux est en cours.

Question n° 54

(Turquie) Au paragraphe 67 de sa première communication, la Turquie déclare que "rien dans la législation turque pertinente n'oblige à "refuser" d'approuver un certificat de contrôle, sauf dans les cas légitimes où les importateurs n'ont pas satisfait aux prescriptions douanières nécessaires". La Turquie pourrait-elle indiquer à quelles prescriptions douanières nécessaires les importateurs n'ont pas satisfait dans les cas spécifiques mentionnés par les États-Unis dans leur première communication?

La Turquie fait observer que les raisons du refus de délivrer les certificats de contrôle ont été, entre autres, des renseignements administratifs nécessaires incomplets, l'utilisation multiple des factures et la non-présentation de tous les documents nécessaires.

Pour plus de précisions sur les raisons des rejets, la Turquie renvoie à la pièce Annex TR-36, qui donne les raisons spécifiques du refus pour chaque demande de certificat de contrôle.

Question n° 55

(Turquie) Les autorités douanières turques sont-elles légalement habilitées à refuser une expédition de produits importés même si un certificat de contrôle a été délivré et approuvé par le Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (MARA)? Prière de fournir des explications à cet égard.

Oui, les autorités douanières sont légalement habilitées à refuser une expédition de produits importés, même si un certificat de contrôle a été délivré et approuvé par le MARA. En particulier, et comme il a été expliqué plus haut, le certificat de contrôle est un document requis pour la première des trois étapes (à savoir le contrôle des documents) des procédures de contrôle au stade de l'importation. Après le "contrôle des documents", les autorités douanières et les fonctionnaires du MARA procèdent à des vérifications de l'identité du produit et à des inspections. Si les produits importés ne sont pas conformes aux spécifications mentionnées sur le certificat de contrôle et si les inspections révèlent qu'ils ne sont pas conformes aux prescriptions sanitaires et phytosanitaires, ils sont refusés.

Question n° 59

(Turquie) Au paragraphe 17 de la version provisoire de ses déclarations orales, l'Australie indique que "la communication de la Turquie …, selon laquelle ses certificats de contrôle concernent uniquement des questions douanières – et, de ce fait, ne sont pas des licences d'importation – donne une portée trop large à l'exception aux "fins douanières" et restreint beaucoup plus le sens de l'expression "licences d'importation" que cela n'est prévu soit par l'article XI du GATT de 1994, soit par l'Accord sur les licences d'importation". La Turquie pourrait-elle formuler des observations sur cette déclaration?

La Turquie note que l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation est libellé comme suit:

> Aux fins du présent accord, les formalité de licences d'importation sont, par définition, les procédures administratives[18] utilisées pour l'application de régimes de licences d'importation qui exigent, comme condition préalable à l'importation sur le territoire douanier du Membre importateur, la présentation à l'organe administratif compétent d'une demande ou d'autres documents (distincts des documents requis aux fins douanières).

La Turquie considère qu'au regard de cette disposition, la définition des licences d'importation aux fins de l'Accord sur les procédures de licences d'importation exclut les procédures administratives qui sont requises à des fins douanières. Elle fait observer que les certificats de contrôle sont des formulaires qui sont requis à des fins douanières et n'entrent donc pas dans le champ de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et de la définition des "licences d'importation".

À titre de remarque préliminaire, la Turquie estime que la portée véritable de ce qu'il est convenu d'appeler l'"exception" relative aux "fins douanières" ne peut être précisée qu'en procédant à une analyse de ce en quoi consistent effectivement des "fins douanières". Il n'y a pas de portée "étroite" ou "large" de l'"exception" une fois qu'il est établi qu'un formulaire donné est censé être compatible avec des "fins douanières". L'application du concept de "fins douanières" doit être neutre par nature et ne peut pas être élargie ni réduite pour les besoins de l'interprétation, en particulier en ce qui concerne le sens de l'expression "licence d'importation".

Autrement dit, ce qu'il est convenu d'appeler "exception" n'a pas pour objet de constituer une exception aux prescriptions en matière de procédures de licences d'importation qui doit être interprétée, comme toutes les exceptions, de la manière la plus restrictive. Elle ne vise pas non plus à restreindre la définition des licences d'importation, que ce soit aux fins de l'Accord sur les procédures de licences d'importation ou aux fins de l'application de l'expression "licence d'importation" au titre de l'article XI:1 du GATT. Bien plutôt, la référence aux "fins douanières" est destinée à limiter le champ d'application des règles relatives aux procédures de licences d'importation de manière à éviter toute interférence et confusion possible entre l'application de ces règles et la mise en œuvre de politiques douanières légitimes. La Turquie ne comprend pas comment l'Australie délimiterait le champ d'application de ce qu'il est convenu d'appeler "exception".

À cet égard, la Turquie souligne que ce ne sont ni la portée ni la teneur des renseignements demandés par le MARA en vue de l'approbation du certificat de contrôle qui peuvent transformer un document administratif utilisé aux fins douanières en une licence d'importation. Elle estime que le facteur qui permet d'établir une distinction entre une "licence d'importation" et d'autres documents (comme ceux qui sont utilisés à des "fins douanières") se rapporte à la procédure et non à la teneur des documents. En outre, la Turquie a déjà fait observer que les "fins douanières" des certificats de contrôle étaient évidentes tant *de jure* que *de facto*. Le régime douanier de la Turquie ne présente rien de considérablement différent des régimes douaniers d'autres pays Membres de l'OMC en ce sens que le processus d'importation et de dédouanement est plus que le simple fait de se conformer à l'obligation d'acquitter les droits et autres impositions applicables.

Question n° 60

(Aux deux parties) Au paragraphe 26 de la version provisoire de sa déclaration orale, l'Australie indique que "le procédé en cause est le refus généralisé allégué de la Turquie de délivrer des certificats de contrôle". Les parties pourraient-elles faire des observations concernant cette déclaration? Le cas échéant, veuillez donner des éléments de preuve à l'appui de vos déclarations.

[18] Celles qui sont désignées par le terme "licences", ainsi que d'autres procédures administratives similaires.

La Turquie estime qu'elle a déjà démontré de manière concluante, moyennant la fourniture d'éléments de preuve factuels[19], qu'il n'y a jamais eu de "refus généralisé" *de jure* ou *de facto* d'approbation des certificats de contrôle. Les cas individuels de refus d'approbation concernant des demandes spécifiques présentées par des importateurs individuels ne peuvent être invoqués pour laisser entendre qu'il y a un "refus généralisé" qui constituerait une mesure d'ordre général.

La Turquie estime aussi qu'à cet égard les États-Unis n'ont pas réussi à prouver que, *de jure* ou *de facto*, la Turquie imposait parfois une mesure d'ordre général qui entraînait un "refus généralisé" d'approuver les certificats de contrôle.

Question n° 61

(Aux deux parties) Au paragraphe 27 de la version provisoire de ses déclarations orales, l'Australie indique que "[s]i le Groupe spécial constate que la Turquie a en fait adopté une pratique consistant purement et simplement à ne pas délivrer de certificat de contrôle …, cela constituerait une "mesure d'ordre général" aux fins de l'article X:2 [du GATT de 1994], que les lettres d'acceptation elles-mêmes puissent ou non être mises en application". Les parties pourraient-elles formuler des observations sur cette déclaration?

La Turquie souhaiterait réaffirmer qu'il n'y a jamais eu de "*pratique [a priori] consistant à ne délivrer globalement aucun certificat de contrôle*". En conséquence, il n'y a jamais eu de "*mesure d'ordre général*" au sens de l'article X:2 du GATT. En outre, la Turquie aimerait souligner qu'à propos des cas individuels de refus d'approbation des certificats de contrôle, les importateurs affectés ont été systématiquement informés des raisons pour lesquelles leur demande a été rejetée. Cela est une preuve claire de la spécificité des mesures (à savoir les refus individuels). Ces refus individuels n'étaient pas, comme l'ont fait valoir les États-Unis, des mesures d'ordre général et n'ont jamais constitué un "refus généralisé" *de facto*. Si la Turquie avait souhaité introduire une mesure d'ordre général, elle l'aurait dûment publiée, comme elle le fait pour toutes ses mesures d'ordre général (par exemple le contingent tarifaire ou les règles relatives aux certificats de contrôle).

Question n° 63

(Aux deux parties) Lors de la première réunion de fond avec le Groupe spécial, la Turquie a affirmé que les difficultés rencontrées par Torunlar en essayant d'importer du riz constituaient un cas exceptionnel.

a) Dans la mesure du possible, la Turquie pourrait-elle développer encore cette affirmation et expliquer sur quelle base les difficultés rencontrées par Torunlar en essayant d'importer du riz étaient exceptionnelles?

b) La Turquie peut-elle également expliquer dans quelle mesure les cas des autres importateurs mentionnés par les États-Unis (Mehmetoglu et ETM) étaient également exceptionnels?

d) La Turquie peut-elle parler des deux autres importateurs mentionnés par les États-Unis dans leur première communication, à qui auraient été refusés les certificats de contrôle permettant d'importer du riz en Turquie (Mehmetoglu et ETM)?

e) Les parties peuvent-elles donner des renseignements concernant l'importance et la part de ces trois importateurs (Torunlar, Mehmetoglu et ETM) dans les

[19] Voir Annex TR-8, Annex TR-20, et Annex TR-33 ci-jointes.

importations totales de riz en Turquie et, plus précisément, dans les importations en Turquie de riz en provenance des États-Unis pendant la période considérée?

La Turquie fait observer à titre préliminaire que, malgré les problèmes exceptionnels rencontrés pour obtenir l'approbation de certains certificats de contrôle demandés par ces sociétés, un nombre considérable de certificats de contrôle ont été approuvés pour Torunlar, Mehmetoglu et ETM. À ce propos, la Turquie renvoie à la pièce Annex TR-38 pour des renseignements détaillés sur l'approbation de certificats de contrôle destinés à ces sociétés.

La Direction provinciale pertinente du MARA établit que le rejet des demandes déposées par ces sociétés était dû à des documents manquants et à des renseignements incorrects.

La Turquie renvoie par ailleurs à la pièce Annex TR-39 pour des chiffres détaillés relatifs aux importations concernant les importateurs mentionnés ci-dessus et leurs parts relatives dans les importations totales.

Question n° 66

(Aux deux parties) Au paragraphe 31 de leur première communication, les États-Unis affirment que les poursuites engagées par Torunlar contre le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) "sont toujours en cours", faisant référence à une lettre du Département provincial de l'agriculture du gouvernorat d'Ankara (pièce US-33). Quelle est la situation courante de ces poursuites à ce jour?

La Turquie fait observer que les poursuites ont été conclues en faveur du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales. La société a choisi de ne pas faire appel devant la Haute Cour.

Question n° 67

(Turquie) Au paragraphe 35 de leur première communication, les États-Unis ont affirmé que "[d]ébut avril, 40 producteurs de riz s'[étaient] rendus au MARA pour élever une protestation selon laquelle une société (Mehmetoglu Domestic and Foreign Trade) aurait reçu un certificat de contrôle sans acheter de riz national". La Turquie peut-elle faire des observations sur ce sujet?

Il est évident que cette information venait d'un article de presse. De même que dans tout autre pays Membre de l'OMC où la liberté d'expression est accordée, en Turquie les groupes d'intérêt se réunissent avec les autorités gouvernementales compétentes pour examiner ou présenter leurs préoccupations et leurs problèmes en rapport avec leur secteur d'exploitation. Ces réunions peuvent naturellement entraîner certaines déclarations retentissantes des médias qui ne reflètent pas nécessairement la vérité ou qui peuvent être utilisées à des fins politiques ou démagogiques. La Turquie pense qu'un article de presse, dont l'exactitude est douteuse, ne doit pas être utilisé comme élément de preuve pour introduire une affaire devant le système de règlement des différends de l'OMC.

Question n° 71

(Turquie) La Turquie peut-elle donner des chiffres détaillés sur le fonctionnement de sa prescription relative aux achats sur le marché intérieur dans le cadre du contingent tarifaire, en particulier en ce qui concerne:

a) la date, la valeur, le prix et le type d'achats de riz sur le marché intérieur dans le cadre du contingent tarifaire;

b) l'origine des importations spécifiques de riz; et

c) les certificats de contrôle spécifiques avec lesquels ces achats de riz sur le marché intérieur ont été faits?

À propos de la question n° 71 a), la Turquie renvoie à la pièce Annex TR-27. À propos de la question n° 71 b), elle renvoie à la pièce Annex TR-8, qui par ailleurs inclut une référence à l'origine des importations contingentaires et hors contingent de janvier 2004 à août 2006. Enfin, à propos de la question n° 71 c), la Turquie renvoie à la pièce Annex TR-33, qui énumère tous les certificats de contrôle approuvés, concernant les importations contingentaires comme les importations hors contingent.

Question n° 72

(Aux deux parties) La Turquie peut-elle faire des observations au sujet de l'affirmation des États-Unis contenue au paragraphe 123 de leur première communication, selon laquelle "la Turquie veille à ce que les contingents ne puissent pas être épuisés en fixant les achats prescrits sur le marché intérieur à un niveau si élevé que les importateurs auraient acheté toute la production turque de riz avant d'atteindre le volume du contingent" et que "compte tenu du niveau des achats sur le marché intérieur fixé jusqu'ici, les importateurs n'ont aucun moyen de pouvoir importer un volume proche de la limite de 300 000 tonnes métriques imposée à l'importation de riz blanchi"? Si tel était le cas, veuillez indiquer en particulier les raisons qu'aurait, le cas échéant, la Turquie de fixer les contingents d'importation au-dessus du niveau réel des importations qu'il est possible de réaliser. Les États-Unis ont-ils des observations à faire sur ce sujet?

La Turquie fait observer que le montant total du contingent tarifaire était déterminé sur la base des projections de production de chaque année et des coefficients de conversion indiqués dans les communiqués connexes.

L'estimation de la Turquie pour la campagne agricole 2005-2006 (septembre-novembre 2005) en Turquie était de l'ordre de 620 000 à 630 000 tonnes de riz paddy. Si toute la production nationale avait été achetée dans le cadre du contingent tarifaire, 500 000 tonnes de riz paddy, soit 300 000 tonnes d'équivalent-riz, auraient été importées uniquement dans le cadre du contingent tarifaire en 2005. Telles étaient les quantités exactes pour lesquelles le contingent a été ouvert.

Question n° 73

(Aux deux parties) Au paragraphe 23 de la version écrite de sa déclaration orale, l'Australie indique que "… la jurisprudence de l'OMC étaye l'idée voulant que l'imposition d'une "prescription additionnelle" ou d'un "obstacle supplémentaire" sur des produits importés par comparaison avec les produits nationaux similaires constitue un traitement moins favorable …". L'Australie ajoute que "ces "obstacles supplémentaires" n'ont pas besoin d'être lourds d'un point de vue commercial et/ou pratique pour être incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994". Les parties pourraient-elles formuler des observations concernant cette déclaration?

La Turquie rappelle que l'article III:4 du GATT, comme il est interprété par la jurisprudence de l'OMC, exige qu'il soit accordé aux produits importés des "possibilités de concurrence" qui ne soient pas moins favorables que les possibilités accordées aux produits d'origine nationale. La

Turquie reconnaît que l'imposition de prescriptions additionnelles sur des produits importés peut aboutir à l'octroi d'un traitement moins favorable.

Toutefois, la Turquie rappelle que la portée et le sens de l'article III:4 du GATT, comme ils sont décrits par l'Australie dans ses déclarations orales, doivent nécessairement s'appliquer dans le contexte des engagements NPF pris par la Turquie dans le cadre de l'OMC. La Turquie ne pense pas qu'un tel raisonnement doive s'appliquer également aux volumes des échanges dans le cadre du contingent tarifaire, qui offre un avantage au riz importé par rapport au riz national. En particulier, la Turquie ne peut appuyer l'opinion selon laquelle les obligations prévues à l'article III:4 du GATT s'appliqueraient au-delà de la portée des engagements effectifs de la Turquie et compte tenu d'un avantage que la Turquie accordait spontanément au riz importé par rapport au riz national. À cet égard, la Turquie considère que, si le commerce NPF n'est pas mis en péril, entravé ou autrement affecté, la question de savoir si la prescription relative aux achats sur le marché intérieur constitue ou non un "obstacle supplémentaire" est une question qui relève de décisions économiques des importateurs (et non d'évaluations des pouvoirs publics). À ce propos, la Turquie considère que dans le cadre du contingent tarifaire, l'avantage substantiel est déterminé en fin de compte par le choix des importateurs. C'est aux importateurs d'évaluer l'intérêt du contingent tarifaire et de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur. Le fait que les importateurs aient fait grand usage du contingent tarifaire et bénéficié de son avantage tarifaire, alors que le commerce NPF restait disponible, témoigne clairement de l'existence d'un avantage considérable pour les produits importés, malgré la prescription relative aux achats sur le marché intérieur.

Question n° 74

(Aux deux parties) Aux pages 2 et 3 de la version écrite de ses déclarations orales, la Corée indique que "[q]uelle que soit l'ampleur de la baisse du coût d'achat du riz national en vertu de ce qu'il est convenu d'appeler la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, on ne peut nier que les importateurs aient dû consacrer des fonds supplémentaires à l'achat de riz national, et que l'on aurait pu importer une plus grande quantité de riz étranger s'il n'y avait pas eu obligation d'utiliser ces fonds pour acheter du riz national. L'aspect principal de cette question n'est pas le prix du riz national, mais l'obligation additionnelle imposée aux importateurs". Les parties pourraient-elles faire des observations concernant cette déclaration?

Les calculs faits sur la base des prix moyens et des scénarios prévus indiquent clairement que les importateurs ont décidé de façon autonome, sur la base de considérations purement commerciales, s'il était ou non avantageux d'acheter du riz national pour bénéficier de la préférence tarifaire dans le cadre du contingent tarifaire.

La Turquie n'est pas d'accord avec l'idée selon laquelle de plus grandes quantités de riz auraient été importées s'il n'y avait pas eu de prescription relative aux achats sur le marché intérieur. À tout moment, comme il est démontré de manière concluante sur la base d'éléments de preuve factuels, les importateurs auraient pu consacrer des fonds illimités à l'achat de riz aux taux NPF ou aux taux appliqués. Le fait que la plupart des importateurs ont préféré importer dans le cadre du contingent tarifaire, malgré la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, tenait entièrement à une décision économique individuelle faite sur la base de calculs purement commerciaux.

Question n° 75

(Aux deux parties) Deux des tierces parties ont présenté dans leur déclaration orale des avis sur l'applicabilité de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord sur les MIC). Aux paragraphes 4 et 5 de la version provisoire de sa

déclaration orale, la Chine a affirmé que "la Turquie perd[ait] de vue le fait que les États-Unis ne définiss[aient] pas ce qu'[était] une "mesure concernant les investissements et liée au commerce" et n'apport[aient] pas la preuve que la mesure prise par la Turquie constitu[ait] une MIC"; et ajoute qu'"[i]l n'est en aucun cas approprié de placer une mesure qui ne relève pas du champ d'application de l'Accord sur les MIC sous la juridiction de ce dernier". La Corée a noté, à la page 3 de la version écrite de sa déclaration orale, que l'Accord sur les MIC ne pouvait s'appliquer qu'aux mesures concernant les investissements, lesquelles devaient comporter un élément commerce et un élément investissement. Dans le cas de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, elle a affirmé qu'"il n'apparai[ssait] pas qu'il y avait un élément investissement" et, dans ce cas, "il ne [pouvait] s'agir d'une mesure concernant les investissements, en conséquence, l'Accord sur les MIC ne pouvait s'appliquer". Les parties pourraient-elles formuler des observations concernant les affirmations faites par la Chine et la Corée dans leur déclaration orale?

La Turquie note que la Chine et la Corée ont soulevé des points intéressants en ce qui concerne l'application et la méthode d'interprétation nécessaire de l'Accord sur les MIC. Les États-Unis semblent faire valoir que, comme il apparaît que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur relève des définitions données dans la Liste exemplative à l'alinéa a) du paragraphe 1, la mesure constitue *ipso facto* une mesure concernant les investissements et liée au commerce, en violation de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.

La Chine pense que les États-Unis n'ont pas signalé quel aspect de la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur constituait une MIC. Pour l'essentiel, la Chine fait valoir que les États-Unis n'ont pas réussi à prouver que la mesure était une MIC en premier lieu et ont simplement fait cette supposition sur la base de la Liste exemplative. La Corée indique à juste titre que, pour que l'Accord sur les MIC s'applique, une mesure doit être une MIC (c'est-à-dire avoir à la fois un élément commerce et un élément investissement). La Corée estime que la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur ne possède pas d'élément investissement. En outre, la Corée considère qu'un mouvement financier transfrontières constitue un élément essentiel de toute mesure concernant les investissements. Dans la pratique, tant la Chine que la Corée considèrent que la prescription fondamentale concernant l'existence d'une MIC a été négligée par les États-Unis dans leur allégation.

La Turquie partage ces points de vue et considère que selon la méthode d'interprétation correcte de l'Accord sur les MIC, il devrait y avoir une évaluation préliminaire de l'existence à la fois de l'élément commerce et de l'élément investissement d'une MIC alléguée. La lecture de l'article premier de l'Accord sur les MIC, selon lequel "*[l]e présent Accord s'applique uniquement aux mesures concernant les investissements qui sont liées au commerce des marchandises*" semble renforcer ce point de vue.

La Turquie est consciente du fait que le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* n'a pas jugé nécessaire de décider "*si le fait d'exiger d'une entreprise qu'elle achète ou utilise un produit d'origine nationale pour obtenir un avantage relève par définition de la liste exemplative ou si l'Accord sur les MIC exige une analyse distincte de la nature d'une mesure pour déterminer si celle-ci constitue une mesure concernant les investissements et liée au commerce avant que ne soit examinée la question de savoir si la mesure est visée par la liste exemplative*".[20] La Turquie souhaite néanmoins faire observer que dans la même affaire le Groupe spécial a jugé approprié de déterminer tout d'abord si les mesures indonésiennes étaient des mesures concernant les investissements et liées au commerce.[21] La Turquie

[20] *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 14.71.

[21] *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, rapport du Groupe spécial, paragraphes 14.71 et 14.72.

invite le Groupe spécial à procéder de la même façon, car cela semble plus compatible avec la disposition de l'article premier de l'Accord sur les MIC.

Si le Groupe spécial engageait une analyse de ce genre, que la Turquie juge nécessaire, elle constaterait certes que la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur n'est pas, comme l'a fait valoir également la Corée, une mesure concernant les investissements et liée au commerce. La Turquie considère que, jusqu'ici, ni l'Accord sur les MIC ni aucun groupe spécial ni l'Organe d'appel n'a donné de définition de ce qu'est une mesure concernant les investissements et liée au commerce aux fins de l'application de l'Accord sur les MIC. Il est clair toutefois que bien qu'elle n'ait pas encore été définie, une MIC exige nécessairement un élément commerce et un élément investissement.

Pour ce qui est de l'élément investissement, la Turquie souhaite rappeler que, sans vouloir donner de définition générale de ce qui constitue une "mesure concernant les investissements", le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* a constaté que les mesures indonésiennes satisfaisaient à la "prescription relative aux investissements" car elles "*vis[aient] à encourager la mise en place d'une capacité de production de véhicules automobiles finis et de parties et pièces de véhicules automobiles en Indonésie. Cet objectif implique que les mesures en question ont nécessairement une incidence notable sur l'investissement dans ces secteurs. Pour cette raison, nous considérons que ces mesures relèvent de toute interprétation raisonnable de l'expression "mesures concernant les investissements"*". Selon le Groupe spécial, l'examen des dispositions législatives se rapportant à ces mesures a révélé "*des objectifs et des dispositions en matière d'investissement et qui concernent des programmes d'investissement*".[22]

Le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* a été encouragé à identifier des mesures concernant les investissements à partir d'un petit nombre d'expressions et de termes révélateurs que l'on trouve dans la législation indonésienne, tels que, entre autres, "afin de favoriser la croissance de l'industrie automobile nationale", "un décret réglementant l'investissement dans l'industrie automobile nationale", et "d'établir l'industrie automobile nationale", "afin de promouvoir le développement de l'industrie automobile et l'utilisation croissante de pièces détachées produites dans le pays". L'Indonésie avait également fait valoir que ses programmes visaient entre autres à améliorer la compétitivité des entreprises locales et consolider le développement industriel dans son ensemble; encourager le développement de l'industrie automobile et de l'industrie des pièces détachées, encourager les entreprises à accroître leur apport local, ce qui devrait entraîner une augmentation rapide des investissements dans l'industrie des pièces détachées d'automobiles.[23]

La Turquie note que rien dans sa législation venue à expiration concernant le contingent tarifaire ne révélait, voire ne laissait supposer, des "objectifs en matière d'investissement". La Turquie souligne également que, si un lien avec l'investissement est l'élément clé qui définit une mesure comme une "mesure concernant les investissements", il est clair que la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur n'aurait jamais pu être une "mesure concernant les investissements" car elle n'avait aucun lien avec l'investissement. En outre, la Turquie a déclaré à maintes reprises que le contingent tarifaire et la prescription relative aux achats sur le marché intérieur qui y est associée visaient à assurer l'approvisionnement en riz nécessaire à la Turquie et à stabiliser le marché intérieur. Le contingent tarifaire l'a même fait en offrant un avantage au riz de source étrangère. Il n'a jamais visé à protéger ou fausser le commerce, moins encore à promouvoir le développement de l'industrie nationale. De même, la Turquie ne comprend pas comment le contingent tarifaire et la prescription relative aux achats sur le marché intérieur qui y est associée

[22] *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 14.80.

[23] *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, rapport du Groupe spécial, paragraphes 14.77 et 14.78.

auraient pu avoir des répercussions importantes sur l'investissement dans le secteur du riz et le développement d'une industrie rizicole nationale. En conséquence, la Turquie souhaite souligner que son système de contingent tarifaire venu à expiration, ainsi que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur en particulier, étaient dépourvus de tous les éléments relatifs aux investissements nécessaires pour relever de l'Accord sur les MIC.

La Turquie souhaite également faire une déclaration à propos de l'application de l'Accord sur les MIC. La Turquie pense que la présente déclaration est particulièrement importante pour clarifier ses propres déclarations antérieures se rapportant à l'Accord sur les MIC, non seulement compte tenu des communications de la Chine et de la Corée, mais aussi compte tenu des considérations faites par les CE concernant l'idée de l'"ordre d'analyse".

Cela remet directement en question la relation entre l'Accord sur les MIC et le GATT, qui a fait l'objet d'un petit nombre de rapports de Groupe spécial et de l'Organe d'appel aboutissant à des résultats mitigés. Dans l'affaire *CE – Bananes III*, le Groupe spécial, en présence d'une mesure des CE dont il était allégué qu'elle était incompatible tant avec l'article III:4 du GATT qu'avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, a déclaré que: "*l'Accord sur les MIC interprète et précise, pour l'essentiel, les dispositions de l'article III pour ce qui est des mesures concernant les investissements et liées au commerce. En conséquence, l'Accord sur les MIC n'augmente pas et n'affaiblit pas les obligations découlant du GATT, bien qu'il précise que l'article III:4 peut s'appliquer aux mesures concernant les investissements*".[24] Sur cette base, après avoir constaté que les mesures étaient incompatibles avec l'article III:4 du GATT, le Groupe spécial a décidé de recourir au principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations se rapportant aux MIC.

Le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* est arrivé quant à lui à une conclusion différente. À propos du rapport entre l'Accord sur les MIC et l'article III:4 du GATT, le Groupe spécial a dit ce qui suit: "*nous notons pour commencer qu'à première vue l'Accord sur les MIC est un accord à part entière du système de l'OMC. L'Accord sur les MIC n'est pas un "Mémorandum d'accord annexé au GATT de 1994", contrairement aux six Mémorandums d'accord qui font partie du GATT de 1994. L'Accord sur les MIC et l'article III:4 interdisent les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine locale qui sont des MIC et on peut donc dire qu'ils portent sur la même matière. Mais lorsque l'Accord sur les MIC mentionne "les dispositions de l'article III", il fait référence aux aspects de l'article III touchant au fond; autrement dit, il s'agit des dix paragraphes de l'article III auxquels il est fait référence à l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, et non de l'application de l'article III dans le contexte de l'OMC en tant que tel. Ainsi, si l'article III n'est pas applicable pour une raison qui n'a pas de rapport avec les disciplines de l'article III lui-même, ses dispositions restent applicables aux fins de l'Accord sur les MIC. Cette idée est étayée par le fait que l'article 3 de l'Accord sur les MIC contient une référence distincte et expresse aux exceptions générales aux règles du GATT. Si l'Accord sur les MIC avait pour objet de faire référence à l'article III appliqué à la lumière d'autres règles du GATT (pas celles qui sont énoncées à l'article III), il ne serait pas nécessaire de mentionner de telles exceptions générales*".[25]

Sur cette base, et se rapportant au rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *CE – Bananes III* à propos de l'ordre d'examen, le Groupe spécial a démarré son analyse de la compatibilité des mesures à partir de l'Accord sur les MIC, plus spécifique que l'article III:4, en ce qui concerne les allégations particulières. Le Groupe spécial, ayant constaté que les mesures en cause étaient incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, prenant en compte le principe d'économie jurisprudentielle et considérant que les mesures prises pour remédier aux incompatibilités constatées au titre de l'Accord

[24] *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.185.

[25] *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, rapport du Groupe spécial, paragraphes 14.60 et 14.61.

sur les MIC remédieraient également à toute incompatibilité constatée au titre de l'article III:4 du GATT, n'a pas jugé nécessaire d'aborder les allégations au titre de l'article III:4 du GATT.

Une telle approche n'a toutefois pas été suivie par le Groupe spécial *Canada – Automobiles*.[26] Pour ce qui est des autres différends mentionnés, certaines mesures auraient été incompatibles au titre tant de l'article III:4 du GATT que de l'Accord sur les MIC. Le Groupe spécial est revenu à l'approche suivie par le Groupe spécial *CE – Bananes III* et a décidé d'analyser les allégations au titre de l'article III:4 du GATT en premier lieu. Ce Groupe spécial en fait n'était pas "*convaincu[] que l'on puisse à bon droit caractériser l'Accord sur les MIC comme étant plus spécifique que l'article III:4 s'agissant des allégations formulées par les plaignants*".[27] En conséquence, le Groupe spécial, considérant que d'après l'ordre dans lequel les plaignants avaient présenté leurs allégations, il était implicite que les allégations devaient être examinées d'abord au regard de l'article III:4, a démarré son analyse à partir de l'article III:4 du GATT et a constaté que les mesures étaient incompatibles avec les obligations qui y étaient fixées. Le Groupe spécial n'a pas enquêté plus avant sur la compatibilité des mesures avec l'Accord sur les MIC, alignant son raisonnement sur ce qui était auparavant établi dans le rapport du Groupe spécial *CE – Bananes III*.

En revanche, le même Groupe spécial a constaté que certaines autres prescriptions n'étaient pas incompatibles avec l'article III:4 du GATT. Compte tenu de cette dernière constatation, le Groupe spécial a également rejeté l'allégation formulée au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC.

Une approche semblable a été suivie par le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Inde – Automobiles*. Ici, le Groupe spécial a précisé que "*[b]ien qu'il ait une existence juridique autonome, indépendante de celle des dispositions pertinentes du GATT, comme l'a noté le Groupe spécial Indonésie – Automobiles, la teneur des obligations qu'il impose renvoie directement aux articles III et XI du GATT et en précise le sens, entre autres, au moyen d'une liste exemplative. D'une part, il donne simplement des indications supplémentaires concernant l'identification de certaines mesures considérées comme incompatibles avec les articles III:4 et XI:1 du GATT […]*".[28] Le Groupe spécial a considéré que dans cette affaire l'ordre d'analyse n'avait pas grande pertinence et, suivant l'ordre des allégations présentées dans les plaintes, a examiné tout d'abord les allégations au regard du GATT. À propos des violations de l'Accord sur les MIC, le Groupe spécial a recouru à nouveau au principe d'économie jurisprudentielle.

La Turquie considère particulièrement importante cette déclaration du Groupe spécial: "*L'ordre choisi pour l'examen des allégations peut aussi avoir une incidence sur la possibilité d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle. Il semble qu'en l'espèce l'examen des dispositions du GATT rendrait sans doute inutile l'examen des allégations au titre de l'Accord sur les MIC, mais l'inverse ne serait pas vrai. Si une violation des dispositions du GATT était constatée, il pourrait être justifié de ne pas examiner les allégations au titre de l'Accord sur les MIC en vertu du principe d'économie jurisprudentielle. Et même, si aucune violation des dispositions du GATT n'était constatée, il semble que ce serait aussi un bon point de départ, car il serait difficilement concevable que, si aucune violation des articles III ou XI n'est constatée, on puisse constater une violation de l'article 2 de l'Accord sur les MIC, qui fait référence à ces mêmes dispositions*".[29]

La Turquie a déclaré précédemment que, pour établir l'existence d'une violation de l'Accord sur les MIC, il fallait d'abord constater que sa prescription relative aux achats sur le marché intérieur était incompatible avec les dispositions de l'article III du GATT. La Turquie estime que les

[26] *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, rapport du Groupe spécial.
[27] *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 10.63.
[28] *Inde – Mesures affectant le secteur automobile*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.157.
[29] *Inde – Mesures affectant le secteur automobile*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.161.

États-Unis n'ont pas établi que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur était incompatible avec l'article III:4 du GATT. Pour cette raison, le Groupe spécial devrait également rejeter l'allégation des États-Unis se rapportant à l'Accord sur les MIC.

Pour conclure, la Turquie invite le Groupe spécial à rejeter les allégations en ce qui concerne les violations alléguées de l'Accord sur les MIC sur la base du fait que les États-Unis n'avaient pas démontré la façon dont la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur aboutirait à une mesure concernant les investissements et liée au commerce et dans ce cas si elle enfreindrait les dispositions de l'article III du GATT.

Question n° 77

(Aux deux parties) Au paragraphe 122 de sa première communication, la Turquie affirme que les délais pour la présentation de demandes de licence d'importation ont été prorogés deux fois en 2005, ce qui "prouve que la Turquie ne souhaitait pas décourager l'utilisation intégrale des contingents".

b) La Turquie peut-elle indiquer si des licences d'importation ont été accordées pendant ces prorogations de délais?

La Turquie affirme que 95 licences d'importation ont été délivrées par le Sous-Secrétariat au commerce extérieur (FTU) pendant la période de prorogation.

Question n° 79

(Turquie) Au paragraphe 32 de sa première communication, la Turquie affirme que le système de contingent tarifaire "n'a pas été établi comme moyen de protéger ou de fausser les échanges, mais pour permettre d'assurer l'approvisionnement en riz nécessaire à la Turquie et de stabiliser le marché intérieur". La Turquie peut-elle confirmer si d'autres mécanismes, tels qu'un taux NPF plus bas, ne seraient pas, selon elle, à même d'atteindre les mêmes objectifs?

La Turquie note que par le biais du contingent tarifaire elle poursuivait simultanément deux objectifs légitimes, à savoir améliorer l'approvisionnement du marché et stabiliser le marché. La Turquie fait observer que par le biais du système de contingent tarifaire, non seulement l'approvisionnement en riz s'est amélioré, mais encore une stabilité du marché et des prix a été réalisée.

À cet égard, la Turquie note que la baisse des taux NPF aurait assuré l'amélioration souhaitée de l'approvisionnement sans contribuer à la stabilisation du marché. En tout état de cause, la Turquie fait observer qu'il a été recouru à de plus faibles taux NPF alors que de plus faibles taux étaient appliqués dans le cadre du système de contingent tarifaire. Le recours à de plus faibles taux NPF aurait également limité la capacité de la Turquie à maîtriser le marché. Il est bien connu que les taux effectifs ne peuvent être constamment modifiés (à savoir augmenter ou baisser, selon les besoins) même si cela est fait dans les limites du taux consolidé. La Turquie estimait qu'un contingent tarifaire donnerait une stabilité, une prévisibilité commerciale et une sécurité juridique plus grandes à toutes les parties prenantes, y compris les importateurs ou les exportateurs de pays tiers.

Question n° 80

(Turquie) Au paragraphe 50 de leur première communication écrite, les États-Unis affirment que "la Turquie rouvre le contingent tarifaire assorti d'une prescription relative aux achats sur le marché intérieur qui a été ajustée pour faire en sorte que tout le riz produit dans le pays soit acheté et que les importations soient effectivement plafonnées au niveau de la

différence entre la consommation intérieure projetée et la production intérieure projetée". La Turquie peut-elle faire des observations sur ce sujet?

La Turquie rejette ces allégations et considère que ces affirmations sont erronées et fallacieuses. La Turquie fait également observer que les importations auraient pu n'être jamais plafonnées, étant donné que l'importation aux taux NPF ou appliqués restait toujours possible pour les importateurs.

Question n° 81

(Aux deux parties) Dans sa déclaration orale, la Thaïlande a soulevé la question de l'"incompatibilité du régime de contingent tarifaire de la Turquie avec ses obligations au titre de l'article II du GATT de 1994, en ce qui concerne sa Liste de concessions". En outre, au paragraphe 5 de la version écrite de sa déclaration orale, elle a appuyé son argumentation sur "les éléments de preuve factuels soumis par les États-Unis, [selon lesquels] le traitement effectivement accordé par la Turquie dans le cadre de son régime de contingent tarifaire est "moins favorable" que celui accordé dans sa liste à tous les Membres". Les parties peuvent-elles formuler des observations concernant la question soulevée par la Thaïlande dans sa déclaration orale?

La Turquie pense que l'analyse par la Thaïlande des effets du régime de contingent tarifaire au regard de l'article II:1 a) du GATT est juridiquement incorrecte pour deux raisons principales.

La Turquie indique que l'article II:1 a) du GATT établit, dans la partie pertinente, que: "Chaque partie contractante accordera aux autres parties contractantes, en matière commerciale, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est prévu dans la partie appropriée de la liste correspondante annexée au présent Accord."

En conséquence, pour constater une violation de l'article II:1 a) du GATT, une comparaison entre les engagements tarifaires inclus dans les Listes et le traitement effectivement accordé au commerce avec d'autres parties contractantes s'impose. Pour se conformer aux obligations pertinentes découlant de l'Accord général, le traitement effectivement accordé ne doit pas être *moins favorable* que ce qui est indiqué dans les Listes.

Premièrement, il semble que la Thaïlande ait pris pour base de ces considérations "les éléments de preuve factuels soumis par les États-Unis". La Turquie affirme que, plutôt que sur des éléments de preuve factuels circonstanciés, un grand nombre des arguments des États-Unis reposent sur des affirmations non prouvées.

En particulier, les arguments de la Thaïlande selon lesquels le régime de contingent tarifaire serait incompatible avec les obligations énoncées au titre de l'article II:1 a) du GATT doivent partir du postulat suprême selon lequel le commerce NPF du riz est prohibé, restreint ou autrement compromis. La Turquie a toujours rejeté toute allégation de cette sorte et a fait valoir à maintes reprises que le régime de contingent tarifaire n'était qu'une option avantageuse offerte aux importateurs. Ces derniers ont toujours été libres de choisir d'importer aux taux NPF ou appliqués. La Turquie a apporté de nombreuses preuves, exprimées entre autres par le biais de données relatives aux certificats de contrôle[30] approuvés pour les importations NPF, qui contredisent catégoriquement "les éléments de preuve factuels soumis par les États-Unis" sur lesquels semble s'appuyer l'argumentation de la Thaïlande.

[30] Voir Annex TR-33.

Deuxièmement, la Thaïlande semble avoir négligé le fait que les calculs présentés par la Turquie dans sa première communication et dans ses déclarations orales[31] avaient montré que, pour l'importation de riz paddy comme pour l'importation de riz blanchi, le régime de contingent tarifaire offrait un avantage substantiel par rapport aux importations de riz aux taux NPF ou appliqués. Fait remarquable, la Turquie a démontré dans sa première communication et ses déclarations orales que cela était parfois même le cas en ce qui concerne le coût moyen des importations contingentaires si la prescription relative aux achats sur le marché intérieur n'avait pas été appliquée.

Pour ces raisons, la Turquie ne comprend pas à quel propos la Thaïlande considère que la Turquie aurait accordé un traitement moins favorable que le traitement auquel elle s'était engagée dans le cadre des Listes. La Turquie rejette donc l'idée que son régime de contingent tarifaire a entraîné une violation de l'article II:1 a) du GATT. En tout état de cause, la Turquie fait observer que l'examen d'une violation alléguée de l'article II:1 a) du GATT n'a jamais été prévu dans les allégations présentées par les États-Unis et ne relève pas du mandat du présent différend.

Question n° 82

(Turquie) Les deux parties ont présenté des allégations concernant les effets recherchés et les effets réels du régime de contingent tarifaire, y compris la prescription relative aux achats sur le marché intérieur. Compte tenu du fait que l'allégation de la Turquie selon laquelle le contingent tarifaire n'est plus en vigueur et de la déclaration de la Turquie qu'elle n'a pas l'intention de réintroduire le contingent tarifaire, la Turquie peut-elle préciser si les objectifs recherchés et réels dans le cadre du régime de contingent tarifaire pourraient être réalisés à l'avenir et, dans l'affirmative, au moyen de quels instruments?

La Turquie fait observer que le régime de contingent tarifaire et la prescription relative aux achats sur le marché intérieur qui y est associée avaient été introduits comme des mesures temporaires. La Turquie signale que le régime de contingent tarifaire offrait un avantage aux importateurs par rapport à l'importation aux taux NPF, qui restait toujours possible. La Turquie a utilisé le régime de contingent tarifaire pendant deux ans (c'est-à-dire en 2004 et 2005), après quoi celui-ci a automatiquement expiré. La Turquie a déjà fait savoir qu'elle n'avait aucune intention de réintroduire le régime de contingent tarifaire ni aucun système similaire.

Les indicateurs économiques nationaux et internationaux incitent aussi le Turquie qu'il n'y aura pas besoin, du moins dans un avenir prévisible, d'intervention sur le marché ni de mesures de stabilisation du marché du type de celles que le contingent tarifaire a contribué à réaliser. En particulier, la livre turque n'est plus faible et instable, de grandes quantités de riz sont disponibles au niveau international, et le riz national reste compétitif d'après des projections concernant la production dans un avenir prévisible.

En tout état de cause, la Turquie souhaite souligner qu'elle n'aura plus recours au système de contingent tarifaire, ne serait-ce que pour abaisser ses coûts administratifs et éviter les malentendus du type de ceux qui ont peut-être déclenché la procédure de règlement du présent différend. Les seuls véritables instruments de stabilisation du marché resteront l'action du TMO associée à l'utilisation de taux de droits NPF effectifs appropriés.

Question n° 83

(Aux deux parties) À la page 1 de la version écrite de ses déclarations orales, la Corée indique que "la Turquie devrait expliquer le nombre disproportionné de certificats délivrés

[31] Voir la première communication écrite de la Turquie, paragraphe 95, et la déclaration orale de la Turquie, paragraphes 27 et 28.

pour des importations hors contingent, afin d'éviter toute suspicion que la délivrance de certificats pour des importations hors contingent a été délibérément limitée". À la page 2, la Corée note également que "la part de certificats pour des importations hors contingent par rapport aux certificats pour des importations dans le cadre du contingent tarifaire est plus élevée en 2006 que pour les années 2004 et 2005" et déclare qu'"[i]l faudrait essayer d'obtenir une explication à cela pour éviter toute suspicion que la Turquie n'a assoupli son emprise sur les certificats pour des importations hors contingent qu'après avoir été contestée au sein de l'OMC". Les parties pourraient-elles formuler des observations sur ces déclarations?

La Turquie ne considère pas que le nombre de certificats de contrôle des importations hors contingent pour 2004 et 2005 soit "disproportionné", étant donné que l'avantage offert par le contingent tarifaire rendrait l'importation contingentaire bien plus attrayante. En outre, la comparaison entre certificats de contrôle pour des importations hors contingent et pour des importations contingentaires en 2005 ne montre aucune disproportion du tout, puisque les chiffres indiquent que 394 certificats de contrôle ont été approuvés pour des importations hors contingent et 432 pour des importations contingentaires.

La Turquie fait également valoir que les tendances différentes de 2006 s'expliquent facilement par le fait que le régime de contingent tarifaire a expiré en juillet 2006, si bien qu'après cette date toutes les importations ont été effectuées sur une base hors contingent. En tout état de cause, la Turquie souhaite faire observer que les certificats de contrôle ont toujours été approuvés sur la base des demandes d'approbation présentées par les importateurs. Le choix des importateurs n'a jamais été dicté que par des considérations économiques et des calculs commerciaux.

Question n° 84

(Aux deux parties) Dans le cas hypothétique où les certificats de contrôle ne constituent pas des licences d'importation au titre de l'Accord sur les licences d'importation, s'ensuivrait-il automatiquement que ces documents ne peuvent non plus constituer des licences d'importation au titre du GATT de 1994?

L'article 1:1 de l'Accord sur les licences d'importation circonscrit le champ d'application de l'Accord en énonçant que:

> Aux fins du présent accord, les formalités de licences d'importation sont, par définition, les procédures administratives utilisées pour l'application de régimes de licences d'importation qui exigent, comme condition préalable à l'importation sur le territoire douanier du Membre importateur, la présentation à l'organe administratif compétent d'une demande ou d'autres documents (distincts des documents requis aux fins douanières).

L'article XI:1 du GATT et l'Accord sur les procédures de licences d'importation traitent de questions différentes et poursuivent des objectifs différents. En particulier, l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes* a précisé que l'Accord sur les procédures de licences d'importation "*concerne les procédures en matière de licences d'importation. Le préambule de l'Accord sur les licences indique clairement que cet accord vise les procédures de licences d'importation et leur administration et non les règles relatives aux procédures de licences d'importation. L'article 1:1 de l'Accord sur les licences définit le champ d'application de l'Accord comme étant les procédures administratives utilisées pour l'application de régimes de licences d'importation*".[32]

[32] *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 197.

Toutefois, la Turquie note que l'Accord sur les procédures de licences d'importation a été approuvé par les Membres de l'OMC, entre autres dans l'objectif de favoriser la réalisation des objectifs du GATT et d'assurer que les procédures de licences d'importation ne soient pas utilisées d'une manière contraire aux principes et obligations énoncées dans le GATT. Ces principes et obligations sont, entre autres, ceux qui figurent à l'article XI:1 du GATT, si bien qu'il peut être conclu que l'Accord sur les procédures de licences d'importation contient un lien important avec l'article XI:1 du GATT en visant à développer davantage et à clarifier les dispositions qui y sont incluses d'une manière qui soit compatible avec le libellé et la portée de l'article XI:1 du GATT.

Compte tenu de ces considérations, la Turquie pense qu'en l'absence de définition précise du concept de "licence d'importation" à l'article XI:1 du GATT, l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation doit nécessairement fournir un élément d'interprétation. En conséquence, la Turquie fait observer que, si la non-applicabilité de l'article XI:1 du GATT ne peut être un résultat automatique de l'inapplicabilité de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, le résultat pratique devrait être le même du fait du recours à l'interprétation offerte par l'Accord sur les procédures de licences d'importation aux fins de l'application du GATT de 1994 concernant le sens de l'expression "licence d'importation".

Question n° 85

(Turquie) Au paragraphe 28 de sa première communication, la Turquie a expliqué que "la législation turque prévo[yait] bien le recours à des licences d'importation [qui] [étaient] exigées pour les importations de riz dans le cadre du contingent tarifaire". La Turquie a ajouté que ces licences d'importation "ne remplissaient pas une fonction douanière mais avaient en fait pour objet de répartir le contingent disponible entre les commerçants et de garantir la prévisibilité de l'offre sur le marché". L'approbation de ces licences d'importation est-elle la seule intervention qu'auraient les autorités douanières en relation avec l'importation de riz en Turquie?

Les importateurs souhaitant importer dans le cadre du contingent tarifaire doivent soumettre aux autorités douanières la licence d'importation et leur certificat de contrôle pour bénéficier des taux de droits réduits. Les autorités douanières ne sont pas les autorités compétentes pour l'approbation de licences d'importation. Cette compétence appartient à l'UFT. Les autorités douanières vérifient simplement les licences pour l'imposition du droit et pour la prévention du double usage.

Question n° 86

(Turquie) À propos du paragraphe 2 de la première communication des États-Unis, veuillez fournir des renseignements établissant combien de temps en moyenne les importateurs doivent attendre avant de recevoir une réponse à leur demande de licences aux taux de droits NPF.

La Turquie voudrait souligner qu'aucune licence d'importation n'a jamais été demandée pour des importations aux taux de droits NPF. Les licences d'importation n'ont jamais été sollicitées que pour le commerce dans le cadre du contingent tarifaire (lorsque ce système était en vigueur).

Si le Groupe spécial fait référence aux retards administratifs aux fins de l'approbation des certificats de contrôle, la Turquie fait observer qu'une règle administrative générale applicable dans tous les cas où il y a interaction entre l'administration turque et le monde extérieur prévoit un délai maximum de 15 jours pour qu'une décision soit prise. À propos de l'approbation des certificats de contrôle, la Turquie renvoie aux dates données dans le tableau contenu dans la pièce Annex TR-33 ci-jointe.

Un aperçu général montrera clairement que le retard administratif général est bien inférieur à 15 jours. Souvent, les certificats de contrôle ont été (et sont) adoptés dans un délai de un ou deux jours suivant la date de la première demande. D'autres fois, ce retard est allé jusqu'à 25 jours, mais il s'agit de cas où il y a eu des demandes répétées destinées à corriger des erreurs ou combler des lacunes subsistant dans la première demande.

Question n° 87

(Turquie) Dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation, l'une des obligations pour que les procédures de licences automatiques soient considérées comme n'ayant pas d'effet de restriction sur les échanges est que "les demandes de licences [puissent] être présentées n'importe quel jour ouvrable avant le dédouanement des marchandises" (article 2:2 a) ii)). La Turquie pourrait-elle expliquer comment les délais concernant la présentation de demandes de licences d'importation dans le cadre de son régime de contingent tarifaire comme contenu dans divers communiqués de son Sous-Secrétariat au commerce extérieur (FTU) sont compatibles avec cette obligation?

La Turquie estime que son système de contingent tarifaire ainsi que les procédures de licences d'importation ont toujours bien respecté les règles et dispositions du système de l'OMC, y compris celles qui sont incluses dans l'Accord sur les procédures de licences d'importation. En particulier, la durée de validité de ses licences a toujours correspondu à la durée des contingents tarifaires. Les demandes de licences ont été accordées dans un délai qui allait de trois à six mois à partir de l'ouverture du contingent tarifaire et ont souvent été prorogées de façon à assurer l'utilisation complète des contingents.[33] Enfin, les licences n'impliquaient pas le dépôt de garanties.

Un système aussi tolérant a toujours entraîné une forte utilisation des contingents. Les importateurs n'ont jamais fait de demande, dans la pratique, à aussi bref délai (à savoir un jour avant le dédouanement) tout simplement parce que le commerce du riz et l'importation de riz ne peuvent s'improviser à aussi bref délai, mais exigent une planification anticipée permettant de commander le riz, de le charger, de le transporter, de le décharger, etc.

Question n° 88

(Turquie) Au paragraphe 43 de sa première communication, la Turquie déclare que les prescriptions concernant les procédures de demande et d'évaluation des licences d'importation ont toujours été claires, transparentes et faciles à mettre en œuvre pour tous les importateurs.

a) La Turquie peut-elle expliciter ce que sont ces procédures d'évaluation?

La procédure d'évaluation consiste à contrôler les documents fournis par le requérant et à les comparer aux renseignements requis dans les instruments juridiques pertinents (à savoir les communiqués pertinents). En outre, il est procédé à un calcul de la quantité de riz importé pour laquelle la licence d'importation doit être accordée. Ce calcul repose sur la quantité de riz national acheté et les coefficients applicables.

b) L'application de procédures d'évaluation implique-t-elle que les licences d'importation ne sont pas accordées dans tous les cas?

[33] Voir, en particulier, l'article 2 du Communiqué sur l'application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certains types de riz paddy et de riz n° 25943, pièce Annex TR-13 de la première communication de la Turquie et l'article 2 du Communiqué sur l'application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certains types de riz paddy et de riz n° 25577 et amendements supplémentaires, dans les pièces Annex TR-17, Annex TR-18 et Annex TR-19 de la première communication de la Turquie.

c) Dans l'affirmative, dans quels cas ne sont-elles pas accordées?

La Turquie fait observer que les licences d'importation ont toujours été accordées, à condition que le contingent soit disponible et que tous les documents et renseignements exigés soient dûment donnés.

Question n° 89

(Turquie) Au paragraphe 51 de sa première communication, la Turquie déclare ce qui suit: "[i]l n'y a pas de régime de licences d'importation applicable aux importations de riz en Turquie dans le cadre des échanges NPF. Il n'existe qu'un régime de licences d'importation pour les importations de riz effectuées dans le cadre du contingent tarifaire". Pour étayer cette déclaration, la Turquie indique dans le même paragraphe que "[l]es règles relatives à ces licences sont énoncées dans le Décret n° 2005/9315 sur l'"application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certaines variétés de riz paddy"". La Turquie peut-elle préciser quelle était la situation en la matière et les règles juridiques applicables aux licences d'importation du riz avant l'entrée en vigueur du Décret n° 2005/9315?

La Turquie souhaite préciser que le Décret n° 2005/9315 est uniquement lié au contingent tarifaire ouvert en 2005. Il y a deux autres décrets (à savoir le Décret n° 2004/7135 et le Décret n° 7756, qui se rapportent aux ouvertures de contingents tarifaires en 2004). Pour une chronologie détaillée de l'histoire du régime de contingent tarifaire, il convient de se rapporter au contexte factuel fourni par la Turquie dans sa première communication.[34]

Question n° 90

(Turquie) À propos de l'Office turc des céréales:

a) La Turquie peut-elle donner plus de renseignements sur la nature et le rôle de l'Office turc des céréales?

b) La Turquie peut-elle fournir une copie des instruments juridiques pertinents qui réglementent les fonctions et la composition de l'Office turc des céréales?

c) La Turquie peut-elle expliquer quelles sont les fonctions de l'Office turc des céréales en ce qui concerne la production et la vente de riz national et l'importation de riz?

La Turquie renvoie à la pièce Annex TR-40 ci-jointe pour tous les renseignements pertinents concernant la nature, les fonctions et la composition du TMO.

Question n° 91

(Aux deux parties) L'Office turc des céréales est-il une entreprise commerciale d'État telle que définie à l'article XVII du GATT et dans le Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994?

La Turquie fait observer que le TMO n'est pas une entreprise commerciale d'État en ce sens qu'il ne lui a jamais été accordé aucun droit ou privilège exclusif ou spécial lui permettant d'exercer une influence sur le niveau des importations et des exportations. Le TMO agit simplement en tant

[34] Voir les paragraphes 35 à 42 de la première communication de la Turquie.

qu'organe d'intervention pour empêcher que le prix des céréales ne chute ou n'augmente excessivement.

Question n° 92

(Turquie) Lors de la première réunion avec le Groupe spécial, la Turquie a affirmé que l'Office turc des céréales jouait un rôle, s'agissant entre autres de stabiliser le marché du riz national. À cet égard:

a) sur quelle base juridique l'Office turc des céréales accomplit-il cette fonction?

La Turquie déclare que les renseignements pertinents se trouvent dans la pièce Annex TR-40.

b) Comment l'Office turc des céréales est-il financé pour participer au marché de cette manière?

Les activités du TMO sont financées à partir de ses propres ressources ainsi que des crédits obtenus auprès des marchés financiers nationaux et/ou étrangers.

c) Si l'Office turc des céréales achète du riz à un prix plus élevé que celui du marché, pourquoi un producteur national vendrait-il du riz à un importateur, au prix du marché, plutôt qu'à l'Office turc des céréales, à un prix plus élevé?

La Turquie fait observer que s'il est juste que le TMO déclare des prix d'achat qui sont plus élevés que les prix du marché (le prix plafond correspond au produit de la meilleure qualité), les prix obtenus sont bien inférieurs à ce qui est déclaré (veuillez noter la réponse de la Turquie à la question n° 7 iii)). Par ailleurs, la Turquie estime que ce sont les prix obtenus qui doivent être comparés aux prix du marché. Une telle comparaison indiquerait que les prix du TMO obtenus par les producteurs de riz sont analogues aux prix fixés sur le marché intérieur. Par exemple, en 2005, bien que le prix déclaré du TMO ait été de 720 YTL la tonne, le prix obtenu a finalement été de 612 YTL la tonne, ce qui est même inférieur au prix du marché, soit 640 YTL la tonne. Par ailleurs, la plupart des producteurs de riz ont généralement besoin que leurs livraisons soient immédiatement payées. Le TMO déclare parfois qu'il procède à l'achat avec un certain retard et les producteurs qui se trouvent dans cette situation recherchent des acheteurs autres que le TMO. Un autre facteur qui explique pourquoi les producteurs de riz préfèrent vendre aux importateurs plutôt qu'au TMO se rapporte au fait que les livraisons au TMO peuvent être difficiles et parfois prendre beaucoup de temps, surtout pour les producteurs de riz qui souffrent du manque de moyens de transport. Pour toutes ces raisons, les producteurs de riz ont tendance à vendre aux importateurs plutôt qu'au TMO.

d) Si l'Office turc des céréales vend du riz à un prix supérieur à celui du marché, afin de se conformer à la prescription relative aux achats sur le marché intérieur aux fins d'importation dans le cadre du contingent tarifaire, pourquoi un importateur achèterait-il du riz à l'Office turc des céréales plutôt qu'à un producteur national, au prix plus bas du marché?

Puisque la Turquie est un importateur net de riz, une fois que la saison des récoltes est terminée l'offre émanant du marché est très limitée. En conséquence, il est fréquent que ce soit le TMO plutôt que les producteurs nationaux qui satisfasse à la demande des importateurs de riz. En outre, le TMO propose une vente à terme pour attirer des acheteurs potentiels de riz. Et cela affecte également la préférence des acheteurs pour le riz du TMO.

Question n° 93

(Turquie) Le Groupe spécial a pris note de la lettre de la Turquie datée du 30 août 2006, dans laquelle la Turquie informe le Groupe spécial qu'elle a désigné comme "confidentielles" toutes ses communications concernant la procédure courante et qu'elle fournirait aux États-Unis un résumé non confidentiel de ses communications conformément à l'article 18:2 du Mémorandum d'accord. Le résumé analytique de la première communication de la Turquie, datée du 18 octobre 2006, doit-il être considéré comme le résumé non confidentiel des renseignements contenus dans la première communication écrite de la Turquie selon les termes de l'article 18:2 du Mémorandum d'accord?

Oui.

ANNEXE C-3

RÉPONSES DE L'AUSTRALIE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND
(21 novembre 2006)

Question n° 94

(À l'intention de toutes les tierces parties) L'une quelconque des tierces parties qui ont exporté du riz à destination de la Turquie a-t-elle rencontré des difficultés similaires à celles décrites par les États-Unis pour entrer sur le marché turc et, en particulier, en ce qui concerne la prescription relative aux certificats de contrôle? Dans l'affirmative, prière de décrire la nature de ces difficultés.

L'Australie a exporté du riz à destination de la Turquie pour la dernière fois en 2003. Il apparaît qu'un grand nombre des problèmes que les États-Unis allèguent avoir rencontré remontent à la fin de 2003. Cependant, l'expérience des exportateurs australiens est que les certificats d'importation étaient souvent indisponibles du début de la récolte jusqu'à l'achèvement de la commercialisation de la nouvelle récolte, de telle façon que les importations étaient souvent effectivement interdites pendant la période critique de la récolte.

Question n° 95

(À l'intention de toutes les tierces parties) S'agissant des tierces parties qui ont exporté du riz à destination de la Turquie, leurs exportations sont-elles entrées sur le marché turc dans le cadre du contingent tarifaire ou hors contingent?

La communication des États-Unis indique (au paragraphe 39) que le contingent tarifaire a été appliqué à compter d'avril 2004. Cette date est postérieure aux dernières exportations de riz de l'Australie à destination de la Turquie.

Question n° 96

(À l'intention de toutes les tierces parties) S'agissant des tierces parties qui constituent au moins des exportateurs potentiels de riz, mais qui n'ont pas exporté de riz à destination de la Turquie, quelles sont les raisons pour lesquelles elles ne le font pas?

L'Australie exporte du riz à destination de la Turquie uniquement lorsqu'elle dispose d'un excédent de production. Normalement, l'Australie n'exporte pas de riz vers la Turquie, étant donné que les taux du tarif douanier applicables au riz sont plus favorables aux importations de riz paddy qu'au riz blanchi. Les exportateurs australiens préfèrent exporter du riz de marque transformé et blanchi, de telle façon que les taux de droit appliqués par la Turquie rendent ce pays peu attractif en tant que marché d'exportation. Depuis 2003, la sècheresse a limité la récolte de riz australien, et les exportateurs australiens n'ont pas eu un excédent de riz suffisant pour exporter à destination de la Turquie.

ANNEXE C-4

RÉPONSES DE L'ÉGYPTE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

(21 novembre 2006)

Question n° 94

(À l'intention de toutes les tierces parties) L'une quelconque des tierces parties qui ont exporté du riz à destination de la Turquie a-t-elle rencontré des difficultés similaires à celles décrites par les États-Unis pour entrer sur le marché turc et, en particulier, en ce qui concerne la prescription relative aux certificats de contrôle? Dans l'affirmative, prière de décrire la nature de ces difficultés.

Les autorités turques ont fourni différentes explications aux importateurs turcs de riz égyptien lorsqu'elles ont refusé leurs demandes de certificats de contrôle. Comme on peut le constater d'après les copies ci-jointes des lettres qui nous ont été remises par les exportateurs égyptiens de riz, les explications données par les autorités turques à l'appui de leurs décisions n'étaient pas toujours claires.

Dans deux lettres datées du 1er mai 2005, la Direction provinciale de l'agriculture du gouvernement d'Ankara a renvoyé les demandes présentées par Mehmetoğlu Iç Ve Dis Ticaret A.S. et Helin Gida Pazarlama Sanayi Ve Ticaret Ltd. Sti, le 21 avril et le 29 mars 2006 respectivement. Dans les deux lettres, la raison laconique qui était donnée pour la non-acceptation des demandes présentées par les importateurs turcs de riz égyptien était la suivante: "*Votre dossier de demande d'importation de riz médium en provenance d'Égypte vous a été retourné parce qu'un document de contrôle quelconque ne peut pas être arrangé conformément aux lois*."

Dans une autre lettre datée du 1er mai 2005, la Direction provinciale de l'agriculture du gouvernement d'Ankara a indiqué à Mehmetoğlu Iç Ve Dis Ticaret A.S. ce qui suit: "*Le document de contrôle concernant le riz ne peut pas être arrangé en ce qui concerne la société mentionnée dans votre demande écrite conformément aux lois.*" La société a alors été invitée à présenter une demande d'importation concernant le riz paddy.

Dans une lettre datée du 26 mai 2005, il apparaît que la Direction générale de la protection et du contrôle du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales confirme que le gouvernement d'Ankara a rejeté la demande de certificat de contrôle présentée par Mehmetoğlu Iç Ve Dis Ticaret A.S. et que l'importation de riz égyptien en Turquie est donc impossible.

Question n° 95

(À l'intention de toutes les tierces parties) S'agissant des tierces parties qui ont exporté du riz à destination de la Turquie, leurs exportations sont-elles entrées sur le marché turc dans le cadre du contingent tarifaire ou hors contingent?

Les exportateurs égyptiens de riz à destination de la Turquie nous ont indiqué que, ces dernières années, la grande majorité des importations de riz égyptien à destination de la Turquie, si ce n'est toutes, avaient été effectuées dans le cadre du contingent tarifaire.

ANNEXE C-5

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND
(21 novembre 2006)

Question n° 94

(À l'intention de toutes les tierces parties) L'une quelconque des tierces parties qui ont exporté du riz à destination de la Turquie a-t-elle rencontré des difficultés similaires à celles décrites par les États-Unis pour entrer sur le marché turc et, en particulier, en ce qui concerne la prescription relative aux certificats de contrôle? Dans l'affirmative, prière de décrire la nature de ces difficultés.

Les Communautés européennes ne disposent pas d'éléments de preuve attestant de difficultés similaires à celles rencontrées par les États-Unis lors de l'exportation de riz vers la Turquie.

Question n° 95

(À l'intention de toutes les tierces parties) S'agissant des tierces parties qui ont exporté du riz à destination de la Turquie, leurs exportations sont-elles entrées sur le marché turc dans le cadre du contingent tarifaire ou hors contingent?

1. Au cours de la campagne de commercialisation 2004/05 (septembre 2004-août 2005), les Communautés européennes ont exporté 41 248 tonnes de riz semi-blanchi ou blanchi à destination de la Turquie. Au cours de la campagne de commercialisation 2005/06 (septembre 2004-août 2005), les quantités exportées à destination de la Turquie se sont élevées au total à 31 428 tonnes de riz, dont 28 864 de riz semi-blanchi ou blanchi; 2 533 de riz décortiqué et 32 tonnes de riz paddy.

2. Les Communautés européennes bénéficient d'un contingent tarifaire préférentiel de 28 000 tonnes à droit nul applicables au riz semi-blanchi ou blanchi. Les exportations de riz hors contingent se voient appliquer les taux NPF.

3. Les exportations de riz des Communautés européennes sont entrées sur le marché turc à la fois dans le cadre du contingent tarifaire préférentiel et en dehors du contingent tarifaire.

Question n° 96

(À l'intention de toutes les tierces parties) S'agissant des tierces parties qui constituent au moins des exportateurs potentiels de riz, mais qui n'ont pas exporté de riz à destination de la Turquie, quelles sont les raisons pour lesquelles elles ne le font pas?

Les Communautés européennes exportent du riz à destination de la Turquie.

Question n° 97

(Communautés européennes) Au cours de la présente procédure, les États-Unis ont fait référence à un accord bilatéral dans le cadre duquel les Communautés européennes bénéficieraient d'un contingent annuel de riz blanchi en Turquie.

Prière de fournir les dispositions de cet accord qui sont pertinentes pour l'importation de riz en Turquie.

L'Accord établissant une Association entre la Communauté économique européenne et la Turquie établit, entre autres choses, un régime commercial préférentiel pour les produits agricoles.

Les préférences commerciales entre la Turquie et les Communautés européennes sont consolidées dans la Décision n° 1/98 du Conseil d'Association CE-Turquie du 28 février 1998. En particulier, le régime préférentiel appliqué par la Turquie aux produits originaires des Communautés est spécifié dans le protocole 2, annexe II, de la Décision n° 1/98. Le paragraphe 2 de l'article 2 du protocole 2 dispose ce qui suit: "Pour certains produits énumérés à l'annexe, les taxes d'importation sont éliminées dans la limite des quotas tarifaires indiqués dans la colonne "D" de l'annexe pour chacun d'eux. Pour les quantités importées hors quota, les taxes d'importation prévues par le régime d'importation turc pour les pays tiers sont applicables." La liste des produits mentionnée au paragraphe 2 de l'article 2 comprend un contingent tarifaire de 28 000 tonnes à droit nul pour le riz semi-blanchi ou blanchi.

Expliquez si les importations européennes de riz à destination de la Turquie sont traitées différemment des autres importations.

Dans le cadre de l'Accord d'association entre la CE et la Turquie, les importations européennes de riz entrant sur le marché turc bénéficient d'un traitement préférentiel dans le cadre d'un contingent tarifaire de 28 000 tonnes à droit nul. Les importations hors contingent sont assujetties aux impositions à l'importation que le régime d'importation turc applique aux pays tiers.

Plus spécifiquement, expliquez si les importateurs de riz européen sont tenus d'obtenir des certificats de contrôle pour importer du riz en Turquie.

Les Communautés européennes confirment que les importateurs de riz européen sont tenus d'obtenir des certificats de contrôle pour importer du riz en Turquie.

Question n° 98

(Communautés européennes) Au paragraphe 5 de la version écrite de leur déclaration orale, les Communautés européennes font référence aux observations formulées par l'Égypte dans sa communication en tant que tierce partie au sujet des "lettres d'acceptation non publiées". À cet égard, les CE sont d'avis que "la question est plus subtile que ne l'a indiqué l'Égypte compte tenu qu'il est important d'établir tout d'abord si une mesure existe", ajoutant que "le fait qu'un document donné n'a pas été publié est pertinent". Les CE peuvent-elles préciser leurs observations? Peuvent-elles indiquer en quoi le fait que les dénommées lettres d'acceptation n'ont pas été publiées est pertinent, afin de déterminer si elles peuvent être considérées comme des "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives" au sens de l'article XI:1 du GATT?

Il apparaît aux CE que la question du Groupe spécial renvoie au libellé de l'article X:1 du GATT, alors que la communication orale concernant le point mentionné par le Groupe spécial se rapportait à l'article XI:1.

Les CE n'avaient pas pour intention de suggérer que les lettres d'acceptation individuelles ne pouvaient pas être qualifiées de "mesures" au sens de l'article XI:1 du GATT.

Les États-Unis, dans leur première communication écrite, estiment que "le refus de la Turquie de délivrer des licences d'importation permettant d'importer du riz à un taux de droit égal ou inférieur au taux de droit consolidé constitue une prohibition ou une restriction des importations autre que sous la forme de droits de douane, taxes ou autres impositions et est donc incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994". En d'autres termes, il apparaît que la "mesure" que les États-Unis contestent est le refus de délivrer des licences d'importation, dont l'existence est démontrée, selon les allégations, par (entres autres), les "lettres d'acceptation" individuelles et non publiées.

Les CE estiment que le fait de contester le régime en tant que tel est très différent du fait de contester les lettres d'acceptation individuelles adressées à des importateurs individuels de riz. C'est le caractère non publié de ce refus général ou "interdiction non officielle" (voir le paragraphe 14 de la communication des États-Unis) que les CE considèrent pertinent pour ce qui est de la question de prouver son existence. Les lettres d'acceptation semblent être présentées comme étant des éléments de preuve attestant de l'existence de la mesure que les États-Unis mettent en cause plutôt que comme étant la mesure mise en cause elle-même.

Pour décider tout d'abord si la mesure en cause, c'est-à-dire le refus de délivrer des licences d'importation, existe, les CE estiment que le point de savoir si elle se manifeste publiquement d'une quelconque façon est importante.

En revanche, si les États-Unis mettaient en cause l'application du régime turc d'importation de riz tel qu'appliqué dans certains cas, il se pourrait que les lettres individuelles d'acceptation puissent être qualifiées de "mesures" au sens de l'article XI:1 du GATT.

ANNEXE C-6

RÉPONSES DE LA CORÉE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

(21 novembre 2006)

Question n° 94

(À l'intention de toutes les tierces parties) L'une quelconque des tierces parties qui ont exporté du riz à destination de la Turquie a-t-elle rencontré des difficultés similaires à celles décrites par les États-Unis pour entrer sur le marché turc et, en particulier, en ce qui concerne la prescription relative aux certificats de contrôle? Dans l'affirmative, prière de décrire la nature de ces difficultés.

Question n° 95

(À l'intention de toutes les tierces parties) S'agissant des tierces parties qui ont exporté du riz à destination de la Turquie, leurs exportations sont-elles entrées sur le marché turc dans le cadre du contingent tarifaire ou hors contingent?

Question n° 96

(À l'intention de toutes les tierces parties) S'agissant des tierces parties qui constituent au moins des exportateurs potentiels de riz, mais qui n'ont pas exporté de riz à destination de la Turquie, quelles sont les raisons pour lesquelles elles ne le font pas?

S'agissant des questions n° 94, 95 et 96, la Corée souhaite informer le Groupe spécial qu'elle n'a jamais exporté de riz vers un quelconque pays, y compris la Turquie, et qu'elle n'aura pas la possibilité effective d'exporter du riz dans un proche avenir.

ANNEXE D

COMMUNICATIONS PRÉSENTÉES À TITRE DE RÉFUTATION PAR LES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe D-1	Résumé analytique de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis (15 décembre 2006)	D-2
Annexe D-2	Résumé analytique de la communication présentée à titre de réfutation par la Turquie (20 décembre 2006)	D-12

ANNEXE D-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION PRÉSENTÉE À TITRE DE RÉFUTATION PAR LES ÉTATS-UNIS

(15 décembre 2006)

1. La Turquie applique un régime de licences d'importation discrétionnaires et non transparent pour le riz qui prohibe ou restreint les importations de riz et accorde un traitement moins favorable au riz quel qu'il soit qui est importé malgré les obstacles qui sont imposés. La Turquie oblige les importateurs à présenter une licence d'importation – le certificat de contrôle délivré par le Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales ("MARA") – pour importer du riz. Elle restreint en outre les importations de riz en refusant de délivrer de tels certificats. Par surcroît, depuis septembre 2003, elle applique un contingent tarifaire dans le cadre duquel elle oblige les importateurs à présenter deux licences d'importation (le certificat de contrôle et une licence d'importation délivrée par le Sous-Secrétariat turc au commerce extérieur ("FTU")) pour importer du riz aux taux contingentaires et aussi pour acheter du riz du pays. Le régime de licences d'importation de la Turquie pour le riz est incompatible avec plusieurs dispositions de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "GATT de 1994"), de l'*Accord sur les procédures de licences d'importation* (l'"Accord sur les licences d'importation"), de l'*Accord sur l'agriculture* (l'"Accord sur l'agriculture") et de l'*Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce* (l'"Accord sur les MIC").

2. Malgré les allégations de la Turquie, le certificat de contrôle n'est pas exigé à des fins douanières ni n'établit l'aptitude des produits importés et leur compatibilité avec les normes phytosanitaires pertinentes. Le certificat de contrôle n'est pas utilisé dans le cadre des procédures douanières; en fait, il s'ajoute aux documents douaniers habituels. Il n'est pas présenté non plus aux autorisé douanières turques, mais au MARA. Qui plus est, le MARA procède à ses inspections sur l'aptitude et la compatibilité seulement après avoir déjà délivré un certificat de contrôle, de sorte que le certificat n'est même pas nécessaire à des fins phytosanitaires. Par conséquent, le MARA n'a pas de raison d'exiger d'un importateur qu'il obtienne un certificat de contrôle autre que celle d'avoir la possibilité d'autoriser ou de refuser l'importation de riz.

3. En ce qui concerne les taux hors contingent, le MARA impose des restrictions à la délivrance de certificats de contrôle pour importer du riz. Les États-Unis ont présenté de nombreux éléments de preuve documentaires selon lesquels la Turquie refusait de délivrer ces licences d'importation conformément à ce qu'il est convenu d'appeler des "lettres d'acceptation", dans lesquelles le Ministre de l'agriculture ordonne le refus généralisé de délivrer des certificats de contrôle aux importateurs qui n'achètent pas de riz paddy du pays. La Turquie a défendu avec succès le refus du MARA de délivrer des certificats de contrôle après que des importateurs ont contesté ce refus devant les tribunaux turcs. Au moins deux tribunaux sont convenus avec la Turquie que les lettres d'acceptation étaient contraignantes et que le MARA agissait en conformité avec le droit turc en ne délivrant pas les certificats.

4. La Turquie a complètement fait abstraction de ces éléments de preuve documentaires dans ses communications. En fait, les arguments qu'elle fait valoir devant le présent groupe spécial sont diamétralement opposés à ceux qu'elle a avancés devant les tribunaux turcs. Les arguments avancés par la Turquie dans la présente procédure sont incompatibles avec les lettres d'acceptation, les lettres de refus que le MARA a fait parvenir aux importateurs et de récentes décisions judiciaires internes. La Turquie met plutôt l'accent sur ses données non vérifiées relatives aux certificats de contrôle. Toutefois, ces données ne servent qu'à confirmer que les restrictions à la délivrance de certificats de contrôle aux taux hors contingent sont en place et mises en œuvre. De plus, les États-Unis ont présenté des éléments de preuve, en l'occurrence les lettres d'acceptation, des lettres de refus et des documents judiciaires, selon lesquels le régime de licences d'importation de la Turquie pour le riz était

discrétionnaire, et c'est tout ce qu'il faut pour étayer des constatations selon lesquelles les certificats de contrôle du MARA constituent une restriction à l'importation au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994 et une violation de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

5. En ce qui concerne les quantités contingentaires de riz, la Turquie subordonne l'acceptation des licences d'importation par le FTU à l'achat de grandes quantités de riz paddy du pays ("la prescription relative aux achats sur le marché intérieur"). Cette prescription relative aux achats sur le marché intérieur est une autre restriction à l'importation qui est incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994 et l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. De plus, comme seul le riz du pays satisfait à la prescription relative aux achats, la prescription de la Turquie modifie les conditions de concurrence d'une manière qui établit une discrimination contre le riz importé. Par voie de conséquence, le riz importé bénéficie d'un traitement moins favorable que celui dont bénéficie le riz du pays et la prescription de la Turquie est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994.

Le certificat de contrôle est une "licence d'importation" au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994

6. Le certificat de contrôle est une "licence d'importation" aux fins de l'article XI:1 du GATT de 1994 parce que le MARA exige un certificat pour que l'importation puisse se faire. Aux paragraphes 59 à 62 de leur première communication, les États-Unis ont fait observer que le sens ordinaire de l'expression "licence d'importation" était celui de l'"autorisation formelle donnée par une autorité d'introduire des produits provenant d'un autre pays". Pour importer du riz en Turquie, un importateur doit obtenir un certificat de contrôle délivré par le MARA. Pour obtenir ce certificat, l'importateur doit suivre certaines procédures, notamment remplir un formulaire de demande et joindre une facture. Comme un certificat de contrôle délivré par le MARA constitue une autorisation écrite formelle donnée par le gouvernement de la Turquie d'importer des produits, en l'espèce du riz, provenant d'un autre pays, un certificat est une "licence d'importation" au sens ordinaire de ce terme. La note de bas de page 1 relative à l'article premier de l'Accord sur les licences d'importation, qui fournit le contexte pertinent pour interpréter l'expression "licence d'importation" figurant à l'article XI:1, précise que la désignation par un Membre d'une procédure particulière comme quelque chose d'autre que des "licences" ne peut pas servir à échapper aux disciplines de l'Accord sur les licences d'importation.

7. La Turquie a tenté de désigner le certificat de contrôle comme quelque chose d'autre qu'une licence d'importation en faisant valoir que le certificat "[pouvait] être assimilé aux formulaires administratifs qui sont requis exclusivement aux "*fins douanières*"". Elle a établi une liste d'éléments ayant trait aux douanes qui, s'ils étaient demandés dans un document, prouveraient d'après les allégations que le document était requis exclusivement aux fins douanières (et ne devrait donc pas être considéré comme une licence d'importation). Elle a ensuite établi que, puisque le MARA demandait que les importateurs fournissent de tels renseignements ayant trait aux douanes dans leurs demandes de certificat de contrôle, ces certificats étaient visiblement utilisés à des fins douanières et n'étaient donc pas des licences d'importation aux fins de l'article XI:1.

8. Évidemment, la question ne consiste pas à savoir quels sont les renseignements demandés dans un document, mais bien à quoi sert le document. Il ne serait pas difficile pour les Membres de prévoir que chaque licence d'importation ne demande rien de plus qu'un sous-ensemble des renseignements normalement exigés aux fins douanières. Cela n'exempterait pas chaque licence d'importation des disciplines des accords visés. En l'espèce, si le certificat de contrôle n'était vraiment rien de plus qu'un document douanier ordinaire, les États-Unis ne seraient pas en train de prendre part au présent différend. Mais de toute évidence, les certificats de contrôle sont très différents des documents douaniers habituels. Ils ne sont pas seulement distincts et différents des documents douaniers habituels que la Turquie exige aussi; à vrai dire, ils ne constituent même pas des

documents des autorités douanières turques, mais du MARA. De plus, ils ne servent pas à faciliter l'entrée en douane. Au contraire, ils servent à restreindre l'entrée.

9. L'argument de la Turquie n'est même pas compatible avec la propre approche de celle-ci, en particulier sa propre déclaration selon laquelle le permis d'importation du FTU est une licence d'importation. Le permis d'importation du FTU, que la Turquie exige des importateurs pour importer du riz dans le cadre du contingent tarifaire, permet d'après les allégations de recueillir des renseignements encore plus nombreux sur les douanes que ne le fait le certificat de contrôle, et ne devrait donc pas, selon la logique de la Turquie, être considéré comme un permis d'importation. Tout compte fait, cependant, l'interprétation proposée par la Turquie est viciée parce qu'elle est contraire aux règles coutumières d'interprétation des traités telles qu'elles sont énoncées dans la *Convention de Vienne sur le droit des traités*.

10. L'article 31 1) de la *Convention de Vienne* dispose qu'"[u]n traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but". Aux fins de l'analyse fondée sur l'article XI:1, il convient de définir le sens ordinaire d'une expression pertinente, soit "licence d'importation". Les États-Unis ont montré que le sens ordinaire de l'expression "licence d'importation" était "autorisation formelle donnée par une autorité d'introduire des produits provenant d'un autre pays" et ils ont ensuite expliqué le texte dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord. Toutefois, la Turquie n'a pas tenu compte du sens ordinaire de l'expression "licence d'importation".

11. Le certificat de contrôle du MARA relève manifestement du sens ordinaire de l'expression "licence d'importation". Si un formulaire constitue une autorisation formelle donnée par une autorité d'introduire des produits provenant d'un autre pays, il s'agit d'une "licence d'importation" selon le sens ordinaire des termes employés à l'article XI:1. En l'espèce, le certificat de contrôle satisfait à ce premier critère. Sans ce document, qui doit être approuvé par le MARA, et non pas les autorités douanières turques, la Turquie n'autorise pas les importateurs à importer du riz sur son territoire. Le certificat n'est pas quelque chose qui est obtenu en présentant des produits à la frontière aux autorités douanières et en fournissant les renseignements nécessaires pour procéder au dédouanement. Il est en fait obtenu avant l'expédition – à vrai dire, il semblerait prudent de l'obtenir avant de vendre du riz. C'est une condition préalable à l'importation qui s'ajoute aux documents douaniers ordinaires.

12. Au lieu d'expliquer le sens ordinaire de l'expression "licence d'importation" employée à l'article XI:1 du GATT de 1994, la Turquie a semblé faire valoir que cette expression devait être limitée par la définition de l'expression "licence d'importation" figurant à l'article premier de l'Accord sur les licences d'importation. Elle semble dire que puisque les licences d'importation au titre de l'Accord sur les licences d'importation sont des "procédures ... qui exigent … la présentation … d'une demande ou d'autres documents (distincts des documents requis aux fins douanières)", si le certificat de contrôle exige la présentation de documents aux fins douanières, il ne s'agit pas d'une licence d'importation aux fins de l'article XI:1. L'argument de la Turquie est incorrect.

13. La définition d'une "licence d'importation" à l'article premier est précédée du membre de phrase "[a]ux fins du présent accord", qui a pour effet de limiter cette définition spécifique aux dispositions de l'Accord sur les licences d'importation. Il ne s'agit pas d'une définition aux fins de l'article XI:1 du GATT de 1994 ni d'une exemption de l'article XI, et cette définition ne restreint pas non plus le champ de l'article XI. En fait, la définition constitue un contexte pertinent pour interpréter l'expression "licence d'importation" figurant à l'article XI:1 du GATT de 1994. Quoi qu'il en soit, le contexte fourni par la définition figurant à l'article premier confirme que l'expression "licence d'importation" employée à l'article XI:1 englobe le certificat de contrôle. Cette définition de "licence d'importation" renferme deux membres de phrase importants qui sont pertinents pour l'analyse du Groupe spécial au titre de l'article XI:1. La définition 1) englobe les procédures administratives

"utilisées pour l'application de régimes de licences d'importation", mais 2) exempte de son champ les procédures administratives qui exigent la présentation de documents "requis aux fins douanières".

14. En ce qui concerne le premier point, le fait qu'un document est nécessaire pour procéder au dédouanement ne signifie pas qu'il ne s'agit pas d'une licence d'importation. En effet, la nature même d'une licence d'importation veut qu'il s'agisse d'un document qui sera utilisé à des fins douanières puisque aucune importation ne peut être effectuée sans ce document. La question pertinente est la suivante: à quoi d'autre le formulaire en question sert-il effectivement? Dans la présente affaire, le certificat de contrôle, qui est approuvé par le Ministère turc de l'*agriculture*, et non pas les autorités douanières turques, est utilisé en tant que licence d'importation; lorsqu'il est délivré, il constitue une autorisation écrite formelle donnée par le gouvernement de la Turquie d'importer du riz. La Turquie ne délivre pas ces certificats en dehors du contingent tarifaire pour des importations de riz qui ne sont pas originaires des CE afin de mettre en œuvre des restrictions applicables à ces importations. En ce qui concerne le deuxième point, la question est celle de savoir ce qui est "requis" aux fins "douanières". Selon le sens ordinaire de ces termes, cette disposition exempte des disciplines de l'Accord sur les licences d'importation les procédures administratives qui exigent la présentation des documents qui sont nécessaires aux fins de la perception de droits sur les importations par un gouvernement.

15. Les autorités douanières du monde entier recueillent des renseignements auprès des importateurs sur le type de produit qui est importé, ainsi que sur la quantité, la valeur et le pays d'origine. Tous ces renseignements sont "requis" pour permettre aux autorités douanières de déterminer le montant du droit à percevoir au moment de l'importation d'un produit donné. Le certificat de contrôle du MARA ne contribue pas à ce processus puisqu'il fait complètement double emploi avec ce que les autorités douanières turques obligent déjà les importateurs à fournir séparément. Comme on pourrait s'y attendre, les autorités douanières turques exigent des importateurs qu'ils fournissent les renseignements dont l'Administration des douanes a besoin pour être en mesure de percevoir des droits sur la marchandise importée, notamment des renseignements sur l'identité de l'importateur, le numéro du TDH, la désignation de la marchandise, la quantité, le pays d'origine, la valeur, le pays dans lequel la marchandise a été embarquée et le port. Le MARA exige qu'un importateur fournisse à peu près les mêmes renseignements dans sa demande de certificat de contrôle. Il est clair que le certificat de contrôle du MARA n'est pas "requis" aux fins douanières lorsque les autorités douanières turques elles-mêmes recueillent déjà ces renseignements. Par conséquent, le contexte fourni par l'article premier étaye la constatation selon laquelle le certificat de contrôle est une licence d'importation selon le sens ordinaire de cette expression au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994.

16. Le MARA oblige les importateurs à obtenir un certificat de contrôle pour importer du riz pour la raison suggérée dans le titre du document: il s'est impliqué lui-même dans le processus d'importation à des fins de "contrôle". Comme les lettres d'acceptation l'attestent, le MARA se sert du refus de délivrer des certificats de contrôle en dehors du contingent tarifaire pour contrôler toutes les importations de riz en Turquie.

17. La Turquie a également fait valoir que l'un des objectifs du certificat de contrôle consistait à assurer l'aptitude des marchandises et leur compatibilité avec les normes sanitaires, et que le MARA approuvera uniquement un certificat lorsque le produit à importer satisfait à certaines prescriptions, y compris l'"aptitude à l'usage". Toutefois, la Turquie et les États-Unis conviennent que le MARA ne recueille même pas le certificat phytosanitaire et n'effectue son inspection qu'<u>après</u> avoir déjà délivré le certificat de contrôle. Par conséquent, l'argument de la Turquie selon lequel le processus de délivrance du certificat de contrôle est censé assurer l'aptitude des produits importés et leur compatibilité avec les normes sanitaires n'est pas étayé par les faits.

De récentes décisions judiciaires confirment que les "lettres d'acceptation" constituent des restrictions juridiques en vertu du droit turc et que la Turquie interdit ou restreint l'importation de riz en violation de l'article XI:1 du GATT de 1994

18. La Turquie a continué d'avancer l'argument voulant que les lettres d'acceptation soient des documents informels internes qui ne sont pas exécutoires et n'ont aucun statut juridique en Turquie, et celui voulant que les cas dans lesquels les États-Unis ont démontré que le MARA avait refusé de délivrer des certificats de contrôle, comme l'affaire Torunlar, soient des exceptions à la règle. Pour avancer cet argument, la Turquie a fait abstraction de la teneur des lettres, qui imposent un refus généralisé des certificats de contrôle en dehors du contingent tarifaire régissant toutes les importations de riz en Turquie. Elle a également fait abstraction de la teneur des lettres de refus et des documents judiciaires présentés par les États-Unis, qui précisent que les refus de délivrer des certificats de contrôle ne sont pas fondés sur le fait que les importateurs ne satisfont pas à certaines prescriptions administratives dans des cas donnés, mais bien sur le fait que le MARA ne délivre tout simplement pas de certificats de contrôle à moins qu'un importateur n'achète du riz paddy du pays. L'argument de la Turquie ne s'accorde pas non plus avec le fait qu'en avril 2006, un tribunal turc a souscrit au point de vue du MARA selon lequel les lettres d'acceptation prévoyaient le refus généralisé de délivrer des certificats de contrôle aux importateurs qui n'achetaient pas du riz paddy du pays. En résumé, les arguments que la Turquie a soumis au Groupe spécial en ce qui concerne la validité juridique et le caractère exécutoire des certificats de contrôle contrastent nettement avec ceux qu'elle a soumis aux tribunaux nationaux et contredisent les faits.

19. La Turquie reconnaît maintenant que 14 poursuites ont été intentées par des importateurs contre le MARA en raison de son refus de délivrer un certificat de contrôle; neuf d'entre elles sont en cours et les cinq autres ont fait l'objet d'une décision favorable à la position du gouvernement. Les États-Unis ne possèdent pas de copies de l'ensemble des mémoires et des décisions judiciaires, mais dans deux de ces affaires, l'avocat du MARA a fait valoir que les lettres d'acceptation empêchaient la délivrance des certificats de contrôle, et le tribunal turc pertinent s'est rangé à cet avis et a rejeté la requête visant à obtenir une suspension présentée par l'importateur.

20. À titre d'exemple, la décision rendue par le tribunal dans l'affaire Helin précise que le MARA a raison, en vertu du droit turc, de se fonder sur les lettres d'acceptation pour refuser de délivrer des certificats de contrôle aux requérants. Le MARA a fait valoir qu'il avait simplement suivi "la lettre et l'esprit de la loi" lorsqu'il s'était fondé sur les lettres d'acceptation pour refuser de délivrer un certificat de contrôle à Helin, et le tribunal s'est rangé à cet avis et a constaté qu'il n'y avait aucun fondement à l'allégation de Helin selon laquelle le MARA avait agi illégalement. Il ressort également de la décision judiciaire que les lettres ont une portée très étendue; elles s'appliquent à toutes les importations de riz, et non uniquement à celles qui sont visées par l'affaire Helin. En outre, il ressort de la décision que le refus dans l'affaire Helin n'avait rien à voir avec le fait allégué que l'importateur n'avait pas fourni certains documents ou ne s'était pas conformé à certaines prescriptions administratives applicables. Le MARA n'a pas délivré de certificat de contrôle pour la simple raison que, conformément aux approbations ministérielles données par le Ministre de l'agriculture, il ne les délivre pas.

21. En résumé, la Turquie s'est fondée sur les lettres d'acceptation pour refuser de délivrer des certificats de contrôle aux importateurs. Elle a fait valoir devant ses propres tribunaux nationaux que les lettres d'acceptation étaient contraignantes en vertu du droit turc et que, par voie de conséquence, le MARA devait refuser de délivrer des certificats de contrôle. Les tribunaux turcs se sont rangés à l'avis du gouvernement. De plus, selon la Turquie, le gouvernement est tenu de se conformer aux décisions judiciaires, dans leur intégralité et sans délai, conformément à la Constitution turque. Cela contraste avec ce que la Turquie a fait valoir au présent groupe spécial, à savoir que les lettres d'acceptation étaient des documents informels internes qui n'étaient pas exécutoires par les tribunaux turcs et n'avaient aucun statut juridique en Turquie.

Les données relatives aux certificats de contrôle fournies par la Turquie confirment que la Turquie applique des restrictions en ce qui concerne la délivrance de certificats de contrôle pour les importations hors contingent qui ne sont pas originaires des CE

22. Comme il vient d'être dit, le Ministre turc de l'agriculture a, dans des documents clairement énoncés et sans ambiguïté, donné aux fonctionnaires de son ministère l'ordre de ne pas délivrer de certificats de contrôle. Dans les cas où des importateurs ont poursuivi le gouvernement devant les tribunaux turcs pour exiger la délivrance de certificats de contrôle, les avocats du Ministère ont fait valoir que le MARA était lié par ces ordonnances. Les tribunaux turcs ont tranché en faveur de la position du gouvernement. Ces faits à eux seuls démontrent que la Turquie contrevient à l'article XI:1 du GATT de 1994. Ainsi, un examen des données relatives aux importations et aux certificats de contrôle est inutile pour établir que la Turquie contrevient à l'article XI:1. Cependant, l'analyse de ces données par les États-Unis vient uniquement confirmer que la Turquie a imposé des restrictions à l'importation en dehors du régime de contingent tarifaire du riz qui n'est pas originaire des CE.

23. À titre préliminaire, les États-Unis font observer que la Turquie n'a pas présenté de copies des certificats de contrôle proprement dits, comme le Groupe spécial l'avait demandé, ni même identifié les importateurs. En conséquence, ils ne sont pas en mesure de confirmer que les données sont exactes. En outre, les données laissent de nombreuses questions sans réponse. Cependant, elles appuient fortement l'allégation des États-Unis relative à l'existence d'une prohibition ou d'une restriction applicable aux importations aux taux de droits hors contingent. Deuxièmement, la Turquie fait valoir qu'elle a délivré un certain nombre de certificats de contrôle pendant une période donnée. Toutefois, cet argument fait abstraction du fait que la Turquie prohibe ou restreint les importations aux taux *hors contingent*. Ainsi, la question n'est pas de savoir si des certificats sont délivrés d'une manière générale, mais si des certificats sont délivrés pour les échanges NPF (c'est-à-dire ceux qui ne concernent pas des quantités contingentaires ou des importations de riz blanchi originaire des CE qui, en vertu de l'arrangement relatif au contingent des CE, entre en Turquie en franchise de droits et est exempté des restrictions à l'importation de la Turquie).

24. Il ressort des propres données de la Turquie relatives aux certificats de contrôle que, du 10 septembre 2003 au 1er avril 2006, le MARA n'a pas, dans les faits, délivré de certificats de contrôle pour les importations de riz qui n'étaient pas originaires des CE en dehors du régime de contingent tarifaire, sauf pendant deux brèves périodes, couvrant de petites quantités de riz. Les données montrent que, mises à part quelques exceptions assez rares, les certificats que le MARA a délivrés se rapportaient à du riz contingentaire. Lorsque le contingent tarifaire a été fermé, les importations de riz d'origine autre que communautaire ont chuté à des niveaux très bas ou ont cessé complètement. Par conséquent, les données présentées par la Turquie ne font que corroborer l'allégation des États-Unis selon laquelle le MARA applique une prohibition ou une restriction aux échanges NPF de riz.

Même si la Turquie n'appliquait pas les restrictions relatives aux importations hors contingent, ces restrictions constitueraient quand même une prohibition ou une restriction à l'importation au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994 et un régime d'importation discrétionnaire au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture

25. Les États-Unis ont présenté des éléments de preuve selon lesquels la Turquie interdisait ou restreignait l'importation de riz en dehors du régime de contingent tarifaire. À première vue, les lettres d'acceptation constituent une prohibition ou une restriction à l'importation. Dans les lettres d'acceptation, la Direction générale de l'Office turc des céréales recommande que le Ministre de l'agriculture ne délivre pas de certificats de contrôle pendant des périodes spécifiques, et le Ministre de l'agriculture signe les documents, ce qui fait en sorte qu'il approuve cette décision. De plus, dans les cas où des importateurs ont intenté une poursuite contre le MARA en raison du refus de ce dernier

de délivrer des certificats pour l'importation de riz hors contingent, le MARA s'est fondé sur le fait que les lettres d'acceptation prévoyaient qu'aucun certificat de contrôle ne devait être délivré en tant que seul motif juridique de refus. Au moins deux tribunaux turcs sont convenus avec le MARA que les approbations ministérielles contenues dans les lettres d'acceptation produisaient des effets en vertu du droit turc et que, par voie de conséquence, le MARA ne pouvait pas délivrer de certificats de contrôle. En outre, les données relatives aux importations et les données relatives aux certificats de contrôle confirment que la Turquie impose des restrictions à la délivrance de certificats de contrôle hors contingent pour le riz qui n'est pas originaire des CE.

26. Les données de la Turquie relatives aux certificats de contrôle confirment l'existence de restrictions applicables aux importations hors contingent de riz, bien qu'il y ait eu quelques cas allégués dans lesquels la Turquie a effectivement délivré des certificats de contrôle pour des importations qui n'étaient pas originaires des CE en dehors du contingent tarifaire. Ces cas sont pour l'instant invérifiables parce que la Turquie n'a pas mis les certificats proprement dits à la disposition du public pour consultation, et la majorité de ces certificats ont, d'après les allégations, été délivrés pendant les six semaines qui ont suivi une réunion du Comité de l'agriculture de l'OMC au cours de laquelle les États-Unis avaient vivement critiqué le régime d'importation discrétionnaire de la Turquie pour le riz. Toutefois, pour réussir à démontrer que la Turquie contrevient à l'article XI:1 du GATT de 1994 et à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, les États-Unis ne sont pas tenus de prouver qu'aucun certificat de contrôle n'a été délivré au taux NPF. Ils ont prouvé que la Turquie restreignait au moins certains échanges concernant le riz, et cela suffit à démontrer qu'il y a violation de l'article XI:1.

27. Par ailleurs, il existe des restrictions qui, à première vue, prennent la forme des lettres d'acceptation; la Turquie a invoqué ces documents en audience publique en tant que fondement juridique du refus de délivrer des certificats de contrôle; et les tribunaux turcs sont convenus avec le gouvernement turc que la poursuite intentée par les importateurs requérants était sans fondement parce que les lettres d'acceptation disaient clairement qu'aucun certificat ne devait être délivré. Le fait que quelques certificats puissent avoir été délivrés ne modifie pas le fait qu'une prohibition ou une restriction juridique est en place. Les lettres d'acceptation constituent l'ordre que le Ministre turc de l'agriculture donne à la Direction provinciale de l'agriculture de ne pas délivrer de certificats de contrôle aux importateurs qui n'achètent pas de riz paddy du pays. Si les importateurs n'avaient pas déjà été dissuadés par les lettres, il est peu probable qu'ils auraient mal interprété la portée des décisions judiciaires mentionnées plus haut.

28. Même si les données de la Turquie avaient démontré que les lettres d'acceptation n'étaient pas du tout appliquées, la conclusion selon laquelle les lettres contreviennent à l'article XI:1 du GATT de 1994 resterait la même. Une mesure impérative peut tout de même être jugée incompatible avec les règles de l'OMC bien qu'elle ne soit pas appliquée. Dans l'affaire *États-Unis – Loi de 1916*, l'Organe d'appel est convenu que le groupe spécial pouvait constater qu'une loi était incompatible "en tant que telle" avec des dispositions des accords visés, en dépit du fait que les États-Unis n'avaient jamais réussi à intenter une poursuite en vertu de la loi et n'avaient jamais imposé les sanctions pénales prévues en cas de violation. Dans l'affaire *Boissons à base de malt (GATT)*, le Groupe spécial a constaté qu'une législation impérative qui n'était pas appliquée ou qui ne l'était qu'en théorie n'empêchait pas des mesures d'être visées par une constatation de violation du GATT de 1947.

29. En l'espèce, il est clair que la Turquie applique *effectivement* les lettres d'acceptation, avec le soutien de l'appareil judiciaire turc, et les États-Unis ont recueilli des renseignements sur plusieurs cas dans lesquels les restrictions à la délivrance de certificats de contrôle avaient été appliquées, sous forme de lettres et de documents judiciaires. Toutefois, ainsi que le Groupe spécial *Boissons à base de malt (GATT)* l'a noté, des mesures impératives qui n'ont pas été appliquées peuvent quand même constituer un manquement aux obligations d'un Membre, et peuvent affecter le processus décisionnel des acteurs économiques. En l'espèce, même si elles n'avaient pas été appliquées, les lettres

d'acceptation étaient connues de nombreux importateurs et, par voie de conséquence, auraient pu les dissuader de présenter une demande de certificat afin d'importer du riz aux taux NPF, ou les amener à essayer d'importer du riz dans le cadre du contingent tarifaire. Ainsi, même si le Groupe spécial devait conclure que les lettres n'étaient pas appliquées du tout, il devrait quand même constater, conformément aux constatations formulées par des groupes spéciaux antérieurs en ce qui concerne les mesures impératives qui ne sont pas appliquées, que les restrictions imposées par la Turquie aux échanges NPF concernant le riz sont incompatibles avec l'article XI:1.

30. En dernier lieu, le fait pour la Turquie de ne pas délivrer de certificats de contrôle pour l'importation de riz aux taux de droits hors contingent constitue une violation de l'article XI:1 du GATT de 1994 et de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture parce que cela constitue un régime d'importation discrétionnaire. Dans les communiqués, il est mentionné que pour demander un certificat de contrôle, les importateurs doivent présenter le formulaire de demande de certificat, la facture pro forma ou la facture, et "d'autres documents que le Ministère peut demander, en fonction du produit". Ce libellé semble donner au MARA le pouvoir discrétionnaire de ne pas délivrer de certificats de contrôle si un importateur ne présente pas certains documents non précisés – par exemple, un reçu montrant qu'il s'est procuré la quantité voulue de riz paddy du pays. Les lettres d'acceptation, même si elles constituent, comme la Turquie le fait valoir de façon peu plausible, "des documents informels internes" qui ne sont jamais appliqués, constituent des éléments de preuve convaincants de l'existence de ce pouvoir discrétionnaire. Dans chaque lettre mentionnée par les États-Unis, le Ministre turc de l'agriculture accepte les recommandations de la Direction provinciale de l'agriculture visant à retarder le début de la délivrance de certificats de contrôle. Par conséquent, il est évident que la *Turquie* estime qu'elle a le pouvoir discrétionnaire de ne pas délivrer de certificats de contrôle si elle le veut, et les États-Unis ont présenté des éléments de preuve documentaires qui mettent en évidence des cas dans lesquels elle a refusé de délivrer de tels certificats ou ne l'a pas fait. Les régimes d'importation discrétionnaires sont prohibés par l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, ainsi que par l'article XI:1 du GATT de 1994. Par conséquent, le régime d'importation discrétionnaire de la Turquie pour le riz constitue une mesure prohibée par l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, ainsi qu'une restriction à l'importation au titre de l'article XI:1.

La prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur accorde un traitement moins favorable au riz importé en violation de l'article III:4 du GATT de 1994 et impose un coût additionnel à l'importation de riz en violation de l'article XI:1 du GATT de 1994

31. Les États-Unis ont formulé deux allégations en ce qui concerne la prescription de la Turquie selon laquelle les importateurs de riz dans le cadre du contingent tarifaire devaient acheter d'importantes quantités de riz paddy en tant que condition applicable au moment de l'importation. Premièrement, les États-Unis ont fait valoir que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur contrevenait à l'article III:4 du GATT de 1994 parce que la Turquie subordonnait la capacité d'obtenir une licence pour l'importation de riz dans le cadre du contingent tarifaire, et, partant, la capacité de vendre du riz sur le marché intérieur, à l'achat de riz du pays au lieu de riz importé. L'achat de riz importé ne procure pas le même avantage, ce qui modifie les conditions de concurrence et encourage l'achat de riz du pays. Par conséquent, le riz importé est soumis à un traitement moins favorable que celui dont bénéficie le riz du pays.

32. Les États-Unis ont également fait valoir que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur imposait un coût additionnel à l'importation de riz, ce qui constituait une restriction à l'importation contraire à l'article XI:1 du GATT de 1994. En résumé, ils ont fait valoir qu'il était plus coûteux d'acheter une, deux ou trois tonnes de riz du pays en tant que condition applicable au moment de l'importation que d'acheter zéro tonne de riz du pays pour importer. La Turquie n'a pas été en mesure de réfuter l'argument des États-Unis parce qu'il est mathématiquement impossible qu'il soit plus onéreux pour un importateur d'acheter zéro tonne de riz que d'acheter x tonnes de riz, x correspondant à un chiffre quel qu'il soit supérieur à zéro. La Turquie fait complètement abstraction

de ce fait et centre plutôt son analyse sur le coût de chaque tonne qui est achetée, alors que la question pertinente est le coût total que doit supporter l'importateur tenu de se conformer à la prescription relative aux achats sur le marché intérieur afin d'importer du riz.

33. La Turquie fait également valoir qu'au moyen du contingent tarifaire, elle favorise simplement la réalisation des "objectifs légitimes" d'une "offre accrue sur le marché" et d'une "stabilisation du marché". Sur ce point, les États-Unis font simplement observer que la Turquie n'a pas invoqué un moyen de défense fondé sur l'article XX dans le présent différend, et aucun des objectifs mentionnés par la Turquie n'est mentionné à l'article XX.

34. La Turquie a fait valoir que le calcul du coût des achats sur le marché intérieur que les États-Unis ont effectué dans la pièce US-52, qui renferme plusieurs scénarios possibles en ce qui concerne les achats sur le marché intérieur dans le cadre de l'ouverture du troisième contingent tarifaire, est inexact. Cependant, elle n'a pas indiqué quels étaient les chiffres du modèle qu'elle jugeait contestables. Cela n'est pas étonnant, puisque les États-Unis ont utilisé des chiffres qui ont été communiqués par la Turquie ou qui sont compatibles avec des données fournies par la Turquie.

L'argument de la Turquie selon lequel la prescription relative aux achats sur le marché intérieur n'était pas censée favoriser l'essor de l'industrie rizicole de la Turquie n'est pas plausible

35. Les États-Unis ont fait valoir que l'Accord sur les MIC n'exigeait pas d'un Membre qu'il démontre l'existence d'une MIC, en plus de prouver qu'une mesure satisfait aux éléments de la liste exemplative énoncés dans l'Annexe dudit accord, afin de prouver qu'il y a eu violation de l'Accord sur les MIC. Toutefois, même s'il était nécessaire pour les États-Unis de démontrer que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est une MIC afin d'avoir gain de cause sur l'allégation relative à l'article 2:1, c'est ce qu'ils ont fait. L'affirmation de la Turquie selon laquelle elle est incapable de comprendre comment le contingent tarifaire a pu affecter l'investissement dans l'industrie nationale n'est pas plausible. Le régime de contingent tarifaire contribue à favoriser l'essor de l'industrie rizicole de la Turquie, et cet effet est voulu. La Turquie oblige les importateurs de riz à acheter de grandes quantités de riz du pays en tant que condition applicable au moment de l'importation. Ce système rend l'achat de riz produit par les agriculteurs turcs beaucoup plus probable, et ce à des prix plus élevés. Les lettres d'acceptation, ainsi que l'augmentation substantielle de la production de riz paddy de la Turquie depuis 2003, confirment que la Turquie a mis en place la prescription relative aux achats sur le marché intérieur dans le but de renforcer l'industrie rizicole nationale.

36. Le raisonnement du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* sur la question de l'investissement corrobore l'argument des États-Unis selon lequel la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est une MIC. Le Groupe spécial a constaté que les mesures indonésiennes satisfaisaient à la "prescription en matière d'investissement" qui était alléguée parce qu'elles "vis[aient] à encourager la mise en place d'une capacité de production de véhicules automobiles finis et de parties et pièces de véhicules automobiles en Indonésie. Cet objectif impliqu[ait] que les mesures en question [avaient] nécessairement une incidence notable sur l'investissement dans ces secteurs." La Turquie fait observer que les références dans la législation de l'Indonésie aux objectifs en matière d'investissement établissent une distinction entre ces mesures et le régime de contingent tarifaire parce que la législation relative aux contingents tarifaires ne mentionne pas de tels objectifs.

37. Cependant, le Groupe spécial mentionne aussi dans le rapport qu'"il n'y a dans le texte de l'Accord sur les MIC rien qui indique qu'une mesure n'est pas une mesure concernant les investissements simplement au motif qu'un Membre ne la qualifie pas comme telle". En d'autres termes, le fait que la Turquie n'a pas spécifiquement mentionné les objectifs en matière d'investissement dans la législation relative aux contingents tarifaires n'empêche pas de conclure que

la prescription relative aux achats sur le marché intérieur comporte un élément d'investissement. Si le critère juridique était fondé sur la manière dont un Membre qualifie une mesure, rien ne serait admissible, parce qu'un défendeur dans un différend soumis à l'OMC qualifierait toujours la mesure en cause comme étant une mesure ne concernant pas les investissements. La question pertinente est celle de savoir quels sont les effets concrets de la mesure. Néanmoins, la Turquie a effectivement mentionné dans ses lettres d'acceptation que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur comportait des objectifs en matière d'investissement, et l'un de ces objectifs – le renforcement de la compétitivité de l'industrie nationale – a été mentionné par l'Indonésie comme l'un des objectifs en matière d'investissement de la mesure indonésienne qui a fait l'objet d'une allégation relative aux MIC qui a été acceptée dans le différend *Indonésie – Automobiles*.

ANNEXE D-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION PRÉSENTÉE À TITRE DE RÉFUTATION PAR LA TURQUIE
(20 décembre 2006)

I. INTRODUCTION

1. Les présentes réfutations donnent à la Turquie la possibilité d'apporter des éclaircissements sur un certain nombre de questions qui ont surgi depuis la première communication, en particulier pendant l'audience. Elles sont formulées à partir des questions que le Groupe spécial a posées par la suite et des réponses données par les États-Unis. La Turquie y traite principalement du "refus" allégué d'approuver des certificats de contrôle et du régime de contingent tarifaire, en apportant des précisions additionnelles et en formulant des réfutations spécifiques aux allégations et déclarations des États-Unis.

II. REFUS ALLÉGUÉ D'APPROUVER DES CERTIFICATS DE CONTRÔLE

A. LES CERTIFICATS DE CONTRÔLE NE SONT PAS DES "*LICENCES D'IMPORTATION*"

2. Les certificats de contrôle ne sont pas des licences d'importation, mais des formulaires administratifs qui sont exigés exclusivement aux "*fins douanières*". Comme la Turquie l'a dit dans sa première communication[1], une indication importante en matière d'interprétation pour déterminer ce qui peut être considéré comme une licence d'importation se trouve dans l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

3. Les États-Unis n'ont pas présenté d'éléments de preuve ni avancé d'arguments ou de justification juridique pour définir ou cerner le concept de "*fins douanières*". La Turquie estime que, *de jure* et *de facto*, ses certificats de contrôle ne sont pas et n'ont jamais été appliqués comme quelque chose d'autre que des formulaires administratifs servant à réaliser des "*fins douanières*" légitimes et visant à recueillir les renseignements nécessaires en matière de dédouanement et à faciliter dans une large mesure les échanges tant pour les importateurs que pour les autorités douanières.

4. La Turquie fait observer que les "*fins douanières*" des certificats de contrôle sont évidentes aussi bien *de jure* que *de facto*. En Turquie, comme dans tous les Membres de l'OMC, le processus d'importation et de dédouanement ne consiste pas simplement à se conformer à l'obligation de payer le droit applicable et d'autres frais. Le dédouanement comprend aussi la conformité avec toutes les prescriptions administratives et la réalisation de diverses "*fins douanières*".[2] Si tous les renseignements requis sont présentés par les importateurs, les certificats de contrôle sont automatiquement approuvés.

5. La Turquie convient avec les États-Unis que le champ et l'objectif de l'Accord sur les procédures de licences d'importation englobent les procédures administratives désignées par l'expression "*régime de licences*" (c'est-à-dire les procédures qui sont *de jure* appelées procédures de licences d'importation) et les autres procédures administratives similaires qui peuvent jouer le rôle de procédures de licences d'importation *de facto*, peu importe la manière dont un Membre de l'OMC les désigne.

[1] Voir les paragraphes 47 à 57 de la première communication de la Turquie.
[2] Voir, en particulier, le paragraphe 53 de la première communication de la Turquie.

6. Toutefois, la Turquie ne convient pas avec les États-Unis que le membre de phrase "*distincts des documents requis aux fins douanières*" est censé constituer une exception à l'application dudit accord pour tous les documents qui relèvent effectivement des "*douanes*". Selon l'argument avancé par les États-Unis, l'Accord sur les procédures de licences d'importation ne s'appliquerait pas aux documents douaniers. Cet argument n'est pas correct sur le plan juridique et ne s'inscrit évidemment pas dans les visées et la logique des rédacteurs de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Une procédure administrative qui répond aux objectifs des régimes de licences d'importation (ou qui agit *de facto* comme un régime de licences d'importation) n'est pas la même chose qu'une procédure administrative qui est requise aux "*fins douanières*". La Turquie conclut que les États-Unis ont mal interprété l'Accord sur les procédures de licences d'importation et ont ensuite sauté à la conclusion hâtive, non prouvée et non étayée par des éléments de preuve que, *de jure* ou *de facto*, les certificats de contrôle de la Turquie ne relevaient pas des "*douanes*" et que la Turquie les utilisait pour se soustraire aux engagements qu'elle avait pris dans le cadre de l'OMC au titre de cet accord.[3]

7. La Turquie n'est pas du tout d'accord avec la conclusion à laquelle les États-Unis arrivent dans leur réponse à la question n° 58 du Groupe spécial. Dans le même ordre d'idées, les États-Unis font valoir que "*la Turquie se sert du refus de délivrer le certificat de contrôle, qui possède toutes les caractéristiques d'une licence d'importation, comme d'un obstacle au commerce incompatible avec les règles de l'OMC*". Une fois de plus, après avoir évité de prouver que les "*fins douanières*" des certificats de contrôle de la Turquie ne devraient pas être considérées comme faisant partie de ce que le système de l'OMC considère comme relevant des "*douanes*", les États-Unis évitent de dire quelles doivent être les caractéristiques définissant une "*licence d'importation*". La Turquie estime qu'il s'agit d'un élément essentiel et d'une question fondamentale en ce qui concerne l'examen que le Groupe spécial doit effectuer pour comprendre le différend et arriver à une solution.

8. La Turquie estime que la portée véritable de l'"*exception*" relative aux "*fins douanières*" qui est prévue à l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation ne peut être précisée qu'en procédant à une analyse de ce en quoi consistent effectivement des "*fins douanières*". Il n'y a pas de portée "étroite" ou "large" de l'"*exception*" une fois qu'il est établi qu'un formulaire donné est censé être compatible avec des "*fins douanières*".

9. À cet égard, la Turquie souligne que ce ne sont ni la portée ni la teneur des renseignements demandés par le MARA en vue de l'approbation du certificat de contrôle qui peuvent transformer un document administratif utilisé à des "*fins douanières*" en une "*licence d'importation*". Elle estime que le facteur qui permet d'établir une distinction entre une "*licence d'importation*" et d'autres documents (comme ceux qui sont utilisés à des "*fins douanières*") se rapporte à la procédure et non à la teneur des documents. Dans ses déclarations orales, la Turquie a déjà dit au Groupe spécial que l'argumentation avancée par les États-Unis ferait en sorte qu'un document quel qu'il soit utilisé dans le contexte de l'importation (par exemple, les certificats SPS, les certificats d'origine et les certificats de conformité avec des règlements techniques) serait considéré comme une "*licence d'importation*". Ce n'est pas le cas. La Turquie fait une fois de plus observer que les États-Unis n'ont pas montré quels étaient les éléments du certificat de contrôle qui transformaient ce document administratif en une "*licence d'importation*". Ils ont simplement dit qu'il s'agissait d'une "*licence d'importation*".

10. La Turquie appelle également l'attention du Groupe spécial sur l'objectif de facilitation des échanges des certificats de contrôle, qui est double puisque ces documents sont utilisés par les importateurs et les fonctionnaires du MARA dans l'exercice de leurs fonctions de vérification et d'inspection. En particulier, les certificats de contrôle offrent aux importateurs une certitude juridique

[3] Voir, en particulier, les paragraphes 9 et 10 des déclarations orales des États-Unis.

et une prévisibilité commerciale considérables au chapitre des procédures douanières (c'est-à-dire les inspections, les vérifications d'identité et l'examen des documents).[4]

11. Par contre, les certificats de contrôle augmentent l'efficacité nécessaire des fonctionnaires du MARA dans la gestion de leurs fonctions d'inspection et de contrôle. Ces formulaires sont requis pour faciliter l'indispensable coopération entre le MARA et les autorités douanières, qui est requise dans le cas des importations de produits agricoles. À cet égard, la Turquie estime également qu'il n'y a rien de particulièrement "*révélateur*" dans le fait que c'est le MARA (c'est-à-dire le Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales) qui approuve les certificats de contrôle et effectue les inspections douanières aux fins sanitaires et phytosanitaires.

12. En dernier lieu, le fait que des certificats de contrôle sont requis pour toutes les importations, y compris les importations dans le cadre du contingent tarifaire qui sont déjà visées par un régime automatique de licences d'importation, prouve clairement que les certificats de contrôle sont requis aux "*fins douanières*" seulement et ne sont pas des "*licences d'importation*". Dans leur première communication, les États-Unis ont affirmé à tort que les importations de riz dans le cadre du contingent tarifaire ne nécessitaient pas de certificats de contrôle et ont fait valoir que cela montrait bien que le but des certificats de contrôle était de jouer le rôle de "*licences d'importation*".[5] Ils semblent maintenant accepter le fait que des certificats de contrôle sont requis pour les importations dans le cadre du contingent tarifaire, mais ils évitent encore de prouver en droit et en fait que les certificats de contrôle sont des "*licences d'importation*" et ont recours à une autre hypothèse sans fondement et non étayée par des éléments de preuve.

B. LES CERTIFICATS DE CONTRÔLE NE SONT PAS "*TOUT AUTRE PROCÉDÉ*"

13. Au lieu de considérer les certificats de contrôle comme des "*licences d'importation*", les États-Unis font valoir que le refus "allégué" de délivrer des certificats de contrôle aux importateurs constitue une "*prohibition*" ou une "*restriction*" à l'importation de riz qui est appliquée au moyen d'un "*autre procédé*" au sens de l'article XI:1 du GATT. La Turquie est d'avis que les États-Unis n'ont pas indiqué dans leur argumentation et leurs réponses écrites aux questions du Groupe spécial[6] pour quelles raisons les certificats de contrôle de la Turquie (et le refus allégué de les délivrer) pouvaient ou devraient être considérés comme un "*autre procédé*" aux fins de l'application de l'article XI du GATT.

14. L'article XI:1 du GATT vise à empêcher les Membres de l'OMC d'instituer ou de maintenir des restrictions quantitatives à l'importation de produits sur leur territoire au moyen de "*prohibitions*" ou de "*restrictions*" autres que des droits de douane, taxes ou autres impositions, indépendamment du point de savoir si l'application en est faite au moyen de contingents, de licences d'importation ou de "*tout autre procédé*". La Turquie réaffirme que l'élément essentiel pour établir si une mesure instituée par un Membre de l'OMC entraîne une restriction quantitative est l'existence d'une "*prohibition*" ou d'une "*restriction*" à l'importation. Cela doit être analysé et démontré du point de vue de l'application *de jure* et *de facto* de la mesure qui est examinée. C'est uniquement lorsque l'existence d'une "*prohibition*" ou d'une "*restriction*" *de jure* ou *de facto* des importations peut être démontrée que la mesure spécifique qui est examinée constituerait un "*autre procédé*" du type qui est considéré comme illégal par l'article XI:1 du GATT parce qu'il institue ou maintient une restriction quantitative.

15. La Turquie estime que les États-Unis n'ont pas établi *prima facie* l'existence d'un "refus de délivrer des certificats de contrôle aux importateurs". Ceux-ci semblent alléguer l'existence d'une

[4] Voir, en particulier, les réponses de la Turquie aux questions posées par le Groupe spécial, question n° 14.

[5] Voir, notamment, le paragraphe 55 de la première communication des États-Unis.

[6] Voir les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial, question n° 56.

"*prohibition*" ou d'une "*restriction*" *de jure* en s'appuyant non pas sur la législation en vigueur, mais sur des éléments de preuve (c'est-à-dire de simples communications comme ce qu'il est convenu d'appeler les lettres d'acceptation et des instructions orales données à des fonctionnaires) plutôt adaptées à une plainte *de facto*. La Turquie fait observer que les États-Unis n'ont pas précisé si leur allégation se rapportait à une "*restriction*" ou une "*prohibition*" *de jure* ou *de facto*. De toute façon, la Turquie estime aussi que les États-Unis n'ont pas établi *prima facie* l'existence d'une "*prohibition*" ou d'une "*restriction*" *de jure* ou *de facto*.

16. Les États-Unis n'ont identifié aucune mesure législative se rapportant au refus allégué d'approuver les certificats de contrôle qui appuierait une allégation de "*prohibition*" ou de "*restriction*" *de jure* ou *de facto*. Par contre, lorsque des plaintes sont déposées contre des mesures alléguées qui ne sont pas exprimées sous forme de documents accessibles au public (c'est-à-dire des plaintes *de facto*), le Groupe spécial devrait se montrer particulièrement prudent avant de souscrire à une conclusion quant à l'existence d'une règle ou norme. À cet égard, la Turquie rappelle les règles générales applicables à la charge de la preuve qui ont été énoncées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses* et que le Groupe spécial *CE – Amiante* a réitérées.[7]

17. La Turquie estime que les États-Unis n'ont pas présenté d'éléments de preuve concluants de l'existence d'un cas de "*prohibition*" ou de "*restriction*" *de jure* ou *de facto*. En fait, ces éléments de preuve n'existent pas et il n'y a rien dans le cadre législatif et administratif de la Turquie qui permet de prouver le contraire.[8] De plus, la Turquie estime que les États-Unis n'ont pas fourni non plus d'éléments de preuve concluants de l'existence de cas de "*prohibition*" ou de "*restriction*" *de jure* ou *de facto* à l'importation de riz dont l'application est faite au moyen du "refus" allégué "de délivrer des certificats de contrôle aux importateurs". Pour établir s'il existe un "*autre procédé*" au sens de l'article XI:1 du GATT, la Turquie estime qu'il faut faire cette détermination factuelle.

18. La Turquie a déjà présenté de nombreux éléments de preuve indiquant qu'il n'y avait aucune "*prohibition*" ou "*restriction*" *de jure* ou *de facto* en ce qui concerne l'approbation des certificats de contrôle.[9] En particulier, des certificats de contrôle ont été approuvés pendant une période de plus de deux ans et demi au cours de laquelle les États-Unis allèguent qu'un "refus généralisé" a été appliqué (c'est-à-dire entre le 10 septembre 2003 et le 1er avril 2006, incluant les mois suivants). Au total, 2 242 certificats de contrôle ont été approuvés entre 2003 et le 9 novembre 2006.[10] Il s'agit d'un élément de preuve clair et irréfutable qui vient contredire l'idée que la Turquie a maintenu une "*prohibition*" à l'importation *de facto* au moyen d'un "refus généralisé" de délivrer des certificats de contrôle. En outre, et surtout aux fins du cas qui nous occupe, la Turquie estime que 1 335 des 2 242 certificats de contrôle qui ont été approuvés (c'est-à-dire 59,5 pour cent des certificats) l'ont été en relation avec des échanges hors contingent (c'est-à-dire des échanges NPF ou ALE).[11] Le chiffre de 2 242 représentait un taux d'approbation de plus de 95 pour cent de toutes les demandes présentées par des importateurs en vue de l'approbation de certificats de contrôle. En particulier, entre 2003 et septembre 2006, 2 324 demandes d'approbation ont été présentées et 2 223 d'entre elles ont été approuvées. Seulement 102 demandes (à peine 4,38 pour cent) ont été rejetées parce qu'elles n'étaient "pas conformes aux prescriptions formulées dans la législation pertinente".[12] La Turquie estime qu'un taux de rejet de moins de 5 pour cent ne peut pas être quantifié en une "*restriction*" *de facto*, ni qualifié en tant que tel.

---

[7] *Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*, rapport du Groupe spécial, paragraphes 8.79 et 8.81.

[8] Voir, en particulier, la première communication de la Turquie, paragraphes 64 et 67.

[9] Voir, en particulier, la première communication de la Turquie, paragraphes 63 à 69.

[10] Voir Annex TR-33 des réponses de la Turquie aux questions posées par le Groupe spécial.

[11] Voir Annex TR-41 ci-jointe.

[12] Voir Annex TR-35 des réponses de la Turquie aux questions posées par le Groupe spécial.

19. Certains cas de non-approbation par le MARA de demandes particulières présentées par des importateurs de riz doivent être vus comme un élément naturel de l'interaction entre l'administration d'un Membre de l'OMC et ses milieux d'affaires, et ne peuvent pas être généralisés en un "*refus de délivrer des certificats de contrôle à l'importation de riz*", en particulier lorsque les statistiques commerciales et les taux d'approbation indiquent clairement le contraire. Les cas particuliers de refus utilisés par les États-Unis pour formuler une bonne partie de leurs allégations se rapportaient à un certain nombre d'irrégularités indépendantes et à la non-conformité de ces cas avec certaines prescriptions en matière d'application énoncées dans la législation turque.[13]

20. La Turquie a maintes fois mentionné que les "lettres d'acceptation" étaient de simples instruments de communication interne entre les administrateurs et fonctionnaires turcs. Ces communications contenaient souvent des avis confidentiels et/ou des déclarations politiques visant à discuter ou élaborer des recommandations non officielles sur la politique à mener. Ces communications administratives n'ont jamais abouti à l'adoption de lois ou de règlements. Le fait que certains secteurs de l'administration turque ont utilisé l'existence et la valeur juridique alléguée de ce qu'il est convenu d'appeler les "lettres d'acceptation" dans le cadre de procédures judiciaires internes ne modifie pas la nature de ces lettres en tant que communications non officielles et non exécutoires qui sont réservées à l'usage de l'administration et visent à élaborer ou discuter des recommandations.

21. Par ailleurs, la Turquie tient à souligner au moyen d'exemples bien précis que le MARA a approuvé un nombre considérable de certificats de contrôle pendant la période alléguée d'application de ce qu'il est convenu d'appeler le "refus généralisé" d'approuver des certificats de contrôle au moyen des "lettres d'acceptation". Pour autant qu'on puisse en juger, ces exemples devraient être considérés comme des éléments de preuve convaincants du fait que ce qu'il est convenu d'appeler les "lettres d'acceptation" n'étaient (et ne sont) que des communications internes suggérant des recommandations, et non des mesures officielles en matière de politique commerciale liant l'administration.

22. De plus, les éléments de preuve montrent que les certificats de contrôle étaient toujours approuvés peu de temps après la présentation des demandes d'approbation par les importateurs de riz. Cela contredit ce que les États-Unis ont allégué au paragraphe 24 de leur première communication écrite, à savoir que "la lettre recommand[ait] alors que le MARA "retarde" une fois de plus la période de délivrance des certificats de contrôle jusqu'au 1er juillet 2004". Le fait que les données compilées montrent qu'aucun certificat de contrôle n'avait été approuvé pendant certaines périodes (c'est-à-dire entre le 26 décembre 2003 et le 20 mai 2004) ne prouve pas que l'approbation des certificats de

[13] S'agissant des aspects relatifs à la confidentialité et à l'accès à l'information, la Turquie souhaite aborder une question qui constitue un fait nouveau très regrettable et inquiétant. Les États-Unis ont récemment fait valoir que "*[…] la plupart des importateurs que les États-Unis [avaient] contactés n'[avaient] pas voulu présenter d'autres documents après la première réunion du groupe spécial [...]*", ce qui laisse entendre que les autorités publiques turques exercent des "pressions" sur les importateurs de riz pour qu'ils ne fournissent ni renseignements ni documents aux États-Unis. La Turquie est fermement convaincue que les États-Unis devraient donner des détails circonstanciés sur cette accusation très grave et prouver celle-ci au moyen d'éléments de preuve factuels. Comme ce sont ces importateurs qui ont eu des liens étroits avec les États-Unis et qui ont fourni la plupart des renseignements et documents que les États-Unis ont présentés au Groupe spécial, la Turquie estime que ces déclarations devraient être traitées avec une extrême prudence. Elle soutient que ni le gouvernement turc, ni les autorités publiques turques n'ont exercé des "pressions" quelles qu'elles soient sur les importateurs de riz afin de les dissuader de coopérer davantage avec les États-Unis. Par ailleurs, la Turquie demande au Groupe spécial d'exiger des explications des États-Unis sur les allégations voulant que les questions posées par le Groupe spécial aient été divulguées à certains exportateurs. Il s'agit encore une fois d'une accusation grave que les États-Unis doivent être prêts et en mesure de corroborer au moyen d'éléments de preuve. Pour autant qu'on puisse en juger, il semblerait plutôt curieux que les exploitants qui répugnent actuellement à collaborer avec les États-Unis soient précisément ceux qui disent aux États-Unis que le gouvernement de la Turquie leur a divulgué des renseignements confidentiels.

contrôle était retardé ni que des échanges n'étaient pas effectués. Cela prouve simplement que, pendant certaines périodes, aucun certificat de contrôle n'a été approuvé.

23. Cette situation peut avoir résulté de la combinaison de deux facteurs, à savoir l'absence de demandes d'approbation et/ou l'existence de volumes considérables approuvés et "non utilisés" dont disposaient les importateurs en raison de la différence entre les quantités approuvées et les quantités importées.[14] Il convient de noter, en particulier, que les demandes d'approbation de certificats de contrôle étaient, et demeurent, des actes officiels accomplis par les importateurs sur la base de considérations économiques et de calculs commerciaux (c'est-à-dire les marges bénéficiaires, la compétitivité du riz importé par rapport au riz du pays, les positions spéculatives, les mouvements des taux de change, etc.). Ces décisions commerciales peuvent être la cause de l'absence de demandes d'approbation de certificats de contrôle pendant certaines périodes, mais elles n'ont jamais été le résultat de décisions de principe spécifiques prises par le gouvernement de la Turquie.

24. La Turquie estime que les éléments de preuve disponibles et les allégations avancées jusqu'à maintenant par les États-Unis se bornent à indiquer qu'un nombre limité de certificats de contrôle (si le chiffre de 2 242 peut être considéré comme peu important, du point de vue du nombre de demandes et de la quantité d'importations autorisées) a été approuvé au cours d'une période donnée. Ainsi que la Turquie l'a déjà mentionné, cela prouve clairement en soi qu'il n'y a jamais eu de "*prohibition*" à l'importation *de facto*. Mais surtout, cela ne prouve pas que la Turquie refusait d'approuver des certificats de contrôle en vertu d'une politique *de jure* ou *de facto* de "*restriction*" à l'importation. La Turquie estime qu'il incombe nettement aux États-Unis de dépasser la simple rhétorique judiciaire pour prouver cette éventualité. Elle considère qu'elle a déjà présenté suffisamment d'éléments de preuve factuels pour montrer qu'il n'y a jamais eu de "*prohibition*" ni de "*restriction*" à l'importation *de facto*.

25. La Turquie estime que les États-Unis n'ont pas établi l'existence d'un lien de causalité, comme c'était le cas dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*[15], entre la "*mesure contestée*" (qui est, soit dit en passant, imprécise; s'agit-il du "refus généralisé" allégué, des "lettres d'acceptation" ou du certificat de contrôle en tant que tel, ou s'agit-il d'autre chose?) et le niveau des importations de riz en Turquie. À vrai dire, les États-Unis n'ont même pas présenté d'éléments de preuve factuels indiquant que le volume des importations en Turquie était bas. Le nombre de certificats de contrôle qui ont été approuvés et le taux d'approbation, de même que le fait que les États-Unis n'ont pas présenté d'éléments de preuve factuels "ayant un lien de causalité entre eux" à l'appui de leur plainte, donnent à penser que l'action engagée par les États-Unis est en grande partie axée sur certains refus, qui étaient tout à fait compatibles avec la législation turque et avec les obligations de la Turquie dans le cadre de l'OMC, et non sur des politiques ou des mesures d'application générale.

26. La Turquie conteste vivement le nouvel argument avancé par les États-Unis selon lequel un taux d'approbation "*de minimis*" des certificats de contrôle en ce qui concerne les importations NPF de riz (même s'il est prouvé et étayé par des éléments de preuve) aboutirait automatiquement à une "*restriction*" à l'importation *de facto*. La Turquie estime que l'explication naturelle et logique du taux d'approbation "*de minimis*" des certificats de contrôle en ce qui concerne les importations NPF de riz,

[14] À cet égard, la Turquie souhaite confirmer une fois de plus que la période de validité d'un certificat de contrôle approuvé est de 12 mois. Contrairement aux allégations formulées par les États-Unis dans leurs réponses aux questions posées par le Groupe spécial (question n° 38), la loi ne confère pas au MARA le droit d'abréger les périodes de validité des certificats de contrôle. L'article 9 des communiqués pertinents précise que les périodes de validité des certificats de contrôle ne peuvent pas être prolongées. Par conséquent, il est clair que, d'un point de vue juridique, le MARA n'a pas le droit d'abréger les périodes de validité des certificats de contrôle.

[15] *Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 11.21.

s'il a effectivement existé, résiderait dans les décisions économiques et commerciales prises par les importateurs et les négociants au cours d'opérations commerciales normales. De toute évidence, les volumes de riz importés dans le cadre d'un contingent tarifaire et d'un accord de libre-échange ont toujours présenté des avantages commerciaux et tarifaires intéressants et réels dont les importateurs ont systématiquement essayé de tirer parti. Les statistiques commerciales attestent clairement l'existence de ces tendances liées au marché. Ces mêmes statistiques commerciales montrent aussi que pendant les périodes de fermeture ou d'expiration du contingent tarifaire, du riz originaire d'autres pays que les CE (comme l'Argentine, la Bulgarie, la Chine, l'Égypte, les États-Unis, l'Inde, le Pakistan, la Russie, la Syrie, la Thaïlande, l'Uruguay et le Vietnam) a été importé à des taux NPF ou appliqués, ce qui signifie que des certificats de contrôle ont été approuvés.[16]

III. LE RÉGIME DE CONTINGENT TARIFAIRE

A. LE RÉGIME DE CONTINGENT TARIFAIRE N'EST PLUS EN VIGUEUR

27. La Turquie souhaite réaffirmer que le cadre législatif qui prévoit le régime de contingent tarifaire, y compris la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, n'est plus en vigueur et qu'elle n'entend pas le renouveler. Compte tenu de cette considération, elle souhaite une fois de plus inviter le présent groupe spécial à s'abstenir de formuler des constatations sur le régime de contingent tarifaire et la prescription relative aux achats sur le marché intérieur ou, s'il juge nécessaire de formuler ces constatations pour arriver à une solution positive du différend, à s'abstenir de formuler des recommandations sur cette question.

28. La Turquie a déjà fait observer que la jurisprudence de l'OMC appuyait le point de vue selon lequel un groupe spécial était tenu de formuler des recommandations de mettre en conformité une mesure jugée incompatible "pour autant que" cette mesure soit encore en vigueur. À cet égard, la Turquie a cité les affaires *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*[17], *Chili – Fourchettes de prix*[18] et *République dominicaine – Cigarettes*.[19] Les États-Unis semblent penser que ces affaire ne sont pas pertinentes pour le présent différend et que si elles présentent de l'intérêt, elles devraient être interprétées comme étayant leur point de vue.

29. Les États-Unis estiment que les rapports mentionnés respectent la "distinction entre les mesures qui sont venues à expiration avant l'engagement de la procédure de groupe spécial et celles qui viennent à expiration par la suite". La Turquie fait plutôt observer que selon la jurisprudence de l'OMC, cette distinction permet de différencier les affaires dans lesquelles aucune constatation n'est nécessaire et celles dans lesquelles aucune recommandation n'est nécessaire dans le cas où une constatation est formulée. La Turquie estime que la jurisprudence de l'OMC étaye le point de vue selon lequel aucune constatation n'est nécessaire en ce qui concerne des mesures qui sont venues à expiration avant l'engagement de la procédure de groupe spécial alors que, dans le cas de mesures venues à expiration après l'engagement de la procédure de groupe spécial, aucune recommandation n'est nécessaire si une constatation est formulée.

30. Après avoir précisé que l'expiration des mesures avant ou après l'engagement de la procédure du Groupe spécial n'était pertinente que pour permettre au Groupe spécial de décider s'il convenait ou

---

[16] Voir, en particulier, Annex TR-33 jointe aux réponses de la Turquie aux questions posées par le Groupe spécial.

[17] Voir *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 81.

[18] Voir *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliquées à certains produits agricoles*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.112.

[19] Voir *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente interne de cigarettes*, rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.363.

non de formuler une constatation sur la mesure venue à expiration, mais non sur le point de savoir s'il devrait formuler des recommandations, la Turquie fait observer que l'"engagement de la procédure de groupe spécial" correspond à l'établissement du Groupe spécial (c'est-à-dire le 17 mars 2006 pour le présent différend). Comme la Turquie l'a expliqué de manière plus détaillée dans sa première communication, une grande partie du cadre législatif prévoyant le régime de contingent tarifaire de la Turquie est venue à expiration bien avant l'établissement du présent groupe spécial et seulement deux mesures (c'est-à-dire le Décret n° 2005/9315 et le Communiqué de mise en œuvre n° 25 943) sont venues à expiration peu de temps après l'établissement du Groupe spécial.

31. La Turquie n'est pas d'avis qu'une constatation sur l'une ou l'autre de ces mesures, y compris celles qui sont venues à expiration peu de temps après l'engagement de la procédure de groupe spécial, est nécessaire pour arriver à une solution positive du différend. Elle a maintes fois soutenu, aussi bien à l'étape des consultations qu'à celle des communications et des déclarations orales présentées jusqu'à maintenant, qu'elle n'entendait pas renouveler ces mesures, ni en les prorogeant ni en adoptant de nouveaux instruments législatifs. Par conséquent, elle demande au Groupe spécial de ne pas formuler de constatations sur l'une ou l'autre des mesures ayant trait au régime de contingent tarifaire ou, à titre subsidiaire, de limiter ses constatations aux mesures qui étaient encore en vigueur après l'établissement du Groupe spécial. En tout état de cause, elle demande au Groupe spécial de ne pas formuler de recommandations au sujet du régime de contingent tarifaire.

B. OBSERVATIONS SUR LE RÉGIME DE CONTINGENT TARIFAIRE

32. En ce qui concerne les objectifs, mécanismes, critères d'admissibilité et avantages commerciaux intrinsèques du régime de contingent tarifaire désormais venu à expiration, la Turquie fait observer que les contingents tarifaires ont été ouverts en 2004 et 2005 non pas pour protéger ou fausser les échanges, mais pour permettre d'assurer l'approvisionnement en riz nécessaire à la Turquie et de stabiliser le marché intérieur. En fait, il est bien connu que la Turquie est un importateur net de riz et que les importations sont indispensables pour stabiliser le marché (du point de vue du prix et des quantités disponibles). Le contingent tarifaire offrait un avantage tarifaire pour l'importation de riz jusqu'à concurrence de quantités préétablies. Tout importateur intéressé pouvait demander une licence dans le cadre du contingent tarifaire, qui a été systématiquement attribué dans l'ordre de réception des demandes. Il n'y a jamais eu de discrimination selon le pays d'origine du riz ou selon la nationalité ou l'affiliation de l'importateur demandant une licence. Les prescriptions concernant les procédures de demande et d'évaluation des licences d'importation ont toujours été claires, transparentes et faciles à mettre en œuvre pour tous les importateurs. De même, les procédures administratives pour l'octroi de licences ont toujours été simples et d'application aisée. Tous les documents requis pour la demande ont toujours été rendus publics. Lorsque toutes les conditions prescrites pour la demande étaient remplies, les licences d'importation ont été systématiquement délivrées dans un délai de cinq jours

33. Le système de contingent tarifaire n'a jamais été censé avoir des effets restrictifs ou discriminatoires sur le commerce et les importations de riz, et il n'en a jamais eu. En particulier, il est erroné et trompeur de dire, comme les États-Unis le font, que le respect de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur par les importateurs "constitu[ait] l'unique moyen d'importer du riz en Turquie". Au contraire, le système était facultatif et conférait un avantage aux importateurs qui satisfaisaient aux prescriptions énoncées dans la législation. Les importateurs ont toujours été libres de faire ou non usage du système. La Turquie a déjà prouvé que les fortes quantités importées dans le cadre du contingent et le nombre élevé des licences et des certificats de contrôle délivrés témoignent de l'attrait et de l'intérêt que l'avantage tarifaire a présentés pour les importateurs lors de la prise de décisions économiques. Cet avantage contingentaire a toujours existé parallèlement à la possibilité d'importer aux taux de droits NPF moins avantageux.

34. La Turquie a prouvé que l'ouverture du contingent tarifaire a toujours entraîné la modification des conditions de concurrence entre les produits nationaux et les produits importés en faveur des produits importés. Elle estime que les chiffres utilisés par les États-Unis pour construire leurs scénarios de simulation sont des chiffres très théoriques qui ne sont pas fondés sur des statistiques, des politiques ou des lois générales sur le commerce. Les États-Unis n'ont pas associé ces scénarios hypothétiques à de véritables cas d'échanges ni à des événements spécifiques. La Turquie a fourni une foule de données pour montrer que les avantages proprement dits de l'importation de riz dans le cadre du contingent étaient réels et qu'il ressortait clairement des statistiques commerciales que les importateurs avaient dans une large mesure bénéficié des ouvertures de contingents tarifaires.

35. Le choix d'importer dans le cadre du contingent tarifaire afin de bénéficier de l'avantage tarifaire a toujours été dicté par des décisions économiques et commerciales qui n'étaient d'aucune façon influencées par le gouvernement de la Turquie. Les importateurs ont pris ces décisions et effectué ces calculs à partir d'un certain nombre de facteurs économiques et liés au marché comme le prix intérieur et le prix mondial, la consommation intérieure, les taux de change, les conditions de concurrence entre le riz d'origines diverses, les préférences des consommateurs, les stratégies de commercialisation, etc. De toute façon, le contingent tarifaire procure toujours un avantage important en faveur du riz importé, même si la prescription relative aux achats sur le marché intérieur du contingent tarifaire a joué le rôle d'un facteur faisant contrepoids en ce qui concerne l'avantage tarifaire.

36. La prescription relative aux achats sur le marché intérieur a été mise en place parce que la Turquie devait réaliser, simultanément, deux objectifs légitimes, à savoir un approvisionnement accru du marché (au moyen du contingent tarifaire) et la stabilisation du marché (au moyen de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur). La prescription relative aux achats sur le marché intérieur du régime de contingent tarifaire de la Turquie a partiellement modéré (voire gonflé, comme les données relatives aux importations de riz blanchi pour 2004 et 2005 le montrent) les effets avantageux, et non les effets défavorables, contrairement à ce que les États-Unis ont allégué, que le contingent tarifaire conférait au riz importé. Le contingent tarifaire a toujours conféré un avantage. Le taux de succès du contingent tarifaire, du point de vue de l'utilisation des contingents, l'atteste clairement. La prescription relative aux achats sur le marché intérieur n'a pas supprimé cet avantage; il s'agissait simplement d'un élément utilisé par la Turquie pour définit l'étendue de l'avantage. Cette prescription doit être vue comme un trait fondamental du régime de contingent tarifaire lui-même, tout comme les taux de droits contingentaires préférentiels. La Turquie soutient qu'elle avait entièrement le droit de décider, conformément à ses politiques économiques, les caractéristiques du contingent tarifaire. Pour les importateurs qui ne jugeaient pas avantageux les échanges dans le cadre du contingent tarifaire, le commerce NPF est toujours demeuré une possibilité. La Turquie a prouvé que, contrairement à ce que les États-Unis allèguent, l'importation de riz dans le cadre du contingent tarifaire et l'importation de riz en régime NPF ont toujours coexisté.

37. En ce qui concerne les allégations formulées par les États-Unis selon lesquelles ce qu'il est convenu d'appeler les critères d'admissibilité restreindraient les catégories d'importateurs/négociants en mesure d'acheter du riz du pays aux fins d'importation dans le cadre du contingent tarifaire, la Turquie rappelle qu'il n'y a pas de critère d'admissibilité concernant l'achat de riz du pays. Au contraire, toute restriction des catégories d'acheteurs admissibles aurait contrecarré le but et les objectifs du régime de contingent tarifaire étant donné que cela aurait amoindri les chances d'attribuer la totalité du contingent tarifaire et d'approvisionner adéquatement le marché et, partant, de le stabiliser. La législation pertinente dispose simplement que le riz du pays peut uniquement être acheté aux producteurs de paddy autorisés à planter du paddy, à leurs coopératives et syndicats, ou au TMO. Dans la mesure où la prescription relative aux achats sur le marché intérieur était respectée, n'importe quel type de riz (c'est-à-dire paddy, brun et/ou blanchi) pouvait être importé en Turquie aux taux de droits préférentiels accordés par le contingent tarifaire.

IV. CONCLUSIONS

38. La Turquie estime que les États-Unis n'ont pas fourni d'éléments *prima facie* ni prouvé leurs allégations, que leurs arguments juridiques n'ont pas de fondement dans le droit de l'OMC ni dans les indications en matière d'interprétation données dans la jurisprudence de l'OMC, et que le présent différend repose en grande partie sur une compréhension erronée des faits et de différents cas qui n'ont pas grand-chose à voir avec la politique commerciale internationale et se rapportent davantage à la procédure judiciaire interne et à des cas isolés.

39. La Turquie estime que le présent différend peut aussi être la conséquence, dans une large mesure, de l'absence relative d'un avantage comparatif pour le riz provenant des États-Unis par rapport à des pays exportateurs concurrents qui commercent avec la Turquie (c'est-à-dire le degré de compétitivité du riz des États-Unis).

40. Le contexte véritable du présent différend est le recul progressif de la part de marché du riz des États-Unis en Turquie à l'avantage d'autres pays exportateurs. C'est vrai pour le commerce contingentaire et le commerce en régime NPF, et c'est particulièrement important dans un scénario d'expansion continue des possibilités d'accès aux marchés. La Turquie n'a jamais adopté son contingent tarifaire dans l'intention bien précise de réduire les possibilités d'accès aux marchés des États-Unis (ou, du reste, de tout autre pays exportateur). Les hausses annuelles des quantités importées en sont la preuve.

41. Le succès du contingent tarifaire et les taux d'utilisation élevés témoignent du fait que le contingent tarifaire présentait un avantage réel et suffisamment intéressant pour que les importateurs l'exploitent, malgré l'incidence contraignante d'après les allégations de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur. Le fait que les importations en provenance des États-Unis peuvent avoir chuté (aux taux NPF de même que dans le cadre du contingent tarifaire) se rapporte uniquement à la perte progressive de compétitivité du riz provenant des États-Unis par rapport à ses concurrents, et aux décisions économiques et commerciales librement prises par les importateurs de riz sur la base d'un certain nombre de facteurs économiques et liés au marché. Les dernières statistiques semblent étayer cette conclusion. La part de marché du riz provenant des États-Unis n'a pas augmenté maintenant que le riz est importé aux taux de droits NPF (ou appliqués) uniquement et que le régime de contingent tarifaire ne s'applique plus.

ANNEXE E

DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

Table des matières		Page
Annexe E-1	Résumé analytique de la déclaration orale liminaire des États-Unis à la deuxième réunion de fond (25 janvier 2007)	E-2
Annexe E-2	Déclaration orale finale des États-Unis à la deuxième réunion de fond (18 janvier 2007)	E-8
Annexe E-3	Déclaration orale liminaire de la Turquie à la deuxième réunion de fond (17 janvier 2007)	E-10
Annexe E-4	Déclaration orale finale de la Turquie à la deuxième réunion de fond (18 janvier 2007)	E-19

ANNEXE E-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE LIMINAIRE DES ÉTATS-UNIS À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND
(25 janvier 2007)

1. Au cours des derniers mois, le Groupe spécial a lu de nombreuses communications, examiné des dizaines de pièces et écouté les deux parties présenter des arguments oraux. Les États-Unis souhaitent exposer quelques réflexions générales qui pourraient, à leur avis, aider le Groupe spécial dans son examen des éléments de preuve et son évaluation des arguments avancés par les parties en ce qui concerne les principales allégations.

Certificat de contrôle

2. S'agissant de savoir si un certificat de contrôle est une "licence d'importation" aux fins de l'article XI:1 du GATT de 1994 et si le système de certificats de contrôle constitue un "régime de licences d'importation" au regard de l'Accord sur les licences d'importation, la Turquie fait erreur en qualifiant l'allégation des États-Unis d'attaque contre les mesures SPS de tous les Membres de l'OMC. Les États-Unis maintiennent leurs propres mesures SPS visant les produits agricoles, et il va sans dire qu'ils considèrent les mesures SPS comme essentielles à la protection de la santé et de la vie de leurs citoyens et de leurs animaux et à la préservation de leurs végétaux, de même que de ceux d'autres nations, et il n'est pas dans leur intérêt de compromettre leur capacité ou celle d'autres Membres d'adopter des mesures légitimes pour assurer la compatibilité des produits agricoles avec les mesures SPS.

3. Cela dit, aucun élément de cette analyse des mesures SPS n'est pertinent pour résoudre le différend dont le présent groupe spécial est actuellement saisi. L'argument formulé par la Turquie sur les mesures SPS fait tout simplement abstraction de la question pertinente: à quoi sert le certificat de contrôle de la Turquie?

4. La Turquie a reconnu que le MARA effectue son inspection SPS <u>après</u> l'approbation du certificat, de sorte que le respect des prescriptions SPS n'est pas une condition pour recevoir un certificat, et le certificat n'est pas une procédure de contrôle ou d'inspection. Le certificat n'est pas non plus simplement utilisé dans le cadre du dédouanement. Pour obtenir le certificat, qui est administré par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA), il faut présenter le même type de renseignement à caractère douanier que celui que les autorités douanières turques exigent déjà des importateurs, bien que le MARA ne s'occupe pas d'administration douanière. Toutefois, si le MARA ne délivre pas de certificat de contrôle, un importateur ne peut pas importer du riz en Turquie.

5. Si un certificat de contrôle délivré par le MARA n'est pas nécessaire aux fins SPS ni aux fins douanières, pourquoi le MARA oblige-t-il les importateurs à l'obtenir? La réponse est claire: pour restreindre les importations de riz. Une constatation du Groupe spécial selon laquelle le certificat de contrôle du MARA constitue une "licence d'importation" aux fins de l'article XI:1 ainsi qu'un "régime de licences d'importation" aux fins de l'Accord sur les licences d'importation est compatible avec le sens ordinaire de ces expressions dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but du GATT de 1994 et de l'Accord sur les licences d'importation, respectivement, et est compatible avec les faits en l'espèce.

Commerce NPF du riz

6. En ce qui concerne la question du commerce hors contingent, depuis le 10 septembre 2003, la Turquie restreint les importations de riz en dehors du contingent tarifaire en ne délivrant pas de certificats de contrôle pour des importations qui ne sont pas originaires des CE. Elle répond systématiquement à ce fait en disant qu'en fait, elle délivre bien des certificats de contrôle et mentionne ensuite un chiffre élevé. Ce chiffre, qui a évolué avec le temps et se situe actuellement à 2 242, est incorrect et trompeur pour au moins deux raisons, comme il ressort de la pièce US-71.

7. Le chiffre de 2 242 comprend les certificats délivrés au cours de deux périodes qui ne sont pas juridiquement pertinentes, à savoir la période antérieure au 10 septembre 2003, qui est la date à laquelle la première lettre d'acceptation dont les États-Unis ont connaissance a été délivrée, et la période postérieure au 17 mars 2006, qui est la date à laquelle le Groupe spécial a été établi. L'inclusion de ces périodes dans le calcul fait que le nombre de certificats délivrés en dehors du contingent tarifaire paraît plus important qu'il ne l'a été en réalité pendant la période juridiquement pertinente. En soustrayant ces certificats du chiffre fourni par la Turquie, on obtient un total de 1 718 certificats de contrôle dont il est allégué qu'ils ont été délivrés.

8. Les États-Unis allèguent que la Turquie se sert des certificats de contrôle pour restreindre le commerce de riz en dehors du contingent tarifaire (ou commerce NPF). Trois ajustements sont nécessaires pour arriver au chiffre total pour le commerce NPF:

- Premièrement, le chiffre donné par la Turquie comprend les certificats délivrés pour les importations contingentaires. Les certificats délivrés pour le commerce contingentaire représentent 43 pour cent des certificats de contrôle délivrés, de sorte que l'inclusion de ces certificats fausse encore plus le chiffre fourni par la Turquie. En soustrayant ces certificats du chiffre avancé par la Turquie, on obtient un total de 969 certificats de contrôle dont il est allégué qu'ils ont été délivrés.

- Deuxièmement, le chiffre fourni par la Turquie comprend les certificats délivrés pour les importations originaires des CE. Ces importations ne sont pas soumises aux restrictions imposées par la Turquie parce qu'elles relèvent d'un arrangement commercial préférentiel; par conséquent, les États-Unis n'allèguent pas que la Turquie ne délivre pas de certificats de contrôle aux importateurs de riz originaire des CE. Cependant, la Turquie n'en a pas moins inclus ces certificats dans ses calculs. Étant donné que les certificats délivrés pour les importations de riz originaire des CE représentent 91 pour cent des certificats de contrôle délivrés en dehors du contingent tarifaire, le chiffre donné par la Turquie surévalue considérablement le nombre de certificats de contrôle que le MARA a délivrés pour des importations hors contingent de riz qui n'est pas originaire des CE. En soustrayant ces certificats du chiffre fourni par la Turquie, on obtient un total de 91 certificats de contrôle dont il est allégué qu'ils ont été délivrés.

- Troisièmement, le chiffre donné par la Turquie comprend également 35 certificats délivrés pour des importations de riz provenant de l'ex-République yougoslave de Macédoine. Dans un exposé Power Point affiché sur le site Web du Secrétariat général de la Turquie aux affaires européennes, la Turquie relève qu'en vertu de l'Accord entre la Turquie et l'ex-République yougoslave de Macédoine, "la Turquie a une possibilité d'importation préférentielle dans les limites du contingent tarifaire (8 000 tonnes, droit nul)".[1] En soustrayant ces certificats du chiffre fourni par la

[1] *Voir* la pièce US-72 (http://www.abgs.gov.tr/tarama/tarama_files/11/SC11DET_16g_Rice.pdf).

> Turquie, on obtient un total de 56 certificats de contrôle dont il est allégué qu'ils ont été délivrés.

Ce chiffre représente à peine 2,5 pour cent des 2 242 certificats de contrôle indiqués par la Turquie.

9. Comme la Turquie n'a pas présenté les certificats de contrôle originaux, les États-Unis ne sont pas en mesure de confirmer que ces 56 certificats, ou du moins ceux qui ont été délivrés pour des importations provenant des États-Unis, ont effectivement été délivrés, malgré l'existence d'une prohibition juridique visant la délivrance de certificats de contrôle en dehors du contingent tarifaire. Cependant, ces chiffres sont modestes par rapport aux 740 certificats de contrôle que le MARA a délivrés, d'après les allégations, à des importateurs dans le cadre du contingent tarifaire au cours de la même période. Quoi qu'il en soit, un examen plus attentif de ce chiffre montre comment même ce très petit nombre de certificats donne une idée exagérée de la quantité de riz hors contingent dont les autorités turques ont autorisé l'importation sur le marché turc.

10. Si les données sont exactes, pendant la période comprise entre le 10 septembre 2003 et le 17 mars 2006, le MARA a délivré:

- un certificat pour des importations hors contingent de riz pour chacun des pays suivants: la Bulgarie (550 tonnes métriques), la Chine (742 tonnes), le Pakistan (21 tonnes) et la Thaïlande (21 tonnes);

- deux certificats pour des importations hors contingent provenant du Viet Nam (pour un total de 300 tonnes);

- dix certificats pour des importations hors contingent provenant d'Égypte. Ces certificats correspondaient à quelque 9 700 tonnes de riz sur une période de deux ans et demi. Par contre, pendant la même période, les données commerciales de la Turquie montrent que 250 000 tonnes de riz égyptien ont été importées au moyen de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur dans le cadre du contingent tarifaire; et

- 40 certificats pour des importations hors contingent de riz des États-Unis. Toutefois, tous ces certificats sauf deux ont été délivrés au cours d'une seule période en avril-mai 2005, juste après que les États-Unis ont soulevé à Genève la question de la non-délivrance des certificats de contrôle par la Turquie.

Par conséquent, les propres données de la Turquie étayent la constatation selon laquelle il existe une prohibition juridique à l'encontre de l'importation de riz NPF.

11. Même s'il était vrai que la Turquie a délivré ce petit nombre de certificats de contrôle en dehors du contingent tarifaire – malgré l'existence d'une prohibition juridique, comme les États-Unis l'ont établi – les États-Unis se sont quand même acquittés de la charge de démontrer qu'il y a eu violation de l'article XI:1 du GATT de 1994 et de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, pour deux raisons.

12. Premièrement, pour démontrer qu'une mesure est incompatible avec l'article XI:1, un plaignant peut montrer qu'il existe une restriction à l'importation. Les États-Unis ont prouvé qu'il existait une prohibition juridique, car c'est ce qu'indiquent les lettres d'acceptation telles qu'elles sont libellées, et les tribunaux turcs ont appuyé cette interprétation et confirmé l'exécution des lettres par le MARA. Toutefois, les États-Unis ont également démontré l'existence d'une restriction, qui établit elle-même qu'il y a eu violation. De plus, ils ont présenté de très nombreux éléments de preuve à l'appui de leur allégation concernant l'existence d'une restriction – les lettres d'acceptation, les lettres

de refus adressées aux importateurs, les nombreux documents judiciaires et des articles parus dans la presse turque. La Turquie n'a pas réfuté ces éléments de preuve, puisque les arguments qu'elle a présentés au Groupe spécial contredisent catégoriquement ce que disent les documents tels qu'ils sont libellés et/ou ce que la Turquie fait valoir devant les tribunaux turcs.

13. Deuxièmement, même si les documents présentés par les États-Unis n'avaient aucune pertinence juridique en Turquie, comme celle-ci l'allègue malgré tous les éléments de preuve à l'effet contraire, les États-Unis se sont quand même acquittés de leur obligation car les éléments de preuve qu'ils ont présentés montrent que la délivrance des certificats de contrôle est discrétionnaire. Dans les lettres d'acceptation, les fonctionnaires turcs disent que les certificats de contrôle ne doivent pas être délivrés pendant telles ou telles périodes. Même si les fonctionnaires turcs n'avaient nullement tenu compte de ces lettres, les documents constituent des éléments de preuve convaincants indiquant que les autorités turques possèdent le pouvoir discrétionnaire de ne pas délivrer de certificats de contrôle. De plus, les lettres de refus et les documents judicaires montrent que ce pouvoir discrétionnaire a été exercé. Un régime de licences d'importation discrétionnaires est une restriction à l'importation, qui est prohibée par l'article XI:1 du GATT de 1994, et il est spécifiquement prohibé par l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

14. En résumé, alors que les propres données de la Turquie confirment l'existence d'une prohibition juridique, les États-Unis ont, en tout état de cause, établi qu'il existait une restriction juridique applicable aux importations de riz en dehors du contingent tarifaire et, même s'il n'en était pas ainsi, que le régime de licences d'importation de la Turquie pour le riz était discrétionnaire. C'est tout ce que les États-Unis doivent prouver pour étayer des constatations d'incompatibilité au regard de ces deux dispositions, et ils se sont acquittés de cette obligation.

Prescription relative aux achats sur le marché intérieur

15. En ce qui concerne la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, la question essentielle qu'il faut poser est de savoir si une mesure prévoit un traitement différencié. Si une mesure traite un produit importé d'une manière moins favorable que le produit national similaire, elle est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. Comme il ressort clairement du libellé de cette disposition, de même que des indications données par des groupes spéciaux antérieurs, tout obstacle ou entrave additionnels à la vente de produits importés sur le marché intérieur et toute mesure incitative ou dissuasive qui favorise l'achat de produits nationaux par rapport aux produits importés porteront atteinte à la position concurrentielle des produits importés sur le marché intérieur et constituent une violation de l'article III:4.

16. Dans la présente affaire, la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur répond à ce critère. Cette prescription accorde un avantage au riz du pays par rapport au riz importé parce que la seule façon de bénéficier de l'avantage que procure une licence d'importation pour importer du riz dans le cadre du contingent est d'acheter du riz du pays. Le choix pour l'importateur est clair: un importateur qui souhaite obtenir une part du contingent et qui présente au Sous-Secrétariat au commerce extérieur (FTU) de la Turquie un reçu pour l'achat de 1 000 tonnes métriques de riz des États-Unis ou de riz égyptien ne sera pas autorisé à importer du riz. Toutefois, si ce même importateur présente au FTU un reçu émis par un producteur de riz paddy turc pour l'achat de 1 000 tonnes métriques de riz paddy turc, le FTU lui délivrera un permis pour importer une quantité de riz spécifiée conformément à la réglementation turque, pour autant qu'il reste une part du contingent. De toute évidence, ce système encourage l'achat de riz du pays et décourage en conséquence l'achat de riz importé, donnant ainsi au riz du pays un avantage considérable sur le marché turc.

17. La Turquie a contesté les calculs effectués par les États-Unis dans la pièce US-52 quant au coût de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, qui utilisent les propres chiffres de

la Turquie ou des chiffres compatibles avec les siens. Elle n'a pas encore expliqué lesquels de ces chiffres lui semblaient maintenant contestables. Elle continue de mettre l'accent sur le coût par tonne et non sur le coût total pour l'importateur. Toutefois, un débat sur le coût de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est dénué de pertinence pour une analyse au titre de l'article III:4. Encore une fois, la question est de savoir si la mesure prévoit un traitement différencié et moins favorable pour les importations. Dans le cadre du contingent tarifaire, l'achat de riz importé ne permettra pas à un importateur d'importer du riz de l'étranger; seul l'achat de riz du pays l'y autorisera. Le traitement différencié prévu par la Turquie pour le riz importé et le riz du pays en ce qui concerne la prescription en matière d'absorption ressort de la réglementation de la Turquie telle qu'elle est libellée et n'est pas contesté.

18. La prescription relative aux achats sur le marché intérieur est également incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994. Dans le cadre du contingent tarifaire, les importateurs doivent acheter d'importantes quantités de riz du pays pour pouvoir importer du riz – souvent de deux à quatre fois plus de riz du pays que de riz importé souhaité. Comme le démontrent les calculs des États-Unis, que la Turquie n'a pas réfutés, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur impose aux importateurs de riz des dépenses considérables comme condition d'importation dans le cadre du contingent tarifaire. Le coût qu'il faut assumer pour satisfaire à cette prescription a l'effet d'une restriction à l'importation de riz contraire à l'article XI:1.

Rôle des groupes spéciaux dans le système de règlement des différends de l'OMC

19. Les États-Unis estiment tout simplement que le rôle d'un groupe spécial établi conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends est d'aider l'ORD à régler le différend soumis par les parties. Les groupes spéciaux sont chargés, en vertu du Mémorandum d'accord, de formuler des constatations et des recommandations à cette fin. Les États-Unis estiment que le Groupe spécial devrait évaluer les arguments présentés par les parties à la lumière de son rôle et de ses responsabilités tels qu'ils sont énoncés dans le Mémorandum d'accord et dans son mandat.

20. À cet égard, la Turquie continue de demander que le Groupe spécial fasse abstraction de son mandat et qu'il ne formule pas de constatations ni de recommandation sur le régime de contingent tarifaire, parce que ce régime n'est plus en vigueur d'après ses allégations. Les États-Unis ont fait valoir dans leurs communications et déclarations antérieures que le Groupe spécial était chargé de formuler de telles constatations et une recommandation en ce qui concerne les mesures telles qu'elles existaient lorsqu'il avait été établi. Cette interprétation est étayée par le texte du Mémorandum d'accord, par les rapports de groupes spéciaux antérieurs cités aussi bien par la Turquie que par les États-Unis, et par le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *République dominicaine – Cigarettes*. Le régime de contingent tarifaire existait le 17 mars 2006, date à laquelle le présent groupe spécial a été établi par l'ORD. Ce fait n'est pas contesté.

21. La Turquie affirme avec insistance qu'il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial formule des constatations ou une recommandation au sujet de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur pour régler le présent différend entre les parties. Il convient toutefois de tenir compte des faits suivants:

- La Turquie et les États-Unis ne sont toujours pas d'accord sur le point de savoir si le régime de contingent tarifaire existe toujours.

- La Turquie a précédemment rouvert le contingent tarifaire en deux occasions distinctes après que celui-ci était venu à expiration, d'après les allégations, et dans l'un de ces cas, elle a informé les Membres de l'OMC qui siégeaient au Comité de l'agriculture de l'OMC que le contingent tarifaire était venu à expiration et ne serait pas imposé à nouveau.

- La Turquie n'a jamais abrogé la législation qui constitue le fondement juridique en droit turc de l'imposition d'un contingent tarifaire assorti d'une prescription en matière d'absorption.

- La Turquie continue de faire valoir qu'il n'y a rien de répréhensible dans son régime de contingent tarifaire parce que celui-ci stabilise le marché en ce qui concerne le prix et l'approvisionnement. Cette argumentation laisse fortement penser qu'elle rouvrira le contingent tarifaire lorsqu'elle le jugera opportun.

Compte tenu de ces faits, serait-il utile que le Groupe spécial néglige son mandat et s'abstienne de formuler des constatations ou une recommandation? Les États-Unis estiment que la réponse est de toute évidence négative. De plus, la Turquie n'a pas indiqué le fondement juridique au titre du Mémorandum d'accord qui permettrait au Groupe spécial de faire abstraction de son mandat.

22. Il y a une autre raison pour laquelle le Groupe spécial devrait rejeter l'argument de la Turquie sur cette question. Si le Groupe spécial devait constater que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur est incompatible avec les règles de l'OMC sans recommander toutefois que la Turquie mette ses mesures en conformité avec ces règles, celle-ci pourrait imposer à nouveau une prescription relative aux achats sur le marché intérieur puis alléguer devant un groupe spécial de la mise en conformité de l'OMC – probablement constitué des trois mêmes personnes qui connaissent du présent différend – que le groupe spécial n'aurait pas compétence pour formuler des constatations sur la compatibilité de cette mesure avec les règles de l'OMC parce qu'il ne s'agissait pas d'une "mesure prise pour se conformer" au titre de l'article 21:3 du Mémorandum d'accord. Pour en revenir à la même question – une évolution en ce sens de la situation serait-elle utile pour régler le différend entre les parties? –, les États-Unis estiment une fois de plus que la réponse est négative.

ANNEXE E-2

DÉCLARATION ORALE FINALE DES ÉTATS-UNIS À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND
(18 janvier 2007)

1. Madame la Présidente et Messieurs les membres du Groupe spécial, nous voudrions vous remercier d'avoir accepté de siéger au présent groupe spécial afin de contribuer à régler le présent différend entre les États-Unis et la Turquie. Nous voudrions aussi remercier le Secrétariat pour le travail considérable qu'il a accompli dans cette affaire. Nos observations finales seront brèves.

2. La manière dont la Turquie a présenté ses arguments donne l'impression que les questions soulevées dans le présent différend sont plus compliquées qu'elles ne le sont en réalité. En fait, les questions soulevées dans le présent différend sont très simples:

3. Premièrement, **le fait non contesté que les importateurs sont tenus d'acheter d'importantes quantités de riz paddy du pays pour pouvoir importer du riz a-t-il l'effet d'une restriction à l'importation de riz?**

- Considérons, pour analyser la question de savoir si la prescription relative aux achats sur le marché intérieur restreint l'importation à la frontière, que les importateurs doivent acheter au moins autant de riz paddy du pays que la quantité de riz qu'ils veulent importer, ce qui augmente le coût de l'importation et immobilise des capitaux qui pourraient être utilisés pour importer davantage de riz.

- Considérons aussi que la Turquie a accepté tous les chiffres utilisés dans le calcul effectué par les États-Unis du coût total des achats sur le marché intérieur, à l'exception d'un cas dans lequel elle est effectivement revenue à un chiffre que les États-Unis avaient initialement fourni (le prix au comptant de 295 dollars la tonne métrique).

4. Deuxièmement, **le fait que seuls les achats de *riz du pays* confèrent la capacité d'importer crée-t-il une incitation à acheter du riz du pays plutôt que du riz importé?**

- Considérons en outre que des groupes spéciaux antérieurs ont constaté que tout obstacle ou frein additionnel à la vente d'un produit importé sur le marché intérieur, comparativement au produit similaire d'origine nationale, était suffisant pour établir l'existence d'une violation du principe du traitement national.

5. Troisièmement, **le certificat de contrôle constitue-t-il une licence d'importation?**

- Considérons qu'il s'agit d'un document qu'un importateur doit obtenir du MARA pour avoir l'autorisation d'importer du riz en Turquie, et que cette description s'accorde avec le sens ordinaire de l'expression "licence d'importation", à savoir l'"autorisation formelle donnée par une autorité d'importer des marchandises dans un pays".

- Considérons en outre qu'il n'y a pas de désaccord entre les parties au sujet du fait que la procédure SPS de la Turquie est appliquée après l'octroi du certificat. Il n'y a pas non plus de désaccord entre les parties quant au fait que le certificat n'est pas délivré par les autorités douanières turques et ne remplace pas les documents douaniers habituels qui sont nécessaires au dédouanement, et au fait que les autorités douanières

turques exigent déjà une grande partie des mêmes renseignements douaniers que ceux qui doivent être fournis pour le certificat de contrôle.

6. Quatrièmement, **la Turquie prohibe-t-elle ou restreint-elle l'importation de riz en appliquant un régime de licences d'importation discrétionnaires et en refusant de délivrer des certificats de contrôle?**

- Considérons que les lettres d'acceptation, telles qu'elles sont libellées, constituent une prohibition juridique visant la délivrance de certificats de contrôle pour les importations NPF; que l'argument présenté au Groupe spécial par la Turquie selon lequel ces lettres n'ont pas force exécutoire est diamétralement opposé à celui que le gouvernement turc fait actuellement valoir devant les tribunaux turcs; et qu'au moins deux tribunaux turcs ont approuvé l'opinion du gouvernement selon lequel les lettres d'acceptation avaient force exécutoire en droit turc.

- Considérons en outre que, fait incroyable, la Turquie allègue maintenant dans la présente procédure que le Ministre turc de l'agriculture a agi *ultra vires* en délivrant les lettres – tout comme les importateurs turcs l'allèguent maintenant dans des affaires soumises aux tribunaux turcs –, mais au lieu de régler ces affaires et de délivrer des certificats de contrôle, le gouvernement turc continue de faire valoir dans plusieurs affaires soumises aux tribunaux nationaux que ce que le Ministre a fait était parfaitement légal et exécutoire en droit turc.

- Enfin, considérons que les données de la Turquie relatives aux importations confirment que, sauf dans de rares cas, la Turquie n'a pas délivré de certificats de contrôle pour le commerce NPF de riz, bien qu'il coûte beaucoup moins cher d'en importer en dehors du contingent tarifaire, et que ni le Groupe spécial ni les États-Unis ne peuvent confirmer que ces données sont exactes parce que la Turquie a refusé de fournir, comme le Groupe spécial le lui avait demandé, les certificats de contrôle effectifs, refus dont le Groupe spécial peut tirer l'inférence appropriée.

7. Madame la Présidente, Messieurs les membres du Groupe spécial, la réponse claire à toutes ces questions est affirmative. Les États-Unis ont présenté de nombreux éléments de preuve documentaires convaincants pour établir des éléments *prima facie*, que la Turquie n'a pas été en mesure de réfuter. Il est d'ailleurs difficile d'imaginer comment les États-Unis auraient pu fournir davantage d'éléments de preuve documentaires dans le présent différend étant donné que la mesure en cause est un régime de licences d'importation non transparent. En fait, la Turquie s'est fondée sur un argument que nous décririons ainsi: c'est la manière dont un Membre qualifie une mesure, et non ce que la mesure fait réellement, qui déterminera si cette mesure est assujettie aux disciplines de l'OMC. Il s'agit d'un argument dangereux qui permettrait aux Membres de se soustraire facilement à leurs obligations dans le cadre de l'OMC, et nous vous demandons instamment de le rejeter.

8. Madame la Présidente, Messieurs les membres du Groupe spécial, telle est la conclusion de notre déclaration finale. Nous vous remercions de votre attention et nous attendons avec intérêt de recevoir vos questions le moment venu.

ANNEXE E-3

DÉCLARATION ORALE LIMINAIRE DE LA TURQUIE À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(17 janvier 2007)

Madame la Présidente, Messieurs les membres du Groupe spécial,

Introduction

1. La Turquie voudrait réitérer ses remerciements au Groupe spécial pour son travail et son aide en vue du règlement du présent différend.

2. La Turquie se félicite de l'occasion qui lui est donnée d'exprimer ses vues à cette dernière audience du Groupe spécial. Elle a déjà présenté un ensemble complet de renseignements, d'arguments, de données statistiques, de réponses écrites aux questions du Groupe spécial et de réfutations aux allégations faites par les États-Unis.

3. Dans la présente déclaration orale, la Turquie souhaite mettre l'accent sur certains arguments factuels et juridiques visant à traiter certaines questions soulevées par les États-Unis dans leur dernière communication et à confirmer la conclusion de la Turquie selon laquelle son régime d'importation de riz est entièrement compatible avec les règles de l'OMC. En particulier, la présente déclaration orale traite un certain nombre de considérations factuelles et juridiques ayant trait aux certificats de contrôle, au contingent tarifaire venu à expiration et à d'autres allégations générales formulées par les États-Unis.

Certificats de contrôle

4. Les certificats de contrôle de la Turquie ne sont pas des licences d'importation, ni *de jure* ni *de facto*. Ils ne sont pas juridiquement conçus comme des instruments jouant le rôle d'un régime de licences d'importation et n'ont jamais été appliqués en tant qu'instrument pour un régime de licences d'importation. La Turquie estime qu'il est fondamental de bien comprendre cette question pour évaluer son régime d'importation de riz. Les allégations et les arguments avancés par les États-Unis continuent de confondre la cause et les effets sur la base d'une interprétation erronée ou trompeuse des éléments de preuve présentés. La Turquie essaiera une fois de plus de préciser la nature juridique, le cadre administratif et la situation factuelle qui constituent le contexte du fonctionnement des certificats de contrôle pendant la période considérée.

5. La Turquie estime que l'examen approfondi de l'incompatibilité avec les règles de l'OMC de l'instrument appelé certificat de contrôle doit être effectué dans une perspective *de jure* ou *de facto*. Il convient de noter que cet examen est indispensable à l'examen *de jure* ou *de facto* de l'existence ou non d'une prohibition ou restriction, que la Turquie estime essentiel pour interpréter le certificat de contrôle comme étant un "*autre procédé*" au regard de l'article XI du GATT. La Turquie a déjà effectué cet autre examen de façon détaillée dans ses communications antérieures.[1]

6. La Turquie estime que son certificat de contrôle n'est incompatible *de jure* avec aucune de ses obligations dans le cadre de l'OMC. Cela est prouvé et étayé aussi bien par des considérations juridiques que par des éléments de preuve factuels. En particulier, la Turquie estime que rien dans la

[1] Voir les paragraphes 63 à 69 de la première communication de la Turquie; les paragraphes 16 et 17 des déclarations orales de la Turquie; et les paragraphes 18 à 20 des réfutations de la Turquie.

législation turque ne prévoit que le gouvernement turc ou son administration peut utiliser le certificat de contrôle comme une licence d'importation. Aucune disposition ne donne aux autorités pertinentes le pouvoir discrétionnaire de ne pas approuver de certificats de contrôle. Une telle action serait non seulement incompatible avec le rôle et les fins douanières du certificat de contrôle, mais encore illégale car la législation turque prévoit clairement des systèmes et des procédures de licences d'importation visés par des instruments législatifs distincts. La Turquie soutient que les États-Unis n'ont pas prouvé l'existence d'un quelconque élément juridique indiquant une incompatibilité *de jure* avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Les allégations formulées par les États-Unis (à savoir que les certificats de contrôle s'appliquaient uniquement au commerce NPF, que la période de validité était de quatre mois seulement, que les quantités approuvées devaient être importées en une seule fois, que des restrictions quantitatives étaient imposées et qu'aucun certificat de contrôle n'était requis pour les importations en régime ALE) étaient incorrectes et ont été systématiquement réfutées par la Turquie.

7. Par ailleurs, l'existence des lettres dites d'acceptation ne peut pas être présentée comme un élément de preuve indiquant une incompatibilité *de jure* avec les règles de l'OMC du certificat de contrôle en soi. Les lettres d'acceptation ne sont pas des caractéristiques juridiques du système des certificats de contrôle. La Turquie tient à souligner qu'il s'agit d'un élément fondamental pour bien comprendre le cadre juridique et le fonctionnement du certificat de contrôle. En fait, comme les Communautés européennes l'ont fait valoir à juste titre dans leur communication écrite en tant que tierce partie, les lettres d'acceptation peuvent constituer un élément de preuve factuel uniquement pour une constatation *de facto* et sont plutôt pertinentes dans le cas d'une plainte *de facto*. Les États-Unis n'ont pas formulé une telle plainte et n'ont pas avancé d'arguments s'y rapportant. Or ils soulignent dans leur communication présentée à titre de réfutation[2] que ce sont les lettres d'acceptation qui restreignent les importations de riz. Il y a une confusion intrinsèque sur ce point. Les États-Unis n'ont pas formulé de plainte *de facto*, mais s'appuient exclusivement sur le fait que constituent les lettres d'acceptation.

8. Pour étayer davantage l'argument selon lequel il n'y a pas de manquement *de jure* à des obligations contractées dans le cadre de l'OMC, la Turquie se réfère aux éléments de preuve factuels qu'elle a présentés jusqu'à maintenant, qui indiquent clairement que des certificats de contrôle ont été approuvés pendant toute la période à l'examen (c'est-à-dire du 10 septembre 2003 à ce jour). Le fait qu'il y a eu davantage de certificats de contrôle approuvés pour des demandes d'importation de riz dans le cadre du contingent que pour les demandes d'importation de riz en régime NPF ne peut pas prouver l'existence d'une incompatibilité *de jure* avec les règles de l'OMC de l'instrument qui est le certificat de contrôle en soi. La Turquie estime que les États-Unis n'ont prouvé l'existence d'aucun élément factuel indiquant une incompatibilité *de jure* avec des obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

9. Par contre, dans les faits, en ce qui concerne l'examen *de facto* de la compatibilité avec les règles de l'OMC du certificat de contrôle, la Turquie estime que les données statistiques figurant dans les communications antérieures montrent clairement que les certificats de contrôle ont, en réalité, été approuvés pendant toute la période à l'examen. Il est vrai que les certificats de contrôle ont parfois été approuvés principalement pour des importations de riz dans le cadre du contingent, mais la Turquie estime que cela ne peut pas, en soi, constituer un élément de preuve valide indiquant une discrimination *de facto* ou une incompatibilité avec les règles de l'OMC de l'instrument en lui-même. Les États-Unis n'ont pas prouvé que la Turquie s'était systématiquement abstenue d'approuver des certificats de contrôle. Ils ont simplement allégué l'existence d'un "refus généralisé", mais la Turquie estime avoir prouvé de manière satisfaisante qu'aucun "refus généralisé" n'avait jamais existé. En particulier, la Turquie conteste l'approche singulière des États-Unis, qui considèrent les certificats de

[2] Voir les paragraphes 45, 55 et 65 de cette communication.

contrôle approuvés pour des échanges hors contingent comme des exceptions au "refus généralisé". Soit il y a un "refus généralisé", soit il n'y en a pas.

10. Les certificats de contrôle sont approuvés sur la base de demandes spécifiques qui sont présentées par des importateurs ou des commerçants (en ce qui concerne le nombre de certificats de contrôle, le type de riz, l'origine du riz et les quantités d'importation demandées). Les États-Unis n'ont pas présenté d'éléments de preuve déterminants qui montrent que telles ou telles demandes n'avaient pas été approuvées à cause d'un "refus généralisé". Ils ont allégué que le faible taux d'approbation de certificats de contrôle en ce qui concerne les importations de riz en régime NPF pendant certaines périodes prouvait l'existence d'un "refus généralisé". Cela ne peut pas être considéré comme un élément de preuve suffisant et déterminant. La Turquie estime que le faible taux d'approbation de certificats de contrôle pendant certaines périodes était la conséquence du faible taux de demandes présentées par les importateurs.

11. Les importateurs présentent des demandes en vue de l'approbation de certificats de contrôle sur la base de décisions économiques et de considérations commerciales qui sont totalement indépendantes de l'influence des pouvoirs publics ou de pratiques dont il est allégué qu'elles sont restrictives pour le commerce. Ces décisions économiques reposent sur un certain nombre de facteurs commerciaux, comme les réseaux d'importation utilisés par les commerçants, leurs traditions commerciales, les préférences des consommateurs, la qualité, les marques, les demandes adressées par les chaînes de distribution, les mouvements de change, l'existence d'avantages tarifaires, l'exploitation de rentes contingentaires, le droit à obtenir des licences, la proximité des marchés d'exportation, etc. Les États-Unis n'ont pas prouvé l'existence *de facto* du "refus généralisé allégué" autrement qu'au moyen d'allégations infondées et d'hypothèses indirectes. Une de ces hypothèses concerne les intentions de la Turquie qui faussent les échanges et dont il est allégué qu'elles sont attestées par les lettres dites d'acceptation.

12. Comme la Turquie l'a déjà indiqué dans ses communications, elle admet que les lettres dites d'acceptation ont été rédigées et mises en circulation. Toutefois, ces lettres étaient des communications internes qui avaient pour objet de préciser des politiques mais n'étaient pas ces politiques elles-mêmes. Ces communications administratives n'ont jamais entraîné l'adoption de lois ou de règlements et ne doivent donc pas être considérées comme des mesures du type de celles qui étayent une plainte *de jure*. Le fait que ces lettres d'acceptation ont été utilisées par le MARA au cours d'audiences publiques de tribunaux et que, dans l'affaire mentionnée par les États-Unis dans leurs réfutations[3], les tribunaux turcs s'en sont servi pour disculper le MARA des accusations portées par le plaignant, ne peut pas être considéré comme un élément de preuve indiquant un refus systématique d'approuver des certificats de contrôle ni transformer les lettres d'acceptation en des mesures équivalant à des lois ou des règlements.

13. La Turquie fait observer que les lettres d'acceptation ont été utilisées dans le cadre de procédures judiciaires internes pour démontrer que la Direction provinciale du MARA agissait en vertu d'instructions administratives intraministérielles en ce qui concerne les différentes demandes. Le tribunal turc a dit que le comportement de la Direction provinciale du MARA était conforme aux lignes directrices du Ministère. Dans sa décision, le tribunal a disculpé le MARA en constatant que la Direction provinciale avait agi dans les limites de la hiérarchie ministérielle. Par ailleurs, le fait qu'un tribunal de première instance turc a attaché de l'importance à une lettre d'acceptation n'est pas pertinent. Le présent groupe spécial doit décider si, *de jure*, il existe une disposition dans la législation turque sur les certificats de contrôle qui donne à une autorité administrative le pouvoir discrétionnaire de refuser d'approuver ces certificats. Il n'y en a aucune. Les affaires citées ne sont pas pertinentes parce que les tribunaux turcs ne se sont pas prononcés sur cette question.

[3] Voir les paragraphes 24 à 26 de la communication présentée par les États-Unis à titre de réfutation.

14. Lorsque les lettres d'acceptation sont considérées comme des éléments de preuve factuels, le dossier montre que, malgré leur existence et leur distribution informelle dans l'administration, des certificats de contrôle ont été approuvés pour des demandes présentées pour tous les types d'importations de riz (c'est-à-dire en régime NPF ou ALE et dans le cadre du contingent tarifaire). Les demandes d'approbation de certificats de contrôle, qu'elles se rapportent à des quantités de riz importées en régime NPF, en régime ALE ou dans le cadre du contingent tarifaire, ont toujours été présentées par des importateurs individuellement sur la base de décisions économiques et de facteurs commerciaux. Le nombre assez faible de demandes pour des importations NPF, par rapport à celui des demandes pour des importations contingentaires, ne peut pas être un élément de preuve factuel attestant l'existence alléguée d'un "refus généralisé", mais constitue, au contraire, un autre élément de preuve indiquant que les importateurs préféraient importer du riz contingentaire en raison de l'avantage tarifaire évident lié à ces échanges. La Turquie ne comprend pas comment les États-Unis peuvent persister à ignorer cette réalité évidente. Les cas particuliers de procédures judiciaires internes doivent être vus objectivement comme un élément naturel de l'interaction entre l'administration d'un Membre de l'OMC et les milieux d'affaires du pays, et ne peuvent pas servir à prouver l'existence d'une restriction commerciale systématique, encore moins d'une prohibition du commerce (c'est-à-dire du "refus généralisé").

15. La Turquie voudrait maintenant aborder brièvement la question du but et du rôle du certificat de contrôle. Comme il a déjà été longuement dit, le certificat de contrôle est un document de référence nécessaire au dédouanement d'expéditions spécifiques de diverses marchandises, dont le riz. D'abord et surtout, le certificat de contrôle permet au MARA et aux autorités douanières turques de vérifier, sur un seul document, tous les renseignements douaniers requis, y compris la conformité du produit avec les normes et les règlements techniques pertinents.

16. En ce qui concerne certains produits (c'est-à-dire les produits alimentaires et d'autres produits sensibles importés en vue de la consommation humaine ou animale), l'efficacité de la surveillance du marché après l'importation en Turquie doit encore être améliorée. C'est pour cette raison même que le gouvernement turc met toujours l'accent (dans ce qui doit être considéré comme une approche totalement légitime au regard des règles de l'OMC et appliquée au titre de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce) sur le recours à des processus stricts et rigoureux d'approbation préalable et de certification rapide des produits (par le MARA, qui est le ministère compétent pour le riz). Cet examen serait difficile à effectuer après l'importation, et il ne peut pas être confié entièrement aux autorités douanières.

17. Le système des certificats de contrôle a pour objet de centraliser les attributions et les responsabilités en ce qui concerne la compatibilité des produits entre les mains de l'autorité (en l'occurrence le MARA pour des produits agricoles comme le riz) qui est la mieux placée pour vérifier la conformité avec l'ensemble de la législation pertinente et qui devra répondre en définitive de la sécurité du produit. L'approbation des certificats de contrôle par le MARA est donc censée permettre l'application sûre, uniforme et cohérente des prescriptions prévues dans la législation pertinente pour les produits alimentaires. Tel est le rôle du certificat de contrôle. Contrairement à ce que les États-Unis allèguent, le rôle du certificat de contrôle n'est pas celui d'une licence d'importation. La Turquie estime que de nombreux arguments juridiques et éléments de preuve factuels ont été présentés jusqu'ici qui corroborent cette affirmation à la fois *de jure* et *de facto*. Elle souhaite appeler à nouveau l'attention du Groupe spécial sur cet aspect crucial.

18. Rien dans le droit ni la pratique de l'OMC n'empêche les Membres de l'OMC de décider quels sont les instruments internes les mieux adaptés pour réaliser les objectifs légitimes que sont l'inspection douanière, la certification des produits, l'innocuité des produits, l'aptitude à l'usage, etc., et qui sont fondamentaux pour ce qui est de participer de manière responsable au commerce international tout en s'acquittant des obligations dans le cadre de l'OMC et en préservant l'intégrité de

la souveraineté. Il est évident qu'il est possible de soumettre ces mécanismes à un examen dans le cadre de l'OMC pour s'assurer que ces instruments ne deviennent pas des obstacles au commerce ni des formes déguisées de protectionnisme. Toutefois, la Turquie est confiante que les arguments juridiques et le nombre considérable d'éléments de preuve factuels qui ont été présentés établissent de manière claire et concluante que le certificat de contrôle est un instrument légitime et compatible avec les règles de l'OMC, aussi bien *de jure* que *de facto,* et qu'il a été utilisé de manière responsable en vue d'objectifs légitimes en matière de réglementation.

19. Comme la Turquie l'a déjà indiqué dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, les procédures de contrôle au stade de l'importation sont appliquées lors d'un processus en trois étapes, à savoir le contrôle des documents, la vérification de l'identité et les inspections physiques. En particulier, il doit être souligné que les procédures appliquées au niveau central (c'est-à-dire auprès du MARA, pour obtenir un certificat de contrôle) et celles qui le sont à la frontière (c'est-à-dire la vérification physique du riz importé, qui doit être conforme "dans la pratique" à tous les prescriptions, normes et règlements techniques comme cela a été certifié "en théorie" par le MARA lorsqu'il a approuvé le certificat de contrôle sur la base des renseignements présentés par les importateurs) font toutes partie du même processus de certification, de vérification, d'inspection et de dédouanement.

20. Contrairement à ce que les États-Unis soutiennent, ce processus ne fait pas "double emploi". Le certificat de contrôle reprend les déclarations des importateurs selon lesquelles le produit est conforme aux normes applicables et il est censé constituer une notification préalable du dédouanement prévu aux points d'entrée des différentes expéditions. Comme il est dit plus haut, ces aspects sont essentiels pour assurer le degré nécessaire d'intégration administrative, de prévisibilité du dédouanement et d'uniformité d'action entre le gouvernement central et les laboratoires de contrôle et d'inspection SPS aux points d'entrée. La Turquie tient à souligner une fois de plus qu'elle ne voit rien de sinistre dans ce partage de compétence entre le MARA et les autorités douanières. Il n'y a rien de "révélateur" dans la coopération entre les différentes parties de son administration en vue de la réalisation et de la supervision uniformes du dédouanement et du contrôle à l'importation, en particulier en ce qui concerne certaines marchandises sensibles (comme le riz, qui est destiné à la consommation humaine). Il apparaît très contestable de laisser entendre, comme le font les États-Unis, qu'il est critiquable qu'une partie des fins douanières du certificat de contrôle soit réalisée au moyen d'actions devant être accomplies par le MARA. Il n'est dit ni prévu nulle part que toutes les fins douanières doivent être recherchées ou réalisées en une seule fois par une seule autorité au niveau douanier.

21. Il est vrai que l'inspection physique des produits importés a effectivement lieu au moment de l'importation (c'est-à-dire après l'approbation des certificats de contrôle), mais il faut y voir un droit légitime et tout à fait normal de tous pouvoirs publics. Il apparaît que le processus de certification rapide par le MARA et les vérifications et inspections proprement dites au niveau des douanes, effectuées par les fonctionnaires du MARA aux points d'entrée, sont les seuls instruments efficaces qui permettent à la Turquie de garantir que les produits qui sont mis en libre circulation sur son marché sont sûrs et propres à la consommation. La Turquie est toujours prête à examiner avec les États-Unis d'autres moyens d'envisager cette question réglementaire à la lumière d'objectifs concernant une facilitation accrue des échanges, mais elle n'est pas disposée à renoncer à ses droits légitimes dans le cadre de l'OMC et estime que son système actuel est entièrement compatible avec le droit de l'OMC.

22. En fait, la Turquie est fermement convaincue que son certificat de contrôle joue déjà le rôle d'un élément de la facilitation des échanges. Ce certificat offre une certitude juridique et une prévisibilité commerciale aux importateurs qui importent du riz. Une fois approuvé, il garantit à l'importateur que tous les éléments et conditions requis pour le dédouanement sont réunis et rendront l'importation possible (pour autant, bien entendu, que les marchandises importées correspondent aux

renseignements fournis et soient acceptées à l'issue des inspections phytosanitaires et relatives à l'innocuité des produits alimentaires). L'importateur pourra alors en toute quiétude prendre tous les engagements commerciaux nécessaires aux fins de l'importation. Cet élément de certitude juridique doit être vu comme un instrument de facilitation des échanges. Il offre aux importateurs une certitude administrative et permet d'éviter d'éventuelles procédures longues et coûteuses lors des contrôles à la frontière. Pour autant que toutes les prescriptions légales aient été respectées, les certificats de contrôle sont toujours (et ont toujours été) approuvés rapidement et automatiquement. Il ne faut pas l'oublier, car cela montre que la charge administrative imposée aux commerçants par cet instrument est assez faible.

23. Pour conclure au sujet du certificat de contrôle, la Turquie tient à rappeler que l'article XI:1 du GATT ne définit pas le concept de "*licence d'importation*". Ce concept n'est pas défini non plus à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture ni dans aucune décision d'un groupe spécial antérieur du GATT ou de l'OMC ou de l'Organe d'appel. Une indication en matière d'interprétation peut être trouvée à l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, où il est clairement dit que la présentation d'une demande ou d'autres documents requis aux "*fins douanières*" ne relève pas de la définition d'une licence d'importation. La Turquie estime qu'en l'absence d'une définition précise du concept de "*licence d'importation*" à l'article XI:1 du GATT, l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation doit nécessairement constituer une indication en matière d'interprétation. Elle fait donc observer que même si la non-applicabilité de l'article XI:1 du GATT ne peut pas résulter automatiquement de l'inapplicabilité de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, le résultat devrait être le même dans la pratique, à la suite du recours à l'indication en matière d'interprétation sur le sens de l'expression "*licence d'importation*" offerte par l'Accord sur les procédures de licences d'importation aux fins de l'application du GATT de 1994.

24. Dans le droit de l'OMC, les définitions données dans certains accords visés doivent être pertinentes pour l'interprétation d'autres Accords de l'OMC. En particulier, cela est requis par la nécessité générale de garantir cohérence et uniformité dans l'application du droit de l'OMC et des obligations qui y sont liées. S'agissant de la question en cause, il serait paradoxal de considérer que le certificat de contrôle ne relève pas de l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, dans la mesure où il bénéficie de l'exception dite "*fins douanières*", tout en le considérant comme une licence d'importation au titre de l'article XI:1 du GATT. La Turquie estime que, pour garantir cohérence et uniformité dans l'application du droit de l'OMC, les orientations en matière d'interprétation qui figurent à l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, y compris l'exception "*fins douanières*", doivent s'appliquer à l'article XI:1 du GATT et au raisonnement juridique suivi pour déterminer ce qu'est une "*licence d'importation*" et si le certificat de contrôle correspond ou non à ce profil.

25. En particulier, si l'exception ainsi dénommée est censée, au titre de l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, permettre d'interpréter et de "restreindre" le champ de l'Accord sur les procédures de licences d'importation par rapport aux instruments qui ont des "*fins douanières*", la Turquie est fermement convaincue que le même instrument d'interprétation devrait être utilisé pour "restreindre" le champ d'application de l'article XI:1 du GATT si la même exception "*fins douanières*" est applicable à un instrument donné. Quoi qu'il en soit, le fait que, sur la base de cette interprétation, le certificat de contrôle n'est pas une licence d'importation (au sens de l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et de l'article XI:1 du GATT) n'exempte pas ce certificat d'un examen en tant qu'"autre procédé" au regard de l'article XI:1 du GATT. À cette fin, la Turquie estime qu'elle a présenté des arguments et des éléments de preuve factuels suffisants et concluants qui montrent que le refus allégué d'approuver les certificats de contrôle ne relève pas de l'expression "*autre procédé*" au sens de l'article XI:1 du GATT parce que aucune prohibition ou restriction n'a été prouvée, ni *de jure* ni *de facto*.

Le régime de contingent tarifaire venu à expiration

26. Après avoir traité de manière approfondie dans ses communications antérieures la question du régime de contingent tarifaire qui est aujourd'hui venu à expiration, la Turquie souhaite simplement faire part au Groupe spécial d'un certain nombre de considérations générales en ce qui concerne son ancien régime de contingent tarifaire.

27. Premièrement, la Turquie tient une fois de plus à souligner que le régime de contingent tarifaire est venu à expiration et n'a pas été reconduit. Elle a aussi, à plusieurs reprises, donné des assurances et pris des engagements quant au fait que ce régime ne sera pas rétabli en tant que système de stabilisation du marché. La Turquie se réfère à ce qu'elle a déjà dit dans ses communications antérieures. En particulier, elle souhaite rappeler que, lorsque des mesures ne sont plus en vigueur, la jurisprudence de l'OMC étaye le point de vue selon lequel aucune constatation n'est nécessaire au sujet de mesures qui sont venues à expiration avant l'engagement de la procédure de groupe spécial, alors que dans le cas de mesures venues à expiration après l'engagement de la procédure, si une constatation est formulée, aucune recommandation n'est nécessaire.

28. La jurisprudence de l'OMC permet spécifiquement de penser qu'un groupe spécial n'est pas nécessairement tenu de formuler des constatations au sujet de mesures venues à expiration avant l'engagement de la procédure de groupe spécial et que le pouvoir discrétionnaire de décider de le faire ou non au sujet de telles mesures doit être guidé par "*l'objet et [le] but du système de règlement des différends*".[4] Lorsqu'il exerce ce pouvoir discrétionnaire, le Groupe spécial doit examiner si le fait de formuler une constatation permettrait d'arriver à une solution positive du différend. Par ailleurs, la Turquie a aussi noté que certains groupes spéciaux et l'Organe d'appel avaient estimé dans leurs rapports qu'il était "illogique" de faire des recommandations sur des mesures qui n'étaient plus en vigueur et que les groupes spéciaux devaient éviter de formuler des recommandations sur des mesures qui n'existaient plus, que celles-ci soient venues à expiration avant ou après l'engagement de la procédure de groupe spécial.

29. La Turquie ne pense pas qu'une constatation concernant l'une quelconque de ses mesures relatives au contingent tarifaire qui sont venues à expiration, y compris celles qui le sont peu de temps après l'engagement de la procédure du Groupe spécial, soit nécessaire pour arriver à une solution positive du différend. Elle a soutenu à plusieurs reprises, aussi bien au stade des consultations que dans toutes les communications et déclarations orales présentées jusqu'à maintenant, qu'elle n'avait pas l'intention de reconduire ces mesures, ni en les prorogeant ni en adoptant de nouveaux instruments législatifs. Par conséquent, elle demande au Groupe spécial de ne pas formuler de constatations au sujet de l'une quelconque des mesures ayant trait au régime de contingent tarifaire ou, à titre subsidiaire, de limiter ses constatations aux mesures qui étaient encore en vigueur après l'établissement du Groupe spécial. En tout état de cause, elle demande au Groupe spécial de s'abstenir de toute recommandation au sujet du régime de contingent tarifaire.

30. Deuxièmement, la Turquie voudrait souligner à nouveau que les grandes quantités d'importations contingentaires et le nombre élevé des licences délivrées dans le cadre du contingent témoignent de l'attrait et de l'intérêt que l'avantage tarifaire présentait pour les différents importateurs de riz. Elle se réfère à la pièce Annex TR-42 dans laquelle elle expose de nouveaux scénarios qui prouvent l'existence de l'avantage offert par le régime de contingent tarifaire. Dans ces scénarios, la Turquie a utilisé le prix f.a.b. moyen des États-Unis (295 dollars EU), que ceux-ci ont indiqué dans leur première communication, et a ajouté les coûts d'assurance et de transport calculés d'après les

[4] Voir *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1652.

valeurs douanières déclarées par les importateurs turcs.[5] Les scénarios 3 et 4 montrent que l'avantage accordé dans le cadre du contingent pour l'achat d'une tonne de riz paddy équivalait, respectivement, à 31 et 34 dollars EU.

31. Contrairement à ce que les États-Unis ont allégué, c'est toujours librement que les importateurs choisissaient de profiter de cette préférence tarifaire dans le cadre du contingent. Cette possibilité a toujours existé parallèlement à la possibilité d'importer aux taux de droits NPF, qui étaient moins avantageux. La Turquie a déjà montré que le choix d'importer dans le cadre du contingent tarifaire afin de bénéficier de l'avantage tarifaire avait toujours été dicté par des décisions économiques et commerciales prises par les importateurs en fonction d'un certain nombre de facteurs économiques et commerciaux comme le prix intérieur et le prix mondial du riz, la consommation intérieure, les taux de change, les conditions de concurrence entre les riz de diverses origines, les préférences des consommateurs, les stratégies de commercialisation, etc.

32. Troisièmement, la Turquie estime que sa prescription relative aux achats sur le marché intérieur a été introduite dans le régime de contingent tarifaire afin de modérer partiellement les effets avantageux des taux préférentiels (c'est-à-dire les avantages qui étaient totalement favorables aux produits importés). Cette prescription n'a jamais eu pour objet de favoriser la branche de production nationale, mais a été conçue pour réaliser l'objectif légitime qui consistait à stabiliser le marché en gardant les prix à un niveau qui permettrait les échanges tout en maintenant un équilibre viable entre les intérêts des consommateurs et les attentes des producteurs. Il n'y a pas d'élément "investissement" dans la prescription relative aux achats sur le marché intérieur.

Considérations générales

33. Pendant toute la procédure du présent groupe spécial, la Turquie a fait valoir que les États-Unis n'avaient pas établi d'éléments *prima facie* ni prouvé leurs allégations, que leurs arguments juridiques n'avaient pas de fondement dans le droit de l'OMC ni dans les indications en matière d'interprétation découlant de la jurisprudence de l'OMC, et que le présent différend reposait en grande partie sur une méconnaissance des faits et un certain nombre de cas individuels qui n'avaient pas grand-chose à voir avec la politique commerciale internationale et relevaient surtout de procédures judiciaires internes. La Turquie espère que les arguments et les éléments de preuve factuels qu'elle a présentés jusqu'à maintenant à l'intention du Groupe spécial et des États-Unis constituent une preuve suffisante et concluante du fait qu'elle n'a jamais adopté de cadre juridique visant *de jure* à fausser les échanges et n'a jamais mis en œuvre ou appliqué ses mesures législatives et administratives d'une manière qui fausse *de facto* les échanges.

34. La question évidente est peut-être alors pourquoi, si le système de la Turquie a toujours été *de jure* et *de facto* conforme aux obligations qu'elle a contractées dans le cadre de l'OMC, les États-Unis devraient s'estimer victimes de discrimination et décider de soumettre cette question à un groupe spécial de l'OMC dans une procédure officielle de règlement des différends. La Turquie pense que le présent différend est peut-être en fait la conséquence, dans une large mesure, de l'absence relative d'avantage comparatif pour le riz provenant des États-Unis par rapport à celui des pays exportateurs concurrents qui commercent avec la Turquie (c'est-à-dire le degré de compétitivité du riz des États-Unis), comme l'indique la pièce Annex TR-43. Cette circonstance expliquerait aussi pourquoi il apparaît que les États-Unis contestent avec autant de véhémence le contingent tarifaire

[5] Aux fins de ces calculs, la Turquie a utilisé le prix f.a.b. moyen des États-Unis en raison de la crainte que certains prix c.a.f. de la Turquie ne soient peut-être faussés par les pratiques des commerçants qui cherchent à éviter les impôts ou à en payer le moins possible. Voir aussi la réponse de la Turquie aux questions n° 7 et 49 c) du Groupe spécial. La Turquie fait observer que son prix c.a.f. moyen, à savoir 260 dollars EU est encore plus bas que le prix f.a.b. moyen des États-Unis, soit 295 dollars EU.

(maintenant venu à expiration) et la prescription relative aux achats sur le marché intérieur qui y est associée, alors qu'il est notoire que tous les pays et commerçants qui participent au commerce international sont habituellement très intéressés par les contingents tarifaires et les rentes qui en découlent (pour autant, bien entendu, que ces contingents soient administrés d'une manière non discriminatoire, comme cela a toujours été le cas pour les contingents tarifaires de riz de la Turquie).

35. Comme elle l'a dit dans sa dernière communication présentée à titre de réfutation, la Turquie estime que, malheureusement, le véritable contexte de la présente affaire tient peut-être au fait que les États-Unis ont vu leurs exportations de riz vers la Turquie perdre peu à peu leur part de marché au profit d'autres pays exportateurs. Cela est vrai aussi bien pour le commerce contingentaire que pour les échanges NPF et est particulièrement marqué dans le scénario d'une expansion continue des possibilités d'accès aux marchés qui ressort des tendances de l'accroissement annuel des quantités importées. Même si la Turquie comprend qu'il aurait été préférable aux fins du maintien de la part de marché des États-Unis qu'elle ne rende pas son régime de contingent tarifaire plus "astreignant" avec la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, elle estime que son régime est un instrument tout à fait légitime qui a été adopté et administré eu égard uniquement à deux objectifs clairs: accroître l'approvisionnement sur le marché (au moyen du contingent tarifaire lui-même et des taux de droits plus bas applicables) et stabiliser le marché (au moyen de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur). La Turquie n'a jamais adopté ses contingents tarifaires dans l'intention bien précise de réduire les possibilités d'accès au marché pour les États-Unis (ou, d'ailleurs, pour tout autre pays exportateur).

36. Le succès du contingent tarifaire et les taux d'utilisation élevés témoignent du fait que l'avantage découlant du contingent est réel et suffisamment intéressant pour que les importateurs l'exploitent, malgré l'effet astreignant allégué de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur. Le fait que les importations en provenance des États-Unis ont pu diminuer (aux taux NPF comme dans le cadre du contingent tarifaire) tient uniquement à la perte progressive de compétitivité du riz provenant des États-Unis par rapport à ses concurrents, ainsi qu'aux décisions économiques et commerciales prises librement par les importateurs de riz sur la base d'un certain nombre de facteurs économiques et commerciaux. Il apparaît que même les statistiques des importations les plus récentes étayent cette conclusion. La part de marché du riz provenant des États-Unis n'a pas augmenté même maintenant que les importations sont effectuées uniquement aux taux de droits NPF (ou appliqués) et que le régime de contingent tarifaire ne s'applique plus.

37. Comme il est dit plus haut, la Turquie s'est systématiquement efforcée de ne pas recourir au règlement des différends pour cette question et d'arriver à une solution mutuellement acceptable avec les États-Unis. Malgré la transformation regrettable de cette question en une procédure officielle de règlement des différends à l'OMC, la Turquie est toujours disposée à répondre aux préoccupations commerciales spécifiques des États-Unis d'une manière compatible avec ses obligations et ses droits légitimes dans le cadre de l'OMC.

38. Madame la Présidente, Messieurs les membres du Groupe spécial, la déclaration orale de la Turquie s'achève ici. La Turquie remercie à nouveau le Groupe spécial pour son aide en vue du règlement du présent différend et est prête à répondre à toutes autres questions que le Groupe spécial peut avoir.

ANNEXE E-4

**DÉCLARATION ORALE FINALE DE LA TURQUIE
À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND**
(18 janvier 2007)

Madame la Présidente, Messieurs les membres du Groupe spécial,

1. Les États-Unis font valoir que la Turquie a mis en place une politique consistant à refuser systématiquement d'approuver des certificats de contrôle pour le commerce hors contingent de manière à inciter les commerçants à importer dans le cadre du contingent tarifaire. Pour avoir gain de cause, les États-Unis doivent démontrer *de jure* ou *de facto* l'existence d'un refus d'approbation systématique qui entraîne une prohibition ou une restriction à l'importation. Ils ne l'ont pas fait. Ils n'ont pas identifié les dispositions de la loi régissant les certificats de contrôle qui constituent une prohibition ou une restriction pour étayer une allégation *de jure*.

2. Les États-Unis font valoir que l'absence d'approbation de certificats de contrôle prouve, en soi, qu'il y a une politique de refus systématique. Les éléments de preuve que les États-Unis ont présentés ne sont pas suffisants pour étayer cet argument. Les États-Unis doivent montrer que les commerçants ont demandé des approbations qui leur ont été systématiquement refusées. Ce qui a été montré, c'est un refus dans des cas individuels. Les États-Unis n'ont pas montré que l'absence d'approbation n'était pas due à l'absence de demandes.

3. Examinons les éléments de preuve présentés par les États-Unis. Ils se résument à deux choses: les lettres d'acceptation et les décisions judiciaires y relatives ainsi que la correspondance entre la Turquie et les États-Unis. La lettre diplomatique adressée à l'Ambassadeur Portman était destinée à rassurer les États-Unis sur le fait qu'avec la suppression progressive du contingent tarifaire, les commerçants reprendraient probablement les échanges en régime NPF. Elle n'était pas une confirmation implicite d'un refus systématique d'approuver des certificats de contrôle.

4. La Turquie a montré que les lettres d'acceptation n'avaient pas abouti au "refus généralisé" d'approuver des certificats de contrôle. Selon les propres calculs des États-Unis, pas moins de 969 certificats de contrôle ont été demandés et approuvés pour des importations de riz hors contingent. Le fait que bon nombre de ces certificats hors contingent ont été utilisés pour des échanges en régime ALE n'étaye pas l'argument avancé par les États-Unis. Il confirme simplement que les commerçants ont préféré les modalités commerciales offertes par les accords de libre-échange. Ces certificats de contrôle ont été approuvés au cours de la période pendant laquelle les lettres d'acceptation donnaient lieu, d'après les allégations, à un "refus généralisé" d'approuver les certificats. La Turquie conclut que les lettres d'acceptation n'étaient pas la cause d'une réduction des exportations des États-Unis et qu'elles ne prouvent pas non plus l'existence d'un "refus généralisé".

5. La Turquie fait valoir qu'une explication plus plausible de l'absence de demandes d'approbation de certificats de contrôle en ce qui concerne le riz originaire des États-Unis est la perte de compétitivité progressive du riz paddy provenant des États-Unis et l'attrait du commerce de riz effectué dans le cadre du contingent tarifaire et en régime ALE.

6. Les États-Unis n'ont pas montré que les demandes d'approbation avaient été systématiquement refusées. Ils ont présenté des éléments de preuve concernant cinq cas individuels qui ont donné lieu à des procédures judiciaires internes. Cela représente 0,2 pour cent des certificats de contrôle approuvés. La Turquie a même indiqué qu'il y avait, en fait, 14 affaires en instance et que

le taux moyen de non-approbation était de 4,38 pour cent au cours des trois dernières années.[1] L'existence de cinq ou 14 affaires ou d'un pourcentage de refus de 4,38 pour cent sur l'ensemble des demandes ne constitue pas un élément de preuve convaincant indiquant un rejet massif des demandes. Les États-Unis doivent montrer plus que cinq ou 14 cas individuels pour établir qu'il y a refus systématique.

7. Le principal point que la Turquie veut mettre en évidence est le suivant: les lettres d'acceptation ne sont pas et n'ont jamais été un instrument juridique dans le cadre du système des certificats de contrôle. Elles ne sont pas des mesures législatives ni un "autre procédé" du type qui permettrait d'étayer une plainte *de facto*. Elles peuvent tout au plus constituer des éléments de preuve factuels pouvant servir à l'introduction d'une plainte *de facto*. La Turquie fait valoir que les États-Unis n'ont pas présenté une telle plainte. Quoi qu'il en soit, si ces lettres devaient être considérées comme un élément de preuve en relation avec un examen *de facto*, la Turquie estime qu'elle a présenté des éléments de preuve substantiels et convaincants pour réfuter leur valeur probante et indiquer pourquoi les importateurs ne demandaient pas de certificats de contrôle pour le commerce NPF, mais pour des importations contingentaires ou en régime ALE.

8. Ces éléments de preuve factuels présentés par la Turquie sont clairs et constituent un puissant contre-argument réfutant la valeur probante des lettres d'acceptation. Les importateurs demandaient de pouvoir importer du riz dans le cadre du contingent tarifaire et en régime ALE en raison des avantages tarifaires commercialement attrayants qu'offrait ce type d'échanges. En outre, les demandes d'approbation de certificats de contrôle pour le riz originaire des États-Unis étaient encore moins probables compte tenu de la perte de compétitivité progressive du riz paddy provenant des États-Unis. La Turquie estime qu'elle a présenté des éléments de preuve suffisants à ce sujet, en ce qui concerne aussi bien ses propres données statistiques que l'interprétation des données communiquées par les États-Unis (c'est-à-dire les scénarios) et, enfin et surtout, les données de la FAO.

9. Dans l'affaire Helin, le tribunal de première instance turc n'a pas traité la question de savoir si le droit turc donnait au MARA le pouvoir discrétionnaire de refuser d'approuver des certificats de contrôle une fois que les formalités requises avaient été dûment remplies. Il apparaît que le tribunal a donné effet à un acte *ultra vires*. La Turquie fait observer que les autres affaires signalées par les États-Unis suivent l'approche appropriée et contestent l'aspect "*vires*" du refus et, implicitement, la légalité des lettres d'acceptation.

10. La Turquie a fait valoir que les certificats de contrôle n'étaient pas des licences d'importation, qu'il n'y avait pas de pouvoir discrétionnaire *de jure* en ce qui concerne leur approbation lorsqu'une demande avait été dûment présentée, et que les États-Unis n'avaient indiqué ni cité aucun élément du droit turc à l'appui de leur argumentation. Les États-Unis ne peuvent pas avoir gain de cause dans une plainte *de jure* pour la raison très simple qu'ils n'ont pas indiqué quels éléments du droit constituaient une restriction ou une prohibition.

11. Quoi qu'il en soit, le fait que le certificat de contrôle n'est pas une licence d'importation (au sens de l'article 1:1 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et de l'article XI:1 du GATT) n'exempte pas ce certificat d'un examen en tant qu'"*autre procédé*" au regard de l'article XI:1 du GATT. Toutefois, la Turquie estime qu'elle a présenté des arguments et des éléments de preuve factuels suffisants et concluants qui montrent que le refus allégué d'approuver les certificats de contrôle ne relève pas de l'expression "*autre procédé*" au sens de l'article XI:1 du GATT parce que aucune prohibition ou restriction n'a été prouvée, ni *de jure* ni *de facto*. C'est uniquement lorsque l'existence d'une prohibition ou d'une restriction *de jure* ou *de facto* des importations peut être démontrée que la mesure spécifique à l'examen équivaudrait à un "*autre procédé*" du type qui est considéré illégal à l'article XI:1 du GATT.

[1] Voir Annex TR-35.

12. Pourquoi la Turquie a-t-elle un système de certificats de contrôle? Le certificat de contrôle est un document utilisé dans le cadre des procédures douanières de la Turquie. Il s'agit donc d'un document utilisé aux fins douanières. L'importation et le dédouanement comportent un certain nombre d'éléments. Il y a l'élément documentation, l'élément vérification, l'élément inspection physique et, enfin, l'élément recouvrement des taxes. Le certificat de contrôle fait partie du stade de la documentation. Le fait que les responsabilités au stade de la documentation sont attribuées en partie au MARA et en partie aux autorités douanières n'enlève rien au fait que le certificat de contrôle est un document utilisé aux fins douanières.

13. La répartition entre différentes autorités gouvernementales des responsabilités en ce qui concerne les différents éléments des formalités douanières ou de mise sur le marché est une pratique tout à fait légitime et courante dans de nombreux Membres de l'OMC. L'attribution de responsabilités au MARA n'est pas un facteur déterminant. La question est la suivante: s'agit-il d'un document utilisé aux fins douanières? C'est bien le cas. La notification rapide et la collecte de renseignements au moyen du certificat de contrôle se font au MARA parce que le MARA est l'autorité turque compétente en ce qui concerne les produits agricoles.

14. Tous les renseignements douaniers requis, y compris la conformité du produit avec les normes et règlements techniques pertinents, sont réunis dans un seul document. En ce qui concerne certains produits (c'est-à-dire les produits alimentaires et les produits destinés à la consommation humaine et animale), le certificat de contrôle permet de rassembler les renseignements nécessaires avant l'arrivée des marchandises à la douane.

15. Beaucoup de Membres de l'OMC appliquent une prescription concernant la documentation avant importation. Nous notons que les États-Unis eux-mêmes exigent maintenant, au titre de la *Loi de 2002 sur la sécurité sanitaire, la prévention et la lutte contre le bioterrorisme*, la notification préalable de toutes importations de produits alimentaires. En particulier, l'Office de contrôle des médicaments et des produits alimentaires (FDA), et non le Service des douanes des États-Unis, doit être informé à l'avance de toute importation de produits alimentaires destinés à la consommation humaine ou animale. Cette prescription doit-elle être considérée comme une licence d'importation? Nous ne le pensons pas, tout comme le certificat de contrôle n'est pas et ne devrait pas être considéré comme une licence d'importation, mais comme un moyen légitime pour la Turquie de réaliser ses objectifs légitimes.

16. La Turquie demeure libre, en vertu des règles de l'OMC, d'attribuer des responsabilités gouvernementales à l'autorité publique qu'elle juge appropriée. Le nom de l'autorité n'est pas ce qui importe. Il s'agit uniquement de savoir si le document est utilisé aux fins douanières. Le certificat de contrôle est utilisé aux fins douanières.

17. La Turquie ne souhaite pas engager, dans la présente déclaration finale, un débat sur les questions juridiques se rapportant aux recommandations et constatations des groupes spéciaux. Elle demande au Groupe spécial d'examiner les arguments qu'elle a exposés dans ses communications écrites. Elle fait simplement observer que l'affaire citée par les États-Unis dans leur déclaration orale n'étaye pas leur argument.

La Turquie remercie le Groupe spécial de son aide constante en vue du règlement du présent différend et attend avec intérêt ses questions écrites.

ANNEXE F

RÉPONSES DES PARTIES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET LES AUTRES PARTIES APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND, ET OBSERVATIONS DES PARTIES SUR LES RÉPONSES DES AUTRES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe F-1	Réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial et la Turquie après la deuxième réunion de fond (6 février 2007)	F-2
Annexe F-2	Observations des États-Unis sur les réponses de la Turquie aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond (20 février 2007)	F-26
Annexe F-3	Observations des États-Unis sur les observations de la Turquie concernant les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial et la Turquie après la deuxième réunion de fond (28 février 2007)	F-51
Annexe F-4	Réponses de la Turquie aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond (6 février 2007)	F-52
Annexe F-5	Observations de la Turquie sur les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial et la Turquie après la deuxième réunion de fond (20 février 2007)	F-92

ANNEXE F-1

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET LA TURQUIE APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(6 février 2007)

Questions du Groupe spécial

Question n° 99

(Aux deux parties) Le Groupe spécial a examiné les données communiquées par chacune des parties. Certaines données figurant dans quelques-unes des pièces fournies par les parties sont fortement divergentes. Par exemple:

a) les chiffres figurant dans les pièces US-45 et TR-23 pour les importations de riz de 2001 à 2006;

Veuillez expliquer pourquoi, à votre avis, il en est ainsi, en vous référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

1. Les États-Unis notent, d'une manière générale, que nombre de questions du Groupe spécial se rapportent aux écarts entre les données présentées par la Turquie et celles qu'ils ont présentées. Les États-Unis ont relevé certains de ces mêmes écarts et ont observé en outre que, même en tenant compte de ces écarts, les éléments de preuve accablants – les lettres d'acceptation, les lettres de rejet remises aux importateurs, les volumineux documents des tribunaux, les déclarations faites par le conseil turc et d'autres fonctionnaires du gouvernement, et des articles de presse – indiquent que la Turquie restreint le commerce du riz et contrevient donc à l'article XI:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("le GATT de 1994").

2. Il y a au moins deux raisons possibles pour l'écart apparent entre les données relatives aux importations de riz figurant dans la pièce US-45 et celles de la pièce TR-23. Tout d'abord, les chiffres des États-Unis sont estimés sur la base d'un "équivalent-riz blanchi" suivant lequel les importations de riz paddy et de riz brun sont converties dans le poids qu'elles auraient en riz blanchi. (Quand le riz paddy est tout d'abord transformé en riz brun, le riz est décortiqué. Lorsque le riz brun est ensuite transformé en riz blanchi, il est débarrassé du son. Ainsi, le poids total de la matière première brute initiale, le riz paddy, est réduit suivant un certain facteur pour le riz brun et un certain facteur pour le riz blanchi.) Les données des États-Unis utilisent l'équivalent-riz blanchi, parce que le riz blanchi est le produit final qui sera consommé, de sorte que la conversion permet une meilleure comparaison entre l'offre totale (y compris les importations) et la demande totale.

3. Par contraste, il apparaît que les chiffres de la Turquie, qui sont plus élevés que ceux des États-Unis, sont basés sur le "poids du produit" pour le riz paddy et le riz brun avant transformation. Les données commerciales de la Turquie communiquées par les États-Unis dans la pièce US-53 sont établies sur la base du poids du produit. Dans la pièce US-81, les États-Unis ont ajouté aux tableaux initiaux présentés dans la pièce US-53 une colonne indiquant les totaux annuels pour chaque année. Les totaux annuels pour 2003, 2004, et 2005 dans la pièce US-81 sont comparables aux totaux annuels pour les mêmes années communiqués par la Turquie dans la pièce Annex TR-23. S'agissant des données pour 2006, le total annuel des importations de riz de la Turquie qui figure dans la pièce US-81 est inférieur d'environ 58 000 tonnes métriques au chiffre communiqué par la Turquie dans la pièce Annex TR-23. Les données communiquées par les États-Unis dans la pièce US-81 sont les données officielles de la Turquie relatives aux importations de riz. Dans la mesure où les données

communiquées par la Turquie dans la pièce Annex TR-23 sont différentes, la Turquie est la mieux placée pour expliquer l'écart.

4. Une deuxième raison possible de l'écart est que la Turquie et les États-Unis semblent utiliser des sources différentes pour estimer les importations de riz. La Turquie utilise les données du Sous-Secrétariat au commerce extérieur (le FTU), qui seraient basées sur les importations. Le Département de l'agriculture des États-Unis (l'USDA) tire le chiffre des importations de riz de la Turquie des données relatives aux exportations. Pour ce faire, il utilise une combinaison de sources. Pour estimer les importations turques de riz en provenance des États-Unis, l'USDA utilise les données du Bureau du recensement du Département du commerce des États-Unis relatives aux exportations.[1] Pour estimer les importations turques de riz en provenance d'autres pays, l'USDA utilise les données relatives aux exportations émanant des autorités douanières des autres pays ou entités, comme EuroStat, les douanes chinoises et la Direction des douanes thaïlandaises.[2]

5. De surcroît, la Turquie ne précise pas si elle a utilisé des données couvrant une campagne de commercialisation ou une année commerciale (c'est-à-dire une année civile) pour arriver à ses estimations. Les États-Unis ont communiqué des estimations de données portant sur les deux périodes pour chaque année. On ne voit pas donc pas bien à quelles estimations il conviendrait de comparer les chiffres de la Turquie. Toutefois, il est intéressant de noter que les données des États-Unis et celles de la Turquie suivent une évolution semblable. Les importations paraissent avoir été nettement moins élevées en 2003/04[3] qu'en 2001/02 et 2002/03, avant de repartir en 2004/05 et 2005/06, sans atteindre toutefois les niveaux observés en 2003/04. La Turquie a envoyé sa première lettre d'acceptation le 10 septembre 2003 et, comme cela a été indiqué précédemment, pendant la période allant du 10 septembre 2003 jusqu'à la fin d'avril 2004 au moins, il n'y a eu aucun mécanisme permettant d'importer du riz en Turquie parce que le contingent tarifaire n'avait pas encore été ouvert. Cela explique le recul des importations en 2003/04. Le fait que les restrictions imposées par la Turquie ont été maintenues en place depuis cette date explique pourquoi les niveaux des importations ne sont pas revenus aux niveaux antérieurs à 2003/04.

b) les chiffres figurant dans les pièces US-53 et TR-25 pour les importations de riz paddy en janvier et décembre 2004 et de janvier à mai 2006; pour les importations de riz brun en mars 2003 et de janvier à septembre 2006; et pour les importations de riz blanchi en juillet 2004 et de janvier à juillet 2006;

6. Les États-Unis ne peuvent pas expliquer les écarts dans les données. Les États-Unis ont communiqué les données recueillies par l'Institut national de statistiques, dont ils croient comprendre qu'il a été renommé Turkish Statistics Corporation (Société turque de statistique) (TUIK). Les États-Unis ont obtenu ces renseignements en les téléchargeant sur le site Web très utilisé de Global Trade Information Services (www.gtis.com), un "fournisseur de statistiques de commerce international" auquel les États-Unis sont abonnés. GTI précise sur son site Web que les données présentées dans sa base ont été obtenues auprès de l'Institut national de statistiques de la Turquie.[4] Les États-Unis ont donc communiqué au Groupe spécial les données officielles de la Turquie relatives aux importations de riz. Dans la mesure où la Turquie a communiqué des données différentes de ses données officielles, elle est la mieux placée pour expliquer les écarts. S'agissant des importations de riz blanchi en juillet 2004, les États-Unis n'ont pas constaté d'écart entre leurs données et celles de la Turquie.

[1] *Voir* la pièce US-73.
[2] *Voir* la pièce US-73.
[3] Le chiffre pour 2003/04 qui figure dans la pièce US-45 correspond à la colonne 2004 dans la pièce Annex TR-23, et chacun des chiffres figurant dans le reste du paragraphe suit le même schéma.
[4] *Voir* la pièce US-73.

c) les chiffres indiqués dans les pièces US-55 et TR-28 pour les prix c.a.f. au débarquement du riz paddy en décembre 2004; du riz brun en mars 2003, de mars à juin 2004, de septembre à décembre 2004 et en juin 2006; et du riz blanchi en décembre 2005.

7. Prière de voir la réponse donnée à b) ci-dessus. Les écarts dans le volume des importations entre les données officielles de la Turquie communiquées par les États-Unis et les données communiquées par la Turquie expliquent probablement la plupart des écarts dans les données pour les prix c.a.f. au débarquement. La Turquie est la mieux placée pour expliquer les écarts.

Par ailleurs, certains chiffres fournis par les États-Unis et la Turquie sont très semblables. Par exemple:

a) les chiffres figurant dans les pièces US-45 et TR-24 pour la consommation de riz blanchi de 2001 à 2005.

8. La source première pour les estimations de l'USDA concernant la consommation de riz blanchi est l'industrie rizicole turque. Cela peut expliquer pourquoi les estimations officielles de la Turquie concernant la consommation de riz blanchi sont semblables à celles des États-Unis.

b) les chiffres figurant dans les pièces US-53 et TR-25 pour les importations de riz paddy pour 2003, de février à novembre 2004, pour 2005, en juin et juillet 2006; pour les importations de riz brun en janvier, février, et d'avril à décembre 2003, pour 2004 et 2005; et pour les importations de riz blanchi pour 2003 (excepté en mai), pour 2004 (excepté en juillet) et pour 2005.

9. Comme cela a été noté précédemment, les États-Unis ont communiqué les données commerciales officielles turques recueillies par l'Institut national de statistiques. Dans les cas relevés ci-dessus par le Groupe spécial, la Turquie s'est apparemment appuyée sur les mêmes données, ce qui explique pourquoi les chiffres sont semblables.

c) les chiffres indiqués dans les pièces US-55 et TR-28 pour les prix c.a.f. au débarquement du riz paddy pour 2003, d'avril à novembre 2004, pour 2005 et de juin à août 2006; du riz brun pour 2003 (excepté en mars), pour 2005, et d'avril à juin 2006; et du riz blanchi pour 2003, pour 2004, pour 2005 (excepté en décembre) et de janvier à juillet 2005.

10. Prière de voir la réponse à b) ci-dessus.

Question n° 100

(Aux deux parties) Le Groupe spécial a examiné les renseignements communiqués par la Turquie concernant les "valeurs c.a.f. au débarquement mensuelles" dans la pièce TR-28 et a noté une forte hausse des prix du riz paddy en juin 2003, janvier et novembre 2004, février 2005 et mars 2006. De même, il a noté une forte hausse des prix du riz blanchi en septembre 2003, janvier et août 2004, et en septembre 2005. Il a également noté une nette baisse du prix du riz blanchi en décembre 2003. Veuillez expliquer pourquoi, à votre avis, ces fortes hausses et cette baisse notable ont eu lieu, en vous référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

11. Les États-Unis font les observations suivantes en ce qui concerne les fluctuations des prix relevées par le Groupe spécial:

– *Juin 2003*: Les États-Unis comprennent mal ce qui a pu provoquer la hausse du prix du riz paddy importé en juin 2003.

– *Septembre 2003*: Le 10 septembre 2003, la Turquie a imposé une prohibition légale sur l'octroi de certificats de contrôle pour le commerce NPF du riz, sous la forme de la lettre d'acceptation n° 964. Cela a eu pour effet de comprimer la demande de riz blanchi sur le marché turc, ce qui a exercé une pression à la hausse sur les prix. Les importations de riz blanchi en provenance d'Égypte sont tombées de 12 042 tonnes métriques en août 2003 *à zéro* en septembre 2003. Les importations de riz blanchi en provenance de Chine sont tombées de 21 038 tonnes métriques en août 2003 *à zéro* en septembre 2003. Et les importations de riz blanchi en provenance des États-Unis sont tombées de 6 990 tonnes métriques en août 2003 *à zéro* en septembre 2003. Du fait que les importations de riz originaire des CE n'étaient pas affectées par la décision du Ministre puisqu'elles étaient importées en franchise de droits dans le cadre d'un régime de contingent distinct, le riz blanchi relativement onéreux d'Italie constituait le seul riz blanchi importé disponible à l'achat. Cela a eu également un effet notable sur les prix moyens du riz blanchi importé.

– *Décembre 2003*: On ne voit pas bien s'il y a eu une baisse effective des prix du riz blanchi. D'après les données de la Turquie relatives aux importations, la Chine a expédié 10 000 tonnes de riz blanchi en décembre 2003. Toutefois, il n'y a pas trace dans la pièce Annex TR-33 de certificats de contrôle accordés par le MARA pour l'importation de riz blanchi chinois qui auraient été utilisés avant décembre 2003. À supposer que les données communiquées dans la pièce Annex TR-33 soient correctes, et à supposer que les données de la Turquie relatives aux prix soient fondées sur des données à l'importation erronées, il se peut qu'il n'y ait pas eu du tout de baisse des prix.

– *Janvier 2004*: Comme indiqué dans la pièce US-55, les données commerciales de la Turquie montrent qu'il n'y a pas eu d'importations de riz paddy et qu'il y a eu des importations de riz blanchi (originaire des CE) négligeables en janvier 2004. Comme cela a été mentionné précédemment, une prohibition juridique était en place depuis le 10 septembre 2003 en ce qui concerne l'octroi de certificats de contrôle pour le commerce NPF du riz. Il est possible qu'au bout de quatre mois sans importations de riz en régime NPF, les prix du marché pour le riz paddy et le riz blanchi aient commencé à réagir.

– *Août 2004*: La raison la plus vraisemblable de la hausse des prix moyens du riz blanchi importé était double. Les importations de riz blanchi italien, l'un des types de riz importé les plus onéreux du marché turc, qui avaient été absentes du marché pendant les cinq mois précédents, ont repris en août. Dans le même temps, les importations de riz blanchi vietnamien, l'un des riz blanchis importés les moins chers du marché turc, qui avaient été présentes sur le marché durant les mois précédents, ont cessé en août.

– *Novembre 2004*: Avec la fermeture du contingent tarifaire en septembre/octobre 2004, et une prohibition juridique toujours en place en ce qui concerne l'octroi de certificats de contrôle pour le commerce NPF du riz, il y a eu de graves restrictions des importations de riz dans les deux mois précédant novembre 2004. La Turquie a rouvert le contingent tarifaire le 1er novembre 2004. Il se peut que la pénurie de riz importé sur le marché ait entraîné une hausse du prix des importations de riz paddy au moment où les expéditions ont repris.

– *Février 2005*: Le prix c.a.f. moyen au débarquement pour les États-Unis en 2005 était de 260 dollars par tonne métrique[5], de sorte que ce pic des prix paraît être une anomalie, qui est amplifiée du fait qu'il y a eu un très petit volume de riz paddy importé ce mois-là.

– *Septembre 2005*: Le contingent tarifaire était maintenant fermé et, avec la prohibition juridique toujours en place en ce qui concerne l'octroi de certificats de contrôle pour le commerce NPF, les importateurs pouvaient importer uniquement du riz originaire des CE. De fait, les données de la Turquie relatives aux importations montrent que seul le riz blanchi italien était présent sur le marché en septembre 2005, or le riz blanchi italien est l'un des types de riz importés les plus onéreux du marché turc. Cela explique probablement la hausse du prix moyen du riz importé.

– *Mars 2006*: Le prix c.a.f. moyen au débarquement des États-Unis en 2006 était de 274 dollars par tonne métrique[6], de sorte que ce pic des prix paraît être également une anomalie.

Question n° 101

(États-Unis) Les États-Unis pourraient-ils fournir les chiffres mensuels (séparément pour le riz paddy, le riz brun et le riz blanchi) pour 2003-2006 en ce qui concerne:

a) la production totale de riz des États-Unis;

b) les exportations totales de riz des États-Unis; et

c) les exportations totales de riz des États-Unis à destination de la Turquie?

12. Prière de voir la pièce US-74, qui contient les données annuelles concernant la production de riz des États-Unis, les données annuelles et mensuelles concernant les exportations totales de riz des États-Unis et les exportations totales de riz des États-Unis vers la Turquie. S'agissant des données mensuelles pour la production de riz des États-Unis, l'USDA ne conserve pas ces données, de sorte que les États-Unis ne sont pas en mesure de les fournir. L'USDA ne suit pas ce qui est usiné par l'industrie sur une base mensuelle, et il ne collecte pas les données relatives à la production de riz paddy sur une base mensuelle parce que la production de riz paddy est concentrée chaque année entre août et octobre.

13. D'après ces données, les producteurs de riz des États-Unis ont exporté vers la Turquie 14 333 tonnes métriques de riz paddy en décembre 2003, 12 475 en janvier 2004, et 15 900 en mars 2004. Pourtant, les données de la Turquie relatives aux importations montrent qu'entre octobre 2003 et mai 2004, la Turquie n'a pas importé de riz en provenance des États-Unis. La lettre d'acceptation n° 964, dans laquelle le Ministre de l'agriculture de la Turquie ordonnait qu'aucun certificat de contrôle ne soit accordé, a été envoyée le 10 septembre 2003 et le contingent tarifaire n'a pas été rouvert avant la fin d'avril 2004 au moins. Donc, l'écart entre les données relatives aux exportations des États-Unis et les données de la Turquie relatives aux importations pendant la période octobre 2003/mai 2004 fournit un autre élément de preuve indiquant que la Turquie fait appliquer les lettres d'acceptation et prohibe ou restreint les importations de riz. Les États-Unis pensent que, du fait que les importateurs n'ont pas pu obtenir de certificats de contrôle, il est très probable que ce riz a été

[5] *Voir* le paragraphe 70 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, qui expliquait comment ce chiffre a été obtenu.

[6] Ce chiffre a été obtenu en additionnant les totaux mensuels des États-Unis pour 2006 qui figurent dans la pièce Annex TR-25 et en divisant la valeur par la quantité.

entreposé en douane et n'a donc pas été enregistré dans les statistiques de la Turquie relatives aux importations.

Question n° 116

(États-Unis) D'après les renseignements figurant dans la pièce TR-33, depuis le 1er mai 2006, 27 certificats de contrôle ont été approuvés pour des importations de riz en régime NPF en provenance des États-Unis. Toutefois, 25 de ces certificats de contrôle approuvés ne paraissent pas avoir été utilisés à ce jour. Bien que ces certificats de contrôle aient été approuvés après la date à laquelle le Groupe spécial a été établi, les États-Unis pourraient-ils formuler des observations sur ce point?

14. Les États-Unis ne peuvent pas confirmer que ces 27 certificats de contrôle ont effectivement été approuvés, parce que la Turquie a rejeté la demande du Groupe spécial visant à ce qu'elle fournisse les copies des certificats. En réponse aux questions posées par le Groupe spécial pendant les deux réunions de fond, la Turquie a affirmé que communiquer ces renseignements violerait des éléments de sa législation nationale; cependant, elle n'a pas identifié de disposition spécifique à cet effet. En outre, comme les États-Unis l'ont noté pendant cette réunion, il n'est pas inhabituel que les groupes spéciaux de l'OMC adoptent des procédures pour protéger les renseignements confidentiels communiqués par une partie. Ces procédures, qui garantissent que seuls les membres des groupes spéciaux, le Secrétariat de l'OMC et les représentants désignés de l'autre partie auront accès à ces renseignements, ont généralement bien fonctionné dans le passé et auraient pu être employées dans le présent différend si c'était ce qui préoccupait la Turquie. En réponse, la Turquie a affirmé que la question était moins ce qu'elle pouvait communiquer que ce qu'elle *choisissait* de communiquer au Groupe spécial.

15. Si la Turquie avait fourni les copies des certificats dont elle affirme qu'ils ont été accordés, cela aurait pu contribuer à clarifier la situation concernant d'autres éléments de preuve contraires portés devant le Groupe spécial. Par exemple, les États-Unis ont fourni des éléments de preuve documentaires montrant que deux importateurs turcs de riz, ETM et Mehmetoglu, ont demandé des certificats de contrôle après le 24 mars 2006, lesquels leur ont été refusés. Dans les deux cas, il était clair que les demandes des importateurs n'avaient pas été rejetées en raison de documents manquants ou d'autres irrégularités de procédure; en fait, les fonctionnaires turcs ont bien fait comprendre qu'ils n'accordaient pas du tout de certificats de contrôle pour le commerce NPF. En outre, la rumeur selon laquelle le MARA avait accordé un certificat de contrôle à Mehmetoglu sans exiger qu'il achète du riz paddy national aurait amené 40 producteurs et importateurs turcs de riz à se présenter au MARA pour protester contre la délivrance alléguée d'un certificat dans ces circonstances. En réponse, Mehmetoglu a nié vigoureusement avoir obtenu un tel certificat.[7] En outre, un article récent de la publication turque *Referans* relève aussi que, malgré l'annonce faite par le Ministre M. Tuzmen selon laquelle l'importation sans obligation d'achats sur le marché intérieur serait autorisée à compter d'avril, "aucune société n'a obtenu la permission d'importer jusqu'au 1er août [2006]".[8]

16. Les États-Unis se demandent aussi pourquoi les importateurs auraient demandé des certificats de contrôle pour les volumes dont il est allégué qu'ils ont été alloués, étant donné le niveau effectif du commerce. Comme cela est noté au paragraphe 54 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, la Turquie affirme qu'elle a accordé des certificats de contrôle portant sur 400 000 tonnes métriques de riz des États-Unis, alors que les données de la Turquie relatives aux importations montrent que 90 000 tonnes métriques de riz des États-Unis sont entrées en Turquie

[7] *Voir* la pièce US-21.

[8] *Voir* la pièce US-75. Comme cela est expliqué dans la réponse des États-Unis à la question n° 150, la Turquie a institué des prix minimaux à l'importation pour le riz le 1er août 2006. L'article notait également que l'importation de riz n'était autorisée que dans des périodes spécifiques et que le système de contingent tarifaire était promulgué pour protéger les producteurs nationaux.

en 2006. Les statistiques des États-Unis relatives aux exportations font état de 17 789[9] tonnes métriques de riz des États-Unis expédiées vers la Turquie en 2006, et aucune vente ultérieure n'a été assignée dans le rapport de l'USDA sur les ventes à l'exportation. Les États-Unis croient comprendre que toute importation additionnelle aurait consisté en du riz des États-Unis que la Turquie avait fini par laisser sortir des entrepôts sous douane après l'avoir refusé. Dans ces conditions, il n'y aurait eu aucune raison pour que les importateurs demandent des certificats de contrôle de l'ampleur indiquée pour les importations de riz des États-Unis.

17. Enfin, les États-Unis notent également qu'au moment où, d'après les allégations, des certificats de contrôle ont été mis à disposition pour les importations de riz en régime NPF, à partir de mai à juillet 2006 (rappelons que la lettre d'acceptation n° 390 indiquait que le délai d'octroi des certificats de contrôle expirerait le 1er août 2006), il est probable que les dispositions en matière d'expédition pour cette période auraient déjà été prises. Au titre de l'article 2 de la Notification du 21 septembre 2005, les importateurs devaient acheter du riz paddy national avant le 1er avril 2006 pour pouvoir importer dans le cadre du régime de contingent tarifaire qui "expirait" le 31 juillet 2006.[10] Étant donné la configuration dans les années précédentes indiquant que les importations de riz seraient interrompues après le 31 juillet, il est probable qu'au 1er avril 2006, les importateurs avaient déjà prévu leurs importations dans le cadre du contingent tarifaire jusqu'au 31 juillet 2006.

Question n° 117

(États-Unis) Les États-Unis pourraient-ils préciser si les chiffres communiqués dans la pièce US-45 pour les importations (lignes 6, 7 et 8) correspondent aux importations de riz blanchi ou aux importations totales de riz?

18. Les chiffres des importations communiqués dans la pièce US-45 correspondent aux importations totales de riz. Cependant, ils sont ajustés sur une base équivalent-riz blanchi, comme cela est expliqué dans la réponse à la question n° 99. Pour convertir les volumes de riz paddy et de riz brun en équivalent-riz blanchi, l'USDA utilise un facteur de conversion de 70 pour cent pour le riz paddy et 88 pour cent pour le riz brun. Autrement dit, le poids total de riz paddy est réduit de 30 pour cent pour arriver à l'équivalent-riz blanchi, et le poids total du riz brun est réduit de 12 pour cent pour arriver à l'équivalent-riz blanchi.[11]

Question n° 131

(Aux deux parties) En réponse à la question n° 40 d) posée par le Groupe spécial, la Turquie fait observer que les certificats de contrôle donnent aux importateurs des "avantages en termes de facilitation des échanges", à savoir, par exemple, "garantir la cohérence et l'uniformité des procédures de dédouanement ... assur[er] une plus grande prévisibilité commerciale et une plus grande certitude juridique aux importateurs (quant à ce que peut comporter le contrôle à la frontière), et ... rédui[re] l'éventualité d'un blocage des marchandises à la douane, avec le risque de litiges douaniers longs et coûteux".

a) Les certificats de contrôle sous leur forme actuelle sont-ils les seuls instruments qui permettent à la Turquie d'assurer des "avantages en termes de facilitation des échanges" ou y aurait-il un autre moyen d'arriver à ces mêmes avantages? Veuillez justifier votre réponse, en vous référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

[9] *Voir* la pièce US-74.
[10] *Voir* la pièce US-11.
[11] Andy Aaronson et Nathan Childs, "Developing Supply and Utilization Tables for the US Rice Market," Rice Situation and Outlook/RCS-2000/November 2000, page 45. *Voir* la pièce US-80.

19. Le Ministre de l'agriculture de la Turquie a ordonné qu'aucun certificat de contrôle ne soit accordé pour l'importation de riz au taux NPF. Les États-Unis ne voient pas en quoi le fait de refuser ces certificats de contrôle facilite le commerce du riz; en fait, cela a l'effet inverse, à savoir prohiber ou restreindre le commerce. En outre, la Turquie n'est pas parvenue à réaliser son objectif déclaré, à savoir réduire le volume des actions en justice, étant donné le grand nombre de procès intentés par les importateurs dont les demandes de certificats de contrôle ont été rejetées. Les certificats de contrôle ne visent ni des fins douanières ni des fins sanitaires et phytosanitaires et servent uniquement de point d'accès au MARA pour restreindre le commerce du riz. L'élimination de la prescription relative aux certificats de contrôle serait le meilleur moyen de faciliter les échanges.

b) Le fait que les certificats de contrôle, d'après les allégations, donnent aux importateurs des avantages en termes de facilitation des échanges signifie-t-il qu'en l'absence de la prescription imposant l'obtention de certificats de contrôle, l'importation de riz serait en quelque sorte plus astreignante? Dans l'affirmative, veuillez expliquer de quelle manière l'importation de riz serait plus astreignante en l'absence d'une telle prescription, en justifiant votre réponse avec des arguments et des éléments de preuve appropriés.

20. Dans leur réponse à la question n° 14 du Groupe spécial, les États-Unis ont décrit les étapes que comportait le processus d'importation du riz en Turquie.[12] Un importateur doit déposer des documents auprès de quatre organismes gouvernementaux différents – le FTU, le MARA, l'Office turc des céréales et l'Administration des douanes turque – et obtenir deux licences d'importation distinctes – la licence d'importation du FTU et le certificat de contrôle du MARA. De surcroît, un importateur doit remplir trois fois le même type de documents relatifs aux douanes – pour les deux licences d'importation et à nouveau pour les douanes turques. De plus, un importateur doit se rendre à deux reprises auprès de l'Administration des douanes turque et à deux autres reprises auprès du MARA – une fois à la Direction provinciale de l'agriculture d'Ankara et une fois à la Direction provinciale régionale de l'agriculture – dans le cadre du processus.

21. L'article 1:6 de l'Accord sur les licences d'importation prévoit que "[l]es procédures de demande … [seront] aussi simples que possible". Il dispose en outre que "[l]es requérants n'auront à s'adresser, pour ce qui concerne leurs demandes, qu'à un seul organe administratif. Dans les cas où il sera strictement indispensable de s'adresser à plus d'un organe administratif, le nombre de ces organes devrait être limité à trois". Comme les États-Unis l'ont expliqué précédemment, le processus d'importation du riz en Turquie est loin d'être simple. Ce système extrêmement astreignant le serait certainement moins si les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur et aux certificats de contrôle étaient supprimées. En outre, les États-Unis ont démontré que de multiples organismes turcs recueillaient auprès des importateurs les mêmes renseignements douaniers et que la collecte de ces renseignements par le MARA ne répondait ni à des fins douanières ni à des fins sanitaires ou phytosanitaires. Par conséquent, il n'est pas "strictement indispensable" que les requérants s'adressent à plus d'un organe administratif pour importer du riz. Quand bien même cela serait le cas, la Turquie exige que les importateurs s'adressent à *quatre* organismes, ce qui est plus que n'en autorise l'Accord sur les licences d'importation au titre de l'exception "strictement indispensable".

Question n° 134

(Aux deux parties) En réponse à la question n° 44 f) posée par le Groupe spécial au sujet du refus d'accorder des certificats de contrôle, la Turquie a communiqué au Groupe spécial la pièce TR-36 qui indique la date de la demande, l'origine, la quantité et la qualité du riz pour lequel chaque certificat de contrôle a été demandé au cours des années 2003 à 2006. Comme

[12] *Voir* les paragraphes 22 à 33 des réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial.

raisons du refus, la liste indique ce qui suit: "documents manquants non complétés", "à la demande de la société" et "conditions administratives prescrites incomplètes".

a) Comment conviendrait-il de comprendre ces raisons?

22. Sans avoir la possibilité d'examiner les certificats de contrôle effectifs, il est impossible de dire avec certitude comment il conviendrait de comprendre ces expressions.

c) Les raisons détaillées du refus sont-elles communiquées par écrit aux sociétés requérantes dans le document de rejet ou ces raisons sont-elles communiquées aux demandeurs d'une manière semblablement succincte à celle qui est indiquée dans la pièce TR-36?

23. Nous croyons comprendre d'après nos conversations avec les importateurs et les éléments de preuve documentaires que nous avons présentés qu'aucune explication, ou très peu, n'est fournie aux importateurs dont les demandes de certificats de contrôle sont rejetées. (En fait, le MARA ne répond quelquefois pas du tout.) Dans certains cas, comme les États-Unis l'ont expliqué précédemment, les fonctionnaires du MARA ont fait savoir aux importateurs, soit oralement soit par écrit, que la demande de certificat de contrôle était rejetée parce que le MARA n'accordait tout simplement pas, ou ne pouvait pas accorder (sur le plan de la législation nationale), de certificats de contrôle. Les États-Unis estiment que, quels que soient les autres vices procéduraux que le MARA a pu identifier concernant des demandes particulières, cela constituait la raison fondamentale des rejets.

Question n° 136

(Aux deux parties) D'après les déclarations de la Turquie (voir, par exemple, le paragraphe 25 de sa première communication), les certificats de contrôle pour l'importation de riz sont valables pour une durée de 12 mois.

a) Si tel est le cas, pourquoi les importateurs n'importeraient-ils pas du riz durant les périodes dans lesquelles les certificats de contrôle, d'après les allégations, ne sont pas approuvés, mais où l'on peut supposer que certains certificats de contrôle sont encore valables?

24. Comme les données et les arguments fournis par la Turquie le démontrent, le MARA délivre deux types de certificats de contrôle: des certificats de contrôle pour les importations contingentaires et des certificats de contrôle pour les importations hors contingent. Dans les annexes TR-20 et TR-33, la Turquie sépare les certificats de contrôle entre ces deux catégories. Il n'y a pas de catégorie prévue pour des certificats à "double usage", ou des certificats pouvant être utilisés soit pour le commerce du riz contingentaire soit pour le commerce du riz hors contingent. En outre, partout dans ses communications dans le présent différend, la Turquie a sans cesse établi une distinction entre les certificats de contrôle pour les importations contingentaires et les certificats de contrôle pour les importations hors contingent. Par exemple:

– au paragraphe 27 de sa première communication, la Turquie note que le certificat de contrôle "n'a pas été utilisé différemment selon qu'il s'agissait de demandes d'importation de riz dans le cadre du contingent tarifaire *ou* en régime NPF" (pas d'italique dans l'original);

– dans sa réponse à la question n° 83 du Groupe spécial, la Turquie a dit qu'elle "n'estim[ait] pas que le nombre de *certificats de contrôle pour des importations hors contingent* pour 2004 et 2005 [était] "disproportionné" ... De plus, la comparaison entre les *certificats de contrôle pour des importations hors contingent et les certificats de contrôle pour des importations contingentaires* en 2005 n'indique pas du tout de

disproportion, puisque les chiffres montrent que *394 certificats de contrôle ont été approuvés pour les importations hors contingent et 432 pour les importations contingentaires*" (pas d'italique dans l'original);

– au paragraphe 20 de sa communication présentée à titre de réfutation, la Turquie a indiqué que "sur ces 2 242 certificats de contrôle approuvés, *1 335 (soit 59,5 pour cent) ont été approuvés pour le commerce hors contingent* (c'est-à-dire le commerce NPF ou le commerce ALE)" (pas d'italique dans l'original); et

– au paragraphe 36 de sa communication présentée à titre de réfutation, la Turquie mentionne le "taux d'approbation "*de minimis*" des certificats de contrôle *concernant* des importations NPF" (pas d'italique dans l'original).

25. Du fait que les certificats de contrôle accordés pour le commerce contingentaire ne peuvent pas être utilisés pour le commerce hors contingent (et vice versa), lorsque le contingent tarifaire est clos, les certificats de contrôle pour des importations contingentaires accordés alors que le contingent tarifaire était ouvert ne seraient plus valables.

26. Par surcroît, alors que la Turquie affirme que les certificats de contrôle sont valables pour une durée de 12 mois, cela n'est, au minimum, pas toujours le cas. Le Groupe spécial n'aura pas oublié que les communiqués indiquent que les durées de validité des certificats ne peuvent pas être *prorogées*, mais sont muets sur la question de savoir si ces durées peuvent être *abrégées*.[13] La pièce US-79 contient un certificat de contrôle qui a été délivré par le MARA le 15 août 2003. Il est indiqué sur le certificat que le document ne pourra pas être utilisé au-delà du 1er septembre 2003 (début de la récolte de riz turc).[14] La durée de validité de ce certificat de contrôle particulier est largement inférieure à 12 mois.

b) Durant les périodes où le contingent tarifaire n'était pas ouvert, pourquoi les importations de riz n'auraient-elles pas lieu au titre des certificats de contrôle dont on peut supposer qu'ils étaient toujours valables?

27. Prière de voir la réponse à la question n° 136 a).

c) Y a-t-il une quelconque différence entre les certificats de contrôle accordés pour effectuer des importations au taux NPF, dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels et dans le cadre du contingent tarifaire? Dans l'affirmative, veuillez préciser les différences existantes. Dans la négative, cela veut-il dire qu'un même certificat de contrôle aurait pu être utilisé également pour importer aux différents taux? Un importateur devait-il préciser si l'importation prévue devait être une importation contingentaire ou hors contingent lorsqu'il demandait un certificat de contrôle? Veuillez vous référer aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

[13] *Voir par exemple* l'article 9 des communiqués de 2004, 2005 et 2006 (pièces US-7 et US-78; pièce Annex TR-1).

[14] Le numéro du certificat de contrôle et sa date de délivrance – 15 août 2003 – sont indiqués dans le coin supérieur droit du document. Le document porte le cachet "26 Agustos 2003", date à laquelle l'importation a été réalisée. Le membre de phrase "FIILI ITHALAT 01/09/2003 Tarihine kadar yapilmalidir" vers le bas de la partie gauche du document signifie "L'importation doit être effectuée d'ici le 1er septembre 2003."

28. Prière de voir la réponse à la question n° 136 a).

d) Un certificat de contrôle serait-il toujours valable pendant 12 mois, même durant une période où un contingent tarifaire était en vigueur? Un certificat de contrôle pour des importations contingentaires conserverait-il sa validité de 12 mois et, donc, permettrait-il toujours que des importations aient lieu au taux de droit contingentaire préférentiel, malgré la fermeture de la période contingentaire?

29. Prière de voir la réponse à la question n° 136 a).

e) La quantité dont l'importation sera autorisée au titre du certificat de contrôle a-t-elle un quelconque rapport avec la quantité dont l'importation est autorisée lorsque l'on demande une licence d'importation au Sous-Secrétariat au commerce extérieur (le FTU)?

30. Prière de voir la réponse à la question n° 136 a).

Question n° 139

(États-Unis) Les États-Unis ont allégué que la Turquie avait agi d'une manière incompatible avec un certain nombre de dispositions de l'Accord sur les licences d'importation, entre autres choses parce qu'elle n'avait pas notifié son régime de licences d'importation allégué pour le riz. Les États-Unis ont noté aussi (dans leur première communication écrite, paragraphe 127) qu'ils avaient "demandé que la Turquie notifie son régime de licences d'importation non automatiques pour le riz au Comité des licences d'importation". Les États-Unis ont-ils notifié le régime de licences allégué de la Turquie, comme cela est prévu au paragraphe 5 de l'article 5 de l'Accord sur les licences d'importation? Dans la négative, pourquoi?

31. Les États-Unis font observer qu'une telle notification constituerait la première utilisation du mécanisme prévu au paragraphe 5. Les États-Unis ont envisagé de faire cette notification au Comité des licences d'importation mais ont conclu que cela n'ajouterait pas à la notification qu'ils avaient déjà communiquée au Comité des licences d'importation relativement au régime de licences d'importation de la Turquie en invoquant les procédures de règlement des différends, y compris en notifiant aux membres du Comité la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis et les allégations concernant le régime appliqué par la Turquie.

32. Les allégations des États-Unis dans le présent différend incluent le fait que la Turquie applique un régime de licences d'importation discrétionnaires qui est contraire à plusieurs dispositions de l'OMC, y compris les paragraphes 1:4 a) et b), 1:6, 3:5 a), e), f) et h), 5:1, 5:2 a), b), c), d), e), g) et h), 5:3 et 5:4 de l'Accord sur les licences d'importation. La question de l'existence et de la nature du régime de licences d'importation appliqué par la Turquie sera résolue par les décisions et recommandations de l'ORD concernant les questions en jeu dans ce différend.

Question n° 140

(États-Unis) Au paragraphe 26 de leur première communication écrite, les États-Unis allèguent que le 30 décembre 2004, la Direction générale du MARA aurait envoyé une lettre dite d'acceptation qui recommandait de ""retarder" encore une fois le début de la délivrance des certificats de contrôle jusqu'au 1er août 2005". Comment cette déclaration peut-elle être conciliée avec les chiffres figurant dans la pièce Annex TR-33 qui montrent que des certificats de contrôle pour les importations de riz des États-Unis auraient été accordés en avril et en mai 2005 et que des importations hors contingent ont eu lieu pendant ces deux mois?

33. Sans pouvoir examiner les certificats de contrôle effectifs, les États-Unis ne peuvent pas examiner l'authenticité de ces allégations et les circonstances entourant la délivrance alléguée des certificats. Même à supposer que les chiffres de la Turquie soient exacts, il s'agissait tout au plus d'un assouplissement temporaire de la prohibition légale visant les importations en provenance des États-Unis. À cet égard, les États-Unis notent que, dans la mesure où des certificats ont effectivement été accordés, cela aurait suivi de près leurs déclarations formulées à la réunion du 16 mars 2005 du Comité sur l'agriculture de l'OMC, dans laquelle ils faisaient observer que le régime de licences d'importation pour le riz de la Turquie paraissait être incompatible avec plusieurs dispositions des accords visés, y compris l'article III du GATT de 1994, l'Accord sur les MIC et l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.[15]

34. Comme les États-Unis l'ont noté aux paragraphes 47 et 48 de leur communication présentée à titre de réfutation, la pièce Annex TR-33 prétend montrer que, durant une période de six semaines au cours d'avril/mai 2005, d'après les allégations, le MARA a délivré des certificats de contrôle pour importer du riz paddy originaire des États-Unis au taux NPF. Toutefois, ces données indiquent aussi qu'avant le 16 mars 2005, le MARA n'avait pas délivré de certificats de contrôle pour les importations de riz paddy originaire des États-Unis au taux NPF durant la deuxième ouverture du contingent tarifaire. Et il convient de noter que pendant cette période de six semaines, le riz blanchi égyptien a continué d'être importé dans le cadre du contingent tarifaire – autrement dit, tout assouplissement de la prohibition juridique ne semblait s'appliquer qu'aux importations de riz des États-Unis.

35. De surcroît, d'après les chiffres de la Turquie, après le 12 mai, le statu quo a repris et les certificats de contrôle ont presque tous été accordés pour les importations de riz originaire des États-Unis effectuées au taux contingentaire. Ainsi les chiffres de la Turquie indiquent-ils tout au plus que les certificats de mars/avril ont constitué une anomalie qui a fait suite aux déclarations formulées par les États-Unis à l'OMC. Les importateurs ont introduit le riz des États-Unis presque exclusivement dans le cadre du contingent tarifaire pendant deux ans et demi, à l'exception d'une période de six semaines où chaque certificat de contrôle pour le riz des États-Unis aurait été délivré pour des importations hors contingent.

36. Les États-Unis notent que même s'ils pouvaient confirmer que ces certificats de contrôle ont été accordés, ils ont fourni un très grand nombre d'éléments de preuve sous la forme de lettres d'acceptation, de lettres de rejet adressées aux importateurs, de documents des tribunaux, de déclarations des fonctionnaires turcs et d'articles de presse montrant que la Turquie restreint l'importation du riz, en violation de l'article XI:1 du GATT de 1994. En outre, comme cela est indiqué aux paragraphes 60 à 62 de la communication présentée à titre de réfutation par les États-Unis, l'Organe d'appel et un groupe spécial du GATT ont jugé que des mesures impératives qui n'étaient pas du tout appliquées étaient, néanmoins, incompatibles avec les règles du GATT/de l'OMC. Ici, tous les éléments de preuve et les données laissent penser que la prohibition légale visant l'octroi de certificats de contrôle au taux NPF a été systématiquement appliquée pendant deux ans et demi, à l'exception possible d'une période de six semaines. Par conséquent, le Groupe spécial devrait encore constater que les restrictions appliquées par la Turquie au commerce NPF du riz sont incompatibles avec l'article XI:1.

Question n° 143

(Aux deux parties) Les lettres dites "d'acceptation" ont-elles été envoyées avant celles qui ont été identifiées par les États-Unis dans leurs communications? Dans l'affirmative, pouvez-vous fournir des éléments de preuve concernant l'existence de ces lettres d'acceptation antérieures?

[15] G/AG/R/42, 25 mai 2005, paragraphe 21.

37. Les États-Unis ne possèdent aucune lettre d'acceptation qui ait été envoyée avant le 10 septembre 2003. La branche de production des États-Unis s'inquiétait auprès du gouvernement des États-Unis depuis 2001 de ce que la Turquie imposait une interdiction saisonnière sur les importations de riz pendant la récolte de riz turc, de sorte qu'il est tout à fait possible que le Ministre de l'agriculture de la Turquie ait envoyé de telles lettres.

Question n° 145

(Aux deux parties) Dans leur déclaration pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial (paragraphe 12), les États-Unis ont fait valoir que les tribunaux turcs avaient attribué un effet juridique aux lettres dites "d'acceptation" et s'étaient prononcés en faveur de l'application de ces lettres par le MARA. En réponse, dans sa déclaration finale pendant la même réunion (paragraphe 9), la Turquie a fait valoir que, dans un cas spécifique cité, un "tribunal de première instance sembl[ait] avoir donné effet à un acte *ultra vires* [du Ministre de l'agriculture et des affaires rurales]". Quelle devrait être la valeur appropriée accordée par le Groupe spécial, s'il y a lieu, aux interprétations de la législation nationale élaborée par les tribunaux nationaux? Quelle devrait être la valeur appropriée accordée par le Groupe spécial, s'il y a lieu, aux interprétations de la législation nationale avancées par l'administration d'un Membre devant un tribunal national? L'administration turque a-t-elle fait appel de l'interprétation, erronée d'après les allégations, de la législation nationale turque élaborée par le tribunal national? Le Groupe spécial devrait-il accorder aux interprétations de la législation nationale élaborées par les tribunaux une valeur différente si elles émanent de juridictions supérieures?

38. Les États-Unis notent qu'indépendamment du statut juridique précis des lettres d'acceptation dans la législation nationale de la Turquie, l'envoie de ces lettres par la Turquie restreint le commerce, ce qui est contraire à l'article XI:1. Néanmoins, les éléments de preuve étayent la conclusion selon laquelle ces documents ne sont pas, comme la Turquie l'affirme ici, des actes *ultra vires* et le Groupe spécial n'a pas besoin d'accepter l'affirmation formulée par la Turquie.

39. La position initiale de la Turquie en l'espèce était que les lettres d'acceptation étaient des documents internes/confidentiels et non exécutoires. Ces affirmations, même si elles étaient vraies, n'auraient pas changé le fait que la Turquie avait une mesure en vigueur, aux fins de l'OMC, qui prohibait ou restreignait les importations de riz au taux NPF. En tout état de cause, les États-Unis ont montré que ces affirmations étaient incorrectes sur le plan factuel. Ils ont fourni des éléments de preuve documentaire démontrant que les lettres n'étaient pas, en fait, des documents internes/confidentiels, sous la forme de documents judiciaires montrant que le gouvernement turc s'était appuyé sur les lettres devant les tribunaux nationaux pour défendre le fait qu'il n'avait pas délivré de certificats de contrôle. Les États-Unis ont fourni également des éléments de preuve documentaire indiquant que les lettres sont appliquées, sous la forme de décisions judiciaires dans lesquelles les tribunaux turcs souscrivent à la position du gouvernement, ainsi que les données relatives aux importations et les lettres de rejet adressées aux importateurs. Les propres données de la Turquie relatives aux certificats de contrôle corroborent l'affirmation des États-Unis selon laquelle la Turquie a restreint le commerce du riz au taux NPF.

40. La nouvelle affirmation de la Turquie est que deux Ministres turcs de l'agriculture au moins ont agi *ultra vires* en envoyant des lettres d'acceptation. D'une manière générale, lorsqu'ils examinent une mesure d'un Membre, les groupes spéciaux de l'OMC ne sont pas liés par la qualification de la mesure retenue par le Membre. Comme l'a noté le Groupe spécial dans le différend *Loi de 1916*:

> [N]ous interprétons le terme "examen", tel que l'emploie l'Organe d'appel[16], dans ce sens que les groupes spéciaux n'ont pas nécessairement à accepter au pied de la lettre la qualification que le défendeur retient pour caractériser sa loi. Un groupe spécial pourra analyser l'application de la législation nationale et déterminer si le fonctionnement de la loi, tel que l'expose le défendeur, cadre avec la structure du système juridique de ce Membre. De la sorte, il sera en mesure de déterminer si cette loi, telle qu'elle est appliquée, est ou non en conformité avec les obligations du Membre considéré dans le cadre de l'Accord sur l'OMC.[17]

41. Dans le cas présent, la suggestion de la Turquie selon laquelle les lettres d'acceptation sont *ultra vires* est fortement contredite par d'autres éléments de preuve. Non seulement les avis des tribunaux mais la somme impressionnante des éléments de preuve présentés étayent la conclusion selon laquelle les lettres sont juridiquement contraignantes. Le Ministre de l'agriculture est le chef du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA). Les communiqués montrent bien que le système des certificats de contrôle est administré par le MARA. La demande de certificat de contrôle figure dans une annexe jointe à chaque communiqué. La détermination du point de savoir si un certificat de contrôle doit être accordé est entre les mains du MARA, comme le prévoit l'article 2 des communiqués. De plus, au titre de l'article 2, le fait que le MARA fasse droit à une demande de certificat de contrôle est subordonné à la présentation par l'importateur de certains documents que le MARA aura pu demander suivant le produit. Il ressort donc clairement des règlements que le MARA a le pouvoir de refuser de délivrer les certificats de contrôle si certains documents non spécifiés n'ont pas été fournis. En fait, la Turquie refuse des certificats de contrôle aux importateurs qui ne présentent pas, sous la forme d'une preuve des achats sur le marché intérieur et d'un permis d'importation du FTU, une documentation démontrant qu'il est satisfait à la prescription imposant d'acheter du riz paddy national. Par conséquent, le Ministre turc de l'agriculture est non seulement le chef de l'organisme qui délivre (ou ne délivre pas) les certificats de contrôle, mais les règlements qu'il administre confèrent un large pouvoir pour refuser les certificats de contrôle si certains documents non spécifiés relatifs à des produits spécifiques ne sont pas fournis.

42. L'argument "*ultra vires*" de la Turquie ne cadre pas non plus avec ses déclarations devant les tribunaux nationaux ni avec les conclusions prononcées par ces tribunaux. La Turquie a demandé, ou continue de demander, dans le cadre de 14 procédures judiciaires nationales[18], que les tribunaux *fassent appliquer* les lettres d'acceptation. Elle continue de faire valoir devant les tribunaux nationaux

---

[16] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998, paragraphe 67. Dans ce différend, l'Organe d'appel a noté que les États-Unis avaient allégué que les "instructions administratives" de l'Inde relatives aux demandes présentées suivant le système de la boîte aux lettres ne l'emporteraient pas en droit sur l'application de certaines dispositions impératives de la Loi de l'Inde sur les brevets, mais que l'Inde n'acceptait pas la qualification de sa mesure par les États-Unis. L'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause était contraire aux règles de l'OMC, en relevant la déclaration du Groupe spécial indiquant qu'il avait des "doutes raisonnables" en ce qui concerne les affirmations de l'Inde sur la façon dont les tribunaux indiens concilieraient les instructions administratives avec les dispositions applicables de la Loi sur les brevets. *Id.*, paragraphes 74 et 75. L'Organe d'appel a noté en outre que le Groupe spécial avait le pouvoir d'examiner la législation indienne pour déterminer si elle était conforme aux dispositions de l'*Accord sur les ADPIC*:

> Dire que le Groupe spécial aurait dû agir autrement reviendrait à dire que seule l'Inde peut déterminer si sa législation est compatible avec ses obligations au titre de l'*Accord sur l'OMC*. Or, il est évident qu'il ne peut pas en être ainsi.

Id., paragraphe 66.

[17] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi antidumping de 1916,* WT/DS136/R, adopté le 26 septembre 2000, paragraphe 6.51.

[18] *Voir* les réponses de la Turquie aux questions, réponse à la question n° 53 e).

que les lettres sont *valables* et qu'elle ne peut pas accorder de certificats de contrôle. Cinq tribunaux turcs au moins ont confirmé la position du gouvernement à ce jour.[19] Quoi que puisse dire ou ne pas dire une juridiction d'appel sur cette question, il n'y a tout simplement pas d'éléments de preuve pour l'instant qui étayeraient l'affirmation de la Turquie dans cette procédure, selon laquelle l'envoi des lettres d'acceptation était *ultra vires* dans le cadre de la législation nationale turque. Là encore, toutefois, quel que soit leur statut, les lettres restreignent effectivement le commerce, et la Turquie contrevient donc à l'article XI:1.

43. Pour résoudre ce différend, il n'est donc pas nécessaire de répondre en règle générale sur la valeur probante précise qu'il convient d'accorder aux avis des tribunaux, qui varieront d'un Membre à l'autre. De fait, en raison des différences dans les systèmes juridiques nationaux des différents Membres, il est peu probable qu'il existe un ensemble unique de réponses aux questions du Groupe spécial qui serait applicable à tous les Membres.

44. Les groupes spéciaux de l'OMC peuvent examiner les procédures judiciaires nationales, y compris les arguments avancés par un Membre dans le cadre de ces procédures et les décisions prononcées par les tribunaux nationaux, comme éléments de preuve factuels pertinents lorsqu'ils évaluent ce qu'une mesure soumise au règlement des différends de l'OMC fait effectivement et comment elle fonctionne dans la pratique. En l'espèce, le Groupe spécial devrait examiner la position soutenue par gouvernement turc devant les tribunaux nationaux au sujet de la signification des lettres d'acceptation et de la force et l'effet que les tribunaux turcs jugent qu'elles ont au regard de la législation nationale, comme éléments de preuve factuels pertinents lorsqu'il évaluera si la Turquie prohibe ou restreint les importations de riz au moyen d'un régime de licences d'importation discrétionnaires.[20] Les États-Unis pensent que les éléments de preuve présentés sur ce point sont déterminants.

Question n° 150

(Aux deux parties) Au paragraphe 37 de leur réponse à la question n° 18 c) posée par le Groupe spécial, les États-Unis affirment qu'ils "ont été informés par les entreprises du secteur que le MARA informait oralement les importateurs que les droits NPF seraient désormais calculés sur la base de prix de référence fixés par les pouvoirs publics pour le riz paddy, le riz brun et le riz blanchi, respectivement, et non d'après la valeur douanière réelle de la marchandise". Les États-Unis pourraient-ils fournir d'autres renseignements et éléments de preuve à l'appui de cette affirmation?

45. Le régime de contingent tarifaire "est venu à expiration" le 31 juillet 2006. Dès le lendemain, le FTU adressait aux douanes turques une lettre signalant que le FTU et le MARA étaient parvenus à un "accord mutuel" sur le système de certificats de contrôle de la Turquie. Spécifiquement, à compter du 1er août 2006, les droits ne seraient plus calculés sur la valeur effective du riz importé mais sur certains prix de référence: 340 dollars EU prix c.a.f. par tonne métrique pour le riz paddy importé, 425 dollars EU prix c.a.f. par tonne métrique pour le riz brun, et 570 dollars EU prix c.a.f. par tonne métrique pour le riz paddy. Le 10 août 2006, la Direction générale des douanes de la Turquie a donné l'ordre à tous les bureaux des douanes turcs de prendre en compte les prix de référence susmentionnés

[19] *Voir* les réponses de la Turquie aux questions, réponse à la question n° 53 e).

[20] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/R, adopté le 8 janvier 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS212/AB/R, paragraphes 7.124 à 7.128 (notant que les éléments de preuve factuels pertinents qu'un Groupe spécial doit examiner lorsqu'il analyse le point de savoir si un Membre s'est conformé aux règles de l'OMC inclut les décisions des tribunaux nationaux, les déclarations des autorités gouvernementales et l'application de la mesure sur le plan interne, et que de tels éléments de preuve doivent être examinés conjointement lorsque l'on évalue si la mesure constitue une violation).

lorsqu'ils détermineraient le prix pour calculer les niveaux de droits.[21] À la connaissance des États-Unis, ni l'un ni l'autre document n'a jamais été publié.

46. Dans l'ordonnance du 10 août 2006, la Direction générale des douanes signalait qu'en vertu de l'accord conclu entre le MARA et le FTU, le calcul du droit applicable conformément au calcul du prix de référence devenait un élément des certificats de contrôle pour le riz:

> ... un accord mutuel est conclu pour l'*application d'un prix de référence dans les documents de contrôle établis en ce qui concerne les exportations de riz et de riz paddy conformément au Communiqué n° 2006/05 sur la normalisation dans le commerce extérieur*.
>
> [Les prix de référence indiqués plus haut] seront considérés comme les prix de référence dans le cas où un document de contrôle sera établi et ce fait sera communiqué au Ministère de l'agriculture et des affaires rurales.
>
> En conséquence, *puisque les valeurs susmentionnées seront prises comme référence dans l'établissement des documents de contrôle pour les produits visés* à compter de la date du 01.08.2006, ce fait doit être pris en compte lorsque l'on détermine le prix.[22] (pas d'italique dans l'original)

47. Le 19 octobre 2006, la Direction générale des douanes de la Turquie a adressé une autre lettre non publiée aux bureaux des douanes.[23] Ce deuxième document se réfère à la lettre du 10 août 2006 qui prenait acte du mémorandum d'accord conclu entre le MARA et le FTU au sujet des nouveaux prix de référence mis en application conformément au Communiqué de 2006. En bref, le document dit que le système des prix de référence n'a pas été appliqué correctement – certaines sociétés importaient du riz à une valeur unitaire inférieure aux prix de référence applicables – et souligne qu'il est nécessaire que les fonctionnaires des douanes appliquent les prix de référence. Il laisse entendre que les fonctionnaires des douanes n'examinaient de manière adéquate les valeurs spécifiées dans les factures jointes aux certificats de contrôle lorsqu'ils déterminaient la base sur laquelle les droits de douane seraient perçus. Le document conclut ce qui suit:

> il est extrêmement important de prendre pour base les factures qui sont jointes aux licences d'importation délivrées par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales, et qui sont déclarées par les sociétés, lorsque l'on détermine la valeur qui constituera la base du droit de douane pour importer les produits visés.
>
> À cet égard, il est **absolument nécessaire** que les valeurs indiquées sur les factures jointes aux licences d'importation soient prises en considération dans les procédures douanières applicables à l'importation des marchandises visées et que, pendant la phase d'approbation, la déclaration soit vérifiée d'après les factures jointes aux licences d'importation en vue d'éventuelles incohérences (caractère gras souligné dans l'original).

48. Un importateur turc, Mehmetoglu, a tenté d'échapper au prix de référence relatif aux importations de riz blanchi en important 42 000 tonnes métriques de riz blanchi provenant d'Égypte au prix de 305 dollars par tonne, alors même que la société avait l'obligation dans le cadre du régime des prix de référence de payer des droits à hauteur de 570 dollars par tonne. La société a payé apparemment le droit à hauteur de 305 dollars par tonne et a présenté aux douanes turques une lettre de crédit de sa banque pour couvrir la différence. D'après un article paru le 5 décembre 2006

[21] Les États-Unis ont communiqué ce document dans la pièce US-68.
[22] Pièce US-68.
[23] *Voir* la pièce US-76.

dans *Referans*, Mehmetoglu a fait connaître son intention de contester toute affirmation voulant qu'il doive payer la différence, au motif que le mécanisme de prix de référence était illégal. L'action de Mehmetoglu a apparemment fait l'objet d'un débat au Parlement et Turan Comez, un député parlementaire de Balikesir, a présenté au Ministre M. Tuzmen une question lui demandant d'ouvrir une enquête sur cette transaction spécifique de Mehmetoglu, dont il alléguait que celui-ci avait tiré un produit illicite de 5 millions de dollars.[24]

49. Le 15 décembre 2006, peut-être en réponse à la polémique engendrée par "l'affaire Mehmetoglu", le Ministre de l'agriculture de la Turquie, Mehdi Eker, a fourni une explication publique, par l'intermédiaire des services de presse et des relations publiques, au sujet du régime d'importation du riz appliqué par la Turquie. Dans cette explication, le Ministre M. Eker notait que le FTU avait lancé le système des prix de référence pour répondre à la présente procédure de groupe spécial de l'OMC et pour protéger les producteurs nationaux de riz. Il notait en outre que toute rumeur voulant que le système des prix de référence ait été suspendu était fausse et que, à partir du 15 décembre 2006:

> [le] Ministère n'avait pas délivré une *licence d'importation* (document de contrôle) qui soit en deçà des prix de référence ...[25]

Le Ministre M. Eker concluait en disant que les douanes turques avaient ouvert une enquête concernant Mehmetoglu en réponse à la demande soulevée par M. Comez.

50. La déclaration du 15 décembre du Ministre de l'agriculture de la Turquie est notable pour au moins deux raisons. Premièrement, le Ministre a *admis* que le certificat de contrôle était une licence d'importation. Cette acceptation fournit un autre élément de preuve indiquant que le certificat de contrôle est une licence d'importation aux fins de l'article XI:1 du GATT de 1994 et que le système de certificats de contrôle de la Turquie, tel qu'il est exposé dans les communiqués et les lettres d'acceptation, constitue une "licence d'importation" au sens de l'Accord sur les licences d'importation.[26]

51. Deuxièmement, le Ministre a bien fait comprendre que les prix de référence n'étaient pas simplement pris en considération lorsque l'on délivrait un certificat de contrôle et déterminait sur quelle valeur le droit de douane était perçu. De fait, les prix de référence, et non pas la valeur effective des marchandises, sont les valeurs sur lesquelles le droit de douane est perçu. De plus, si un importateur tente d'échapper au prix de référence, il risque de faire l'objet d'une enquête. Autrement dit, la Turquie a mis en place des prix minimaux à l'importation pour le riz, et ces prix sont appliqués. Les prix minimaux à l'importation appliqués à l'importation des produits agricoles sont énumérés spécifiquement comme étant prohibés dans la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

52. Aux fins du présent différend, l'établissement par la Turquie de prix minimaux à l'importation pour le riz fournit un autre élément de preuve indiquant que la Turquie restreint le commerce du riz et applique un régime de licences d'importation discrétionnaires. Un examen conjoint de la documentation douanière officielle, des déclarations du 15 décembre du Ministre M. Eker et de l'article du journal *Hurriyet* révèle que le MARA n'accordera pas de certificat de contrôle pour l'importation de riz, à moins que l'importateur n'accepte de payer un droit basé sur le prix de référence

[24] *Voir* la pièce US-75.

[25] *Voir* la pièce US-77 (pas d'italique dans l'original).

[26] Les États-Unis notent en outre que la déclaration du Ministre M. Eker reconnaît que le contingent tarifaire a entraîné une hausse de 87 pour cent de la production nationale de riz depuis 2002 et que, par suite, le riz national a augmenté de 40 à 66 pour cent en pourcentage de la consommation intérieure totale. La déclaration montre clairement que l'instauration par la Turquie du système d'importation pour le riz, y compris le contingent tarifaire assorti de l'obligation d'achats sur le marché intérieur, avait pour but de protéger les producteurs nationaux et d'augmenter les investissements dans le secteur rizicole turc.

applicable, et non pas sur la valeur effective du riz importé. Au lieu d'accorder automatiquement les licences d'importation, la Turquie utilise un pouvoir discrétionnaire pour décider de les accorder ou non. Si l'importateur accepte le prix de référence, la Turquie peut décider d'accorder la licence; s'il n'accepte pas le prix de référence, elle ne délivrera pas la licence. Par conséquent, le régime de licences d'importation de la Turquie prohibe ou restreint le commerce, ce qui est contraire à l'article XI:1 du GATT de 1994 et constitue un régime de licences d'importation discrétionnaires au sens de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

Question n° 152

(États-Unis) Dans leur déclaration pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial (paragraphe 21), les États-Unis ont fait valoir qu'il serait nécessaire que le Groupe spécial fasse une constatation et formule une recommandation concernant ce qu'il est convenu d'appeler la "prescription relative aux achats sur le marché intérieur", afin de résoudre le différend entre les parties.

a) Les États-Unis pourraient-ils expliquer pourquoi il en irait ainsi, à leur avis?

53. La Turquie fait valoir que le Groupe spécial devrait s'abstenir de faire une constatation ou de formuler une recommandation concernant la prescription relative aux achats sur le marché intérieur parce que, selon les allégations, celle-ci a cessé d'exister. Toutefois, comme les États-Unis l'ont fait remarquer, en vertu de son mandat et de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, le Groupe spécial est chargé de faire des constatations et de formuler des recommandations concernant les mesures identifiées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, y compris la prescription relative aux achats sur le marché intérieur. Dans la mesure où la prescription relative aux achats sur le marché intérieur existait au moment où le présent groupe spécial a été établi, elle relève de son mandat, et le Groupe spécial est chargé d'examiner cette mesure telle qu'elle existait à la date de l'établissement.[27] Le régime de contingent tarifaire existait le 17 mars 2006, date à laquelle ce groupe spécial a été établi par l'ORD.

54. En outre, les États-Unis estiment que des constatations et une recommandation concernant la prescription relative aux achats sur le marché intérieur sont nécessaires pour résoudre le différend. Premièrement, les États-Unis pensent que, contrairement à ce que la Turquie assure, le régime de contingent tarifaire existe toujours. La Turquie a précédemment rouvert le contingent tarifaire à deux reprises après avoir allégué qu'il était venu à expiration. Dans l'un de ces cas, elle a fait savoir au Comité sur l'agriculture de l'OMC que le contingent tarifaire était venu à expiration et ne serait pas imposé à nouveau. Or, par la suite elle l'a rouvert, assorti de l'obligation d'achats sur le marché intérieur. Le fait qu'elle ferme périodiquement le contingent tarifaire ne change pas le fait que le régime continue d'exister. La Turquie n'a ni abrogé la législation constituant le fondement juridique en droit turc pour imposer un contingent tarifaire assorti d'une prescription en matière d'absorption, ni modifié ces dispositions réglementaires pour faire en sorte que le FTU ne puisse pas rouvrir le contingent tarifaire pour le riz. Du fait qu'elle continue de faire valoir que son mécanisme de contingent tarifaire est avantageux en cela que, d'après les allégations, il apporte la stabilité au marché pour ce qui est du prix et de l'offre et qu'il est avantageux pour les importations, il est probable que la Turquie rouvrira le contingent tarifaire lorsqu'elle jugera approprié de le faire.

55. Deuxièmement, si le Groupe spécial devait ne *pas* faire de constatations et formuler une recommandation concernant la prescription relative aux achats sur le marché intérieur**,** et si la Turquie devait rouvrir le contingent tarifaire et imposer une prescription relative aux achats sur le marché intérieur, la Turquie pourrait faire valoir devant un groupe spécial de la mise en conformité de l'OMC que ledit groupe spécial ne serait pas compétent pour faire des constatations au sujet de la mesure

[27] *Voir* les paragraphes 19 à 22 de la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial et les paragraphes 42 à 47 de la déclaration orale des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial.

parce que ce n'était pas une "mesure prise pour se conformer" relevant de l'article 21:5" du Mémorandum d'accord. Si cet argument devait avoir gain de cause, les États-Unis devraient à nouveau demander une procédure de groupe spécial initial, ce qui prolongerait inutilement un différend que le présent groupe spécial est habilité à résoudre et mandaté pour ce faire.

b) Au paragraphe 20 de leur déclaration, les États-Unis ont fait valoir également que leur demande visant à ce que le Groupe spécial fasse des constatations et formule des recommandations concernant le régime de contingent tarifaire serait étayée par l'interprétation figurant dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*. Les États-Unis pourraient-ils développer cette affirmation, en expliquant de quelle manière la décision de l'Organe d'appel dans cette affaire étaye leur demande? Veuillez vous référer aux sections spécifiques du rapport, selon qu'il sera approprié, et à leur pertinence pour l'affaire présente.

56. Les États-Unis ont fait cette déclaration en réponse à la persistance des allégations non étayées de la Turquie voulant que des rapports de groupes spéciaux de l'OMC corroborent son argument selon lequel le présent groupe spécial n'a pas besoin de faire des constatations et de formuler des recommandations en ce qui concerne la prescription relative aux achats sur le marché intérieur. La Turquie a fait valoir continuellement que les groupes spéciaux de l'OMC ne devraient pas faire des constatations sur des mesures qui ont cessé d'exister. Ce qu'elle passe sous silence est le fait que, lorsque l'on détermine si une mesure existe toujours, la date pertinente aux fins du règlement des différends de l'OMC est la date d'établissement du Groupe spécial. Chacun des différends cités par la Turquie respecte la distinction entre les mesures qui existaient à la date d'établissement du Groupe spécial, comme la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, et les mesures qui n'existaient pas à la date d'établissement du Groupe spécial.

57. Le résultat du différend *République dominicaine – Cigarettes* étaye également la position des États-Unis. Dans ce différend, le Groupe spécial a formulé une constatation défavorable en ce qui concerne l'impôt sélectif sur la consommation appliqué par la République dominicaine, qui existait à la date de l'établissement du Groupe spécial mais qui avait été modifié par la suite. Cependant, le Groupe spécial a décidé de ne *pas* adresser une *recommandation* à l'ORD tendant à ce que la République dominicaine rende la mesure conforme aux règles de l'OMC, au motif que la mesure n'était plus en vigueur.[28]

58. L'Organe d'appel a marqué son désaccord avec le Groupe spécial en formulant une recommandation générale visant à ce que la République dominicaine rende ses mesures conformes aux règles de l'OMC. Spécifiquement, au paragraphe 130 de son rapport, l'Organe d'appel indique ce qui suit:

> L'Organe d'appel *recommande* également que l'Organe de règlement des différends demande à la République dominicaine de rendre ses … mesures [autres que la prescription relative à la vignette fiscale], dont il a été constaté dans le rapport du Groupe spécial, modifié par le présent rapport, qu'elles étaient incompatibles avec le GATT de 1994, conformes à ses obligations au titre de cet accord.[29]

[28] Rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur*, WT/DS302/R, adopté le 19 mai 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS302/AB/R, paragraphe 8.3 ("*République dominicaine – Cigarettes*").

[29] Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur*, WT/DS302/AB/R (pas d'italique dans l'original).

La recommandation générale de l'Organe d'appel couvre l'impôt sélectif sur la consommation et les autres mesures dont le Groupe spécial avait constaté qu'elles étaient incompatibles avec les règles de l'OMC.

59. En outre, au paragraphe 129, l'Organe d'appel a recommandé que l'ORD demande à la République dominicaine de rendre la prescription relative à la vignette fiscale, mesure qui existait à la date d'établissement du Groupe spécial, conforme aux règles de l'OMC, même si la République dominicaine avait modifié cette prescription postérieurement à l'établissement du Groupe spécial:

> Compte tenu de ce qui précède, l'Organe d'appel recommande que l'Organe de règlement des différends demande à la République dominicaine de rendre la prescription relative à la vignette fiscale, dont il a été constaté dans le présent rapport et dans le rapport du Groupe spécial, modifié par le présent rapport, qu'elle était incompatible avec le GATT de 1994, conforme à ses obligations au titre de cet accord si, et dans la mesure où, lesdites modifications du régime de la vignette fiscale n'ont pas déjà permis de le faire.[30]

En recommandant que la République dominicaine rende conforme à ses obligations une mesure qui avait déjà été modifiée, l'Organe d'appel a pris acte de la modification sans préjuger du point de savoir si celle-ci lui avait permis de le faire.

60. De la même façon, dans l'affaire *CE – Produits biotechnologiques*, le Groupe spécial a formulé une recommandation concernant une mesure dont les CE affirmaient qu'elle n'existait plus.[31] Bien que la mesure en cause dans ce différend, d'après les allégations, soit venue à expiration avant l'établissement du Groupe spécial, le raisonnement suivi par celui-ci pour déterminer la nécessité de formuler une recommandation est pertinent pour le présent différend. Notant tout d'abord que le but du règlement des différends à l'OMC, conformément à l'article 3:7 du Mémorandum d'accord, était d'"arriver à une solution positive d'un différend"[32], le Groupe spécial a dit ce qui suit:

> Outre que nous avons relevé l'existence persistante d'une opposition aux approbations parmi les États membres, nous rappelons la nature *de facto* informelle du moratoire général sur les approbations, ce qui signifie qu'il peut être réimposé tout aussi bien que supprimé. Dans ces circonstances, nous admettons que, même si le moratoire général a cessé d'exister après août 2003, si nous devions constater que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC en appliquant un moratoire général en août 2003, cela pourrait contribuer à empêcher qu'un moratoire général incompatible avec les règles de l'OMC soit réintroduit et, ainsi, arriver à une solution positive du présent différend.[33]

Dans une note de bas de page relative au paragraphe 7.1311, le Groupe spécial a noté en outre:

> [S]i nous devions ne pas formuler de constatations sur le moratoire général, il y aurait effectivement une possibilité de le mettre à l'abri d'un examen par un groupe spécial

---

[30] Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur*, WT/DS302/AB/R (pas d'italique dans l'original).

[31] Rapports du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, WT/DS291, 292, 293/R, paragraphe 8.16 ("*CE – Produits biotechnologiques*").

[32] Rapports du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, WT/DS291, 292, 293/R, paragraphe 7.1309.

[33] Rapports du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, WT/DS291, 292, 293/R, paragraphe 7.1311.

> parce que ce type de mesure *de facto* pourrait être supprimé peu avant ou pendant la procédure de groupe spécial et rapidement réimposé ensuite.

61. Le Groupe spécial a finalement recommandé que l'ORD demande aux CE de rendre leur mesure conforme à leurs obligations au titre de l'OMC "si, et dans la mesure où, cette mesure n'[avait] pas déjà cessé d'exister".[34]

62. La prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur existait à la date d'établissement du Groupe spécial, et le présent groupe spécial est chargé de faire des constatations et de formuler des recommandations à l'ORD au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord et de son mandat, afin d'"arriver à une solution positive d'un différend" conformément à l'article 3:7 du Mémorandum d'accord. La simple assurance donnée par la Turquie qu'elle n'a pas intention de rouvrir le contingent tarifaire assorti de l'obligation d'achats sur le marché intérieur ne fournit pas au Groupe spécial des motifs juridiques pour faire abstraction de son mandat et du texte du Mémorandum d'accord, et les indications données par des groupes spéciaux antérieurs corroborent cette conclusion.[35]

---

[34] Rapports du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, WT/DS291, 292, 293/R, paragraphe 8.16.

Dans son raisonnement, le Groupe spécial a cité le rapport du Groupe spécial *Canada – Blé* comme exemple de cas dans lequel un groupe spécial n'avait pas formulé de recommandation au sujet d'une mesure modifiée après l'établissement du groupe spécial. Ce rapport, qui examinait une mesure *modifiée* pendant la procédure du Groupe spécial, n'est pas applicable au présent différend dans lequel le Groupe spécial examine une mesure dont une partie fait valoir qu'elle a *cessé d'exister* pendant la procédure. Néanmoins, le Groupe spécial *Canada – Blé* a relevé qu'au cours de la procédure, le Canada avait reconnu que la mesure modifiée concernant laquelle le Groupe spécial avait formulé sa recommandation avait le "même" "effet fondamental" que la mesure qui existait à la date à laquelle le Groupe spécial avait été établi. (Et les États-Unis ont souscrit à cette affirmation, comme c'était indiqué dans leur réponse à la question n° 67 du Groupe spécial dans l'affaire en question.) Rapport du Groupe spécial *Canada - Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*, WT/DS276/R, adopté le 27 septembre 2004, paragraphe 7.3 (*Canada – Blé*). Que le libellé du Mémorandum d'accord exige des groupes spéciaux qu'ils formulent une recommandation est destiné à garantir qu'une mesure incompatible avec les règles de l'OMC ne pourra pas être réimposée ultérieurement par le défendeur. Du fait que la mesure modifiée du Canada était fondamentalement la même que la mesure initiale, une recommandation du Groupe spécial visant à ce que le Canada rende sa mesure conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC aurait également empêché le Canada de réimposer la mesure initiale.

[35] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile,* WT/DS54/R, WT/DS55/R, WT/DS59/R, WT/DS64/R, adopté le 23 juillet 1998, paragraphe 14.9. Le Groupe spécial a décidé de faire une constatation concernant une mesure que l'Indonésie jugeait "caduque" puisque d'après les allégations, elle avait pris fin après l'établissement du Groupe spécial:

> En tout état de cause, compte tenu de notre mandat et du fait que le retrait d'une mesure incriminée pourrait avoir un rapport avec l'état d'avancement du processus de règlement du différend, nous jugeons approprié de formuler des constatations au sujet du Programme concernant la voiture nationale. À cet égard, nous notons que, dans des affaires antérieures examinées dans le cadre du GATT/de l'OMC, où une mesure visée dans le mandat avait été supprimée ou modifiée après le commencement de la procédure, les groupes spéciaux ont tout de même formulé des observations au sujet de la mesure en question. Nous allons donc examiner toutes les allégations des plaignants.

Note de bas de page omise. L'un des rapports de groupes spéciaux cités dans la note était le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/R, adopté le 23 mai 1997 (dans lequel le Groupe spécial avait fait une constatation au sujet d'une mesure que les États-Unis avaient retirée pendant la procédure).

Questions de la Turquie

Question TR-1

Les États-Unis pourraient-ils préciser quelle disposition spécifique de la législation turque relative aux certificats de contrôle (c'est-à-dire les Communiqués sur la normalisation dans le commerce extérieur n° 2005/5, 2006/5 et 2007/21) définit, *de jure*, un certificat de contrôle comme étant une licence d'importation?

63. Les États-Unis n'ont trouvé aucune disposition dans les communiqués qui dise "le certificat de contrôle est une licence d'importation". Toutefois, cela n'est pas pertinent aux fins de l'analyse prévue à l'article XI:1. L' article XI:1 dispose ce qui suit:

> Aucune partie contractante n'instituera ou ne maintiendra à l'importation d'un produit originaire du territoire d'une autre partie contractante … de prohibitions ou de restrictions autres que des droits de douane, taxes ou autres impositions, que l'application en soit faite au moyen de contingents, de licences d'importation ou d'exportation ou de tout autre procédé.

64. Conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public énoncées à l'article 31 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités,* le texte de l'article XI:1 du GATT de 1994 doit être interprété "de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but". Le sens ordinaire des termes "licence d'importation" est une permission formelle accordée par une autorité d'importer des marchandises provenant d'un autre pays. Par conséquent, le point de départ pertinent aux fins de l'article XI:1 est la question de savoir si le certificat de contrôle constitue une permission formelle accordée par le gouvernement turc d'importer du riz en provenance d'un autre pays. Les États-Unis ont montré *prima facie* que le certificat de contrôle équivalait effectivement à une telle permission et était donc une licence d'importation aux fins de l'article XI:1. Les États-Unis ont également réfuté l'argument de la Turquie selon lequel le certificat de contrôle était requis soit aux fins douanières soit aux fins sanitaires et phytosanitaires.[36]

65. La Turquie n'a identifié aucune disposition dans l'article XI:1 ou ailleurs dans l'Accord indiquant qu'un Membre doive qualifier un document de "licence d'importation" pour qu'il en soit un. De fait, la manière dont un Membre qualifie un instrument ne détermine pas le point de savoir si un instrument constitue une permission formelle accordée par une autorité d'importer des marchandises en provenance d'un autre pays ou s'il est par ailleurs une mesure aux fins du règlement des différends de l'OMC.[37] La note de bas de page 1 relative à l'article premier de l'Accord sur les licences d'importation, qui constitue un contexte pertinent pour l'interprétation de l'expression "licence d'importation" figurant à l'article XI:1 du GATT de 1994, indique clairement qu'indépendamment de la manière dont un Membre qualifie ou désigne des procédures administratives particulières, de telles procédures sont toujours considérées comme des "licences d'importation" si elles satisfont aux critères énoncés à l'article premier.

66. En l'espèce, toutefois, les États-Unis pensent que la qualification du certificat de contrôle retenue par la Turquie *est* pertinente pour la détermination du Groupe spécial. Comme les États-Unis l'ont indiqué précédemment dans leur réponse à la question n° 150, le Ministre de l'agriculture de la Turquie, M. Mehmet Eker a dit récemment ce qui suit:

---

[36] Par ailleurs, ni les termes "*de jure*" ni "*de facto*" n'apparaissent où que ce soit dans le texte de l'article XI:1, de sorte que les États-Unis ne sont pas certains du fondement juridique de cette distinction apparemment établie par la Turquie.

[37] *Voir* la réponse des États-Unis à la question n° 145 du Groupe spécial.

> notre Ministère n'a pas délivré une *licence d'importation* (document de contrôle) qui soit en deçà des prix de référence ...[38]

De ce fait, le fonctionnaire turc qui est l'autorité suprême s'agissant des certificats de contrôle a défini le certificat de contrôle comme étant une licence d'importation. Comme les États-Unis l'ont noté dans leur réponse à la question n° 145 du Groupe spécial, des groupes spéciaux antérieurs ont constaté que la qualification des mesures d'un gouvernement retenue par une autorité gouvernementale était un élément de preuve pertinent pour évaluer le sens d'une mesure, et les États-Unis engagent le Groupe spécial à prendre en compte la déclaration du Ministre M. Eker.

Question TR-2

Les États-Unis pourraient-ils préciser quelles dispositions spécifiques de la législation turque confèrent au Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (le MARA) le pouvoir discrétionnaire nécessaire pour refuser d'approuver les demandes des certificats de contrôle qui sont par ailleurs conformes aux prescriptions de la législation?

67. Comme cela est indiqué dans des communications et déclarations précédentes des États-Unis, le paragraphe 2 des communiqués dispose que, pour obtenir un certificat de contrôle du MARA, un importateur doit fournir le formulaire de la demande, une facture et "d'autres documents qui pourront être demandés, suivant le produit, par le Ministère".[39] Cela confère au MARA le pouvoir discrétionnaire nécessaire pour refuser de délivrer les certificats de contrôle pour le riz qui devraient être délivrés automatiquement. Au lieu de cela, le Ministère exige des importateurs qu'ils fournissent la preuve des achats de riz paddy national et un permis d'importation délivré par le FTU (sous réserve de tels achats) avant d'approuver une demande de certificat de contrôle.

68. De plus, au moins deux Ministres de l'agriculture ont envoyé des lettres d'acceptation ordonnant qu'aucun certificat de contrôle ne soit accordé à moins que ces documents n'aient été communiqués. Que ces lettres constituent l'exercice du pouvoir discrétionnaire prévu à l'article 2 ou l'emportent sur l'article 2, elles sont appliquées. Le gouvernement de la Turquie fait valoir devant de multiples tribunaux nationaux que conformément aux lettres, il ne peut pas délivrer de certificats de contrôle, et les tribunaux approuvent sa position. Par conséquent, les lettres d'acceptation sont contraignantes en droit turc ou, à tout le moins, fournissent de solides éléments de preuve indiquant que la Turquie applique un régime de licences d'importation discrétionnaires.

Question TR-3

Qu'est-ce qui amène les États-Unis à faire valoir que les certificats de contrôle approuvés pour le commerce hors contingent en régime ALE devraient être exclus *a priori* de l'application alléguée du "refus généralisé" à toutes les demandes d'approbation pour des importations hors contingent?

69. La Turquie continue de présenter l'allégation des États-Unis de manière erronée. L'allégation des États-Unis est que la Turquie prohibe ou restreint les importations de riz au taux NPF en ne délivrant pas de certificats de contrôle. Depuis 2003, les États-Unis demandent à la Turquie de fournir les copies des certificats de contrôle qu'elle a accordés. À ce jour, la Turquie ne l'a pas fait. Toutefois, elle a précisé récemment qu'elle exigeait effectivement des "certificats de contrôle pour les importations contingentaires" dans le cadre du contingent tarifaire, ainsi que des certificats de contrôle

[38] Pièce US-77 (pas d'italique dans l'original).

[39] *Voir* la pièce Annex TR-1, qui contient le texte du communiqué de 2006. Le paragraphe 2 du communiqué de 2005 contient le même libellé en turc. *Voir* la pièce US-7. Le paragraphe 2 du communiqué de 2004 utilise le membre de phrase "autres documents qui pourront être exigés par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales". *Voir* la pièce US-78.

pour les importations hors contingent à la fois pour le commerce NPF et pour le commerce ALE, ce dernier désignant apparemment le commerce avec les CE, la Macédoine, et d'autres entités/pays avec lesquels elle a négocié des "accords de libre-échange". L'argument des États-Unis selon lequel il existait un refus généralisé d'accorder des certificats de contrôle a été présenté pour étayer l'allégation selon laquelle il y a une prohibition ou une restriction des importations de riz en régime NPF. La question de savoir si des certificats sont requis pour le commerce autre que NPF, hors contingent n'est pas pertinente.

ANNEXE F-2

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LES RÉPONSES DE LA TURQUIE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(20 février 2007)

1. Les États-Unis sont heureux de pouvoir formuler des observations sur les "réponses de la Turquie aux questions posées par le Groupe spécial" qui ont été communiquées par la Turquie le 6 février 2007. Les États-Unis ont examiné les réponses de la Turquie et formuleront des observations sur certaines de ces réponses (voir ci-dessous). En ce qui concerne les réponses sur lesquelles les États-Unis ne formulent pas d'observation, les États-Unis font observer que les arguments de la Turquie sont essentiellement les mêmes que ceux qui ont été présentés dans des communications et déclarations précédentes ou qu'ils sont réfutés ailleurs dans les observations des États-Unis; les États-Unis s'abstiendront donc de répéter leurs arguments.

Question n° 100

(Aux deux parties) Le Groupe spécial a examiné les renseignements communiqués par la Turquie concernant les "valeurs c.a.f. au débarquement mensuelles" dans la pièce TR-28 et a noté une forte hausse des prix du riz paddy en juin 2003, janvier et novembre 2004, février 2005 et mars 2006. De même, il a noté une forte hausse des prix du riz blanchi en septembre 2003, janvier et août 2004 et septembre 2005. Il a également noté une nette baisse du prix du riz blanchi en décembre 2003. Veuillez expliquer pourquoi, à votre avis, ces fortes hausses et cette baisse notable ont eu lieu, en vous référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

2. L'affirmation de la Turquie selon laquelle les tendances des prix constatées par le Groupe spécial peuvent s'expliquer par des ventes de riz paddy à des fins de plantation au cours de certaines périodes n'est pas étayée par les données commerciales turques. Il existe un code à huit chiffres dans le Tarif douanier harmonisé pour le "riz en paille (riz paddy ou brut) destiné à l'ensemencement" (code 1006.1010 du SH). Les États-Unis ont présenté une version plus détaillée des données commerciales turques pour les importations de riz paddy.[1] Cette ventilation plus spécifique de la sous-position pour le riz paddy montre qu'aucune des ventes décrites par la Turquie dans le premier paragraphe de sa réponse n'a effectivement eu lieu.

Question n° 102

(Turquie) Hormis le manque de compétitivité allégué du riz en provenance des États-Unis, quelles autres raisons peuvent expliquer, de l'avis de la Turquie, le fait que, d'après les renseignements fournis par la Turquie dans la pièce TR-25, il semble qu'aucune importation:

a) de riz paddy ou de riz brun n'ait eu lieu pendant le mois d'octobre en 2003, 2004 et 2005? De plus, les données figurant dans la pièce TR-33 donnent à penser qu'aucune importation de riz quel qu'il soit (paddy, brun ou blanchi) n'a eu lieu en février et en mars 2004. En outre, les données figurant dans la pièce TR-33 semblent indiquer qu'il n'y a pas eu d'importations de riz autres que les importations de riz hors contingent en provenance des CE/de l'ex-République yougoslave de Macédoine d'octobre à décembre 2003 et de septembre à octobre 2005;

[1] *Voir* la pièce US-82.

b) de riz blanchi en provenance des États-Unis n'ait eu lieu au cours des périodes suivantes: i) janvier à mai 2004; ii) juillet 2004; iii) septembre à novembre 2004; iv) juillet à décembre 2005; et v) à partir de janvier 2006?

c) de riz paddy en provenance des États-Unis n'ait eu lieu au cours des périodes suivantes: i) octobre à décembre 2003; ii) février à mai 2004; et iii) septembre à novembre 2005?

3. La Turquie a maintenu une interdiction juridique d'accorder des certificats de contrôle pour le commerce NPF à partir de septembre 2003 jusqu'à la date de l'établissement du Groupe spécial et au-delà. La Turquie a établi des prix minimaux à l'importation pour le riz le 1er août 2006 – le jour après celui où le contingent tarifaire est venu à expiration, d'après les allégations – et les données turques relatives aux importations pour la période allant de septembre à décembre 2006 montrent que les importations de riz ont pris fin.[2] Comme les États-Unis l'ont déjà fait valoir, l'application par la Turquie d'un régime de licences d'importation discrétionnaires, y compris le contingent tarifaire nécessitant des achats sur le marché intérieur, est la raison la plus convaincante pour laquelle les importations de riz ont complètement cessé pendant certaines périodes.

4. Plusieurs explications fournies par la Turquie ne sont pas étayées par les éléments de preuve versés au dossier. La Turquie fait valoir qu'il y a eu une augmentation des stocks de riz au début de 2004; or, les données versées au dossier indiquent exactement le contraire, les stocks turcs de riz ayant baissé, tombant de 260 000 tonnes métriques le 1er septembre 2003[3] à 135 000 tonnes métriques le 1er septembre 2004.[4] La Turquie soutient qu'il y a eu une forte augmentation des prix mondiaux du riz en 2004 mais cela n'expliquerait pas la baisse des importations qui a commencé en *septembre 2003*. S'agissant des prix en 2004, on ne peut mesurer l'incidence sur le marché turc d'une augmentation des cours mondiaux du riz sans connaître les prix nationaux du riz en Turquie au cours de la période en question. La pièce TR-29 montre que les prix d'achat du TMO ont beaucoup augmenté en 2004 par rapport à ceux de l'année précédente et la pièce US-54 démontre que les prix de gros turcs ont augmenté tout au long de la période allant de 2003 à 2006. La Turquie a contesté les données figurant dans la pièce US-54 mais n'a pas expliqué clairement pourquoi ces données sont inexactes. Le Groupe spécial a demandé à la Turquie de fournir des données sur les prix nationaux du riz en Turquie mais jusqu'à maintenant la Turquie, qui est la mieux placée pour fournir ces données, ne l'a pas fait. Le Groupe spécial devrait tirer les conclusions qui s'imposent du fait que la Turquie n'a pas fourni ces données.

5. La Turquie fait également valoir que les décisions en matière d'importation ont toujours été prises exclusivement sur la base de considérations économiques. Or, il ressort d'un examen des données que les États-Unis ont exporté de grandes quantités de riz partout dans le monde depuis septembre 2003 et qu'ils ont pourtant été incapables d'exporter en Turquie pendant certaines périodes, ce qui semble indiquer que les tendances des importations étaient déterminées par des considérations autres qu'économiques. Par ailleurs, la Turquie soutient que l'application de droits préférentiels au riz en provenance des CE et de la Macédoine pourrait influer sur les choix des importateurs. Or, le contingent applicable aux CE ne comprend que 28 000 tonnes métriques de riz blanchi, soit une faible proportion du marché turc du riz. En outre, comme les États-Unis l'ont indiqué au paragraphe 51 de leur communication présentée à titre de réfutation, la Macédoine n'a aucune incidence sur le

[2] Voir la pièce US-81rev, qui est la pièce US-81 telle que révisée pour y inclure les données de décembre 2006. Les données turques font état d'importations de riz paddy provenant des États-Unis en juillet et août mais les statistiques des États-Unis relatives aux exportations font état d'un très faible niveau d'exportations de riz vers la Turquie en 2006, à l'exception d'environ 16 000 tonnes métriques de riz paddy en mars 2006. Comme les États-Unis l'ont déjà mentionné, les grandes quantités d'importations alléguées de riz des États-Unis en Turquie au cours des mois de juillet et août 2006 ne peut s'expliquer que par le fait que du riz des États-Unis avait été stocké dans des entrepôts en douane turcs.

[3] Le 1er septembre est le premier jour de la campagne de commercialisation du riz en Turquie.

[4] *Voir* la pièce US-45.

commerce du riz. Elle n'exporte pas de riz. Même la pièce TR-33 de la Turquie montre que seulement le tiers des certificats de contrôle qui ont été accordés, d'après les allégations, pour l'importation de riz macédonien ont été utilisés; certains de ces certificats n'ont été utilisés qu'en partie; et la quantité totale de riz macédonien importé d'après les allégations a été inférieure à 1 500 tonnes métriques.

Question n° 103

(Turquie) En référence à la question précédente, la Turquie est-elle d'avis que l'absence d'importations durant les périodes indiquées résultait d'une absence de demandes de certificats de contrôle pour l'importation de riz ou plutôt d'un rejet de ces demandes? Veuillez motiver votre réponse, en vous référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

6. À défaut d'examen des données figurant dans les certificats de contrôle mêmes, il est impossible de déterminer s'il y a eu une absence de demandes de certificats de contrôle. Toutefois, les États-Unis ne seraient pas surpris si cela avait été le cas; comme les États-Unis l'ont démontré, l'interdiction juridique d'accorder des certificats de contrôle hors contingent pour le commerce de riz en régime NPF a interdit ou retreint l'importation de riz au moins jusqu'à la date d'établissement du Groupe spécial. Même les données turques figurant dans les certificats de contrôle allégués montrent que la Turquie n'a accordé que 56 certificats de contrôle pour des importations hors contingent aux taux NPF pendant une période de deux ans et demi et, comme les États-Unis l'ont déjà expliqué, bon nombre des ces certificats allégués n'ont pas été utilisés, visaient l'importation de très petites quantités de riz, ou étaient des anomalies. Sur la base des années précédentes, les importateurs auraient su que la Turquie veillerait à ce que toutes les importations de riz, à l'exception des importations visées par un accord préférentiel (par exemple les CE), soient effectuées dans le cadre du contingent tarifaire lorsqu'il était ouvert et que ces importations prennent fin pendant la récolte turque de riz lorsque le contingent tarifaire était fermé. En outre, aucun importateur n'aurait pu se méprendre sur l'importance de la décision apparente du MARA de se présenter devant les tribunaux pour faire appliquer son refus d'accorder ces certificats de contrôle, ainsi que des décisions des tribunaux en faveur de la position gouvernementale.

7. En ce qui concerne le nouveau tableau présenté par la Turquie, les États-Unis ne peuvent vérifier l'exactitude de ces données sans examiner les certificats de contrôle mêmes, certificats que la Turquie a choisi de ne pas fournir, et les données figurant dans le tableau concernant les certificats de contrôle approuvés ne sont pas compatibles avec les données fournies par la Turquie dans la pièce TR-33. Cela dit, même les données de la Turquie montrent que onze des 28 demandes de certificats de contrôle ont été rejetées, soit un taux de rejets de presque 40 pour cent. Selon les États-Unis, il est improbable que le refus de près de 40 pour cent des demandes de certificats de contrôle pendant les périodes visées par le tableau ait été justifié pour des motifs tels que le manque de documents ou le fait de ne pas avoir entièrement respecté les prescriptions administratives. Le tableau présenté par la Turquie constitue un élément de preuve de plus indiquant que la Turquie restreint l'importation de riz et applique un régime de licences d'importation discrétionnaires pour le riz.

Question n° 105

(Turquie) La pièce TR-35 semble montrer des chiffres moins élevés pour les demandes de certificats de contrôle rejetées en 2005 et 2006 que ceux qui figurent dans la pièce TR-36. En particulier, la pièce TR-36 permettrait de penser qu'il y a eu 85 rejets en 2006, contre 38 indiqués dans la pièce TR-35. La Turquie pourrait-elle expliquer ces écarts, y compris ce qu'ils impliquent pour le nombre total de rejets et le pourcentage de rejets montrés dans la pièce TR-35?

8. La Turquie a confirmé qu'elle a rejeté 85 demandes de certificats de contrôle en 2006. Cette admission constitue un élément de preuve de plus indiquant que la Turquie restreint l'importation de riz et applique un régime de licences d'importation discrétionnaires pour le riz.

Question n° 108

(Turquie) D'après la pièce TR-25, il n'y a pas eu d'importations de riz blanchi en avril 2004; or, la pièce TR-33 indique que 21 000 kg de riz ont été importés du Pakistan pendant ce même mois. La Turquie pourrait-elle expliquer cet écart, ou tout autre écart semblable, entre les pièces TR-33 et TR-25?

9. Les États-Unis conviennent que cette importation contingentaire n'a pu avoir lieu le 23 avril 2004. Le FTU n'a pas annoncé les détails de l'ouverture du premier contingent tarifaire avant le 27 avril 2004, de telle sorte que cette importation n'a pu avoir lieu avant cette date.

Question n° 109

(Turquie) Dans sa réponse à la question n° 4 c) posée par le Groupe spécial, la Turquie a dit que la pièce TR-8 présentait "les données concernant les importations, classées par type de riz et par importations NPF ou contingentaires pour les années 2004 à 2006". (pas d'italique dans l'original) En fait, le tableau figurant dans la pièce TR-8 semble montrer les chiffres des importations ventilés en fonction des types de riz et indiquant les "importations totales" A), les "licences d'importation délivrées" B) et la différence entre A et B dans une troisième colonne qui est censée montrer le "total des importations hors contingent".

a) La Turquie peut-elle confirmer ce qui précède?

b) Pour ce qui est du riz blanchi, le chiffre correspondant pour les importations de riz en provenance des États-Unis dans la troisième colonne est négatif. D'après la note de bas de page 2 jointe au tableau, le signe moins indique que la quantité totale correspondant aux licences d'importation a été plus importante que les importations effectives. Le signe moins veut-il dire également qu'il n'y a pas eu d'importations hors contingent de riz blanchi en provenance des États-Unis pendant la période considérée?

10. À défaut de pouvoir examiner les certificats de contrôle mêmes, certificats que la Turquie a choisi de ne pas fournir, les États-Unis ne peuvent confirmer l'authenticité des données figurant dans le tableau.

Question n° 110

(Turquie) Dans sa question n° 7 posée aux deux parties, le Groupe spécial a demandé, entre autres choses, des renseignements concernant les prix moyens pour la production nationale, séparément, de riz paddy, de riz brun et de riz blanchi sur le marché turc pour la période allant de juillet 2003 à la fin 2006 (y compris des estimations, s'il y avait lieu). En réponse à cette question, la Turquie a indiqué qu'"il y [avait] lieu de se reporter à la pièce Annex TR-27". Or, les données figurant dans la pièce TR-27 semblent se référer seulement à des achats individuels effectués par des sociétés en 2005. Elles n'indiquent pas de moyennes mensuelles et ne précisent pas le type de riz auquel elles se réfèrent, et elles ne couvrent pas non plus la période demandée par le Groupe spécial. En l'absence de ces renseignements, la Turquie peut-elle présenter des observations concernant les données fournies par les États-Unis dans la pièce US-54? La Turquie voit-elle un rapport entre les données relatives aux prix fournies dans la pièce TR-27 et celles qui sont fournies dans la pièce TR-29?

11. En premier lieu, la Turquie n'a pas fourni les renseignements demandés par le Groupe spécial et celui-ci devrait tirer les conclusions qui s'imposent.

12. S'agissant du rôle du TMO sur le marché turc, la Turquie sous-estime l'incidence des décisions du TMO sur les prix du marché. Le TMO fixe les prix d'achat du riz produit en Turquie, ce qui influe ensuite sur les prix que les producteurs et associations de producteurs turcs demandent aux importateurs qui doivent acheter leur riz afin d'importer du riz de l'étranger. Le TMO aide également à établir les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur dans le cadre du contingent tarifaire. Pour chaque contingent tarifaire ouvert, il a le pouvoir discrétionnaire d'importer 50 000 tonnes additionnelles de riz pour stabiliser le marché et la seule possibilité qu'il puisse utiliser ce pouvoir aura une incidence sur les prix. Comme la Turquie l'indique elle-même dans sa réponse à la question n° 111 du Groupe spécial, le TMO "joue le rôle d'un organisme d'intervention". Que le TMO effectue de petits ou de grands achats, il exerce quand même une influence très importante sur les prix du "marché" du riz en Turquie. Le fait que le TMO ait pu acheter moins de riz était délibéré: les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur dans le cadre du deuxième et du troisième contingent tarifaire ouvert ont été conçues de façon à ce qu'un importateur puisse acheter plus de riz en l'achetant directement aux producteurs et associations de producteurs turcs qu'en l'achetant au TMO. Ainsi, ce sont les importateurs, et non pas le TMO, qui sont maintenant chargé de l'achat et de l'entreposage de riz national.

13. En ce qui concerne la comparaison faite par la Turquie entre les données relatives aux prix figurant dans la pièce US-54 et celles qui figurent dans la pièce Annex TR-29, les prix du riz paddy seront bien sûr inférieurs à ceux du riz blanchi et il est donc évident que les prix d'achat du TMO pour le riz paddy seront inférieurs au prix du riz blanchi des États-Unis. Cela dit, le dossier n'étaye pas l'affirmation de la Turquie selon laquelle les prix payés par des sociétés individuelles pour acheter du riz paddy directement aux producteurs sont inférieurs aux prix d'achat du TMO pour le riz paddy en général. Le prix moyen du riz paddy acheté aux producteurs en 2005 – 640 nouvelles livres turques (ou 477 dollars) par tonne métrique – était supérieur au prix d'achat moyen du TMO en 2005 – 612 nouvelles livres turques (ou 456 dollars) par tonne métrique.[5]

Question n° 111

(Turquie) Pour répondre à la question n° 9 posée par le Groupe spécial, la Turquie a fourni la pièce TR-30 montrant le volume global des achats et des ventes de riz blanchi et de riz paddy effectués par l'Office turc des céréales (TMO) durant la période allant de 2003 au 16 novembre 2006. La Turquie pourrait-elle expliquer les raisons de la différence importante dans les volumes de riz paddy vendus par le TMO en 2004 par rapport aux volumes vendus en 2005 et 2006, respectivement?

14. Le régime de contingent tarifaire a été conçu pour réduire les stocks du TMO qui étaient élevés au début de 2004[6]; donc, le fait que les quantités de riz paddy vendues par le TMO ont baissé en 2005-2006 est un élément de preuve indiquant que le régime fonctionnait comme prévu. Les importateurs ont acheté plus de riz aux producteurs turcs qu'au TMO parce que dans le cadre du deuxième et du troisième contingent tarifaire ouvert, on pouvait importer plus de riz en achetant du riz aux producteurs et associations de producteurs nationaux plutôt qu'au TMO. Deuxièmement, le fait que les importateurs achetaient du riz national n'avait rien à voir avec le prétendu "avantage" consistant à devoir acheter de grandes quantités de riz national en tant que condition d'importation; les importateurs effectuaient plutôt de tels achats parce que c'était le seul moyen d'importer du riz non visé par un régime spécial de contingentement.

[5] Les montants de 640 et de 612 nouvelles livres turques proviennent des pièces Annex TR-27 et TR-29, respectivement. Les montants équivalents en dollars ont été obtenus en multipliant ces montants par 0,744759956, le taux de change interbancaire moyen pour 2005, qui figure dans la pièce US-52.

[6] *Voir* Annex TR-30.

Question n° 112

(Turquie) Comment la Turquie explique-t-elle la présence soudaine, en mai 2005, d'importations hors contingent de riz provenant des États-Unis, figurant dans la pièce TR-33 ?

15. Les États-Unis renvoient à leur réponse précédente. À compter du 10 septembre 2003 jusqu'à la date d'établissement du Groupe spécial, il n'y a presque pas eu de commerce de riz en régime NPF. Toutefois, au cours d'une seule période de six semaines, chaque certificat de contrôle accordé, d'après les allégations, pour du riz provenant des États-Unis visait des importations hors contingent. Même si la Turquie pouvait donner une explication, ce qu'elle n'a pas fait jusqu'à présent, il s'agissait d'une anomalie qui ne change en rien la conclusion selon laquelle la Turquie a interdit ou restreint l'importation de riz aux taux NPF au moins jusqu'à la date d'établissement du Groupe spécial et applique un régime de licences d'importation discrétionnaires pour le riz. Comme les États-Unis l'ont indiqué aux paragraphes 60 à 62 de la communication qu'ils ont présentée à titre de réfutation, la non-application alléguée de la prohibition juridique dans des cas limités, même si la Turquie pouvait l'expliquer, ne justifie pas une violation de l'article XI:1.

Question n° 114

(Turquie) Dans sa réponse à la question n° 15 posée par le Groupe spécial, la Turquie se réfère à la pièce TR-33.

b) S'agissant des données figurant dans cette même pièce, veuillez indiquer les raisons, autres que des considérations commerciales, qui expliquent pourquoi aucun certificat de contrôle pour des importations hors contingent de riz des États-Unis ne semble avoir été délivré entre septembre 2003 et avril 2005 et, par voie de conséquence, aucune importation hors contingent de riz provenant des États-Unis ne semble avoir eu lieu effectivement durant la même période, à l'exception d'une expédition de 611 tonnes de riz paddy (date du certificat de contrôle: 15 septembre 2004; date d'importation: 16 septembre 2004).

c) La période mentionnée dans le paragraphe précédent semble coïncider avec celle dans laquelle les États-Unis allèguent que les lettres dites d'acceptation consécutives de la Direction générale du MARA auraient retardé la date de délivrance des certificats de contrôle (voir les paragraphes 23 à 26 de la première communication écrite des États-Unis). Si, de l'avis de la Turquie, l'absence d'importations et de certificats de contrôle approuvés n'a pas de rapport avec la délivrance des lettres d'acceptation, la Turquie pourrait-elle alors expliquer quelles raisons, autres que des considérations commerciales, peuvent expliquer cette apparente coïncidence?

16. Tout au long du présent différend, la Turquie a fait valoir qu'il n'existe pas d'interdiction généralisée de délivrer des certificats de contrôle et que s'il en existait une, elle n'a pas été appliquée; partant, l'allégation des États-Unis au titre de l'article XI:1 est forcément sans fondement. Cet argument tente de déformer l'allégation des États-Unis, énonce de façon inexacte le critère juridique applicable au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994 et ne tient pas compte de précédents rapports de groupes spéciaux qui donnent des indications utiles sur la question.

17. Les États-Unis allèguent que la Turquie interdit ou restreint le commerce de riz en régime NPF pour le riz paddy, le riz brun et le riz blanchi.[7] Elle le fait en n'accordant pas de certificats de

[7] Comme cela est indiqué au paragraphe 13 de la première communication des États-Unis, les taux NPF sont de 45 pour cent *ad valorem* pour le riz paddy, le riz brun et le riz blanchi. Toutefois, le tarif douanier de la Turquie prévoit des taux de droits effectifs différents pour le riz paddy, le riz brun et le riz blanchi: 34 pour cent

contrôle. Les États-Unis ont fait valoir précédemment qu'il existait une interdiction généralisée de délivrer des certificats de contrôle parce qu'ils pensaient que la Turquie n'exigeait pas de tels certificats dans le cadre du contingent tarifaire. La Turquie a clarifié qu'elle exige que les importateurs obtiennent des certificats dans le cadre du contingent tarifaire, ce qui constitue un élément de preuve de plus indiquant que le régime de contingent tarifaire est discrétionnaire – comme l'est la totalité du régime turc de licences d'importation pour le riz. L'argument de la Turquie selon lequel elle accorde des certificats de contrôle dans le cadre du contingent tarifaire ne réfute donc pas l'allégation des États-Unis selon laquelle elle refuse de délivrer de tels certificats aux taux NPF.

18. Deuxièmement, l'article XI:1 prévoit qu'il y a violation si une mesure interdit ou restreint les importations. Ainsi, même si la Turquie avait effectivement délivré quelques certificats de contrôle, cela ne réfuterait pas l'allégation des États-Unis selon laquelle la Turquie restreint les importations par le biais d'un régime de licences d'importation discrétionnaires. Les États-Unis ont fourni des éléments de preuve volumineux indiquant que la Turquie restreint les importations de riz – les lettres d'acceptation, les lettres de refus, les procès décidés en faveur du gouvernement, les déclarations de responsables turcs, les articles de journaux et, plus récemment, la déclaration du 15 décembre 2006 du Ministre turc de l'agriculture[8] et les preuves documentaires indiquant que la Turquie a imposé un régime de prix minimaux à l'importation dans le cadre de son mécanisme relatif aux certificats de contrôle pour le riz.[9] Les données commerciales turques, les propres données de la Turquie relatives aux certificats de contrôle et le refus de fournir les certificats de contrôle mêmes que le Groupe spécial a demandés à maintes reprises confirment que la Turquie a restreint les importations de riz et fait usage de son pouvoir discrétionnaire de refuser de délivrer des certificats de contrôle.

19. L'affirmation de la Turquie selon laquelle elle a accordé des certificats aux taux NPF à l'Égypte, à la Chine, au Viet Nam, à la Thaïlande et au Pakistan démontre la faiblesse de son argument. Comme les États-Unis l'ont indiqué au paragraphe 10 de la déclaration orale qu'ils ont faite au cours de la deuxième réunion du Groupe spécial, les 15 certificats mentionnés ici par la Turquie, en supposant qu'ils aient été accordés, ont été des exceptions à la règle, visant des quantités minuscules d'échanges. Nous ne pouvons pas confirmer que les certificats ont été accordés parce que la Turquie a choisi de ne pas fournir les certificats mêmes. Par ailleurs, d'après les allégations, la Turquie a accordé 56 certificats de contrôle pour des importations de riz en régime NPF au cours de la période allant du 10 septembre 2003 au 17 mars 2006 et 740 certificats de contrôle pour des importations contingentaires de riz au cours de la même période.[10] Même si le MARA a approuvé 56 certificats au cours de cette période, les données montrent quand même que l'immense majorité des certificats ont été délivrés à des importateurs qui "ont choisi" d'acheter de grandes quantités de riz paddy national afin de pouvoir obtenir une licence d'importation de riz plutôt qu'à des importateurs qui ont effectué des importations sans faire de tels achats. Les écarts importants qui ressortent de la pièce Annex TR-33 entre le nombre de certificats qui, d'après les allégation, ont été accordés pour des importations contingentaires et aux taux NPF fournissent donc un élément de preuve convaincant de plus qui indique que la Turquie restreint les importations de riz aux taux NPF.

20. Essentiellement, la réponse de la Turquie aux preuves documentaires fournies par les États-Unis a été que les documents ne veulent pas dire ce qu'ils disent tels qu'ils sont libellés et que, même s'ils le faisaient, les lettres d'acceptation ne sont pas appliquées. Il est préoccupant que la Turquie continue de maintenir cette position malgré qu'elle ait adopté un point de vue directement

---

ad valorem pour le riz paddy, 36 pour cent *ad valorem* pour le riz brun et 45 pour cent *ad valorem* pour le riz blanchi. Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, les États-Unis ont allégué que la Turquie a refusé d'accorder des licences ou n'a pas accordé de licences pour l'importation de riz "à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé" afin de couvrir l'importation aux taux de droits effectifs ainsi qu'aux taux NPF.

[8] *Voir* la pièce US-77.

[9] *Voir* les pièces US-68 et US-76.

[10] *Voir* la pièce US-71.

contraire dans son application agressive de ces lettres devant les tribunaux turcs. En tout état de cause, la non-application de mesures impératives peut quand même être jugée incompatible avec les règles du GATT/de l'OMC, comme il ressort du rapport du Groupe spécial *Boissons à base de malt*. La Turquie n'a pas établi l'inapplicabilité de ce rapport à l'espèce, ou même traité de ce rapport, dans l'une quelconque des ses communications ou déclarations, faisant plutôt valoir que les lettres d'acceptation ne sont pas des lois et des règlements de telle sorte qu'elles ne sont pas visées par les règles de l'OMC. Mais, l'article XI:1 du GATT de 1994 a nécessairement un grand champ d'application et il ne prévoit pas d'exceptions en fonction de la forme que prennent les mesures ou de la manière dont les Membres choisissent de les appeler; s'il prévoyait de telles exceptions, l'article XI:1 serait impuissant. La Turquie a imposé une interdiction juridique de délivrer des certificats de contrôle aux importateurs qui n'achètent pas de riz paddy national afin d'interdire ou de restreindre le commerce de riz en régime NPF. Le libellé des lettres prévoit le refus de délivrer des certificats et la Turquie n'a pas contesté leur authenticité.

Question n° 115

(Turquie) Pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial, les États-Unis ont présenté la pièce US-71, dans laquelle le nombre de 2 242 certificats de contrôle fourni par la Turquie, dont il est allégué qu'ils ont été approuvés, a été ventilé afin d'exclure les certificats qui, à leur avis, n'étaient pas pertinents, tels ceux qui ont été approuvés, d'après les allégations, pendant une "période non pertinente", ainsi que ceux qui ont été accordés pour des importations contingentaires et des importations de riz en provenance des CE et de l'ex-République yougoslave de Macédoine (avec lesquelles la Turquie a des accords commerciaux préférentiels). Les États-Unis ont donc laissé entendre qu'une fois toutes ces exclusions faites, le nombre final de certificats de contrôle pertinents dont la Turquie allègue qu'ils ont été approuvés était de 56. La Turquie peut-elle formuler des observations concernant ce nombre et ce qu'il impliquerait? Si, à son avis, le nombre final suggéré par les États-Unis n'est pas exact, la Turquie pourrait-elle donner ses raisons, en se référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié?

21. Dans sa réponse, la Turquie affirme que les certificats de contrôle dont il est allégué qu'ils ont été accordés pour l'importation de riz en provenance des CE et de l'ex-République yougoslave de Macédoine sont pertinents pour l'allégation des États-Unis selon laquelle la Turquie interdit ou retreint le commerce de riz en régime NPF. Les États-Unis ont l'honneur de renvoyer à leur réponse à la question n° 114 du Groupe spécial. La Turquie veut que l'allégation des États-Unis soit que la Turquie refuse de délivrer tous certificats de contrôle. Comme il a déjà été indiqué, ce n'est pas ce que les États-Unis allèguent. Les États-Unis allèguent que la Turquie interdit ou restreint les importations aux taux NPF en refusant de délivrer des certificats de contrôle pour l'importation de riz à ces taux. Partant, le fait que la Turquie puisse accorder des certificats aux CE et à la Macédoine dans le cadre de régimes contingentaires spéciaux ainsi que des certificats dans le cadre du contingent tarifaire si des achats ont été effectués sur le marché intérieur ne réfute pas l'allégation des États-Unis. Les États-Unis font toutefois remarquer que si la Turquie fait valoir que le nombre 56 n'est pas pertinent, elle ne conteste pas pour autant la validité de ce nombre.

22. La Turquie fait maintenant valoir que si elle avait eu l'intention d'utiliser les certificats pour restreindre les importations de riz, elle aurait refusé de délivrer des certificats pour le riz des CE et le riz macédonien parce que les importations en provenance des CE et de la Macédoine constituaient une menace pour la branche de production nationale. Cette affirmation n'est pas étayée par les éléments de preuve versés au dossier. Premièrement, comme les États-Unis l'ont déjà indiqué dans leurs observations sur la réponse de la Turquie à la question n° 102 du Groupe spécial, le riz macédonien n'a absolument aucune incidence. Deuxièmement, le régime contingentaire applicable aux CE comprend 28 000 tonnes métriques de riz blanchi. Il s'agit d'une quantité relativement petite de riz par rapport au marché turc. Comme ni le riz en provenance des CE ni le riz en provenance de l'ex-

République yougoslave de Macédoine ne constituerait une menace pour la branche de production turque du riz, il n'y aurait eu aucune raison de bloquer de telles importations.

23. La Turquie allègue également que le taux de 2,5 pour cent calculé par les États-Unis est inexact parce que les États-Unis ont utilisé le mauvais dénominateur dans leur calcul. Les États-Unis ont utilisé le nombre 2 242 parce que c'est celui que la Turquie a fourni et les États-Unis s'en tiennent à leur calcul. Même si la Turquie avait raison et que le nombre était plutôt 3,25 ou 6 pour cent, il est remarquable que l'immense majorité des importateurs "aient choisi" d'importer du riz dans le cadre d'un régime où ils devaient acheter des quantités massives de riz national pour pouvoir importer du riz plutôt que d'importer du riz sans aucune condition. Chacun de ces nombres fournirait un élément de preuve convaincant de plus indiquant que la Turquie restreint le commerce du riz.

24. Dernièrement, les États-Unis aimeraient préciser ce qu'ils entendent lorsqu'ils qualifient une période de "pertinente" ou de "non pertinente". Les États-Unis n'allèguent pas que la Turquie n'a pas accordé de certificats de contrôle avant le 10 septembre 2003 et n'ont pas besoin de prouver que la Turquie n'a pas accordé de certificats de contrôle après la date d'établissement du Groupe spécial pour établir l'existence d'une violation. La Turquie a tenté de gonfler le nombre allégué de certificats de contrôle qu'elle a accordé pendant la période pour laquelle les États-Unis allèguent l'existence d'une violation (du 10 septembre 2003 au 17 mars 2006) en faisant état de certificats qu'elle a peut-être délivrés pendant d'autres périodes (à savoir avant le 10 septembre 2003 et après l'établissement du Groupe spécial). C'est la tentative de la Turquie de réécrire l'allégation des États-Unis à sa satisfaction qui a incité les États-Unis à établir une distinction entre les périodes qui sont "pertinentes" et celles qui sont "non pertinentes".

25. En fait, il aurait été plus précis de dire qu'il y a eu des périodes pour lesquelles les États-Unis alléguaient l'existence d'une violation et des périodes pour lesquelles ils n'alléguaient pas l'existence d'une violation (avant le 10 septembre 2003) ou n'avaient pas besoin d'alléguer l'existence d'une violation pour établir le bien-fondé de leurs allégations aux fins de la procédure de règlement des différends à l'OMC (après l'établissement du Groupe spécial). En fait, ces autres périodes sont très pertinentes parce que les actions de la Turquie au cours de ces périodes fournissent des éléments de preuve solides indiquant l'existence d'une violation pendant la période visée par les allégations des États-Unis.

26. D'ailleurs, les États-Unis ont fourni des preuves documentaires indiquant que la Turquie a continué d'interdire ou de restreindre les importations depuis le 17 mars 2006 en refusant de délivrer des certificats de contrôle et en imposant un régime de prix minimaux à l'importation de riz, ce qui semble avoir la même incidence sur les importations. Depuis l'annonce par le Ministre Tuzmen que des certificats de contrôle seront délivré à compter du 1er avril 2006 et la fin de 2006, seulement 1 044 tonnes métriques de riz ont été importées en Turquie selon les données turques relatives aux importations.[11]

27. Par ailleurs, comme il ressort de la pièce US-71, les États-Unis n'allèguent pas que la Turquie interdisait ou restreignant le commerce du riz avant le 10 septembre 2003; la période allant du 1er janvier 2003 au 9 septembre 2003 devrait donc constituer une période "pertinente" pour constater comment le régime turc d'importation devrait fonctionner en l'absence d'une telle prohibition ou restriction. En fait, les éléments de preuve pouvant être réunis pour cette période sont convaincants. Selon la pièce Annex TR-33, la Turquie a accordé, d'après les allégations, 274 certificats de contrôle aux taux NPF entre le 1er janvier et le 9 septembre 2006. Il n'y avait pas de régime de contingent tarifaire à cette époque, de telle sorte que tous ces certificats ont été délivrés pour des importations hors contingent. Ce nombre est important parce que, d'après les allégations, entre septembre 2003 et le 17 mars 2006, soit la période pour laquelle les États-Unis allèguent l'existence d'une violation, la Turquie n'a accordé que 56 certificats aux taux NPF. Ainsi, au cours de la période de deux ans et

[11] *Voir* la pièce US-81rev.

demi pour laquelle les États-Unis allèguent l'existence d'une violation, la Turquie n'a accordé que 56 certificats tandis que dans les huit mois précédents, une période pour laquelle les États-Unis n'allèguent pas l'existence d'une violation, la Turquie a accordé presque cinq fois plus de certificats.

Question n° 125

(Turquie) Dans sa réponse à la question n° 14 posée par le Groupe spécial, la Turquie a indiqué "que la procédure d'importation applicable aux importations aux taux NPF et aux taux contingentaires [était] décrite dans le tableau figurant dans la pièce Annex TR-32". Dans cette pièce, la Turquie a identifié le fondement juridique pour la procédure d'importation au taux NPF et pour la procédure d'importation au taux contingentaire. Pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial, toutefois, elle a dit que le Communiqué n° 2006/05 sur la normalisation dans le commerce extérieur avait été remplacé par une nouvelle législation.

a) La Turquie peut-elle confirmer que le Communiqué n° 2006/05 sur la normalisation dans le commerce extérieur a été remplacé par une nouvelle législation et fournir une copie de cette nouvelle législation?

28. Dans sa réponse, la Turquie affirme que le Communiqué n° 2006/05 (le Communiqué de 2006) a été abrogé et remplacé par le Communiqué n° 2007/21 (le Communiqué de 2007). Toutefois, la Turquie n'a fourni aucun élément de preuve documentaire indiquant que le Communiqué de 2006 a été abrogé. L'article 12 du Communiqué de 2006 dispose que le Communiqué de 2005 a été abrogé. En revanche, l'article 12 du Communiqué de 2007 indique que deux autres communiqués ont été abrogés mais il n'est pas fait mention du Communiqué de 2006.

29. Dans l'ensemble, le Communiqué de 2007 semble être identique au Communiqué de 2006. Toutefois, le Communiqué de 2007 contient un nouvel article 8, qui dispose que:

> [e]n vertu du protocole qui sera conclu entre le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales et le Sous-Secrétariat aux douanes, ce dernier fournira au Ministère de l'agriculture et des affaires rurales tous les renseignements importants concernant l'importation effectuée.

30. Comme les États-Unis l'ont indiqué dans leur réponse à la question n° 150 du Groupe spécial, le régime turc de prix de référence pour le riz, qui est appliqué par l'Administration des douanes turque, est lié à la délivrance de certificats de contrôle. Dans un décret du 10 août 2006, la Direction générale des douanes a indiqué qu'en vertu d'un mémorandum d'accord conclu entre le MARA et le FTU, le calcul du droit applicable selon le calcul du prix de référence devient un élément des certificats de contrôle pour le riz:

> … un mémorandum d'accord est conclu pour l'application d'un prix de référence dans les documents de contrôle établis en ce qui concerne l'exportation de riz et de riz paddy conformément au Communiqué sur la normalisation dans le commerce extérieur n° 2006/5.
>
> [les prix de référence mentionnés ci-dessus] seront considérés comme étant des prix de référence *dans le cas où un document de contrôle est établi et ce fait est communiqué au Ministère de l'agriculture et des affaires rurales*.
>
> En conséquence, *comme les montants mentionnés ci-dessus seront considérés comme des références dans l'établissement de documents de contrôle pour les articles visés* à

compter du 1er août 2006, ce fait doit être pris en compte dans la détermination du prix.[12] (pas d'italique dans l'original)

L'article 8 du Communiqué de 2007 semble mettre en œuvre l'obligation incombant à l'Administration des douanes turque au titre d'un accord interministériel de fournir des renseignements au MARA concernant les montants figurant dans les factures afin que le MARA puisse prendre ces données en considération dans sa décision de délivrer ou non un certificat de contrôle. Il ressort de cette disposition qu'il existe un lien direct entre le régime de prix de référence pour le riz et le régime de certificats de contrôle du MARA, ce qui constitue un élément de preuve de plus indiquant que la Turquie restreint le commerce du riz et applique un régime de licences d'importation discrétionnaires.

b) La Turquie peut-elle confirmer ce qui constitue le fondement, dans la législation intérieure turque, du pouvoir qu'a le Sous-Secrétariat turc au commerce extérieur (FTU) de publier des communiqués sur la normalisation dans le commerce extérieur? S'agit-il du Décret n° 2005/9454 relatif au "régime de réglementation technique et de normalisation pour le commerce extérieur" figurant dans la pièce TR-2?

31. Au paragraphe 19 de la première communication des États-Unis, les États-Unis ont fait remarquer que l'article premier du Communiqué de 2005 dispose qu'il a été promulgué conformément à l'alinéa 2 g) de l'évaluation générale de 1996.[13] L'article 14 du Communiqué de 2007 dispose que l'"Annexe" de l'évaluation générale de 1996 a été abrogée; mais, il est muet sur la question de savoir si le reste de l'évaluation générale est toujours en vigueur. Ainsi, l'alinéa 2 g) de l'évaluation générale n'a pas été mentionné dans les communiqués de 2006 et 2007 et la Turquie n'a fourni aucun élément de preuve indiquant que cette disposition est devenue caduque.

Question n° 128

(Turquie) L'article 6 du Communiqué n° 31 de la Turquie sur la délivrance des certificats de contrôle à l'importation de produits alimentaires et de matériaux d'emballage qui entrent en contact avec des produits alimentaires et sur les procédures de contrôle au stade de l'importation contient apparemment la liste des documents requis pour la délivrance d'un certificat de contrôle pour des importations en Turquie. Dans la section 6 B c), cette disposition mentionne d'"autres documents devant être présentés selon le type de produit".

b) Dans leur réponse à la question n° 25 posée par le Groupe spécial, les États-Unis ont fait valoir que le libellé des communiqués de 2005 et 2006 du MARA était "suffisamment large pour donner au MARA la flexibilité de "demander" d'autres documents en fonction du produit". La Turquie souscrit-elle à cette déclaration? Si la déclaration des États-Unis n'est pas exacte, la Turquie pourrait-elle donner ses raisons, en se référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié?

32. L'article 2 dispose qu'"il faut s'adresser au [MARA] muni d'un formulaire de demande de certificat de contrôle (annexe VII), d'une facture pro forma ou d'une facture et d'autres documents que le Ministère peut demander, en fonction du produit".[14] La Turquie fait valoir que ce libellé ne donne

[12] Pièce US-68.

[13] *Voir* la pièce US-1.

[14] L'article 6 du Communiqué n° 2003/31 sur la "délivrance des certificats de contrôle à l'importation de produits alimentaires et de matériaux d'emballage qui entrent en contact avec des produits alimentaires et sur les procédures de contrôle au stade de l'importation", tel qu'il a été modifié (pièce Annex TR-21), indique également que le MARA demande certains documents aux importateurs, y compris le formulaire de demande de certificat de contrôle, une facture pro forma et d'"autres documents devant être présentés selon le type de produit. "

pas au MARA la flexibilité de demander d'autres documents que le formulaire de demande et une facture pro forma en fonction du produit. En d'autres termes, la Turquie affirme que l'article 2 ne veut pas dire ce qu'il dit tel qu'il est libellé. Les États-Unis ont également démontré que, dans les faits, la Turquie a imposé une interdiction juridique d'accorder des certificats de contrôle pour l'importation de riz sauf si les importateurs fournissent des documents certifiant qu'ils ont acheté la quantité requise de riz paddy national. (Dans sa réponse, la Turquie a omis de mentionner que l'un des documents exigés est une preuve documentaire d'achats sur le marché intérieur.) L'article 2 autorise donc le MARA à demander d'autres documents et le MARA a fait usage de ce pouvoir discrétionnaire et a refusé d'accorder ou n'a pas accordé de certificats dans les cas où ces documents n'ont pas été fournis.

33. La Turquie allègue également qu'il est "clair" que l'expression "autres documents que le Ministère peut demander, en fonction du produit" fait référence à des documents sanitaires et phytosanitaires, comme par exemple un certificat SPS. Les États-Unis ne sont pas d'accord. Les termes utilisés à l'article 2 – "autres documents" – sont généraux et peuvent englober presque tout document que pourrait exiger le MARA. Si le MARA avait eu l'intention de viser uniquement les documents sanitaires et phytosanitaires, il aurait pu le dire expressément. En outre, l'article 2 oblige les importateurs à présenter des documents douaniers – soit la facture ou facture pro forma – dans le cadre du processus de demande. Il ne ressort donc pas clairement du libellé de l'article 2 que les termes "autres documents" devraient être interprétés comme englobant uniquement des documents sanitaires et phytosanitaires. C'est ce que la Turquie admet dans sa réponse lorsqu'elle affirme que la prescription relative aux documents additionnels "est justifiée simplement par la nature du produit (c'est-à-dire le degré de transformation auquel le produit a été soumis)". En conclusion, les arguments de la Turquie vont directement à l'encontre du libellé de l'article 2 ainsi que de la mise en œuvre de cet article par le MARA.

Question n° 129

(Turquie) La Turquie a fait valoir que les certificats de contrôle avaient l'effet "d'un élément de facilitation des échanges … offr[ant] une certitude juridique et une prévisibilité commerciale aux importateurs qui importent du riz" (déclaration orale de la Turquie pendant la première réunion de fond avec le Groupe spécial, paragraphe 6), et qu'ils avaient, entre autres choses, un objectif sanitaire et phytosanitaire" (réponse de la Turquie à la question n° 14 posée par le Groupe spécial, page 7).

a) Veuillez expliquer en quoi le certificat de contrôle permet d'atteindre ces fins sanitaires et phytosanitaires, et comment le MARA et les fonctionnaires de l'Administration des douanes turque peuvent vérifier la conformité des produits avec les normes et les règlements techniques pertinents sans avoir vu le certificat sanitaire ou phytosanitaire approprié ni procédé à l'inspection physique pertinente des marchandises devant être importées.

34. La Turquie indique que le certificat de contrôle "permet au MARA et aux autorités douanières turques de vérifier, sur un seul document, tous les renseignements douaniers requis, y compris la conformité du produit avec les normes et les règlements techniques pertinents". La Turquie a reconnu que la vérification effective de la conformité d'un produit avec les normes sanitaires et phytosanitaires a lieu après la délivrance du certificat par le MARA, de telle sorte que cette déclaration est inexacte. Par ailleurs, la Turquie n'a pas expliqué pourquoi il faut que le MARA et l'Administration des douanes turque (pour ne pas mentionner le FTU, en ce qui concerne sa licence d'importation) vérifient les mêmes renseignements douaniers figurant dans deux documents distincts. L'Administration des douanes turque exige déjà la présentation de ces renseignements[15] et le MARA ne mène d'inspection qu'après avoir accordé le certificat, ce qui fait que le certificat est étranger à la question. Le rôle du

[15] *Voir* la pièce US-62.

certificat de contrôle est d'interdire ou de retreindre les importations de riz (et d'autres produits agricoles selon que le MARA le juge approprié).

c) Veuillez donner, en vous référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié, des arguments étayés qui permettent de contrer l'affirmation formulée par les États-Unis (dans leur réponse à la question n° 14 posée par le Groupe spécial, note de bas de page 11 relative au paragraphe 23) selon laquelle, d'après les importateurs turcs, le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) "ne demande pas le certificat phytosanitaire au stade où il décide d'accorder ou non le certificat de contrôle. Au contraire, le MARA n'exige la présentation d'un certificat phytosanitaire que lorsque la Direction provinciale de l'agriculture qui a juridiction sur le port où doit se faire l'importation le demande. Mais cette étape n'a lieu qu'une fois que le MARA a accordé le certificat de contrôle."

35. La Turquie affirme maintenant que le MARA exige des importateurs de riz qu'ils fournissent des renseignements et engagements en matière sanitaire et phytosanitaire au moment où ils demandent des certificats de contrôle. (C'est ce que la Turquie appelle une "évaluation et vérification rapide" dans sa réponse à la question n° 132 a) du Groupe spécial). Cette affirmation contredit les éléments de preuve car tant la Turquie que les États-Unis conviennent que le processus sanitaire et phytosanitaire ne commence qu'après l'approbation des certificats. Les États-Unis feraient également remarquer que dans la description que fait la Turquie du processus d'importation du riz, dans sa réponse à la question n° 14 du Groupe spécial, la Turquie ne fait aucune mention d'une telle exigence.[16]

Question n° 133

(Turquie) Dans la question n° 44 e) qu'il a posée après la première réunion de fond avec les parties, le Groupe spécial a demandé à la Turquie de "fournir une photocopie de chacun des 2 223 certificats de contrôle approuvés entre 2003 et septembre 2006". En réponse, la Turquie a indiqué que des photocopies des certificats de contrôle étaient disponibles; mais que les Ministères compétents n'étaient toutefois pas autorisés à fournir toutes les copies au Groupe spécial; et que, quoi qu'il en soit, la Turquie serait en mesure de fournir au Groupe spécial, à sa demande et à titre strictement confidentiel, les copies de n'importe quel certificat de contrôle mentionné dans la pièce Annex TR-33.

a) La Turquie peut-elle donner des détails sur les raisons juridiques pour lesquelles, dans le cadre de la législation turque, le gouvernement ne serait pas autorisé à fournir les exemplaires demandés par le Groupe spécial?

b) Si la Turquie ne peut pas fournir une photocopie de chacun des 2 223 certificats de contrôle approuvés entre 2003 et septembre 2006, peut-elle au moins fournir une photocopie de chacun des 56 certificats de contrôle approuvés qualifiés de "pertinents" par les États-Unis pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial (voir le paragraphe 8 de la déclaration des États-Unis pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial et la pièce US-71)?

f) Si la Turquie ne peut pas fournir toutes les photocopies demandées aux paragraphes b), c), d) et e) ci-dessus, en raison de la nécessité de protéger les données confidentielles des sociétés concernées, peut-elle au moins fournir ces photocopies après avoir caviardé les noms des sociétés?

[16] *Voir* la première et la deuxième étape aux pages 7 et 8 des réponses de la Turquie à la première série de questions du Groupe spécial.

36. C'est à la première réunion du Groupe spécial que le Groupe spécial a demandé à la Turquie pour la première fois de donner le fondement juridique de son refus de fournir les certificats de contrôle. La Turquie n'a pas pu indiquer de disposition spécifique et a affirmé qu'il s'agissait moins de ce que la Turquie pouvait fournir que de ce qu'elle *choisissait* de fournir au Groupe spécial. Maintenant, dans l'avant-dernière communication, la Turquie a identifié ce qu'elle allègue être une disposition de la législation turque qui interdit à la Turquie de fournir les certificats. La Turquie n'a pas fourni d'exemplaire en tant que tel de ce document et le document n'est pas facile à obtenir, de telle sorte qu'il est impossible pour le Groupe spécial et les États-Unis de déterminer si la disposition citée prévoit ce que la Turquie dit qu'elle prévoit.

37. Les États-Unis ont deux observations à formuler à ce sujet. Premièrement, la Turquie allègue que l'article 13 de la Loi turque sur les statistiques interdit à la Turquie de fournir les certificats de contrôle. Pourtant, dans sa réponse à la question n° 133 du Groupe spécial, la Turquie a offert de fournir ces documents au Groupe spécial (mais seulement au Groupe spécial). Dans la mesure où la Turquie indique qu'il existe une exception à sa loi qui l'autoriserait à présenter des exemplaires des certificats au Groupe spécial dans le cadre de la présente procédure, rien ne permet de conclure que l'exception ne s'appliquerait pas aussi à la fourniture de ces exemplaires aux États-Unis par la Turquie. Cela dit, les États-Unis font observer de nouveau que seule la Turquie connaît la teneur de la Loi turque sur les statistiques et il est possible, compte tenu de l'offre faite par la Turquie de fournir des exemplaires (uniquement) au Groupe spécial, que la Loi n'interdit pas en fait à la Turquie de fournir les certificats, comme la Turquie l'affirme maintenant.

38. Deuxièmement, le Groupe spécial a demandé à la Turquie de fournir des exemplaires des certificats de contrôle à la première réunion du Groupe spécial, dans sa première série de questions aux parties (question n° 44 e)), à la deuxième réunion du Groupe spécial et dans sa deuxième série de questions aux parties (question n° 133 b)). La réponse de la Turquie à la question n° 133 est que la Turquie fournira des exemplaires des certificats *si le Groupe spécial veut ces documents*. Le Groupe spécial a maintenant demandé à Turquie de fournir ces renseignements pas moins de quatre fois au cours de la procédure du présent groupe spécial. Il ne fait aucun doute que le Groupe spécial veut que la Turquie fournisse ces renseignements. Or, la Turquie ne les a toujours pas fournis. Le Groupe spécial devrait tirer les conclusions qui s'imposent du refus de la Turquie de se conformer à ses demandes répétées pour ces renseignements.

39. Les États-Unis n'ont obtenu qu'un petit nombre de certificats antérieurs à la période pour laquelle ils allèguent l'existence d'une violation. Nous avons fourni un exemplaire de l'un de ces certificats dans la pièce US-79. La Turquie continue de soutenir que tous les certificats de contrôle sont valables pour une durée de 12 mois. Toutefois, le certificat que les États-Unis ont présenté n'était valable que pour deux semaines et est venu à expiration juste avant le commencement de la récolte turque du riz. Seule la Turquie a des exemplaires des certificats de contrôle valables pendant la période pour laquelle les États-Unis allèguent l'existence d'une violation.

e) Dans sa réponse à la question n° 44 posée par le Groupe spécial, la Turquie renvoie à la pièce TR-36, qui comporte une liste des demandes de certificats de contrôle rejetées, y compris les raisons du refus, jusqu'au 21 septembre 2006. La Turquie peut-elle fournir une photocopie de chacune des demandes rejetées ainsi que des lettres correspondantes dans lesquelles elle a notifié le rejet aux sociétés requérantes, pour l'importation du riz correspondant à chacun des cas cités dans la pièce TR-36?

40. Dans la pièce Annex TR-36, la Turquie a dressé la liste de plusieurs demandes de certificats de contrôle refusées ainsi que les raisons alléguées du refus. Cette liste a été présentée au Groupe spécial le 30 novembre 2006. La Turquie allègue maintenant qu'elle ne conserve pas les renseignements dont elle aurait eu besoin pour créer la pièce Annex TR-36. Le Groupe spécial

devrait tirer les conclusions qui s'imposent du refus de la Turquie de fournir les renseignements qu'il demande.

Question n° 135

(Turquie) Les États-Unis ont présenté, en tant que pièce US-29, la photocopie d'une demande de certificat de contrôle pour l'importation de 10 000 tonnes de riz dont il est allégué qu'elle a été "retournée en raison d'erreurs d'orthographe". Le Groupe spécial note que les "erreurs d'orthographe" ne figurent pas dans les "raisons du refus" d'accorder les certificats de contrôle dans la pièce TR-36.

a) La Turquie peut-elle confirmer si des erreurs d'orthographe constitueraient des motifs justifiant le rejet d'une demande de certificat de contrôle? Dans l'affirmative, de laquelle des trois catégories ("documents manquants non complétés", "à la demande de la société" ou "conditions administratives prescrites incomplètes") une erreur d'orthographe relèverait-elle? Quel est le fondement juridique pour rejeter des demandes en raison d'"erreurs d'orthographe"?

b) La Turquie peut-elle confirmer si la photocopie spécifique communiquée par les États-Unis comme pièce US-29 correspond à la demande identifiée en numéro 3 dans la liste des "Demandes de certificats de contrôle rejetées et raisons du rejet en 2003", fournie par la Turquie dans la pièce TR-36?

41. Dans sa réponse, la Turquie affirme qu'elle ne peut pas répondre à la question du Groupe spécial parce que la demande de certificat de contrôle communiquée par les États-Unis ne figure pas parmi les registres du MARA. Si c'est effectivement le cas, les données fournies par la Turquie dans la pièce Annex TR-36 sont incomplètes et il pourrait y avoir d'autres cas de rejet de demandes de certificats de contrôle dont la Turquie n'a pas fait état. En outre, les États-Unis prennent note de la confirmation par la Turquie dans sa réponse qu'elle rejette parfois des demandes de certificats de contrôle en raison d'erreurs d'orthographe. Par ailleurs, contrairement à l'affirmation de la Turquie, les États-Unis n'utilisent pas uniquement des cas individuels de rejet pour établir le bien-fondé de son argument selon lequel des certificats ne sont pas délivrés. Les États-Unis ont communiqué au Groupe spécial des documents émanant du Ministre turc de l'agriculture indiquant sans ambiguïté qu'aucun certificat de contrôle ne devait être accordé pendant certaines périodes et ces documents visent une période de deux ans et demi sans interruption. Une restriction à l'octroi de certificats de contrôle aux taux NPF a été en vigueur au moins jusqu'à la date d'établissement du Groupe spécial. Les cas individuels de rejet ainsi que les procès dans lesquels le gouvernement turc a plaidé en faveur de la prohibition juridique et les tribunaux turcs ont reconnu le bien-fondé de la position du gouvernement, constituent des éléments de preuve indiquant que la prohibition juridique qui est codifiée dans les lettres d'acceptation est appliquée. Qui plus est, l'application d'une prohibition juridique claire n'est pas nécessaire pour établir le bien-fondé d'une allégation de l'existence d'une violation des règles de l'OMC.

Question n° 136

(Aux deux parties) D'après les déclarations de la Turquie (voir, par exemple, le paragraphe 25 de sa première communication), les certificats de contrôle pour l'importation de riz sont valables pour une durée de 12 mois.

a) Si tel est le cas, pourquoi les importateurs n'importeraient-il pas du riz durant les périodes dans lesquelles les certificats de contrôle, d'après les allégations, ne sont pas approuvés, mais où l'on peut supposer que certains certificats de contrôle sont encore valables?

b) Durant les périodes où le contingent tarifaire n'était pas ouvert, pourquoi les importations de riz n'auraient-elles pas lieu au titre des certificats de contrôle dont on peut supposer qu'ils étaient toujours valables?

42. Dans sa réponse à la question n° 136 a) et b) du Groupe spécial, la Turquie affirme que "les certificats de contrôle … ne sont pas propres à une quantité". Les États-Unis ont fourni un exemplaire vierge d'un certificat de contrôle dans la pièce US-19. Le neuvième point auquel l'importateur doit répondre lorsqu'il remplit sa demande de certificat de contrôle est la "quantité du produit de base". Dans la pièce Annex TR-33, la Turquie énumère même les quantités spécifiques visées par chaque certificat de contrôle dont il est allégué qu'elle a accordé, ainsi que les quantités spécifiques dont il est allégué qu'elles ont été importées au titre de chaque certificat. L'affirmation de la Turquie selon laquelle les certificats de contrôle ne sont pas propres à une quantité est donc contredite par le certificat de contrôle même.

43. Tout au long de la procédure du présent groupe spécial, la Turquie a fait plusieurs affirmations contredisant les éléments de preuve documentaires qui avaient alors été versés au dossier ou des éléments de preuve documentaires fournis ultérieurement. À défaut de pouvoir examiner les certificats de contrôle mêmes, que la Turquie refuse de fournir, les États-Unis ne peuvent convenir que la délivrance de certificats de contrôle n'est jamais subordonnée à l'importation de quantités spécifiques. En fait, d'après les allégations, la plupart des certificats de contrôle pour l'importation de riz en provenance des États-Unis qui ont été accordés pendant la période pour laquelle les États-Unis allèguent l'existence d'une violation ont été délivrés pour des quantités qui sont beaucoup plus petites que celles d'une expédition typique de riz paddy des États-Unis. Pour importer 10 000 tonnes de riz paddy, un importateur rationnel présenterait une demande pour un seul certificat de contrôle et non pas plusieurs certificats de contrôle. Or, les données fournies par la Turquie dans la pièce Annex TR-33 montrent que la majorité des certificats de contrôle dont il est allégué qu'ils ont été délivrés entre le 10 septembre 2003 et le 17 mars 2006 avaient trait à des importations de 2 000 tonnes métriques ou moins de riz et la quantité de riz visée par chaque certificat a souvent été enregistrée à la tonne près parce que la Turquie appliquait un contingent tarifaire. De plus, la lettre d'acceptation n° 390 indique qu'à compter du 1er avril 2006, un seul certificat de contrôle pouvait être délivré à la fois et avec des limites quantitatives rigoureuses – 10 000 tonnes métriques pour le riz blanchi et 15 000 tonnes métriques pour le riz paddy.[17] Les éléments de preuve versés au dossier montrent donc que la régulation des quantités est un élément très important du mécanisme relatif aux certificats de contrôle.

c) Y a-t-il une quelconque différence entre les certificats de contrôle accordés pour effectuer des importations au taux NPF, dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels et dans le cadre du contingent tarifaire? Dans l'affirmative, veuillez préciser les différences existantes. Dans la négative, cela veut-il dire qu'un même certificat de contrôle aurait pu être utilisé également pour importer aux différents taux? Un importateur devait-il préciser si l'importation prévue devait être une importation contingentaire ou hors contingent lorsqu'il demandait un certificat de contrôle? Veuillez vous référer aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

d) Un certificat de contrôle serait-il toujours valable pendant 12 mois, même durant une période où un contingent tarifaire était en vigueur? Un certificat de contrôle pour des importations contingentaires conserverait-il sa validité de 12 mois et, donc, permettrait-il toujours que des importations aient lieu au taux de droit contingentaire préférentiel, malgré la fermeture de la période contingentaire?

[17] *Voir* la pièce US-36.

e) La quantité dont l'importation sera autorisée au titre du certificat de contrôle a-t-elle un quelconque rapport avec la quantité dont l'importation est autorisée lorsque l'on demande une licence d'importation au Sous-Secrétariat au commerce extérieur (FTU)?

44. Comme les États-Unis l'ont indiqué dans leur réponse à cette question, la Turquie a soutenu tout au long de la présente procédure qu'elle fait la différence entre des "certificats de contrôle pour des importations contingentaires" et des "certificats de contrôle pour des importations hors contingent". Ces expressions ont été inventées par la Turquie, et non pas par les États-Unis, et, dans la pièce Annex TR-33, la Turquie a dressé ce qu'elle prétend être la liste de tous les certificats de contrôle qu'elle a accordés, ventilés en "importations contingentaires" et "importations hors contingent". Dans la colonne "contingentaires/hors contingent", il n'y a pas un seul cas en 58 pages énumérant plus de 2 000 certificats de contrôle allégués où les mots "les deux" ont été inscrits. Dans chacun de ces cas, le certificat a été délivré soit pour des importations contingentaires soit pour des importations hors contingent.[18] Apparemment, la Turquie s'est maintenant rendue compte des conséquences de cette distinction et essaie de revenir sur sa position en faisant valoir qu'il n'existe pas de certificats de contrôle pour des importations contingentaires ou hors contingent. Mais ce revirement est contredit par ses propres arguments antérieurs et les éléments de preuve qu'elle a elle-même fournis.

Question n° 138

(Turquie) Les États-Unis ont communiqué, en tant que pièce US-35, une lettre datée du 24 mars 2006, dans laquelle le Ministre d'État turc informe le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales que les certificats de contrôle "seront délivrés à partir du 1er avril 2006".

a) Cette lettre implique t-elle que des certificats de contrôle n'étaient pas délivrés au moment où elle a été émise?

c) La Turquie peut-elle fournir également des précisions sur sa déclaration finale pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial (paragraphe 3), selon laquelle la lettre "était destinée à rassurer les États-Unis sur le fait qu'avec la suppression progressive du contingent tarifaire, les commerçants reprendraient probablement les échanges en régime NPF" et qu'"[e]lle n'était pas une confirmation implicite d'un refus systématique d'approuver des certificats de contrôle"?

45. La Turquie a été incapable de répondre à cette question lorsque le Groupe spécial l'a posée pour la première fois à la deuxième réunion du Groupe spécial. La Turquie fait maintenant valoir que la lettre avait pour but de "rassurer les États-Unis sur le fait qu'avec la suppression progressive du contingent tarifaire, les commerçants auraient probablement repris les échanges en régime NPF" et que la lettre "n'implique pas qu'il n'était pas délivré de certificats de contrôle". Pourtant, c'est exactement ce que la lettre implique. La lettre dit que des certificats de contrôle "seront délivrés à partir du 1er avril 2006". L'implication logique de cette déclaration est qu'il n'était pas délivré de certificats avant cette date. Cela est confirmé par le reste de la lettre qui indique que l'offre de délivrer des certificats de contrôle a été présentée par la Turquie dans le but de résoudre le présent différend. La Turquie n'aurait pas offert de faire une chose qu'elle faisait déjà en tant que concession aux États-Unis pour régler le différend. La Turquie a plutôt offert de faire une chose qu'elle ne faisait pas déjà à l'époque des faits.

[18] À l'exception de onze inscriptions où rien n'a été inscrit dans la colonne "contingentaires/hors contingent".

46. En outre, la lettre ne dit pas que les commerçants reprendraient probablement les échanges en régime NPF. Ce que la lettre dit c'est que le gouvernement de la Turquie délivrerait des certificats de contrôle à compter du 1er avril 2006.

47. Qui plus est, la nouvelle explication de la Turquie selon laquelle la lettre avait pour but de rassurer les États-Unis sur le fait que le commerce reprendrait probablement en régime NPF admet implicitement que les commerçants ne procédaient pas à des échanges aux taux NPF pendant que le contingent tarifaire était ouvert. Il n'aurait pas été nécessaire de rassurer les États-Unis que les échanges en régime NPF reprendraient probablement sauf s'il n'y avait pas d'échanges en régime NPF au moment où le Ministre Tuzmen a émis la lettre.

48. L'interprétation et l'explication *a posteriori* de la lettre du Ministre Tuzmen par la Turquie est incompatible avec le libellé de la lettre et le contexte dans lequel elle a été émise et aide à confirmer l'allégation des États-Unis selon laquelle la Turquie interdisait ou restreignait le commerce de riz en régime NPF.

b) Quel rapport, pour autant qu'il y en ait un, y a-t-il entre la date du 1er avril 2006 mentionnée dans la lettre du Ministre d'État turc et la fin du contingent tarifaire, le 31 juillet 2006 (veuillez vous référer aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié)? L'adoption d'une mesure nouvelle ou modifiée était-elle nécessaire pour atteindre les résultats indiqués dans la lettre du Ministre? Dans l'affirmative, une telle mesure a-t-elle été adoptée à la suite de la lettre du Ministre? Quelle est la relation factuelle et juridique entre la lettre figurant dans la pièce US-35 et toute mesure adoptée pour mettre cette lettre en application, d'une part, et la lettre d'acceptation signée par le Ministre de l'agriculture et reproduite dans la pièce US-36, d'autre part?

49. L'affirmation de la Turquie est contredite par les éléments de preuve. La lettre du Ministre Tuzmen, dans laquelle il indique que des certificats de contrôle seront délivrés à compter du 1er avril 2006 et que le contingent tarifaire "prendra fin" après le 31 juillet 2006, a été présentée à l'Ambassadeur Portman le 24 mars 2006. Le même jour, le Ministre turc de l'agriculture approuvait la recommandation figurant dans la lettre d'acceptation n° 390 selon laquelle la "date du début de la délivrance de certificats sera le 1er avril 2006 et la date limite le 1er août 2006".[19] Le 1er août 2006 était le jour suivant celui où le contingent tarifaire devait "venir à expiration" (et nous savons que ce jour-là la Turquie a mis en place un régime de prix de référence pour le riz qui met en jeu plusieurs obligations contractées par la Turquie dans le cadre de l'OMC). Les éléments de preuve étayent la conclusion selon laquelle la lettre d'acceptation n° 390 était la mesure en vertu de laquelle la Turquie entendait mettre en œuvre les engagements figurant dans la lettre du Ministre Tuzmen. Comme les États-Unis l'ont déjà prouvé par des documents à l'appui – sous la forme de lettres de rejet d'importateurs, d'articles de journaux et de données commerciales turques – la Turquie ne l'a pas fait.

50. Pour conclure, la Turquie continue de faire valoir que les lettres d'acceptation sont des documents internes, non officiels, qui n'étaient jamais mis en application. Les États-Unis ont déjà prouvé par des documents à l'appui que la Turquie a produit ces documents dans des procédures judiciaires nationales et que les avocats de la Turquie ont fait valoir qu'ils constituaient le seul fondement juridique autorisant le MARA à refuser de délivrer des certificats de contrôle. Les États-Unis ont également montré qu'au moins deux tribunaux turcs ont été d'accord avec la position du gouvernement et ont appliqué la restriction à la délivrance de certificats de contrôle pour le commerce NPF. Enfin, l'argument de la Turquie selon lequel il accorde des certificats de contrôle

[19] *Voir* la pièce US-36. *Voir aussi* la pièce US-24 ("le Décret visant à "ouvrir les portes à compter du 1er avril 2006" a émané du Ministre de l'agriculture … Il est dit que le Ministre de l'agriculture, M. Mehdi Eker, avait répondu positivement aux demandes visant à commencer l'importation de riz en avril").

pour le riz ne répond pas à l'allégation des États-Unis selon laquelle la Turquie interdit ou restreint les importations de riz en n'accordant pas de certificats de contrôle pour le commerce NPF.

Question n° 141

(Turquie) Dans la déclaration qu'elle a formulée pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial (paragraphe 6), la Turquie a affirmé qu'"[a]ucune disposition ne donn[ait] aux autorités pertinentes le pouvoir discrétionnaire de ne pas approuver de certificats de contrôle". Dans d'autres communications (voir, par exemple, le paragraphe 78 de sa première communication et la réponse à la question n° 23 du Groupe spécial), elle a dit que les lettres dites d'acceptation étaient des communications internes destinées à l'élaboration des recommandations.

a) Si le Ministre de l'agriculture et des affaires rurales n'a pas le pouvoir discrétionnaire de ne pas approuver de certificats de contrôle, sur quelle base juridique des fonctionnaires de ce même ministère ont-ils adressé au Ministre des communications internes recommandant que les certificats de contrôle ne soient pas approuvés? Qu'est-ce qui pourrait expliquer qu'un directeur général du MARA ait adressé à plusieurs reprises au Ministre une recommandation tendant à ce qu'il adopte une politique si ce dernier n'avait pas le pouvoir discrétionnaire d'adopter une telle politique?

b) Quelle base juridique, s'il y a lieu, donnerait au Directeur général du MARA le pouvoir d'émettre ces lettres dites d'acceptation? Veuillez également préciser sur quelle base ces lettres pourraient être étendues à la question de la délivrance de certificats de contrôle.

c) Quels facteurs ou événements déclencheraient ces recommandations du Directeur général du MARA?

d) L'existence d'un niveau suffisant de la production nationale ou d'un niveau élevé des importations serait-elle une des raisons qui pourraient déclencher une telle recommandation du Directeur général du MARA?

e) Le Ministre pourrait-il refuser la recommandation adressée par l'intermédiaire d'une lettre dite d'acceptation par un directeur général du MARA? Veuillez fournir des éléments de preuve documentaires à l'appui de votre réponse.

51. Dans sa réponse à la question e), la Turquie reconnaît que "le Ministre peut refuser de suivre la recommandation adressée par un directeur général du MARA". Il y a des conséquences quand une recommandation est refusée et des conséquences quand une recommandation est approuvée. Lorsqu'une recommandation est refusée, aucune action n'est entreprise. En revanche, quand une recommandation est approuvée, le Ministre ordonne qu'une action soit entreprise pour mettre en œuvre la recommandation. Dans le présent différend, les États-Unis ont fourni des éléments de preuve documentaires concernant plusieurs cas où une recommandation du Directeur général a été approuvée. Ce n'est pas une coïncidence que, dans la période de deux ans et demi visée par ces recommandations, les données commerciales turques montrent que le commerce du riz en régime NPF s'est presque arrêté lorsque le contingent tarifaire était fermé. Même les données de la Turquie relatives aux certificats de contrôle allégués – dont, encore une fois, nous ne pouvons vérifier l'exactitude parce que la Turquie refuse de fournir les certificats mêmes – montrent, d'après les allégations, que 56 certificats de contrôle ont été délivrés aux taux NPF pendant cette période tandis que 740 certificats de contrôle ont été délivrés dans le cadre du contingent tarifaire subordonné aux

achats sur le marché intérieur, ce qu'aucun intervenant économique rationnel ne choisirait de faire s'il avait le choix.[20]

52. Par ailleurs, la Turquie indique que les "demandes de groupes de pression" ou des niveaux élevés d'importations pourraient déclencher la délivrance de lettres d'acceptation mais elle continue néanmoins de soutenir que les recommandations y figurant n'auraient jamais été mises en œuvre. Elle affirme plutôt que les lettres sont formulées uniquement pour "examiner" des recommandations et définir une "politique interne". Les États-Unis ont déjà montré que les lettres avaient une incidence qui n'était pas uniquement "interne" et que ce qui était formulé dans les lettres était appliqué. D'ailleurs, un examen même superficiel des lettres n'étaye pas l'affirmation de la Turquie quant à leur caractère. Les lettres ne comportent pas d'analyses des options potentielles en vue d'un examen plus approfondi. Elles présentent une recommandation qui est acceptée lorsque le plus haut fonctionnaire du Ministère de l'agriculture la signe.

Question n° 142

(Turquie) La Turquie peut-elle fournir des éléments de preuve indiquant qu'il existe des lettres dites d'acceptation contenant des recommandations que le Ministre de l'agriculture et des affaires rurales n'a pas approuvées?

53. Les lettres d'acceptation ne sont ni protégées par le secret ni des communications internes parce que la Turquie les produit en audience publique devant les tribunaux nationaux. La Turquie refuse de fournir les renseignements que demande le Groupe spécial et le Groupe spécial devrait tirer les conclusions qui s'imposent.

Question n° 144

(Turquie) Veuillez décrire la procédure qui suit la délivrance d'une lettre dite d'acceptation. Après avoir été acceptée par le Ministre, une telle lettre serait-elle communiquée aux bureaux provinciaux du MARA et, dans l'affirmative, comment?

54. Les recommandations qui sont approuvées par le Ministre de l'agriculture sont distribuées aux niveaux provinciaux pour qu'elles puissent être appliquées.

Question n° 145

(Aux deux parties) Dans leur déclaration pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial (paragraphe 12), les États-Unis ont fait valoir que les tribunaux turcs avaient attribué un effet juridique aux lettres dites d'acceptation et s'étaient prononcés en faveur de l'application de ces lettres par le MARA. En réponse, dans sa déclaration finale pendant la même réunion (paragraphe 9), la Turquie a fait valoir que, dans un cas spécifique cité, un "tribunal de première instance sembl[ait] avoir donné effet à un acte *ultra vires* [du Ministre de l'agriculture et des affaires rurales]". Quelle devrait être la valeur appropriée accordée par le Groupe spécial, s'il y a lieu, aux interprétations de la législation nationale élaborée par les tribunaux nationaux? Quelle devrait être la valeur appropriée accordée par le Groupe spécial, s'il y a lieu, aux interprétations de la législation nationale avancées par l'administration d'un Membre devant un tribunal national? L'administration turque a-t-elle fait appel de l'interprétation, erronée d'après les allégations, de la législation nationale turque élaborée par le tribunal national? Le Groupe spécial devrait-il accorder aux interprétations de la législation nationale élaborées par les tribunaux une valeur différente si elles émanent de juridictions supérieures?

[20] *Voir* la pièce US-71.

55. La Turquie ne peut faire valoir devant le présent groupe spécial que les lettres d'acceptation ne sont pas exécutoires et ne sont pas appliquées en faisant valoir en même temps (avec succès) devant ses propres tribunaux nationaux que ces mêmes lettres sont exécutoires et doivent être appliquées. Rien ne permet de conclure que les arguments contradictoires et l'application agressive des lettres d'acceptation par la Turquie devant ses propres tribunaux ne sont pas des éléments de preuve pertinents pour déterminer le statut juridique des lettres. La Turquie allègue maintenant qu'elle n'a pas fait appel de l'une des décisions judiciaires "pour des raisons d'opportunité judiciaire". Il semble plus vraisemblable que la Turquie n'a pas fait appel de la décision parce que le gouvernement turc a demandé au tribunal de rendre cette décision et que le tribunal a souscrit à la position du gouvernement.

Question n° 146

(Turquie) La Turquie pourrait-elle confirmer, en se référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié, les dates d'ouverture et de fermeture des contingents tarifaires pour les différents types d'importations de riz (paddy, brun, blanchi)? Pourrait-elle aussi confirmer s'il existait ou non à toutes ces périodes une prescription relative aux achats sur le marché intérieur et, dans l'affirmative, s'il y avait ou non des coefficients spécifiques d'achats sur le marché intérieur pour le riz paddy, le riz brun et le riz blanchi permettant aux importateurs de déterminer combien de riz national il leur fallait acheter pour pouvoir importer tel volume de riz paddy, de riz brun ou de riz blanchi?

56. Les États-Unis ne sont pas d'accord avec l'affirmation de la Turquie selon laquelle elle a spécifié les coefficients d'achats sur le marché intérieur pour chacun des trois contingents tarifaires qui ont été ouverts jusqu'à présent. En ce qui concerne le premier contingent tarifaire ouvert, les quantités exactes de riz qu'un importateur devait acheter n'ont pas été spécifiées et le TMO avait toute latitude pour déterminer quelle quantité de riz devait être achetée pour chaque importation individuelle. Voir la pièce US-3. Cela peut être confirmé par un examen de la version turque du règlement figurant dans les pièces US-3 et Annex TR-12. Contrairement à ce qui figure dans la version anglaise du règlement établie par la Turquie, il n'y a pas de colonne spécifiant la prescription relative aux achats sur le marché intérieur dans la version originale turque. La Turquie semble avoir inséré une colonne dans la version anglaise qui ne figure pas dans la version turque.

Question n° 147

(Turquie) La Turquie pourrait-elle expliquer pourquoi les données de la pièce TR-33 semblent indiquer que des importations contingentaires de riz non originaire des CE ont été effectuées durant les périodes où le Groupe spécial croit comprendre que le contingent tarifaire n'était pas en vigueur (janvier, septembre et octobre 2004; août et septembre 2005; et août 2006)?

57. Selon les États-Unis, la Turquie n'a pas encore démontré que des importations de riz ont eu lieu aux taux NPF. Les seuls éléments de preuve concrets qui ont été présentés ont été produits par les États-Unis, sous la forme de lettres d'acceptation, de lettres de rejet d'importateurs, de pièces de procédure et de décisions judiciaires, de déclarations de responsables turcs et d'articles de journaux, et ils démontrent le contraire.

58. Un examen des cas identifiés par le Groupe spécial révèle que la grande majorité des certificats allégués identifiés par le Groupe spécial visaient des importations contingentaires qui ont eu lieu dans les trois jours suivant la fermeture du contingent tarifaire. Il est impossible de le savoir avec certitude sans examiner les certificats et les autres documents joints eux-mêmes, mais il est probable que les certificats et les licences d'importation du FTU ont été approuvés pour des importations contingentaires avant la fermeture du contingent tarifaire et que l'exécution du processus douanier a été retardée pour que l'importation n'ait pas officiellement lieu avant le début du mois

suivant. Comme les États-Unis l'ont indiqué précédemment dans leur réponse à la question n° 14 du Groupe spécial, l'importateur obtient d'abord la licence d'importation du FTU, puis le certificat de contrôle, et doit ensuite franchir plusieurs étapes additionnelles, y compris l'évaluation à des fins sanitaires et phytosanitaires à la direction provinciale applicable du MARA, retourner à l'Administration des douanes turque pour fournir tous les documents nécessaires et se rendre ensuite au port pour obtenir la mise en circulation du produit. Si l'une de ces étapes est retardée ou si l'importateur ne peut payer la marchandise au complet ou prendre d'autres arrangements, l'importation peut être retardée. Il n'est donc pas inconcevable que le processus ait duré quelques jours de plus dans certains cas où l'importateur essayait d'effectuer une importation juste avant la fermeture du contingent tarifaire.

59. D'ailleurs, ce scénario est envisagé par le Communiqué n° 2003/31 sur la "délivrance des certificats de contrôle à l'importation de produits alimentaires et de matériaux d'emballage qui entrent en contact avec des produits alimentaires et sur les procédures de contrôle au stade de l'importation", tel qu'il a été modifié (voir la pièce Annex TR-21). L'article 5 e) dispose que:

> [s']agissant de procédures d'importation de produits engagées à la suite d'un enregistrement de la déclaration en douane effectué avant la date d'expiration du certificat de contrôle, si le certificat de contrôle est venu à expiration à la date de livraison du produit à la partie intéressée, les procédures sont menées à terme sans tenir compte de cette expiration.

Ainsi, le fait que quelques importations contingentaires de riz non originaire des CE aient été effectuées au cours de périodes où le contingent tarifaire était fermé ne veut pas dire que ces importations ont été effectuées aux taux NPF, comme l'affirme la Turquie. Cela serait impossible parce que, comme la Turquie l'a indiqué à maintes reprises dans le passé, il y a des certificats de contrôle pour des importations contingentaires et des certificats de contrôle pour des importations hors contingent, et la pièce Annex TR-33 montre qu'il n'y a eu aucun chevauchement entre les deux. Les quelques cas où il est allégué que des importations contingentaires ont eu lieu après la fermeture du contingent tarifaire, au titre de certificats de contrôle pour des importations contingentaires qui n'étaient plus techniquement valides, ont probablement plutôt été des exemples du scénario prévu à l'article 5 e) ci-dessus.

Question n° 148

(Turquie) En réponse à la question n° 18 posée par le Groupe spécial, la Turquie indique qu'"aucune modification n'a été apportée au régime d'importation applicable au riz en novembre 2005 ou par suite de l'engagement de la procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC". La seule modification aurait été que le contingent tarifaire est devenu caduc le 31 juillet 2006, sans être renouvelé.

a) Veuillez expliquer pourquoi le contingent tarifaire n'a pas été rouvert depuis lors?

b) En réponse à la question n° 79 posée par le Groupe spécial, la Turquie, pour sa part, a dit que le régime de contingent tarifaire "poursuivait simultanément deux objectifs légitimes, à savoir améliorer l'approvisionnement du marché et stabiliser le marché". Peut-elle expliquer comment ces deux objectifs pourraient être garantis maintenant en l'absence du régime de contingent tarifaire?

c) Dans sa réponse à la question n° 82 posée par le Groupe spécial, la Turquie a dit que "[l]es indicateurs économiques nationaux et internationaux [l'incitaient] aussi à penser qu'il n'y [aurait] pas besoin, du moins dans un avenir prévisible, d'intervention sur le marché ni de mesures de stabilisation du marché du type de

celles que le contingent tarifaire [avait] contribué à réaliser". Le Groupe spécial a-t-il raison de conclure qu'en cas de changement de l'un quelconque de ces indicateurs économiques nationaux et internationaux, la Turquie pourrait alors réévaluer l'opportunité de rétablir un régime de contingent tarifaire pour l'importation de riz? Si cela n'est pas le cas, veuillez expliquer votre réponse en vous référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

60. La Turquie allègue qu'elle n'a pas rouvert le contingent tarifaire parce qu'il est onéreux d'administrer des contingents tarifaires et qu'elle préfère les forces du marché. Toutefois, le contingent tarifaire a réussi à atteindre ses objectifs consistant en l'augmentation de la production nationale turque et la réduction des importations, ce qui est confirmé par les documents que les États-Unis ont présentés, y compris la pièce US-77, dans laquelle le Ministre turc de l'agriculture indique que l'augmentation de 87 pour cent de la production de riz paddy est dû à la prescription relative aux achats sur le marché intérieur. L'affirmation de la Turquie selon laquelle il n'est plus nécessaire de rouvrir le contingent tarifaire a donc une certaine validité mais pour des raisons différentes de celles que donne la Turquie. La Turquie est en mesure de rouvrir le contingent tarifaire lorsqu'elle le jugera approprié et le passé indique qu'elle le fera.

e) Si la Turquie rétablissait un régime de contingent tarifaire pour l'importation de riz, cela imposerait-il une quelconque modification de la législation nationale existante? La législation qui prévoyait l'établissement du contingent tarifaire est-elle toujours en vigueur?

61. Les États-Unis font remarquer que la Turquie reconnaît que le Décret n° 2204/7333 est toujours en vigueur. La Turquie n'a pas répondu à la question du Groupe spécial de savoir s'il faudrait modifier le Décret afin de rouvrir le contingent tarifaire. Étant donné que le Décret en question a servi de base aux trois contingents tarifaires qui ont été ouverts dans le passé, les États-Unis estiment qu'il ne serait pas nécessaire de modifier le Décret pour rouvrir le contingent tarifaire.

Question n° 149

(Turquie) Au paragraphe 50 de sa réfutation, la Turquie a fait valoir qu'"[il était] clair qu'un système de contingent tarifaire sans la prescription relative aux achats sur le marché intérieur aurait entraîné un trop grand avantage au profit des produits importés. Ce résultat aurait aussi eu des conséquences négatives quant à la viabilité et au coût des mécanismes d'intervention sur le marché de la Turquie et à sa capacité de s'acquitter de ses obligations dans le cadre de l'OMC en relation avec ses niveaux d'engagement concernant la mesure globale du soutien". La Turquie pourrait-elle expliquer en quoi, à son avis, elle ne se serait pas acquittée de ses obligations dans le cadre de l'OMC en relation avec ses niveaux d'engagement concernant la mesure globale du soutien sans la prescription relative aux achats sur le marché intérieur incluse dans son mécanisme de contingent tarifaire?

62. La Turquie n'a pas répondu à la question posée par le Groupe spécial. En outre, si la Turquie considérait qu'un contingent tarifaire sans achats sur le marché intérieur aurait entraîné un trop grand avantage pour le riz importé, les États-Unis estiment que l'alternative évidente aurait été de ne pas imposer de contingent tarifaire du tout et d'autoriser simplement l'importation de riz aux taux NPF. Les États-Unis font également observer qu'en tout état de cause, la prescription relative à la MGS ne crée pas d'exception aux autres obligations dans le cadre de l'OMC.

Question n° 151

(Turquie) Dans sa réponse à la question n° 75 posée par le Groupe spécial, la Turquie a affirmé que selon la méthode d'interprétation correcte de l'Accord sur les MIC, il devrait y avoir une évaluation préliminaire de l'existence à la fois de l'élément commerce et de l'élément

investissement d'une MIC alléguée. Elle a dit aussi que, pour établir l'existence d'une violation de l'Accord sur les MIC, il fallait d'abord constater que sa prescription relative aux achats sur le marché intérieur était incompatible avec les dispositions de l'article III du GATT. Enfin, elle a invité le Groupe spécial à rejeter les allégations formulées par les États-Unis en ce qui concerne une violation alléguée de l'Accord sur les MIC sur la base du fait que les États-Unis n'avaient pas démontré la façon dont la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur aboutirait à une mesure concernant les investissements et liée au commerce et dans ce cas si elle enfreindrait les dispositions de l'article III du GATT. Veuillez préciser les conséquences des déclarations ci-dessus pour le "déroulement de l'examen" des allégations des États-Unis:

a) La Turquie propose-t-elle que le Groupe spécial examine d'abord les allégations des États-Unis au titre de l'article III:4 du GATT et ensuite examine séparément les allégations au titre de l'Accord sur les MIC?

b) Dans la négative, la Turquie peut-elle expliquer pourquoi les États-Unis seraient tenus de démontrer en quoi la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur aboutirait à une mesure concernant les investissements et liée au commerce en premier lieu?

c) À titre subsidiaire, la Turquie pense-t-elle qu'une fois que le Groupe spécial se sera prononcé au titre de l'article III:4 du GATT, il devrait recourir au principe d'économie jurisprudentielle et s'abstenir de formuler une constatation au titre de l'Accord sur les MIC?

63. Les États-Unis conviennent qu'en ce qui concerne la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, le Groupe spécial devrait d'abord examiner l'allégation formulée par les États-Unis en ce qui concerne une violation de l'article III:4 avant de passer à l'allégation de violation de l'article 2:1 et du paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'Accord sur les MIC. Les États-Unis reconnaissent que si le Groupe spécial constate que la Turquie a enfreint l'article III:4 du GATT de 1994 en instituant une prescription relative aux achats sur le marché intérieur, il ne sera pas nécessaire qu'elle formule une constatation au titre de l'article 2:1 et du paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'Accord sur les MIC.

64. S'agissant du fond de cette allégation, les États-Unis s'en tiennent à leurs arguments précédents selon lesquels la prescription relative aux achats sur le marché intérieur contient un élément investissement. Ces arguments sont étayés par le caractère de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, des données turques relatives à la production, et d'autres éléments de preuve, y compris les déclarations de responsables turcs dans des lettres d'acceptation. En revanche, les affirmations de la Turquie font abstraction des éléments de preuve. La Turquie allègue maintenant que certains facteurs – par exemple, la rénovation et la modernisation des systèmes d'exploitation et techniques agricoles et l'augmentation de la superficie moissonnée – fournissent des éléments de preuve indiquant que l'augmentation de la production turque de riz a résulté d'une augmentation de la productivité plutôt que de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur. L'argument de la Turquie n'est pas forcément bien fondé. Tous ces facteurs pourraient également fournir des éléments de preuve indiquant que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur a fonctionné comme prévu. Pendant les trois dernières années, les producteurs turcs ont reçu l'assurance que toute leur récolte serait achetée à des prix supérieurs à ceux du marché ce qui, comme les données le démontrent, les a encouragé à augmenter leur superficie moissonnée. Cette situation a permis une augmentation des bénéfices de la branche de production, dont certains pourraient avoir été dépensés pour moderniser le matériel agricole et investir dans de nouvelles technologies.

65. Des éléments de preuve supplémentaires indiquant que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur a permis des investissements dans la branche de production nationale qui ont

profité à de nombreux producteurs turcs de riz peuvent se trouvent dans quatre lettres que des producteurs turcs ont envoyées à l'ambassade des États-Unis à Ankara au début de février.[21] Les quatre lettres, qui sont presque identiques, disent que la procédure devant l'OMC "nous pénalise". De plus, les lettres profèrent des menaces selon lesquelles si les États-Unis n'abandonnent pas leur procédure "inutile" devant l'OMC, "cela portera atteinte à nos relations commerciales bilatérales" et il y aura un "boycottage de tous les produits américains que nous utilisons tels que les semences, les machines, les fertilisants et les produits pharmaceutiques pour l'agriculture …".

66. Enfin, l'argument de la Turquie selon lequel les importations de riz ont augmenté entre 2003 et 2006 prête à confusion. Tout d'abord, les importations de riz en 2004 ont baissé par rapport aux niveaux de 2003 parce que la Turquie a imposé ses restrictions le 10 septembre 2003, lorsque le Ministre turc de l'agriculture a délivré la première lettre d'acceptation, et que les importations de riz n'ont pu recommencer qu'à la fin avril 2004 lorsque le FTU a ouvert le contingent tarifaire pour la première fois. Comme le montre la pièce US-45, les importations pour l'année commerciale ou civile ont atteint 151 000 tonnes métriques en 2004, contre 320 000 tonnes métriques en 2003. Les exportations de riz ayant presque été ramenées à zéro pendant près de huit mois, il n'est pas surprenant que les importations aient augmenté par la suite. Toutefois, elles n'ont pas retrouvé leurs niveaux antérieurs. Alors qu'au cours de l'année commerciale 2005, elles s'élevaient à 298 000 tonnes métriques, elles ont de nouveau diminué en 2006 pour tomber à environ 154 000 tonnes métriques, ce qui correspond pour ainsi dire au volume d'importation de 2004.[22]

[21] *Voir* la pièce US-83.

[22] Comme il est indiqué dans la pièce US-45, l'USDA a prévu que les importations pour l'année commerciale 2006 s'élèveraient à 200 000 tonnes métriques (équivalent riz blanchi). Les données commerciales pour décembre 2006 ont été ajoutées dans la pièce US-81rev, et la quantité exacte pour l'année commerciale 2006 est de 186 513 tonnes métriques (selon le poids du produit). Après l'application des facteurs de conversion mentionnés dans la réponse des États-Unis à la question n° 117 du Groupe spécial, cette quantité est réduite à 153 983 tonnes métriques d'équivalent-riz blanchi.

ANNEXE F-3

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LES OBSERVATIONS DE LA TURQUIE SUR LES RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET LA TURQUIE APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(28 février 2007)

Dans ses observations sur les réponses des États-Unis du 6 février 2007 à la question n° 150 du Groupe spécial et à la question TR-1, la Turquie indique que les États-Unis ont mal traduit les termes "Kontrol Belgesi". Plus particulièrement, la Turquie indique que la traduction anglaise correcte de ces termes est "document de contrôle" plutôt que "licence d'importation".

Les États-Unis sont reconnaissants à la Turquie d'avoir porté cette question à leur attention. Les États-Unis ont maintenant examiné les traductions faites par les États-Unis dans le présent différend et ont découvert que leurs traducteurs ont traduit les termes "Kontrol Belgesi" par l'expression "licence d'importation" dans les pièces US-76 et US-77 et par l'expression "document de contrôle" dans d'autres pièces. Compte tenu du fait que ces traducteurs ont confirmé aux États-Unis qu'ils considèrent que ces deux expressions sont des traductions correctes et que les termes utilisés par les responsables turcs n'ont pas changé, les États-Unis souhaitent retirer leur affirmation aux paragraphes 50 et 66 de leurs réponses à la deuxième série de questions du Groupe spécial, qui est fondée sur la traduction de ces termes par l'expression "licence d'importation". Les États-Unis font observer que cela ne change pas leur conclusion, étayée par d'autres éléments de preuve et arguments, selon laquelle le certificat de contrôle de la Turquie constitue une "licence d'importation" aux fins des règles de l'OMC.

ANNEXE F-4

RÉPONSES DE LA TURQUIE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND
(6 février 2007)

Question n° 99

(Aux deux parties) Le Groupe spécial a examiné les données communiquées par chacune des parties. Certaines données figurant dans quelques-unes des pièces fournies par les parties sont fortement divergentes. Par exemple:

a) les chiffres figurant dans les pièces US-45 et TR-23 pour les importations de riz de 2001 à 2006;

b) les chiffres figurant dans les pièces US-53 et TR-25 pour les importations de riz paddy en janvier et décembre 2004 et de janvier à mai 2006; pour les importations de riz brun en mars 2003 et de janvier à septembre 2006; et pour les importations de riz blanchi en juillet 2004 et de janvier à juillet 2006;

c) les chiffres indiqués dans les pièces US-55 et TR-28 pour les prix c.a.f. au débarquement du riz paddy en décembre 2004; du riz brun en mars 2003, de mars à juin 2004, de septembre à décembre 2004 et en juin 2006; et du riz blanchi en décembre 2005.

Par ailleurs, certains chiffres fournis par les États-Unis et la Turquie sont très semblables. Par exemple:

a) les chiffres figurant dans les pièces US-45 et TR-24 pour la consommation de riz blanchi de 2001 à 2005;

b) les chiffres figurant dans les pièces US-53 et TR-25 pour les importations de riz paddy pour 2003, de février à novembre 2004, pour 2005, en juin et juillet 2006; pour les importations de riz brun en janvier, février, et d'avril à décembre 2003, pour 2004 et 2005; et pour les importations de riz blanchi pour 2003 (excepté en mai), pour 2004 (excepté en juillet) et pour 2005;

c) les chiffres indiqués dans les pièces US-55 et TR-28 pour les prix c.a.f. au débarquement du riz paddy pour 2003, d'avril à novembre 2004, pour 2005 et de juin à août 2006; du riz brun pour 2003 (excepté en mars), pour 2005, et d'avril à juin 2006; et du riz blanchi pour 2003, pour 2004, pour 2005 (excepté en décembre) et de janvier à juillet 2005.

Veuillez expliquer pourquoi, à votre avis, il en est ainsi, en vous référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

La Turquie fait observer qu'elle utilise les données des importations réalisées collectées par le Sous-Secrétariat aux douanes et traitées par l'Institut turc de statistique (TUIK), et elle confirme les données qu'elle a fournies dans les pièces Annex TR-23, TR-25 et TR-28. La Turquie et les États-Unis ont tiré ces chiffres de la même source (à savoir la TUIK) et, comme le Groupe spécial l'a relevé aussi, ces chiffres correspondent pour l'essentiel. Toutefois, pour les périodes qui présentent des écarts, certains des chiffres figurant dans la pièce US-53 indiquent des montants inférieurs à ceux

qui figurent dans la pièce Annex TR-25 et d'autres sont même manquants. En ce sens, la Turquie confirme ses chiffres une nouvelle fois et pense que les écarts sont dus aux erreurs figurant dans la pièce US-53. De plus, la Turquie souhaiterait préciser qu'elle s'est procurée officiellement les statistiques pertinentes auprès de la TUIK, alors que la méthode qui a permis aux États-Unis de fournir ces statistiques reste inconnue. Les prix c.a.f. au débarquement mensuels indiqués dans la pièce Annex TR-28 ont été calculés en divisant la valeur totale de l'importation par la quantité totale pour chaque mois.

Question n° 100

(Aux deux parties) Le Groupe spécial a examiné les renseignements communiqués par la Turquie concernant les "valeurs c.a.f. au débarquement mensuelles" dans la pièce TR-28 et a noté une forte hausse des prix du riz paddy en juin 2003, janvier et novembre 2004, février 2005 et mars 2006. De même, il a noté une forte hausse des prix du riz blanchi en septembre 2003, janvier et août 2004 et septembre 2005. Il a également noté une nette baisse du prix du riz blanchi en décembre 2003. Veuillez expliquer pourquoi, à votre avis, ces fortes hausses et cette baisse notable ont eu lieu, en vous référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

La Turquie fait observer qu'il existe de nombreux types de riz et de riz paddy qui diffèrent quant au type, à la qualité et aussi au prix. Le code SH 1006.10 inclut le riz paddy destiné à l'ensemencement, dont la valeur en prix est plus élevée (jusqu'à 3 600 dollars EU par tonne). En juin 2003, par exemple, la forte augmentation de la valeur c.a.f. au débarquement moyenne est la conséquence de quatre importations de riz paddy destiné à l'ensemencement effectuées par une unique société, avec une valeur c.a.f. moyenne de 3 395 dollars EU par tonne. La valeur c.a.f. au débarquement moyenne du riz paddy en juin 2003 est de 233 dollars EU par tonne si l'on exclut ces quatre importations. D'autre part, l'importation de riz paddy de janvier 2004 est réalisée en une seule expédition en provenance des États-Unis, avec une valeur c.a.f. moyenne de 897 dollars EU par tonne, ce qui équivaut presque à la valeur c.a.f. moyenne du riz paddy destiné à l'ensemencement. Il y a deux importations en novembre 2004 pour le riz paddy, avec des valeurs c.a.f. au débarquement de 1 329 dollars EU par tonne et 268 dollars EU par tonne, respectivement. De la même manière, une unique importation de riz paddy destiné à l'ensemencement, d'une valeur c.a.f. de 1 101 dollars EU par tonne en février 2005 et, à nouveau, une unique importation de riz paddy destiné à l'ensemencement d'une valeur c.a.f. de 1 530 dollars EU par tonne en mars 2006 font augmenter les valeurs c.a.f. au débarquement moyennes. Pour autant que l'on exclut ces importations des chiffres des importations, les valeurs moyennes seraient de 149 dollars EU par tonne en février 2005 et 289 dollars EU par tonne en mars 2006, respectivement.

Par ailleurs, toutes les importations de riz en septembre 2003 ont été réalisées en provenance de l'Italie et ont une valeur à l'exportation plus élevée en raison de la qualité élevée du produit. En outre, l'importation de riz en janvier 2004 est constituée de deux expéditions seulement, dont l'une a pourtant un prix c.a.f. au débarquement de 2 743 dollars EU par tonne. Les autorités turques ont mis ce prix en doute et l'importateur a déclaré qu'il s'agissait de riz "Carnaroli", que le prix était exact et qu'à l'heure actuelle, le prix de ce type de riz atteignait 1,25 euro/kg. À nouveau, lorsque des importations de riz provenant d'Italie ont été effectuées en août 2004 et septembre 2005, les valeurs c.a.f. moyennes ont commencé à augmenter (les importations en provenance de l'Italie démarrent généralement après août, c'est-à-dire la saison de récolte). La chute des prix en décembre 2003 résulte de l'importation de 10 450 tonnes riz avec une valeur c.a.f. moyenne de 264 dollars EU par tonne.

En tout état de cause, la Turquie estime qu'il convient de noter que les valeurs peuvent souvent être faussées par les déclarations des importateurs.

Question n° 102

(Turquie) Hormis le manque de compétitivité allégué du riz en provenance des États-Unis, quelles autres raisons peuvent expliquer, de l'avis de la Turquie, le fait que, d'après les renseignements fournis par la Turquie dans la pièce TR-25, il semble qu'aucune importation:

a) de riz paddy ou de riz brun n'ait eu lieu pendant le mois d'octobre en 2003, 2004 et 2005? De plus, les données figurant dans la pièce TR-33 donnent à penser qu'aucune importation de riz quel qu'il soit (paddy, brun ou blanchi) n'a eu lieu en février et en mars 2004. En outre, les données figurant dans la pièce TR-33 semblent indiquer qu'il n'y a pas eu d'importations de riz autres que les importations de riz hors contingent en provenance des CE/de l'ex-République yougoslave de Macédoine d'octobre à décembre 2003 et de septembre à octobre 2005;

b) de riz blanchi en provenance des États-Unis n'ait eu lieu au cours des périodes suivantes: i) janvier à mai 2004; ii) juillet 2004; iii) septembre à novembre 2004; iv) juillet à décembre 2005; et v) à partir de janvier 2006?

c) de riz paddy en provenance des États-Unis n'ait eu lieu au cours des périodes suivantes: i) octobre à décembre 2003; ii) février à mai 2004; et iii) septembre à novembre 2005?

En Turquie, la campagne agricole du riz paddy commence dans la deuxième quizaine de septembre. Les plus gros importateurs de riz en Turquie sont habituellement les rizeries, même si la part de leurs importations a récemment diminué. En conséquence, généralement, pendant la campagne agricole, la demande d'importation a tendance à diminuer en raison du volume élevé de l'offre de riz paddy sur le marché.

Par ailleurs, il y a deux raisons principales qui expliquent l'absence d'importations dans la période allant de février à mars 2004. La première est l'augmentation des stocks de riz au début de 2004, du fait du volume énorme des importations de riz en 2003 (en particulier, les importations de riz blanchi sont passées de 131 431 à 214 528 tonnes). La deuxième raison est la flambée des prix mondiaux du riz en 2004, comme le montre la pièce Annex TR-43, qui a fait baisser la compétitivité du riz importé par rapport au riz national et a entraîné une autre diminution de la demande d'importations.

En tout état de cause, la Turquie fait observer une fois encore que les tendances du marché turc du riz ont toujours été déterminées exclusivement par les décisions économiques des commerçants. La Turquie a exposé plus haut un petit nombre d'éléments qui ont eu un effet sur les choix des importateurs pendant une période spécifique. Il existent d'autres éléments qui jouent un rôle considérable dans la décision des importateurs: entre autres choses, le tarif préférentiel appliqué pour le riz en provenance des CE et de l'ex-République yougoslave de Macédoine dans les limites des contingents, ainsi que l'exploitation des rentes contingentaires et le titre de licences; les réseaux d'importation utilisés par les commerçants; leurs traditions commerciales; les préférences des consommateurs; la qualité du riz; les marques; les demandes adressées par des chaînes de distribution; les fluctuations monétaires; l'existence d'avantages tarifaires; et la proximité de marchés d'exportation.

Question n° 103

(Turquie) En référence à la question précédente, la Turquie est-elle d'avis que l'absence d'importations durant les périodes indiquées résultait d'une absence de demandes de certificats de contrôle pour l'importation de riz ou plutôt d'un rejet de ces demandes? Veuillez motiver votre réponse, en vous référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

La Turquie estime que l'absence d'importations durant certaines périodes résultait d'une absence de demandes de certificats de contrôle, qui dépendait dans une large mesure d'une combinaison de facteurs. Parmi ceux-ci, la contraction de la demande de riz importé consécutive à la hausse des prix mondiaux et à la forte présence de stocks a certainement eu un effet sur les demandes de certificats de contrôle pour la période allant de février à mars 2004. Quant à la diminution des importations de riz paddy au mois d'octobre, la Turquie renvoie aux raisons indiquées dans sa réponse à la question n° 102.

La Turquie présente dans le tableau suivant la ventilation des demandes, rejets et approbations pour chaque produit (c'est-à-dire les types de riz) dans chaque période spécifiée dans la question n° 102, dans la mesure où elle porte sur le commerce avec les États-Unis:

PÉRIODE	Total des demandes	Rejetées	Approuvées	Produit
Janvier-mai 2004	2	2	0	riz blanchi
Juillet 2004	2	0	2	riz blanchi
Septembre-novembre 2004	1	0	1	riz blanchi
Juillet-décembre 2005	5	5	0	riz blanchi
Janvier-9 novembre 2006	6	4	2	riz blanchi
Octobre-décembre 2003	0	0	0	riz paddy
Février-mai 2004	2	0	2	riz paddy
Septembre-novembre 2005	10	0	10	riz paddy

Question n° 104

(Turquie) La pièce TR-8 montre qu'en 2004, des certificats de contrôle ont été délivrés pour la France, l'Iran et "Iskenderun Customs Antr.". Toutefois, la pièce TR-33 ne montre aucun certificat de contrôle pour ces trois provenances. La Turquie pourrait-elle expliquer cet écart éventuel? Par ailleurs, à quoi correspondent les termes "Iskenderun Customs Antr."?

La pièce Annex TR-8 ne montre pas les chiffres correspondant aux certificats de contrôle approuvés par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA), mais il montre au lieu de cela les quantités totales, pour chaque pays, pour lesquelles des licences d'importation ont été délivrées par le Sous-Secrétariat au commerce extérieur (FTU) dans le cadre du système de contingent tarifaire. La non-existence de certificats de contrôle pour les importations de riz en provenance de ces trois pays dans la pièce Annex TR-33 indique que, bien que ces importateurs aient obtenu du FTU les licences leur permettant d'importer dans le cadre du contingent tarifaire, ils n'ont finalement pas demandé de certificat de contrôle et n'ont donc pas importé de riz (dans le cadre du contingent tarifaire ou hors contingent). La Turquie indique par ailleurs que les termes "Iskenderun Customs Antr." désignent l'entrepôt du point d'entrée d'Iskenderun.

Question n° 105

(Turquie) La pièce TR-35 semble montrer des chiffres moins élevés pour les demandes de certificats de contrôle rejetées en 2005 et 2006 que ceux qui figurent dans la pièce TR-36. En particulier, la pièce TR-36 permettrait de penser qu'il y a eu 85 rejets en 2006, contre 38

indiqués dans la pièce TR-35. La Turquie pourrait-elle expliquer ces écarts, y compris ce qu'ils impliquent pour le nombre total de rejets et le pourcentage de rejets montrés dans la pièce TR-35?

La Turquie fait observer que les données présentées dans la pièce Annex TR-36 sont plus à jour et elle demande au Groupe spécial de prendre en considération l'annexe indiquée. Par ailleurs, la Turquie présente une version mise à jour de la pièce Annex TR-35, montrant les rejets jusqu'au 9 novembre 2006.

Question n° 106

(Turquie) Les données figurant dans la pièce TR-33 semblent indiquer que le nombre total de certificats de contrôle approuvés pour 2003, 2004 et 2006 était plus élevé et que, pour 2005, ils étaient moins élevés que ce qui est indiqué dans la pièce TR-35. La Turquie pourrait-elle expliquer ces écarts, y compris leur incidence pour le nombre total de rejet et le pourcentage de rejets montrés dans la pièce TR-35?

Les données présentées dans la pièce Annex TR-36 sont plus à jour et la Turquie demande au Groupe spécial de prendre en considération l'annexe indiquée. D'autre part, la Turquie présente une version mise à jour de la pièce Annex TR-35, montrant les rejets jusqu'au 9 novembre 2006.

Question n° 107

(Turquie) Les chiffres pour la Bulgarie et la Russie figurant dans la pièce TR-25 semblent présenter un écart par rapport aux chiffres effectifs ou aux dates pour les importations en provenance de Bulgarie et de Russie figurant dans la pièce TR-33. La Turquie pourrait-elle expliquer cet écart apparent?

Les données concernant les chiffres ou les dates des importations réalisées fournies dans la pièce Annex TR-33 sont établies par le MARA, qui enregistre ces chiffres une fois le produit mis en libre circulation à la suite du contrôle douanier. Cette méthode peut parfois aboutir à certains écarts statistiques mineurs par rapports aux dossiers de la Direction générale des importations du FTU. La Turquie demande au Groupe spécial de prendre en considération, pour les chiffres des importations réalisées, la pièce Annex TR-25 établie par la Direction générale indiquée.

Question n° 108

(Turquie) D'après la pièce TR-25, il n'y a pas eu d'importations de riz blanchi en avril 2004; or, la pièce TR-33 indique que 21 000 kg de riz ont été importés du Pakistan pendant ce même mois. La Turquie pourrait-elle expliquer cet écart, ou tout autre écart semblable, entre les pièces TR-33 et TR-25?

La Turquie fait observer qu'un examen plus attentif de la pièce Annex TR-33 révèlerait que le certificat de contrôle relatif à l'importation de 21 000 kg de riz en provenance du Pakistan a été approuvé le 8 juin 2004, mais que la date d'importation a été enregistrée par inadvertance au 23 avril 2004. La pièce Annex TR-25 montre que l'importation en provenance du Pakistan mentionnée a été réalisée en juin.

Question n° 109

(Turquie) Dans sa réponse à la question n° 4 c) posée par le Groupe spécial, la Turquie a dit que la pièce TR-8 présentait "les données concernant les importations, classées par type de riz et par importations NPF ou contingentaires pour les années 2004 à 2006". (pas d'italique dans l'original) En fait, le tableau figurant dans la pièce TR-8 semble montrer les chiffres des

importations ventilés en fonction des types de riz et indiquant les "importations totales" A), les "licences d'importation délivrées" B) et la différence entre A et B dans une troisième colonne qui est censée montrer le "total des importations hors contingent".

a) La Turquie peut-elle confirmer ce qui précède?

La Turquie le confirme.

b) Pour ce qui est du riz blanchi, le chiffre correspondant pour les importations de riz en provenance des États-Unis dans la troisième colonne est négatif. D'après la note de bas de page 2 jointe au tableau, le signe moins indique que la quantité totale correspondant aux licences d'importation a été plus importante que les importations effectives. Le signe moins veut-il dire également qu'il n'y a pas eu d'importations hors contingent de riz blanchi en provenance des États-Unis pendant la période considérée?

La Turquie fait observer que le signe moins ne signifie pas nécessairement qu'il n'y a pas eu d'importations hors contingent. Le signe moins indique que les importations effectives réalisées ont été moins importantes que les quantités indiquées dans les licences d'importation délivrées dans cette période. Dès lors, l'importation effective pourrait avoir été réalisée soit dans le cadre du contingent tarifaire soit hors contingent. Toutefois, si le signe est positif, nous supposons alors que toutes les licences d'importation délivrées ont été entièrement utilisées (en raison de l'avantage tarifaire), et la différence entre les importations totales et les licences d'importation délivrées est sans aucun doute importée hors contingent (encore que, d'un point de vue théorique, la totalité des importations pourrait avoir été réalisée hors contingent puisque nous ne connaissons pas l'utilisation effective des licences d'importation).

Question n° 110

(Turquie) Dans sa question n° 7 posée aux deux parties, le Groupe spécial a demandé, entre autres choses, des renseignements concernant les prix moyens pour la production nationale, séparément, de riz paddy, de riz brun et de riz blanchi sur le marché turc pour la période allant de juillet 2003 à la fin 2006 (y compris des estimations, s'il y avait lieu). En réponse à cette question, la Turquie a indiqué qu'"il y [avait] lieu de se reporter à la pièce Annex TR-27". Or, les données figurant dans la pièce TR-27 semblent se référer seulement à des achats individuels effectués par des sociétés en 2005. Elles n'indiquent pas de moyennes mensuelles et ne précisent pas le type de riz auquel elles se réfèrent, et elles ne couvrent pas non plus la période demandée par le Groupe spécial. En l'absence de ces renseignements, la Turquie peut-elle présenter des observations concernant les données fournies par les États-Unis dans la pièce US-54? La Turquie voit-elle un rapport entre les données relatives aux prix fournies dans la pièce TR-27 et celles qui sont fournies dans la pièce TR-29?

En 2005 et 2006, l'Office turc des céréales (TMO) ne déterminait pas les prix du marché, du fait qu'il avait acheté de très petites quantités de riz paddy (à savoir, environ 14 000 tonnes), de sorte que les prix cités par le TMO ne peuvent pas représenter les prix payés effectivement par les acheteurs aux producteurs de riz paddy. Toutefois, comme c'est indiqué dans la pièce TR-27, sur les 600 000 tonnes de riz paddy produit sur le territoire national, 559 280 tonnes ont été achetées à des producteurs de riz paddy par les entreprises importatrices qui voulaient profiter du système de contingent tarifaire. En conséquence, la Turquie est fermement convaincue que le prix d'achat moyen de 0,64 TRY/kg du riz paddy national dans les transactions réalisées entre les entreprises et les producteurs de riz paddy en ce qui concerne les 559 280 tonnes de riz paddy indique clairement le prix du riz paddy en 2005.

La comparaison entre les données fournies dans la pièce US-54 et celles qui sont fournies dans la pièce Annex TR-29 montre que les prix d'achat déclarés par le TMO restent moins élevés. La recherche du prix effectuée par le TMO prend comme base les prix des produits qui sont transformés dans les régions de Edirne, Bandırma, Samsun et Tekirdağ où le riz paddy est cultivé, et il est simplement naturel que les prix montent selon une certaine proportion dans les endroits qui sont assez éloignés de ces régions, en raison des coûts du transport. Il se peut aussi que l'écart de prix susindiqué entre les données des États-Unis et celles de la Turquie provienne de ce que les États-Unis ont pu prendre comme prix turc moyen du riz les prix fixés dans certains centres commerciaux de luxe. La base des données recueillies par la USA Rice Federation présentées dans la pièce US-54 reste inconnue.

Les pièces Annex TR-27 et Annex TR-29 montrent que les prix acquittés par des sociétés individuelles pour le riz paddy acheté directement aux producteurs (pièce Annex TR-27) sont inférieurs aux prix d'achat déclarés par le TMO pour le riz paddy en général (pièce Annex TR-29). Cela peut s'expliquer par le coût du transport qui est nécessaire dans le cas d'achats auprès du TMO et qui n'existe tout simplement pas lorsque les producteurs vendent leurs produits directement aux commerçants. D'autre part, il se peut que les producteurs préfèrent vendre leurs produits à des sociétés individuelles en raison de l'avantage que constitue un versement comptant. Dans ces cas, les producteurs livrent leurs produits sans plus perdre de temps et sont payés en retour, compte tenu par ailleurs, bien entendu, d'un certain désavantage quant au prix.

Question n° 111

(Turquie) Pour répondre à la question n° 9 posée par le Groupe spécial, la Turquie a fourni la pièce TR-30 montrant le volume global des achats et des ventes de riz blanchi et de riz paddy effectués par l'Office turc des céréales (TMO) durant la période allant de 2003 au 16 novembre 2006. La Turquie pourrait-elle expliquer les raisons de la différence importante dans les volumes de riz paddy vendus par le TMO en 2004 par rapport aux volumes vendus en 2005 et 2006, respectivement?

Les différences entre le volume du riz paddy vendu par le TMO en 2004 et dans la période 2005-2006 sont la conséquence du recul des achats de riz national effectués par le TMO, pour un certain nombre de raisons (à savoir les prix plus élevés du riz sur le marché mondial associés au degré de compétitivité plus élevé du riz turc, la faiblesse relative de la lire turque et, enfin et surtout, l'application du contingent tarifaire). Le recul des achats de riz national a entraîné un fléchissement des ventes de stocks du TMO pendant la période 2005 et 2006. S'agissant en particulier du contingent tarifaire, il est clair qu'il offrait un grand avantage par ses tarifs préférentiels. Pour satisfaire à la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, les commerçants achetaient le riz national principalement aux producteurs nationaux, car c'était moins onéreux que de l'acheter au TMO. Le TMO, qui joue le rôle d'un organisme d'intervention, avait donc un volume moins important de riz national à acheter et, par voie de conséquence, moins de riz national à vendre.

Question n° 112

(Turquie) Comment la Turquie explique-t-elle la présence soudaine, en mai 2005, d'importations hors contingent de riz provenant des États-Unis, figurant dans la pièce TR-33?

La Turquie conteste vigoureusement l'allégation des États-Unis relative aux raisons alléguées de la présente soudaine d'importations hors contingent de riz provenant des États-Unis en mai 2005. Elle estime que l'explication réside dans les décisions économiques et commerciales prises par les différents négociants en riz sur la base des facteurs traditionnels qui déclenchent l'importation d'expéditions spécifiques de riz d'une origine plutôt que d'une autre. Les États-Unis ne fournissent pas d'élément apportant la preuve du contraire. La Turquie fait observer qu'il est probablement plus facile d'obtenir ces renseignements auprès des importateurs qui ont pris ces décisions économiques et

commerciales. À cette fin, elle estime que les États-Unis sont mieux placés pour se procurer ce type de renseignements.

Question n° 113

(Turquie): Dans sa réponse à la question n° 14 posée par le Groupe spécial, la Turquie a fait observer "que la procédure d'importation applicable aux importations aux taux NPF et aux taux contingentaires [était] décrite dans le tableau figurant dans la pièce Annex TR-32":

a) Dans cette pièce, en se référant à l'"importation au taux NPF", la Turquie indiquait qu'"[a]près l'approbation [du certificat de contrôle par le MARA], les importateurs [pouvaient] engager les procédures douanières". Cette déclaration est-elle compatible avec l'affirmation formulée par la Turquie dans sa déclaration finale pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial (paragraphe 12) selon laquelle "[l]e certificat de contrôle est un document utilisé dans le cadre des procédures douanières de la Turquie"? De l'avis de la Turquie, l'approbation des certificats de contrôle par le MARA fait-elle partie des procédures douanières de la Turquie ou les procédures douanières commencent-elles en fait seulement après l'approbation des certificats de contrôle?

La Turquie fait observer que le certificat de contrôle est un document utilisé dans le cadre des procédures douanières de la Turquie. Dans la déclaration susmentionnée, l'expression "procédures douanières" s'entend des procédures applicables aux points d'entrée. Elle n'a pas pour objet d'indiquer que l'approbation des certificats de contrôle ne faisait pas partie des procédures douanières au sens de l'Accord sur les licences d'importation. Comme la Turquie l'a déjà précisé dans ses déclarations orales, l'importation et le dédouanement en Turquie comportent un certain nombre d'étapes, qui incluent l'élément documentation, l'élément vérification, l'élément inspection physique et pour finir, l'élément recouvrement des taxes. Le certificat de contrôle fait partie de l'élément documentation dont la procédure commence au MARA et finit à la douane. L'approbation du certificat de contrôle par le MARA fait donc partie intégrante des procédures douanières. L'article 2 du Communiqué sur la normalisation dans le commerce extérieur n° 2006/5 dispose ce qui suit: "*Au stade de l'importation des produits qui ont été inclus dans les listes annexées (annexes I, II/A-B, III, IV, V/A-B et VI-A), le certificat de contrôle approuvé par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales sera demandé par l'administration des douanes compétente ...*"

b) Dans d'autres sections de ses communications, la Turquie a dit qu'aucune licence d'importation n'était requise pour des importations au taux NPF (voir par exemple les paragraphes 3 et 28 de sa première communication). Si cette dernière déclaration est exacte, pourquoi, dans la dernière colonne relative aux "Documents" requis pour l'importation aux taux NPF dans la pièce Annex TR-32, est-il indiqué "C. Licence d'importation"? Par ailleurs, il ne semble y avoir aucune mention semblable d'une "licence d'importation" dans la colonne relative aux documents requis pour l'"importation dans le cadre du contingent tarifaire". La Turquie peut-elle clarifier cette situation?

La Turquie fait observer que la mention "C. Licence d'importation" dans la colonne relative aux documents requis pour l'"*importation au taux NPF*" est le fait d'une erreur. À cet égard, elle demande au Groupe spécial de prendre en compte la version corrigée de la pièce Annex TR-32 jointe au présent document. En effet, cette mention aurait du être insérée dans la colonne relative à la documentation pour l'"*importation dans le cadre du contingent tarifaire*". La Turquie a dit maintes fois que, tandis que les certificats de contrôle, en tant qu'ils font partie de la documentation douanière, étaient requis à la fois pour les importations contingentaires et les importations hors contingent (y

compris les importations NPF et les importations en régime ALE), la licence d'importation accordée par le FTU était requise seulement pour les importations dans le cadre du contingent tarifaire.

Question n° 114

(Turquie) Dans sa réponse à la question n° 15 posée par le Groupe spécial, la Turquie se réfère à la pièce TR-33.

a) D'après les données figurant dans cette pièce, des certificats de contrôle auraient été régulièrement délivrés pour des importations de riz paddy et de riz blanchi des États-Unis tout au long des huit premiers mois de 2003. Or, le tableau montre que, de septembre 2003 à la fin de mai 2004, il semble qu'aucun certificat de contrôle n'ait été délivré pour des importations de riz non originaire de l'Europe, que ce soit dans le cadre du contingent tarifaire ou en dehors. Il semble aussi qu'aucun certificat de contrôle n'ait été délivré pour des importations hors contingent de riz non originaire des CE de septembre 2003 à août 2004. La Turquie pourrait-elle expliquer les raisons de ces variations de la tendance?

Comme cela a été expliqué précédemment, l'absence d'importations dans cette période particulière était due à l'absence de demandes de certificats de contrôle, sous l'effet de deux facteurs principaux (à savoir la présence d'importants stocks de riz sur le marché en raison du volume énorme des importations de riz en 2003, et la flambée des prix mondiaux du riz en 2004), qui avaient fait baisser la compétitivité du riz importé par rapport au riz national et avaient entraîné une autre diminution de la demande d'importations. Ces facteurs pourraient avoir incité les importateurs à recourir aux stocks et/ou à différer leurs décisions commerciales.

b) S'agissant des données figurant dans cette même pièce, veuillez indiquer les raisons, autres que des considérations commerciales, qui expliquent pourquoi aucun certificat de contrôle pour des importations hors contingent de riz des États-Unis ne semble avoir été délivré entre septembre 2003 et avril 2005 et, par voie de conséquence, aucune importation hors contingent de riz provenant des États-Unis ne semble avoir eu lieu effectivement durant la même période, à l'exception d'une expédition de 611 tonnes de riz paddy (date du certificat de contrôle: 15 septembre 2004; date d'importation: 16 septembre 2004).

La Turquie fait observer que, conformément aux données communiquées dans la pièce Annex TR-33, des certificats de contrôle ont été accordés dans les limites de la période indiquée pour l'importation de riz originaire de pays comme l'Égypte, la Chine, le Viet Nam, la Thaïlande et le Pakistan, ainsi que pour le riz provenant des États-Unis. L'absence relative de certificats de contrôle approuvés pour des importations hors contingent de riz originaire des États-Unis et, par voie de conséquence, d'importations de ce riz, sont dues au manque de compétitivité du riz originaire des États-Unis.

c) La période mentionnée dans le paragraphe précédent semble coïncider avec celle dans laquelle les États-Unis allèguent que les lettres dites d'acceptation consécutives de la Direction générale du MARA auraient retardé la date de délivrance des certificats de contrôle (voir les paragraphes 23 à 26 de la première communication écrite des États-Unis). Si, de l'avis de la Turquie, l'absence d'importations et de certificats de contrôle approuvés n'a pas de rapport avec la délivrance des lettres d'acceptation, la Turquie pourrait-elle alors expliquer quelles raisons, autres que des considérations commerciales, peuvent expliquer cette apparente coïncidence?

La Turquie a déjà expliqué pourquoi, s'agissant en particulier de la période allant de février à mars 2004, il n'y avait eu aucune importation de riz en Turquie et elle renvoie à la réponse à la question n° 114 a). Plutôt qu'avec les lettres d'acceptation, l'absence d'importations était en rapport, outre des considérations commerciales, avec les prix mondiaux, la présence de stocks et le volume élevé des importations dans les années précédentes.

Par ailleurs, la Turquie a fait observer aussi que le fait que les lettres d'acceptation n'étaient pas appliquées et n'affectaient pas les tendances du marché ressortait clairement de l'approbation effective par le MARA d'un nombre considérable de certificats de contrôle pendant la période alléguée d'application des lettres d'acceptation. Par exemple, comme la Turquie l'a indiqué dans de précédentes communications, malgré l'existence d'une "recommandation contraire" figurant dans une lettre dite d'acceptation (à savoir la lettre d'acceptation n° 107, mentionnée par les États-Unis dans leur première communication), 224 certificats de contrôle ont été approuvés en fait entre le 10 septembre 2003 et le 30 juin 2004. Il faudrait plutôt considérer ces chiffres comme des éléments de preuve convaincants montrant que les lettres dites d'acceptation étaient (et sont) seulement des communications internes suggérant des recommandations, et non des mesures formelles de politique commerciale liant l'administration. Cette tendance générale est confirmée pendant les périodes ultérieures d'application alléguée des lettres d'acceptation jusqu'en septembre 2006. Pour prendre un second exemple, malgré l'existence d'une "recommandation contraire" dans ce que les États-Unis appellent la lettre d'acceptation n° 905, 544 certificats de contrôle ont été approuvés, en fait, entre le 1er juillet 2004 et le 1er janvier 2005. Le fait que les importateurs choisissaient d'importer en régime ALE ou dans le cadre du contingent tarifaire (lorsqu'il était en vigueur) est le résultat des avantages et des bénéfices afférents offerts par les taux préférentiels.

Question n° 115

(Turquie) Pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial, les États-Unis ont présenté la pièce US-71, dans laquelle le nombre de 2 242 certificats de contrôle fourni par la Turquie, dont il est allégué qu'ils ont été approuvés, a été ventilé afin d'exclure les certificats qui, à leur avis, n'étaient pas pertinents, tels ceux qui ont été approuvés, d'après les allégations, pendant une "période non pertinente", ainsi que ceux qui ont été accordés pour des importations contingentaires et des importations de riz en provenance des CE et de l'ex-République yougoslave de Macédoine (avec lesquelles la Turquie a des accords commerciaux préférentiels). Les États-Unis ont donc laissé entendre qu'une fois toutes ces exclusions faites, le nombre final de certificats de contrôle pertinents dont la Turquie allègue qu'ils ont été approuvés était de 56. La Turquie peut-elle formuler des observations concernant ce nombre et ce qu'il impliquerait? Si, à son avis, le nombre final suggéré par les États-Unis n'est pas exact, la Turquie pourrait-elle donner ses raisons, en se référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié?

Dans la pièce US-71, les États-Unis dégagent le nombre de 56 certificats de contrôle donné pour des importations hors contingent en régime NPF et font valoir que cela devrait prouver qu'il existe une prohibition légale imposée en ce qui concerne l'approbation de certificats de contrôle. Toutefois, la Turquie pense que cet argument, et la pertinence du chiffre, reposent sur une hypothèse erronée. Cette hypothèse erronée est de prendre en considération des importations non pertinentes en provenance des CE et de la Macédoine et, par voie de conséquence, de les exclure lorsque l'on compare les certificats de contrôle approuvés pour le commerce contingentaire et pour le commerce hors contingent. La Turquie fait observer que si elle avait eu l'intention d'utiliser les certificats de contrôle comme un instrument pour restreindre les importations de riz et protéger les producteurs nationaux, il n'y aurait eu aucune raison d'exclure les importations effectuées dans le cadre des deux accords de libre-échange de l'application du refus allégué d'approuver des certificats de contrôle. Il ne fait pas de doute que les importations en provenance des CE et de la Macédoine pouvaient constituer une menace encore plus grande pour la production nationale en raison de l'avantage tarifaire plus

grand. La Turquie ne comprend pas pourquoi ni sur quelle base les États-Unis continuent de considérer ces importations non pertinentes dans leurs arguments.

La Turquie pense aussi que, même en acceptant l'exclusion des importations en régime ALE, les calculs établis par les États-Unis ont encore des effets de distorsion. Les États-Unis se réfèrent en fait à différentes périodes lorsqu'ils comparent le nombre total de certificats de contrôle approuvés (à savoir janvier 2003 à novembre 2006) avec le nombre total de certificats de contrôle approuvés pour le commerce NPF (à savoir du 10 septembre 2003 au 17 mars 2006). Au paragraphe 8 de leurs déclarations orales à la deuxième réunion du Groupe spécial, ils ont allégué que le chiffre de 56 certificats de contrôle représentait *à peine 2,5 pour cent des 2 242 certificats de contrôle indiqués par la Turquie.* Un calcul exact donnerait, là encore compte tenu de l'exclusion des importations en régime ALE et en considérant la période située entre le 10 septembre 2003 et le 17 mars 2006, 3,25 pour cent de certificats de contrôle approuvés au total pour des importations de riz en régime NPF (soit 56 sur 1 718). D'autre part, la Turquie fait observer que la période pertinente à considérer est située entre janvier 2003 et novembre 2006. Les calculs effectués pour cette période montrent que le pourcentage des certificats de contrôle approuvés pour l'importation de riz en régime NPF atteint 6 pour cent au total. La Turquie fait observer aussi que la période choisie de manière arbitraire par les États-Unis ne tient pas compte du fait que les certificats de contrôle sont valables un an à compter de la date d'approbation. Elle estimerait donc plutôt que la période de référence aux fins du commerce effectif réalisé à partir 10 septembre 2003 devrait être idéalement celle qui commence le 11 septembre 2002 (pour ce qui est de l'approbation des certificats de contrôle).

Question n° 118

(Turquie) La Turquie pourrait-elle préciser si, dans les pièces qu'elle a communiquées au Groupe spécial (en particulier les pièces TR-8, TR-23, TR-25 et TR-33), les chiffres fournis pour les importations de riz paddy, de riz brun et de riz blanchi sont les données effectives concernant les volumes importés ou sont en fait les volumes des importations de riz brun et de riz paddy présentés sous la forme d'équivalents-riz blanchi (c'est-à-dire ont-ils été convertis en équivalents-riz blanchi)?

La Turquie fait observer que les chiffres figurant dans la pièce Annex TR-8 sont des équivalents-riz blanchi des importations totales de riz paddy, de riz brun et de riz blanchi. Les chiffres figurant dans les pièces Annex TR-23, TR-25 et TR-33 représentent les données effectives pour les volumes importés des produits.

Question n° 119

(Turquie) En prenant les chiffres donnés par la Turquie comme des chiffres absolus et non comme des équivalents-riz blanchi, le Groupe spécial a relevé des différences dans les données concernant les volumes d'importation et le nombre de certificats de contrôle approuvés fournis par la Turquie, en particulier entre les pièces TR-33 et TR-20*bis* et entre TR-33 et TR-23.

a) La Turquie peut-elle clarifier ces divergences?

b) La Turquie peut-elle confirmer quels sont les chiffres que le Groupe spécial doit considérer comme finals, en fournissant des éléments de preuve pertinents à l'appui?

La pièce Annex TR-20 couvre la période allant jusqu'au 21 septembre 2006, alors que les données plus à jour sont présentées dans la pièce Annex TR-33 qui couvre la période allant jusqu'au 9 novembre 2006. La Turquie demande donc au Groupe spécial de prendre en considération la pièce Annex TR-33.

Par ailleurs, comme elle l'a expliqué précédemment dans la réponse à la question n° 107, la Turquie demande au Groupe spécial de prendre en considération la pièce Annex TR-25 pour les données relatives aux quantités importées.

Question n° 120

(Turquie) La Turquie pourrait-elle préciser les unités utilisées dans le tableau figurant dans la pièce TR-28?

L'unité utilisée est le dollar EU par tonne.

Question n° 121

(Turquie) Pendant la deuxième réunion avec le Groupe spécial, la Turquie a présenté une photocopie tirée du "FAO Rice Market Monitor – December 2006" (Suivi du marché du riz de la FAO – décembre 2006), avec un tableau intitulé "Export Prices for Rice" (prix du riz à l'exportation). La Turquie pourrait-elle confirmer si cette photocopie est destinée à faire partie des pièces de la Turquie destinées au Groupe spécial?

Oui, le tableau intitulé "Export Prices for Rice" tiré du suivi du marché du riz de la FAO devrait être inclus dans la pièce Annex TR-43.

Question n° 122

(Turquie) Dans leur réponse à la question n° 13 posée par le Groupe spécial (paragraphe 20), les États-Unis ont fait valoir que "le riz provenant des CE et entrant dans le cadre du contingent communautaire ne faisait l'objet d'aucune restriction mais que les importateurs étaient tenus d'acheter du riz paddy national pour toutes importations de riz communautaire dépassant le plafond annuel de 28 000 tonnes métriques". La Turquie pourrait-elle formuler des observations au sujet de cette affirmation? Les importations de riz en provenance des CE dépassant le contingent annuel de 28 000 tonnes sont-elles soumises à une prescription relative à des achats sur le marché intérieur?

La Turquie confirme que, comme pour le riz originaire de tout autre pays, il n'y a jamais eu de restriction concernant le riz importé en provenance des CE. Le riz blanchi originaire des CE bénéficie d'un contingent en franchise de droits de 28 000 tonnes métriques. En dehors du contingent en franchise de droits, le riz provenant des CE peut être importé aux taux NPF ou appliqués, ainsi que dans le cadre du régime de contingent tarifaire. Dans ce dernier cas, les importateurs doivent satisfaire à la prescription relative aux achats sur le marché intérieur. En tout état de cause, que le riz soit importé dans le cadre du contingent en franchise de droits, à des taux NPF ou appliqués, ou avec l'avantage tarifaire du contingent tarifaire, l'approbation du certificat de contrôle constitue toujours un élément de l'importation.

Question n° 123

(Turquie) Pendant la deuxième réunion avec le Groupe spécial, les États-Unis ont communiqué des renseignements affirmant qu"en vertu de l'Accord de libre-échange entre la Turquie et la Macédoine, la Turquie [avait] une possibilité d'importation préférentielle dans les limites du contingent tarifaire (8 000 tonnes, droit nul)" (pièce US-72).

a) La Turquie pourrait-elle confirmer les renseignements concernant ce contingent tarifaire bilatéral assorti d'un droit contingentaire nul?

La Turquie confirme ces renseignements.

b) La Turquie pourrait-elle également indiquer si les importations de riz provenant de l'ex-République yougoslave de Macédoine, que ce soit dans le cadre de ce contingent tarifaire ou en régime NPF, sont subordonnées à l'obtention d'un certificat de contrôle ou soumises à une prescription relative à des achats sur le marché intérieur?

Les importations de riz provenant de la Macédoine sont subordonnées, comme le riz originaire de toutes les autres destinations, à l'approbation des certificats de contrôle, que l'importation soit prévue dans le cadre du régime de contingent tarifaire, en régime ALE, ou aux taux NPF ou appliqués. L'achat de riz national est requis uniquement pour l'importation dans le cadre du régime de contingent tarifaire.

c) La Turquie a-t-elle des arrangements commerciaux préférentiels avec un autre pays pour l'importation de riz en Turquie? Dans l'affirmative, pourrait-elle donner des renseignements au sujet de ces accords, en indiquant leurs caractéristiques principales pour ce qui est des importations de riz en Turquie?

À l'heure actuelle, il n'y pas d'accords commerciaux préférentiels portant sur le commerce du riz, hormis avec les CE et la Macédoine.

Question n° 124

(Turquie) La pièce TR-25 mentionne des importations de riz paddy en juin 2004 en provenance de l'"ALE Samsun". La Turquie pourrait-elle expliquer à quoi correspond l'"ALE Samsun"?

La Turquie indique que la mention "ALE Samsun" devrait, en fait, être libellée "ZLE Samsun" ou "zone de libre-échange de Samsun". Les zones de libre-échange (également connues sous le nom de zones franches économiques ou zones économiques spéciales) sont des lieux où des incitations sont appliquées afin de promouvoir l'activité économique et qui sont acceptés comme étant extérieurs au territoire douanier turc bien qu'ils soient physiquement situés à l'intérieur des frontières de la Turquie.

Question n° 125

(Turquie) Dans sa réponse à la question n° 14 posée par le Groupe spécial, la Turquie a indiqué "que la procédure d'importation applicable aux importations aux taux NPF et aux taux contingentaires [était] décrite dans le tableau figurant dans la pièce Annex TR-32". Dans cette pièce, la Turquie a identifié le fondement juridique pour la procédure d'importation au taux NPF et pour la procédure d'importation au taux contingentaire. Pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial, toutefois, elle a dit que le Communiqué n° 2006/05 sur la normalisation dans le commerce extérieur avait été remplacé par une nouvelle législation.

a) La Turquie peut-elle confirmer que le Communiqué n° 2006/05 sur la normalisation dans le commerce extérieur a été remplacé par une nouvelle législation et fournir une copie de cette nouvelle législation?

Le Communiqué n° 2006/05 a été abrogé et remplacé par le Communiqué n° 2007/21 qui a été publié au Journal officiel n° 26406 le 17 janvier 2007.[1] Cependant, la Turquie fait observer qu'aucune modification n'affecte l'importation de riz en Turquie.

[1] Une copie de ce communiqué est jointe en tant que pièce Annex TR-44.

b) La Turquie peut-elle confirmer ce qui constitue le fondement, dans la législation intérieure turque, du pouvoir qu'a le Sous-Secrétariat turc au commerce extérieur (FTU) de publier des communiqués sur la normalisation dans le commerce extérieur? S'agit-il du Décret n° 2005/9454 relatif au "régime de réglementation technique et de normalisation pour le commerce extérieur" figurant dans la pièce TR-2?

La Turquie confirme que le Décret n° 2005/9454 relatif au "régime de réglementation technique et de normalisation pour le commerce extérieur", présenté dans la pièce Annex TR-2, constitue le fondement juridique pour tous les communiqués du FTU concernant la normalisation, en particulier les deux Communiqués n° 2006/5 et n° 2007/21.

c) La Turquie peut-elle également confirmer ce qui constitue le fondement, dans la législation intérieure turque, du pouvoir qu'a le Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) de publier des communiqués comme le Communiqué n° 2006/05?

La Turquie souhaiterait préciser que le Communiqué n° 2006/05 a été promulgué par le FTU (et non par le MARA) sur la base du Décret n° 2005/9454 relatif au "régime de réglementation technique et de normalisation pour le commerce extérieur". Le communiqué attribue au MARA la tâche de déterminer … "*la conformité des substances qui figurent sur les listes annexées au présent communiqué et qui sont assujetties au régime de mise en libre circulation, au régime des procédures internes, au régime des procédures de contrôle douanier et au régime d'importation temporaire pour ce qui est de la santé et de la sécurité des personnes et de la préservation des animaux et des végétaux*".[2]

D'une manière générale, dans le système juridique turc (comme dans beaucoup d'autres systèmes juridiques), l'administration a le pouvoir de promulguer des dispositions d'application fixant des règles qui sont communes, abstraites, objectives et compatibles avec la législation principale. Par exemple, le Communiqué n° 2003/31[3] publié par le MARA a été promulgué (comme il est indiqué à l'article 3 du Communiqué) sur la base du Décret ayant force de loi n° 560 en ce qui concerne la production, la consommation et l'inspection des produits alimentaires[4], de la Loi n° 4128 portant modification dudit décret, et du Décret ayant force de loi n° 441 en ce qui concerne la création du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales et les fonctions qui lui sont attribuées, ainsi que des dispositions des Communiqués sur la normalisation dans le commerce extérieur relatives aux denrées alimentaires et autres produits agricoles et produits de la pêche.

Pour compléter cet exemple, les Communiqués n° 2001/10[5] et n° 2002/11[6], également publiés par le MARA, ont été établis sur la base du Règlement relatif au Code alimentaire turc.[7]

d) La Turquie peut-elle confirmer si le Communiqué n° 2003/31 sur la "délivrance des certificats de contrôle à l'importation de produits alimentaires et de matériaux d'emballage qui entrent en contact avec des produits alimentaires et sur les procédures de contrôle au stade de l'importation" (tel que modifié), présenté dans la pièce TR-21, est toujours en vigueur?

---

[2] Voir l'article premier des Communiqués n° 2006/5 et n° 2007/21 dans les pièces Annex TR-1 et TR-44.

[3] Voir Annex TR-21.

[4] Publié au Journal officiel n° 22327 du 28 juin 1995 et modifié par la Loi n° 5179 publiée au Journal officiel n° 25483 du 5 juin 2004.

[5] Voir Annex TR- 5.

[6] Voir Annex TR-6.

[7] Publié au Journal officiel du 16 novembre 1997.

La Turquie confirme que le Communiqué n° 2003/31 est toujours en vigueur.

e) La Turquie peut-elle confirmer si le Décret n° 2005/9454 relatif au "régime de réglementation technique et de normalisation pour le commerce extérieur" figurant dans la pièce TR-2 est toujours en vigueur?

La Turquie confirme que le Décret n° 2005/9454 relatif au "régime de réglementation technique et de normalisation pour le commerce extérieur" est toujours en vigueur.

f) Quand la prescription imposant que les importateurs obtiennent un certificat de contrôle pour l'importation de riz a-t-elle été établie pour la première fois? Au moyen de quel instrument juridique?

La Turquie fait observer que la prescription pour les certificats de contrôle est réglementée dans le cadre de différents régimes depuis plus de 20 ans. Depuis 1995, elle est réglementée par les communiqués de normalisation pour le commerce extérieur.

Question n° 126

(Turquie): Dans sa déclaration pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial (paragraphe 6), la Turquie a affirmé qu'"[a]ucune disposition ne donn[ait] aux autorités pertinentes le pouvoir discrétionnaire de ne pas approuver de certificats de contrôle". À cet égard, la Turquie semble faire valoir que l'absence de pouvoir discrétionnaire peut être inférée de l'absence de toute disposition explicite qui donnerait un tel pouvoir au Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (MARA). Si cette description de l'argument avancé est exacte, veuillez donner un fondement juridique additionnel et/ou des arguments additionnels pour étayer l'affirmation de la Turquie concernant l'absence alléguée de pouvoir discrétionnaire du MARA. Dans la négative, veuillez expliquer pourquoi, en vous référant aux éléments de preuve juridiques pertinents.

La Turquie confirme que rien dans la législation turque ne prévoit que le gouvernement ou l'administration turc peut utiliser le certificat de contrôle comme une licence d'importation, et qu'aucune disposition ne donne à l'autorité compétente le pouvoir discrétionnaire de ne pas approuver de certificats de contrôle. En particulier, le libellé de l'article 2 du Communiqué n° 2006/05[8] (ainsi que l'article 2 du Communiqué n° 2007/21[9] qui l'a remplacé, et du Communiqué n° 2005/05[10] qui était en vigueur auparavant) indique clairement que l'approbation du certificat de contrôle suit automatiquement la présentation par l'importateur du formulaire dûment établi, ainsi que des documents pertinents, au MARA ou aux Directions provinciales.

Selon les principes généraux du système juridique turc, comme dans les systèmes juridiques d'autres pays, les droits existent à moins qu'une exception prévoyant des restrictions et prohibitions ne s'applique expressément. Par conséquent, lorsque la loi ne prévoit pas de les restreindre ou de les prohiber, les droits sont accordés, naturellement, automatiquement et totalement. Étant donné qu'aucune disposition ne donne à l'autorité pertinente le pouvoir discrétionnaire exprès de ne pas approuver de certificats de contrôle, c'est le devoir et la responsabilité juridiques du MARA que d'approuver les certificats de contrôle pour les importateurs qui satisfont aux prescriptions établies par la législation pertinente dans le cadre du système juridique turc.

De plus, selon la jurisprudence du Conseil d'État qui constitue la juridiction administrative suprême de la Turquie, les pouvoirs publics ne peuvent pas utiliser leur pouvoir de manière arbitraire.

[8] Voir Annex TR-1.
[9] Voir Annex TR-44.
[10] Voir Annex TR-22.

Il n'y a nulle marge discrétionnaire de quelque sorte que ce soit qui doive être exercée par le MARA, les Directions provinciales, ou le FTU lors de l'approbation de certificats de contrôle.

Question n° 127

(Turquie) La législation pertinente accorde-t-elle explicitement aux importateurs le droit d'obtenir les certificats de contrôle demandés une fois qu'ils ont satisfait à toutes les prescriptions juridiques et présenté la totalité des documents juridiques pertinents?

La législation turque pertinente précise que pour obtenir des certificats de contrôle, tout ce que les importateurs doivent faire est de présenter le formulaire dûment rempli et la facture, ainsi que les autres documents requis en fonction de la nature et du type de produit. Comme cela a été dit plus haut, sur présentation des documents requis, le MARA a le devoir et la responsabilité juridiques d'approuver les certificats de contrôle. Il s'ensuit de là que les importateurs ont le droit d'obtenir les certificats de contrôle approuvés.

Question n° 128

(Turquie) L'article 6 du Communiqué n° 31 de la Turquie sur la délivrance des certificats de contrôle à l'importation de produits alimentaires et de matériaux d'emballage qui entrent en contact avec des produits alimentaires et sur les procédures de contrôle au stade de l'importation contient apparemment la liste des documents requis pour la délivrance d'un certificat de contrôle pour des importations en Turquie. Dans la section 6 B c), cette disposition mentionne d'"autres documents devant être présentés selon le type de produit".

a) Veuillez préciser lesquels des documents figurant dans la section 6 B) c) sont demandés pour la délivrance d'un certificat de contrôle pour des importations de riz.

Les "autres documents" devant être présentés selon le type de produit sont généralement demandés pour les produits agricoles transformés et les produits agricoles contenant plus d'un composant. Comme le riz ne contient pas plus d'un composant, aucun autre document, par exemple "la liste des composants", n'est demandé pour l'approbation du certificat de contrôle aux fins de l'importation de riz.

b) Dans leur réponse à la question n° 25 posée par le Groupe spécial, les États-Unis ont fait valoir que le libellé des Communiqués de 2005 et 2006 du MARA était "suffisamment large pour donner au MARA la flexibilité de "demander" d'autres documents en fonction du produit". La Turquie souscrit-elle à cette déclaration? Si la déclaration des États-Unis n'est pas exacte, la Turquie pourrait-elle donner ses raisons, en se référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié?

Compte tenu des dispositions principales et de l'objectif des Communiqués n° 2005/5 et n° 2006/5, à savoir permettre que seuls des produits sûrs soient importés en Turquie, il est clair que les termes "autres documents" renvoient aux documents dont l'objet est la santé et la sécurité des personnes, la vie ou la santé des animaux ou la préservation des végétaux. Les termes "autres documents" sont requis puisque des documents différents peuvent être exigés pour des produits différents selon les caractéristiques des produits. Toutefois, la Turquie tient à souligner qu'aucun "autre document" n'est exigé pour l'importation de riz au titre des communiqués susmentionnés.

La Turquie conteste vigoureusement l'argument des États-Unis selon lequel la phrase "… *Pour obtenir un certificat de contrôle, il faut s'adresser au Ministère mentionné ou aux services (organismes) provinciaux habilités par le Ministère, en présentant un formulaire de demande de*

certificat de contrôle (annexe VII), une facture pro forma ou une facture et d'autres documents que le Ministère peut demander, en fonction du produit …", qui figure à l'article 2 du Communiqué n° 2006/05 donnerait au MARA la souplesse lui permettant de demander d'autres documents. Les documents nécessaires exigés pour l'importation de riz sont indiqués clairement dans le Communiqué n° 2003/31, dans lequel la demande de documents additionnels est justifiée simplement par la nature du produit (c'est-à-dire le degré de transformation auquel le produit a été soumis). En particulier, pour l'importation de produits non transformés comme le riz blanchi, le riz brun ou le riz paddy, aucun document autre que le certificat de contrôle, le formulaire d'identification de l'entité juridique et la facture pro forma n'est demandé par le MARA.

c) Veuillez confirmer s'il existe un quelconque instrument juridique ou une autre liste publiée qui précise tous les documents demandés pour la délivrance d'un certificat de contrôle pour des importations de riz. Comment les importateurs sont-ils informés des documents requis?

Outre les Communiqués n° 2005/5 et n° 2006/5 mentionnés, ainsi que le dernier Communiqué n° 2007/21, les importateurs peuvent consulter la liste indiquant les documents nécessaires pour l'approbation des certificats de contrôle à l'adresse suivante: http://www.kkgm.gov.tr/birim/gidakont/Kontrol_Belgesi/liste2.html.

d) Le paiement d'un quelconque type de redevance est-il exigé pour l'approbation de certificats de contrôle pour l'importation de riz?

Une redevance administrative doit être versée aux directions provinciales en échange des services rendus.

e) Veuillez confirmer s'il y a d'autres documents, ne figurant pas dans la section 6 B) c), que le MARA exige aussi pour délivrer un certificat de contrôle pour des importations de riz en Turquie. Si tel est le cas, veuillez fournir une copie de l'instrument juridique pertinent ou des instruments juridiques pertinents.

f) Veuillez préciser toutes conditions auxquelles ces documents doivent se conformer pour être acceptés et pour que le certificat de contrôle soit ensuite délivré.

Aucun document autre que le formulaire dûment rempli, le formulaire d'identification de l'entité juridique et la facture pro forma n'est demandé pour l'approbation de certificats de contrôle pour l'importation de riz.

Question n° 129

(Turquie) La Turquie a fait valoir que les certificats de contrôle avaient l'effet "d'un élément de facilitation des échanges … offr[ant] une certitude juridique et une prévisibilité commerciale aux importateurs qui importent du riz" (déclaration orale de la Turquie pendant la première réunion de fond avec le Groupe spécial, paragraphe 6), et qu'ils avaient, entre autres choses, un objectif sanitaire et phytosanitaire" (réponse de la Turquie à la question n° 14 posée par le Groupe spécial, page 7).

a) Veuillez expliquer en quoi le certificat de contrôle permet d'atteindre ces fins sanitaires et phytosanitaires, et comment le MARA et les fonctionnaires de l'Administration des douanes turque peuvent vérifier la conformité des produits avec les normes et les règlements techniques pertinents sans avoir vu le certificat

sanitaire ou phytosanitaire approprié ni procédé à l'inspection physique pertinente des marchandises devant être importées.

Comme il a déjà été longuement dit, le certificat de contrôle est un document de référence nécessaire au dédouanement d'expéditions spécifiques de diverses marchandises, dont le riz. Il permet au MARA et aux autorités douanières turques de vérifier, sur un seul document, tous les renseignements douaniers requis, y compris la conformité du produit avec les normes et les règlements techniques pertinents. La Turquie a déjà expliqué qu'en ce qui concerne certains produits (c'est-à-dire les produits alimentaires et d'autres produits sensibles importés en vue de la consommation humaine ou animale), le niveau de développement de la surveillance du marché après l'importation sur son territoire ne permettait pas d'atteindre de manière satisfaisante l'objectif sanitaire et phytosanitaire. Pour cette raison même, le recours à un processus strict et rigoureux d'approbation préalable et de certification rapide des produits (par le MARA, qui est le ministère compétent pour le riz) est encore nécessaire.

Le certificat de contrôle atteint cet objectif en centralisant les attributions et les responsabilités en ce qui concerne la compatibilité des produits entre les mains de l'autorité (en l'occurrence le MARA pour des produits agricoles comme le riz) qui est la mieux placée pour vérifier la conformité avec l'ensemble de la législation pertinente et qui devra répondre en définitive de la sécurité du produit. L'approbation des certificats de contrôle par le MARA est donc censée permettre l'application sûre, uniforme et cohérente des prescriptions prévues dans la législation pertinente pour les produits alimentaires. S'agissant en particulier du rôle sanitaire et phytosanitaire du certificat de contrôle, avant l'inspection effective qui a lieu au point d'entrée, la garantie rapide pour les importateurs que les produits sont conformes aux normes applicables constitue un élément particulièrement pertinent.[11] La Turquie estime que ces aspects sont essentiels pour assurer le degré nécessaire d'intégration administrative, de prévisibilité du dédouanement et d'uniformité d'action entre le gouvernement central et les laboratoires de contrôle et d'inspection SPS aux points d'entrée.

b) La Turquie peut-elle expliquer également pourquoi un importateur serait tenu de présenter, en plus d'un certificat de contrôle, une déclaration en douane et un certificat sanitaire et phytosanitaire si le certificat de contrôle permet au MARA et aux fonctionnaires de l'Administration des douanes turque de vérifier "tous les renseignements douaniers requis, y compris la conformité du produit avec les normes et les règlements techniques pertinents"?

Comme cela a été indiqué dans de précédentes communications, ce système reflète les différentes phases qui caractérisent le processus d'importation. Le gouvernement turc doit être averti au plus tôt de l'importation prévue de certains produits sensibles sur le plan sanitaire ou phytosanitaire comme le riz. S'il est vrai que l'approbation du certificat de contrôle permet au MARA de vérifier "tous les renseignements douaniers requis, y compris la conformité du produit avec les normes et les règlements techniques pertinents" préalablement à l'importation effective, une phase importante a lieu au niveau douanier, où il est procédé effectivement à l'inspection SPS des expéditions spécifiques.

c) Veuillez donner, en vous référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié, des arguments étayés qui permettent de contrer l'affirmation formulée par les États-Unis (dans leur réponse à la question n° 14 posée par le Groupe spécial, note de bas de page 11 relative au paragraphe 23) selon laquelle, d'après les importateurs turcs, le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) "ne demande pas le certificat phytosanitaire au stade où il décide d'accorder ou non le certificat de contrôle. Au contraire, le MARA n'exige la présentation d'un certificat phytosanitaire que lorsque la Direction provinciale de l'agriculture qui a juridiction sur le port où doit se faire

[11] Pour le riz, celles qui figurent aux points A et E du certificat de contrôle (voir Annex TR-4).

l'importation le demande. Mais cette étape n'a lieu qu'une fois que le MARA a accordé le certificat de contrôle."

L'affirmation formulée par les États-Unis correspond à la réalité. Cependant, ce que les États-Unis continuent de méconnaître, ce sont les renseignements et engagements SPS que le MARA exige des importateurs de riz au moment où ils sollicitent un certificat de contrôle. Le certificat SPS pour l'expédition spécifique du riz qu'il est prévu d'importer n'est pas demandé par le MARA au stade de l'approbation du certificat de contrôle car ce dernier peut être utilisé pendant une période de 12 mois. L'inspection et la certification SPS effectives ne peuvent être effectuées qu'au point d'entrée. Ce qui est pertinent et qui est demandé au moment où le certificat de contrôle est sollicité, c'est que l'importateur indique que le riz importé sera conforme aux mesures SPS turques pertinentes, et qu'il s'engage à ce que l'expédition effective corresponde aux renseignements fournis lorsqu'il a sollicité le certificat de contrôle. Aussi curieux que cela puisse paraître sur la base de la plainte engagée par les États-Unis, ce processus renforce de manière effective la prévisibilité commerciale du processus d'importation et s'est avéré un puissant instrument de facilitation des échanges, en ce sens qu'il offre une garantie rapide que les produits sont conformes aux prescriptions SPS applicables. Comme la Turquie l'a indiqué dans de précédentes communications, cela constitue un élément de facilitation commerciale et administrative tant pour les commerçants concernés que pour l'administration turque.

d) Veuillez fournir aussi davantage de renseignements sur le processus d'évaluation des risques pour l'importation de riz mentionné par la Turquie dans sa réponse à la question n° 14 posée par le Groupe spécial. À quel stade de l'importation les produits sont-ils examinés, y compris au moyen d'analyses de laboratoire si c'est le cas, afin d'en évaluer la sécurité? Ces analyses de laboratoire sont-elles effectuées, et ces procédures de quarantaine appliquées, de façon aléatoire, à la discrétion des autorités douanières ou des autorités en matière d'agriculture, ou suivent-elles certaines lignes directrices? Veuillez fournir, selon qu'il sera approprié, une copie des documents pertinents établissant de telles lignes directrices ou stipulant le pouvoir discrétionnaire de décider dans quels cas procéder à de telles analyses de laboratoire.

Si le produit est jugé convenable après la vérification des documents et de l'identité, le stade suivant est l'inspection physique. L'inspection physique est le stade du contrôle qui, lorsque c'est nécessaire, comporte des analyses en laboratoire. S'agissant des importations de produits agricoles non transformés comme le riz, l'analyse de laboratoire est jugée nécessaire la plupart du temps. Au cours des analyses, ce sont surtout les questions qui sont essentielles pour la sécurité des produits alimentaires pouvant présenter un risque pour la santé humaine (comme les pesticides, les critères microbiologiques, les contaminants, les métaux lourds) qui sont examinées.

Question n° 130

(Turquie) Au paragraphe 22 de sa déclaration orale pendant la deuxième réunion des parties, la Turquie indique qu'"une fois approuvé, le certificat de contrôle garantit à l'importateur que tous les éléments et conditions requis pour le dédouanement sont réunis et rendront l'importation possible".

a) En quoi est-ce que le certificat de contrôle "garantit … que tous les éléments et conditions requis pour le dédouanement sont réunis" alors que le MARA, à ce stade, n'a pas vu le certificat sanitaire ou phytosanitaire qui, d'après la réponse de la Turquie à la question n° 14 posée par le Groupe spécial, doit être présenté à la direction provinciale du MARA après l'approbation du certificat de contrôle?

La Turquie renvoie aux réponses fournies à la question n° 129.

b) Sous réserve qu'il soit constaté que le produit satisfait aux prescriptions sanitaires et phytosanitaires nécessaires en matière d'importation, de quelle façon, le cas échéant, l'Administration des douanes turque refuserait-elle l'importation d'un produit?

La Turquie fait observer que si le produit satisfait aux prescriptions sanitaires et phytosanitaires nécessaires, les autorités douanières turques ne peuvent pas refuser l'importation.

Question n° 131

(Aux deux parties) En réponse à la question n° 40 d) posée par le Groupe spécial, la Turquie fait observer que les certificats de contrôle donnent aux importateurs des "avantages en termes de facilitation des échanges", à savoir, par exemple, "garantir la cohérence et l'uniformité des procédures de dédouanement… assur[er] une plus grande prévisibilité commerciale et une plus grande certitude juridique aux importateurs (quant à ce que peut comporter le contrôle à la frontière) et … rédui[re] l'éventualité d'un blocage des marchandises à la douane, avec le risque d'un contentieux douanier long et coûteux."

a) Les certificats de contrôle sous leur forme actuelle sont-ils les seuls instruments qui permettent à la Turquie d'assurer des "avantages en termes de facilitation des échanges" ou y aurait-il un autre moyen d'arriver à ces mêmes avantages? Veuillez justifier votre réponse, en vous référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

La Turquie estime que les certificats de contrôle répondent actuellement au critère traditionnel du caractère raisonnable et de la nécessité utilisé pour déterminer le degré de facilitation des échanges. En particulier, s'agissant du rôle sanitaire et phytosanitaire du certificat de contrôle, elle estime que cet instrument est parfaitement conforme à l'article 8 de l'Accord SPS et à chacune des dispositions de l'Annexe C sur les "Procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation" qui est attachée à cet accord. Les renseignements communiqués par la Turquie tout au long de la procédure du Groupe spécial devraient permettre à l'évidence un examen favorable fondé sur les prescriptions de l'Annexe C.

La Turquie reste cependant disposée à examiner d'autres possibilités d'améliorer le degré de facilitation des échanges autorisé par son certificat de contrôle. La négociation d'un accord d'équivalence ou de reconnaissance mutuelle entre la Turquie et les États-Unis (ou d'autres pays intéressés) pourrait constituer une telle possibilité, au sens de l'article 4 de l'Accord SPS. En l'espèce, les États-Unis devraient démontrer objectivement à la Turquie qu'avec leur mesure, le niveau approprié de protection SPS est atteint en Turquie. Les États-Unis n'ont jamais demandé à tenir des consultations en vue de parvenir à un tel accord bilatéral.

b) Le fait que les certificats de contrôle, d'après les allégations, donnent aux importateurs des avantages en termes de facilitation des échanges signifie-t-il qu'en l'absence de la prescription imposant l'obtention de certificats de contrôle, l'importation de riz serait en quelque sorte plus astreignante? Dans l'affirmative, veuillez expliquer de quelle manière l'importation de riz serait plus astreignante en l'absence d'une telle prescription, en justifiant votre réponse avec des arguments et des éléments de preuve appropriés.

En l'absence de certificats de contrôle, l'importation ne serait pas nécessairement plus astreignante, mais serait plus longue, plus coûteuse, plus imprévisible et moins certaine sur le plan commercial. Comme la Turquie l'a indiqué dans de précédentes communications, tous ces éléments, en définitive, ne facilitent pas les échanges. De longues procédures au niveau douanier constituent des coûts. La non-prévisibilité de la conformité avec les prescriptions SPS constitue, finalement, un

coût pour les commerçants et grève les ressources administratives déjà limitées de la Turquie. Un faible degré de prévisibilité commerciale décourage le commerce. La Turquie est sincèrement convaincue que le certificat de contrôle offre un élément de facilitation des échanges pour ce qui est de tous ces coûts éventuels.

Question n° 132

(Turquie) Dans sa réponse à la question n° 39 posée par le Groupe spécial, la Turquie a affirmé que "[l]e processus de certification rapide par le MARA et les vérifications et inspections proprement dites au niveau des douanes sont les *seuls instruments efficaces* qui permettent à la Turquie de garantir que les produits qui sont mis en libre circulation sur son marché sont sûrs et propres à la consommation". (pas d'italique dans l'original) La Turquie a indiqué en outre que les certificats de contrôle avaient pour but, entre autres choses de déterminer "la conformité avec tous les spécifications, normes et règlements techniques (y compris la santé et la sécurité des personnes, la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux, la protection de l'environnement, l'aptitude à l'usage, etc.) (voir par exemple les paragraphes 54, 64 et 67 de la première communication de la Turquie).

a) Le Groupe spécial note cependant que les contrôles ont lieu après que les certificats de contrôle ont été effectivement approuvés et il semble que ce but ne soit pas mentionné dans la législation appropriée. La Turquie peut-elle fournir le fondement juridique ou des arguments permettant d'étayer son affirmation sur ce point?

Le certificat de contrôle reprend les déclarations des importateurs selon lesquelles le produit est conforme aux normes applicables et il est censé constituer une notification préalable du dédouanement prévu aux points d'entrée des différentes expéditions. Les importateurs doivent déclarer que le riz qu'ils veulent importer *est conforme aux dispositions de la Loi sur l'adoption du KHK (texte législatif) portant modification de la Loi n° 5179 sur la production, la consommation et l'inspection des produits alimentaires,* et *aux dispositions de la Loi n° 6968 sur la lutte contre les parasites dans l'agriculture et la quarantaine agricole.*[12] La Turquie a déjà répété maintes fois que les procédures douanières turques étaient appliquées à la fois au niveau central (avec l'approbation des certificats de contrôle par le MARA) et à la frontière (avec la vérification physique du riz importé, qui doit être conforme "dans la pratique" à tous les prescriptions, normes et règlements techniques comme cela a été certifié "en théorie" par le MARA lorsqu'il a approuvé le certificat de contrôle sur la base des renseignements présentés par les importateurs). Elle estime que le fait que les inspections physiques ont lieu au moment de l'importation et après l'approbation des certificats de contrôle est sans effet sur le rôle fondamental que jouent les certificats de contrôle en permettant d'évaluer et de vérifier rapidement si les produits sont propres à la consommation.

La Turquie tient aussi à préciser que l'article 1 d) du Décret n° 2005/9454, qui constitue le fondement juridique du Communiqué n° 2006/05 (et du Communiqué n° 2007/31), dispose que l'un des objectifs visés est "*de veiller à ce que les produits importés soient conformes aux règlements techniques et/ou soient sûrs sans établir de discrimination entre les produits importés et les produits nationaux, d'assurer la protection de la santé et de la sécurité des personnes, de la vie ou de la santé des animaux ou la préservation des végétaux, ainsi que la protection de l'environnement, et de satisfaire aux prescriptions de la moralité publique, de la politique générale et de la sécurité publique.*"[13]

C'est, en fait, conformément aux objectifs énoncés à l'article 1 d) du Décret n° 2005/9454, et entièrement dans l'exercice des compétences octroyées par le décret, que le FTU a publié le

[12] Voir Annex TR-4, points A et E.
[13] Voir Annex TR-2.

Communiqué n° 2006/05 qui confère au MARA la responsabilité de déterminer la conformité des produits (énumérés dans les annexes; l'annexe VI-A pour le riz) en ce qui concerne la santé et la sécurité des personnes, la vie et la santé des animaux ou la préservation des végétaux.[14]

La Turquie estime donc que les objectifs légitimes consistant, entre autres choses, à protéger la santé et la sécurité des personnes, la vie et la santé des animaux ou à préserver les végétaux, auxquels répond le certificat de contrôle sont clairement inscrits dans la législation turque prévoyant le certificat de contrôle.

b) Les certificats de contrôle sous leur forme actuelle sont-ils les seuls instruments qui permettent à la Turquie d'atteindre ces objectifs ou y aurait-il une autre façon de les atteindre? Dans l'affirmative, veuillez décrire de quelle façon, en justifiant votre réponse par des arguments et des éléments de preuve suffisants.

La Turquie pense que le certificat de contrôle représente l'instrument le mieux adapté pour assurer une application sûre, uniforme et cohérente des prescriptions prévues par la législation pertinente pour les produits alimentaires. Comme la Turquie l'a déjà fait observer, en ce qui concerne certains produits (c'est-à-dire les produits alimentaires et d'autres produits sensibles importés en vue de la consommation humaine ou animale), l'efficacité de la surveillance du marché après l'importation en Turquie doit encore être améliorée. Cela explique pourquoi le gouvernement turc met toujours l'accent (dans ce qui doit être considéré comme une approche totalement légitime au regard des règles de l'OMC et appliquée au titre de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce) sur le recours à des processus stricts et rigoureux d'approbation préalable et de certification rapide des produits (par le MARA, qui est le ministère compétent pour le riz). Cet examen ne peut pas être effectué uniquement après l'importation, et il ne peut pas être confié entièrement aux autorités douanières. À cet égard, le certificat de contrôle a pour objet de centraliser les attributions et les responsabilités en ce qui concerne la compatibilité des produits entre les mains de l'autorité (en l'occurrence le MARA pour des produits agricoles comme le riz) qui est la mieux placée pour vérifier la conformité avec l'ensemble de la législation pertinente, tant au niveau central qu'à la frontière, et qui devra répondre en définitive de la sécurité du produit.

Question n° 133

(Turquie) Dans la question n° 44 e) qu'il a posée après la première réunion de fond avec les parties, le Groupe spécial a demandé à la Turquie de "fournir une photocopie de chacun des 2 223 certificats de contrôle approuvés entre 2003 et septembre 2006". En réponse, la Turquie a indiqué que des photocopies de certificats de contrôle étaient disponibles; mais que les Ministères compétents n'étaient toutefois pas autorisés à fournir toutes les copies au Groupe spécial; et que, quoi qu'il en soit, la Turquie serait en mesure de fournir au Groupe spécial, à sa demande et à titre strictement confidentiel, les copies de n'importe quel certificat de contrôle mentionné dans la pièce Annex TR-33.

a) La Turquie peut-elle donner des détails sur les raisons juridiques pour lesquelles, dans le cadre de la législation turque, le gouvernement ne serait pas autorisé à fournir les exemplaires demandés par le Groupe spécial?

b) Si la Turquie ne peut pas fournir une photocopie de chacun des 2 223 certificats de contrôle approuvés entre 2003 et septembre 2006, peut-elle au moins fournir une photocopie de chacun des 56 certificats de contrôle approuvés qualifiés de "pertinents" par les États-Unis pendant la deuxième réunion de fond avec le

[14] Voir l'article premier du Communiqué n° 2006/05, Annex TR-1.

Groupe spécial (voir le paragraphe 8 de la déclaration des États-Unis pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial et la pièce US-71)?

c) La Turquie peut-elle indiquer combien des 2 223 certificats de contrôle approuvés entre 2003 et septembre 2006 étaient dus au fait que le demandeur avait présenté à nouveau sa demande après le rejet de celle-ci par les autorités turques, et fournir une photocopie de chacun de ces certificats de contrôle?

d) Veuillez fournir des statistiques en ce qui concerne le nombre total de demandes de certificats de contrôle pour l'importation de riz présentées une deuxième fois et l'approbation ou le rejet ultérieur de ces demandes, ainsi que le temps qu'il a fallu au Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) pour y répondre. Se pourrait-il que des demandes rejetées énumérées dans les pièces TR-35 et TR-36 aient été présentées une deuxième fois et approuvées ultérieurement et que, par conséquent, elles figurent dans la pièce TR-33?

e) Dans sa réponse à la question n° 44 posée par le Groupe spécial, la Turquie renvoie à la pièce TR-36, qui comporte une liste des demandes de certificats de contrôle rejetées, y compris les raisons du refus, jusqu'au 21 septembre 2006. La Turquie peut-elle fournir une photocopie de chacune des demandes rejetées ainsi que des lettres correspondantes dans lesquelles elle a notifié le rejet aux sociétés requérantes, pour l'importation du riz correspondant à chacun des cas cités dans la pièce TR-36?

f) Si la Turquie ne peut pas fournir toutes les photocopies demandées aux paragraphes b), c), d) et e) ci-dessus, en raison de la nécessité de protéger les données confidentielles des sociétés concernées, peut-elle au moins fournir ces photocopies après avoir caviardé les noms des sociétés?

Réponse à la question n° 133 a):

D'après l'article 13 de la Loi turque sur les statistiques, les données confidentielles obtenues, traitées et conservées aux fins des statistiques officielles ne peuvent être transmises à aucune entité ou autorité administrative, judiciaire ou militaire, ou personne relevant d'une telle entité ou autorité, ni ne peuvent être utilisées sauf à des fins statistiques ou être utilisées comme moyen de preuve. Les fonctionnaires des administrations publiques ou d'autres autorités qui recueillent des renseignements doivent respecter cette règle. L'article 53 de la même loi dispose que les fonctionnaires qui enfreignent les prohibitions énoncées à l'article 13 seront punis conformément à l'article 258 de la Loi n° 5237 sur le Code pénal turc.

Réponse à la question n° 133 b) et f):

La Turquie a déjà fourni une synthèse des renseignements pertinents dans la pièce Annex TR-33. S'agissant des certificats de contrôle effectifs, la Turquie croit comprendre que les documents communiqués au Groupe spécial devraient aussi être mis à la disposition des États-Unis. Étant donné les prescriptions rigoureuses en matière de confidentialité prévues par la loi turque (voir ci-dessus la réponse à la question n° 133a)) et les communications et échanges de renseignements bien établis entre les États-Unis et un certain nombre de négociants en riz turcs, les fonctionnaires turcs concernés par la présente procédure du Groupe spécial hésitent à courir le risque d'une divulgation de ces renseignements et de poursuites pénales éventuelles pour violation de la loi turque sur la confidentialité. Le Groupe spécial comprendra que la possession de copies des certificats de contrôle effectifs (indiquant les données relatives aux importateurs, les quantités importées/exportées, les valeurs en douane, les fonctionnaires donnant l'approbation, etc.) peut donner lieu à des procédures judiciaires internes devant les juridictions commerciales, fiscales ou pénales.

La Turquie maintient sa position quant à la véracité, l'exhaustivité et l'utilité des renseignements fournis antérieurement par le biais d'une synthèse dans la pièce Annex TR-33. Toutefois, elle n'est pas en mesure de fournir des copies des certificats de contrôle effectifs en vue de leur distribution. À titre exceptionnel, elle serait disposée à fournir des copies "caviardées" des 56 certificats de contrôle "pertinents", uniquement au Groupe spécial et après qu'il aura été clairement entendu avec le Groupe spécial et les parties au présent différend que ces documents ne seraient pas mis à la disposition des États-Unis ni d'aucune autre entité hormis le Groupe spécial et le Secrétariat de l'OMC. Il va sans dire qu'elle ne s'opposerait pas à ce que les États-Unis mettent à la disposition du Groupe spécial, aux fins de la présente procédure, les copies qu'ils pourraient détenir des certificats de contrôle effectifs obtenus par des importateurs.

Réponse à la question n° 133 c) et e):

La Turquie fait observer que ces renseignements et ces documents ne figurent pas dans les registres du MARA.

Réponse à la question n° 133 d):

Il est possible que les demandes rejetées aient été présentées à nouveau et approuvées ultérieurement, mais ces renseignements ne figurent pas dans les registres du MARA. Les importateurs sont libres de présenter à nouveau leur demande pour les mêmes montants, ou solliciter des montants différents avec de nouvelles demandes.

Question n° 134

(Turquie) En réponse à la question n° 44 f) posée par le Groupe spécial au sujet du refus d'accorder des certificats de contrôle, la Turquie a communiqué au Groupe spécial la pièce TR-36, qui indique la date de la demande, l'origine, la quantité et la qualité du riz pour lequel chaque certificat de contrôle a été demandé au cours des années 2003 à 2006. Comme raisons du refus, la liste indique ce qui suit: "documents manquants non complétés", "à la demande de la société" et "conditions administratives prescrites incomplètes".

a) Comment conviendrait-il de comprendre ces raisons?

La Turquie fait observer que l'expression "*conditions administratives prescrites incomplètes*" renvoie aux demandes qui sont incomplètes ou ne sont pas accompagnées des documents requis conjointement avec le formulaire de certificat de contrôle, ou aux demandes pour lesquelles le formulaire de certificat de contrôle est incomplet ou contient des renseignements inexacts. Par exemple:

i) classification douanière inexacte de la marchandise importée;

ii) choix d'un point d'entrée qui ne permet pas l'importation de produits alimentaires; et

iii) renseignements sur l'origine de la marchandise importée manquants.

L'expression "*conditions administratives prescrites incomplètes*" peut être mentionnée également dans le cas où les renseignements figurant dans les documents et concernant, entre autres choses, le nom de la société, l'adresse, la désignation du produit, le pays d'origine sont incohérents. De même, une demande sera réputée incomplète si les lettres pertinentes n'ont pas été sélectionnées sous la rubrique "S*elon les caractéristiques de la marchandise à importer, veuillez entourer ci-dessous la lettre correspondant à la réponse voulue*" (c'est-à-dire la déclaration SPS de l'importateur).

L'expression "*à la demande de la société*" renvoie aux cas dans lesquels la société requérante retire sa demande. L'expression "*documents manquants non complétés*" renvoie aux cas dans lesquels la société requérante est informée qu'il y a des "*conditions administratives prescrites incomplètes*" dans sa demande et se voit ménager un délai supplémentaire pour compléter et/ou corriger les renseignements manquants ou inexacts, mais ne complète pas ou ne corrige pas les éléments manquants ou les erreurs dans la demande.

b) La Turquie peut-elle donner d'autres détails sur les raisons du rejet des demandes de certificats de contrôle indiquées?

La Turquie fait observer qu'étant donné que toutes les demandes ont été retournées aux sociétés requérantes, elle ne peut pas communiquer de renseignements détaillés.

c) Les raisons détaillées du refus sont-elles communiquées par écrit aux sociétés requérantes dans le document de rejet ou ces raisons sont-elles communiquées aux demandeurs d'une manière semblablement succincte à celle qui est indiquée dans la pièce TR-36?

Comme c'est expliqué en détail dans la réponse à la question n° 134 a), les raisons du refus d'approuver les certificats de contrôle sont normalement directes et communiquées verbalement aux requérants dans le cadre de leurs activités ordinaires. En fait, le MARA veille toujours à ce que les représentants des sociétés requérantes soient tenus rapidement informés des parties manquantes ou erronées des demandes.

Question n° 135

(Turquie) Les États-Unis ont présenté, en tant que pièce US-29, la photocopie d'une demande de certificat de contrôle pour l'importation de 10 000 tonnes de riz dont il est allégué qu'elle a été "retournée en raison d'erreurs d'orthographe". Le Groupe spécial note que les "erreurs d'orthographe" ne figurent pas dans les "raisons du refus" d'accorder les certificats de contrôle dans la pièce TR-36.

a) La Turquie peut-elle confirmer si des erreurs d'orthographe constitueraient des motifs justifiant le rejet d'une demande de certificat de contrôle? Dans l'affirmative, de laquelle des trois catégories ("documents manquants non complétés", "à la demande de la société" ou "conditions administratives prescrites incomplètes") une erreur d'orthographe relèverait-elle? Quel est le fondement juridique pour rejeter des demandes en raison d'"erreurs d'orthographe"?

b) La Turquie peut-elle confirmer si la photocopie spécifique communiquée par les États-Unis comme pièce US-29 correspond à la demande identifiée en numéro 3 dans la liste des "Demandes de certificats de contrôle rejetées et raisons du rejet en 2003", fournie par la Turquie dans la pièce TR-36?

La Turquie fait observer qu'elle ne peut pas répondre à cette question car la demande mentionnée ne figure pas parmi les registres du MARA. D'une manière générale, la politique du MARA n'est pas de rejeter systématiquement les demandes sur la base de faute d'orthographe mineures. Cela serait disproportionné et irait à l'encontre des principes fondamentaux du caractère raisonnable et de la facilitation des échanges. Cependant, dans certains cas, les erreurs d'orthographe peuvent insister sur des éléments décisifs de la demande (comme le numéro du code SH) et le processus d'importation. Dans ces cas-là, la confusion peut entraîner des rejets individuels. À cette fin, toutefois, la Turquie tient à souligner que ces rares situations doivent également être considérées à la lumière de l'extrême simplicité d'une demande ou d'une deuxième présentation de la demande. Les

importateurs travaillent en étroite collaboration avec le MARA et ont généralement développé des relations de longue date et personnelles avec ses fonctionnaires. Cela ne demande pas grand-chose ni longtemps de présenter à nouveau une demande en apportant une petite correction (mais éventuellement importante) qui évitera des problèmes ou des malentendus ultérieurs. Une fois encore, la Turquie regrette que les États-Unis utilisent une affaire individuelle pour insinuer ou sous-entendre qu'il y avait une succession de rejets systématiques des demandes pour des raisons futiles. Cela ne s'est jamais produit, et les gros volumes d'échange et les faibles pourcentages de rejet témoignent clairement et puissamment du contraire. La Turquie fait observer aussi que la photocopie spécifique communiquée par les États-Unis dans la pièce US-29 ne correspond pas à la demande indiquée en numéro 3 dans la liste des "Demandes de certificats de contrôle rejetées et raisons du rejet en 2003" fournie par la Turquie dans la pièce Annex TR-36, puisque les dates des demandes ne concordent pas.

Question n° 136

(Aux deux parties) D'après les déclarations de la Turquie (voir, par exemple, le paragraphe 25 de sa première communication), les certificats de contrôle pour l'importation de riz sont valables pour une durée de 12 mois.

a) Si tel est le cas, pourquoi les importateurs n'importeraient-il pas du riz durant les périodes dans lesquelles les certificats de contrôle, d'après les allégations, ne sont pas approuvés, mais où l'on peut supposer que certains certificats de contrôle sont encore valables?

b) Durant les périodes où le contingent tarifaire n'était pas ouvert, pourquoi les importations de riz n'auraient-elles pas lieu au titre des certificats de contrôle dont on peut supposer qu'ils étaient toujours valables?

c) Y a-t-il une quelconque différence entre les certificats de contrôle accordés pour effectuer des importations au taux NPF, dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels et dans le cadre du contingent tarifaire? Dans l'affirmative, veuillez préciser les différences existantes. Dans la négative, cela veut-il dire qu'un même certificat de contrôle aurait pu être utilisé également pour importer aux différents taux? Un importateur devait-il préciser si l'importation prévue devait être une importation contingentaire ou hors contingent lorsqu'il demandait un certificat de contrôle? Veuillez vous référer aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

d) Un certificat de contrôle serait-il toujours valable pendant 12 mois, même durant une période où un contingent tarifaire était en vigueur? Un certificat de contrôle pour des importations contingentaires conserverait-il sa validité de 12 mois et, donc, permettrait-il toujours que des importations aient lieu au taux de droit contingentaire préférentiel, malgré la fermeture de la période contingentaire?

e) La quantité dont l'importation sera autorisée au titre du certificat de contrôle a-t-elle un quelconque rapport avec la quantité dont l'importation est autorisée lorsque l'on demande une licence d'importation au Sous-Secrétariat au commerce extérieur (FTU)?

Réponse à la question n° 136 a) et b):

La Turquie fait observer qu'il n'y a eu aucune période dans laquelle les certificats de contrôle n'étaient pas approuvés mais que parfois les demandes n'étaient tout simplement pas présentées en raison de considérations économiques, de la part des importateurs, liées à la rentabilité de

l'importation et à d'autres facteurs commerciaux. La raison pour laquelle les importateurs pourraient n'avoir pas utilisé des certificats de contrôle valablement approuvés à certaines périodes tient à un certain nombre de facteurs, y compris la présence de stocks nationaux qui répondaient à la demande intérieure de riz et qui peuvent avoir rendu l'importation de riz tout simplement moins rentable dans certaines périodes. La Turquie voudrait également appeler l'attention du Groupe spécial sur le fait que les importateurs sollicitent traditionnellement des certificats de contrôle pour des quantités plus importantes que celles qu'ils ont l'intention d'importer effectivement. La Turquie n'a jamais considéré cela comme un problème et n'a jamais subordonné l'approbation des certificats de contrôle à l'importation des quantités exactes indiquées sur les certificats. Les certificats de contrôle ne sont pas, et n'ont jamais été, des licences d'importation et, à la différence de celles-ci, ils ne sont pas propres à une quantité.

Réponse à la question n° 136 c):

Il n'y a pas de différence entre les certificats de contrôle accordés pour l'importation de riz aux taux NPF ou appliqués, en régime de contingent tarifaire ou aux taux préférentiels des ALE. L'importateur n'avait pas besoin de préciser suivant laquelle des trois possibilités il comptait importer. Toutefois, comme c'est également montré dans la pièce Annex TR-32, il fallait une licence d'importation délivrée par la Direction générale des importations du FTU pour que le MARA approuve les certificats de contrôle des importateurs qui souhaitaient importer dans le cadre du régime de contingent tarifaire ou du commerce contingentaire en régime ALE.

Réponse à la question n° 136 d):

Le droit d'importer aux taux de droit préférentiels dans le cadre du système de contingent tarifaire est accordé au moyen de licences d'importation délivrées par le FTU. Le certificat de contrôle ne donne pas le droit d'importer aux taux préférentiels du contingent tarifaire. Il n'y a pas de certificats de contrôle pour des importations contingentaires ou des importations hors contingent. Des certificats de contrôle sont, parfois, approuvés pour l'importation de riz dans les limites d'un contingent préférentiel (contingent tarifaire ou ALE). Dans ces cas-là, la durée de validité des certificats de contrôle est, selon les prescriptions de la loi, de 12 mois, mais un importateur ne pourrait plus importer dans les limites du contingent préférentiel si le contingent tarifaire est fermé ou que le contingent est épuisé. C'est le rôle traditionnel d'un système de contingent tarifaire et cela fonctionne de cette façon dans tous les pays Membres de l'OMC. C'est cependant un cas purement théorique, en ce sens que tous les importateurs voudront importer le riz sans tarder dans les limites du contingent pour profiter de l'avantage tarifaire. En tout état de cause, s'ils n'étaient pas en mesure d'importer dans les limites du contingent avant l'expiration du contingent tarifaire ou avant l'épuisement du contingent, le certificat de contrôle restera valable et leur permettra d'effectuer l'importation aux taux de droit NPF ou appliqués.

Réponse à la question n° 136 e):

Non. Lorsqu'ils sollicitent un certificat de contrôle, les importateurs sont libres de demander la quantité qu'ils veulent, indépendamment de la quantité indiquée dans les licences d'importation délivrées par le FTU. Seule la quantité pour laquelle ils ont obtenu une licence d'importation du FTU peut, toutefois, être importée aux taux préférentiels.

Question n° 137

(Turquie) Dans leur réponse à la question n° 49 posée par le Groupe spécial (paragraphe 79), les États-Unis font valoir ce qui suit:

> **"Le fait que la pièce Annex 20 de la Turquie montre un large écart en 2003 et 2006 entre les certificats de contrôle accordés et les importations effectives ne**

reflète pas un manque de compétitivité mais plutôt l'existence des restrictions à l'importation mises en avant par les États-Unis lors de la présente procédure du Groupe spécial. Dans la pièce US-59, les États-Unis ont présenté sous forme graphique les données de la pièce Annex 20. En 2003, le rythme des importations de la Turquie suivait le volume des certificats de contrôle en attente – au moins de janvier à début septembre 2003 – avant que les importations ne soient arrêtées. L'explication la plus probable de la raison pour laquelle les importations réalisées étaient moindres que les volumes agréés par les certificats de contrôle en 2003 était la décision prise par la Turquie, conformément à la lettre d'acceptation n° 964, d'interdire la délivrance de certificats de contrôle à partir du 10 septembre 2003. Ainsi, les importations de riz ont été interdites pendant près de quatre mois, soit un tiers de l'année civile. En 2004 et 2005, les taux de réalisation étaient très élevés du fait que, selon les données de la Turquie relatives aux importations, pratiquement toutes les importations relevaient du régime de contingent tarifaire. En revanche, les certificats de contrôle portant sur près de 1 million de tonnes en 2006 tranchent considérablement avec les importations effectives jusqu'en septembre 2006 et dépassent de près de 500 pour cent le commerce à ce jour …"

La Turquie peut-elle fournir des arguments pour répondre à ces affirmations, en se référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié?

La Turquie n'est pas du tout d'accord avec les allégations avancées par les États-Unis. Premièrement, elle rejette l'idée de l'existence d'une quelconque restriction à l'importation de riz. Elle a déjà communiqué des éléments de preuve pertinents venant contredire les allégations des États-Unis. En particulier, elle a montré que 2 242 certificats de contrôle (dont 59,5 pour cent pour le commerce hors contingent) avaient été approuvés au total entre 2003 et le 9 novembre 2006, malgré l'existence des lettres dites d'acceptation, et ce fait à lui seul est un élément de preuve clair et irréfutable venant contredire l'idée qu'elle appliquait des prohibitions ou des restrictions à l'importation de riz.

La Turquie fait observer aussi que les importations de riz n'ont jamais été "prohibées pendant près de quatre mois". Lorsque des certificats de contrôle n'ont pas été approuvés, cela résultait simplement de l'absence de demandes d'approbation et/ou de l'existence de volumes considérables approuvés et "non utilisés" dont disposaient les importateurs. La Turquie a déjà souligné qu'à son avis, les importateurs présentaient des demandes d'approbation de certificats de contrôle uniquement sur la base de considérations économiques et de calculs commerciaux. Ces considérations économiques peuvent être dictées, entre autres choses, par les marges bénéficiaires, la baisse de compétitivité du riz importé par rapport au riz du pays consécutive à la flambée des prix mondiaux du riz, les positions spéculatives, les fluctuations monétaires et la présence de grandes quantités de riz stocké chez les opérateurs.

Deuxièmement, la Turquie indique qu'elle ne voit pas de rapport entre l'existence alléguée de prohibitions ou de restrictions à l'importation et l'écart entre les quantités portées sur les certificats de contrôle et les quantités importées effectivement. Une fois que l'importateur avait obtenu l'approbation du certificat de contrôle, l'importation effective dépendait exclusivement de l'évaluation qu'il faisait de la rentabilité de l'opération commerciale (voir les facteurs énumérés plus haut). Lorsque le certificat de contrôle est approuvé (et que l'administration a procédé à l'examen rapide de la sécurité des importations à l'occasion de l'approbation du certificat de contrôle), la décision quant à l'importation effective dépend exclusivement des décisions économiques de l'importateur. À cet égard, la Turquie fait observer que, même si le refus allégué d'approuver des certificats de contrôle avait réellement permis d'appliquer des restrictions à l'importation, cela n'aurait toujours pas eu d'influence sur le choix qu'avait l'importateur de décider s'il devait ou non réaliser l'importation. Au

contraire, si des restrictions avaient réellement été en vigueur, il aurait été plus encore dans l'intérêt de ce dernier de réaliser l'importation grâce au certificat de contrôle si durement obtenu.

Troisièmement, le fait que les taux de réalisation étaient élevés dans le cadre du contingent tarifaire ne prouve rien. En fait, les importateurs avaient bien davantage intérêt à importer la totalité des importations sous licence dans le cadre du contingent tarifaire pour profiter pleinement des taux préférentiels (et des rentes contingentaires). Les certificats de contrôle pour le commerce NPF, qui restaient toujours disponibles, étaient demandés en plus grandes quantités, de sorte que les importateurs parvenaient à décider avec la marge discrétionnaire nécessaire quand et comment l'importation devrait avoir lieu. S'agissant en particulier des chiffres de 2006, il est clair que la proportion de certificats de contrôle approuvés "tranche considérablement avec les importations effectives jusqu'en septembre 2006" pour la bonne raison, qu'apparemment les États-Unis continuent d'oublier, que les certificats de contrôle restent valables pendant 12 mois après l'approbation. En fait, on ne peut procéder à ces calculs et cette habile manipulation des données qu'*a posteriori*, une fois que les importateurs auront décidé de façon autonome de réaliser ou non les importations pour lesquelles les certificats de contrôle ont été approuvés.

La Turquie ne comprend tout simplement pas sur quelle base ni à quelles fins les États-Unis essaient de faire un rapprochement entre la restriction alléguée et la différence entre les taux de réalisation des importations entre 2003 et 2006. En tout état de cause, comme il est indiqué plus haut, la Turquie estime que cette construction n'est pas pertinente aux fins de la présente procédure.

Question n° 138

(Turquie) Les États-Unis ont communiqué en tant que pièce US-35 une lettre datée du 24 mars 2006, dans laquelle le Ministre d'État turc informe le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales que les certificats de contrôle "seront délivrés à partir du 1er avril 2006".

a) Cette lettre implique-t-elle que des certificats de contrôle n'étaient pas délivrés au moment où elle a été émise?

b) Quel rapport, pour autant qu'il y en ait un, y a-t-il entre la date du 1er avril 2006 mentionnée dans la lettre du Ministre d'État turc et la fin du contingent tarifaire, le 31 juillet 2006 (veuillez vous référer aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié)? L'adoption d'une mesure nouvelle ou modifiée était-elle nécessaire pour atteindre les résultats indiqués dans la lettre du Ministre? Dans l'affirmative, une telle mesure a-t-elle été adoptée à la suite de la lettre du Ministre? Quelle est la relation factuelle et juridique entre la lettre figurant dans la pièce US-35 et toute mesure adoptée pour mettre cette lettre en application, d'une part, et la lettre d'acceptation signée par le Ministre de l'agriculture et reproduite dans la pièce US-36, d'autre part?

c) La Turquie peut-elle fournir également des précisions sur sa déclaration finale pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial (paragraphe 3), selon laquelle la lettre "était destinée à rassurer les États-Unis sur le fait qu'avec la suppression progressive du contingent tarifaire, les commerçants reprendraient probablement les échanges en régime NPF" et qu'"[e]lle n'était pas une confirmation implicite d'un refus systématique d'approuver des certificats de contrôle"?

Réponse à la question n° 138 a) et c):

La Turquie confirme que la lettre diplomatique adressée à l'Ambassadeur Portman était destinée à rassurer les États-Unis sur le fait qu'avec la suppression progressive du contingent tarifaire, les commerçants reprendraient probablement les échanges en régime NPF. Elle n'était pas la confirmation implicite d'un refus systématique d'approuver des certificats de contrôle. La lettre n'implique pas qu'il n'était pas délivré de certificats de contrôle.

Réponse à la question n° 138 b)

La Turquie estime qu'il n'y a pas de rapport entre la lettre diplomatique datée du 1er avril 2006 et l'expiration du régime de contingent tarifaire le 31 juillet 2006. En particulier, la date d'expiration du régime de contingent tarifaire avait déjà été fixée par le Décret n° 2005/9315[15], adopté le 10 août 2005 et promulgué le 13 septembre 2005, qui prévoyait le cadre juridique de la dernière ouverture du contingent tarifaire. La Turquie fait observer aussi qu'aucune mesure n'a été adoptée ou modifiée à la suite de la lettre du Ministre.

En outre, la Turquie rejette vigoureusement l'idée qu'il y aurait un rapport entre la lettre diplomatique du 1er avril 2006 et la lettre d'acceptation incluse dans la pièce US-36. La première doit être considérée comme un acte diplomatique officiel et formel du Ministre, ayant pour objet de répondre aux préoccupations des États-Unis et de faciliter une solution diplomatique. Les lettres d'acceptation sont, au contraire, de simples instruments de communication interne entre administrateurs et fonctionnaires turcs, des recommandations non officielles qui n'ont jamais été appliquées. S'agissant en particulier de la lettre figurant dans la pièce US-36, la Turquie souhaite appeler l'attention du Groupe spécial sur le fait que, contrairement à la recommandation qu'elle contient, des certificats de contrôle ont été accordés en grandes quantités avant, pendant et après la période située entre le 1er avril 2006 et le 1er août 2006.

Question n° 141

(Turquie) Dans la déclaration qu'elle a formulée pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial (paragraphe 6), la Turquie a affirmé qu'"[a]ucune disposition ne donn[ait] aux autorités pertinentes le pouvoir discrétionnaire de ne pas approuver de certificats de contrôle". Dans d'autres communications (voir, par exemple, le paragraphe 78 de sa première communication et la réponse à la question n° 23 du Groupe spécial), elle a dit que les lettres dites d'acceptation étaient des communications internes destinées à l'élaboration des recommandations.

a) Si le Ministre de l'agriculture et des affaires rurales n'a pas le pouvoir discrétionnaire de ne pas approuver de certificats de contrôle, sur quelle base juridique des fonctionnaires de ce même ministère ont-ils adressé au Ministre des communications internes recommandant que les certificats de contrôle ne soient pas approuvés? Qu'est-ce qui pourrait expliquer qu'un directeur général du MARA ait adressé à plusieurs reprises au Ministre une recommandation tendant à ce qu'il adopte une politique si ce dernier n'avait pas le pouvoir discrétionnaire d'adopter une telle politique?

Le Directeur général fait seulement des recommandations au Bureau du Ministre. Il appartient ensuite au Ministre d'examiner ou non ces recommandations internes afin de définir une politique interne qui peut ou ne peut pas devenir une politique générale. Pour qu'une politique générale soit adoptée, indépendamment du point de savoir si elle relève de la compétence d'un Ministre et est conforme au droit turc, beaucoup d'autres recommandations seront examinées, émanant de la même administration ou d'autres ministères compétents.

[15] Voir Annex TR-9.

b) Quelle base juridique, s'il y a lieu, donnerait au Directeur général du MARA le pouvoir d'émettre ces lettres dites d'acceptation? Veuillez également préciser sur quelle base ces lettres pourraient être étendues à la question de la délivrance de certificats de contrôle.

Il n'existe aucune base juridique, en ce sens que les lettres d'acceptation sont des documents internes de toute administration turque qui sont habituels et permettent que les fonctionnaires, en agissant de concert, élaborent des recommandations et les discutent.

c) Quels facteurs ou événements déchencheraient ces recommandations du Directeur général du MARA?

Les demandes émanant de groupes d'intérêt et les décisions de politique générale peuvent déclencher ces recommandations au sein d'une partie de l'administration.

d) L'existence d'un niveau suffisant de la production nationale ou d'un niveau élevé des importations serait-elle une des raisons qui pourraient déclencher une telle recommandation du Directeur général du MARA'?

Oui, ce pourrait être le cas.

e) Le Ministre pourrait-il refuser la recommandation adressée par l'intermédiaire d'une lettre dite d'acceptation par un directeur général du MARA? Veuillez fournir des éléments de preuve documentaires à l'appui de votre réponse.

Oui, le Ministre peut refuser de suivre la recommandation adressée par un directeur général du MARA.

Question n° 142

(Turquie) La Turquie peut-elle fournir des éléments de preuve indiquant qu'il existe des lettres dites d'acceptation contenant des recommandations que le Ministre de l'agriculture et des affaires rurales n'a pas approuvées?

Il n'y a aucun document en ce sens que la Turquie puisse faire distribuer en raison du statut protégé des communications internes de l'Administration et du caractère confidentiel des renseignements qui y sont contenus.

Question n° 143

(Aux deux parties) Des lettres dites d'acceptation ont-elles été envoyées avant celles qui ont été identifiées par les États-Unis dans leurs communications? Dans l'affirmative, pouvez-vous fournir des éléments de preuve concernant l'existence de ces lettres d'acceptation antérieures?

Aucune lettre d'acceptation pertinente pour la présente procédure n'a jamais circulé au sein de l'Administration avant celles qui ont été identifiées par les États-Unis dans leur communication.

Question n° 144

(Turquie) Veuillez décrire la procédure qui suit l'émission d'une lettre dite d'acceptation. Après avoir été acceptée par le Ministre, une telle lettre serait-elle communiquée aux bureaux provinciaux du MARA et, dans l'affirmative, comment?

Il n'existe pas de procédure type au sein de l'Administration turque pour faire suite à l'émission d'une lettre d'acceptation. Il est possible qu'une telle lettre, après avoir été avalisée par un ministre, soit mise en circulation au niveau provincial de l'administration via les voies de communication normales.

Question n° 145

(Aux deux parties) Dans leur déclaration pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial (paragraphe 12), les États-Unis ont fait valoir que les tribunaux turcs avaient attribué un effet juridique aux lettres dites d'acceptation et s'étaient prononcés en faveur de l'application de ces lettres par le MARA. En réponse, dans sa déclaration finale pendant la même réunion (paragraphe 9), la Turquie a fait valoir que, dans un cas spécifique cité, un "tribunal de première instance sembl[ait] avoir donné effet à un acte *ultra vires* [du Ministre de l'agriculture et des affaires rurales]". Quelle devrait être la valeur appropriée accordée par le Groupe spécial, s'il y a lieu, aux interprétations de la législation nationale élaborée par les tribunaux nationaux? Quelle devrait être la valeur appropriée accordée par le Groupe spécial, s'il y a lieu, aux interprétations de la législation nationale avancées par l'administration d'un Membre devant un tribunal national? L'administration turque a-t-elle fait appel de l'interprétation, erronée d'après les allégations, de la législation nationale turque élaborée par le tribunal national? Le Groupe spécial devrait-il accorder aux interprétations de la législation nationale élaborées par les tribunaux une valeur différente si elles émanent de juridictions supérieures?

À titre préliminaire, la Turquie fait observer que les lettres d'acceptation ne peuvent pas être définies, conformément au système juridique turc, comme "législation nationale" mais comme des recommandations échappant à la compétence même du Ministre, auxquelles il apparaît que les tribunaux nationaux ont donné effet. La Turquie estime que le Groupe spécial ne devrait accorder, aux fins de la présente procédure, aucune valeur aux décisions rendues par les tribunaux administratifs d'Ankara. Cela découle tant des décisions de groupes spéciaux antérieurs et d'autres tribunaux internationaux que de considérations factuelles.

La Turquie note que la Cour internationale de justice (CIJ) et la Cour permanente de justice internationale (CPJI) ont procédé à des examens *indépendants* de la jurisprudence des tribunaux nationaux. Dans l'affaire *Emprunts brésiliens*[16], la CPJI a indiqué ce qui suit: "*La Cour s'efforcera de faire une juste appréciation de la jurisprudence des tribunaux internes. Si celle-ci est incertaine ou partagée, il appartiendra à la Cour de choisir l'interprétation qui doit être la plus conforme à la loi*".[17] Dans l'affaire *Elettronica Sicula S.p.A (ELSI)*[18], la CIJ a dit que la décision d'un tribunal national ne doit pas être automatiquement acceptée par un tribunal international.

[16] *Emprunts brésiliens*, C.P.I.J., série A, n° 20-1.
[17] *Ibid*, page 124.
[18] *Elettronica Sicula S.p.A.* (ELSI) (*États-Unis d'Amérique c. Italie*), C.I.J. Recueil 1989, 15, page 47.

La Turquie note également que dans l'affaire *États-Unis – Loi de 1916*[19], le Groupe spécial se réfère spécifiquement à la jurisprudence de la CPJI et de la CIJ et, après cela, procède à un examen indépendant de la jurisprudence des tribunaux nationaux. La Turquie estime que le Groupe spécial devrait suivre cette approche. Conformément à la jurisprudence de la CIJ et la CPJI ainsi qu'à l'affaire *États-Unis – Loi de 1916*, le présent groupe spécial devrait procéder à un examen indépendant de la jurisprudence en s'abstenant d'accepter automatiquement les décisions rendues par les tribunaux nationaux. Cela signifie qu'il devrait:

i) pouvoir choisir la jurisprudence correspondant à l'interprétation qui est la plus conforme au droit turc;

ii) prendre en compte la qualité du raisonnement concernant ce qu'il perçoit comme étant l'interprétation dominante; et

iii) respecter la hiérarchie du système judiciaire national.

La Turquie pense qu'en suivant cette approche, le Groupe spécial ne devrait pas prendre en considération les décisions rendues par le Tribunal administratif d'Ankara.

Premièrement, la Turquie estime que le présent groupe spécial devrait ne pas perdre de vue qu'il y a des procès en cours dans lesquels, conformément au droit turc, sont contestées la légalité de l'acte *ultra vires* et, implicitement, la légalité des lettres d'acceptation.

Deuxièmement, la jurisprudence existante n'est pas assez abondante et le Groupe spécial ne pourra pas avoir un aperçu satisfaisant de la jurisprudence, du moins pas avant que les affaires en cours n'aient été tranchées.

Troisièmement, il n'y a pas de réexamen par une juridiction de degré supérieur.

S'agissant en particulier de la question de savoir s'il faudrait donner une valeur différente aux décisions rendues par des tribunaux de rang différent, la Turquie fait observer que le poids de l'interprétation devrait suivre la hiérarchie du système judiciaire national. C'est également conforme à l'approche adoptée par le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Loi de 1916*. En l'espèce, le Groupe spécial avait tenu compte du fait que la Cour suprême des États-Unis n'avait pas encore examiné la question. Lorsqu'il existe une pratique établie par une juridiction de degré supérieur, une décision émanant d'une juridiction de degré inférieur est, bien entendu, dépourvue de toute valeur. Toutefois, même lorsqu'il n'y a pas de jurisprudence d'une juridiction supérieure, un tribunal international devrait être prudent lorsqu'il attribue une quelconque valeur à une décision prononcée par une juridiction de rang inférieur. En trouvant le juste milieu entre le principe de souveraineté et l'évaluation de la législation nationale, le présent groupe spécial devrait prendre en compte le système juridique du Membre de l'OMC.

Eu égard aux considérations qui précèdent, et compte tenu en particulier de l'incertitude créée par les procès en cours, l'absence d'une jurisprudence suffisante ainsi que le fait que les décisions sont rendues par un tribunal national de degré inférieur, la Turquie pense que le présent groupe spécial ne devrait accorder, aux fins de la présente procédure, aucune valeur aux interprétations de la législation nationale élaborées par le Tribunal administratif d'Ankara. En outre, conformément à ce raisonnement, en examinant ce qui constitue la législation nationale et si la Turquie a agi de manière compatible avec les Accords de l'OMC, le Groupe spécial ne devrait attribuer aucune valeur aux arguments invoqués par une entité administrative nationale.

[19] *États-Unis – Loi antidumping de 1916 (*Japon), WT/DS162/R, et *États-Unis – Loi antidumping de 1916 (CE)*, WT/DS136/R.

Enfin, il convient de noter que pour des raisons d'opportunité judiciaire, l'Administration turque n'a pas fait appel de l'"interprétation, erronée d'après les allégations, de la législation nationale turque élaborée par le tribunal national".

Question n° 146

(Turquie) La Turquie pourrait-elle confirmer, en se référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié, les dates d'ouverture et de fermeture des contingents tarifaires pour les différents types d'importations de riz (paddy, brun, blanchi)? Pourrait-elle aussi confirmer s'il existait ou non à toutes ces périodes une prescription relative aux achats sur le marché intérieur et, dans l'affirmative, s'il y avait ou non des coefficients spécifiques d'achats sur le marché intérieur pour le riz paddy, le riz brun et le riz importé permettant aux importateurs de déterminer combien de riz national il leur fallait acheter pour pouvoir importer tel volume de riz paddy, de riz brun ou de riz?

Le premier contingent tarifaire a été ouvert le 20 avril 2004 par le Décret n° 2004/7135 et est venu à expiration le 31 août 2004. Les coefficients étaient les suivants en ce qui concerne la prescription relative aux achats sur le marché intérieur[20]:

ACHETÉ AU TMO	À ATTRIBUER SUR LA BASE DES ACHATS EFFECTUES AUPRES DU TMO		
	CODE SH	DÉSIGNATION DU PRODUIT	QUANTITÉ
Par 1 000 kg de riz paddy	1006.10 (Exc. 1006.10.10)	Riz en paille (paddy ou brut) (non destiné à l'ensemencement)	1 000 kg
Par 1 000 kg de riz paddy	1006.20	Riz décortiqué (brun)	800 kg
Par 1 000 kg de riz paddy	1006.30	Riz semi-blanchi ou riz blanchi, poli ou glacé	600 kg
Par 1 000 kg de riz	1006.10 (Exc. 1006.10.10)	Riz en paille (paddy ou riz brut) (non destiné à l'ensemencement)	1 666 kg
Par 1 000 kg de riz	1006.20	Riz décortiqué (brun)	1 333 kg
Par 1 000 kg de riz	1006.30	Riz semi-blanchi ou riz blanchi, poli ou glacé	1 000 kg

Le deuxième contingent tarifaire a été établi par Décret n° 2004/7756 et a été en vigueur du 1er novembre 2004 jusqu'au 31 juillet 2005, avec les coefficients suivants en ce qui concerne la prescription relative aux achats sur le marché intérieur[21]:

[20] Voir Annex TR-11 et TR-12.
[21] Voir Annex TR-16 et TR-17.

		PRODUIT À ATTRIBUER		
		CODE SH	**DÉSIGNATION DU PRODUIT**	**QUANTITÉ**
Pour les produits achetés aux producteurs de paddy autorisés à planter du paddy, à leurs coopératives et syndicats*	Par 1 000 kg de riz paddy	1006.10 (Exc. 1006.10.10)	Riz en paille (paddy ou brut) (non destiné à l'ensemencement)	1 000 kg(1)
	Par 1 000 kg de riz paddy	1006.20	Riz décortiqué (brun)	800 kg(2)
	Par 1 000 kg de riz paddy	1006.30	Riz semi-blanchi ou riz blanchi, poli ou glacé	600 kg(3)
Pour les produits achetés auprès de l'Office turc des céréales	Par 1 000 kg de riz paddy	1006.10 (Exc. 1006.10.10)	Riz en paille (paddy ou brut) (non destiné à l'ensemencement)	500 kg
	Par 1 000 kg de riz paddy	1006.20	Riz décortiqué (brun)	400 kg
	Par 1 000 kg de riz paddy	1006.30	Riz semi-blanchi ou riz blanchi, poli ou glacé	300 kg
	Par 1 000 kg de riz	1006.10 (Exc. 1006.10.10)	Riz en paille (paddy ou brut) (non destiné à l'ensemencement)	833 kg
	Par 1 000 kg de riz	1006.20	Riz décortiqué (brun)	666 kg
	Par 1 000 kg de riz	1006.30	Riz semi-blanchi ou riz blanchi, poli ou glacé	500 kg

*Quantité demandée, (1): 700 kg, (2): 560 kg, (3): 420 kg en cas d'achat aux producteurs de paddy autorisés à planter du paddy, de leurs coopératives et syndicats, implantés à Balıkesir, Bursa, Çanakkale, Edirne, Kırklareli, Sakarya et Tekirdağ.

Le dernier contingent tarifaire a été ouvert le 1er novembre 2005 et fermé le 31 juillet 2006 avec les coefficients suivants en ce qui concerne la prescription relative aux achats sur le marché[22]:

		PRODUIT À ATTRIBUER		
		CODE SH	**DÉSIGNATION DU PRODUIT**	**QUANTITÉ**
Pour les produits achetés aux producteurs de paddy autorisés à planter du paddy, à leurs coopératives et syndicats*	Par 1 000 kg de riz paddy	1006.10 (Exc. 1006.10.10)	Riz en paille (paddy ou brut) (non destiné à l'ensemencement)	800 kg(1)
	Par 1 000 kg de riz paddy	1006.20	Riz décortiqué (brun)	640 kg(2)
	Par 1 000 kg de riz paddy	1006.30	Riz semi-blanchi ou riz blanchi, poli ou glacé	480 kg(3)
Pour les produits achetés auprès de l'Office turc des céréales	Par 1 000 kg de riz paddy	1006.10 (Exc. 1006.10.10)	Riz en paille (paddy ou brut) (non destiné à l'ensemencement)	500 kg
	Par 1 000 kg de riz paddy	1006.20	Riz décortiqué (brun)	400 kg
	Par 1 000 kg de riz paddy	1006.30	Riz semi-blanchi ou riz blanchi, poli ou glacé	300 kg
	Par 1 000 kg de riz	1006.10 (Exc. 1006.10.10)	Riz en paille (paddy ou brut) (non destiné à l'ensemencement)	833 kg
	Par 1 000 kg de riz	1006.20	Riz décortiqué (brun)	666 kg
	Par 1 000 kg de riz	1006.30	Riz semi-blanchi ou riz blanchi, poli ou glacé	500 kg

*Quantité demandée, (1): 600 kg, (2): 480 kg, (3): 360 kg en cas d'achat auprès des producteurs de paddy autorisés à planter du paddy, leurs coopératives et syndicats, implantés à Balıkesir, Bursa, Çanakkale, Edirne, İstanbul, Kırklareli, Sakarya et Tekirdağ.

[22] Voir Annex TR-9 et TR-13.

Question n° 147

(Turquie) La Turquie pourrait-elle expliquer pourquoi les données de la pièce TR-33 semblent indiquer que des importations contingentaires de riz non originaire des CE ont été effectuées durant les périodes où le Groupe spécial croit comprendre que le contingent tarifaire n'était pas en vigueur (janvier, septembre et octobre 2004; août et septembre 2005; et août 2006)?

Conformément à la réponse de la Turquie à la question n° 136 d), ces importations ont été effectuées aux taux NPF, avec des certificats de contrôle qui étaient approuvés pour l'importation dans les limites du contingent tarifaire mais que, en raison d'une quelconque décision économique, les importateurs peuvent avoir décidé de ne pas effectuer. Compte tenu de la durée de validité d'un an des certificats de contrôle, il est clair que les importateurs auraient conservé la possibilité d'importer à un stade ultérieur, en régime NPF.

Question n° 148

(Turquie) En réponse à la question n° 18 posée par le Groupe spécial, la Turquie indique qu'"aucune modification n'a été apportée au régime d'importation applicable au riz en novembre 2005 ou par suite de l'engagement de la procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC". La seule modification aurait été que le contingent tarifaire est devenu caduc le 31 juillet 2006, sans être renouvelé.

a) Veuillez expliquer pourquoi le contingent tarifaire n'a pas été rouvert depuis lors?

Comme c'est indiqué dans sa réponse à la question n° 79, la Turquie a appliqué le système de contingent tarifaire pour améliorer l'approvisionnement du marché et stabiliser le marché. Un nouveau contingent tarifaire n'a pas été établi après l'expiration du dernier contingent tarifaire en 2006, parce qu'un tel instrument n'est plus nécessaire pour atteindre les objectifs consistant à améliorer l'approvisionnement du marché et à stabiliser le marché. En particulier, la Turquie reconnaît qu'il est onéreux d'administrer des systèmes de contingent tarifaire et elle préfère laisser les forces du marché interagir librement.

b) En réponse à la question n° 79 posée par le Groupe spécial, la Turquie, pour sa part, a dit que le régime de contingent tarifaire "poursuivait simultanément deux objectifs légitimes, à savoir améliorer l'approvisionnement du marché et stabiliser le marché". Peut-elle expliquer comment ces deux objectifs pourraient être garantis maintenant en l'absence du régime de contingent tarifaire?

La Turquie renvoie à la réponse donnée à la question n° 82. En particulier, elle fait observer que les indicateurs économiques nationaux et internationaux l'incitent à penser qu'il n'y aura pas besoin, du moins dans un avenir prévisible, d'intervention sur le marché ni de mesures de stabilisation du marché du type de celles que le contingent tarifaire a contribué à réaliser. Les seuls véritables instruments de stabilisation du marché resteront l'action du TMO associée à l'utilisation de taux de droits NPF et taux de droits appliqués appropriés.

c) Dans sa réponse à la question n° 82 posée par le Groupe spécial, la Turquie a dit que "[l]es indicateurs économiques nationaux et internationaux [l'incitaient] aussi à penser qu'il n'y [aurait] pas besoin, du moins dans un avenir prévisible, d'intervention sur le marché ni de mesures de stabilisation du marché du type de celles que le contingent tarifaire [avait] contribué à réaliser". Le Groupe spécial a-t-il raison de conclure qu'en cas de changement de l'un quelconque de ces indicateurs économiques nationaux et internationaux, la Turquie pourrait alors

réévaluer l'opportunité de rétablir un régime de contingent tarifaire pour l'importation de riz? Si cela n'est pas le cas, veuillez expliquer votre réponse en vous référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

Non. La Turquie a déjà indiqué, à la fois pendant les consultations avec les États-Unis et devant le présent groupe spécial, qu'elle n'aurait plus recours au système de contingent tarifaire. Elle estime que, malgré la possibilité théorique que les "indicateurs économiques nationaux et internationaux" puissent évoluer à l'avenir, le système de contingent tarifaire est un instrument que la Turquie juge trop onéreux et astreignant sur le plan administratif pour atteindre les objectifs voulus, à savoir l'intervention sur le marché et la stabilisation du marché. D'autres mesures commerciales moins compliquées (par exemple l'action du TMO en tant qu'organisme d'intervention, le recours approprié et légitime aux taux de droits NPF et taux de droits appliqués) sont des mécanismes suffisants pour permettre de gérer le marché d'une manière compatible avec les règles de l'OMC.

d) En donnant des explications sur les indicateurs économiques nationaux et internationaux qui l'ont incitée à penser qu'il n'y aurait pas besoin, du moins dans un avenir prévisible, d'intervention sur le marché ni de mesures de stabilisation du marché du type de celles que le contingent tarifaire avait contribué à réaliser, la Turquie dit que le riz national reste compétitif d'après des projections concernant la production dans un avenir prévisible. La Turquie peut-elle expliquer si cela signifie que le riz national n'était pas compétitif avant l'établissement du contingent tarifaire?

Dans sa réponse à la question n° 82, la Turquie a indiqué que le "riz national rest[ait]compétitif". Elle voulait dire simplement que le riz national était compétitif et qu'il serait encore compétitif, du moins dans un avenir prévisible.

e) Si la Turquie rétablissait un régime de contingent tarifaire pour l'importation de riz, cela imposerait-il une quelconque modification de la législation nationale existante? La législation qui prévoyait l'établissement du contingent tarifaire est-elle toujours en vigueur?

La Turquie fait observer que, s'agissant de la législation spécifique au riz, le rétablissement d'un nouveau système de contingent tarifaire pour des importations de riz, du type de celui qui fait l'objet de la présente procédure, exigerait l'adoption d'un nouvel ensemble législatif. En particulier, il exigerait l'adoption d'un nouveau décret fixant les dates d'ouverture, les quantités et les coefficients du contingent, accompagné d'un communiqué de mise en œuvre prévoyant, entre autres choses, les quantités de riz national à acheter et les délais fixés pour les demandes. L'ensemble de la législation qui porte spécifiquement sur l'établissement des contingents tarifaires pour le riz est venu à expiration et un nouvel ensemble de règles devrait par conséquent être adopté, promulgué et publié.

S'agissant de la législation commerciale générale, la Turquie fait observer que le Décret n° 2004/7333 est toujours en vigueur. Ce décret constitue toutefois le fondement juridique pour la gestion de tous les types de contingents et contingents tarifaires, indépendamment du produit, de la nature et de la mesure commerciale permettant l'adoption des contingents. Cette législation n'est pas spécifique au riz. Elle constitue, par exemple, le fondement juridique pour la gestion des contingents et contingents tarifaires découlant d'accords de libre-échange, ou appliqués à la suite de mesures de sauvegarde.

Question n° 149

(Turquie) Au paragraphe 50 de sa réfutation, la Turquie a fait valoir qu'"[il était] clair qu'un système de contingent tarifaire sans la prescription relative aux achats sur le marché intérieur aurait entraîné un trop grand avantage au profit des produits importés. Ce résultat

aurait aussi eu des conséquences négatives quant à la viabilité et au coût des mécanismes d'intervention sur le marché de la Turquie et à sa capacité de s'acquitter de ses obligations dans le cadre de l'OMC en relation avec ses niveaux d'engagement concernant la mesure globale du soutien". La Turquie pourrait-elle expliquer en quoi, à son avis, elle ne se serait pas acquittée de ses obligations dans le cadre de l'OMC en relation avec ses niveaux d'engagement concernant la mesure globale du soutien sans la prescription relative aux achats sur le marché intérieur incluse dans son mécanisme de contingent tarifaire?

La Turquie estime qu'elle s'est constamment acquittée de ses obligations dans le cadre de l'OMC en relation avec ses niveaux d'engagement concernant la mesure globale du soutien pour la production agricole (à savoir le niveau de soutien *de minimis*), mais qu'un système de contingent tarifaire sans la prescription relative aux achats sur le marché intérieur aurait probablement entraîné un trop grand avantage au profit des produits importés et qu'il aurait eu des conséquences négatives quant à la viabilité et au coût des mécanismes d'intervention sur le marché de la Turquie. Il est difficile de calculer les montants du soutien national qui auraient pu en résulter, mais la Turquie a considéré qu'il s'agissait d'une question qu'elle devait prendre en compte lorsqu'elle a créé le contingent tarifaire, prévu les effets quant à la stabilisation du marché et anticipé les conséquences commerciales et budgétaires.

Question n° 150

(Aux deux parties) Au paragraphe 37 de leur réponse à la question n° 18 c) posée par le Groupe spécial, les États-Unis affirment qu'ils "ont été informés par les entreprises du secteur que le MARA informait oralement les importateurs que les droits NPF seraient désormais calculés sur la base de prix de référence fixés par les pouvoirs publics pour le riz paddy, le riz brun et le riz blanchi, respectivement, et non d'après la valeur douanière réelle de la marchandise". Les États-Unis pourraient-ils fournir d'autres renseignements et éléments de preuve à l'appui de cette affirmation? La Turquie pourrait-elle communiquer d'autres renseignements à cet égard, en se référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié?

L'administration centrale notifie aux autorités aux points d'entrée les prix de référence du riz paddy, du riz brun et du riz blanchi tout simplement pour que les autorités douanières soient informées des prix moyens de ces marchandises et détectent les cas de commerce déloyal et les pertes fiscales auxquelles des déclarations en douane sous-évaluées faites par l'importateur pourraient donner lieu. Le but ainsi poursuivi par la Turquie est de faire en sorte que les autorités douanières du pays agissent avec vigilance dans les cas de marges de différence visiblement exceptionnelles entre le prix notifié et le prix (moyen) de référence.

Question n° 151

(Turquie) Dans sa réponse à la question n° 75 posée par le Groupe spécial, la Turquie a affirmé que selon la méthode d'interprétation correcte de l'Accord sur les MIC, il devrait y avoir une évaluation préliminaire de l'existence à la fois de l'élément commerce et de l'élément investissement d'une MIC alléguée. Elle a dit aussi que, pour établir l'existence d'une violation de l'Accord sur les MIC, il fallait d'abord constater que sa prescription relative aux achats sur le marché intérieur était incompatible avec les dispositions de l'article III du GATT. Enfin, elle a invité le Groupe spécial à rejeter les allégations formulées par les États-Unis en ce qui concerne une violation alléguée de l'Accord sur les MIC sur la base du fait que les États-Unis n'avaient pas démontré la façon dont la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur aboutirait à une mesure concernant les investissements et liée au commerce et dans ce cas si elle enfreindrait les dispositions de l'article III du GATT. Veuillez préciser les conséquences des déclarations ci-dessus pour le "déroulement de l'examen" des allégations des États-Unis:

a) La Turquie propose-t-elle que le Groupe spécial examine d'abord les allégations des États-Unis au titre de l'article III:4 du GATT et ensuite examine séparément les allégations au titre de l'Accord sur les MIC?

b) Dans la négative, la Turquie peut-elle expliquer pourquoi les États-Unis seraient tenus de démontrer en quoi la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur aboutirait à une mesure concernant les investissements et liée au commerce en premier lieu?

c) À titre subsidiaire, la Turquie pense-t-elle qu'une fois que le Groupe spécial se sera prononcé au titre de l'article III:4 du GATT, il devrait recourir au principe d'économie jurisprudentielle et s'abstenir de formuler une constatation au titre de l'Accord sur les MIC?

La Turquie pense que le Groupe spécial devrait, en premier lieu, s'abstenir de faire une quelconque constatation ou recommandation au sujet des allégations des États-Unis concernant une violation alléguée de l'article III:4 du GATT ou de l'Accord sur les MIC, en raison de la venue à expiration du régime de contingent tarifaire. Elle renvoie à ses arguments précédents sur cette question présentés dans les argumentations écrites.[23]

Si le Groupe spécial décidait d'examiner ces allégations malgré la venue à expiration du régime de contingent tarifaire, la Turquie estime qu'il devrait d'abord examiner les allégations des États-Unis au titre de l'article III:4 du GATT et, ensuite, recourir au principe d'économie jurisprudentielle et s'abstenir de formuler une constatation au titre de l'Accord sur les MIC.

À titre subsidiaire, dans le cas où le Groupe spécial examinerait séparément, auparavant ou de toute façon, les allégations au titre de l'Accord sur les MIC, la Turquie considère que, suivant la méthode d'interprétation correcte de l'Accord sur les MIC, il devrait procéder à une évaluation préliminaire de l'existence à la fois de l'élément commerce et de l'élément investissement de la MIC alléguée (à savoir la prescription relative aux achats sur le marché intérieur). La lecture de l'article premier de l'Accord sur les MIC, selon lequel "*[l]e présent Accord s'applique uniquement aux mesures concernant les investissements qui sont liées au commerce des marchandises*" semble renforcer ce point de vue, de même que la pratique suivie par des groupes spéciaux antérieurs. À cet égard, la Turquie estime tout simplement que les États-Unis n'ont toujours pas prouvé que prescription relative aux achats sur le marché intérieur était une mesure concernant les investissements.

Il n'existe pas de définition établie de ce qui constitue une mesure concernant les investissements.[24] Le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* a constaté que les mesures satisfaisaient à la "prescription relative aux investissements" car l'examen des dispositions législatives se rapportant à ces mesures révélait "*des objectifs et des dispositions en matière d'investissement et qui concern[aient] des programmes d'investissement*".[25] Si le présent groupe spécial suivait le raisonnement du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*[26], il constaterait que la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur n'est pas une mesure concernant les investissements. La Turquie estime que sa prescription relative aux achats sur le marché intérieur a été introduite dans le régime de contingent tarifaire afin de modérer partiellement les effets

[23] Voir, en particulier, les paragraphes 136 à 139 de la première communication de la Turquie et les paragraphes 37 à 44 des réfutations de la Turquie.

[24] La Corée, dans sa déclaration orale, par exemple, a laissé entendre que le "mouvement financier transfrontières" pourrait être considéré comme un élément essentiel de toute mesure concernant les investissements.

[25] *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile,* rapport du Groupe spécial, paragraphe 14.80.

[26] *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile,* rapport du Groupe spécial.

avantageux des taux préférentiels (c'est-à-dire les avantages qui profitaient totalement aux produits importés). Cette prescription n'a jamais eu pour objet de favoriser la branche de production nationale, mais a été conçue pour réaliser l'objectif légitime qui consistait à stabiliser le marché en gardant les prix à un niveau qui permettrait les échanges tout en maintenant un équilibre viable entre les intérêts des consommateurs et les attentes des producteurs. C'est ce que la Turquie a fait, en donnant un avantage au riz importé, alors que d'autres options d'importations (à savoir en régime NPF et en régime ALE) restaient toujours disponibles. Il n'y a pas d'élément "investissement" dans la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, et il n'y en a pas non plus dans le cadre législatif prévoyant le contingent tarifaire.

À cet égard, il est fallacieux et incorrect de dire, comme le font les États-Unis, que l'augmentation de la production turque de riz est un résultat direct de la prescription relative aux achats sur le marché intérieur et que cela devrait être, en soi, un élément de preuve indiquant l'existence d'une intention en matière d'investissements. La Turquie voudrait appeler l'attention du Groupe spécial sur les facteurs suivants:

i) la rénovation et la modernisation des systèmes d'exploitation et techniques agricoles dans le domaine de la riziculture (entre autres choses, des systèmes d'irrigation plus efficaces, l'utilisation de semences de haute qualité et la réhabilitation des terres cultivées);

ii) le changement des méthodes d'estimation de la production consécutif au nouveau système d'immatriculation des agriculteurs et aux nouvelle politiques agricoles du MARA; et

iii) l'augmentation de la superficie moissonnée, comme c'est également montré dans la pièce US-45.

Tous ces éléments sont des facteurs qui expliquent mieux l'augmentation de la production de riz turc, laquelle résulte en fait d'une augmentation de la *productivité*. Cette amélioration de la productivité ne peut pas être considérée, en elle-même, comme un élément de preuve convaincant indiquant l'existence d'un élément "investissement". La Turquie tient aussi à souligner que les importations de riz ont augmenté également. Comme elle l'a déjà indiqué[27], dans la période située entre 2004 et 2006, pendant laquelle le régime de contingent tarifaire était en vigueur, les importations d'équivalent-riz ont augmenté, passant de 146 458 tonnes à 253 436 tonnes, alors que la production d'équivalent-riz est passée de 294 000 tonnes à 390 000 tonnes.

La Turquie estime donc que, si le Groupe spécial engageait un examen au titre de l'Accord sur les MIC, il ne devrait pas considérer la prescription relative aux achats sur le marché intérieur qu'elle applique comme une mesure concernant les investissements et liée au commerce.

[27] Voir la réponse de la Turquie à la question n° 49 c) posée par le Groupe spécial.

ANNEXE F-5

OBSERVATIONS DE LA TURQUIE SUR LES RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET LA TURQUIE APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(20 février 2007)

Question n° 99

(Aux deux parties) Le Groupe spécial a examiné les données communiquées par chacune des parties. Certaines données figurant dans quelques-unes des pièces fournies par les parties sont fortement divergentes. Par exemple:

a) les chiffres figurant dans les pièces US-45 et TR-23 pour les importations de riz de 2001 à 2006;

b) les chiffres figurant dans les pièces US-53 et TR-25 pour les importations de riz paddy en janvier et décembre 2004 et de janvier à mai 2006; pour les importations de riz brun en mars 2003 et de janvier à septembre 2006; et pour les importations de riz blanchi en juillet 2004 et de janvier à juillet 2006;

c) les chiffres indiqués dans les pièces US-55 et TR-28 pour les prix c.a.f au débarquement du riz paddy en décembre 2004; du riz brun en mars 2003, de mars à juin 2004, de septembre à décembre 2004 et en juin 2006; et du riz blanchi en décembre 2005.

Par ailleurs, certains chiffres fournis par les États-Unis et la Turquie sont très semblables. Par exemple:

a) les chiffres figurant dans les pièces US-45 et TR-24 pour la consommation de riz blanchi de 2001 à 2005;

b) les chiffres figurant dans les pièces US-53 et TR-25 pour les importations de riz paddy pour 2003, de février à novembre 2004, pour 2005, en juin et juillet 2006; pour les importations de riz brun en janvier, février, et d'avril à décembre 2003, pour 2004 et 2005; et pour les importations de riz blanchi pour 2003 (excepté en mai), pour 2004 (excepté en juillet) et pour 2005;

c) les chiffres indiqués dans les pièces US-55 et TR-28 pour les prix c.a.f au débarquement du riz paddy pour 2003, d'avril à novembre 2004, pour 2005 et de juin à août 2006; du riz brun pour 2003 (excepté en mars), pour 2005, et d'avril à juin 2006; et du riz blanchi pour 2003, pour 2004, pour 2005 (excepté en décembre) et de janvier à juillet 2005.

Veuillez expliquer pourquoi, à votre avis, il en est ainsi, en vous référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

La Turquie réaffirme son interprétation de la cause possible des écarts indiquée dans sa réponse à la question n° 99. En particulier, elle a utilisé les données relatives aux importations réalisées qui ont été collectées par le Sous-Secrétariat aux douanes et traitées par l'Institut turc de statistique (TUIK). Bien qu'il apparaisse que les chiffres de la Turquie et ceux des États-Unis ont été

tirés de la même source (à savoir la TUIK), elle affirme avec insistance qu'elle a acquis officiellement les statistiques pertinentes de la TUIK. En revanche, les chiffres et les données commerciales des États-Unis ne proviennent pas directement de la TUIK mais du Global Trade Information Services, un opérateur privé qui tire ses renseignements de la TUIK. Le GTIS reçoit les données mensuelles de la TUIK organisées par article et pays. Or, la TUIK actualise régulièrement et progressivement les renseignements et données qu'elle a fournis précédemment en fonction des ajustements qui sont nécessaires pour refléter les corrections des actualisations en ce qui concerne les flux d'échange. La Turquie pense que le GTIS n'a peut-être pas mis ses données à jour pour les produits à l'examen, d'où les écarts occasionnels. Il est clair que ce processus d'ajustement périodique des statistiques est plus probablement en relation avec les chiffres les plus récents.

Question n° 100

(Aux deux parties) Le Groupe spécial a examiné les renseignements communiqués par la Turquie concernant les "valeurs c.a.f. au débarquement mensuelles" dans la pièce TR-28 et a noté une forte hausse des prix du riz paddy en juin 2003, janvier et novembre 2004, février 2005 et mars 2006. De même, il a noté une forte hausse des prix du riz blanchi en septembre 2003, janvier et août 2004 et septembre 2005. Il a également noté une nette baisse du prix du riz blanchi en décembre 2003. Veuillez expliquer pourquoi, à votre avis, ces fortes hausses et cette baisse notable ont eu lieu, en vous référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié

Voir les observations de la Turquie sur les réponses des États-Unis à la question n° 99 ci-dessus.

Question n° 116

(États-Unis) D'après les renseignements figurant dans la pièce TR-33, depuis le 1er mai 2006, 27 certificats de contrôle ont été approuvés pour des importations de riz en régime NPF en provenance des États-Unis. Toutefois, 25 de ces certificats de contrôle approuvés ne paraissent pas avoir été utilisés à ce jour. Bien que ces certificats de contrôle aient été approuvés après la date à laquelle le Groupe spécial a été établi, les États-Unis pourraient-ils formuler des observations sur ce point?

La Turquie confirme que 27 certificats de contrôle ont été sollicités et approuvés entre le 1er mai 2006 et le 9 novembre 2006 pour des importations de riz en provenance des États-Unis aux taux NPF. Comme c'est indiqué dans sa réponse à la question n° 133 b) et f), la Turquie reste sur ses positions quant à la véracité, l'exhaustivité et l'utilité des informations dont elle a fourni précédemment une synthèse dans la pièce Annex TR-33. La déclaration des États-Unis selon laquelle "*[e]n réponse, la Turquie a affirmé que la question était moins ce qu'elle pouvait communiquer que ce qu'elle choisissait de communiquer au Groupe spécial*" ne correspond pas à la réalité. La Turquie n'a jamais employé ces termes. Elle a fourni avec diligence et volontiers au Groupe spécial tous les renseignements qui n'étaient pas visés par les prescriptions prévues par la loi turque en matière de confidentialité. Insinuer ou sous-entendre le contraire est, encore une fois, une position inacceptable adoptée par les États-Unis. Comme c'est indiqué dans sa réponse à la question n° 133 b) et f) en ce qui concerne les "*56 certificats de contrôle "pertinents"*", à titre exceptionnel, [la Turquie] serait disposée à fournir des copies "caviardées" des 27 certificats de contrôle, uniquement au Groupe spécial et après qu'il aura été clairement entendu avec le Groupe spécial et les parties au présent différend que ces documents ne seraient pas mis à la disposition des États-Unis ni d'aucune autre entité hormis le Groupe spécial et le Secrétariat de l'OMC.

En fait, comme c'est souligné dans sa réponse à la question n° 133, la Turquie croit comprendre que les documents communiqués au Groupe spécial devraient aussi être mis à la disposition des États-Unis. Étant donné les prescriptions rigoureuses en matière de confidentialité

prévues par la loi turque (voir ci-dessus la réponse à la question n° 133 a)) et les communications et échanges de renseignements bien établis entre les États-Unis et un certain nombre de négociants en riz turcs, les fonctionnaires turcs concernés par la présente procédure du Groupe spécial hésitent à courir le risque d'une divulgation de ces renseignements et de poursuites pénales éventuelles pour violation de la loi turque sur la confidentialité. Le Groupe spécial comprendra que la possession de copies des certificats de contrôle effectifs (indiquant les données relatives aux importateurs, les quantités importées/exportées, les valeurs en douane, les fonctionnaires donnant l'approbation, etc.) peut donner lieu à des procédures judiciaires internes devant les juridictions commerciales, fiscales ou pénales. D'après l'article 13 de la Loi turque sur les statistiques, les données confidentielles obtenues, traitées et conservées aux fins des statistiques officielles ne peuvent être transmises à aucune entité ou autorité administrative, judiciaire ou militaire, ou personne relevant d'une telle entité ou autorité, ni ne peuvent être utilisées sauf à des fins statistiques ou être utilisées comme moyen de preuve. Les fonctionnaires des administrations publiques ou d'autres autorités qui recueillent des renseignements doivent respecter cette règle. L'article 53 de la même loi dispose que les fonctionnaires qui enfreignent les prohibitions énoncées à l'article 13 seront punis conformément à l'article 258 de la Loi n° 5237 sur le Code pénal turc.

En tout état de cause, et indépendamment des prescriptions turques en matière de confidentialité, la Turquie note qu'il est malheureux et inacceptable que les États-Unis formulent systématiquement des allégations en rapport avec des hypothèses ou des théories pour lesquelles ils n'ont aucun élément de preuve, et font de ce fait passer la charge de la preuve à la Turquie. La Turquie pense que c'est aux États-Unis qu'incombe la charge de prouver leurs théories complexes et imaginatives, comme celle selon laquelle les 27 certificats de contrôle n'auraient pas, en fait, été approuvés ou selon laquelle ces certificats étaient demandés sans raison par des importateurs puisque de grandes quantités de riz précédemment approuvées mais non importées étaient stockées dans des entrepôts en douane et pouvaient être mises en libre circulation sur le marché turc. Il y a manifestement un problème dans cette invention et la Turquie réaffirme sa conviction que les États-Unis doivent assumer complètement la charge de la preuve permettant d'étayer leurs allégations. Ils n'ont pas prouvé leurs arguments.

À titre d'observation finale, la Turquie tient à souligner qu'en définitive, le tableau décrit par les États-Unis confirme la réalité générale du commerce de riz. L'importation de riz est, dans une large mesure, dictée et façonnée par les décisions économiques et commerciales des commerçants. La Turquie ne peut pas expliquer (et l'on peut supposer que les États-Unis se trouvent dans la même situation) pourquoi des importateurs auraient demandé l'approbation de 27 certificats de contrôle pour des importations de riz en provenance des États-Unis alors que, selon les allégations de ces derniers, de grandes quantités de riz prêtes-à-être-mises-en-circulation étaient à leur disposition dans des entrepôts en douane. À supposer que l'allégation formulée par les États-Unis soit exacte, la Turquie ferait observer qu'il faut peut-être chercher la véritable raison de ce comportement apparemment capricieux des importateurs dans leurs calculs et décisions économiques. Il est possible, par exemple, que ces importateurs aient (volontairement!) laissé certaines quantités de riz entreposées en douane en attendant le moment approprié de les mettre en circulation sur le marché turc afin de maximiser leurs revenus économiques. Il est possible également qu'ils aient (volontairement!) sollicité 27 certificats de contrôle pour importer du riz à l'avenir (les certificats de contrôle ont une validité d'un an à compter de la date d'approbation) et aux fins de planifier l'importation future ou même simplement de réapprovisionner les entrepôts en douane qui allaient être vidés à la suite de leurs décisions économiques.

Il paraît un peu étrange que les États-Unis considèrent tout mouvement ou courant d'échanges lié à l'importation de riz comme s'inscrivant dans une plus vaste et très importante conspiration de la Turquie, inspirée par des objectifs faussant les échanges et protectionnistes. Il apparaît aussi un peu curieux qu'ils ne puissent pas prouver leurs allégations en relation avec la "théorie" des 27 certificats de contrôle et des grandes quantités de riz entreposées en douane mises en circulation en recueillant des éléments de preuve auprès de ces mêmes importateurs de riz provenant des États-Unis qui

constituent traditionnellement la principale source d'éléments de preuve pour leurs nombreuses allégations.

Question n° 131

(Aux deux parties) En réponse à la question n° 40 d) posée par le Groupe spécial, la Turquie fait observer que les certificats de contrôle donnent aux importateurs des "avantages en termes de facilitation des échanges", à savoir, par exemple, "garantir la cohérence et l'uniformité des procédures de dédouanement… assur[er] une plus grande prévisibilité commerciale et une plus grande certitude juridique aux importateurs (quant à ce que peut comporter le contrôle à la frontière) et … réduit[re] l'éventualité d'un blocage des marchandises à la douane, avec le risque d'un contentieux douanier long et coûteux."

a) Les certificats de contrôle sous leur forme actuelle sont-ils les seuls instruments qui permettent à la Turquie d'assurer des "avantages en termes de facilitation des échanges" ou y aurait-il un autre moyen d'arriver à ces mêmes avantages? Veuillez justifier votre réponse, en vous référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

La Turquie pense que soit les États-Unis n'ont pas compris soit ils n'ont pas donné la réponse adéquate à la question n° 131 a) du Groupe spécial. En particulier, les États-Unis ont dit, dans la partie pertinente, qu'ils "ne [voyaient] pas en quoi le fait de refuser ces certificats de contrôle facilit[ait] le commerce du riz". La question du Groupe spécial avait pour objet d'identifier d'autres moyens, pour autant qu'il y en ait, qui permettraient à la Turquie d'atteindre les mêmes objectifs de "facilitation des échanges" qu'elle cherche actuellement à atteindre grâce au certificat de contrôle. La Turquie a déjà fourni un grand nombre d'arguments dans ses communications précédentes[1] quant au rôle du certificat de contrôle et à ses objectifs de "facilitation des échanges", à savoir la proportionnalité, la certitude juridique, la prévisibilité commerciale, etc. Par conséquent, elle ne veut pas rentrer à nouveau dans ce débat.

La Turquie fait simplement observer que la méconnaissance apparente de la question du Groupe spécial manifestée par les États-Unis dans leur réponse montre bien qu'ils continuent de confondre l'examen du certificat de contrôle en tant qu'instrument juridique parfaitement légitime à la disposition de la Turquie (c'est-à-dire un examen *de jure*) avec l'examen approfondi de ses effets allégués, qui peut être fondé sur des allégations factuelles de refus (c'est-à-dire un examen *de facto*). La Turquie estime que, *de jure*, l'instrument juridique qu'est le certificat de contrôle répond facilement à tout critère "facilitation des échanges". *De facto*, un critère "facilitation des échanges" et proportionnalité ne peut pas être diminué par un examen qui porte uniquement sur un petit nombre de cas individuels de rejet et sur les procédures judiciaires internes relatives à ces rejets. Ces exemples devraient être considérés en tenant compte du volume important des importations de riz, des taux très élevés d'approbation des certificats de contrôle, et du très faible pourcentage de procédures judiciaires internes. Le commerce international n'est pas un monde parfait. Il y aura toujours des cas de déception entre les commerçants et les administrations. La Turquie estime que son régime d'importation applicable au riz n'est en aucune façon moins inducteur pour le commerce ni plus astreignant que les environnements commerciaux d'autres Membres de l'OMC.

b) Le fait que les certificats de contrôle, d'après les allégations, donnent aux importateurs des avantages en termes de facilitation des échanges signifie-t-il qu'en l'absence de la prescription imposant l'obtention de certificats de contrôle, l'importation de riz serait en quelque sorte plus astreignante? Dans l'affirmative, veuillez expliquer de quelle manière l'importation de riz serait plus

[1] Voir, en particulier, les réfutations de la Turquie, paragraphes 10, 11 et 12 et les déclarations orales de la Turquie à la deuxième audition publique, paragraphes 15 à 22.

astreignante en l'absence d'une telle prescription, en justifiant votre réponse avec des arguments et des éléments de preuve appropriés.

La Turquie note que là encore, les États-Unis n'ont pas répondu à la question posée par le Groupe spécial dans la question n° 131 b). En particulier, les États-Unis n'ont pas indiqué comment la Turquie pourrait suivre le processus d'importation, tout en préservant sa capacité de poursuivre l'ensemble des fins douanières légitimes et des objectifs légitimes de certification des produits, sans les certificats de contrôle.

Cependant, s'agissant des renseignements non pertinents fournis par les États-Unis dans leur réponse, la Turquie rappelle que le certificat de contrôle est un instrument juridique différent de la licence d'importation du FTU nécessaire pour pouvoir importer aux taux de droit plus avantageux prévus dans les limites du contingent tarifaire. Contrairement à ce que disent les États-Unis, il n'est pas vrai que le processus d'approbation des certificats de contrôle fasse intervenir quatre organismes. L'approbation des certificats de contrôle, s'agissant du commerce contingentaire et hors contingent, requiert seulement la coopération entre deux autorités turques (à savoir le MARA et les douanes). La Turquie tient aussi à réaffirmer que, puisque le certificat de contrôle n'est pas une licence d'importation, aucune disposition de l'Accord sur les procédures de licences d'importation ne lui est applicable.

Question n° 134

(Aux deux parties) En réponse à la question n° 44 f) posée par le Groupe spécial au sujet du refus d'accorder des certificats de contrôle, la Turquie a communiqué au Groupe spécial la pièce TR-36 qui indique la date de la demande, l'origine, la quantité et la qualité du riz pour lequel chaque certificat de contrôle a été demandé au cours des années 2003 à 2006. Comme raisons du refus, la liste indique ce qui suit: "documents manquants non complétés", "à la demande de la société" et "conditions administratives prescrites incomplètes".

a) Comment conviendrait-il de comprendre ces raisons?

b) La Turquie peut-elle donner d'autres détails sur les raisons du rejet des demandes de certificats de contrôle indiquées?

c) Les raisons détaillées du refus sont-elles communiquées par écrit aux sociétés requérantes dans le document de rejet ou ces raisons sont-elles communiquées aux demandeurs d'une manière semblablement succincte à celle qui est indiquée dans la pièce TR-36?

La Turquie ignorait que cette question avait provoqué le mécontentement des commerçants dont les demandes avaient été rejetées, ou entraîné un manque de transparence à leur égard. Comme elle l'a indiqué dans sa réponse à la question n° 134, le MARA a toujours communiqué rapidement, de manière informelle ou verbale, les raisons du rejet de demandes individuelles de certificats de contrôle. En fait, le MARA veille toujours à ce que les représentants des sociétés requérantes soient tenus rapidement informés des parties manquantes ou erronées des demandes. Il s'agit d'un processus d'échange d'information que la Turquie était convaincue d'avoir toujours bien fait fonctionné, à l'entière satisfaction des commerçants. Cependant, elle est disposée à envisager l'établissement d'un système de notification plus formel des raisons justifiant les rejets individuels si cela permet une meilleure garantie des droits et attentes des commerçants. S'agissant des raisons spécifiques du refus d'accorder des certificats de contrôle, elle renvoie à ce qu'elle a déjà dit dans sa réponse à la question n° 134 a).

Question n° 136

(Aux deux parties) D'après les déclarations de la Turquie (voir, par exemple, le paragraphe 25 de sa première communication), les certificats de contrôle pour l'importation de riz sont valables pour une durée de 12 mois.

a) Si tel est le cas, pourquoi les importateurs n'importeraient-il pas du riz durant les périodes dans lesquelles les certificats de contrôle, d'après les allégations, ne sont pas approuvés, mais où l'on peut supposer que certains certificats de contrôle sont encore valables?

b) Durant les périodes où le contingent tarifaire n'était pas ouvert, pourquoi les importations de riz n'auraient-elles pas lieu au titre des certificats de contrôle dont on peut supposer qu'ils étaient toujours valables?

c) Y a-t-il une quelconque différence entre les certificats de contrôle accordés pour effectuer des importations au taux NPF, dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels et dans le cadre du contingent tarifaire? Dans l'affirmative, veuillez préciser les différences existantes. Dans la négative, cela veut-il dire qu'un même certificat de contrôle aurait pu être utilisé également pour importer aux différents taux? Un importateur devait-il préciser si l'importation prévue devait être une importation contingentaire ou hors contingent lorsqu'il demandait un certificat de contrôle? Veuillez vous référer aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié.

d) Un certificat de contrôle serait-il toujours valable pendant 12 mois, même durant une période où un contingent tarifaire était en vigueur? Un certificat de contrôle pour des importations contingentaires conserverait-il sa validité de 12 mois et, donc, permettrait-il toujours que des importations aient lieu au taux de droit contingentaire préférentiel, malgré la fermeture de la période contingentaire?

e) La quantité dont l'importation sera autorisée au titre du certificat de contrôle a-t-elle un quelconque rapport avec la quantité dont l'importation est autorisée lorsque l'on demande une licence d'importation au Sous-Secrétariat au commerce extérieur (le FTU)?

Il apparaît que les réponses fournies par les États-Unis indiquent, au mieux, une méconnaissance persistante du fonctionnement du système de certificats de contrôle. En particulier, la Turquie tient à préciser qu'il n'y a pas différents types de certificats de contrôle applicables à différents types de commerce de riz (à savoir NPF, contingentaire, et/ou en régime ALE). Il y a une seule forme de certificat de contrôle qui s'applique à tous les types d'importations de riz. C'est seulement lorsque les commerçants cherchent à importer du riz dans les limites du contingent tarifaire ou des attributions en régime ALE qu'une licence d'importation sera nécessaire en plus d'un certificat de contrôle.

La Turquie souhaite aussi faire remarquer que les certificats de contrôle sont des documents autonomes. Même lorsqu'ils ont été approuvés pour des demandes concernant des importations dans le cadre du contingent tarifaire ou dans le cadre d'arrangements ALE, ils restent valables pendant un an à compter de l'approbation et peuvent être utilisés par les commerçants pour importer n'importe quel type de riz (c'est-à-dire y compris en régime NPF si, entre-temps, le contingent tarifaire a été attribué en totalité, est devenu caduc ou que l'importateur a pris la décision économique de ne pas réaliser l'importation dans les limites du volume de commerce préférentiel). Il apparaît que c'est un

concept simple et facile à comprendre, et la Turquie est étonnée que les États-Unis continuent de n'en tenir aucun compte ou de le méconnaître intentionnellement.

Question n° 140

(États-Unis) Au paragraphe 26 de leur première communication écrite, les États-Unis allèguent que le 30 décembre 2004, la Direction générale du MARA aurait envoyé une lettre dite d'acceptation qui recommandait de ""retarder" encore une fois le début de la délivrance des certificats de contrôle jusqu'au 1er août 2005". Comment cette déclaration peut-elle être conciliée avec les chiffres figurant dans la pièce Annex TR-33 qui montrent que des certificats de contrôle pour les importations de riz des États-Unis auraient été accordés en avril et en mai 2005 et que des importations hors contingent ont eu lieu pendant ces deux mois?

La Turquie souhaite présenter des observations au sujet de la déclaration faite par les États-Unis en ce qui concerne l'"*assouplissement temporaire de la prohibition légale pour les importations en provenance des États-Unis*".

Tout d'abord, la Turquie conteste énergiquement l'idée qui est impliquée de l'existence d'une intention discriminatoire relativement aux importations de riz en provenance des États-Unis. La Turquie a systématiquement géré son régime d'importation d'une manière non discriminatoire (à la fois en ce qui concerne les importations de riz NPF et les importations de riz contingentaires).

Ensuite, la Turquie réaffirme qu'il n'y a jamais eu une "*prohibition légale*" des importations de riz. En l'occurrence, les États-Unis semblent réitérer leur hypothèse erronée selon laquelle cette "*prohibition légale*" a été adoptée au moyen des lettres dites d'acceptation. La Turquie a déjà présenté une argumentation approfondie et a prouvé que les lettres d'acceptation n'étaient pas, suivant le système juridique turc, des mesures législatives du type de celles qui entraîneraient une prohibition *de jure*. En tout état de cause, il semble curieux que les États-Unis, alors qu'ils signalent l'existence d'une "*prohibition légale*", introduisent le concept d'un "*assouplissement temporaire*" qui n'est fondé sur aucune disposition juridique et dont il apparaît qu'il est *de facto* par nature. On peut présumer qu'un "*assouplissement temporaire*" du type de celui auquel les États-Unis se réfèrent devrait être inscrit dans une disposition juridique pouvant passer outre la "*prohibition légale*" découlant des lettres d'acceptation. Cet argument est vicié. Les États-Unis utilisent la réduction apparente des importations comme un élément de preuve indiquant l'existence d'une "*prohibition légale*".

Enfin, la Turquie a fourni des éléments de preuve montrant qu'en fait, il y avait dans cette même période des importations de riz en régime NPF provenant de sources autres que simplement les États-Unis (par exemple, la Bulgarie). Par conséquent, l'allégation formulée par les États-Unis selon laquelle l'"*assouplissement temporaire*" allégué était ciblé sur les importations en provenance des États-Unis est dénuée de fondement et fallacieuse.

Question n° 145

(Aux deux parties) Dans leur déclaration pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial (paragraphe 12), les États-Unis ont fait valoir que les tribunaux turcs avaient attribué un effet juridique aux lettres dites "d'acceptation" et s'étaient prononcés en faveur de l'application de ces lettres par le MARA. En réponse, dans sa déclaration finale pendant la même réunion (paragraphe 9), la Turquie a fait valoir que, dans un cas spécifique cité, un "tribunal de première instance sembl[ait] avoir donné effet à un acte *ultra vires* [du Ministre de l'agriculture et des affaires rurales]". Quelle devrait être la valeur appropriée accordée par le Groupe spécial, s'il y a lieu, aux interprétations de la législation nationale élaborée par les tribunaux nationaux? Quelle devrait être la valeur appropriée accordée par le Groupe spécial, s'il y a lieu, aux interprétations de la législation nationale avancées par l'administration d'un Membre devant un tribunal national? L'administration turque a-t-elle fait appel de

l'interprétation, erronée d'après les allégations, de la législation nationale turque élaborée par le tribunal national? Le Groupe spécial devrait-il accorder aux interprétations de la législation nationale élaborées par les tribunaux une valeur différente si elles émanent de juridictions supérieures?

La Turquie maintient que les lettres d'acceptation étaient des communications internes destinées à l'élaboration des politiques et qu'elles ne peuvent pas être définies, conformément au système juridique turc, comme "législation nationale". Ces communications administratives n'ont jamais entraîné l'adoption de lois ou de règlements et ne doivent donc pas être considérées comme des mesures du type de celles qui étayent une plainte *de jure*. Le fait que ces lettres d'acceptation ont été utilisées par le MARA au cours d'audiences publiques de tribunaux et que les tribunaux turcs s'en sont servi pour disculper le MARA des accusations portées par le plaignant ne peut pas transformer juridiquement les lettres d'acceptation en des mesures équivalant à des lois ou des règlements. La Turquie pense que le statut juridique des lettres d'acceptation ne change pas simplement parce qu'un tribunal national de première instance a confirmé le moyen de défense invoqué par le MARA dans une procédure interne. Cela doit être pris en compte par le Groupe spécial lorsqu'il évalue le poids et la valeur probante de tels jugements.

La Turquie estime aussi que le nombre de certificats de contrôle approuvés en ce qui concerne des demandes présentées pour tous les types d'importation de riz (à savoir NPF, en régime ALE et dans le cadre du contingent tarifaire) entre les périodes d'application alléguées des lettres d'acceptation atteste clairement que, malgré leur existence et leur distribution informelle dans l'administration, ces lettres d'acceptation n'ont jamais été appliquées et ne peuvent pas être considérées comme des éléments de preuve indiquant de façon satisfaisante l'existence d'un "refus".

La Turquie confirme son argument selon lequel il apparaît que les tribunaux nationaux ont donné effet à un acte *ultra vires* du Ministre. Il est essentiel de souligner que la législation turque pertinente n'accorde aucun pouvoir discrétionnaire au MARA relativement à l'approbation de certificats de contrôle pour lesquels des demandes ont été dûment remplies et présentées. Il n'est pas non plus stipulé, contrairement à ce que les États-Unis allèguent à maintes reprises, que la preuve d'achats effectués sur le marché intérieur est requise pour l'approbation. Il apparaît que les États-Unis, une fois encore, interprètent mal la réalité et confondent délibérément l'approbation des certificats de contrôle avec la délivrance des licences d'importation requises pour l'importation à des taux avantageux (à savoir le commerce contingentaire, qui était assujetti à une prescription relative aux achats sur le marché intérieur).

La loi turque donne au MARA le pouvoir et la compétence, mais non le pouvoir discrétionnaire, d'approuver des certificats de contrôle pour l'importation, entre autres choses, de riz. À cet égard, tout refus du MARA d'accorder l'approbation d'un certificat de contrôle, qui n'est pas fondé sur le caractère incomplet ou inexact de la demande, doit être considéré comme un acte *ultra vires*. Sur ce point, la Turquie renvoie à sa réponse aux questions n° 126 et 127 afin de réaffirmer qu'il n'y a aucune disposition qui donne le pouvoir discrétionnaire de ne pas approuver des certificats de contrôle. C'est le devoir et la responsabilité juridiques du MARA que d'approuver les certificats de contrôle pour toutes les demandes des importateurs qui satisfont aux prescriptions établies par la législation pertinente dans le cadre du système juridique turc. Toute décision individuelle qui contredit cette prescription légale serait un acte *ultra vires*.

S'agissant de la décision administrative individuelle, il apparaît que dans sa décision, le tribunal interne a disculpé le MARA en constatant que la Direction provinciale agissait dans les limites de la hiérarchie ministérielle. La Turquie fait observer que la valeur juridique apparente donnée par un tribunal de première instance turc à une lettre d'acceptation n'est pas pertinente aux fins de la procédure à l'OMC qui est en jeu. Le tribunal turc ne s'est pas prononcé sur la légalité de la lettre d'acceptation. Le présent groupe spécial doit décider si, *de jure*, il existe une disposition dans la législation turque sur les certificats de contrôle qui donne à une autorité administrative le pouvoir

discrétionnaire de refuser d'approuver ces certificats. Il n'y en a aucune. L'affaire spécifique citée par les États-Unis n'est pas pertinente parce que les tribunaux turcs ne se sont tout simplement pas prononcés sur cette question de légalité. Comme c'est indiqué dans la réponse de la Turquie à la question n° 145, en évaluant la valeur de la jurisprudence nationale pertinente, le Groupe spécial devrait choisir la jurisprudence correspondant à l'interprétation qui est la plus conforme au droit turc, prendre en compte la qualité du raisonnement concernant ce qu'il perçoit comme étant l'interprétation dominante, et respecter la hiérarchie du système judiciaire national. La Turquie pense que l'application de ces critères devrait conduire le Groupe spécial à écarter la valeur probante du jugement interne.

Question n° 150

(Aux deux parties) Au paragraphe 37 de leur réponse à la question n° 18 c) posée par le Groupe spécial, les États-Unis affirment qu'ils "ont été informés par les entreprises du secteur que le MARA informait oralement les importateurs que les droits NPF seraient désormais calculés sur la base de prix de référence fixés par les pouvoirs publics pour le riz paddy, le riz brun et le riz blanchi, respectivement, et non d'après la valeur douanière réelle de la marchandise". Les États-Unis pourraient-ils fournir d'autres renseignements et éléments de preuve à l'appui de cette affirmation? La Turquie pourrait-elle communiquer d'autres renseignements à cet égard, en se référant aux éléments de preuve pertinents, selon qu'il sera approprié?

La Turquie tient à réaffirmer que le système allégué de "prix de référence" qui, en tout état de cause, n'entre pas dans le mandat du Groupe spécial dans la présente procédure, est encore un élément de confusion apporté par les États-Unis dans ce différend. Le système allégué de "prix de référence" n'existe pas. Il y a, en revanche, un "prix de référence" que la Turquie utilise afin de fournir aux autorités douanières du pays un point de repère pour contrôler les flux commerciaux et identifier systématiquement les cas d'abus éventuels concernant l'évaluation en douane par les commerçants.

En particulier, comme la Turquie l'a indiqué dans sa réponse à la question n° 150, l'administration centrale notifie aux autorités aux points d'entrée les prix de référence du riz paddy, du riz brun et du riz blanchi tout simplement pour que les autorités douanières du pays soient informées des prix moyens de ces marchandises et détectent les cas de commerce déloyal et les pertes fiscales auxquelles des déclarations en douane sous-évaluées faites par l'importateur pourraient donner lieu. La Turquie pense que, contrairement à ce que les États-Unis allèguent, il n'y a rien dans le libellé des pièces US-68 et US-76 qui prouve que l'instrument turc fausse les échanges pour éviter la fraude fiscale et la fraude concernant l'évaluation en douane.

En outre, la Turquie fait observer que les États-Unis fondent à nouveau leurs allégations et leur interprétation de ce système sur un certain nombre de traductions manipulées du turc en anglais. En particulier, le Ministre turc de l'agriculture n'a jamais qualifié le certificat de contrôle de "*licence d'importation*", mais en fait de "*document de contrôle*" (à savoir le "*Kontrol Belgesi*" turc). Il peut sembler s'agir seulement d'une correction linguistique mineure, mais c'est une correction que la Turquie juge importante en ce sens qu'elle montre bien la tentative constante des États-Unis de faire de chaque détail ou fait une pierre maîtresse dans leur théorie d'un scénario systématique de distorsion des échanges et de discrimination appliqué, d'après les allégations, par la Turquie. Cela n'est tout simplement pas le cas et une lecture attentive du système prouve le contraire.

Question n° 152

(États-Unis) Dans leur déclaration pendant la deuxième réunion de fond avec le Groupe spécial (paragraphe 21), les États-Unis ont fait valoir qu'il serait nécessaire que le Groupe spécial fasse une constatation et formule une recommandation concernant ce qu'il est convenu

d'appeler la "prescription relative aux achats sur le marché intérieur", afin de résoudre le différend entre les parties.

a) Les États-Unis pourraient-ils expliquer pourquoi il en irait ainsi, à leur avis?

La Turquie pense que les États-Unis ont tort de considérer qu'une constatation et une recommandation concernant sa prescription relative aux achats sur le marché intérieur sont nécessaires pour résoudre le présent différend. Elle tient à rappeler que le régime de contingent tarifaire ainsi que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur qui lui est associée ne sont plus en vigueur. Elle n'a pas rouvert le contingent tarifaire depuis sa venue à expiration le 31 juillet 2006 et a indiqué qu'elle considérait cette expiration comme définitive.

Comme la Turquie l'a déjà expliqué, pour rouvrir un autre contingent tarifaire assorti d'une prescription relative aux achats sur le marché intérieur, elle devrait adopter un nouveau décret fixant les dates d'ouverture, les quantités et les coefficients du contingent, accompagné d'un communiqué de mise en œuvre prévoyant, entre autres choses, les quantités de riz national à acheter et les délais fixés pour les demandes. L'ensemble de la législation qui porte spécifiquement sur l'établissement des contingents tarifaires pour le riz est venu à expiration et un nouvel ensemble de règles devrait par conséquent être adopté, promulgué et publié. La Turquie s'est engagée à ne pas adopter un nouveau contingent tarifaire assorti d'une prescription relative aux achats sur le marché intérieur. Par ailleurs, elle ne comprend pas de quel autre élément de preuve les États-Unis auraient besoin pour considérer que le régime de contingent tarifaire et la prescription relative aux achats sur le marché intérieur qui lui est associée sont venus à expiration.

La simple possibilité théorique qu'une nouvelle législation soit promulguée à l'avenir ne peut pas être considérée comme l'indication que la Turquie peut rétablir un régime de contingent tarifaire. Que le Décret n° 2004/7333 soit toujours en vigueur n'est pas non plus un élément de preuve suffisant pour montrer que le contingent tarifaire n'était pas venu à expiration. À cet égard, la Turquie a déjà noté que le Décret constituait le fondement juridique pour la gestion de tous les types de contingents et contingents tarifaires, indépendamment du produit, de la nature et de la mesure commerciale permettant l'adoption des contingents. Cette législation n'est pas spécifique au riz. En outre, contrairement à ce que les États-Unis ont donné à entendre, la prescription relative aux achats sur le marché intérieur n'est pas mentionnée dans ce décret, et le fait qu'il n'y est pas précisé si le FTU peut ou ne peut pas imposer une prescription relative aux achats sur le marché intérieur concernant des contingents tarifaires ne constitue pas, en soi, la preuve que le régime de contingent tarifaire continue d'exister ni que le décret en lui-même est incompatible avec les règles de l'OMC. Enfin, les États-Unis n'ont pas indiqué quelles dispositions du Décret n° 2004/7333 seraient incompatibles avec les règles de l'OMC et justifieraient qu'il soit abrogé ou modifié.

La Turquie a soutenu que le régime de contingent tarifaire offrait des conditions d'importation avantageuses dont les importateurs profitaient pleinement. Elle croit comprendre, toutefois, que cela a provoqué un fort mécontentement aux États-Unis. Elle a donné à ceux-ci l'assurance à maintes reprises, pendant les consultations bilatérales et au cours de la présente procédure, qu'elle n'avait pas l'intention de recourir à nouveau au régime de contingent tarifaire et que, si la nécessité s'en présentait, elle réaliserait ses objectifs, à savoir l'intervention sur le marché et la stabilisation du marché, au moyen d'autres politiques commerciales compatibles avec les règles de l'OMC et moins astreignantes sur le plan administratif (par exemple l'action du TMO en tant qu'organisme d'intervention, le recours approprié et légitime aux taux de droits NPF et taux de droits appliqués).

La Turquie considère qu'il s'agit d'un engagement dont, en définitive, les États-Unis et le Groupe spécial devraient sérieusement tenir compte. À cet égard, elle note que dans un cas semblable, le Groupe spécial *Argentine – Chaussures* a dit ce qui suit en ce qui concerne des mesures venues à expiration et la menace de leur rétablissement: "*Nous devons partir du principe que les Membres de l'OMC exécuteront leurs obligations conventionnelles de bonne foi, comme ils sont tenus*

de le faire par l'Accord sur l'OMC et le droit international. Nous estimons donc que rien ne prouve que les droits d'importation spécifiques minimaux touchant les chaussures seront rétablis."[2]

b) Au paragraphe 20 de leur déclaration, les États-Unis ont fait valoir également que leur demande visant à ce que le Groupe spécial fasse des constatations et formule des recommandations concernant le régime de contingent tarifaire serait étayée par l'interprétation figurant dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*. Les États-Unis pourraient-ils développer cette affirmation, en expliquant de quelle manière la décision de l'Organe d'appel dans cette affaire étaye leur demande? Veuillez vous référer aux sections spécifiques du rapport, selon qu'il sera approprié, et à leur pertinence pour l'affaire présente.

La Turquie souhaite une fois de plus présenter brièvement des observations sur les affirmations des États-Unis concernant l'expiration de sa prescription relative aux achats sur le marché intérieur et sur le rôle du présent groupe spécial au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le Mémorandum d'accord).

Premièrement, la Turquie voudrait illustrer à nouveau par un exemple, à l'intention des États-Unis, l'interprétation correcte de la jurisprudence de l'OMC s'agissant du pouvoir que le Groupe spécial a de formuler des recommandations sur des mesures venues à expiration avant la procédure ou au cours de la procédure. Elle a déjà noté que, bien que l'article 19:1 du Mémorandum d'accord confie aux groupes spéciaux la responsabilité de formuler des recommandations au sujet de mesures jugées incompatibles avec les accords visés, l'étendue de ce pouvoir pouvait être limitée objectivement par la venue à expiration des mesures, à la fois avant la procédure du groupe spécial et au cours de cette procédure. À cet égard, elle rappelle qu'à la lumière de la jurisprudence de l'OMC, l'article 19:1 du Mémorandum d'accord oblige un groupe spécial à formuler des recommandations tendant à ce qu'une mesure jugée incompatible soit rendue conforme "pour autant que" cette mesure soit encore en vigueur. Elle a cité l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE* dans laquelle l'Organe d'appel a dit que le Groupe spécial "[*avait*] *fait erreur en recommandant que l'ORD demande aux États-Unis de mettre en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC une mesure dont le Groupe spécial avait constaté qu'elle avait cessé d'exister*"[3], l'affaire *Chili – Fourchettes de prix*, dans laquelle le Groupe spécial a indiqué qu'il ne ferait pas de recommandations au sujet de mesures venues à expiration[4], et l'affaire *République dominicaine – Cigarettes,* dans laquelle le Groupe spécial n'a pas jugé approprié de recommander que l'Organe de règlement des différends adresse une quelconque demande à la République dominicaine en ce qui concerne une mesure (à savoir l'impôt sélectif sur la consommation) puisque celle-ci n'était plus en vigueur.[5]

S'agissant en particulier du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *République dominicaine – Cigarettes*, la Turquie pense qu'il est erroné et fallacieux de la part des États-Unis de considérer que ce rapport étaye leurs affirmations. Dans cette affaire, le Groupe spécial avait décidé de ne pas faire de recommandation au sujet de l'impôt sélectif sur la consommation appliqué par la République dominicaine, qui avait été modifié au cours de la procédure. L'Organe d'appel n'avait pas marqué son désaccord avec la décision du Groupe spécial de ne pas formuler de recommandation sur cette question, non plus que les parties au différend. La recommandation générale figurant au

[2] Voir *Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles*, paragraphe 6.14.

[3] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes*, paragraphe 81.

[4] Voir le rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, paragraphe 7.112.

[5] Voir le rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur*, paragraphe 7.363.

paragraphe 130 du rapport ne peut en aucune façon être interprétée de manière à inclure le désaccord de l'Organe d'appel sur la façon dont le Groupe spécial avait conduit la procédure, alors que cette façon de conduire la procédure n'avait même pas été soulevée dans l'appel. Cette interprétation est également confirmée par le Groupe spécial *CE – Produits biotechnologiques*, qui a indiqué que: "*[d]e même, dans l'affaire République dominicaine – Importation et vente de cigarettes, le Groupe spécial n'[avait] pas jugé "approprié" de faire une recommandation au sujet d'une mesure incompatible avec les règles de l'OMC concernant la détermination de la base d'imposition pour les cigarettes parce que cette mesure n'était "plus en vigueur" du fait de modifications qui avaient été effectuées après l'établissement du Groupe spécial …*".[6]

En ce qui concerne la prescription en matière de vignette fiscale qui avait été modifiée peu après la publication du rapport du Groupe spécial, la raison pour laquelle l'Organe d'appel s'est prononcé est que les deux Parties l'avaient demandé, alors même que toutes deux convenaient que la nouvelle législation avait modifié le régime fiscal. L'Organe d'appel a expliqué ce qui suit au paragraphe 129 de son rapport: "*À l'audience, les participants sont convenus que le régime de la vignette fiscale dans son ensemble avait été modifié par un nouveau décret en octobre 2004. Les deux participants ont néanmoins demandé à l'Organe d'appel de se prononcer sur la compatibilité de la mesure initiale avec les règles de l'OMC. Compte tenu de ce qui précède, l'Organe d'appel recommande que l'Organe de règlement des différends demande à la République dominicaine de rendre la prescription relative à la vignette fiscale, dont il a été constaté dans le présent rapport et dans le rapport du Groupe spécial, modifié par le présent rapport, qu'elle était incompatible avec le GATT de 1994, conforme à ses obligations au titre de cet accord si, et dans la mesure où, lesdites modifications du régime de la vignette fiscale n'ont pas déjà permis de le faire.*"[7]

La Turquie ne comprend pas en quoi les deux extraits du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *République dominicaine – Cigarettes* cités pourraient présenter une quelconque pertinence pour le présent différend, ni en quoi ils étayeraient les arguments des États-Unis. En particulier, elle note que l'Organe d'appel n'a pas marqué son désaccord avec la décision du Groupe spécial de ne pas formuler de recommandation au sujet de l'impôt sélectif sur la consommation, et qu'il a statué sur la prescription relative à la vignette fiscale (c'est-à-dire sur une mesure qui avait été modifiée peu de temps après la publication du rapport du Groupe spécial) uniquement parce que les parties au différend l'avaient demandé expressément.

Deuxièmement, la Turquie pense par ailleurs que les États-Unis refusent une nouvelle fois de comprendre que selon la jurisprudence de l'OMC, la date d'établissement du groupe spécial peut avoir une incidence sur le pouvoir discrétionnaire qu'a le Groupe spécial de formuler des constatations, alors que, dans tous les cas où des mesures sont venues à expiration avant ou après l'engagement de la procédure de groupe spécial, aucune recommandation n'est nécessaire si une constatation est formulée. Les parties pertinentes du rapport *CE – Produits biotechnologiques* cité par les États-Unis étayent pleinement ce point de vue. Dans cette affaire, le Groupe spécial a formulé une constatation au sujet du moratoire *de facto* appliqué par les CE, mais n'a pas fait de recommandation. Le moratoire *de facto* était venu à expiration avant l'établissement du Groupe spécial.

En relation avec ce qui précède, la Turquie voudrait faire deux remarques. Premièrement, le Groupe spécial a jugé que la nature *de facto* de la mesure était décisive pour qu'il formule une constatation. Il apparaît que cela constitue une différence notable avec la prescription de la Turquie relative aux achats sur le marché intérieur, qui n'était pas une mesure *de facto*. En fait, s'agissant d'autres mesures venues à expiration avant l'engagement de la procédure, le même Groupe spécial s'est effectivement abstenu de formuler des constatations car il ne jugeait pas nécessaire de formuler

[6] Voir *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1314.

[7] Voir le rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur*, paragraphe 130.

ces constatations pour arriver à une solution positive du différend.[8] Deuxièmement, le Groupe spécial a reconnu la valeur et l'importance de la jurisprudence de l'OMC s'agissant de la formulation de recommandations au sujet de mesures venues à expiration et il a reconnu que "*la jurisprudence de l'OMC ci-avant étay[ait] l'inférence selon laquelle les groupes spéciaux [devaient] éviter de formuler une quelconque recommandation qui s'appliquerait à des mesures qui n'exist[aient] plus ou qui [avaient] été modifiées*".[9] Le Groupe spécial a donc limité la portée de ses recommandations au sujet du moratoire *de facto* en demandant aux Communautés européennes de rendre leur mesure conforme "*si, et dans la mesure où, cette mesure n'[avait] pas déjà cessé d'exister*".[10]

Compte tenu des considérations qui précèdent, la Turquie invite le présent groupe spécial à ne pas formuler de constatation au sujet de l'une quelconque des mesures établissant la prescription relative aux achats sur le marché intérieur, y compris celles qui sont venues à expiration peu de temps après l'engagement de la procédure du Groupe spécial. Elle pense qu'aucune constatation n'est nécessaire pour arriver à une solution positive du différend. Comme cela a été indiqué précédemment, elle a soutenu à plusieurs reprises, aussi bien au stade des consultations que dans toutes les communications et déclarations orales présentées jusqu'à maintenant, qu'elle n'avait pas l'intention de reconduire ces mesures, ni en les prorogeant ni en adoptant de nouveaux instruments législatifs. Par conséquent, elle demande une fois encore au Groupe spécial de ne pas formuler de constatations au sujet de l'une quelconque des mesures ayant trait au régime de contingent tarifaire ou, à titre subsidiaire, de limiter ses constatations aux mesures qui étaient encore en vigueur après l'établissement du Groupe spécial. En tout état de cause, elle demande au Groupe spécial de s'abstenir de toute recommandation au sujet du régime de contingent tarifaire.

Questions de la Turquie

Question TR-1

Les États-Unis pourraient-ils préciser quelle disposition spécifique de la législation turque relative aux certificats de contrôle (c'est-à-dire les Communiqués sur la normalisation dans le commerce extérieur n° 2005/05, 2006/05 et 2007/21) définit, *de jure*, un certificat de contrôle comme étant une licence d'importation?

La Turquie pense qu'il est non pas "*dénué de pertinence*" mais très révélateur que les États-Unis n'aient pas été en mesure de trouver une définition *de jure* du certificat de contrôle comme étant une "*licence d'importation*". *De jure*, le certificat de contrôle de la Turquie n'est effectivement pas une "*licence d'importation*" et aucune disposition juridique dans le système juridique turc ou les ensembles de lois pertinents ne l'assimile à une "*licence d'importation*". La Turquie a indiqué quels étaient, *de jure*, le rôle et les fonctions du certificat de contrôle.

En outre, et comme la Turquie l'a systématiquement fait valoir et montré au cours de la présente procédure, le certificat de contrôle n'a jamais non plus joué le rôle d'une "*licence d'importation*" *de facto,* ni n'a fonctionné comme tel. Les certificats de contrôle ont toujours été approuvés pendant la totalité de la période à l'examen sur la base des demandes présentées par des commerçants, pour autant que toutes les prescriptions légales relatives à l'approbation aient été dûment respectées.

[8] Voir *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1651 à 7.1654.

[9] Voir *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1316.

[10] Voir *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 8.16.

Enfin, s'agissant de l'affirmation formulée par les États-Unis au sujet de la pertinence de la qualification dont il est allégué qu'elle a été donnée par le Ministre de l'agriculture de la Turquie, la Turquie rappelle que, dans ses observations, elle a vigoureusement rejeté la réponse des États-Unis à la question n° 150 ci-dessus. En particulier, le Ministre turc de l'agriculture n'a jamais qualifié le certificat de contrôle de "*licence d'importation*", mais en fait de "*document de contrôle*" (à savoir le "*Kontrol Belgesi*" turc).

Question TR-2

Les États-Unis pourraient-ils préciser quelles dispositions spécifiques de la législation turque confèrent au Ministère turc de l'agriculture et des affaires rurales (le MARA) le pouvoir discrétionnaire nécessaire pour refuser d'approuver les demandes des certificats de contrôle qui sont par ailleurs conformes aux prescriptions de la législation?

La Turquie pense que la réponse fournie par les États-Unis à la question TR-2 est tout simplement inexacte et n'est pas fondée sur un quelconque élément de preuve juridique ou factuel. Comme elle l'a déjà indiqué dans ses réponses aux questions n° 126 et 127, sur présentation des documents requis, le MARA a le devoir et la responsabilité juridiques d'approuver les certificats de contrôle. Il s'ensuit de là que les importateurs ont le droit d'obtenir des certificats de contrôle approuvés. Le MARA ne dispose d'aucun pouvoir discrétionnaire lorsqu'il approuve des certificats de contrôle, pour autant que toutes les prescriptions légales aient été respectées.

Les États-Unis continuent aussi de faire une confusion entre les certificats de contrôle et les licences d'importation en relation avec des importations contingentaires (dans le cadre du contingent tarifaire ou en régime ALE). Les certificats de contrôle sont des instruments "neutres" qui sont nécessaires indépendamment du type d'importation de riz (à savoir NPF, dans le cadre du contingent tarifaire ou en régime ALE). Par ailleurs, les licences d'importation étaient nécessaires seulement pour les importations contingentaires et elles sont encore nécessaires pour les importations de riz en régime ALE. Des licences d'importation étaient délivrées pour des importations contingentaires sur preuve que la prescription relative aux achats sur le marché intérieur avait été respectée. Les certificats de contrôle n'ont jamais nécessité la preuve d'achats effectués sur le marché intérieur. Cela continue de constituer un domaine de confusion dont la Turquie estime que les États-Unis prétendent volontairement ne pas le comprendre.

Question TR-3

Qu'est-ce qui amène les États-Unis à faire valoir que les certificats de contrôle approuvés pour le commerce hors contingent en régime ALE devraient être exclus *a priori* de l'application alléguée du "refus généralisé" à toutes les demandes d'approbation pour des importations hors contingent?

La Turquie note que "*la question de savoir si des certificats sont requis pour le commerce autre que NPF, hors contingent*" n'est pas "*dénuée de pertinence*" comme les États-Unis le font valoir. La Turquie n'a jamais appliqué un "*refus généralisé*" (c'est-à-dire une prohibition totale) et elle a continué d'approuver des certificats de contrôle tout au long de la période à l'examen sur la seule base des demandes présentées par des commerçants et de la conformité de ces demandes avec les prescriptions légales. Les États-Unis n'ont pas montré (en fait, ils n'ont même pas allégué) que toutes les demandes présentées par des négociants en riz durant certaines périodes n'étaient systématiquement pas approuvées.

Les États-Unis ont simplement fondé leur allégation générale sur un nombre limité de rejets individuels. La Turquie pense que ce *modus operandi* ne peut pas être considéré comme étant suffisant pour établir des éléments *prima facie*. En tout état de cause, il apparaît certainement qu'il ne constitue pas un élément de preuve suffisant de l'existence d'un "*refus généralisé*" de la part de la

Turquie d'approuver des certificats de contrôle. Au mieux, il peut prouver l'absence de demandes présentées par des commerçants durant certaines périodes pour des certificats de contrôle en relation avec le commerce NPF. La Turquie a expliqué cette situation dans ses précédentes communications par les décisions économiques et considérations commerciales des commerçants liées à une diversité de facteurs économiques, y compris l'existence d'avantages tarifaires considérables pour l'importation dans les limites du contingent tarifaire.

ANNEXE G

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS334/4
7 février 2006

(06-0525)

Original: anglais

TURQUIE – MESURES AFFECTANT L'IMPORTATION DE RIZ

Demande d'établissement d'un groupe spécial
présentée par les États-Unis

La communication ci-après, datée du 6 février 2006 et adressée par la délégation des États-Unis au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le 2 novembre 2005, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec le gouvernement turc, conformément aux articles 1er et 4 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord"), à l'article XXII de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994"), à l'article 6 de l'*Accord sur les procédures de licences d'importation* ("Accord sur les licences d'importation"), à l'article 8 de l'*Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce* ("Accord sur les MIC") et à l'article 19 de l'*Accord sur l'agriculture*, au sujet des restrictions imposées par la Turquie à l'importation de riz en provenance des États-Unis. Les États-Unis et la Turquie ont tenu des consultations le 1er décembre 2005. Malheureusement, ces consultations n'ont pas permis de régler le différend.

En conséquence, les États-Unis demandent, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, à l'article 6 de l'Accord sur les licences d'importation, à l'article 8 de l'Accord sur les MIC et à l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture, que l'Organe de règlement des différends ("ORD") établisse un groupe spécial pour examiner cette question.

La Turquie maintient un certain nombre de restrictions à l'importation de riz. En vertu de son régime d'importation applicable au riz, la Turquie exige une licence pour l'importation de riz. La Turquie applique des contingents tarifaires pour les importations de riz dans le cadre desquels, afin d'importer des quantités de riz spécifiées à des taux de tarifs réduits, les importateurs doivent acheter des quantités spécifiées de riz national, y compris auprès de l'Office des céréales turc (TMO) ou des producteurs ou associations de producteurs turcs (les "prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur"). En outre, la Turquie refuse d'accorder des licences ou n'accorde pas de licences pour

l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé sans achats sur le marché intérieur, y compris au taux de droit hors contingent.

Les États-Unis croient comprendre que les moyens par lesquels la Turquie maintient ce régime d'importation restrictif sont les suivants:

- Décret n° 96/7794 relatif à l'évaluation générale du régime régissant les règlements techniques et la normalisation dans le domaine du commerce extérieur (Journal officiel n° 22541, 1er février 1996, *bis*);
- Décision du Conseil des ministres: Décret n° 2004/7135 relatif à l'application d'un contingent tarifaire pour l'importation de certains types de riz paddy et autres (Journal officiel n° 25439, 20 avril 2004);
- notification concernant l'application de contingents tarifaires pour l'importation de certains types de riz paddy et autres, émanant du Sous-Secrétariat au commerce extérieur (Journal officiel n° 25445, 27 avril 2004);
- Décision du Conseil des ministres: Décret n° 2004/7333 relatif à l'administration d'un contingent et d'un tarif déterminés en fonction de l'importation (Journal officiel n° 25473, 26 mai 2004);
- Décision du Conseil des ministres: Décret n° 2004/7756 relatif à l'application d'un tarif déterminé en fonction de l'importation de certains types de riz paddy et autres (Journal officiel n° 25566, 27 août 2004);
- notification concernant l'application d'un tarif déterminé en fonction de l'importation de certains types de riz paddy et autres, émanant du Sous-Secrétariat au commerce extérieur (Journal officiel n° 25577, 8 septembre 2004);
- communiqué concernant la normalisation dans le domaine du commerce extérieur, Communiqué n° 2005/05 (Journal officiel n° 25687, 31 décembre 2004);
- notification concernant la modification de la notification relative à l'application d'un tarif déterminé en fonction de l'importation de certains types de riz paddy et autres, émanant du Sous-Secrétariat au commerce extérieur (Journal officiel n° 25767, 26 mars 2005);
- notification concernant la modification de la notification relative à l'application d'un tarif déterminé (droit de douane) en fonction de l'importation de certains types de riz paddy et autres, émanant du Sous-Secrétariat au commerce extérieur (Journal officiel n° 25812, 11 mai 2005);
- Décision du Conseil des ministres: Décret n° 2005/9315 relatif à l'application d'un tarif déterminé en fonction de l'importation de certains types de riz paddy et autres (Journal officiel n° 25935, 13 septembre 2005);
- notification concernant l'application d'un tarif déterminé en fonction de l'importation de certains types de riz paddy et autres, émanant du Sous-Secrétariat au commerce extérieur (Journal officiel n° 25943, 21 septembre 2005);

- "Lettres d'acceptation", y compris la Lettre d'acceptation 964 (10 septembre 2003), la Lettre d'acceptation 107 (23 janvier 2004), la Lettre d'acceptation 905 (28 juin 2004) et la Lettre d'acceptation 1795 (30 décembre 2004), dans lesquelles le Ministre de l'agriculture accepte les recommandations de la Direction générale de la protection et du contrôle sanitaire du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales visant à retarder le début de la période durant laquelle des licences d'importation peuvent être accordées; et

- toutes modifications ou prorogations de ces mesures, et toutes mesures connexes ou mesures de mise en œuvre.

Les États-Unis considèrent que ces mesures sont incompatibles avec les obligations de la Turquie au titre des dispositions du GATT de 1994, de l'Accord sur les licences d'importation, de l'Accord sur les MIC et de l'Accord sur l'agriculture, en particulier:

Refus d'accorder des licences ou fait de ne pas accorder de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé

1) Article XI:1 du GATT de 1994 parce que le refus de la Turquie d'accorder des licences ou le fait qu'elle n'accorde pas de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé constitue une prohibition ou restriction à l'importation autre que sous forme de droits de douane, taxes ou autres impositions;

2) Article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture parce que le refus de la Turquie d'accorder des licences ou le fait qu'elle n'accorde pas de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé constituent des "mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits", telles que les restrictions quantitatives à l'importation, les régimes d'importation discrétionnaires et les mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'une entreprise commerciale d'État, auxquelles les Membres ne peuvent recourir ou qu'ils ne peuvent maintenir au titre de cet accord;

3) Article 1:4 a) et b) de l'Accord sur les licences d'importation et article X:1 et X:2 du GATT de 1994 parce que la Turquie n'a pas rendu public son refus d'accorder des licences ou le fait qu'elle n'accorde pas de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé et n'a donc pas non plus donné une possibilité aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance et aux Membres de présenter des observations par écrit et de discuter de celles-ci si demande leur en est faite;

4) Article 3:3 et 3:5 e) et f) de l'Accord sur les licences d'importation parce que la Turquie n'approuve pas les demandes de licences d'importation à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé; ne publie pas de renseignements suffisants pour que les autres Membres et les commerçants sachent que des licences d'importation ne seront pas approuvées; n'indique aucun délai dans lequel les demandes de licences d'importation qui sont présentées seront approuvées ou rejetées; ne communique pas aux requérants les motifs du rejet d'une demande; et ne prévoit pas de procédure d'appel ou d'examen en cas de refus;

Prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur et administration des contingents tarifaires pour les importations de riz à taux réduit

5) Article 2:1 et paragraphe 1 a) de l'Annexe 1 de l'Accord sur les MIC parce que la Turquie impose des prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur;

6) Article III:4 du GATT de 1994 parce que la Turquie accorde un traitement moins favorable au riz importé qu'au riz d'origine nationale en imposant des prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur "affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation" du riz importé;

7) Article XI:1 du GATT de 1994 parce que les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur de la Turquie constituent des restrictions à l'importation autres que sous forme de droits de douane, taxes ou autres impositions;

8) Article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture parce que les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur sont des "mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits", telles que les restrictions quantitatives à l'importation, les régimes d'importation discrétionnaires et les mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'une entreprise commerciale d'État, auxquelles les Membres ne peuvent recourir ou qu'ils ne peuvent maintenir au titre de cet accord;

9) Articles 1:4 a) et b) et 3:5 b) et d) de l'Accord sur les licences d'importation et article X:1 et X:2 du GATT de 1994 parce que la Turquie ne publie pas le volume exact des contingents tarifaires à appliquer; ne publie pas toujours les contingents tarifaires à appliquer ou les modifications des contingents tarifaires dans les délais spécifiés à l'article 1:4 et de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance; et ne donne pas une possibilité aux Membres de présenter des observations par écrit et de discuter de celles-ci si demande leur en est faite;

10) Article 3:5 g) de l'Accord sur les licences d'importation parce que les durées de validité des licences d'importation dans le cadre des contingents tarifaires ne sont pas raisonnables et sont d'une brièveté telle qu'elles empêcheraient les importations;

11) Article 3:5 h) de l'Accord sur les licences d'importation parce que la Turquie administre ses contingents tarifaires d'une manière qui décourage l'utilisation complète des contingents.

<u>Autres allégations concernant le régime d'importation de la Turquie</u>

12) Article XI:1 du GATT de 1994 parce que les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur de la Turquie, conjuguées à son refus d'accorder des licences ou au fait qu'elle n'accorde pas de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé, constituent des restrictions à l'importation autres que sous forme de droits de douane, taxes ou autres impositions;

13) Article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture parce que les prescriptions relatives aux achats sur le marché intérieur de la Turquie, conjuguées à son refus d'accorder des licences ou au fait qu'elle n'accorde pas de licences pour l'importation de riz à un taux égal ou inférieur au taux de droit consolidé, sont des "mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits", telles que les restrictions quantitatives à l'importation, les régimes d'importation discrétionnaires et les mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'une entreprise commerciale d'État, auxquelles les Membres ne peuvent recourir ou qu'ils ne peuvent maintenir au titre de cet accord;

14) Article X:3 a) et b) du GATT de 1994 parce que la Turquie n'administre pas son régime d'importation "d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable" et ne maintient pas de tribunaux ou de procédures afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant à l'importation de riz dans le cadre de son régime d'importation;

15) Article 1:2 de l'Accord sur les licences d'importation parce que les mesures utilisées par la Turquie pour mettre en œuvre son régime de licences d'importation ne sont pas conformes aux dispositions pertinentes du GATT de 1994;

16) Article 1:3 de l'Accord sur les licences d'importation parce que le régime de licences d'importation de la Turquie n'est pas administré de manière juste et équitable;

17) Article 1:5 de l'Accord sur les licences d'importation parce que la Turquie exige des renseignements et des documents qui ne sont pas strictement nécessaires au bon fonctionnement de son régime de licences d'importation;

18) Article 1:6 de l'Accord sur les licences d'importation parce que les requérants ne disposent pas d'un délai raisonnable pour la présentation de demandes et parce que les requérants doivent s'adresser, pour ce qui concerne leurs demandes, à plus d'un organe administratif;

19) Article 3:2 de l'Accord sur les licences d'importation parce que le régime de licences d'importation non automatiques de la Turquie exerce des effets de distorsion ou de restriction sur le commerce d'importation et qu'il impose une charge administrative plus lourde que ce qui est absolument nécessaire;

20) Article 3:5 a) de l'Accord sur les licences d'importation parce que la Turquie n'a pas fourni, sur demande des États-Unis, tous renseignements utiles sur l'administration du régime de licences d'importation de la Turquie et sur les licences d'importation accordées au cours d'une période récente; et

21) Article 5:1, 5:2, 5:3 et 5:4 de l'Accord sur les licences d'importation parce que la Turquie n'a pas notifié son régime de licences d'importation pour le riz.

Il apparaît également que les mesures de la Turquie annulent ou compromettent les avantages résultant pour les États-Unis directement ou indirectement des accords mentionnés.

En conséquence, les États-Unis demandent qu'un groupe spécial doté du mandat type énoncé à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord soit établi.

ANNEXE H

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

1. Le Groupe spécial mènera ses travaux conformément aux procédures de travail normales énoncées dans le Mémorandum d'accord et son Appendice 3, et à certaines procédures additionnelles, comme suit:

2. Le Groupe spécial se réunira en séance privée. Les parties au différend et les tierces parties intéressées n'assisteront aux réunions que lorsque le Groupe spécial les y invitera.

3. Les délibérations du Groupe spécial et les documents qui lui auront été soumis resteront confidentiels. Aucune disposition du Mémorandum d'accord n'empêchera une partie à un différend de communiquer au public ses propres positions. Les Membres traiteront comme confidentiels les renseignements qui auront été communiqués par un autre Membre au Groupe spécial et que ce Membre aura désignés comme tels. Comme le dispose l'article 18:2 du Mémorandum d'accord, dans les cas où une partie à un différend communiquera au Groupe spécial une version confidentielle de ses communications écrites, elle fournira aussi, si un Membre le demande, un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses communications qui pourraient être rendus publics.

4. Avant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, celles-ci feront remettre au Groupe spécial des communications écrites dans lesquelles elles présenteront les faits de la cause et leurs arguments respectifs.

5. À sa première réunion de fond avec les parties, le Groupe spécial demandera aux États-Unis de présenter leur dossier. Puis, pendant la même séance, la Turquie sera invitée à exposer ses vues. Les tierces parties seront invitées à présenter leurs vues au cours d'une séance distincte de cette première réunion de fond du Groupe spécial réservée à cette fin.

6. Toutes les tierces parties qui auront informé l'Organe de règlement des différends de leur intérêt dans l'affaire seront invitées par écrit à présenter leurs vues au cours d'une séance de la première réunion de fond du Groupe spécial réservée à cette fin. Toutes ces tierces parties pourront être présentes pendant toute cette séance.

7. Les réfutations formelles seront présentées lors d'une deuxième réunion de fond du Groupe spécial. La Turquie aura le droit de prendre la parole avant les États-Unis. Les parties présenteront des réfutations écrites au Groupe spécial avant cette réunion.

8. Le Groupe spécial pourra à tout moment poser des questions aux parties et leur demander de donner des explications, soit lors d'une réunion avec elles, soit par écrit. En outre, chaque partie pourra poser des questions à la partie adverse, ainsi qu'aux tierces parties. Des réponses écrites aux questions seront communiquées à une date fixée par le Groupe spécial. Les tierces parties ne pourront pas poser de questions aux parties ni aux autres tierces parties.

9. Les parties au différend, ainsi que toute tierce partie invitée à exposer ses vues conformément à l'article 10 du Mémorandum d'accord, mettront à la disposition du Groupe spécial et de l'autre partie une version écrite de leurs déclarations orales, de préférence à la fin de la réunion, et en tout état de cause au plus tard le lendemain de la réunion. Les parties et tierces parties sont encouragées à fournir au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de leurs déclarations orales au moment où celles-ci seront prononcées.

10. Afin de garantir une totale transparence, les parties seront présentes lors des exposés, réfutations et déclarations dont il est fait mention aux paragraphes 5 à 9 des présentes procédures de travail. De plus, les communications écrites de chaque partie, y compris les observations sur la partie descriptive du rapport, les réponses aux questions posées par le Groupe spécial et les observations concernant les réponses faites par les autres parties, seront mises à la disposition de l'autre partie.

11. Dans les sept (7) jours suivant la présentation d'une communication écrite ou d'une déclaration orale au Groupe spécial, les parties seront invitées à remettre à ce dernier un résumé analytique des sections de cette communication ou déclaration consacrées aux éléments factuels et aux arguments, selon le cas. Ces résumés analytiques serviront uniquement à aider le Groupe spécial à rédiger avec concision la section de son rapport consacrée aux éléments factuels et aux arguments, afin que ce rapport puisse être traduit et distribué aux Membres en temps voulu. Ils ne se substitueront en aucune manière aux communications des parties. Les résumés fournis par chaque partie ne compteront pas plus de dix (10) pages. Les tierces parties seront également invitées à présenter, dans les sept (7) jours suivant la séance avec les tierces parties, un résumé analytique incluant, dans des sections distinctes, un résumé de leurs communications écrites et orales, selon le cas, qui ne comptera pas plus de trois (3) pages. Le Groupe spécial pourra, à la lumière de faits nouveaux, autoriser les parties et les tierces parties à présenter des résumés plus longs.

12. Toute demande en vue d'une décision préliminaire du Groupe spécial, y compris les décisions sur les questions de compétence, sera présentée au plus tard dans la première communication écrite d'une partie. Si une partie demande une telle décision, l'autre partie présentera sa réponse à la demande dans le délai fixé par le Groupe spécial. Des exceptions à cette procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables.

13. Les parties présenteront tous les éléments de preuve factuels au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins des réfutations, des réponses aux questions ou des observations concernant les réponses fournies par d'autres parties. Des exceptions à cette procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables. En pareils cas, l'autre ou les autres parties se verront accorder un délai pour faire des observations, selon qu'il conviendra, au sujet de tout élément de preuve factuel nouveau présenté après la première réunion de fond.

14. Pour faciliter la tenue du dossier du différend et le renvoi aux pièces présentées par les parties, il est demandé à ces dernières de numéroter leurs pièces par ordre chronologique tout au long des étapes du différend. Par exemple, les pièces présentées par la Turquie pourrait être numérotées TR-1, TR-2, etc. Si la dernière pièce liée à la première communication était numérotée TR-5, la première pièce de la communication suivante serait numérotée TR-6.

15. Les parties au différend ont le droit de déterminer la composition de leur propre délégation. Elles seront responsables de tous les membres de leur délégation et veilleront à ce qu'ils se conforment aux règles du Mémorandum d'accord et aux procédures de travail du Groupe spécial, surtout en ce qui concerne la confidentialité des travaux.

16. Les parties remettront au secrétaire du Groupe spécial une liste des participants à leur délégation avant chaque réunion ou au début de celle-ci.

17. Le Groupe spécial inclura, dans la partie descriptive de son rapport, un bref résumé des faits de la cause et du déroulement de la procédure suivie dans l'affaire, et y joindra les arguments des parties tels qu'ils apparaissent dans leur première communication écrite, réfutations, réponses aux questions, observations concernant les réponses aux questions et les versions écrites des déclarations orales qu'elles ont faites lors des réunions avec le Groupe spécial. Les arguments présentés par les tierces parties seront repris dans une partie distincte de la partie descriptive.

18. Après la remise du rapport intérimaire, les parties auront deux (2) semaines pour demander par écrit le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire et pour demander la tenue d'une nouvelle réunion avec le Groupe spécial. Le droit de demander la tenue d'une telle réunion doit être exercé au plus tard à ce moment-là. Après la réception de toute demande écrite de réexamen, si aucune nouvelle réunion avec le Groupe spécial n'est demandée, les parties auront la possibilité, dans un délai qui sera précisé par le Groupe spécial, de présenter des observations écrites sur les demandes écrites de réexamen des autres parties. Ces observations seront strictement limitées à la formulation de commentaires sur les demandes écrites de réexamen des autres parties.

19. Les procédures suivantes s'appliqueront pour la signification des documents:

a) Chaque partie et tierce partie signifiera toutes ses communications écrites, versions écrites de déclarations orales, réponses aux questions et tout résumé analytique intégré directement à toutes les autres parties et, lorsque cela sera approprié, aux tierces parties, et confirmera l'avoir fait au moment de la présentation de sa communication au Secrétariat.

b) Les parties et tierces parties devraient faire parvenir leurs communications au Secrétariat avant 17 heures, heure de Genève, aux dates limites établies par le Groupe spécial, à moins que ce dernier ne fixe une heure différente.

c) Les parties et tierces parties remettront au Secrétariat neuf (9) copies de chacune de leurs communications écrites. Ces copies seront déposées auprès du Greffier pour le règlement des différends, M. Ferdinand Ferranco (bureau 2150) avant 17 heures, aux dates fixées par le Groupe spécial. Des copies écrites des déclarations orales seront communiquées au Secrétariat au plus tard à 17 heures le lendemain du jour où ces déclarations auront été faites.

d) Les parties et tierces parties fourniront également au Secrétariat des copies électroniques de toutes leurs communications au moment où elles les présenteront, si possible dans un format compatible avec celui qui est utilisé par le Secrétariat. Si la version électronique est envoyée par courriel, elle devrait être adressée à: DSRegistry@wto.org, avec copie à *****@wto.org, *****@wto.org, *****@wto.org et *****@wto.org. Si un CD-ROM est fourni, il devrait être remis à M. Ferdinand Ferranco, Greffier pour le règlement des différends de l'OMC.

20. Les présentes procédures de travail pourront être modifiées par le Groupe spécial selon qu'il sera approprié, après consultation des parties.

ANNEXE I

LETTRE DU GROUPE SPÉCIAL AUX PARTIES, DATÉE DU 30 AOÛT 2006, CONCERNANT LA PARTICIPATION DU PAKISTAN EN TANT QUE TIERCE PARTIE

Le Groupe spécial remercie les parties d'avoir exprimé leurs vues au sujet de la participation du Pakistan en tant que tierce partie à la présente procédure.

Le Groupe spécial a pris note de ces vues et a décidé d'accepter comme tierces parties tous les Membres qui ont jusqu'ici exprimé un intérêt en ce sens, y compris le Pakistan.

Le Groupe spécial a demandé au Secrétariat de l'OMC de distribuer un document révisé sur la composition du Groupe spécial, indiquant que les Membres suivants ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties à la procédure du Groupe spécial: Argentine, Australie, Chine, Communautés européennes, Corée, Égypte, Pakistan et Thaïlande.

Des indications plus détaillées concernant la décision du Groupe spécial sur la question seront reproduites intégralement dans le rapport du Groupe spécial.

ANNEXE J

LISTES DES PIÈCES PRÉSENTÉES PAR LES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe J-1	Liste des pièces présentées par les États-Unis	J-2
Annexe J-2	Liste des pièces présentées par la Turquie	J-6

ANNEXE J-1

LISTE DES PIÈCES PRÉSENTÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

Pièce	Intitulé
US-1	Decree No. 96/7794 related to the General Assessment of the Regime Regarding Technical Regulations and Standardization for Foreign Trade (Official Gazette, No. 22541, February 1, 1996, Repeated) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-2	Decision of the board of ministers: Decree No. 2004/7135 related to the implementation of a tariff quota for certain types of paddy rice and rice types imports (Official Gazette, No. 25439, April 20, 2004) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-3	A notification related to implementation of tariff quotas for certain types of paddy and rice imports, from the Foreign Trade Undersecretariat (Official Gazette, No. 25445, April 27, 2004) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-4	Decision of the board of ministers: Decree No. 2004/7333 related to the management of quota and tariff contingent on import (Official Gazette, No. 25473, May 26, 2004) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-5	Decision of the board of ministers: Decree No. 2004/7756 related to the implementation of a tariff contingent on the import of certain paddy rice and rice types (Official Gazette, No. 25566, August 27, 2004) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-6	Notification concernant la mise en oeuvre d'un contingent tarifaire à l'importation de certains types de riz et de riz paddy, Foreign Trade Undersecretariat (Official Gazette, No. 25577, September 8, 2004) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-7	A communiqué on Standardization in Foreign Trade, Communiqué No. 2005/05 (Official Gazette, No. 25687, December 31, 2004) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-8	Notification relative à la modification de la notification concernant la mise en œuvre d'un contingent tarifaire à l'importation de certains types de riz et de riz paddy, Sous-Secrétariat au commerce extérieur (Journal officiel n° 25767, 26 mars 2005) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-9	Notification relative à la modification de la notification concernant la mise en œuvre d'un contingent tarifaire à l'importation de certains types de riz et de riz paddy, Sous-Secrétariat au commerce extérieur (Journal officiel n° 25812, 11 mai 2005) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-10	Decision of the board of ministers: Decree No. 2005/9315 related to the implementation of a tariff contingent on the import of certain types of paddy rice and rice types (Official Gazette, No. 25935, September 13, 2005) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-11	Notification related to the implementation of a tariff contingent on the import of certain paddy rice and rice types, from the Foreign Trade Undersecretariat (Official Gazette, No. 25943, September 21, 2005) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-12	Lettre d'acceptation n° 107 (23 janvier 2004) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-13	Lettre d'acceptation n° 905 (28 juin 2004) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-14	Lettre d'acceptation n° 1795 (30 décembre 2004) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-15	Schedule XXXVII – Turkey. Part I – Most Favoured-Nation Tariff. Section I – Agricultural Products. Section 1 – A Tariffs
US-16	Tarif douanier 2005, Journal officiel (29 décembre 2005)
US-17	Taux de droits effectifs, Journal officiel (31 décembre 2005)

Pièce	Intitulé
US-18	Annexe VI-A du communiqué concernant la normalisation dans le commerce extérieur
US-19	Certificate of Control, Republic of Turkey, Ministry of Agriculture and Rural Affairs (Traduction en anglais)
US-20	"TMO is given priority to import rice to prevent extra high prices," *GNToruner*, 13 July 2006 (Traduction en anglais)
US-21	"Clean the rice from the stones," *Milliyet*, April 7, 2006 (Résumé en anglais, suivi de la version originale turque)
US-22	Lettre de la Direction provinciale de l'agriculture, République de Turquie, à Mehmetoglu Domestic and Foreign Trade A.S., B.12.4.ILM.0.06.00.061868/9338, 1er mai 2006 (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-23	Lettre de Torunlar au MARA concernant une demande de certificat de contrôle (22 janvier 2004)
US-24	*Referans*, 31 mars 2006, pages 1 et 9 (Traduction en anglais)
US-25	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, Volume I, page 1578
US-26	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, Volume I, page 1324
US-27	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, Volume I, page 1588
US-28	Lettre du MARA à Torunlar rejetant la demande de certificat de contrôle présentée par cette société le 29 août 2003 (10 septembre 2003) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-29	Lettre du MARA à Torunlar rejetant la demande de certificat de contrôle présentée par cette société le 23 octobre 2003 (3 novembre 2003) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-30	Demande de sursis à exécution déposée par Torunlar auprès du premier Tribunal administratif d'Ankara (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-31	Réponse du MARA à la demande de sursis à exécution présentée par Torunlar (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-32	Communication additionnelle de Torunlar dans la procédure devant le premier Tribunal administratif (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-33	Lettre du MARA à Torunlar rejetant la demande de certificat de contrôle présentée par cette société le 20 janvier 2004 (9 septembre 2004) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-34	Lettre de Torunlar au MARA, Direction provinciale de l'agriculture, concernant le rejet par le MARA des demandes de certificat de contrôle présentées par cette société (12 décembre 2005) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-35	Lettre de M. Kurzad Tuzmen, Ministre turc, à M. Rob Portman, Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales concernant l'engagement de la Turquie de commencer à délivrer des certificats de contrôle (24 mars 2006)
US-36	Lettre d'acceptation n° 390 (24 mars 2006) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-37	Lettre d'acceptation n° 603 (14 mars 2006) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-38	Rice – Wikipedia (en.wikipedia.org/wiki/Rice)
US-39	Première lettre de réclamation adressée par Mehmetoglu au MARA au sujet de la demande de certificat de contrôle (25 avril 2006) (Traduction en anglais)
US-40	Lettre du MARA à Mehmetoglu concernant la demande de certificat de contrôle (27 avril 2006) (Traduction en anglais)

Pièce	Intitulé
US-41	Deuxième lettre de réclamation de Mehmetoglu au MARA concernant la demande de certificat de contrôle (27 avril 2006) (Traduction en anglais)
US-42	Troisième lettre de réclamation de Mehmetoglu au MARA concernant la demande de certificat de contrôle (28 avril 2006) (Traduction en anglais)
US-43	General Assessment of the Regime Regarding Technical Regulations and Standardisation for Foreign Trade (27 May 2005) (Traduction en anglais)
US-44	Lettre d'ETM au MARA concernant le refus de ce dernier de délivrer un certificat de contrôle (non datée) (Traduction en anglais)
US-45	USDA Production, Supply and Distribution Online (www.fas.usda.gov/psdonline/psdHome.aspx)
US-46	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, Volume II, page 2372
US-47	Données sur les importations de riz – Turquie: World Trade Atlas
US-48	Turkey Grain and Feed Annual 2005: USDA Foreign Agricultural Service GAIN Report (GAIN Report Number TU5006, 6 March 2005)
US-49	TMO Sale Price for Importers Fulfilling Domestic Purchase Requirement by Purchasing Rice from TMO: Conversion Table
US-50	"The Turkish Grain Board Paddy Rice Stocks Are Opened For Sale," www.tmo.gov.tr, 6 February 2005 (Traduction en anglais)
US-51	Information required on Turkish import forms – Certificate of Control and Import License under the TRQ
US-52	Coûts du riz importé aux taux NPF et dans le cadre du contingent tarifaire avec achats auprès du TMO et des producteurs nationaux
US-53	Données mensuelles sur les importations turques de riz paddy, de riz brun et de riz blanchi
US-54	Prices for Milled Rice in the Turkish Market
US-55	Average Landed CIF Prices, By Month and Type of Rice
US-56	Turkish Grain Board Announced Prices
US-57	The Creed Rice Market Report, December 21, 2005
US-58	Decision regarding Tariff Quota Imposition on Import of Certain Agricultural Products of European Community Origin (Official Gazette, No. 23225, January 9, 1998), amended by a Board of Ministers Decision of December 13, 2001 (Official Gazette, No. 24626, December 30, 2001) (Traduction en anglais)
US-59	Annual Turkish Control Certificates Compared to Actual Turkish Imports
US-60	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, Volume II, page 2557
US-61	*The New Shorter Oxford English Dictionary*, Volume I, page 577
US-62	Formulaire vierge de déclaration douanière turque (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-63	Décision judiciaire concernant Helin (11ème Tribunal administratif d'Ankara), 18 avril 2006 (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-64	Mémoire déposé par Asena Import Export Construction and Trade Ltd. Company auprès du 9ème Tribunal administratif d'Ankara, 8 novembre 2005 (2005/2262) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-65	Mémoire déposé par Pirtas Construction and Trade Ltd. Company auprès du 8ème Tribunal administratif d'Ankara, 8 novembre 2005 (2005/2291) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)

Pièce	Intitulé
US-66	Mémoire déposé par Zarifler Construction and Tourism, Inc. auprès du 4ème Tribunal administratif d'Ankara, 8 novembre 2005 (2005/2371) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-67	Mémoire déposé par Etra Civil Engineering Ltd. Inc. auprès du 9ème Tribunal administratif d'Ankara, 12 décembre 2005 (2006/339) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-68	Import of Rice, Undersecretariat of Customs, no. 20421 (10 August 2006) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-69	Rapport de l'USDA sur les ventes à l'exportation (section relative au riz)
US-70	US Paddy Rice – 1006.10
US-71	Calculs des États-Unis concernant les certificats de contrôle accordés en régime NPF pour des importations ne provenant pas des CE (hors contingent tarifaire et accord de libre-échange)
US-72	Exposé Power Point sur le site Web du Secrétariat général de la Turquie aux affaires européennes – Accord entre la Turquie et l'ex-République yougoslave de Macédoine
US-73	Global Trade Information Services: page d'accueil du site Internet et sources des données
US-74	Département de l'agriculture des États-Unis: données sur la production annuelle de riz des États-Unis, et données annuelles et mensuelles sur les exportations totales de riz des États-Unis et les exportations totales de riz des États-Unis vers la Turquie (2003-2006)
US-75	*Referans*, "So-called protection of rice has left the producers on their own" December 5, 2006 (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-76	Lettre de S. Umman Hamidogullari, Directeur général adjoint des douanes, Sous-Secrétariat aux douanes, Direction générale des douanes, République de Turquie, Bureau du Premier Ministre, à tous les responsables chargés des questions douanières et des mesures d'exécution, 19 octobre 2006/27082, en référence à la lettre datée du 8 octobre 2006, n° 20421, concernant l'importation de riz (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-77	*Hurriyet*, "Paddy Imports: Ministry of Agriculture's Explanation Regarding Paddy. The Minister of Agriculture, Mehdi Eker, kept his promise by publishing an explanation regarding paddy production and import policies, through the Office of Press and Public Relations," December 15, 2006 (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-78	Communiqué n° 2004/05 concernant la normalisation dans le commerce extérieur (Journal officiel n° 25333, 31 décembre 2003) (Traduction en anglais, suivie de la version originale turque)
US-79	Certificat de contrôle (délivré à Torunlar le 15 août 2003)
US-80	Andy Aaronson and Nathan Childs, "Developing Supply and Utilization Tables for the US Rice Market," Rice Situation and Outlook/RCS-2000/November 2000
US-81	Données annuelles et mensuelles sur les importations turques de riz paddy, de riz brun et de riz blanchi (2003-2006)
US-81rev	Données annuelles et mensuelles sur les importations turques de riz paddy, de riz brun et de riz blanchi (2003-2006) (révisées)
US-82	Données sur les importations turques de riz destiné à l'ensemencement (Institut national de statistique de la Turquie)
US-83	Lettres de groupes de producteurs turcs à l'Ambassade des États-Unis à Ankara concernant la procédure de groupe spécial de l'OMC dans le présent différend

ANNEXE J-2

LISTE DES PIÈCES PRÉSENTÉES PAR LA TURQUIE

Pièce	Intitulé
TR-1	Communiqué of Standardization for Foreign Trade (No: 2006/5)
TR-2	Ministerial Decree on the Regime Regarding Technical Regulations and Standardisation for Foreign Trade (2005/9454)
TR-3	Annexe VI-A du communiqué n° 2006/05
TR-4	Certificate of Control
TR-5	Ministry of Agriculture and Rural Affairs and Ministry of Health, Turkish Food Codex Communiqué of Rice, No: 2001/10
TR-6	Ministry of Agriculture and Rural Affairs and Ministry of Health, Turkish Food Codex Communiqué of Paddy Rice, No: 2002/11
TR-7	Ministry of Agriculture and Rural Affairs and Ministry of Health, Turkish Food Codex Communiqué of Rice, No: 2002/12
TR-8	Breakdown of Imports of Rice, Paddy and Brown Rice by Countries
TR-9	Decree on Application of Tariff Quota for the Importation of Some Species of Paddy Rice and Rice, Decree No: 2005/9315 OG: 13/9/2005 - 25935
TR-10	Import License Form for the Undersecretariat for Foreign Trade
TR-11	Decree on Application of Tariff Quota for the Importation of Some Species of Paddy Rice and Rice, Decree No: 2004/7135 OG: 20/4/2004 - 25439
TR-12	Communiqué on Application of Tariff Quota for the Importation of Some Species of Paddy Rice and Rice, OG: 27/4/2004 - 25445
TR-13	Communiqué on Application of Tariff Quota for the Importation of Some Species of Paddy Rice and Rice, OG: 21/9/2005 - 25943
TR-14	Decree on the Safeguard Measures and Surveillance for Imports and the Administration of Quotas and Tariff Quotas
TR-15	Decree No: 2004/7333 On the Administration of Quotas and Tariff Quotas (Official Gazette No: 25473 of 26 May 2004)
TR-16	Decree on Application of Tariff Quota for the Importation of Some Species of Paddy Rice and Rice, Decree No: 2004/7756 OG: 27/8/2004 - 25566
TR-17	Communiqué on Application of Tariff Quota for the Importation of Some Species of Paddy Rice and Rice, OG: 8/9/2004 - 25577
TR-18	Communiqué Amending the Communiqué on Application of Tariff Quota for the Importation of Some Species of Paddy Rice and Rice, OG: 26/3/2005 - 25767
TR-19	Communiqué Amending the Communiqué on Application of Tariff Quota for the Importation of Some Species of Paddy Rice and Rice, OG: 11/5/2005 - 25812
TR-20	Approved Control Certificates Between 2003 and 21.09.2006
TR-21	Communiqué on the Issuance of Control Certification at the Importation of Foodstuffs and Packaging Materials that come into Contact with Foodstuffs and on Control Procedures as Importation Stage (Communiqué No: 31)
TR-22	Communiqué of Standardization for Foreign Trade (No: 2005/5)
TR-23	Données annuelles sur les importations turques de riz blanchi (2001 à septembre 2006)
TR-24	Données sur la production et la consommation de riz blanchi en Turquie (2001 à 2005)
TR-25	Données sur les importations turques de riz, par mois et par pays d'origine, par types de riz, années, quantités et valeur, (2003 à août-septembre 2006)

Pièce	Intitulé
TR-26	Données sur les importations turques, par types de riz et par pays d'origine (2003)
TR-27	Quantités et prix unitaire des achats effectués en Turquie par des sociétés (non spécifiées) et prix moyen pour 2005 (2005)
TR-28	Prix c.a.f. mensuels de la Turquie pour le riz, selon les déclarations des importateurs (2003 à août-septembre 2006)
TR-29	Prix du TMO: - Prix d'achat annuels déclarés et obtenus pour le riz paddy long grain (2002 à 2006) - Prix de vente mensuels du riz paddy (janvier 2004 à septembre 2006) - Prix de vente en gros mensuels du riz (janvier 2003 à septembre 2006)
TR-30	Quantités annuelles d'achats de riz paddy et de ventes de riz paddy et de riz blanchi (2003 à octobre-novembre 2006)
TR-31	EC Council Decision No. 1/98 of the EC-Turkey Association Council of 25 February 1998 on the trade regime for agricultural products. Official Journal of the European Communities, 20.3.98, L 86/15- Protocol 2 concerning the preferential regime applicable to the importation into Turquie of agricultural products originating in the Community- Annex: Arrangements applicable to the importation into Turquie of agricultural products originating in the Community
TR-32	Schéma des procédures d'importation applicables aux importations NPF et assujetties aux taux contingentaires (Nouvelle version communiquée avec les réponses aux questions après la deuxième réunion de fond)
TR-33	Certificats de contrôle approuvés, d'après les données disponibles compilées par le MARA (2003 au 9 novembre 2006)
TR-34	Regulation on National Farmers' Registration System (by the Ministry of Agriculture and Rural Affairs). Official Gazette, 16 April 2005, No. 25778.
TR-35	Tableau indiquant les certificats de contrôle approuvés et rejetés (2003 à 2006) (Nouvelle version communiquée avec les réponses aux questions après la deuxième réunion de fond)
TR-36	Tableau indiquant les demandes de certificats de contrôle rejetées et les raisons du rejet (2003 à juillet 2006)
TR-37	Taux de change mensuel moyen entre la nouvelle livre turque et le dollar des États-Unis (2003 à novembre 2006)
TR-38	Certificats de contrôle approuvés pour: - Torunlar (2001, 2002, 2003 au 9 novembre 2006) - EMT (2003 au 9 novembre 2006) - Mehmetoglu (2001 à 2002, 2003 au 9 novembre 2006)
TR-39	Import figures for Torunlar, Mehmetoglu and ETM – general imports and imports from the US (2000 to 2006)
TR-40	Turkish Grain Board [Agricultural Products Office, Inc.] Articles of Incorporation
TR-41	Certificats de contrôle approuvés pour le riz, dans le cadre du contingent et hors contingent (NPF et ALE) (2003 au 9 novembre 2006)
TR-42	Costs of Imported Rice under Different Scenarios
TR-43	Graphiques: Importations d'équivalents-riz et prix c.a.f. au débarquement (1997 à 2006)
TR-44	Communiqué of Standardization for Foreign Trade (No: 2007/21)

ANNEXE K

ÉCHANGE DE CORRESPONDANCE ENTRE LE GROUPE SPÉCIAL ET LES PARTIES AU SUJET DE LA SECTION VII.G DU RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe K-1	Lettre datée du 6 août 2007 et adressée par les États-Unis au Groupe spécial	K-2
Annexe K-2	Lettre datée du 8 août 2007 et adressée par la Turquie au Groupe spécial contenant des observations sur la lettre des États-Unis datée du 6 août 2007	K-3
Annexe K-3	Fax daté du 9 août 2007 et adressé par le Groupe spécial aux Parties	K-4
Annexe K-4	Lettre datée du 9 août 2007 et adressée par les États-Unis au Groupe spécial en réponse à la lettre de la Turquie datée du 8 août 2007	K-5
Annexe K-5	Fax daté du 10 août 2007 et adressé par le Groupe spécial aux Parties	K-7
Annexe K-6	Fax daté du 13 août 2007 et adressé par le Groupe spécial aux Parties	K-8
Annexe K-7	Lettre datée du 20 août 2007 et adressé par les États-Unis au Groupe spécial aux Parties	K-9
Annexe K-8	Lettre datée du 27 août 2007 et adressée par la Turquie au Groupe spécial	K-11
Annexe K-9	Lettre datée du 30 août 2007 et adressée par les États-Unis au Groupe spécial	K-13
Annexe K-10	Fax daté du 11 septembre 2007 et adressé par le Groupe spécial aux Parties	K-14

ANNEXE K-1

LETTRE DATÉE DU 6 AOÛT 2007 ET ADRESSÉE PAR LES ÉTATS-UNIS AU GROUPE SPÉCIAL

Les États-Unis souhaitent remercier le Groupe spécial de ne pas avoir ménagé ses efforts dans le présent différend et d'avoir communiqué son rapport final aux parties. Après examen de ce rapport, les autorités de mon pays m'ont chargé de présenter la demande ci-après.

Dans le rapport final remis aux parties, le Groupe spécial a ajouté une nouvelle section VII.G intitulée "Traitement spécial et différencié" qui ne figurait pas dans son rapport intérimaire et dans laquelle, entre autres choses, il "note que la Turquie est un pays en développement Membre".[1] Or aucune partie n'a demandé au Groupe spécial de formuler des constatations sur cette question lorsqu'elle lui a demandé par écrit de revoir des aspects précis du rapport intérimaire.[2] En conséquence, aucune partie n'a formulé d'observation sur cette question dans le cadre du réexamen intérimaire du rapport du Groupe spécial. De même, aucune partie n'a présenté, dans ses communications dans le cadre du présent différend, des arguments et données de fait à l'appui en vue de constatations du Groupe spécial sur cette question. Comme le Groupe spécial lui-même le fait observer, "au cours des présentes procédures du Groupe spécial, la Turquie n'a invoqué aucune disposition spécifique concernant le traitement différencié et plus favorable pour les pays en développement Membres qui appellerait un examen additionnel".[3]

Les États-Unis n'estiment pas qu'une constatation entièrement nouvelle, qui n'a été demandée par aucune partie, doive être formulée au stade du réexamen intérimaire, étant donné en particulier que le fondement de cette constatation n'a pas été traité par les parties au cours du différend. En conséquence, les États-Unis ont l'honneur de demander que le Groupe spécial supprime la section VII.G du rapport qui sera distribué aux Membres.

Les États-Unis remercient le Groupe spécial de prendre en considération la présente demande. Ils font parvenir une copie de la présente lettre directement à la Turquie.

---

[1] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.304; *voir aussi id.*, paragraphe 7.305 (où il est indiqué que "le Groupe spécial a pris en compte le statut du défendeur en tant que pays en développement Membre").

[2] *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends*, article 15:2 ("Mémorandum d'accord"). La dernière phrase de l'article 15:2 du Mémorandum d'accord dispose que "[s]i aucune observation n'est reçue d'une partie durant la période prévue à cet effet, le rapport intérimaire sera considéré comme étant le rapport final du groupe spécial et distribué dans les moindres délais aux Membres".

[3] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.304.

ANNEXE K-2

LETTRE DATÉE DU 8 AOÛT 2007 ET ADRESSÉE PAR LA TURQUIE AU GROUPE SPÉCIAL CONTENANT DES OBSERVATIONS SUR LA LETTRE DES ÉTAT-UNIS DATÉE DU 6 AOÛT 2007

La Turquie remercie le Groupe spécial de lui avoir donné la possibilité de formuler des observations au sujet de la demande présentée très récemment par les États-Unis.

La Turquie estime que la section VII.G du rapport du Groupe spécial décrit avec exactitude sa situation en tant que pays en développement et le fait que, bien qu'elle n'ait invoqué aucune disposition relative au traitement spécial et différencié dans le cadre du Mémorandum d'accord pendant la procédure du Groupe spécial, celui-ci a bien occasionnellement pris en compte le statut du défendeur en tant que pays en développement lorsqu'il a établi et révisé le calendrier des travaux. La Turquie s'est félicitée des efforts faits par le Groupe spécial pour donner suite aux demandes des deux parties au cours de la procédure et, en particulier, pour prendre en considération le statut de pays en développement de la Turquie

En ce qui concerne la demande qui est présentée maintenant par les États-Unis, il y est dit que "*[l]es États-Unis n'estiment pas qu'une constatation entièrement nouvelle, qui n'a été demandée par aucune partie, doive être formulée au stade du réexamen intérimaire*". La Turquie conteste cette affirmation et pense que, conformément à l'article 12:11 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial a indiqué correctement ce qui s'était passé au cours de ses travaux en ce qui concerne le statut de pays en développement de la Turquie et l'absence de demande spécifique présentée par la Turquie en vue d'un traitement spécial et différencié. Elle ne pense pas qu'une demande spécifique de l'une ou l'autre des parties soit nécessaire pour que le Groupe spécial formule cette affirmation.

Pour cette raison, la Turquie juge appropriée et exacte la section VII.G et a l'honneur de demander au Groupe spécial de ne pas supprimer cette section du rapport qui sera distribué aux Membres.

La Turquie fait parvenir une copie de ces observations directement aux États-Unis.

ANNEXE K-3

FAX DATÉ DU 9 AOÛT 2007 ET ADRESSÉ PAR LE GROUPE SPÉCIAL AUX PARTIES

Le Groupe spécial remercie les États-Unis de leur communication datée du 6 août et a pris note de leur demande tendant à ce que la partie VII.G soit supprimée du rapport final. Il remercie aussi la Turquie de sa communication du 8 août et prend note de son opinion selon laquelle la partie VII.G ne devrait pas être supprimée du rapport.

Le Groupe spécial note que cette partie a été incluse uniquement dans la version finale du rapport qui a été remise aux parties. Ayant examiné les vues des deux parties sur la question, le Groupe spécial estime toutefois que la partie VII.G ne devrait pas être supprimée du rapport final. Cette partie n'est qu'une déclaration qui rend compte de ce qui s'est passé au cours de la procédure du Groupe spécial et n'affecte les droits et obligations d'aucune partie au différend en cours.

Comme il est indiqué dans la partie VII.G, la Turquie est un pays en développement Membre. Au cours de la procédure du Groupe spécial, la Turquie n'a mentionné aucune disposition de fond des accords visés concernant le traitement différencié et plus favorable pour les pays en développement Membres qui exigerait un examen particulier. Toutefois, eu égard à l'article 12:10 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial a pris en compte le statut de la Turquie en tant que pays en développement Membre lorsqu'il a établi et révisé le calendrier des travaux, y compris lorsqu'il a examiné les demandes de prorogation des délais présentées par la Turquie pour la communication des réponses et observations.

En conséquence, le Groupe spécial a l'intention de faire distribuer son rapport final, y compris la partie VII.G, aux Membres le vendredi 10 août, comme il a été annoncé auparavant aux parties.

ANNEXE K-4

LETTRE DATÉE DU 9 AOÛT 2007 ET ADRESSÉE PAR LES ÉTATS-UNIS AU GROUPE SPÉCIAL EN RÉPONSE À LA LETTRE DE LA TURQUIE DATÉE DU 8 AOÛT 2007

Les États-Unis ont reçu la lettre de la Turquie datée du 8 août ainsi que la communication du Groupe spécial du 9 août. En ce qui concerne la lettre de la Turquie, celle-ci confirme qu'à aucun moment du présent différend – y compris dans les observations présentées lors du réexamen intérimaire, l'une ou l'autre des parties n'a soulevé la question du statut de la Turquie en tant que pays en développement Membre, et encore moins n'a présenté d'éléments de preuve ou d'arguments sur ce sujet. La Turquie n'a pas non plus mentionné ni invoqué l'article 12:11 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord").

Les États-Unis remercient le Groupe spécial de s'employer avec diligence à traiter cette question. Dans sa communication du 9 août, le Groupe spécial indique que la partie VII.G de son rapport "n'est qu'une déclaration qui rend compte de ce qui s'est passé au cours de la procédure du Groupe spécial et n'affecte les droits et obligations d'aucune partie au différend en cours". Cependant, l'article 15:1 du Mémorandum d'accord prescrit que toutes les sections descriptives du rapport d'un groupe spécial soient communiquées aux parties à l'avance pour observations. La partie VII.G n'a pas été communiquée en tant que partie de la partie descriptive du rapport du Groupe spécial dans le présent différend et n'est donc pas conforme à l'article 15:1.

En outre, les États-Unis rappellent que le passage pertinent de l'article 15:2 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> "... Dans un délai fixé par le groupe spécial, une partie pourra demander par écrit que celui-ci réexamine des *aspects précis* de son rapport intérimaire avant de distribuer le rapport final aux Membres. À la demande d'une partie, le groupe spécial tiendra une nouvelle réunion avec les parties pour examiner les *questions identifiées dans les observations présentées par écrit*. Si aucune observation n'est reçue d'une partie durant la période prévue à cet effet, le rapport intérimaire sera considéré comme étant le rapport final ...". (pas d'italique dans l'original)

Le Groupe spécial *Australie – Saumons* a interprété ce libellé comme signifiant qu'"il n'[était] pas loisible au Groupe spécial d'examiner autre chose que les observations traitant d'"aspects précis" du rapport intérimaire".[1] Eu égard à l'article 15:2, et dans la mesure où aucune partie n'a formulé d'observations au stade du réexamen intérimaire sur l'absence dans le rapport du Groupe spécial d'une analyse des dispositions du Mémorandum d'accord relatives au traitement spécial et différencié et sur la décision de la Turquie de ne pas les invoquer, les États-Unis estiment qu'il "n'[était] pas loisible au Groupe spécial d'examiner" cette question.

Par ailleurs, les États-Unis contestent l'affirmation du Groupe spécial selon laquelle la nouvelle partie VII.G de son rapport final "n'affecte les droits et obligations d'aucune partie au différend en cours". Dans la partie VII.G, le Groupe spécial formule une constatation selon laquelle la Turquie est un pays en développement Membre. Cette constatation a des incidences manifestes pour différentes dispositions des Accords de l'OMC, l'analyse par le Groupe spécial de l'article 12:10 et 12:11 du Mémorandum d'accord n'étant qu'un exemple. De plus, la manière dont cette détermination a été établie n'est pas expliquée, alors qu'aux termes de l'article 12:7 du Mémorandum

[1] Rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures visant les importations de saumons*, WT/DS18/R, adopté le 6 novembre 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS18/AB/R, paragraphe 7.3.

d'accord, les groupes spéciaux sont tenus d'exposer leurs constatations de fait et les justifications fondamentales de leurs constatations.

L'inclusion dans le rapport final de constatations du groupe spécial et de descriptions de la procédure du groupe spécial qui n'ont jamais été communiquées aux parties pour examen et observations conformément à l'article 15 du Mémorandum d'accord soulève des questions systémiques importantes et lourdes de conséquences. Elle serait un précédent très préoccupant pour beaucoup de Membres et la cause de discussions substantielles entre les Membres et à l'Organe de règlement des différends. Elle apparaît aussi superflue dans le présent différend puisque la Turquie n'a jamais soulevé la question, et n'a jamais demandé au Groupe spécial d'inclure une quelconque constatation ou description en ce sens, et que le Groupe spécial lui-même a qualifié la partie VII.G de texte simplement descriptif et n'ayant pour objet d'affecter les droits et obligations d'aucune partie.

En conséquence, pour les raisons qui précèdent, les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial de réexaminer la partie VII.G et de la supprimer du rapport qui sera distribué aux Membres.

ANNEXE K-5

FAX DATÉ DU 10 AOÛT 2007 ET ADRESSÉ PAR LE GROUPE SPÉCIAL AUX PARTIES

Le Groupe spécial prend note de la communication des États-Unis reçue dans la soirée du 9 août et de leur demande tendant à ce que le Groupe spécial supprime la partie VII.G du rapport qui sera distribué aux Membres.

Compte tenu de cette demande, le Groupe spécial a décidé de retarder, jusqu'à nouvel avis, la distribution du rapport final aux Membres, initialement prévue pour aujourd'hui.

Le Groupe spécial informera les parties au début de la semaine prochaine de toute action ultérieure concernant la demande des États-Unis.

ANNEXE K-6

FAX DATÉ DU 13 AOÛT 2007 ET ADRESSÉ PAR LE GROUPE SPÉCIAL AUX PARTIES

À la suite du message qui vous a été envoyé le vendredi 10 août, le Groupe spécial invite les États-Unis, **pour le lundi 20 août au plus tard, avant l'heure de fermeture des bureaux**, à préciser ou à compléter, s'ils le souhaitent, leurs arguments concernant la partie VII.G du rapport et l'inclusion de cette partie dans le rapport final qui sera distribué aux Membres.

Par la suite, la Turquie est invitée à formuler des observations sur la demande et les arguments des États-Unis, **pour le lundi 27 août au plus tard, avant l'heure de fermeture des bureaux**.

...

Après réception de ces observations, le Groupe spécial décidera de toute action ultérieure concernant la demande des États-Unis et la partie VII.G du rapport.

ANNEXE K-7

LETTRE DATÉE DU 20 AOÛT 2007 ET ADRESSÉE PAR LES ÉTATS-UNIS AU GROUPE SPÉCIAL

Les États-Unis remercient le Groupe spécial de leur avoir fait parvenir sa communication du 13 août 2007 et de les avoir invité à préciser ou à compléter leurs arguments concernant la partie VII.G du rapport et l'inclusion de cette partie dans le rapport final qui sera distribué aux Membres.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de préciser et de compléter comme suit la lettre des États-Unis du 9 août. Comme il est indiqué dans cette lettre, une question essentielle soulevée par la partie VII.G est le point de savoir si un groupe spécial peut, après que le rapport intérimaire a été remis et a fait l'objet d'observations, inclure une partie entièrement nouvelle dans son rapport final. Comme les États-Unis l'ont exposé dans leur lettre du 9 août, la réponse est nécessairement négative.

Cette question suscite d'importantes préoccupations systémiques pour tous les Membres, indépendamment de la teneur de la partie VII.G. Alors que la Turquie peut estimer qu'en l'occurrence la partie ajoutée est exacte, les États-Unis n'ont pas eu la possibilité d'exprimer leur opinion. De plus, il faut considérer ce qui se passerait si la nouvelle partie avait contenu des constatations différentes. Par exemple, les États-Unis imaginent que les Membres seraient gravement préoccupés si un groupe spécial devait ajouter à son rapport final une nouvelle section qui ne figurait pas dans le rapport intérimaire et qui contiendrait de nouvelles constatations et descriptions concernant soit les allégations présentées soit des aspects de la procédure du groupe spécial (par exemple les opinions des experts consultés). Aucun ajout en ce sens ne serait conforme au *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord"). Peu importerait quelle pourrait être la teneur de cette partie additionnelle.

Cette question n'est pas non plus quelque chose à laquelle il est possible de "remédier" au stade du rapport final d'un groupe spécial. Comme des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel l'ont conclu, il n'est pas approprié de prendre en considération de nouveaux éléments de preuve au stade du réexamen intérimaire.[1]

Outre ces préoccupations systémiques importantes, la partie VII.G soulève une autre question systémique. Comme les États-Unis l'ont noté dans leur lettre du 9 août 2007, dans la partie VII.G, la constatation du Groupe spécial selon laquelle la Turquie est un pays en développement Membre n'est pas expliquée, alors qu'aux termes de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord, les groupes spéciaux sont tenus d'exposer leurs constatations de fait et les justifications fondamentales de leurs constatations. Il n'est pas surprenant qu'il n'y ait pas d'éléments de preuve ni d'arguments cités car les deux parties ont confirmé que la question n'avait jamais été examinée au cours de la procédure du Groupe spécial et qu'aucun élément de preuve ou argument n'avait été présenté par l'une ou l'autre des parties. Une fois encore, il n'est pas approprié de prendre en considération de nouveaux éléments de preuve au stade du réexamen intérimaire, et encore moins au moment où le rapport final d'un groupe spécial est sur le point d'être distribué.

La seule raison avancée par la Turquie pour l'inclusion de la partie VII.G est que celle-ci est "exacte" à son avis. La nouvelle partie n'est pas exacte de l'avis des États-Unis car, comme il a été dit,

[1] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines*, WT/DS231/AB/R, adopté le 23 octobre 2002, paragraphe 301; rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Certaines questions douanières*, WT/DS315/R, adopté le 11 décembre 2006, paragraphes 6.3 à 6.6.

cette question n'a jamais été soulevée pendant la procédure du Groupe spécial et la Turquie n'a pas non plus mentionné ni invoqué l'article 12:11 du Mémorandum d'accord. Cependant, la question va bien au-delà du point de savoir si la nouvelle partie est exacte ou non. Comme il a été dit, le fait d'ajouter une nouvelle partie à ce stade de la procédure suscite plusieurs préoccupations systémiques importantes et soulève des questions concernant la conformité avec plusieurs dispositions du Mémorandum d'accord.

En conséquence, pour les raisons qui précèdent ainsi que celles qui sont exposées dans la lettre du 9 août des États-Unis, les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial de supprimer la partie VII.G du rapport qui sera distribué aux Membres.

ANNEXE K-8

LETTRE DATÉE DU 27 AOÛT 2007 ET ADRESSÉE PAR LA TURQUIE AU GROUPE SPÉCIAL

La Turquie souhaite remercier le Groupe spécial de lui avoir donné la possibilité de formuler des observations au sujet de la demande présentée par les États-Unis, dernièrement le 20 août 2007.

Comme nous l'avons indiqué dans notre lettre du 8 août 2007, la Turquie ne comprend pas la préoccupation des États-Unis concernant la partie VII.G du rapport du Groupe spécial, où le Groupe spécial ne fait que mettre en œuvre les dispositions de l'article 12:10 et de l'article 12:11 du "Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends" (le Mémorandum d'accord). L'article 12:11 dispose que "Dans les cas où une ou plusieurs des parties seront des pays en développement Membres, le rapport du groupe spécial indique*ra* expressément la façon dont il aura été tenu compte des dispositions pertinentes sur le traitement différencié et plus favorable pour les pays en développement Membres, qui font partie des accords visés et qui auront été invoquées par le pays en développement Membre au cours de la procédure de règlement des différends."[1] (*pas d'italique dans l'original)*.

De même, l'article 12:10 du Mémorandum d'accord dispose que "… En outre, lorsqu'il examinera une plainte visant un pays en développement Membre, le groupe spécial ménagera à celui-ci un délai suffisant pour préparer et exposer son argumentation …".[2] De l'avis de la Turquie, il faudrait lire conjointement ces deux articles pour voir la justification de la partie VII.G, où le Groupe spécial signale le fait qu'il a pris en compte le statut de la Turquie en tant que pays en développement Membre lorsqu'il a établi et révisé le calendrier des travaux.

À cet égard, la Turquie estime que le Groupe spécial agit conformément aux dispositions de ces deux articles dans la partie VII.G du rapport final et que l'absence de demande spécifique de la part de la Turquie n'y crée aucun obstacle. En d'autres termes, elle estime que son statut de pays en développement est un fait indépendant du point de savoir si elle a ou non invoqué l'une quelconque des dispositions de fond spécifiques relatives au traitement spécial et différencié. Ainsi, c'est le statut de pays en développement de la Turquie lui-même qui est à l'origine de l'obligation pour le Groupe spécial de ménager un délai suffisant pour préparer et exposer l'argumentation.

Par ailleurs, bien que la Turquie n'ait invoqué pendant la procédure du Groupe spécial aucune disposition concernant le traitement spécial et différencié au titre des accords pertinents, elle a en fait bien invoqué l'article 12:10 par sa lettre datée du 27 février 2007 dans laquelle elle demandait, en tant que pays en développement, l'aide du Président de l'ORD en vue d'une prolongation du délai pour les consultations préalables. Aux termes de la première partie de l'article 12:10, "[d]ans le contexte de consultations portant sur une mesure prise par un pays en développement Membre, les parties pourront convenir d'étendre les délais fixés aux paragraphes 7 et 8 de l'article 4. Si, à l'expiration du délai indiqué, les parties qui ont pris part aux consultations ne peuvent pas convenir que celles-ci ont abouti, le Président de l'ORD décidera, après les avoir consultées, si ce délai doit être prolongé et, si tel est le cas, pour combien de temps". La réponse du Président d'alors a été reçue le 21 mars 2006, dans laquelle il est indiqué que "… l'ORD n'avait pas eu auparavant à traiter de demandes au titre de l'article 12:10 étant donné que la vôtre [*celle de la Turquie*] était la toute première demande faite en ce sens", et, en fait, le Président a encouragé la Turquie à soulever cette question lors des négociations en cours. Bien que cette question se soit posée avant la procédure du Groupe spécial, la Turquie est

[1] Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, article 12 – Procédure des groupes spéciaux, paragraphe 11.

[2] *Ibid*., paragraphe 10.

fermement convaincue que son statut de pays en développement a été pris en compte à différents moments du présent différend, y compris avant et pendant le processus du Groupe spécial.

En outre, le membre de phrase figurant dans l'observation faite par les États-Unis le 20 août 2007 – "… dans la partie VII.G, la *constatation* (*pas d'italique dans l'original*) du Groupe spécial selon laquelle la Turquie est un pays en développement Membre …" – est incompréhensible étant donné le statut de membre de la Turquie à l'OMC.

En conclusion, la Turquie a l'honneur de demander au Groupe spécial de prendre en considération les raisons exposées ci-dessus ainsi que sa lettre du 8 août 2007 et de maintenir la partie VII.G du rapport.

La Turquie fait parvenir une copie de ces observations directement aux États-Unis.

ANNEXE K-9

LETTRE DATÉE DU 30 AOÛT 2007 ET ADRESSÉE PAR LES ÉTATS-UNIS AU GROUPE SPÉCIAL

Les États-Unis ont reçu la réponse du 27 août de la Turquie aux précisions qu'ils avaient données le 20 août au sujet de leurs arguments. Comme cette réponse fait référence à la discussion tenue avant l'établissement du Groupe spécial au sujet de l'applicabilité de l'article 12:10 du Mémorandum d'accord, discussion dont le Groupe spécial n'a pas nécessairement été informé, les autorités de mon pays m'ont chargé de faire une clarification afin que le Groupe spécial ait une idée plus complète de cette discussion.

Dans sa lettre du 27 août, la Turquie rappelle qu'elle a invoqué l'article 12:10 du Mémorandum d'accord dans une lettre datée du 27 février 2006[1] "dans laquelle elle demandait, en tant que pays en développement, l'aide du Président de l'ORD en vue d'une prolongation du délai pour les consultations préalables". Comme le Président l'a conclu, l'invocation de cet article était inopportune, en ayant lieu après que les États-Unis avaient demandé l'établissement du présent Groupe spécial. En conséquence, la question de savoir si la Turquie était un pays en développement Membre n'a été ni soulevée ni examinée dans cette discussion. Il est donc inexact de dire que le "statut de pays en développement [de la Turquie] a été pris en compte à différents moments du présent différend, y compris avant et pendant le processus du Groupe spécial". La discussion en question n'étaye en rien la position de la Turquie sur la question de la partie VII.G.

[1] Dans sa lettre du 27 août, la Turquie indique que sa lettre au Président de l'ORD était datée du 27 février 2007. Cette lettre est en fait datée du 27 février 2006.

ANNEXE K-10

FAX DATÉ DU 11 SEPTEMBRE 2007 ET ADRESSÉ PAR LE GROUPE SPÉCIAL AUX PARTIES

Le Groupe spécial vous remercie des commentaires et observations que vous avez formulés au cours du mois écoulé au sujet de la Partie VII.G de son rapport. À la lumière des commentaires et observations des parties, le Groupe spécial a décidé de maintenir la Partie VII.G de son rapport avec le libellé légèrement modifié suivant:

"G. TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ

7.302 Conformément à l'article 12:11 du Mémorandum d'accord:

> "Dans les cas où une ou plusieurs des parties seront des pays en développement Membres, le rapport du groupe spécial indiquera expressément la façon dont il aura été tenu compte des dispositions pertinentes sur le traitement différencié et plus favorable pour les pays en développement Membres, qui font partie des accords visés et qui auront été invoquées par le pays en développement Membre au cours de la procédure de règlement des différends."

7.303 En outre, l'article 12:10 du Mémorandum d'accord dispose que:

> "[L]orsqu'il examinera une plainte visant un pays en développement Membre, le groupe spécial ménagera à celui-ci un délai suffisant pour préparer et exposer son argumentation."

7.304 Le Groupe spécial note qu'au cours des présentes procédures du Groupe spécial, la Turquie n'a invoqué aucune disposition spécifique concernant le traitement différencié et plus favorable pour les pays en développement Membres qui appellerait un examen particulier, et nous ne pensons pas non plus que ces dispositions spéciales soient pertinentes pour le règlement de la question spécifique dont le présent groupe spécial est saisi.

7.305 En tout état de cause, pendant la présente procédure, le Groupe spécial a pris en compte le statut du défendeur en tant que pays en développement Membre, fait qui n'était pas contesté par le plaignant, lorsqu'il a établi et révisé le calendrier des travaux. Le Groupe spécial s'est efforcé, entre autres choses, de donner suite, dans la mesure du possible, aux demandes de prolongation des délais présentées par la Turquie pour les réponses aux questions posées par le Groupe spécial après les première et deuxième réunions de fond, ainsi qu'à la demande de délai présentée par la Turquie pour les observations concernant les observations des États-Unis relatives au rapport intérimaire du Groupe spécial."

En outre, pour des raisons de transparence, le Groupe spécial a décidé de reproduire, dans une nouvelle annexe de son rapport, les passages pertinents des différentes communications qu'il avait échangées avec les parties au sujet de la partie VII.G. Le texte de cette annexe, qui serait l'annexe K, est joint au présent fax; comme la pièce jointe le montre, il comprendra aussi le texte du présent fax.

Le Groupe spécial a l'intention d'informer sous peu les parties de la date de distribution de son rapport final aux Membres.